



Digitized by

Digitized by Google

Original Item

UNIVERSITY OF CALIFORNIA











LE  
**ROYAUME D'ARLES**  
**ET DE VIENNE**

(1198-1378)

ÉTUDE  
SUR LA FORMATION TERRITORIALE DE LA FRANCE  
DANS L'EST ET LE SUD-EST

PAR

**PAUL FOURNIER**

PROFESSEUR À LA FACULTÉ DE DROIT DE GRENOBLE  
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE DES CHARTES

SPRECKELS



PARIS

ALPHONSE PICARD, ÉDITEUR

LIBRAIRE DES ARCHIVES NATIONALES ET DE LA SOCIÉTÉ DE L'ÉCOLE DES CHARTES

82, rue Bonaparte, 82

1891

DS 611  
B777  
F 2  
1201W

DC611  
B779  
F6  
1891a  
MAIN

LE

# ROYAUME D'ARLES ET DE VIENNE

—  
ՀԱՅՐԱՄ, ՔՐԴԻԱՆ ՔՐԵՑԱՅԻ, ՆԱԽՆԻՄՅԱՆՆԵՐԸ  
—

In compliance with current copyright law,  
U.C. Library Bindery produced this replacement volume on  
paper that meets the ANSI Standard Z39.48-1984 to replace  
the irreparably deteriorated original

1992

Digitized by Google

Digitized by Google



INTRODUCTION<sup>1</sup>

## I

Vers la fin du ix<sup>e</sup> siècle, les régions de l'Est et du Sud-Est de la Gaule se trouvaient partagées entre deux royaumes nés de la décomposition de l'Empire carolingien. L'un, le royaume de Bourgogne jurane ou de haute Bourgogne, était gouverné par une dynastie qui, s'il faut en croire de nombreux auteurs, trait son orgne de Guefe, le puissant comte qui fut père de Judith, seconde femme de Louis le Debonnaire. L'autre, le royaume de Provence, après avoir appartenu à Boson et à son fils Louis l'Aveugle, était tombé aux mains du comte Hugues qui, par sa mère Berthe, se rattachait à une branche de la famille carolingienne. La Bourgogne belvédétique était le noyau du premier de ces royaumes, l'autre, dont Vienne était le centre politique, s'étendait sur la vallée du Rhône depuis Lyon jusqu'à la mer, la limite entre les deux

1. Voir, sur les matières résumées dans cette introduction, la collection des *Jahrbücher des deutschen Reichs*, Zeller, *Histoire d'Allemagne*, II, *L'Empire germanique et l'Eglise*; Pilsner, *Études sur le règne de Robert le Pieux* (Paris, 1885, in-8°). Il convient de citer aussi, de de Cugnès la Serra, *Mémoires pour servir à l'histoire des royaumes de Provence et de Bourgogne jurane*, première partie, *les Bosonides*, dont deux par ie, *les Hugonides*, Extraits des tomes VII, VIII et IX des *Archives de la Société générale d'histoire suisse* (Lausanne, 1851 et 1853 in-8°) et l'ouvrage inachevé de A. de Turrebach, *Histoire de Boson et de ses successeurs* (Vienne, 1876, in-8°).

etats variait suivant leurs forces respectives. Or, il arriva qu'entre 900 et 930, le roi de la Haute-Bourgogne, Rodolphe II, et le roi de Provence, Hugues, furent l'un et l'autre tentés de suivre l'exemple, à la vérité peu encourageant, que leur avait donné Louis l'Aveugle en s'efforçant de soumettre à ses lois la péninsule Italienne. Rodolphe II s'y essaya le premier; mais, après une tentative dont les succès ne firent qu'éphémère, il reconnut son impuissance et se reira. Hugues fut plus heureux; mais pour n'avoir à redouter aucune entreprise nouvelle de la part de Rodolphe, il le désintéressa en lui abandonnant la plus grande partie de son propre royaume de Provence. Ainsi fut constitué, vers 933, le nouveau royaume de Bourgogne, qui de Rodolphe fut transmis à son fils, Conrad le Pacifique pour devenir ensuite l'héritage de son petit-fils Rodolphe III le Fainéant.

C'était un territoire considérable que celui qui, au commencement du XI<sup>e</sup> siècle, se trouvait soumis, au moins nominativement, à la royauté de Rodolphe III<sup>1</sup>. Au Midi, cet état était borné par la mer, depuis la bouche occidentale du Rhône jusqu'aux environs de Vintimille. Partant de la côte, la frontière orientale du royaume se confondait d'abord avec la limite qui, de nos jours, sépare la France de l'Italie, avec cette différence que la vallée d'Aoste, actuellement Italienne, faisait alors partie de la Bourgogne. La frontière se dirigeait ensuite vers le Gothard, pour remonter jusqu'à l'Aar ou au Rhin, elle comprenait ainsi, outre la Suisse française, une portion importante des territoires habités par une population de langue allemande. Bâle en marquant au Nord le point extrême, Genève, Lausanne, Sion et Soleure en étaient les villes principales.

<sup>1</sup> Sur les limites du royaume de Bourgogne, consulter les Atlas historiques de Spruner et de Longnon, et surtout Brunsin: *Jahrbücher des Deutschen Reichs unter Conrad II*, t. II, pp. 40 et ss., Pfister, *op. cit.*, pp. 105 et ss.

Par la trouée de Billert la limite se dirigeait vers les Vosges méridionales, après avoir passé en deçà de Remiremont et le Darney, elle se rabatait sur la Saône, dont elle suivait le cours à peu près exactement, tout en laissant à la France la partie du comté de Chalons située sur la rive gauche du fleuve. Depuis plusieurs siècles la région lyonnaise était un terrain disputé entre l'influence française et l'influence bourguignonne; cependant, à l'époque où nous nous plaçons, c'eût été se mettre en désaccord avec la vérité, au moins avec la vérité officielle, que de n'attribuer point à la Bourgogne un district important sis sur la rive droite du Rhône, c'est-à-dire non seulement le comté de Lyon, mais encore le comté de Forez. Plus au Sud, la limite s'écartait du Rhône de telle manière que Tournon et Annonay, puis Viviers et la région qui l'entoure faisaient partie de la Bourgogne, ensuite elle suivait le Rhône jusqu'à la Méditerranée. En somme, le royaume de Bourgogne comprenait, outre la moitié occidentale de la Suisse, la portion de la France moderne qui répond à la Comté de Bourgogne, à la Savoie, au Lyonnais, au Dauphiné, au Vivarais, au Comtat et à la Provence.

Envisagé au point de vue de sa constitution physique, ce royaume était mal conforme, coupé dans sa largeur par le Jura; il s'étendait en longueur sur une bande de terrain à une dimension disproportionnée. Aussi les nombreuses populations qui y étaient disséminées n'étaient unies par aucun lien d'origine, par aucune tradition invétérée, par aucun intérêt économique. C'est que le royaume de Bourgogne, tel qu'il se présentait au début du XI<sup>e</sup> siècle, résultait non du lent travail de la nature et de l'histoire, mais d'une combinaison arbitraire de la politique. L'œuvre était si factice qu'elle n'avait point de nom déterminé. Sans doute, de France, d'Italie ou d'Allemagne, on connaissait le souverain de ce royaume sous le nom de roi de Bourgogne; mais ses sujets étaient eux-

\*

mêmes fort hésitants sur la désignation qu'il convenait de donner à leur maître, ils usent à son égard des dénomination les plus variées : roi de Bourgogne, des Austrasiens, du Jura, des Alamans, des Germains, de Provence ou de Gaules. La différence est sensible entre ces hésitations et la fermeté des habitudes d'une nation qui, comme la France, a conscience de son existence et de neure irrévocablement fixée au vieux titre : *rex Francorum*.

Ce n'est pas seulement le titre, c'est la réalité du pouvoir qui manque à cette royauté; elle est comme étouffée par le développement rapide de la féodalité ecclésiastique ou laïque. On rencontrait alors dans le royaume de Bourgogne, à côté de principautés archiépiscolales ou épiscopales, comme celles de Besançon, de Lyon et de Vienne, — pour ne citer que quelques-unes des plus importantes, — les domaines de dynasties telles que celles d'Otton de Laume en Comte, des Hugues en Dauphinie, de Humbert aux Blanches-Mains en Savoie, enfin en Provence des marquis que la soumission des populations avait récompensés du service qu'ils leur avaient rendu en arrachant aux Sarrasins leur dernier repaire de la Garde-Franque. La véritable autorité, celle qui se fait respecter et obéir, appartient à ces puissances de fraîche date, elles n'en laissent que l'ombre à la royauté, qu'elles enserreraient chaque jour davantage dans les domaines de plus en plus exiguës.

Errants à travers leurs provinces, les rois habitaient où ils pouvaient; naturellement ils évitaient les séjours où ils se fussent trouvés à la discrétion des seigneurs féodaux. Aussi ne les vit-on presque jamais à Arles, en dépit de la tradition toujours vivante qui assignait à cette ville la qualité de métropole des Gaules. En revanche, ils résidèrent assez fréquemment à Vienne, la rivale d'Arles, où, grâce à la disparition du comte héréditaire, ils conserverent longtemps des domaines propres, souvent aussi dans la Bourgogne transjurane, l'État sortant leur dynastie et où était située la meilleure partie des biens relevant de

leur titre royal; là, au moins, ils ne se trouvaient pas en présence de puissantes dynasties étrangères. Ils avaient d'une affection spéciale la région des lacs de la Suisse occidentale ou de la Savoie, c'est ainsi que leur présence est signalée sur les rives du Léman, à Lausanne et à Vevey, sur celles du lac d'Annecy, à Cadrefin, sans parler d'Oron qui en est très rapproché; sur celles du lac du Bourget, à Aix, où ils possédaient un palais; une de leurs dernières fondations est celle du monastère de Talloires, sur les bords du lac d'Annecy. A diverses reprises ils avaient habité Bâle; parfois ils avaient établi leur royauté vagabonde dans de grands abbayes, par exemple à Pavane, et surtout à l'abbaye de Saint-Maurice d'Aigueze, dont l'histoire était étroitement liée à celle de cette dynastie. En effet, ils sont avant tout les rois de la Bourgogne helvétique; en dehors de là, leur influence s'exerce particulièrement à Vienne parce qu'ils y ont succédé aux descendants de Boson, et à Lyon dont, par suite de longues années, ils ont pu considérer le siège archiepiscopal comme un bien de famille. Tel est le domaine qui est soumis à leur autorité; comme s'il n'était pas assez étroit, encore faut-il qu'ils le découpent de leurs propres mains. Ainsi l'exposent-ils dans le Viennois par des concessions aux églises, dont la plus célèbre fut la charte de l'an 1023, véritable acte de fondation de l'indépendance des archevêques de Vienne au Moyen-Age. A dire vrai, la royauté des souverains burgondes, sans nom et sans capitale, ressemblant par plus d'un point à celle des derniers Carolingiens, est bien plutôt un fantôme qu'une réalité.

## II

L'un des premiers jours du mois de septembre de l'année 1032 la cathédrale de Lausanne reçut la dépouille mortelle

de ce Rodolphe III, auquel quarante années d'un règne sans gloire ont valu le nom de Rodolphe le Fainéant<sup>1</sup>. Comme ces deux mariages, ce prince n'est point de postérité légitime, sa succession avait longtemps paru réservée à l'empereur Henri II qui, en ligne collatérale, était son plus proche parent. Henri II ne comptait que médiocrement sur l'efficacité de son droit héréditaire; aussi, au lieu de se borner à attendre paisiblement la mort de Rodolphe, il crut utile de s'assurer de bonne heure une garantie en occupant Bâle. Au si prit il vis à vis de Rodolphe une position prépondérante, si bien que par des conventions soennelles, le roi de Bourgogne finit par s'engager à lui laisser sa succession. Ces arrangements ne furent pas sans inquiéter vivement un bon nombre de seigneurs bourguignons, fort peu desireux de voir les empereurs substituer leur suzeraineté à celle de leurs impuissants souverains. Peut-être la mort de Henri II, survenue en 1024, apaisa-t-elle pour quelque temps leurs inquiétudes; en effet, les conventions qu'ils allaient devoir accepter caduques, puisque leur héritier qu'ils avaient instamment précédé dans la tombe celui auquel il devait succéder. Mais le gouvernement de l'Empire passa alors aux mains d'un monarque habile et résolu, qui, très desiréux de reconstruire l'œuvre de Charlemagne, ne pouvait se résigner à laisser sans effet les résultats qu'avait acquis la politique suivie par Henri II à l'égard de la Bourgogne.

Conrad II, le nouveau roi de Germanie, était, comme son prédécesseur, le neveu de Rodolphe III, mais, dans l'ordre de la parenté, ses droits étaient infiniment à ceux d'un autre neveu, qui n'était autre qu'un puissant seigneur français, Etudes, comte de Chartres, de Blois et de Tours. À ne consulter que le droit accoutumé, c'était donc à Etudes que devait revenir le royaume de Bourgogne et de Provence. Par séduction ou par

<sup>1</sup> Comptes rendus par M. Liégeois sur les événements l'ouvrage cité de Brethau, Conrad II et Pèlerin, Etudes sur Robert le Pieux, pp. 365 et sa.

menace. Conrad fut assez heureux pour déterminer Rodolphe III à écarter la désignation de la loi du sang des 1027, une convention, analogue au traité jadis conclu avec Henri II, assura à Conrad la succession bourguignonne. C'est en vertu de cet accord qu'à la mort de Rodolphe II, en 1032, un seigneur burgonde s'en fut porter à Conrad les insignes du royaume de Bourgogne, à savoir le diadème des rois et la lance de saint Maurice, le patron céleste aussi populaire dans la partie septentrionale de la vallée du Rhône que l'était en France saint Denis ou saint Martin. À diverses reprises, le comte Eudes essaya de conquérir à main armée son héritage ; mais, par la diplomatie ou par la force, Conrad sut déjouer ses tentatives et se faire reconnaître universellement comme le successeur du dernier des rois burgondes.

Au premier abord, on est porté à se demander quel intérêt poussait Conrad II à élever une couronne à laquelle ne correspondait qu'un pouvoir effectif presque nul. En effet, les quelques localités de la Suisse ou de la région du Haut-Rhône qui appartenaient en propre à la royauté burgonde ne constituaient pas un accroissement sensible de la puissance de Conrad. Joignez à cela que les bienfaits se taisaient sur le secours financier que la Bourgogne aurait procuré à l'Empire, et qu'en fait de contingents militaires, on ne vit qu'une fois, avant le temps des empereurs Souabes, les hommes d'armes de Bourgogne s'associer à une guerre de l'Empire. N'était-ce pas une faute politique que cette annexion d'un pays qui n'apportait aux empereurs qu'un empire appauvri et épuisé, et qui, d'ailleurs, n'accroissait leurs ressources ordinaires ni d'un écu, ni d'un soldat ?

Cependant, si les forces matérielles de l'Empire ne s'en trouvèrent pas augmentées, il faut reconnaître que l'acquisition du royaume burgonde ne fut pas d'un médiocre intérêt<sup>1</sup>.

1. Voir sur ce point l'opinion des historiens allemands résumée par Brunsau, *op. cit.*, t. I, p. 115 et ss.

pour Conrad II et ses successeurs. Tout d'abord, l'annexion de la Bourgogne, ne fut-elle que l'ornement, intriquant pour l'imagination populaire en pas en avant vers la reconstitution de l'Empire Carolingien. Laisser échapper cette occasion de ressaisir une portion de l'héritage de Charlemagne eût paru à tous une inexplicable défaillance de la politique impériale. Cette défaillance eût été tout au plus grave qu'elle eût entraîné la restauration du royaume des Rodolphe au profit du prétendant français, Louis VII le Jeune, si ce n'eût pu convenir à aucun souverain allemand, qu'un étranger, se fondant sur un titre royal, d'étaler ses lois à ces dynasties comme celles de Henriennes et d'Alou, qui gardaient les passages des Alpes, cette considération s'imposait plus particulièrement aux empereurs qui s'efforçaient de soumettre l'Italie à leur domination. Tel avait été le cas d'Otton le Grand, au milieu du *x*<sup>e</sup> siècle : c'est pourquoi il n'avait pas négligé d'établir son influence sur la Bourgogne, à ce moment gouvernée par le jeune Conrad, fils de Rodolphe II. Tel était encore le cas de l'empereur Conrad II, avant d'insoluer son pouvoir en Italie, en dirigeant les projets de la faction qui appelait le duc français, Guillaume d'Acquitaine, à régner sur la Péninsule. Visiblement son propre intérêt lui commandait d'empêcher, à tout prix, la formation d'un état puissant dont le chef, disposant des passages des Alpes, pourrait à son gré pénétrer dans les plaines du Nord de l'Italie. À un autre point de vue, le rétablissement du royaume de Bourgogne, au profit d'une dynastie jeune et vigoureuse, eût créé un péril redoutable pour l'avenir de la royauté germanique. Supposez en effet que la Bourgogne ne se contentât pas d'être paisible et ambitieuse, maîtres par leurs domaines posséder une portion considérable de la Franco-germanique, et par la succession de Rodolphe III, de tout le pays qui s'étend des Vosges à la Méditerranée. Il est vraisemblable que ces rois seraient bien vite entrés en lutte



avec la dynastie Carolingienne, cette lutte se serait terminée par l'assujettissement de la France à la Bourgogne ou de la Bourgogne à la France, c'est-à-dire par la fusion des deux royaumes, sous l'autorité des héritiers d'Éudes de Claires ou sous celle des héritiers de Hugue Capet. Non seulement une monarchie ainsi constituée eût disposé des ressources de la race franque réunies en un seul faisceau, mais encore une partie des populations allemandes qui, au-delà la Saône, eussent été liées à son sort. Ainsi, dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle, une grande France, pénétrant comme un coin dans le monde germanique par ses possessions rhénanes, eût menacé la prépondérance de l'Empire en Occident et réduit l'Allemagne à la défensive. Cette situation, tout en flattant les aspirations des empereurs d'Allemagne à la domination universelle, eût, sans aucun doute, donné l'essor aux projets ambitieux des rois de France qui, eux aussi, n'oubliaient jamais leurs vœux à l'imitation de Charlemagne des présents au moins égales à celles des rois de Germanie. En somme, la monarchie française eût économisé les deux ou trois siècles de lents qu'elle a lutté pour soumettre la Bourgogne et la vallée du Rhône, et se trouver ainsi en état d'exercer une action efficace en Italie. Ce n'eût rien moins qu'un changement complet de l'histoire du Moyen-Âge qui eût été la conséquence probable de l'annexion de Conrad II vis-à-vis de la Bourgogne.

### III

Sans doute, d'avant même le l'empereur Conrad, la Bourgogne et la Provence lui reconnaissent universellement pour leur roi, mais, en mauvais endroits, cette reconnaissance théorique consistait surtout en ce que les vassaux de Conrad les dataient de l'annexion du règne de Conrad II : il s'en fallait de beaucoup que ce signe extérieur de respect impliquât une

véritable soumission aux ordres du roi. L'œuvre de la politique impériale n'était donc que très imparfaitement réalisée quand l'empereur Conrad descendit dans la tombe, laissant ses couronnes à son fils Henri II, qu'il avait pris la précaution, quelque temps avant sa mort, de proclamer roi de Bourgogne. Vers cette époque, un personnage bien au courant du fort et du faible de la situation de l'Empire, le chancelier impérial Wipon, signalait, en un langage que sa forme poétique n'empêchait pas d'être très clair, les dangers que courait la souveraineté de son maître dans les pays acquis par Conrad II :

« O roi, disait-il à Conrad, la Bourgogne vous le commande, levez-vous, venez en hale, souvenez-vous, quand le maître demeure long temps absent, la fidelté des nobles et des sujets est exposée à chanceler. Il est profondément vrai, le vieux dicton : loin des yeux, loin du cœur. Quoique maintenant la Bourgogne j'abandonne la paix à cause de vous, elle veut contempler en votre personne l'auteur de cette paix, et rassasier ses yeux du visage de son roi. »

Ce sera la demande, souvent répétée, et presque toujours en vain, des partisans de l'Empire en Bourgogne : l'empereur est trop loin, qu'il apparaisse enfin et prenne en mains la direction des affaires politiques de ce pays. Au moins Henri II n'ait la peine à donner, dans une certaine mesure, satisfaction aux vœux de son conseiller. Non seulement il organisa pour la Bourgogne une chancellerie spéciale, à la tête de laquelle il plaça, comme archichancelier, l'un de ses fidèles, l'archevêque Eudes de Besançon ; bien plus, il parut lui-même à plusieurs reprises dans les pays qui formaient l'héritage bourguignon. A la vérité, c'est surtout dans la région alpine-tique du royaume qu'il est possible de constater sa présence : ainsi, en 1042, il séjourna, « atetud a reaurree, a Sa. m. Maurice-

1. Voir ces vers du *Tetralogus* de Wipon dans les *Monumenta Germaniae Scriptores*, t. XL, vers 203 et 22, p. 251.

en-Valais, et y reçoit de nombreuses soumissions, plus tard, à trois reprises, il tient des diètes à Solothurn, il en réunit une autre à Zurich, non loin des frontières de la Bourgogne. Là ne se borne pas son action : visiblement la Comté de Bourgogne retient son attention. Il y vient lui-même en 1042, à l'occasion d'une expédition militaire, en 1043, c'est à Besançon qu'il célèbre ses fiançailles avec Agnès d'Aquitaine, qui se trouvait être la parente du comte Renaud de Bourgogne. A ce moment il espère sans doute, par le moyen de cette alliance, transformer le comte en un partisan de l'Empire aussi ferme que l'était déjà l'archevêque Hugues de Besançon. Mais, là où la diplomatie ne réussit pas, Henri III sait fort bien se servir des armes : c'est ainsi qu'en 1044 il reprime par la force une insurrection du comte de Bourgogne uni au comte de Genève. Ces efforts ne furent pas inutiles, en effet, il semble certain que Henri III conserva jusqu'à sa mort une certaine autorité sur la Comté de Bourgogne.

En dehors de la Comté au nord dans la partie du royaume qui, de nos jours, est française, la féodalité laïque échappait complètement à l'autorité de l'empereur. En revanche le haut clergé avait plus à craindre de sa propre influence qu'il ne pouvait en butte à d'incessantes hostilités de la part des seigneurs : les prélats éprouvaient le besoin de trouver au-dessus d'eux un roi dont l'office fût de faire respecter leurs droits et de défendre l'Eglise. Telle était la conception que les membres du clergé se faisaient volontiers de la royauté, telle était la raison de l'alliance qui s'établissait souvent entre les papes et les rois, de l'entente des seigneurs féodaux. On sait déjà que Henri III pouvait compter sur l'archevêque de Besançon, lors de deux vacances successives, c'est lui qui désigna l'archevêque de Lyon. Enfin, en 1046, lorsqu'il se rendit à Rome pour y recevoir la couronne impériale, il y fut accompagné, non seulement, comme on pouvait s'y attendre, des archevêques de Besançon

et de Lyon, mais encore de l'archevêque d'Arles. C'était évidemment un signe très significatif que la présence, dans le cortège impérial, de trois des trois pairs indépendants de la Bourgogne. Il n'était pas difficile d'en conclure qu'impulsant à redoubler la loyauté laïque à une seule occasion, l'empereur gouvernait la Bourgogne par le moyen d'une entente avec les chefs du clergé. Ce plan n'appartient pas exclusivement aux empereurs du xi<sup>e</sup> siècle : on verra que d'autres, après eux, ont cherché à le réaliser.

Pour gouverner avec l'appui du clergé, il fallait, avant tout, éviter les conflits entre l'Eglise et l'Etat. On sait que les empereurs Franconiens, ardant à une tendance irrésistible vers la toute-puissance, ne surent pas respecter les droits qu'une société chrétienne ne peut refuser à la puissance spirituelle : l'histoire de la querelle des investitures montre assez quelle résistance l'Eglise sut leur opposer. Comme il était facile de le prévoir, les conséquences de ce conflit furent désastreuses à la souveraineté impériale dans le royaume de Bourgogne, il en résulta que l'œuvre commencée par Conrad II, et continuée par Henri III, fut presque complètement anéantie sous les règnes des empereurs Henri IV et Henri V<sup>1</sup>. En effet, sauf dans la Bourgogne helvétique, les chefs du clergé, pour la plupart fidèles à leur devoir, soutinrent la cause de l'Eglise romaine contre celle de l'empereur. Ce n'est pas le lieu de raconter ici les péripéties de cette lutte, qu'il me suffise de rappeler que la Bourgogne produisit l'un des auxiliaires les plus dévoués de la réforme de Grégoire VII, Hugues de Die, qui devint archevêque de Lyon, et quelque temps après un des adversaires les plus déterminés de Henri V, Gai de Bourgogne, archevêque de Vienne, plus tard pape sous le nom de Calixte II.

<sup>1</sup> Voir, sur cette période, H. H. *Die Verhältnisse des Konigreichs Burgund zu Kaiser und Papst unter Conrad II. und Heinrich III.* (Münch., 1851), pp. 132-133.

Quant aux seigneurs laïques, les plus importants d'entre eux s'étaient gardés de prendre le parti de l'Empire<sup>1</sup> : en fait ainsi notamment du marquis de Provence et du comte de Bourgogne. Les empereurs ne pouvaient donc retrouver de ce côté l'appui qui leur manquait du côté du clergé. Même la Bourgogne transjurane, où cependant plus d'un évêque avait servi le parti de l'Empire, fut ébranlée dans sa fidélité par la révolte d'un duc de Souabe, Rodolphe de Rheinfelden, que, par une inspiration malheureuse, l'impératrice Agnès, régente pendant la minorité de Henri IV, avait placé à la tête de cette province, avec le titre assez énigmatique de *recteur*<sup>2</sup>.

Tout conspirait donc à luser les liens encore frêles qui rattachaient la Bourgogne à l'Empire. Or, au moins en ce qui touche les régions situées à l'Ouest des monts, ce n'était pas l'action personnelle des empereurs qui pouvait remédier à ce danger. Sous Henri IV et sous Henri V, cette action personnelle doit être considérée comme nulle. Henri V se laissa oublier dans ces contrées, Henri IV y avait paru plutôt en prosaïque qu'en roi, alors que, se rendant à Capossà, il s'était dit s'estimer heureux d'être reçu, par le comte de Bourgogne, « assez honorablement pour sa condition » (c'est l'expression d'un contemporain). Plus politique, le marquis Anselme de Turin, beau-frère de l'empereur, fit payer cher au souverain la liberté du passage à travers les Alpes. On comprend facilement qu'à cette époque la chancellerie bourguignonne, devenue une sinécure, ne soit plus assez importante pour être confiée à un archichancelier. On comprend mieux encore que les actes politiques les plus graves s'accom-

1. Cf. F. de Gingins *Mémoires sur le rectorat de Bourgogne*, publié dans le tome I des *Mémoires de la Société d'histoire de la Suisse romande*, et tiré à part (Lausanne, 1839, in-8°).

2. *Lamberti Hersfeldensis Annales, Monumenta Germaniæ, Scriptores*, t. V p. 753.

plissent dans ces contrées sans le concours de l'empereur. C'est ainsi qu'en 1125, Raymond Berenger et Alphonse de Toulouse se partagèrent la Provence, l'un prenant pour lui la portion comprise entre la Durance et la mer, l'autre la portion limitée par la Durance et l'Isère, sans avoir manifesté le moindre souci d'obtenir le consentement du souverain. Décidément l'empereur Lothaire de Supplimbourg n'avait pas tort d'écrire, quelques années plus tard, que la puissance impériale dans ces régions était réduite au point d'être presque complètement obliée.

#### IV

Cent ans après, au commencement du xiii<sup>e</sup> siècle, un Anglais de haute naissance, Gervais de Tilbury, dans un écrit adressé à l'empereur Otton de Brunswick, exprime un vif regret de ce que la politique impériale, lâchant la proie pour l'ombré, ne craigne pas de poursuivre des conquêtes nouvelles au lieu de s'attacher à concentrer sous sa main les dix pays qui forment le noyau de l'Empire, au premier rang desquels il place les régions du Sud-Est et de l'Est de la France<sup>1</sup>. C'est, à l'avis de Gervais, une faute grave que commettent les empereurs de la laisser avilir leur autorité dans des régions placées au cœur de l'Europe de telle manière qu'elles donnent accès, par des routes faciles, aux contrées qui forment l'enjeu de la partie politique engagée en Occident. Telle est la situation de la Bourgogne et de la Provence. Qui les possède peut sans peine pénétrer sur les terres du roi de France par le Nord de la Comté de Bourgogne, chemin traditionnel des envahisseurs. Qui les possède tient les défilés des Alpes, et d'ailleurs, étant

<sup>1</sup> *Dea Imperatoria Decretis* I, n<sup>o</sup> xii, dans Leibnitz, *Scriptores rerum Germanicarum*, t. I, pp. 222 et 23. Une édition anglaise a été donnée à la suite, en 1856, par Stead.

maître des ports de la Méditerranée, peut, s'il lui plaît, envahir l'Italie, égarner à ses armées la rude et dangereuse traversée des royaumes. Qui les possède domine de ces mêmes ports la Merkte carée, que sillonnent ses galères, et dispose ainsi du chemin que souvent les croisés suivront pour attaquer la Syrie et l'Afrique. Enfin, la faute que commet la politique impériale semble inexcusable à qui considère les ressources immenses qui offrent ces terres bannies du Ciel, couvertes de campagnes fertiles, riches des dons de la nature, remplies de villes commerçantes, habitées par une population prête à s'incliner devant tout pouvoir qui manifestera une énergie suffisante pour inspirer quelque crainte. Tel est au moins le caractère des Provençaux qui, parmi les diverses races entre lesquelles se partageaient ces régions, se distinguent par une civilisation plus brillante et plus avancée. Gervais décrit, non sans finesse, cette population qu'il connaissait bien, à l'esprit alerte et remuant, active ou nonchalante selon l'impression du moment; sachant, quand il le faut, endurer les souffrances et les privations et se livrer ensuite aux douceurs de l'abondance.

« Ces populations, ajoute Gervais, comblées de tous les dons, manquent d'un maître vaste et bon que l'empereur craigne d'en porter la responsabilité ! »

Ce que Gervais de Tilbury disait à ces autres serviteurs de l'Empire, à commencer par Wipon, l'avaient pensé et dit longtemps avant lui. Toutefois, depuis le xii<sup>e</sup> siècle, une circonstance nouvelle rendait de plus en plus difficile la tâche qui s'imposait aux empereurs de rétablir leur suprématie en Bourgogne.

Il ne faut pas oublier que la meilleure partie des provinces de ce royaume — je veux parler de celles qui sont situées à l'Ouest du Jura et des Alpes — étaient liées à la France par leur langue, leurs sympathies, leurs habitudes et leur littérature; en outre, les vallées de la Saône et du Rhône étant le

grand chemin par lequel les pays Français communiquaient avec l'Italie, la Méditerranée et l'Orient, il s'ensuivait fatalement que le passage incessant de voyageurs français, pèlerins, moines, guerriers, marchands ou jongleurs, développait sans cesse les relations sociales et commerciales de ces régions avec la France. Il n'y avait pas jusqu'au rôle favorable à l'Eglise, joué par les Capétiens dans les affaires religieuses, qui n'attirât vers la royauté française les populations catholiques de la Bourgogne, et la portion la plus respectable de leur clergé. Au temps où Conrad II avait uni la Bourgogne à l'Empire, la force d'attraction et d'expansion de la France était encore faible; en effet, la monarchie capétienne, alors mal assise et discutée, avait assez à faire de s'établir solidement pour s'abstenir de poursuivre, au nom d'une action continue, une politique extérieure de conquêtes et d'annexions. Mais il n'en était plus ainsi au milieu du xii<sup>e</sup> siècle, sous le règne de princes tels que Louis VI et Louis VII. La royauté française était alors assez forte pour ne plus se désintéresser des événements qui se produisaient à l'arrière de ses frontières, les lors elle se propose de s'étendre jusqu'aux limites de l'ancienne Gaule, posant ainsi les bases d'une politique qui, loin d'être jamais oubliée, se compliqua parfois chez les rois de France de la prétention de ressusciter, outre la Gaule romaine, les autres portions de l'Empire Carolingien.

Au xiii<sup>e</sup> siècle, et plus encore au xiv<sup>e</sup>, l'un des points fondamentaux du plan politique de nos rois poursuivait l'accomplissement d'une acquisition des territoires bourguignons ou mis alors sous la dénomination de royaume d'Arles et de Vienne, du nom des deux villes mises hors de pair entre toutes les villes burgondes par la mystérieuse grandeur qu'elles empruntaient aux traditions et aux monuments de l'antiquité romaine, remontant àux sources des premiers temps de la propagation du christianisme. Cette désignation, qui n'est





ciels la question des limites qu'il fallait lui donner. En tous cas, ce qui est certain, c'est que la Comté, le Lyonnais, le Dauphiné, le Valentinois, la Provence et même la Savoie sollicitèrent vivement l'ambition des Capétiens, ce qui est encore certain, c'est que dans la plupart de ces régions, du xii<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> siècle, l'autorité de l'Empire s'évanouit pour faire place à l'influence française; c'est que les principales ecclésiastiques ou laïques, abandonnées ou mal soutenues par le pouvoir impérial, tombèrent les unes après les autres aux mains des rois héritiers de Philippe-Auguste et de Philippe le Bel.

Quels furent les efforts des empereurs pendant plus de deux siècles pour maintenir en Bourgogne leur souveraineté nominale ou pour la transformer en souveraineté réelle, c'est là tout l'objet du présent livre. Il s'ouvre au moment où l'influence française devient une force avec laquelle il faut compter; il se ferme au moment où sa prépondérance est consacrée par un acte qui, sans avoir en fait une grande importance, fut envisagé comme la constatation de la décadence irrémédiable de l'autorité impériale dans ces régions: je veux parler de la charte memorable par laquelle, en 1378, l'empereur Charles IV de Luxembourg accorda au Dauphin, fils du roi de France, le titre et les pouvoirs de l'empereur romain dans ces contrées.

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### L'AVÈNEMENT DE LA MAISON DE SOUABE

#### I — LE ROYAUME D'ARLES<sup>1</sup> SOUS LOTHAIRE II<sup>2</sup>

Entre l'époque des empereurs Franconiens, dont la dynastie se termine avec Henri V, et celle des empereurs Souabes, qui s'ouvre avec l'avènement de Conrad III, le règne de Lothaire de Supplinbourg marque une période intermédiaire. Alors se font sentir les conséquences désastreuses de la querelle des investitures; l'autorité des empereurs, gravement affaiblie dans tout l'Empire, est presque entièrement méconnue dans les pays de l'Est et du Sud-Est de la France moderne. Il faut avoir mesuré cette décadence pour apprécier les efforts que multiplièrent les successeurs de Lothaire en vue de restaurer leur souveraineté dans cette région.

Un témoignage irrécusable de la faiblesse de l'Empire se trouve dans la lettre par laquelle Lothaire, en 1136, convoqua tous ses vassaux, ecclésiastiques ou laïques, de Provence et la Bourgogne afin de prendre part à son expédition en Italie; le souverain y constate à la fois ses instances réitérées pour amener ses sujets à l'obéissance et le peu d'empressement qu'il rencontre de leur part. « Maisques foz, dit-il, nous vous avons écrit pour réclamer le tribut de vos hommages et de votre soumission. Vous n'en avez pas tenu compte, marquant ainsi d'une manière indécente votre mépris pour notre pouvoir suprême.

1. Quoique l'expression royaume d'Arles et de Vienne, comme on l'a dit plus haut, ne soit usitée par les chroniqueurs du moyen âge qu'à partir de la fin du x<sup>e</sup> siècle, j'ai cru pouvoir l'employer dès le premier chapitre de cet ouvrage afin de ne pas à modifier la terminologie au détriment de la clarté de l'exposition.

2. Sur le règne de Lothaire, voir W. Bernharti, *Lothar von Supplinburg*, dans la collection des *Jahrbücher der Deutschen Geschichte* (Leipzig 1879, in-8°); Giesebrecht, *Geschichte der Deutschen Kaiserzeit*, t. IV (Brunswick 1877, in-8°); Zeller, *Histoire d'Allemagne*, t. II, *L'Empire Germanique sous les Hohenstaufen*.

Footnote. — Le Royaume d'Arles.

Nous voulons, maintenant, travailler de notre mieux à relever dans vos régions notre autorité, diminuée parmi vous au point d'y être presque complètement oubliée. Aussi vous commandons nous de vous trouver à Plaisance, à la Saint-Michel, avec votre contingent d'hommes armés...<sup>1</sup> » Cette lettre parut n'avoir produit aucun effet, non plus que les lettres analogues adressées en cette circonstance, et sans doute en beaucoup d'autres, aux évêques et aux barons de la même région. Si l'on excepte l'archevêque de Besançon, aucun ne figure aux dites impériaux du règne de Lothaire, aucun ne s'associe aux expéditions de l'empereur en Italie, tout ce pays est au moins indifférent aux prétentions et aux destinées de l'Empire. Parfois même l'empereur y rencontre des adversaires qu'il lui faut réduire par la force des armes, c'est ainsi que lors de son expédition de 1116 en Italie, il dut soumettre le comte Amédée III de Maurienne, qui n'avait pas craint de faire cause commune avec les ennemis de l'Empire<sup>2</sup>.

Lothaire avait bien compris, dès le début de son règne, que cet état de choses ne se modifierait qu'autant qu'il lui serait possible d'établir en Bourgogne une ou plusieurs familles seigneuriales étroitement liées à sa dynastie. Il avait tenu la couronne depuis peu de temps, quand la mort du comte de Bourgogne Guillaume l'Enfant, assassiné le 1<sup>er</sup> mars 1127, sembla lui en fournir l'occasion<sup>3</sup>. Comme Guillaume n'avait point laissé de descendance directe, un cousin par les mères, le comte Renaud, s'étant, de sa propre autorité, mis en possession de la Comté, sans se préoccuper en aucune façon d'obtenir de l'empereur l'approbation de sa conduite<sup>4</sup>.

1. Hartene, *Amplissima Collectio*, t. I, p. 717, Stumpf, *die Reichskanzler*, vornehmlich der X., XI. und XII. Jahrhunderte, (Innsbruck, 1865 et années suivantes, n-8°), n° 3729. Giesebrecht (op. cit., p. 126) reconnaît que Lothaire ne fut guère aidé par les pays burgondes dans son expédition contre Roger de Sicile.

2. « Post hæc ingressus est (imperator) terram Hamadan (Amadei) prius in eam majestati contradicentis quem, destructis innumeris urbibus et locis multis in eam subi compulsi. » *Annales Saxo*, dans les *Monumenta Germanicarum, Scriptores*, t. VI, p. 71.

3. On pourra consulter la note sur la généalogie de la maison comtale de Bourgogne donnée par Bernharté, 3<sup>e</sup> appendice de l'ouvrage déjà cité. J'indique pour la mort de Guillaume la date donnée par cet auteur p. 121.

4. Voir sur cette prise de possession le texte de Guizier dans son poème intitulé *Reynardus*.

Peut-être Renaud s'imaginait-il n'en avoir pas besoin, peut-être aussi se croyait-il en droit de se considérer comme absolument indépendant des empereurs. En effet, il n'était pas impossible de soutenir que si la Bourgogne avait été, nominativement au moins, soumise aux prédécesseurs de Lothaire, c'était non point à cause de leur titre d'empereurs, mais à raison de leur qualité d'héritiers de Conrad le Salique, qui avait reçu la succession de Rodolphe III, le dernier roi de Bourgogne. Si cette prétention était fondée, il en fallait conclure que l'union personnelle par laquelle le royaume de Bourgogne avait été rattaché à l'Empire n'avait pu arriver à la dynastie des empereurs issus de la maison de Francorum, et que, depuis la mort de Henri V, le royaume de Bourgogne était vacant.

Telle n'était pas, on le pense bien, l'opinion qui avait cours dans l'entourage de Lothaire. Très irrité de l'audace du comte Renaud, l'empereur se proposa de le punir en le privant de la succession de Guillaume l'Enfant. Renaud, en effet, n'était pas le seul parent du comte défunt : Guillaume avait laissé dans la ligne maternelle un oncle, alors puissant dans les pays helvétiques, Conrad de Zähringen, fils du duc Berthold, et, par sa mère, héritier de l'illustre maison de Rheinfelden : ce prince avait jusqu'alors fait cause commune avec les Staufen qui étaient, à cette époque, les adversaires de l'empereur Lothaire. Detacher Conrad de l'opposition en lui offrant la succession de Guillaume l'Enfant ou Comté, frapper ainsi à la fois et le parti des Staufen qui perdrait un puissant appui, et le comte Renaud de Bourgogne qui se verrait menacé par un prétendant redoutable; enfin, si la fortune le secondait, établir en Bour-

« Jure suo nimirum et clero saepe ne fretus  
Teutonicos reges edictaque saepe vocatus  
Sprevit, et Allobroges et Helveti regibus  
Imperium repudiando, nimis ultra seculum  
Libertatis erexit. »

(Edit. de T. d'Argen, 1708. Livre V, vers 102 et 2.)

Cf. le passage où Otton de Freising cherche à expliquer que Renaud ne se soit pas adressé à l'empereur : « Verum predictus comes (Renaud) summo iure non contentus erat summo homini et ex consule sua omnia remissa curam provincie proinde neglexit. » *Costa Friderici imperatoris*, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores* L. XX, p. 111.

1 Otton de Freising reconnaît nettement que la Comté devait appartenir à Renaud, *jure hereditario*, et que, si l'empereur pensait à l'attribuer à Conrad c'est qu'il agissait sous l'empire d'un sentiment d'indignation contre Renaud. *Ibid.*

gogue une dynastie qui tiendrait incontestablement ses titres de l'empereur, tel est le plus que conçoit alors Lothaire de Supplinbourg. Le duc de Zähringen ne tarde pas à y donner son assentiment : ainsi, lors de la diète de Spire, réunie en septembre 1127, l'empereur l'investit de tous les fiefs du feu comte Guillaume et lui confie en outre, avec le titre de recteur, le gouvernement des deux Bourgognes, cisjuraire et transjuraire. Or, ces leçons que le duc Otton de Frisinge cite comme concession comprennent tout le pays qui, sur l'un et l'autre versant du Jura, s'étend de Montbéliard à l'Isère, peut-être fallait-il y ajouter notamment du moins, la Provence dont la tradition faisait une dépendance de l'ancien royaume de Bourgogne<sup>1</sup>.

Le nouveau recteur<sup>2</sup> put bientôt s'apercevoir qu'au moins en ce qui concernait les possessions loyales du Jura le diplôme de Lothaire ne lui avait conféré qu'un vain titre et qu'il lui faudrait soutenir une rude guerre pour se mettre en possession des domaines qui lui avaient été si généralement octroyés. Nous ignorons les vicissitudes de cette lutte, tout ce qu'il est permis d'affirmer, c'est que, du vivant de Lothaire, Conrad ne réussit nullement à faire reconnaître son autorité sur le versant occidental du Jura où le comte Renaud se maintenait en dépit des ordres et des menaces du souverain<sup>3</sup>. Ce qui demeura de cette tentative, ce fut l'exemple donné par Lothaire : pour la première fois, un empereur allemand avait tenté de s'acheminer vers le sud par le don de ces provinces de l'Est de la Gaule sur lesquelles l'Empire n'exerçait aucun pouvoir effectif. À vrai dire, il n'était pas

<sup>1</sup> Cf. Otton de Freising, *Costa Friderici Imperatoris*, ibid., p. 413, *Annalen* 5. Durand, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XVII, p. 33. Cf. sur cette concession, H. Hor, *Der Verlust der drei Königtümer Burgund an Kaiser und Papst, in der Zeit unter Friedrich I.* (Paderborn, 1874, in-8°), pp. 21 et 22.

<sup>2</sup> Sur le rôle des recteurs de Bourgogne, voir de Gisors, *Le Recteur de Bourgogne*, dans le tome I des *Mémoires de la Société de l'histoire de la Suisse romande*, Lausanne, 1839. Conrad de Zähringen se trouvait par sa mère le pontife de Rodolphe de Rheinfelden. Le recteur organisé par l'empereur Lothaire ne réussit pas directement au rectorat créé en faveur du Rodolphe au temps de Henri IV : mais il comprenait de plus la Bourgogne cisjurane.

<sup>3</sup> Otton de Freising, *Gesta*, ibid. Günther, dans son *Liturgicus* (liv. V, vers 361 et seq.) décrit la lutte entre Renaud et Conrad, sans indiquer le parti en faveur duquel il se prononce, sans doute elle demeura indécise. Il ne paraît pas que Lothaire ait appuyé effectivement Conrad (cf. Bernhard, *op. cit.*, p. 136). On comprend d'ailleurs qu'absorbé par les dissensions intestines de l'Allemagne, par sa politique italienne et par les difficultés venues du schisme d'Anaclet, Lothaire n'ait pu consacrer à la Bourgogne qu'une attention très médiocre.

malhabile à l'empereur de prendre à peu de frais l'apparence d'un généreux donateur, laissait le rôle le plus pénible au donataire condamné à conquérir à grand-peine les domaines dont on disposait à son profit. C'est à des donations de ce genre (l'exemple n'en sera pas perdu) que se réduisent nombre d'actes par lesquels ces empereurs d'Allemagne ont manifesté leur souveraineté sur les pays burgondes et provençaux.

Ainsi au delà du Jura et des Alpes, Lothaire n'avait guère réussi à imposer son autorité. Des frontières de la Lorraine aux côtes de la Méditerranée, ecclésiastiques et laïques continuaient à peu près tous à affecter à l'égard de l'Empire cette attitude qu'un contemporain qualifiera bientôt d'insolente<sup>1</sup> mais qui est surtout indifférente. Pour eux, le pouvoir impérial ne sera rien tant qu'il ne se présentera pas avec la force suffisante pour se faire respecter et pour assurer à ses fidèles une efficace protection. Tel est le but vers lequel les empereurs de la maison de Souabe tendront de tous leurs efforts, la suite de cette histoire permettra d'apprendre si ces efforts ont été couronnés de succès. En tous cas, les résultats qu'ils ont obtenus, ils les doivent à leur politique personnelle et non à celle de leurs prédécesseurs, j'en ai assez dit, en effet pour motiver la comparaison la puissance de Lothaire dans les régions orientales de la Gaule<sup>2</sup>.

#### II. RAPPORTS DE CONRAD III AVEC LE CLERGÉ ET LES SEIGNEURS

A Lothaire succéda le premier des empereurs Souabes, connu dans l'histoire sous le nom de Conrad III. Conrad n'était point le politique avisé et tenace qui devait rendre à l'Empire son ancien éclat, cette tâche était réservée au prince qui atteignit après lui la couronne de Charlemagne et des Ottons. Au moins sut-il comprendre et indiquer quelques-uns des moyens par lesquels la souveraineté de l'empire avait eue à être restaurée en Bourgogne, à savoir l'alliance intime avec les hauts dignitaires du clergé et l'intervention hostile dans les querelles des seigneurs laïques, grâce à ces deux procédés il

1. *Gerold Richter* dans les *Monatsschrift Germania*, Strasbourg, t. XX, p. 377.

2. Consulter outre les ouvrages cités de M. Zeller et de M. de Ciessej écrit le livre de Bernhardi *Conrad III*, dans les *Jahrbücher* (Leipzig, 1883, Cf. Haferkamp *Verhältnisse*, t. III, p. 22 et 23).

n'était pas impossible à l'empereur de grouper en un parti tous ceux que le souci de leurs propres intérêts devait lier aux intérêts de l'Empire.

Tout d'abord, Conrad se montra favorable au clergé, toujours disposé, en Bourgogne comme en France, à s'appuyer sur le pouvoir royal pour résister aux usurpations dont le menaçait sans cesse la localité trévue. Alors s'ouvrit la longue série de privilèges accordés à des églises par la chancellerie impériale. C'est ainsi qu'en 1139, Conrad confirma les possessions de l'abbaye de Lieu-Cressant, près au nord-est de Besançon<sup>1</sup>, et qu'en 1142 il accorda un diplôme aux chanoines établis non loin de Lyon au monastère de Meynat<sup>2</sup>. Quelques années plus tard, et il intervient dans la lutte que soutenaient l'un contre l'autre l'évêque de Lausanne et le comte Amédée de Genève, ce fut pour y prendre le parti de l'Église. Par un diplôme de 1145, il confirma à l'évêque (le malheureux Amédée d'Hauterive issu d'une famille dauphinoise<sup>3</sup>) la liste des possessions de son église, notamment celles que l'empereur Henri IV lui avait accordées après la défaite de Rodolphe de Rhodmelfelon. Enfin, l'année suivante comme Guélaine de Mâcon, frère du comte Renaud de Bourgogne

1. 28 mai 1139, *Stumpf, des Hohenstaufen*, n° 3358. Ce diplôme fut concédé à la date de Hirschbourg, où virent de la Bourgogne l'archevêque Humbert de Besançon (voir la mention de sa protection dans les diplômes royaux par Stumpf, n° 3359-3361), Conrad de Zähring à n° 3386 à 1192). Frédéric de Fribourg n° 3327, 3339, 3361), peut être aussi ajouté à cette énumération le comte Thierry de Montfaucon (n° 3368; diplôme douteux). Cf. Bernhardt, *op. cit.* p. 81.

2. Guichenon, *Historia Sabaudia* (édit. de 1656), p. 160. Bernard, *Manuel de pièces écrites servant à l'histoire de Bourgogne*, p. 126, Stumpf, n° 3431. Cet acte est connu par une copie insérée dans un diplôme rendu en faveur de la chartreuse de Meynat par Frédéric I<sup>er</sup> le 28 octobre 1151. Stumpf le date de 1142, peut-être trop tôt, car il a été émis où se traitèrent (au printemps de cette année) des affaires relatives à la Bourgogne. Cf. Bernhardt, *op. cit.* p. 77, note 29.

3. Le père de l'évêque qui portait aussi le nom d'Amédée, et qui était puissant en Dauphiné (il possédait six châteaux, dont celui de Chasse où eut lieu la future défaite de l'évêque de Lausanne), entra en 1139 avec son jeune fils au monastère de Bonaventur, les moines firent d'abord l'éducation du jeune homme qui plus tard compléta ses études à Laury. Le jeune Amédée, après avoir passé ensuite quelques années à la cour de Henri V, se fit moine lui-même à Chaux, fut nommé abbé de Hautecombe en Savoie et devint enfin évêque de Lausanne en 1144. Cf. la notice de M. l'abbé Gremaud, publiée dans le *Nouvel de Fribourg* en 1851 et réimprimée dans le tome CLXXVIII de la *Patrologie latine*, col. 1277 et s. Le diplôme accordé à Amédée de Lausanne, pour confirmer les possessions de son église, se trouve dans la *Gallia Christiana*, t. XV, p. 41, Stumpf, n° 3491.



prétendait occuper Vienne au mépris des droits qu'un ancien diplôme de Rodolphe III, roi de Bourgogne, avait conférés à l'archevêque de cette ville, Conrad, par une lettre adressée aux évêques et aux princes de la région, déclara que la cité de Vienne tout entière était soumise à la seigneurie de l'Eglise, sans qu'un autre seigneur pût être admis à y exercer aucun droit : en conséquence il renouvela en faveur de l'archevêque Humbert la donation par laquelle le dernier roi de Bourgogne, Rodolphe III, avait remis à l'Eglise de Vienne la garde de la ville entière, y compris le palais que les rois avaient habité et le château du Pipet qui la défendait.

Ce n'était point seulement aux prélats que Conrad demandait leur appui, sauf à le payer ensuite par les faveurs de sa chancellerie. A diverses reprises, il essaya de profiter des rivalités qui divisaient les seigneurs laïques pour se rendre nécessaire ou utile à plusieurs d'entre eux. C'est ainsi qu'en 1144 il intervint dans la question qui s'agitait à l'occasion de la succession de Provence, ouverte par la mort du comte Raymond Bérenger<sup>2</sup>.

Pour comprendre la portée de cette intervention, il faut avoir que, trente ans environ avant l'avènement de Conrad III, le règlement de la succession du comte Gilbert de Provence avait fourni l'occasion d'une querelle qui devait se perpétuer pendant de longues années entre l'illustre famille provençale de Baux et la maison des Bérenger de Barcelone. Alors (en 1104) l'héritage de Gilbert avait été attribué à sa fille aînée Douce, mariée au comte de Barcelone Raymond Bérenger, sans que rien en parvint à la fille cadette de Gilbert qui avait épousé Raymond de Baux. A ce moment-ci plus tard quand Bérenger-Raymond II recueillit le comté de Provence après la

1 Le diplôme en faveur de l'église de Vienne est daté d'Attila-Chapelis, 6 janvier 1141. Il a été connu par la publication qu'en a faite dans la *Bibliothèque Historique* qui se trouve par un appendice consacré aux antiquités de Vienne : *Vienne ancienne et moderne antiquités*, p. 81, cf. *Stumpf* n° 254. Ce diplôme présente beaucoup d'anomalies, qui ont été relevées par Bernhart, *op. cit.*, p. 416, note 26. La lecture est soit à la date de l'indiction, au moins dans la *Bibliothèque Historique* et ailleurs ? ou bien de 91 plusieurs mots de même sont corrompus. Cependant on n'a pu déduire de ces observations que ce diplôme ait été considéré comme faux. Voir sur ce diplôme les observations de Ficker *Beiträge zur Urkundenkunde* (Innsbruck 1876), t. II p. 218, n° 317.

2 Sur l'histoire des comtes de Provence à cette époque voir Doucke, *Histoire de Provence* t. II, pp. 15 et s. Cf. *Histoire générale de Languedoc* (nouv. éd.), t. III, pp. 750 et s., pp. 782 et s.

mort de son père (1131), la famille de Baux avait essayé, sans aucun succès, de faire valoir les prétentions qu'elle n'avait pas abandonnées sur une part de l'héritage de Provence. Or, en 1144, Béranger-Raymond II vint à succomber dans une bataille qu'il livrait aux Génois, il laissait pour héritier un enfant mineur. Le comte de Baux crut le moment favorable pour recouvrer l'héritage de son père : il pouvait espérer qu'il serait appuyé, dans sa lutte contre les Bérangers, par le comte de Toulouse, Alphonse Jourdain. En effet, un traité de 1125 avait divisé la Provence en deux parts, l'une au Mali de la Duranço formant à proprement parler le comté de Provence l'autre comprise entre la Duranço, l'Isère, les Alpes et le Rhône, connue plus tard sous le nom de marquisat ; le comté avait été attribué aux Bérangers, le marquisat aux comtes de Toulouse. Finalement ces deux états découpés par un traité étaient devenus rivaux, si bien que la maison de Baux hostile aux Bérangers, n'avait pas tort de compter sur l'alliance d'Alphonse Jourdain. En outre, le comte de Baux avait lié cette alliance avec un certain nombre de personnages importants de la région soumise aux Bérangers, fort de leur adhésion, il entreprenait de se mettre en possession du pays sur lequel il n'avait cessé de réclamer des droits<sup>1</sup>.

En même temps qu'il travaillait à s'y établir, le comte ne crut pas inutile de donner à ses prétentions la couleur d'une légitimité qui devait les mettre au dessus de toute contestation. Il voulut que cette légitimité leur fût conférée par un acte du représentant du pouvoir impérial, héritier des anciens rois de Bourgogne; aussi, vers le milieu de l'année 1145, le comte se rendit à Wormbourg pour décider le roi Conrad III à épouser sa cause<sup>2</sup>.

C'était pour la cour d'Allemagne un spectacle nouveau que celui d'un membre de l'une des plus puissantes maisons de la Provence qui venait faire appel à la justice et à la protection de l'empereur :

1. *Histoire générale du Languedoc* (nouv. édit.), t. IV, p. 75.

2. Sur cette lutte on trouvera des renseignements dans un document daté de 1130, publié par Bouche, *Histoire de Provence*, t. II, pp. 324 et 2.

3. Il paraît bien que Raymond de Baux se rendit lui-même à Wormbourg, cela résulte du texte même du diplôme, signé dans la mots suivante, qu'il écrivit de l'empereur le 10 août 1145 « Radimus tibi, vir nobilis Raymundus... », cela résulte encore d'une allusion à ce voyage contenue dans une lettre de Hugues de Baux, fils aîné de Raymond, à l'abbé Wilbold de Bavelot, publiée par Jauffr, dans les *Annales de l'abbaye de Bavelot* (Abbas Wilbold de Bavelot, t. I, n° 126).

une telle démarche ne dut pas malicieusement flatter les secrètes aspirations de Conrad, et sans doute le souvenir ne s'en effaça pas de longtemps dans l'entourage des Staufen. Toutefois, il est permis de supposer que la démarche de Raymond de Baux plaça Conrad dans une alternative embarrassante. Demeurer sourd à son appel, c'était laisser échapper une occasion unique d'affirmer les droits de la couronne impériale sur la Provence, se rendre à ses désirs, c'était engager l'autorité de l'Empire dans une lutte (visiblement très périlleuse) contre le tuteur du jeune fils de Raymond-Berengar de Provence, le comte de Barcelonne, qui joignait à ses propres ressources celles du royaume d'Aragon dont il avait épousé l'héritière. Ainsi Conrad n'avait donc qu'à opter entre une abstention qui le diminuerait et une défaite qui l'humilierait.

En homme prudent, il se tira de la difficulté par un demi-moyen. D'une part il concéda en fief au comte de Baux toute la terre qu'avaient jadis tenue le comte Gerbert de Provence et sa femme Françoise; il y ajoutant, pour le comte de Baux, le droit de battre monnaie en Provence et d'en exalter les monnaies étrangères, concession qui semblait bien donner raison aux prétentions de la famille de Baux sur cette contrée. Mais, d'autre part, il abstint, dans le diplôme qu'il accordait à Raymond, de nommer la Provence, sur laquelle portait cependant le débat. Il se gardait bien de lui en conférer nominativement l'investiture, laissant planer ainsi une obscurité, sans doute calculée, sur la portée de la concession qu'il lui octroyait. Un tel diplôme ne pouvait être de grande utilité au comte de Baux, qui, d'ailleurs, ne se trouva pas en état de soutenir longtemps la lutte contre son adversaire. Peu de mois après le voyage de Ramonard de Baux à Wurzburg, ses partisans l'abandonnèrent pour se soumettre

1. 11 août 1145, Stumpf, n° 3496. L'acte tout entier a été imprimé par Stumpf dans la partie de son ouvrage intitulé *Acta adhaerentia*, n° 332. Papon (t. II, p. 597) a émis des doutes sur l'authenticité de ce diplôme, mais ces critiques n'ont pas été accueillies favorablement par les érudits. En effet, le diplôme de Conrad III est cité dans une chartre de l'abbé de Frédéric Barberousse concernant les affaires de Provence (R. hist. 62. Stumpf, n° 3903, dernière, *Amplissima collectio*, t. 3, p. 331), qui se rapporte à l'abbé Hugo de Béziers dont le privilège aurait été lui-même signé par le diplôme de Conrad III contenant ces mots *avere bulla nostram jussimus* mais il n'en est rien. L'acte est donc mentionné par Conrad III dans son diplôme pour l'authenticité : *Il iter ap. eccl.*, p. 95, note B. Berthier. *Acta adhaerentia*, p. 615, en a été Stumpf a joint cette note. L'acte est donc suspect.

à Raymond-Béranger III<sup>1</sup>, bientôt le comte de Baux fut lui-même réduit à cesser les hostilités et à se rendre à Barcelonne, en résolvant son jeune parent, pour l'assurer de sa soumission et de sa fidélité.

Ainsi, c'était en vain que Raymond de Baux avait obtenu l'appui de l'Empire : la Provence demeurait tout entière aux mains de Raymond-Béranger qui de son côté paraît n'avoir en aucune façon sollicité l'investiture de Conrad III.

L'issue de cette querelle n'était pas pour accroître le prestige de l'Empire dans la Gaule méridionale. Cependant les négociations engagées par le comte de Baux avec Conrad III avaient donné aux seigneurs du Midi un exemple qui ne devait pas être perdu. Aussi les membres de la famille de Baux ne cesseront pas, pendant les années qui suivent, d'entretenir des relations avec la cour impériale où ils comptent des amis dévoués, tels que l'abbé Wibald de Stavelot, c'est grâce à l'appui qu'il s'y est ménagé que le fils de Raymond de Baux pourra plus tard tenter de reprendre contre les Béranger la lutte traditionnelle dans sa maison<sup>2</sup>. Vraisemblablement tous ceux qui tenaient au parti des Baux se rapprochèrent aussi de l'empereur, sans doute les comtes de Toulouse de la dynastie de Saint-Gilles, adversaires naturels de la famille qui possédait les côtes de la Provence, s'habituèrent alors à chercher du côté de l'empire cette alliance qui devait leur être si utile du temps de Frédéric II. Ainsi, les événements préparaient à Conrad III une véritable clientèle de prélats et de barons. Malheureusement les diplômes par lesquels le roi des Romains aurait répondu à leurs avances sont trop suspects pour qu'il soit permis de se former une opinion précise sur l'état des relations de Conrad avec la féodalité ecclésiastique et laïque de ces régions<sup>3</sup>.

1. Février 1146. Ce fait est mentionné par un passage du document publié par Bouche et cité plus haut : « Anno Domini 1146, mensis Februarii, apud Tarasconem, barones Provincie fecerunt hominicum ad Raymondem comitem Barchon. et Arragonem principem ac Provincie marchionem, et max. his propriis juraverunt ei fidelitatem. » Bouche *op. cit.* t. II, p. 125.

2. Voir la lettre publiée sous le n° 126 dans la correspondance de l'abbé Wibald.

3. Voir, sur les diplômes apocryphes ou douteux de Conrad III, la note insérée ci-dessous, page 13.

## III. — POLITIQUE DE CONRAD III EN CONTÉ

Les questions qui se débattaient dans la vallée du Rhône étaient moins graves pour l'Empire que l'interminable querelle soulevée par la succession à la Comté de Bourgogne que ne cessait de se disputer Renaud III et Conrad de Zähringen. L'empereur de Lotharinge, le duc de Zähringen, sans doute en vue de se faire attribuer l'une et l'autre Bourgogne, avait déserté le parti des Staufen, bien plus, même après la mort de Lotharinge il n'avait pas craint de prendre les armes contre la maison de Souabe.

Ainsi, par ses antécédents, Conrad de Zähringen semblait appartenir au parti qui supportait impatiemment l'avènement de la maison de Souabe : tout naturellement on pouvait s'attendre à le voir figurer parmi les chefs de l'opposition qui se préparait à combattre la politique du nouveau souverain. Aussi était-il vraisemblable d'en déduire cette conclusion que, dans l'affaire de la Comté, Conrad III réserverait ses faveurs à Renaud de Bourgogne, le rival du duc de Zähringen. Cependant, si complètement séparés qu'ils paraissent être par les événements antérieurs, le roi des Romains et le duc Conrad surent éviter une rupture, la preuve en est fournie par l'assentiment du duc à assiéger aux ducs conquis par le roi des Romains. En même temps, peut-être sous l'influence de Conrad III, le duc de Zähringen et le comte Renaud, comme s'ils étaient unis par un accord tacite, cessèrent de se disputer l'héritage de Guillaume I. Enfant. Le duc se maintint dans la Bourgogne helvétique tandis que Renaud continua de régner sur la Comté car son rival n'avait jamais rêvé de prendre pied<sup>1</sup>. Probablement Conrad III estimant heureux de neutraliser un parti par l'autre, son neveu (le futur Barbarossa) se chargeait d'ailleurs de porter de rudes coups à l'influence des Zähringen dans les pays situés au-delà de la Rense<sup>2</sup>, tandis que de son côté, comme pour conserver

1. Cf. Bernharti, *op. cit.*, p. 8. Peut-être le comte Renaud de Bourgogne vint-il, en mai 1138, à Strasbourg, où se trouvaient Conrad III et le duc de Zähringen. Il n'est pas invraisemblable de penser qu'alors une sorte d'arrangement préalable fut conclue entre eux par l'intermédiaire de l'empereur.

2. Voir le récit de la lutte au cours de laquelle Frédéric de Souabe s'empara du

l'équilibre, Conrad III, comme on l'a vu plus haut, refusait son appui au frère du comte Renaud dans les entreprises auxquelles il se livra pour enlever à l'Église la ville de Vienne<sup>1</sup>.

Cette situation se prolongea jusqu'à la mort du comte Renaud de Bourgogne survenue en 1148, son seul enfant était une fille mineure, Béatrice, la même que Barbe-Rousse devait plus tard choisir pour porter avec lui la couronne impériale. Sous le prétexte de sauvegarder les droits de sa jeune nièce, le frère de Renaud, Guillaume de Mâcon, entreprit alors de soumettre la Bourgogne cisjurane à sa propre domination<sup>2</sup>. Nous ne savons si Conrad de Zähringen, reprenant exécution de ses projets sur ces régions, tenta l'entrave à la réalisation des desseins de Guillaume de Mâcon. À vrai dire, le moment eût été mal choisi car le duc ne pouvait compter alors sur l'appui de Conrad III dont il venait l'exciter le mécontentement en se niant aux adversaires de la maison de Souabe par le mariage de sa propre fille Clémence avec l'un des chefs du parti Guelfe le duc de Basse, Henri de Lion<sup>3</sup>. Quels qu'aient été ses efforts, Conrad de Zähringen n'avait réalisé aucun progrès du côté de la Comte quand il fut enlevé par la mort en janvier 1152.

Peut-être, au moins, avait-il pu se convaincre du réel et que c'était seulement par une entente avec le roi de Germanie qu'il avait chance d'atteindre le but de sa politique, à savoir la soumission de la Bourgogne à ses lois. En tout cas, son fils Berthold ne méconnaît point l'obligation que les circonstances lui imposaient, de se rapprocher de la maison de Souabe ; mais bientôt les négociations qu'il paraît avoir ouvertes dès la mort de son père se trouvèrent arrêtées. En effet, le 15 février 1152, Conrad III descendait lui-même dans la tombe. Pendant les quatorze années de son règne, il n'avait guère pu qu'indiquer, en ce qui concerne la Bourgogne et la Provence, les lignes générales de

Zürich. Ces événements se rapportent à l'année 1146. Cf. Othon de Freising. *Historia Friderici imperatoris* lib. 4, c. 26 et 29; dans *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XX, pp. 366 et 367.

<sup>2</sup> Voir plus haut, page 17. Il s'agit des prétentions de Guillaume le Macou sur Vienne.

<sup>3</sup> Sigbert *quintusque Afflighemense*, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores* t. VI, p. 403.

<sup>4</sup> Sur ce mariage et les alliances politiques qu'il occasiona, voir Bernhardi, *op. cit.*, pp. 748 et 749. Les textes importants y sont cités.

la conduite que devraient tenir ses successeurs à l'égard du clergé et de la féodalité<sup>1</sup>; lui-même n'en tira aucun résultat. Au moins con-

1 J'ai laissé de côté quatre diplômes qui se ligés sous le nom de Conrad III, ont été souvent cités par les érudits. En effet, ces diplômes ne paraissent être au moins faux ou douteux.

Le premier est un diplôme daté de 1147, 10<sup>e</sup> année du règne, conférant les *regalia* à l'archevêque d'Embrun. On y cite comme témoins *Ortlubum Basiliensem* (épiscopus), *Burchardum Argentoratum*, *Bernardum*, sans doute pour Buresheim) *Garnacensem*, *Conradum*, *Conradum* *Amelunum* (l'évêque de Constance se nomme alors *Hermannus*). Voir le texte dans *Galla christiana*, t. III *Instrumenta*, p. 179. Verboeck, *Histoire de Bâle*, t. I, p. 84, *Dietschens*, *Historisches Jahrbuch* (ed. 1866), p. 40, *Stumpf*, n° 35.

Le second est un diplôme rendu en faveur de l'évêque de Vienne, portant la date au vint, dont les deux indications ne concordent pas : vint de l'incarnation 1148, 10<sup>e</sup> année du règne (la 10<sup>e</sup> année du règne va du 13 mars 1147 au 13 mars 148). *Testes* : *Ortlubum* (sic) *Basiliensem*, *Burchardum* (sic) *Argentoratum*.

Il n'est ni au bon ni au mauvais. Voir le texte dans *Monachi Episcopi Viennenses* (éd. de 1608), p. 10, et dans le *Galla christiana*, t. V *Instrumenta*, p. 224. Cf. de Gail et de Barrois *de Clerici* (Lyon, 1813, in-8°), p. 65. *Stumpf*, n° 357.

Le troisième confère les *regalia* à Raymond, archevêque d'Arles : *Factum est hoc privilegium anno no mcaris domini 14 anno quinto VII (sic) regni ejus* (sans doute pour anno vero septimo). *Testes* : *Hermannus Maguntiam archiepiscopus*, *episcopus Basiliensis*, pour Buresheim) *Argentoratum*, *Ortlubum Basiliensem*, *Burchardum* (sic) *Argentoratum*, *Tiberium archidiaconum*, *Albericum notarium* et *alii multi*. Voir le texte dans *Sax. Paphlagon. Archiepiscopus* (éd. in-4° de 1625), p. 226, *Stumpf*, n° 358.

Le quatrième, au reste, au tres nous prouve la vision de Clotilde, le soustrait à tout contrôle. Il confère ses droits à l'abbaye de la Vierge et casse certains actes de l'archevêque de Vienne, Leger mort en 1071 qui lui étaient préjudiciables. Il est daté de Worms, 16 septembre 1151, 4<sup>e</sup> année du règne. *Testes* : *Ortlubum Basiliensem*, *Arnoldum cancellarium*, *Duthierum* et *Tiberium archidiaconos*. On en conserve aux Archives de l'Isère (B. 351<sup>7</sup>) un exemplaire sur parchemin qui peut être de la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle et porte des traces de rature. L'est publié dans *Grand Essai sur l'abbaye de Saint-Barnard de Romans*, *cartulaire*, t. I, p. 511, cf. Verboeck, t. I, p. 84, *Stumpf*, n° 351.

Ces quatre diplômes sont étroitement apparentés. En effet :

1° Ils ont le même préambule et les mêmes formules finales ;

2° Les noms des témoins sont à peu près identiques, et généralement à l'écrit ils semblent être reproduits d'un diplôme à l'autre, notamment du premier au second.

Or, le quatrième de ces diplômes est tout vraisemblablement faux. Il est daté de Worms et le 16 septembre 1151, Conrad III était à Wormsbourg (Bernhardi, *op. cit.*, p. 600). En outre, il n'est pas mention du règne de Pierre, ce qu'on ne l'a mentionné dans l'introduction, c'est à une expression dont le chancelier impérial ne se sert pas au XII<sup>e</sup> siècle. Le prétendu original conservé aux Archives de l'Isère n'est d'ailleurs certainement qu'un apocryphe de la fin du XII<sup>e</sup> siècle ou du XIII<sup>e</sup>. C'est à une

vient-il de lui reconnaître le mérite d'avoir frayé les chemins où plusieurs empereurs de sa maison firent de rapides progrès.

conclusion qui a été méconnue par Ficker (*Uom Reichsfürstentum*, Innsbruck, 1861, t. I, p. 361).

L'un des membres de cette famille de diplômes étant faux, faut-il en conclure que les autres sont aussi des apocryphes? Il est difficile d'en décider d'après les reproductions imprimées que nous en possédons, faites sans doute sur des copies incomplètes et fautive. Au moins je n'hésite pas à les considérer comme très suspects, le moins douteux serait peut-être le diplôme d'Embrun. Cf. Stumpf, *op. cit.* Bernhart, *Kontes III*, pp. 503 et 504 notes. Ficker (*Uom Reichsfürstentum* pp. 373 et 305) semble admettre l'authenticité des privilèges d'Embrun et d'Arles.



## CHAPITRE II

### LE REGNE DE FRÉDÉRIC BARBEROUSSE<sup>1</sup>

#### I. — PREMIERS ACTES DE FRÉDÉRIC

Quelques semaines après la mort de Conrad III, l'abbé W. Bald annonçait au pape Eugène l'avènement au trône de Germanie de Frédéric de Hohenstaufen, le neveu du souverain défunt. « Notre nouveau maître, ajoutait-il encore jeune, puisque je ne crois pas qu'il ait atteint sa trentième année, a montré jusqu'ici une très grande vivacité d'esprit, de la rapidité dans les résolutions. heureux à la guerre, il est avide de gloire et aspire aux entreprises difficiles. Telle fut l'impression que conservèrent les contemporains de la personne de ce prince de taille médiocre mais bien fait et remarquable par l'animation de son visage par l'éclat de sa chevelure et par l'élégance de ses manières, on le disait belliqueux en même temps que prudent généreux sans être prodigue, craignant Dieu et aimant la justice, et par dessus tout favori particulier de la fortune<sup>2</sup>. Ajouter à cela que son âme est pleine des souvenirs de Charlemagne et qu'il entend s'appliquer à l'imiter; comme lui il veut réaliser dans l'Occident cet idéal de justice et de paix qui après tout, est la seule raison d'être du Saint-Empire romain. Pour atteindre ce but, il lui faut évi-

1. Voir, sur le règne de Barberousse, l'ouvrage de Hans Prutz, *Kaiser Friedrich I* (3 vol. in-8°, Dantzig, 1871). Cf. Meisner, *Geschichte der deutschen Kaiserzeit*, deux volumes de cet ouvrage, les tomes V et VI, y sont consacrés au règne de Barberousse, dont l'histoire n'est pas achevée, la ont été publiés à part sous ce titre : *des Zeit Kaiser Friedrichs des Rothbarts* (Leipzig in-8° 1880 et 1882). On consultera aussi avec fruit Hauser, *das Verhältniss des Kaiserreichs Burgund zu Kaiser und Reich besonders Friedrich I* (Paderborn, 1874, in-8°). Parmi les ouvrages français, je me borne à renvoyer au livre, déjà cité, de M. Zeller.

<sup>2</sup> Lettre de W. bald au Pape, mars 1152, publiée dans les *Monumenta Germaniae Historica* (Balle, *Bibliotheca rerum germanicarum*, t. I), n° 173.

3. *Actus Moraviae continuatio*, dans les *Monumenta Germaniae Scriptores* t. VIII, p. 640.

déclinent un royaume, en Bourgogne aussi bien qu'en Italie, le respect de son autorité : or c'est par la Bourgogne qu'il doit commencer.

Pour la soumettre, une voie s'offrait naturellement à lui : il fallait qu'en échange de la reconnaissance expresse de sa suzeraineté, il assurât le triomphe de l'une des deux familles qui se disputaient la Comté, à savoir les descendants d'Otto Guillaume, et ceux de Conrad de Zähringen. Or le comte Guillaume de Mâcon, représentant mâle de la vieille dynastie comtale, était en possession de la Comté, soit en vertu de ses droits personnels, soit parce qu'il avait usurpé ceux de sa sœur Béatrice : n'ayant rien à conquérir, il se souciait peu de gagner l'alliance impériale. Il n'en était pas ainsi de Berthold de Zähringen, très désireux d'obtenir enfin dans la Bourgogne usurpée la réalité d'un pouvoir, dont depuis trente-cinq ans sa maison possédait seulement l'apparence. Aussi, peu de mois après l'avènement de Frédéric, Berthold avait conclu avec le nouveau roi des Romains une convention dont les diverses clauses peuvent être ramenées aux points suivants :

1° Le roi des Romains renouvellera en faveur du duc Berthold de Zähringen la concession de la Bourgogne à laquelle s'ajoutera celle de la Provence.

2° On sait que Guillaume de Mâcon détient une part importante de ces régions, au mépris des droits du duc ; Berthold poursuivra contre Guillaume la reconnaissance de ses droits devant l'assemblée des princes de l'Empire, dont le roi des Romains s'engage à faire exécuter la décision.

3° Frédéric et Berthold entreprendront en commun une expédition dont le but sera de faire reconnaître en Bourgogne la suzeraineté impériale, et comme on disait alors, le rectorat (c. à-d. la vice-royauté) des Zähringen. Cette expédition, qui paraît d'abord avoir été annoncée pour l'année 1152, fut ensuite définitivement fixée à l'été de 1153 ; Berthold devait fournir un contingent de mille chevaliers.

4° Il était entendu à l'avance que tant qu'il serait en Bourgogne, Frédéric disposerait souverainement du pays conquis. Après son départ, la souveraineté é y devait être exercée par le duc, sous réserve des droits de l'empereur sur les archidiocèses et évêchés qui dépendaient immédiatement de l'Empire. Quant aux simples évêchés placés sous la dépendance des seigneurs du pays, et notamment des

comtes de Bourgogne, l'avouerie en appartiendra désormais au duc de Zähringen.

3° En échange des services que le roi des Romains se proposait de rendre à la maison de Zähringen, Berthold s'engageait à accompagner Frédéric dans l'expédition qu'il avait dessein de conduire en Italie, et à fournir à l'empereur, en cette occasion, cinq cents chevaliers et cinquante archalériers.

Ainsi Frédéric reprenait le plan de Lotaire de Supplinbourg, ne pouvant gouverner la Bourgogne et la Provence, l'empereur voulait, à la place des dynasties locales, y implanter une sorte de vice-royauté vassale, confiée à une famille sur la fidélité de laquelle il se croyait en droit de compter. Ceux qui, dans ces régions, mettaient leur confiance dans la protection du pouvoir impérial, attendaient avec impatience l'apparition en Bourgogne de Frédéric à la tête d'une armée, c'est ainsi que vers cette époque les princes de Baux, qui n'avaient point oublié les prétentions de leur famille au comté de Provence, dénonçaient à l'empereur les persécutions dont ils étaient l'objet de la part de leur heureux rival, Raymond Bérenger, et sollicitaient pour leur cause l'appui de Frédéric, comme leur prédécesseur avait sollicité l'appui de Conrad III<sup>2</sup>.

L'expédition de Bourgogne eut lieu au mois de février de l'année 1153. L'ensemble des événements qui suivirent prouve avec évidence que Frédéric ne put atteindre le but qu'il se proposait, il ne soumit pas la Bourgogne à son pouvoir ni celui des Zähringen. Le passage des annales de Lobbes permet d'en deviner la cause, elle ne fut autre que l'insuffisance des forces militaires amenées par le roi

1. Le texte de ce traité, antérieur au 1<sup>er</sup> juin 1152, a été publié par Jaffé dans les *Monumenta Lotharingensia* (Bibliothèque des sources germaniques) t. I, pp. 311-312. Le diplôme fut rendu avant cette date pour sanctionner à Berthold IV de Zähringen les conditions qui lui en ont été promises. *Monumenta Germaniae Leges*, t. III, p. 31. Cf. *Historiens de France*, t. XVI, p. 684.

2. Voir la lettre que Hugues de Baux et ses frères adressent vers 1153 à l'abbé Wibald de Stavelot. Ils lui témoignent d'abord leur reconnaissance du service que Wibald a rendu à leur frère Guillaume, et le prient de vouloir bien leur venir en aide une fois encore. « Obnoxie precamur, quatenus per praeconem vestrum audire dignemini quanta mala contra Barchinonensium acieis sustulit et conferta molatur, quia fideles huius regi esse volumus. Preces nostras ante imperatorem admittite, et nos vestris ante ipsius munera et quod de eius adventu sperare debeamus hoc certissime exornemus. » (Jaffé, *Monumenta Lotharingensia*, t. I, n<sup>o</sup> 424.)

ces Bourguignons<sup>1</sup> d'en tant qu'ils ne pouvaient Guillaume de Mâcon à l'obéissance, au contraire il jugea utile de traiter avec lui. Guillaume se présente à la cour que Frédéric tient à Besançon et y donne sans doute les signes extérieurs d'une soumission dont on fut forcé, aisé de pouvoir se contenter<sup>2</sup>. Le seul résultat immédiat du séjour du roi des Romains paraît avoir été la concession de diplômes concernant les intérêts de diverses églises, notamment du chapitre cathédral<sup>3</sup> et du chapitre Saint-Paul de Besançon<sup>4</sup>, et de l'abbaye de Payerne<sup>5</sup>. Si Berthold de Zähringen s'attendait à gagner par cette expédition les seigneurs de la Bourgogne comtale, il dut être cruellement déçu.

Cependant le voyage de Frédéric en Bourgogne avait marqué ouvertement son intention de s'occuper des affaires de ce pays. Cela suffit à lui permettre de renouer les relations en y ayant contractées son prédécesseur Conrad III. Il en recueillit bien vite le fruit. Quatre mois à peine après le départ de Frédéric en Comté, on voit paraître à la diète de Worms divers seigneurs du royaume de Bourgogne, parmi lesquels Amédée de Genève, Guigues, seigneur de Domène et Pierre de Vinay. Alors Frédéric reçoit l'hommage de Silvion de Clerieu qu'il maintient en sa qualité de vassal immédiat de l'Empire<sup>6</sup>, puis à sa suite il confirme les privilèges des archevêques de Vienne et d'Arles<sup>7</sup>. Le

1. *Fridericus rex super Arvalacon radens*, tel son personnage, de florissante exécution, négocia infatigablement ses... » *Historien de France*, t. XIII, p. 333, Prutz, op. cit. t. I, p. 47) ne cite pas ce texte. Il pense, bien à tort à mon avis, que le silence des historiens doit s'expliquer par cette considération que Frédéric n'aurait rencontré aucune opposition à l'exécution de ses desseins sur la Bourgogne.

2. La souscription de Guillaume de Mâcon à des diplômes impériaux rendus à Besançon démontre que Guillaume ne se refusa pas à reconnaître la souveraineté de Frédéric. Cf. *Histor*, p. 30. Prutz, p. 47. Voir sur la personnalité de Guillaume, *Supra*, n° 1251-252.

3. Besançon, 15 février 1153, *Stumpf*, n° 761.

4. Beaumais-Dames, 10 février 1153, *ibid.*, n° 963.

5. Besançon, 15 février 53, *ibid.*, n° 356.

6. Juin 1153, texte in extenso dans *Stumpf*, *Acta veritas*, n° 338, cf. Giraud, *Essai sur l'abbaye de Saint-Barnard de Remens, cartulaire*, t. I, p. 297, de Galier, *le Marquis de Clerieu*, p. 20; abbé Elysée Chevalier, *Diplomatique de Bourgogne*, p. 76, ce diplôme ne reproduit pas le titre de prince que le diplôme doulois de 1151 (voir page 13, note) attribuait à Silvion. La présence de Guigues de Domène est constatée par les souscriptions de ce diplôme et *Cartulaire de Domène* (Lyon, 1859, 12-18), p. 37. Guigues de Domène et Pierre de Vinay étaient arguments du Dauphiné.

7. Worms, juin 1153, *Stumpf*, n° 3674 et 3675. Le privilège rendu en la cour d'Arles a été imprimé et exhumé dans les *Acta veritas* qui accompagnent l'ouvrage de

mentement imprimé à la Bourgogne ne s'arrête pas, l'année suivante, à la diète de Spire, se présentent l'archevêque de Besançon, les évêques de Genève et de Lausanne, et Thierry de Montbéliard, évêque de Fierres ou rend la confirmation des possessions de son siège<sup>1</sup>. Quelques semaines plus tard lui et l'évêque de Lausanne se voient octroyer un diplôme sur lequel Frédéric confirme à Guillaume évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux, les privilèges de son église<sup>2</sup>. Bien plus, quand, en 1155, Frédéric se rend pour la première fois en France afin d'y faire reconnaître son pouvoir, il reçoit à son camp non loin de Turin, un des plus puissants seigneurs du Sud-Est de la Gaule, je veux parler du dauphin Guigues, qui vient s'acquiescer de ses devoirs féodaux. En échange de cette preuve de soumission Guigues obtient de Frédéric la confirmation de tous les droits et privilèges que lui-même et ses prédécesseurs tenaient de l'Empire, Frédéric y ajoute la concession d'une mine d'argent à Ramas et le droit de battre monnaie à Sorame<sup>3</sup>. A côté du roi des Romains se trouvant le vice-roi de Bourgogne Berthold de Zähringen, qui saisit avec empressement l'occasion d'user de son pouvoir jusqu'alors inutile<sup>4</sup>. Il cède à Guigues tous les droits qui pouvaient lui appartenir sur la ville de Vienne et lui promet son concours pour écarter les prétentions du comte Guillaume de Mâcon sur la vieille cité romaine, cela importait d'abord parce qu'il atteste des cette époque les vues ambitieuses des dauphins sur Vienne, en outre parce qu'il marque la per-

Stampf, n° 381. Pour le diplôme de Vienne voir Valbonnes, t. I, p. 38. Cf. aussi Ulysse Chevalier *Cartulaire de Saint-André-le-Bas* (Lyon, 1869, in-8), p. 1, pour une autre copie de ce diplôme.

1. Episcopi 17 janvier 1151. Stampf, n° 3680.

2. *Gallia Christiana*, t. XI, *Laurens*, p. 129, de Pisappon. *Latitudo in de la throno* (Valence, 1874, in-8), p. 251, Stampf, n° 3685. Il convient de formuler des réserves expresses sur l'authenticité de ce diplôme dont l'origine est prétendue mentionnée par le *Gallia Christiana*, se trouve dans les archives de la Drôme. — Ajoutez, pour compléter l'énumération des privilèges rendus en faveur du clergé, les lettres de protection données de 1155 en faveur des abbayes cisterciennes de Châteauneuf, d'Arzac et de Belvaux, n° 3715 et ss.

3. Les originaux de cette chartre se trouvent aux archives départementales de l'Isère, B 3162. Cf. Valbonnes, *Historie de Dauphiné*, t. I, p. 32. Morin-Pons, *Les seigneurs feudaux du Dauphiné* (Paris, 1884, in-8), p. 58. Ces diplômes, si nous les considérons comme *regimina de iuris* ou lettres nominatives, appartiennent aux principes du droit public qui devaient servir de base aux lois de la couronne. *Libri iurisdictionis*, II, 36. L'acte concernant les mines de Ramas qui est daté de Francfort, 7 juin et 11 1155 est imprimé dans *Latitudo in de la throno*, n° 171.

4. Valbonnes, t. II, p. 13.

distance de l'hostilité qui existait depuis si longtemps en ce la maison de Zähringen et la famille comtale de Bourgogne dont Guillaume était le membre influent.

### III — FRÉDÉRIC ACQUIERT LA COMTE

Quel que fût le nombre des seigneurs qui s'empresaient à rechercher les faveurs impériales, plus nombreux et plus puissants étaient ceux qui s'obstinaient dans une indifférence fort peu respectueuse de la suzeraineté de l'Empire, quand ils n'allaient pas jusqu'à prendre une attitude hostile vis-à-vis du souverain allemand. Une foule d'évêques, qui plus tard solliciteront des diplômes de Frédéric ou de ses successeurs, ne semblent alors nullement disposés à s'adresser à lui : le plus important d'entre eux, l'archevêque de Lyon, sujet et vassal du roi de France pour une partie de ses domaines, est bien plus enclin à tourner ses regards du côté des Capétiens que du côté des Staufen. Parmi les laïques, Raymond-Béranger de Barcelonne, qui gouverne la Provence, ne peut entretenir la moindre sympathie pour Barberousse, qui s'est fait le protecteur avoué de la famille des Baux, rivale en Provence de la maison de Barcelonne. Le comte de Maurienne, jadis l'adversaire de Conrad III, ne saurait soutenir l'empereur qui est l'allié du dauphin. déjà dès cette époque quiconque recherche l'amitié de l'un de ces seigneurs doit se résigner à subir l'hostilité de l'autre. Enfin on comprend que Barberousse, afin d'obtenir son alliance avec les Zähringen, souverains en titre de la Comté, rencontre naturellement parmi ses adversaires les héritiers des anciens comtes. L'Oile Guillaume et de Guillaume le Grand. Ainsi le comté de Provence, la Savoie, le comté de Bourgogne, sans mentionner nombre de seigneuries de moindre importance, échappant à l'influence impériale. Il semblerait donc de beaucoup que le royaume d'Arles et de Bourgogne puisse être considéré comme soumis à l'Empire.

Jusqu'alors, au premier rang des champions de l'indépendance de la Bourgogne, s'étaient placés les membres de la famille comtale. Or l'empereur, comme ses prédécesseurs, n'avait essayé de les combattre qu'en s'appuyant sur les Zähringen — à une dynastie infidèle,

il avait cherché à substituer une dynastie faible. Cette tentative ayant échoué, Barberousse était naturellement amené à se demander si, ne valant pas mieux abandonner les Zähringen (qu'il ne tenait pas impossible d'indemniser), pour s'entendre directement avec les héritiers des anciens comtes auxquels il devait se substituer un maître étranger. Après tout, ce qu'il fallait à Barberousse, c'était un point d'appui solide au delà du Jura : peu important que ce point d'appui fût fourni par une famille allemande ou par une dynastie originaire du pays.

Or, pour accomplir cette évolution, l'occasion était favorable. En effet, vers cette époque, la mort avait enlevé le comte Guillaume, le même qui, après avoir occupé la Comté au mépris des droits de sa nièce Béatrice, s'y était montré, comme son prédécesseur Renaud, l'adversaire des Zähringen et surtout de l'Empire; la famille comtale ne se trouvait plus représentée dans la branche aînée que par Béatrice, fille et héritière du comte Renaud, et dans la branche cadette par les deux fils de Guillaume, Eusèbe et Gérard, celui-ci destiné à gouverner le comté de Mâcon. À la suite d'une négociation dont l'histoire n'a malheureusement pas conservé les détails, on apprit, au printemps de 1146, la prochaine union de Béatrice avec un fiancé qui n'était autre que l'empereur lui-même. Ainsi la politique faisait une réalité du rêve le plus idéal, celle en apparence qui ait pu concevoir une jeune fille jusqu'alors assez mal traitée par ses proches parents<sup>1</sup>, elle l'associant à la destinée du souverain qui prétendait à la succession des Césars et des Augustes et qui semblait posséder les qualités nécessaires pour la recevoir et la porter dignement. Aux fêtes de la Pentecôte, le mariage fut célébré à Wurzburg avec toute la pompe convenable à un si grand événement, qui transférait à la maison de Souabe l'héritage des comtes de Bourgogne. Parmi les témoins figuraient non seulement l'archevêque de Besançon et Thierry de Montbéliard (ceux-ci déjà acquis à la cause de l'Empire avaient pour-

<sup>1</sup> Voyez la notice de l'*Imperator Affligitur* dans le Sigebert de Gembloux. L'année même après la mort de son père, Béatrice aurait été réclamée en prison par son oncle. *Histoire de France*, t. XI, p. 376. Or le mariage de Béatrice fut l'occasion d'une reconnaissance dans la famille comtale : un passage, attesté en ce qui touche les noms propres, de Robert du Mos, ne peut s'expliquer si l'on n'a noté qu'en cette circonstance, quelques concessions territoriales furent faites aux descendants de Guillaume de Mâcon. *Ibid.*, t. XII, p. 222.





ces efforts, Frédéric ne réussit pas à maintenir dans la soumission le duc Berthold; nous ne tarderons pas à le retrouver en tête du parti qui combattait en Allemagne la politique de la maison de Souabe.

Quoi qu'il en soit, pour des Zähringens, Frédéric n'en était pas moins en droit de considérer comme un éclatant triomphe le mariage qui lui donna la Comté Barbaousse ne se méprit pas sur l'importance de l'avantage qu'il venait de remporter, je n'en veux d'autre preuve que l'orgueil satisfait avec lequel, à la fin de 1156, il prit soin d'annoncer à l'abbé Wibaud, son fidèle serviteur, la « magnifique » issue de ses affaires de Bourgogne<sup>1</sup>. Peut-être eut-il touché de près à la réalisation de ses rêves, à savoir le rétablissement effectif à son profit du royaume de Bâle. A son ne tarde-t-il pas à convoquer les grands du royaume à Besançon, où il veut déployer les magnificences de la cour impériale. Quand vient l'automne de 1157, il se dirige vers cette ville, accompagné de sa femme Béatrice; il y trouve réunis les seigneurs de Bourgogne qui, plus nombreux que jamais, avaient répondu à son appel<sup>2</sup>. A leur tête figuraient Elienne archevêque de Vienne, Héraclius, archevêque de Lyon, Humbert archevêque de Besançon, l'archevêque de Tarentaise, les évêques de Valence et d'Avignon, et des députés de l'archevêque d'Arles (il n'après s'être mis lui-même en route pour obéir à la convocation de l'empereur, avait dû s'arrêter à Lyon). On voyait auprès d'eux Siébold de Cléron et son fils Guillaume, trésorier de Saint-Barnard de Romans (Silvion devait l'année suivante accompagner Frédéric Barbaousse en Italie et assister à la diète de Roncaglia)<sup>3</sup>, et les personnalités illustres, venues non seulement du royaume de Bourgogne, mais de toutes les parties de l'Empire d'Occident. La Ville éternelle, la France, la Toscane, l'Apulie, l'Espagne et Venise y avaient envoyé

immédiate de l'Empire. Seul le siège de Lausanne de nouveau jusqu'en 1214 eut la domination ou contrôle de Zähringens. On peut consulter sur ce point de l'histoire de la Bourgogne, pp. 71 et 90. Ficker, *Das Reichsfürstentum der Schweiz*, II, 10 et suivantes, II, 11 et 12, p. 72.

1. Lettres de Wibaud, dans l'édition déjà citée, p. 511.

2. Les noms des seigneurs présents nous sont surtout connus par les souscriptions des diplômes remis par l'empereur au cours de son séjour en Comté. Cf. Stampf, op. cit., I, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

3. Octobre 1157. Lettres de Frédéric à l'archevêque d'Arles, Silvion, dont il agréa l'envoi; Stampf, *Die Zeit Friedrichs*, III, 314.

4. De Gallier, *La Bourgogne de Liégeois*, pp. 27 et 28.



de Valence<sup>1</sup>, au chapitre de Besançon<sup>2</sup>, à la chartreuse de Meyrat près de Lyon<sup>3</sup>, à l'abbaye de Saint-Barnard de Romans (par l'intermédiaire le Garin ou le Clément<sup>4</sup>, aux abbayes connues de Laroche-Burne-les-Moines et de Bâle<sup>5</sup>. Le pape lui-même confirma les intentions de Frédéric : il conféra à l'archevêque de Vienne et à ses successeurs le titre d'archichancelier de Bourgogne, montrant ainsi qu'il entendait exercer tous les attributs des anciens rois de Bourgogne et de Provence<sup>6</sup>. Enfin les envoyés de l'archevêque d'Arles dénoncèrent à l'empereur un échange que les Marseillais avaient consenti en faveur du comte de Barcelonne au mépris des droits seigneuriaux de l'évêque d'Arles. Frédéric n'hésita pas à le décaiser non avenu afin de faire comprendre nettement qu'il ne tiendrait pas compte des actes des seigneurs qui affecteraient de méconnaître son pouvoir<sup>7</sup>.

Bourguignons et Provençaux emportèrent de cette diète de Besançon l'impression que la royauté de Frédéric était assez forte pour s'imposer au respect de tous et qu'elle ne tarderait pas à devenir le pouvoir prépondérant dans les contrées qui forment maintenant l'Est et le Sud-Est de la France. De son côté, le roi Louis VII, qui déjà voyait avec inquiétude des relations amicales s'établir entre l'empereur et le roi d'Angleterre Henri II, ne fut pas sans concevoir

1. Boatman 21 yr 14 November 1957, 4:15pm, near 3789 on T 30 (Gulf of California)  
1. Boatman 21 yr 14 November 1957, 4:15pm, near 3789 on T 30 (Gulf of California)

\* Data 4 novembre. Stumpf n° 345

1. Definieren Sie die Begriffe: *Lebenszyklus*, *Lebensdauer*, *Lebenszeit*.

4. *Reproduction* 26 *reproduced* *re* *Produced* *unborn*

5. *Revue de la culture de l'Est*. Montréal: Éditions du Centre de la culture de l'Est, 1962.

Le 18 novembre, le 1886, pour Béthanie, n° 379.

[illegible]

7. Octobre 1137 Les Narbonneais n'ont pas craint de donner un collége au comte de Provence, a l'instigation de l'abbé de Valfray, et ont nommé Araldonus archiepiscopo- tendant a l'empereur dont on n'a pas demandé le consentement, déclarant au col- lège une Texte *ra estruere*. Les *Acta Narbon.* du Stamp. n° 313. Par une lettre de la même date. Frédéric notifi sa décision a l'archevêque de Narbonne. Ibid. n° 314.

que peu jalouse de cette puissance énorme qui se développait si rapidement en Bourgogne, c'est autre sur les limites de son royaume. Une entrevue projetée entre les deux souverains à l'occasion du voyage de Frédéric ne put se réaliser par suite de leurs mutuelles méfiances; bien plus, les peurs de la situation s'aggravèrent au point que Louis VII réunit près de la frontière des forces considérables et qu'une guerre sembla pendre sur le point d'éclater. Elle fut toutefois conjurée, peut-être grâce à l'habileté des deux chanceliers qui se rencontrèrent aux lieux et place de leurs maîtres<sup>1</sup>, cependant le roi de France avait reconnu qu'une reconnaissance effective des royaumes de Bourgogne et de Provence au profit de l'empereur d'Allemagne était peu compatible avec la sécurité de ses États<sup>2</sup>.

### III. — LUTTE ENTRE DEUX FORCES DE FRÉDÉRIC DANS LE ROYAUME

Un événement, qu'avaient pu prévoir les témoins de la diète de Besançon, devait bientôt compromettre le résultat obtenu par la sage conduite de Frédéric et soumettre à une rude épreuve l'alliance de l'empereur et du clergé dans le royaume d'Arles.

À cette même diète, à l'occasion d'un dissentiment léger en apparence, l'un des légats du Pape, le cardinal Roland, s'était animé jusqu'à répondre à Barberousse : « De qui donc l'empereur tient-il sa couronne, si ce n'est du Pape? » Sans doute, il ne faisait que rappeler ainsi la constitution théorique de l'Europe.

En effet avec deux hommes au sommet,

le Pape, vicario du Christ, ayant en main le glorieux spirituel, et sur les marches du trône pontifical, l'empereur portant le glaive temporel par l'Église et pour l'Église Barberousse, très jaloux des droits de l'Empire, très peu disposé à partager sa toute-puissance, goûta médiocrement la leçon de droit papal que prétendit lui donner

<sup>1</sup> *Gesta Frederici, imperatoris, anno III. c. II* dans les *Monumenta Germanicarum Scriptores*, t. XX, p. 421. Les forces rassemblées en campagne étaient assez nombreuses pour qu'on vît à Troyes deux évêques à la tête de leurs armées.

<sup>2</sup> Cf. Pertz, t. I, p. 167.

Roland<sup>1</sup>. Il y répondait par le renvoi des légats et la publication d'un manifeste où il déclarait ne tenir l'Empire que de Dieu. La lutte s'envenima quand, après la mort du pape Adrien IV, l'ancien légat de Besançon, le cardinal Roland, devint pape sous le nom d'Alexandre III<sup>2</sup>. L'empereur n'ayant rien négligé pour obtenir l'élection d'une de ses créatures, déclarant qu'il ne reconnaîtrait qu'un pape favorable à l'Empire. Déçu dans son attente, il n'en proclama pas moins son protégé Octavien sous le nom de Victor IV et convoqua à Paris un concile qui, sous prétexte de pacifier l'Église, devait assurer l'exécution des volontés impériales. Désormais pendant de longues années, toutes les forces dont peut disposer Frédéric vont être tendues vers ce but nouveau qui consistait à briser la résistance de l'Église et du pape Alexandre III. Ce n'est point ici le lieu de décrire les vicissitudes de cette lutte, ni d'en examiner les conséquences funestes à la société du Moyen Âge : je me borne à en rechercher les effets sur la suite des événements qui se succèdent dans le royaume de Bourgogne et d'Arles.

Maintenant que Frédéric a compris la faute immense de se laisser aller à ouvrir une guerre religieuse qui bientôt va troubler toute la chrétienté, il lui faut à tout prix d'abord dans ses États, puis dans les États étrangers, assurer à son autocrate l'obéissance des fidèles et surtout du clergé. C'est à cette œuvre ingrate autant que puérile qu'il épuisera désormais le génie et les forces que la Providence lui avait départis, comme s'il eût voulu se charger de démontrer, après les empereurs saxons, qu'il y avait incompatibilité entre l'indépendance du pouvoir spirituel et l'extension indéfinie de la puissance temporelle des souverains allemands. En Bourgogne comme ailleurs, cette pensée inspire la politique de Barberousse : pendant quinze ans et plus, Frédéric

1 Elle était d'ailleurs fort peu conforme aux idées et principes de Frédéric, qui prenait au sérieux son titre d'empereur au point de vouloir exercer une tourmente effective sur la ville même de Rome et se présenter à l'hommage de tous les évêques de l'Empire dont « sans doute il n'y en a pas un qui ne se souvienne ». Vainement veut rappeler cette souveraineté prétendue à tous les papes, même à « l'évêque de Rome » qui empereur n'a porté d'autre couronne que celle de saint Pierre.

2 Sur les affaires religieuses de cette époque, on peut d'une manière générale se référer à l'ouvrage de Hermann Lohse, *Geschichte Alexanders des Dritten und der Kirche seiner Zeit* (2<sup>e</sup> édition, Leipzig, 1901), t. 1, p. 100, 101, 102.

y obéira à cette préoccupation capitale de réduire à l'impuissance les partisans d'Alexandre III.

Au premier abord, l'œuvre semble facile : dans la querelle ecclésiastique, beaucoup de seigneurs, non des moins importants, ont pris parti pour l'empereur, d'autres, pressés par des rivaux ou des ennemis, auront besoin d'acheter le secours de Barberousse par une soumission plus ou moins sincère à son antipape. Les plus feroces des ennemis de l'empereur sont naturellement les parents de l'impératrice, ces membres de l'ancienne famille comtale qui, d'adversaires qu'ils étaient autrefois, sont devenus pour Frédéric, depuis son mariage, les plus fidèles des auxiliaires, au premier rang se place le comte de Mâcon, Gérard, qui prend la direction du parti impérial en Bourgogne et y déploie un zèle qui bientôt attirera sur lui l'animosité du roi de France. À Gérard se joint étroitement le comte de Chalon, Guillaume, et Humbert, sire de Beaujeu, si bien que l'influence des impériaux devient prédominante dans toute la vallée de la Saône.

Ce mouvement ne tarde pas à se répandre sur les rives du Rhône. Déjà, pour des motifs que le lecteur connaît, Barberousse avait le droit d'y compter sur la maison de Carcass<sup>1</sup>, bientôt un seigneur issu d'une formidable influence dans la région, Gerard Althemar, pressé par la nécessité de se concilier la faveur de l'empereur pour mieux résister à des adversaires locaux, apportera à la politique impériale l'appui de son adhésion<sup>2</sup>. On sait que les seigneurs de Baux étaient depuis longtemps les clients de la maison de Souabe dont ils attendaient le secours dans la lutte tantôt ouverte, tantôt latente, qu'ils soutenaient contre les Berengiers de Barcelone au sujet du comté de Provence. Or les Berengiers avec tous les princes d'Espagne, se montraient soumis à Alexandre III<sup>3</sup> : raison de plus pour que les Baux se portassent du côté de l'empereur et de son antipape. Un autre potentat de la région, Raymond V, comte de Toulouse, de la maison de Saint-Gilles, se trouvait animé de dispositions favorables à l'empereur; en effet, comme on l'a déjà indiqué, le comte de Toulouse, en sa qualité de marquis de Provence, était le rival naturel des

1. Voir plus haut, page 18.

2. Par sa lettre de 1164 Frédéric accorde à Gerard Althemar l'investiture de ses possessions et se déclare vassal immédiat et document publié en extenso dans les *Letres patentes* n° 14 de Stampé, n° 36.

3. Cf. Reuter *op. cit.*, t. I, pp. 90 et 107.

Bérangers, maîtres de la Provence maritime; comme ceux-ci s'étaient rangés parmi les fidèles d'Alexandre III, Raymond devait être vivement tenté de se déclarer pour l'antipape et d'appuyer dans la vallée du Rhône le parti impérial représenté par la maison de Baux. Si l'on en a donné carrière à ses sympathies, la Provence eût offert une première fois le spectacle qu'elle devait donner au milieu du xiii<sup>e</sup> même, lors de la lutte décisive que le dernier des empereurs Souabes entreprit contre la papauté. Cependant il n'en fut pas ainsi. La politique de Raymond V, pour des raisons qui ne sauraient être exposées ici, dépendait trop étroitement de celle de son beau-frère, le roi Louis VII, pour que le comte de Toulouse pût s'aventurer à choisir entre les deux prétendants à la tiare avant que la cour de France n'eût elle-même pris une décision définitive. Aussi se rompit-il point avec Alexandre III; quelques avers traits de sa conduite manifestent clairement sa sympathie pour les Invernaux<sup>1</sup>.

Ainsi, fort d'aides déclarées et de sympathies latentes, le parti impérial était puissant dans l'Est et le Sud-Est de la France. Cette puissance s'y accrut encore grâce au retentissement des victoires de Frédéric en Italie, la mémorable expédition qui, au cours de l'année 1162, se termina par la destruction de Milan, vint mettre le comble au prestige de l'empereur aussi bien qu'à l'effroi qu'inspiraient ses armes. Alors, la dynastie provençale des Bérangers se réconcilia avec l'Empire, au prix de conditions dont nous pouvons apprécier la rigueur: Raymond Béranger et son lineur durent reconnaître que la Provence était tenue en fief de l'Empire, non seulement il leur fallut accepter toutes les obligations de la vassalité, mais en outre ils se soumettent à l'obéissance de l'antipape Victor et déclarèrent qu'ils traiteraient en ennemis Alexandre III et ses adhérents<sup>2</sup>. A ce prix le

1. Notamment la conduite qu'il permit à son frère de tenir en Dauphiné et la sympathie qu'il témoigna plus tard aux Pisans alliés de l'Empire. Voir ci-dessous, pp. 21, 44 et 45.

2. Le traité entre l'Église et les Bérangers a été publié pour la première fois par Blumpr (*Acta Inedita*, appendice de son ouvrage *Die Reichskaiser*, n° 573), d'après un original sans trace de doute, encore conservé aux Archives départementales de la Douches-du-Rhône, D, 285. Un diplôme d'investiture fut rendu par Frédéric en faveur du comte de Provence en exécution de ce traité, ce diplôme est daté de Turin, 12 août 1162. Pour des renseignements complémentaires, il se trouve dans ses *Monumenta Historie Patria*, *Leges municipales* pp. 62-64, et Martène, *Amplissima collectio*, t. I, p. 661; *Sacrorum* n° 266.

jeune comte obtint la main de Richilde, nièce de l'empereur : il reçut l'investiture du comté de Provence et de la ville d'Arles (sous la réserve des droits de l'archevêque)<sup>1</sup> et enfin la souveraineté du comté de Forcaquier. De son côté, par un de ces revirements de la politique qui n'étonnent que les âmes naïves, Frédéric abandonnait les Baux<sup>2</sup>, dont il n'avait en réalité appuyé les prétentions que parce qu'il y voyait un moyen de lutter contre la maison de Berenger : celle-ci s'étant soumise, l'empereur n'éprouvait aucun scrupule à livrer ses anciens alliés au pouvoir de leurs adversaires qui, en cette même année, achevèrent de réduire les fortresses de Baux et de Trinquartilles<sup>3</sup>. D'ailleurs, l'autorité de l'empereur est reconnue dans toute la Provence, si bien qu'en 1165 les galères provençales se joignent aux galères de l'Empire pour croiser sur les bords de la Méditerranée afin d'empêcher Alexandre III de regagner l'Italie<sup>4</sup>.

Sans doute les bonnes relations ne durèrent pas longtemps entre l'empereur et les Berengers de Provence. Leur alliance n'était que le produit de causes éphémères : parmi lesquelles le prestige des victoires de Barberousse tenait une grande place, à mesure que cet éclat s'obscurcit, l'alliance se relâcha, à tel point qu'après quelques années il ne subsistait aucun vestige de l'accord de 1162. La maison de Toulouse demeura plus sincèrement attachée à l'empereur. On le

1. La charte exprime ainsi sur cette réserve : « exceptis eo quod archiepiscopus et ecclesia Aradensis sibi et valibus suis concessum habent in eis (circa Aradensis) ». À part ces droits de l'Église, le comte prend en fief de l'Empire la ville d'Arles et les *regna* de cette ville, à sa son « auxquels, en particulier, il devra payer chaque an... » (p. 114). Quant aux *regna* de Forcaquier, le comte de Provence prometait de payer à l'empereur 12.000 marabotins avant la prochaine fête de Noël. En somme, le comte gagnait à ce traité la conservation et l'extension de ses droits nourriments à l'encontre des archevêques d'Arles (qui seraient sacrifiés par l'empereur) et des comtes de Forcaquier.

2. On voit que Frédéric ne se contente pas de sacrifier l'archevêque d'Arles, son protégé. Le comte de Barcelone et son neveu, une fois qu'ils auront obtenu l'investiture, pourront, l'un après l'autre, poursuivre Hugues de Baux de *perjurio et homicidio* devant le cour de l'empereur. Ils pourront aussi le poursuivre de *lesultione et de feiture*, s'il ne veut se débarrasser par le combat judiciaire ou s'il est vaincu, l'empereur donnera le château de Baux en fief au comte de Provence.

3. *Histoire générale de Languedoc*, t. III, pp. 227 et suiv.

4. C'est ainsi qu'il est possible d'interpréter ces lignes extraites d'une lettre de Jean de Salisbury : « Item, quod Franci et Germani de quibus *Aradensis* » (les rois) sont ex mandato Teutonico-rum tyrannorum et ei (dominus papa) tandem in eis et principum exercent. Jean de Salisbury, lettre au pape, année 1160.



vit bien en 1163, quand Alphonse, frère du comte Raymond, fut chargé d'exercer en Dauphiné l'autorité de la jeune dauphine, fiancée d'Alphonse Taillefer, qui était fils du comte de Toulouse<sup>1</sup>, le gouvernement d'Alphonse marqua pour l'influence impériale une époque de complet triomphe en Dauphiné. On le vit encore quand, en 1166, l'escadre de la Pise, ville alors adonnée à la politique de Frédéric, pénétra dans le Rhône pour y poursuivre les galères génoises, les Génois se plaignant amèrement de l'aide que Raymond V fournait à leurs adversaires tout au moins, pour se conformer à son attitude officielle, soit il lui observait une rigoureuse neutralité<sup>2</sup>.

En somme, pendant les premières années de la période dauphinoise, l'influence de Barcelonne, déjà prédominante en Comté, se fait sentir dans toute la vallée de la Saône et du Rhône, pénétrant jusqu'à dans les régions du marquisat de Provence soumises à la maison de Saint-Gilles, pour une courte période elle s'impose même à la Provence du littoral, en même temps qu'elle devient toute puissante en Dauphiné, si bien que seul le comte de Maurienne se n'est y échapper complètement<sup>3</sup>. Longtemps le roi de France y était demeuré hostile, mais lorsque après la chute de Milan, Frédéric vient en Bourgogne où il passe l'automne de 1163, le bruit se répand, non sans fondement, que Louis VII est sur le point d'abandonner sa ligne de conduite favorable à Alexandre III, on ajoute même que les rives de la Saône

1. La promesse de mariage date de l'année 1163 (*Histoire générale du Langue doc*, t. III, p. 84 et IV, p. 224). Alphonse exerce son autorité au profit des schismatiques, il soutient l'antipape Geoffroy à l'encontre de l'évêque légitime. Voir plus bas, p. 41 et suiv. On peut consulter sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, l'*Histoire inédite de Genève*, par l'abbé Bartholomy, I, ch. 36. Je dois la communication d'un manuscrit de cette histoire à l'obligeance de M. E. Chaput.

2. Sur ces campagnes qui eurent lieu en 1166 et pendant les années suivantes, alors que les Pisans, alliés de Frédéric, étaient en guerre avec les Génois au sujet de la Sardaigne, et que les excursions communes se poursuivaient jusque dans le Rhône, consulter le *Breviarium Historie Pisanæ* et les *Annales Genoveses*, dans Muratori, *Scriptores*, t. VI. Cf. *Annali di Salernitano cronicon*, dans le même recueil, t. VII, p. 397; Morisongo, *Oratore Pisanæ*, dans l'*Archivio Storico Italiano*, t. VI, 2<sup>e</sup> partie, p. 41.

3. La révolte des chamois de l'Isère va même jusqu'à menacer le comte de Maurienne en lutte ouverte avec le parti papal où l'Isère dans lequel il aurait été vaincu et fait prisonnier par le comte Cécil de Macon (*Historiens de France*, t. XIII, p. 676). Ce récit peut être revu en doute, mais il est certain qu'à cette époque le comte de Maurienne est naturellement hostile à l'Empire, puisque le Dauphin normain est dévoué à la cause de Barcelonne.

seront bientôt le théâtre de l'estrope qui doit manifester au monde la reconnaissance de la France et de l'Empire, et par suite le triomphe complet de l'empereur Frédéric. Si le lecteur veut bien tenir compte de toutes ces circonstances, il comprendra sans peine les d'éructés ou le débat le clergé bourguignon et provençal. Comme ce clergé n'est pas exclusivement composé de héros, il a peine à résister à un prince qui invoque, à côté d'arguments spécieux, les raisons décisives que donne le succès. Joignez-y d'ailleurs que les amis de ce prince ne montrent peu tolérants pour quiconque ne appartient à une qu'on contraindre, dans leur œuvre de violence, ils se font aider par des bandes de soudards, cotereaux ou brabançons, venus d'Allemagne ou d'ailleurs, qui paraissent avoir rendu leurs services au parti de l'Empire et du schisme en Bourgogne. Nous sommes renseignés là-dessus par plusieurs lettres ou des contemporains lecrivains les ravages exercés par ces bandes. Ces témoignages s'appliquent à la vérité aux diocèses de Chalon et de Mâcon : c'est à dire à des pays situés pour le plus grande partie en dehors des limites de l'Empire ; mais, si les impériaux franchissaient ainsi leurs frontières pour y maltraiter les parhans d'Alexandre III, il est facile de deviner le sort qu'ils réservaient aux membres du clergé des pays d'Empire qui ne se résignaient pas à reconnaître l'antipape ni les prélats ses créatures. Les textes sont trop instructifs pour qu'il ne soit pas utile d'en citer quelques-uns. L'un des prélats les plus importants de la Bourgogne, partisan même l'Alexandre III, peut écrire vers ce temps : « Voici qu'une peste affreuse a envahi la Bourgogne : c'est une race d'hommes, ou plutôt de bêtes, à la vérité peu nombreuses, mais d'une atroce férocité ; ils sont au plus quatre cents. . . , sortis dernièrement de l'Empire, ils parcourent nos contrées sans que personne ose leur résister, n'épargnant ni l'âge, ni le rang<sup>1</sup>. » Ailleurs, le même personnage dit encore : « Le bien des riches et celui des pauvres sont la proie des chevaliers et des châtellains du pays, soit qu'il soit souillé, pillé, dévoré par le vol, l'incendie et la meurtre. Ajoutez à ces maux cette horrible peste des Allemands, qu'on appelle Brabançons, ils parcourent toute la région, altérés de sang comme des bêtes sauvages, si nombreux qu'on peut à peine échapper à leurs coups<sup>2</sup>. » Aussi un autre contemporain déclare

1. Lettre d'Etienne de Chany : *Historiens du France*, t. XVI, p. 131.

2. Lettre du même, *ibid.*, p. 130.

et il a bien droit que la Bourgogne se meurt entre les mains de ces hommes pervers. À vrai dire, ce qui risque de périr en Bourgogne c'est l'indépendance de la croyance religieuse ; ce qui menace de s'y établir, là comme dans tous les pays soumis à l'influence de l'Empire, c'est une église asservie au pouvoir temporel. Il est temps de montrer les entreprises de la politique impériale en vue de réaliser ce dessein dans les régions orientales de la Gaule.

## IV — ATTITUDE DU CLERGÉ

La position sur laquelle l'opinion générale de la catholicité au xii<sup>e</sup> siècle ne paraît pas s'être trompée, c'est le caractère de l'élection de l'antipape, elle y vit une œuvre mauvaise, fruit de l'orgueil de Frédéric mal servi par des complaisants, tels que le Raynaud de Dasse, qui, pour conserver la faveur du maître et gagner l'archevêché de Cologne, se fit en cette circonstance son conseiller intime et comme son âme damnée. On comprit que l'empereur, déçu peut-être par le mirage d'illusions trop faciles qui lui montraient le salut de la société dans l'affaiblissement de son omnipotence, entendait mettre la main sur le pouvoir spirituel et l'asservir à sa volonté. L'intelligence des dangers de cette situation se trouva très nette dans toute partie du clergé régulier, la plus désintéressée et par suite la plus respectueuse, qui représentait alors dans l'église le parti réformateur, protestation vivante contre l'abus des richesses mondaines : « ceux qui parlent des cisterciens et des chartreux<sup>1</sup>. Aussi l'antipape ne recruta

<sup>1</sup> Ibid. p. 131.

<sup>2</sup> *Præsentibus usque Cardinibus bis et Cameracensibus Archiepiscopis Papa ecclesiam in partibus Galliarum Britanniarumque Hispaniarum interitum non habere. Eius Bathoni Cardineus et, Eius Balliu. — et archidiaconus j. m. c. m. v. ed. d'Anvers) p. 237. Les chartreux Anacorete fut prieur de la Grande Chartreuse et ensuite évêque de Liège et le cistercien Pierre qui devint archevêque de Tarantaise (plus tard ils furent canonisés), neurent d'être élus comme les chefs du parti d'Alexandre III dans la révolte d'Arles. Voir sur le roi Henri, t. I, pp. 107 et 68. Les événements de 1113 fournirent la preuve du dévouement que portaient les chartreux à la cause d'Alexandre II. A cette époque, les évêques venant du roi d'Angleterre Henri I pour le prier de ne point persécuter l'Eglise (*Materials for the history of Thomas Becket*, t. VI, p. 65. Aussi lorsque survint Alexandre III chargea le prieur de Clairvaux d'aller avec des évêques de Bellay, son messager à la cour d'Angleterre *Ibid.*, t. VI, pp. 335 et 410). Sans doute*

Foucault — Le Royaume d'Arles.

guère de partisans dans le clergé en dehors des pays d'Empire; là où les clercs peuvent choisir librement, ils se prononcèrent en masse pour Alexandre III., comme on ne tarda pas à le voir en France, en Angleterre, en Espagne, et dans l'Orient latin. La lutte entre Alexandrine et Victorine ne s'engagea que dans les régions où l'autorité de Frédéric pouvait tenir lieu d'arguments en faveur de l'antipape : je veux parler des pays d'Empire, au nombre desquels figuraient la Bourgogne et la Provence.

Outre les raisons générales qui sollicitaient le clergé bourguignon et provençal en faveur du pape Alexandre, l'exemple si proche du clergé français, et les tendances indiquées de bonne heure (non pas, je le reconnais, avec une décision très ferme) par la cour de France, n'étaient pas sans lui fournir de graves motifs de résister aux efforts des schismatiques. Aussi, les évêques à eux-mêmes jugés, les évêques et abbés du royaume de Bourgogne et de Flandre, en grande majorité, demeurèrent fidèles à Alexandre; mais on sait qu'ils étaient en présence de l'autorité impériale soutenue par l'écclésiologie et les armes de nombreux partisans; et si d'entre eux ne pouvaient assurer les preuves qui récompenseraient leur fidélité. Sur l'état d'esprit qui dut être celui d'un grand nombre de prélats de ces contrées au début du schisme, nous possédons un témoignage significatif : c'est la lettre par laquelle l'abbé de Cluny, Hugues (plus tard déposé par Alexandre III.) présente à l'un de ses amis, l'évêque de Londres Gilbert Foliot, la justification de sa conduite et donne son avis favorable à Victor IV. « Vous avez pu dire, ami très cher que nous avions passé au parti d'Octavien (Victor IV), mais que votre cœur ne s'en émeuve point. Nous ne lui avons jamais donné notre adhésion, si peu que ce fût, en dépit des prières, des promesses et des menaces de l'empereur : nous n'avons point assisté à son concile de Pavie... Considérez d'ailleurs que nous sommes placés sur les confins du royaume et de l'Empire. L'Allemagne, la Hongrie, la Russie, la Lorraine, la Bourgogne au delà de la Saône, la Provence, la plus grande partie de l'Italie, la province de

en 1143 un chanoine, Artaud, prieur d'Arnières, engagea Alexandre III à céder à l'empereur pour assurer la paix de l'Eglise, le Pape accueillit très mal cette proposition (voir la lettre du Pape dans les *Annales orientis Garibianis*, t. I, p. 114). Mais en masse, l'opinion des chanoines soutint avec fermeté la cause d'Alexandre III.

Lyon suivent l'empereur dans l'obédience d'Octavien<sup>1</sup>, lui-même nous menace de nous enlever tout ce que nous possédons dans l'Empire si nous ne nous rangeons à son opinion. Le comte de Mâcon, en la puissance duquel nous sommes, est lié à l'empereur par des serments, aussi veut-il le glaire suspendu sur notre tête. L'archevêque de Lyon avec ses suffragants se prépare à lancer l'anathème sur nous. Les cardinaux qui résident en France nous promettent, non leur bénédiction, mais leur malédiction. Les rois de France et d'Angleterre menacent d'expulser tout ce qui vient à nous dans leurs royaumes, si nous n'acceptons l'obédience du seigneur pape Alexandre. Or le corps de l'église de Cluny se compose de deux parties intégrales : l'une est dans l'Empire, l'autre est dans les royaumes; malheur à nous, quelle que soit celle que nous perdions! De toutes parts ce sont pour nous des angoisses, comparables à ce lieu de Suzanne<sup>2</sup>. » De ces nobles sentiments n'étaient pas pour donner à ce qui en était venu le courage de résister à Frédéric. La vie de Cluny en fournit une preuve surabondante par son attitude vis-à-vis des légats d'Alexandre. Il n'aurait pas osé craindre de refuser l'hospitalité dans son monastère<sup>3</sup>. Grâce à la pusillanimité de Hugues, Cluny, jadis la forteresse de la papauté, était pour un temps livré au pouvoir de ses ennemis.

Vraiment, l'épiscopat de Bourgogne et de Provence comptait plus d'un membre soit aussi timide que l'abbé de Cluny; cependant la version des parvenus de l'Empire, qui le représente comme ayant subi au schisme de bonnes heures et sans difficulté, ne paraît absolument invraisemblable. À coup sûr les évêques de ces provinces furent très malades d'être invités par l'empereur au concile qu'il réunissait à Pavie au commencement de l'année 1168 pour qu'on y tranchât sous ses yeux la querelle d'Alexandre III et de Victor IV; mais nous savons de source certaine que les prélats (au moins ceux des métropoles d'Arles, de Vienne, de Lyon et de Beauvais, les seules sur lesquelles nous ayons des renseignements positifs), s'abstenant de se rendre en personne à la convocation de l'empereur, se firent représenter par des délégués. C'était l'indice d'une conduite

1. Affirmations dont plusieurs sont exagérées ou erronées.

2. Cette lettre a été publiée par Robertson, *Materials for the history of Thomas Becket*, t. V, p. 11, dans la collection des *Scriptores britannicarum scriptores*.

3. *Historia Firsiacensis monasterii* - *Histoire de France*, t. XII, p. 324.

inspirée par une réserve peu courageuse, qui consistait à ne point heurter de front l'empereur, mais à lui obéir sans règle. S'il faut en croire les impériaux, ces quelques hommes leur allèrent à l'antipape! Mais pour grossir la liste des adhérents aux résolutions prises à Paris par un nombre infime d'évêques, les partisans du schisme se rendirent coupables de tant d'exagérations menteuses et d'impudentes falsifications qu'il serait très imprudent de s'en rapporter à leurs déclarations sur la conduite des délégués bourguignons. Acceptèrent-ils les décisions du pseudo-concile? S'ils les acceptèrent, ne leur en ajouta-t-on pas une résolution si grave, et la présentèrent-ils sans y ajouter de prudentes restrictions, suivant en cela l'exemple d'autres membres de l'assemblée? Ce sont là autant de questions sur lesquelles nous ne pouvons nous prononcer, tout ce qu'il en peut paraître, c'est que, dès le début du schisme, les évêques de Bourgogne et de Provence, cette grande majorité, se gardèrent de refuser ouverte-

1. Arclatensis, Viennensis, Lugdunensis, Remensis per litteras et per nuncios consensuerunt. *Historiens de France*, t. XVI, p. 688. Voir aussi la lettre du synode insérée dans le *Willelmi Frederici d'Utri de Fresing, Monumenta Germanica, Scriptores*, t. XX, p. 486.

2. Sur le concile de Paris, sa préparation et ses conséquences, voir l'intéressant mémoire publié comme quatrième appendice au premier volume de l'ouvrage dirigé par de Reuter, *Geschichte Alexanders des Dritten*, t. I, p. 562. En août, 1160, dans une lettre qu'il adressait au patriarche d'Aquilée, (Géorgest, *Constitutiones imperiales*, t. I, p. 275; cf. *Monumenta Germanica, Leges*, t. II, p. 173), Frédéric croyait pouvoir écrire : « Nosse videtur quod in tota Provincia et Burgundia ac (Victori 14) obediunt ei et de deo in christum et ecclesiam ». Cette affirmation de Frédéric était fautive en ce qui touchait l'Espagne et la Hongrie, fautive aussi en ce qui touchait le comté de Provence, dont le souverain ne se rallia à l'antipape qu'en 1167, comme on le verra plus loin, enfin, le comte de Toulouse, Raymond de St. Gilles, fut persécuté par ses sympathies du côté de l'Empire, mais des raisons politiques ne lui permirent pas d'adopter, dans la querelle religieuse, un parti différent de celui du roi de France. Aussi lorsque le Pape Alexandre, quittant l'Italie, vint, au printemps de 1162, débiter pour se réfugier en France, Raymond V le reçut avec honneur et lui confia les charges des prievautés de dévouement. Cf. *Épisodes de l'histoire de France*, t. I, p. 37. Ces observations prouvent qu'il ne faut accuser qu'avec une extrême circonspection les assertions de Frédéric et de ses partisans lorsqu'ils énumèrent les adhérents à l'antipape. Dans le même sens plus haut, l'auteur nous a beaucoup d'autres exemples de ces mensonges commises par les impériaux au début du schisme ou dont ils corrigèrent leurs assertions par celles des partisans de l'autre parti surtout par les lettres de Jean de Salisbury et par la célèbre lettre du pape au cardinal de France, abbé de Clugny puis de Clairvaux, à l'évêque de Vézins. (*Historiens de France*, t. XIV, p. 604.)

nant leur obéissance à l'empereur et à son antipape, et laissent les partisans de Frédéric interpréter leur silence comme une adhésion.

S'ils ne se joignent pas du premier coup dans les bras de l'antipape, beaucoup d'écus ne tarderont pas à modifier leur attitude. Conformément aux désirs de l'empereur, s'il faut en croire certains témoignages, ils assisteront en grand nombre au synode tenu en 1161 par les schismatiques à Lodi, en tout cas un diplôme y constate la présence de l'archevêque de Vienne, Étienne, à la tête de prélats bourguignons et provençaux<sup>1</sup>. Vainement plusieurs parmi les évêques de ces régions, abandonnant la réserve des premiers temps du schisme, n'hésitent plus à se soumettre à l'obédience de l'antipape, dans le doute, ils se prononcent pour le parti qu'ils supposent devoir être le plus utile à leurs intérêts.

#### V — EFFORTS DE L'EMPEREUR POUR VAINCRE LE CLERGÉ

Le voyage de cour que l'empereur entreprit en 1162 à travers son comté de Bourgogne lui fournit une occasion d'éprouver par lui-même la soumission des évêques de la région<sup>2</sup>. A ce moment, tout enivré de sa victoire sur les Méanais, il espérait terminer définitivement le schisme au profit de Victor IV. Il comptait attirer à Saint-Jean-de-Losne Alexandre III et Louis VII, se flattait de rallier à son parti la

1. Muratori, *Annales Historiarum scriptores* t. VI, p. 1039. Cf. *Monumenta Germaniae Historica*, t. VII, p. 632. Le diplôme mentionné au texte fut rendu par l'empereur à Lodi en 1161, en faveur de Geoffroi, évêque de Gremone, il est souscrit par l'archevêque de Vienne, Étienne, et par l'évêque de Cavillon. Cf. Pérard, *Itinéraire de Jacques Saracenus*..., p. 240. Stumpf, n° 392. L'évêque Geoffroi d'Avignon vint aussi à Lodi et y obtint des privilèges. Stumpf, n° 3910 et 3911. L'année 1161 marque nettement un progrès de l'influence du schisme sur le clergé du royaume d'Arles.

2. Une lettre impériale, adressée de Paris, en mai 1161, à l'archevêque de Lyon Héraclius, l'invitant à venir à Saint-Jean-de-Losne, le 22 avril, et lui annonçant que le roi de France, avec nombre de prélats français se trouvera à ce rendez-vous. Évidemment Frédéric tient à ce que les évêques du royaume d'Arles soient témoins du triomphe de sa politique religieuse, ainsi est-il probable qu'il a envoyé à cette occasion une convocation analogue à celle que reçut Héraclius. Cf. n° 3947. Il est à remarquer que l'empereur avait annoncé à Héraclius son projet de visiter Lyon, peut-être comptait-il parcourir toute la vallée de la Saône et du Rhône, et pousser son voyage jusqu'à Arles, où il se serait fait couronner roi, projet qu'il renonça en fin. S'il avait formé ce dessein, l'exécution en fut vraisemblablement empêchée par la rupture des négociations qu'il avait eues avec le roi Louis VII.

roi de France et d'obtenir l'abdication ou la déposition d'Alexandre. Le Pape se garda d'obéir à la convocation de l'empereur, quant à Louis VII, je n'ai pas à dire ici quelles incertitudes il traversa avant de se résoudre à déclarer l'insurrection et à demeurer fidèle au Pontife qui s'était réfugié dans ses États. S'il manqua le but principal de son ouvrage, au moins Frédéric put tenir en Comté une armée où il appela tous les seigneurs ecclésiastiques et laques de ses États de Bourgogne et de Provence. Une foule de prélats, dont plusieurs comptaient parmi les plus considérables, répondirent à son appel, au nombre de ceux qui s'y rendirent on peut citer les archevêques de Lyon, de Vienne, de Besançon et d'Embrun, en même temps que les évêques de Genève, de Grenoble de Gap, de Viviers et d'Avignon<sup>1</sup>. A ce moment grâce au traité qu'il avait conclu avec les Bérangers, Frédéric venait de s'assurer (pour un temps fort court il est vrai, la suprématie sur le comté de Provence, aussi, bientôt après, la soumission de l'évêque de Marseille attestée par une charte d'investiture que lui concéda l'empereur, vint compléter ce le du littoral méditerranéen<sup>2</sup>.

Ainsi, du Jura aux rives de la Méditerranée, les chefs du clergé sauf de rares exceptions<sup>3</sup> paraissent ralliés au parti de l'empereur, un observateur superficiel eût pu tenir l'église bourguignonne et provençale pour entièrement acquise à l'obédience schismatique. Afin d'assurer la durée d'un état aussi favorable aux aspirations de Frédéric, il semblait qu'il eût suffi d'employer avec persévérance les procédés qui avaient permis à l'empereur de paraître en Comté comme le maître non seulement des corps, mais aussi des consciences de ses sujets, telle fut en effet la politique de Barbe-

1. Leur présence nous est révélée par les souscriptions des diplômes rendus à cette occasion. L'évêque de Jura qui ne vint pas en Bourgogne, n'est cité peu de temps auparavant à la cour papénale — en effet, il figure comme témoin dans la lettre donnée par Frédéric à Turin, le 18 août 1162, pour investir Raymond Béranger du comté de Provence. Voir plus haut, page 20, note 2.

2. Parme, 17 mars 1161. Frédéric confirme à l'évêque de Marseille la possession de son territoire. *Imperialis litterarum et signaturarum collectio* (Paris, 1864), t. II, p. 350 et Stumpf, n° 4102. Le 10 avril de la même année, étou à Pavie, Frédéric confirme la juridiction qui appartenait à l'archevêque à Raymond sur la ville d'Arles et les biens qu'il y possède. Stumpf, *Mediaevalia*, II, 307.

3. Au nombre de ces exceptions, il faut citer Pierre, archevêque de Tarentaise, le monastère de la Grande Chartreuse et vraisemblablement aussi le comte de Maurienne.



roulée après comme avant la diète de Besançon. Le lecteur comprendrait mal la ligne de conduite que Frédéric suivit dans les affaires religieuses de la Bourgogne et du royaume d'Arles s'il ne se rendait compte de la double tendance à laquelle l'empereur ne cessait d'être, réserver ses faveurs aux évêques dociles, et ne laisser échapper aucune occasion (au besoin en faire sauter) de remplir les sièges épiscopaux de personnages qui lui fussent absolument dévoués.

Il était tout naturel que Frédéric payât de ses faveurs les bons offices des évêques complaisants. La théorie des droits régaliens promulguée peu d'années auparavant à la diète de Roncaglia et fort hâtivement interprétée par l'empereur au profit de son autorité le mettait à même de régler par des chartes d'investiture et des privilèges le pouvoir de transfert des évêques, et d'escalader les souverainetés ecclésiastiques dans l'ordonnance régulière de l'édifice impérial<sup>1</sup>, de là des concessions de diplômes, qui, s'ils ne firent en maintes circonstances que reproduire des actes antérieurs émanant des empereurs, furent parfois accordés à des évêques qui jusqu'alors ne s'étaient point trouvés en rapports avec la chancellerie de l'Empire. D'ailleurs il ne fut pas si impérieux sur la manifestation et la portée de ces faveurs, elles n'étaient que rarement le gage de la protection efficace de l'empereur dans les luttes que toute église avait à soutenir contre les seigneurs voisins, mais au moins consolidaient-elles, au point de vue du droit, la situation des évêques, en même temps qu'elles flattaient la vanité de ces prélats qui tenaient à prendre rang aussi bien dans la hiérarchie séculière que dans la hiérarchie ecclésiastique.

Quelle que fût la valeur de ce moyen d'établir son influence, on verra dans le cours de cette histoire que Frédéric ne le négligea pas. De Lodi, où il se trouve au moment du concile (juin 1161), il accorde sa protection à l'évêque Geoffroy d'Avignon qui se déclare vassal immédiat

1. Voir l'étude de Brutz sur l'usage que l'empereur prétendait faire de la théorie des *regalia* afin de briser la résistance que présentaient à son pouvoir absolu les souverainetés locales des villes ou des seigneurs. (Brutz op. cit., t. I, pp. 173 et 223.) C'est cette idée théorique, les *regalia* n'appartenant qu'à l'empereur qui explique la multiplication des chartes concédant vers cette époque les *regalia* à des seigneurs des pays d'Empire. Frédéric en octroyant ces chartes, se propose souvent de régulariser les faits et de leur donner la couleur du droit, ces diplômes représentant surtout un effort tenté en vue de mettre l'état social en harmonie avec la théorie de la souveraineté absolue de l'Empereur.

out de l'Empire; il interdit aux bourgeois de la ville d'innover en aucune façon dans la constitution municipale sans l'autorisation de l'évêque et d'élever sans son ordre aucune fortification sur le pont du « mauvais pas »<sup>1</sup>. Vers la même époque, un autre diplôme concède l'investiture et les droits régaliens à l'évêque de Grenoble, Geoffroy, dont Frédéric lui a auparavant demandé l'aide pour la cause<sup>2</sup>. L'année suivante, c'est l'évêque Guillaume d'Appl qui obtient une faveur analogue<sup>3</sup>. En cette même année 1162, quand l'empereur vient en Bourgogne pour y tenir la diète de Besençon, il publie quelques actes en faveur d'églises de ces régions, par exemple de l'abbaye de Savigny<sup>4</sup> et de celle de Baume-les-Dames<sup>5</sup>; en même temps, à la demande de l'évêque de Genève, Arducius (l'un des partisans avérés du pape schismatique), il termine par un jugement le différend qui s'était élevé entre ce prélat et l'ancien recteur de Bourgogne, Berthold de Zahring<sup>6</sup>. Cette sentence fut évidemment inspirée à Frédéric moins par le

1 Trois diplômes sont accordés à cette époque à la prière de l'évêque. Le premier, daté de Lodi, 24 juin 1161, prouve à l'effroyable protection impériale l'entière cause, *statuta della città d'Ortigiana*, t. II, p. 315, Stampf, n° 3908. Le second est adressé au clergé et au peuple d'Avignon, déclare que l'évêque en est le protecteur et le vassal, reconnaît au l'empereur et se fait en reconnaissant les droits de la ville, « ajouta qu'aucune loi n'avait pu être faite sans l'autorisation de l'évêque » (Stampf, n° 3164). Le troisième est donné définitivement sans la permission de l'évêque, mais son effet se fait en son honneur, *mais par son* (Fautou-Laurance, *op. cit.*, t. II, p. 538). *Statuta Civitatis*, t. I, Instrum., p. 11. Stampf, n° 3911.

2 Bernard, *Requis ad priores milicibus germanis à Paderborn de Bourgogne*, p. 210, Stampf, n° 3911.

3 Tassin, 15 août 1161. Stampf, n° 3911.

4 Saint-Jean-de-Mont, 7 août 1162. Lettre concernant l'abbaye de Savigny et le monastère de Fontenay qui est demandé au pape par le évêque de Genève. Cf. Bernard, *Cardinalatus de Savigny et Fontenay* (Collection des Documents inédits), Stampf, n° 3965.

5 Vassal, 24 septembre 1162. *ibid.* n° 3974, *Statuta Christiana*, t. IV, Instrum., p. 18.

6 Sur les origines de la controverse, voir dans ce tome, page 22. La question fut traitée par trois écrivains, l'un du 7 septembre 1162, les deux autres du 9 septembre. L'évêque de Genève, Arducius, partisan de l'empereur, s'étant plaint, « quod dux de Gerinze (Zahring) et domus Genevensis episcopatus invaderent et regalia eius in iura sua abstraherent » l'empereur répondit : « quod pertinentiam maiestatem nullius habent dumtaxat in ecclesia Genevensi » et à ses évêques : « Spon, *Histoire de Genève*, t. II, pp. 21 et 22. *Memoria et documenta de la Société d'archéologie de Genève*, t. V, p. 317. Stampf, n° 3965-3969. Cf. Huffer, *op. cit.* pp. 15, 75 et 80. Huffer (p. 45) déclare faux les diplômes signalés par Stampf sous les n° 3968 et 3969.

respect du droit que par les nécessités de la politique; en effet, elle enlevait à Berthold l'avouerie de l'église de Genève, que lui avait déjà enlevée l'empereur en 1155 (c'est-à-dire que celle de Lausanne et de Sion) à titre de compensation pour la perte du rectorat de Bourgogne. Ainsi Bartholomée obtenait au moins l'effet de ses propres actes, et pour retenir dans l'obéissance de son autogape un prélat aussi important que l'évêque de Genève, il va jusqu'à lui sacrifier les engagements qu'il a pris avec un des plus puissants seigneurs de l'Empire, en même temps qu'il s'expose au danger de s'aliéner pour longtemps l'amitié de la race des anciens recteurs de Bourgogne. A la vérité, par l'effet du mariage de l'empereur avec l'héritière de la Comté, l'alliance des Zähringen avait cessé de lui être indispensable, mais que par suite de la guerre religieuse que Frédéric poursuit en Hongrie contre au moins, celle-ci avait été remplacée à une hostilité ouverte. Vis-à-vis des Zähringen en Helvétie, comme vis-à-vis des Baux en Provence, les vicissitudes de la politique ont amené de la part de Frédéric un revirement complet de la politique antérieurement suivie.

Non seulement l'empereur prodigue aux évêques dociles les faveurs de sa chancellerie<sup>1</sup>, bien plus il s'attache par tous les moyens possibles, fussent-ils manifestement contraires au droit, à remplacer par ses protégés les évêques fidèles à Alexandre III; au besoin il va jusqu'à les chasser de leurs sièges, pour leur substituer des intrus, introduisant ainsi le schisme dans les églises locales dont plusieurs se trouvent à la fois pourvues de deux pasteurs<sup>2</sup>. Nous ne pouvons suivre cette lutte dans tous les diocèses de Bourgogne et de Provence; au moins est-il permis d'en constater les effets dans l'histoire de quelques-unes des églises les plus importantes de ces provinces.

Ce ne sont pas seulement les évêques dociles qui sont récompensés, ce sont les chapitres. Ainsi nous savons par une bulle postérieure d'Alexandre III que les canons d'Embrun, partisans de Frédéric, réussirent, grâce à l'appui de l'empereur, à extorquer à leur archevêque un tiers du revenu de mines d'argent. (Bulle datée de Bénévent, 10 mars 1169, copie dans le ms. de la Bib. latine de Grenoble 1425, fol. 302 d'après les archives du chapitre d'Embrun, traduction dans Marcel - Fournier, *Histoire générale des Alpes Maritimes*, éd. de M. l'abbé Guilleaume, Paris, 1880, in-8°, t. I, p. 718). Alexandre III essaie l'acte intervenu entre l'archevêque et les chanoines.

1. Sur les expulsions des évêques fidèles à Alexandre, dans les diverses parties des domaines de Frédéric, cf. Helmold, *Chronica Slavorum*, dans les *Monumenta Germaniae Scriptores* t. X, l. p. 8.

L'archevêque de Besançon, Humbert, étant mort en 1152, il était urgent de lui donner un successeur. Le choix des électeurs tomba d'abord sur Gautier de Bourgogne, fils du duc Hugues II<sup>1</sup>. Sans doute ce choix ne présentait point de garanties suffisantes à Frédéric, qui ne voulait reconnaître le nouveau élu ni lui accorder l'investiture. Gautier parut avoir compris que sa situation comme archevêque de Besançon ne serait pas tenable, il n'insista pas sur le droit que lui donnait son élection et se fit transférer à l'évêché de Langres, qu'il occupa longtemps<sup>2</sup>. En Courant son départ, assa le champ libre à la lance impériale, mais Frédéric fit-il nommer à l'archevêché de Besançon un certain Herbert qui, joignant à son titre de métropolitain celui de légat de la cour impériale, devint bientôt le chef politique de la province<sup>3</sup>. — L'archevêque de Lyon, Hélaeus, mourut en novembre 1152 après avoir donné des gages non équivoques de son obéissance à l'empereur et à l'antipape. Le chapitre choisit, pour le remplacer, Guillaume de Champagne frère du comte Henri qui avait dans une circonstance récente marqué son dévouement à Frédéric<sup>4</sup>. Cependant cette élection demeura sans effet. Guillaume ne put pas avoir prise possession de son siège, sans doute parce qu'il ne lui fut pas agréé par l'empereur. Tandis qu'un dédommagement lui était offert dans le royaume de France, où il lui fut donné de monter bientôt sur le siège épiscopal de Chartres, la vacance qui se prolongeait à Lyon devint l'occasion d'une lutte acharnée entre les parties qui se disputaient cette église. Une nouvelle élection attribua l'archevêché à l'archiduc Rodon

1 *Gesta Christiana*, L. XV, pp. 45 et 50.

2 *Ibid.*

3 Herbert semble avoir été un des principaux membres du parti impérial et se trouva en Bourgogne. *Ly du Joyeul et de l'empereur de France*, nous ne savons d'ailleurs qu'il déploya la plus grande activité au service de l'antipape. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire la biographie de saint Pierre de Tarentaise, *Acta sanctorum*, mai t. II, p. 320, où il est appelé : « *Herbertus quidam Chrysopolitane ecclesie inchoator* ». Dans le même sens, voir les notes que Claret écrit sur *l'histoire de la Franche-Comté*, t. I, p. 381, notes reproduites après des documents inédits — notamment les passages du cartulaire de Bellinçourt où Herbert est nommé *prælati aciematis*. Cf. sur le rôle d'Herbert, Claret, t. I, p. 371.

4 Celui qui fut chargé de négocier les conditions d'un rapprochement entre le roi de France et l'empereur au cours de l'année 1151, n'avait rien négligé pour réussir dans cette tâche difficile. Il ne cessa pas de représenter à la cour de France le parti de la conciliation avec l'Empereur.

de Hent voir aussi d'une main puissante et appuyé par l'empereur et ses partisans<sup>1</sup> mais elle ne tarda pas à être cassée par Alexandre III, et est son successeur élu archevêque l'abbé Astier de Pontigny, Guichard, qui était l'hôte et l'ami de saint Thomas Becket. En dépit des anathèmes du pape Alexandre, Drodon, soutenu par Gérard de Maçon et Humbert de Beaujeu, champions attitrés du schisme, se maintint pendant plusieurs années en possession du siège de Lyon.

À Vienne, le siège archiepiscopal, devenu vacant, fut occupé des larmes l'abbé de Clugny, qui fut élu évêque de Vienne. Guillaume saisit l'occasion d'un voyage que fit l'empereur en Comté, au cours de l'été de 1166, pour obtenir de lui l'investiture de son temporel et rencontrer à la cour impériale les principaux fauteurs du schisme en Bourgogne, Herbert de Besançon, Drodon de Lyon, et Arnould de Genève<sup>2</sup>. À Grenoble, l'évêque

1. Ce Drodon de Beaujeu que les historiens de l'église de Lyon appellent Drodon et dont il ignorent le nom de famille, a été reconnu par M. l'abbé Olype Chevalier, *Généalogie des Comtes de Bourgogne*, publié dans le *Bulletin de l'Académie de la Savoie*, IV<sup>e</sup> série t. II années 1880-1883, p. 37, voir les chartes n<sup>o</sup> 3, 32, 51, 56, 57 et 58. En 1164, Drodon s'adressa *Legationibus vicinis*. Drodon fut peut-être reconnu seul pendant un certain temps. L'abbé de Clugny vint à Louis VII, cf. *Historiens de France*, L. XVI, p. 88, *Galles Christianus*, t. IV, *Index*, p. 19; voir aussi Huet, *de Studio Lyon* (Münster, 1873, in-8), p. 52. Naturellement Drodon ne fut pas reconnu par Alexandre III qui, dans une lettre à l'archevêque Henri de Reims, se lui adresse avec les qualifications de *Legationibus vicinis* *archiepiscopus et imperialis abbas* *Historiens de France*, XV, p. 151.

2. L'histoire du siège archiepiscopal de Vienne à cette époque n'est pas sans présenter quelque obscurité. Je me borne à signaler les principales difficultés sur plusieurs points et je joins l'intéressante observation à l'obligeance de M. Druon-Lévesque.

3. Il est certain que l'archevêque de Vienne se trouvait près de l'empereur à Saint-Jean-de-Loire, le 7 septembre 1166, puisqu'il a souscrit un diplôme rendu ce jour-là en faveur de l'évêque schismatique Arnould de Genève (*Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. V, p. 147, Stumpf, n<sup>o</sup> 3907).

4. Cepen-ant quoique, depuis 1157, l'archevêque de Vienne soit archevêque de Bourgogne et du royaume d'Arles, les reconnaissances de ce diplôme et des autres diplômes donnés par l'empereur pendant son séjour en Comté ne sont point rédigées en son nom, mais au nom de l'archevêque de Mayence. Comment expliquer cette dérogation aux règles de la chancellerie? Remarquons que le 7 septembre 1166, alors que l'archevêque est route à Saint-Jean-de-Loire, ce n'est pas en son nom, mais au nom de l'archevêque de Cologne, qui est reconnu un député impérial en faveur des prières de Lurey. *Mémoires de la Société de la Suisse romande*, t. VII, p. 18.

5. Il est difficile de déterminer exactement la date de la mort de l'archevêque Arnould. Ce qui est certain, c'est qu'on ne trouve plus de mention de ce prélat après le mois de septembre 1162. Ce qui est encore certain, c'est que l'archevêque Guil-

Geoffroy, ardent partisan de l'antipape, avait été déposé par Alexandre III, qui l'avait remplacé par Jean de Sassenage; mais grâce à la protection du gouvernement dauphinal, Geoffroy s'était maintenu sur son siège sans tenir aucun compte de la sentence qui l'avait frappé<sup>1</sup>.

D'ailleurs ce ne sont pas seulement les évêques qui encourent la colère de Frédéric quand ils refusent de se plier aux exigences de son impérieuse volonté; la persécution s'étend aux membres du clergé régulier qui ne témoignent pas d'une docilité suffisante. On a vu que chartreux et cisterciens soutenaient vaillamment le pape Alexandre. Si les chartreux ne payèrent pas cherement cette fidélité, c'est peut-être parce que dans cet ordre était entré un religieux très aimé de Frédéric (on le soupçonnait d'être son frère naturel<sup>2</sup>). Moines hospitaliers, et cisterciens furent expulés de leurs couvents, et même, s'il faut en

suite était élu dès le mois de janvier 1161. Il est donc probable qu'Etienne mourut dans l'intervalle. Il faut en croire la lecture de l'écrit de Chormier d'une épitaphe de Vienne (*Monumenta de Vienne*, livre III, ch. 24). Etienne serait mort le 27 février 1162, c.-à-d. 63, puisque l'église de Vienne commença l'année suivant le stylo Romain dans d'autres M. de Terrebasse, (Aulmar et de Terrebasse, *Inscriptions de Vienne*, Moyen-Age, t. I, p. 171). La lecture de Chormier est exacte, la date donnée par l'écrit dont est 1012 et la date ne se trouve pas dans l'écrit de Chormier.

4. Un dauphin est arrivé à Vienne des environs de la fin de l'année 1160, comme il est mentionné par M. Girard dans le *Manuscrit de Saint-Desmurs de Rouen*, n° 300 et 301 bis.

5. Guillaume était certainement ecclésiastique. C'est pourquoi il put obtenir en 1156 l'investiture des évêques. (Voir la charte datée de Besançon, 17 juin et 1156). Guillaume par la suite se fit prêtre par une bulle de l'antipape. Vienne et ses évêques et tous les bourgeois archiepiscopaux. Cf. J. à Rouen, *Vienne avant de se convertir à l'antiquité*, p. 19. Stumpf n° 4671.

6. Les évêques de Vienne, comme les autres évêques de France, étaient en quelque influence à Vienne, où les Alexandrins étaient puissants, comme le prouve la présence des prêtres de la province au concile de Tours en 1163 et leur résistance en 1164 aux propositions de Raymond de Dax. Quand disparut-il? Ce sont là autant de questions qu'il ne nous est pas permis de résoudre. Nous ne savons pas non plus si à Guillaume, prêtre mis en opposition avec l'évêque fidèle à Alexandre III, ainsi qu'il était arrivé à Lyon dans les mêmes circonstances.

7. En Dauphiné, Geoffroy s'était depuis 1161 soumis à l'obédience de l'antipape. Alexandre III a déposé et le remplacé par Jean de Sassenage; mais ne fut pas Alphonse de Toulouse, régent du Dauphiné. Geoffroy se mit à la tête des prêtres et des évêques de la région. *Historiens de France*, t. XV, pp. 30 et 31, et 32, p. 33 et 34, pp. 35 et 36.

8. Voir les textes ci-dessous plus bas.

croire un historien, des clercs soumis à l'autorité de Frédéric<sup>1</sup>. Il est difficile de savoir si ce décret fut rigoureusement exécuté dans le royaume de Bourgogne et d'Arles, les religieux furent sans doute traités avec plus ou moins de ménagements suivant les circonstances locales et l'influence de l'empereur dans chaque région. Aussi est-il permis de penser que les cisterciens de la Comté de Bourgogne, immédiatement soumis à Frédéric, porteront tout le poids de sa colère tandis que ceux de la vallée du Rhône purent plus facilement y échapper. En tout cas, très probable doit être, dans les pays d'Alsace, la situation de ces religieux, qui avaient commis le crime de fournir à l'opposition ses meilleurs chefs et de se placer au premier rang de ceux qui avaient refusé de sacrifier au despotisme de Barberousse les droits de leur conscience et la dignité de leur obéissance.

Par les faits que nous connaissons, il est possible de deviner une foule de faits analogues que nous ignorons et de mesurer ainsi l'importance de la lutte religieuse qui troubla si profondément les pays bourguignons.

#### VI — LE PARTI D'ALEXANDRE III SE RELÈVE

C'est en l'année 1162 que la situation de la Comté de Bourgogne et du royaume d'Arles se présente sous l'aspect le plus favorable à la cause de Frédéric, et portant le plus sombre pour les partisans d'Alexandre III. Vers l'autonome de cette année, les défenseurs du pape légitime dans ces régions (c'était surtout l'archevêque de Tarentaise aidé de quelques religieux cisterciens ou chartreux), durent entrevoir le temps où ils ne pourraient même plus compter sur l'influence morale du roi de France. On a dit plus haut, en effet, que Frédéric, au cours de son voyage en Bourgogne, eut l'occasion au moment où Louis VII, désireux de se appuyer sur l'alliance impériale

<sup>1</sup> Helmold, *Chronica Slavorum*, lib. I, c. 96. « Quamobrem frater Cesar proposuit edictum ut omnes monachi Cisterciensis ordinis in conspectu regni suo, ad Victoris suorum regis regnum exirent ut capite daretur soluti est non potuit, quod non modo in suis gregibus, ne cesset sed his suis, transigere in Francia. » *Monumenta Germanicarum Scripturae*, t. XXII, p. 82. Cf. *Vita S. Petri Trinitatis episcopi*, dans les *Monumenta Germanicarum Scripturae*, t. XXII, p. 130.

pour se livrer aux larges dons le menant à Aug et ne accepterait enfin son amitié et se soumettrait à l'obédience de Victor IV. Alors, les membres du clergé en communion avec Alexandre s'abandonnaient aux plus funestes prévisions, nul d'entre eux ne pouvait se faire illusion sur les conséquences d'une telle défection du roi qui eût vraisemblablement assuré le triomphe définitif de Barberousse et de son antipape. On sait qu'après de longues hésitations, Louis VII prit le parti de décliner l'entretien ou devant se consommer sa réconciliation avec l'empereur et ne demeurer fidèle au parti d'Alexandre. Par cette résolution, le roi infligea à la cause du schisme un coup dont elle était condamnée à mourir, d'une mort lente en vérité, mais fatale<sup>1</sup>, au milieu de ce siècle, que l'on a justement appelé le siècle ecclésiastique, la royauté française venait de renouer son alliance avec l'Église par un acte sur la portée auquel il était impossible de se méprendre, et de déjouer du même coup les desseins de ceux qui voulaient asservir le pouvoir spirituel au pouvoir temporel. Incompréhension et retardement de la décision de Louis VII, immense émotion qu'elle produisit parmi les barons et les prélats réunis en Comte, et aussi la colère de l'empereur qui parait-il, alla jusqu'à se livrer en vaines menaces contre le roi de France<sup>2</sup>.

1. De côté de la France, c'est le comte Henri de Champagne, gendre de Louis VII qui avait conduit les négociations en vue de réconcilier le roi et l'empereur. Il alla jusqu'à se porter garant envers l'empereur de la présence du roi au rendez-vous qui eut lieu à Saint-Jean-de-Léger, aussi paya-t-il le mariage de Frédéric en lui faisant hommage de quelques-uns de ses châteaux. H. lord-Dreke les, *Historia diplomatie Friderici secundi*, t. I, p. 268 et du Gange, *Illustration sur l'histoire de Saint-Louis* (Ed. Didot), p. 57; *Historiens de France*, t. XVI, p. 60, note c.

2. Les historiens qui se sont occupés de cette époque ont compris toute l'importance de la rupture qui survint entre l'Empire et la France. Reuter montre bien la gravité de la défection que le parti schismatique subit alors (*op. cit.*, t. I, p. 235 et suiv.). Prutz caractérise nettement l'attitude que Frédéric fut obligé de prendre après cet échec, pour sauver au moins les apparences, elle consista à consacrer les rois de France et d'Angleterre à peu près comme des gouverneurs de provinces révoltées et à déclarer qu'il était parfaitement au droit de décider sans leur avis de la personne qui devait être titulaire de l'évêché de Rome (Prutz, *op. cit.*, t. I, p. 215). Ainsi Barberousse était poussé par les circonstances dans la direction que lui indiquait son orgueil : il était amené à exagérer les prérogatives de l'Église impériale. C'est d'ailleurs cette pensée qui lui avait inspiré la résolution de lutter contre l'Église romaine, et qui, comme on le verra, faussa entièrement la politique de son fils Henri VI.

3. Helmold *Chronica Slavorum*, *Historiens de France*, t. XII, p. 240. Notu-



Dès cette époque (on doit être en Bourgogne la première conséquence de la résolution décisive de Louis VII) la foule des faibles et des irresolus qui relâche à l'influence prépondérante du schisme, s'étaient prononcés en faveur de l'antipape, se reprend à hésiter entre les deux parties, maintenant que toute irrésolution a cessé du côté du roi de France. Maintenant que, par une démarche compromettante, il s'est séparé de l'empereur, les partisans d'Alexandre III sont assurés d'une protection efficace : il n'y a pas plus de danger à être avec le pape légitime que contre lui. C'est déjà un résultat pour une cause longtemps vaincue que celui de tout enlever le parti adverse mais là ne s'arrête pas le mouvement favorable au pape Alexandre. Nombre de prélats ne s'étaient inclinés qu'à regret devant Victor IV : voici le moment propice où ils pourront se lever la tête et réparer les fautes du passé. Les premiers, les moines de Cluny ont donné la preuve de ces dispositions nouvelles en se débarrassant de leur abbé Hugues (dont Alexandre III avait provoqué la déposition pour le remplacer par un religieux fidèle<sup>1</sup>). De son côté, l'épiscopat reprend bien vite une certaine indépendance vis-à-vis de l'empereur. Lorsque, le 19 mai 1162, Alexandre ouvre le concile de Tours, il voit à ses côtés les évêques des provinces de Lyon, de Vienne, de Tarantaise et d'Embrun<sup>2</sup>. L'année suivante, quand, à son retour d'Italie, le chancelier de Frédéric, Raynald de Dassel vient dans les pays burgondes pour y travailler au succès de la cause de son maître, c'est en vain qu'il convoque à Vienne les archevêques de la région afin de les déterminer à se rallier à l'antipape et à fournir des soldats à l'empereur, il ne recueille que la manifestation de sentiments hostiles, à tel point qu'il a eu tant de peine que l'assemblée ne lance point against l'athème contre Pascal, le successeur schismatique de Victor IV<sup>3</sup>. Désormais le royaume de Bourgogne et de Provence sera un terrain favorable à

monia Germanie. Scriptores t. XXI p. 81. Le chroniqueur s'exprime en ces termes : « Tunc comes Robertus et milites secuti à curia, militibus Francigenis bellum ».

1. Voir une lettre d'Alexandre III du 7 avril 1161, *Histoire de France*, t. XV, p. 706. Cf. un fragment de Girardus Gossfredi, *Pontificalis, ibid.*, t. XII, p. 440.

2. *Historia Vindobonensis metropolitana, Historiens de France*, t. XII, p. 321 : « Comes Henricus cum omnibus episcopis Lugdunensium, Viennensium, Alpinensium Apenninensium et Narthinensium... ».

3. *Histoire de France*, t. XVI, p. 321, cf. une lettre adressée à saint Thomas Becket, dans Robertson, *Materials for the history of archbishop Thomas Becket*, t. V, p. 129.

l'ardente propagande des partisans du pape légitime, à leur tête, le saint archevêque Pierre de Tarentaise, déployant une insatiable activité, parcourant les pays burgondes raffermissant le courage des faibles, dénonçant et excommuniant les schismatiques et s'attirant la haine des fidèles sujets de Frédéric<sup>1</sup>. Herbert l'archevêque schismatique de Besançon, finit par le signifier à la colère de l'empereur mais Pierre ne craint pas de s'adresser à Frédéric qu'il va visiter à Besançon pour lui demander de mettre un terme aux maux dont souffre l'Église. Alors le peuple de la cité, sans se préoccuper de son pasteur intrus, s'empresse de réaliser défenseur d'Alexandre III les hommages les plus significatifs, si bien que Barberousse lui-même se sent obligé de respecter son indépendance et de l'entourer d'honneurs. Ainsi le schisme, pour quelque temps victorieux en Bourgogne, ne réussit pas à y conserver ses partisans. A vrai dire, il en était de même dans beaucoup des pays d'Empire, tant était démesuré l'effort que Frédéric avait demandé au clergé de ses états, tant était facile la situation violente qu'il y avait créée.

#### VII — PROGRÈS DE L'INFLUENCE FRANÇAISE

C'est Louis VII qui profite de l'influence que ce mouvement de recul fait perdre à Frédéric. De tous côtés, en 1163 et dans les années suivantes, ceux qui oppriment les impériaux ne manquent pas de l'appeler à leur secours. C'est un seigneur dont les domaines, quoique situés dans le royaume, sont voisins des terres d'Empire, le comte Guilgues de Forez, qui, au printemps de 1163, écrit en ces termes au

1 Voir sa biographie dans les *Acta Sanctorum*, mai, t. II, pp. 370 et suiv. Il y est dit notamment que Pierre ne se borna pas à maintenir son diocèse dans le devoir mais qu'il voyagea sans cesse pour gagner des partisans à Alexandre III : « vicinas undique provincias penetrans, libere prædicans. Le récit ajoute ce détail important qu'Herbert serait mort au moment même où Pierre de Tarentaise visita Barberousse à Besançon, c'est-à-dire en 1166. Or il est certain qu'un Herbert s'est intitulé archevêque de Besançon jusqu'en 1172. Pour tout concilier, M. Caumon (*Origines de la commune de Beauregard*, Besançon, 18-19, in-8°, p. 160) propose une opinion d'après laquelle Herbert le schismatique, mort en 1166, aurait été remplacé par un second Herbert, qui tout au moins ne se serait pas compromis pour la cause du schisme. Cette opinion ne semble point suffisamment fondée. Il me paraît plus vraisemblable d'admettre sur la date de la mort d'Herbert une erreur de la part du biographe du saint Pierre de Tarentaise (c'est-à-dire Geoffroy de Hastenombé).



Il ne fallait d'ailleurs rien moins que l'intervention du roi de France pour faire cesser les vexations dont les comtes de Mâcon et de Chalon, aidés du sire de Beaujeu et de plusieurs seigneurs de moindre importance ainsi que des bandes de routiers allemands qui s'étaient introduits en Bourgogne, occasionnent alors les églises et les membres du clergé. Ces vexations s'étendaient même aux régions qui, ne relevant pas de l'Empire, ne pouvaient à aucun titre être considérées comme tenues de se conformer aux préférences de Barbarousse<sup>1</sup>. Ainsi l'abbé Etienne de Cluny, dont on a cité plus haut les doléances, se fait via-à-vis du roi de France l'organe des prélats de ces contrées : « Ce n'est pas seulement la France qui est de votre royaume, écrit-il à Louis VII, mais qu'elle soit plus spécialement liée à votre titre royal. Souvenez-vous que la Bourgogne vous appartient<sup>2</sup>. » Ainsi l'effet des violences qu'a engendrées la persécution organisée par les impériaux habués les victimes à se tourner vers le roi de France et à mettre en lui leur espoir. C'est Louis VII qui se fait le protecteur attitré de Guichard de Poitiers, l'archevêque légitime de Lyon, qu'Alexandre III a sacré lui-même à Montpellier, le 8 août 1163<sup>3</sup>. Vers le même temps, le prieur de la Grande-Chartreuse, que Louis VII avait jadis honoré d'une visite<sup>4</sup>, se souvient de ses anciennes relations pour demander au roi d'intervenir au profit de Jean de Sassenage, évêque de Grenoble. Jean est alors en butte aux persécution de son rival schismatique, l'évêque Geoffroy, qui soutient le gouvernement delphinal, soumis à l'influence du comte de Toulouse<sup>5</sup>. Le prieur de Chartreuse estime que le roi de France pourra

1. Sur la lutte des évêques de Bourgogne contre les seigneurs partisans de l'empereur et les coléreux, voir les *Historiens de France*, t. XVI, pp. 120 et 132, sur l'exécution de Louis VII, *ibid.*, t. XII, p. 131, Morière, *Amplissima collectio*, t. I, p. 371; Garnier, *les Routiers du XII<sup>e</sup> siècle* Bibliothèque de l'École des Chartes 1<sup>re</sup> série, t. III) pp. 127 et ss., Luchaire, *histoire des institutions monarchiques de France*, t. I, pp. 171 et ss. A l'occasion d'un accord qui avait suspendu pour quelque temps les luttes des seigneurs contre Cluny, fut rendue une bulle d'Alexandre III *Bullarum sacre sedis Cluniensis* (Lyon, 1640, in-fol.), p. 71. Cette bulle date du 12 juillet 1163.

2. *Historiens de France*, t. XVI, p. 131. Voir la lettre de Pierre, évêque de Davis; et la lettre de l'évêque de Mâcon, *ibid.* pp. 121 et 132.

3. *Historiens de France*, t. XII, p. 676 (Chronique de Guillaume Godel, moine de Saint-Martial de Limoges).

4. Voir plus haut, p. 49, note 3.

5. *Historiens de France*, t. XV, p. 128.

déterminer le comte à rendre la paix à l'évêque de Grenoble, telle est aussi deux ans plus tard, la phrase qui inspire une lettre adressée (probablement en 1167) par Alexandre III à l'archevêque de Reims, Henri, frère de Louis VII. Le pape y flétrit la tyrannie du comte de Toulouse qui oblige ses sujets à s'exiler s'ils ne consentent à adorer l'idole, c'est-à-dire l'antipape; aussi engage-t-il l'archevêque à solliciter la protection de son frère pour l'évêque de Grenoble, chassé de son siège par les Impériaux<sup>1</sup>.

Ainsi la guerre religieuse entreprise par Frédéric a pour premier résultat de faire du roi de France le chef d'un parti considérable dans l'Est et le Sud-Est de la Gaule. Peu à peu tous les mécontents sont allés à lui : même des seigneurs allemands lui offrent leurs services, notamment l'ancien recteur de Bourgogne, Hartold de Zähringen, blessé à la fois et du revirement que la politique impériale a subi en Comis à ses dépens, et de la démission par laquelle Frédéric lui a enlevé l'avénéré de Genève, et du refus opposé par l'empereur aux demandes de son frère Raoul qui, l'archevêque de Mayence avait en vain sollicité de Barberousse la confirmation de son élection et l'investiture de son comté<sup>2</sup>. Quand, après la fête de Saint-Jean de Loup, en 1162, Barberousse effectua des menaces contre le roi de France, Hartold adressa à Louis VII par l'intermédiaire de son frère, une lettre où l'on peut relever ce passage caractéristique : « Si un jour l'empereur s'avise de vouloir mettre ses menaces à exécution, sache de la façon la plus certaine Votre Sérénité que nous, avec tous nos amis et tous nos frères, et quelques uns des plus considérables parmi les princes d'Allemagne... nous nous mettrons à vos ordres et nous nous ferons les auxiliaires les plus prompts et les plus dévoués de votre cause<sup>3</sup>. » Ainsi Barberousse s'était fait de nombreux ennemis en adoptant la ligne de conduite qu'il avait suivie en Bourgogne; on voit qu'il avait fait la partie belle à la politique du monarque capétien.

1. Voir la lettre d'Alexandre III à l'archevêque de Reims, Henri, frère de Louis VII, *Histoires de France*, t. XV, p. 853. Le pape Alexandre rendit Raymond V responsable des agissements du gouvernement de phéar et lança l'interdit contre Toulouse. Cet interdit fut levé en 1168, à la prière du roi de France. Voir la lettre du pape à l'évêque de Toulouse, *ibid.*, p. 866.

2. Sur l'affaire de Mayence, cf. Preuss, t. I, p. 143.

3. *Histoires de France*, t. XVI, pp. 34, et 42. Le duc de Bavière et le landgrave de Thuringe s'associèrent au duc de Zähringen pour offrir leurs services au roi de France.



épiscopales<sup>1</sup>. L'effet de ces mesures, qui fut grand, réconforte les partisans de la France, par exemple le comte de Forez qui, l'année suivante, afin de resserrer son alliance avec Louis VII, consent à lui faire hommage de deux châteaux jusque-là tenus en franc-alleu<sup>2</sup>. En fait, le comté de Forez devenait partie intégrante du royaume, de ce côté la limite de l'Empire et de la France, sans avoir encore été reculée jusqu'à la Saône et au Rhône, tendait de plus en plus à se confondre avec ces deux fleuves.

Les Bourguignons ne perdirent pas le souvenir de ces événements. Si, plus tard, vers 1171 et 1172, Gérard de Maçon et Humbert de Beaujeu renouvelent leurs agressions, c'est à Louis VII que sauront recourir les églises et les seigneurs qui en auront été les victimes<sup>3</sup>. Désormais non seulement Louis VII possède l'influence prépondérante dans la partie de la Bourgogne qui ne relève pas de l'Empire, encore faut-il ajouter que même aux yeux des populations soumises aux empires, il apparaît comme le protecteur des chrétiens fidèles et le vengeur de la papauté.

#### VIII — ÉCHEC DE L'EMPEREUR EN ITALIE, CONSÉQUENCES DE CET ÉCHEC

Telle était en 1166 la situation de la Bourgogne, le parti des schismatiques et des impériaux, qui d'abord y avait été très puissant, s'y trouvait combattu pied à pied, et non sans succès, par le parti d'Alexandre III fortifié de l'influence française. Peut-être, pour soulever les schismatiques par son action personnelle, l'empereur, au cours de l'été de cette année 1166, passa quelques mois en Bourgogne, accompagné de sa femme Béatrice, avec l'archevêque Guillaume de Vienne, il reçut à sa cour les prélat les plus notablement dévoués à l'antipape, Herbert de Besançon, Diédon de Lyon, Ardu-

*France*, t. XVI, p. 34.) Sans doute un texte mentionne le dévouement de Humbert à la France (*ibid.*, p. 130), mais ce dévouement paraît pas sincère. Voir en outre le *viu*, *ibid.*, p. 132) où Humbert est cité à côté du comte de Lohen et du comte de Maçon, et remarquer le ton embarrassé de la notice de 1166.

1. Guichard raconte à Lyon que le 11 novembre 1161 Cf. une lettre de Jean de Salisbury, *Historians de France*, t. XVI pp. 578 à 580, *Patrologie lat.* III, t. CXCIX, lettre 238, c. 250.

2. 1167. J. Fardif. *Monuments historiques*, n° 602.

3. Voir plus bas, page 61.

cus de Genève en même temps que les chefs de ses partisans parmi la noblesse, à savoir le comte Gérard de Milon et son frère Blenne<sup>1</sup>. Mais cette démonstration ne semble pas avoir moulté sensiblement l'état des choses ni ramené à la cause de l'Empire les esprits qui s'en écartaient.

L'année suivante, une nouvelle étrange se répandit de la Provence au Jura, frappant de terreur les partisans de l'empereur, remplaçant de joie les défenseurs d'Alexandre III, au lendemain du jour où l'empereur avait introduit à Saint-Pierre l'antipape sa créature, au moment où il venait de s'y faire couronner en grande pompe, comme pour manifester à la ville et au monde son complet triomphe et l'entier asservissement de la puissance spirituelle, voici qu'une maladie mystérieuse s'était abattue sur l'armée qui accompagnait Frédéric, frappant les soldats en grand nombre sans épargner les plus illustres d'entre les chefs. Avec beaucoup d'autres princes, le mort avait enlevé le fauteur principal du schisme, ce Raynaud de Dassel, indigne archevêque de Cologne, dont l'empereur avait tout récemment encore récompensé le funeste dévouement par d'éclatantes honneurs. Suivi d'une escorte décimée par la maladie, Frédéric gagne le Nord de l'Italie, tandis que la Lombardie se soulevait de toutes parts, déterminée à reconquérir son indépendance et à venger les opprobres dont l'a accablée la domination allemande. L'impression fut profonde en Occident où les clercs se laissèrent aller au plaisir de comparer Barberousse à Sennachérib, Rome à Jérusalem et les ravages de la contagion meurtrière à ceux de l'ango exterminateur.

Bientôt le contre-coup de cet événement se fit sentir dans le royaume d'Auvergne. Le parti de Frédéric y était fort affaibli, on crut alors qu'il était définitivement vaincu. Aussi à Lyon, l'archevêque légi-

1. La présence de ces personnages à la cour impériale est attestée par les souscriptions de deux diplômes, l'un, daté de Besançon, 17 juillet 1166, accordant à l'archevêque de Vienne l'investiture des *regalia* (J. à Besco. *Bibliotheca Historica*. *Scripta sanctae archiepiscopatus videntur*, pp. 88-89, Stampf, n° 4013), l'autre, daté de Dole, 26 juillet, intéressant Eudes de Champagne de Quingay et de diverses possessions en Bourgogne (Chevalier, *Manoirs sur Palissy*, t. I, preuves, p. 323 Stampf, n° 4074). La reconnaissance de ces diplômes est faite « per Henricum sacri palatii protosecretarium » et se W. telme Vienneau archiepiscopi et totius Burgundie archiepiscopi. Bre... »



time, Guichard de Pontigny, put enfin prendre possession de son siège, usurpé jusque là par le prélat schismatique; c'était une grande victoire pour tous ceux qui, dans ces régions, défendaient la cause d'Alexandre III<sup>1</sup>. Cependant, pressé par ses ennemis, Frédéric s'est rapproché des Alpes, les progrès de la ligue lombarde ne lui ont pas seulement rendu la lutte impossible, mais l'ont forcé à chercher son salut dans une fuite peu glorieuse; il n'a trouvé une sécurité provisoire que lorsqu'il est arrivé sur les terres de son fidèle allié le marquis de Montferrat. Il lui faudrait maintenant, pour échapper à l'armée lombarde, franchir la barrière des Alpes; mais les passes en sont gardées par le comte de Maurienne, Humbert III, auquel les souverains du passé impriment des sentiments très peu favorables à l'empereur<sup>2</sup>. Frédéric, on ne l'a pas oublié, entretient de bonnes relations avec la famille des Dauphins, ennemie traditionnelle de la Savoie, en même temps, en disposant des avoueries de Lausanne et de Genève, il n'a pu manquer de porter ombrage au comte Humbert, toujours désireux d'étendre son influence au détriment des principales ecclésiastiques qui l'entourent. L'empereur est donc obligé de demeurer pieusement dans les terres du marquis de Montferrat, en attendant la fin possible du comte Humbert.

Vaincu par l'extrémité de son infortune<sup>3</sup>, Frédéric se consigne alors à tenter d'adoucir ses ennemis par la manifestation d'impressions pieuses vis-à-vis de l'Eglise. Or, au monastère de la Grande-Chartreuse, séduite par l'inaltérable fidélité que ses religieux gardent à la cause d'Alexandre III, vivant ce parent de l'empereur, pour

1. Guichard fit son entrée à Lyon le 11 novembre 1167, cf. le titre de Jean de Salisbury : *Justiciarius de Francia*, t. XV, pp. 578 à 580. Et l'abbé, Alexandre III mentionne Drodon sans ce titre : ex... donec Drodon a quendam angelicis electis *Carlota re de Romanorum*, ead. plus haut, n° 3. *Index. Regesta*, 2<sup>e</sup> éd., n° 11766.

2. Humbert, comte de Maurienne, était vers le même temps en guerre avec un allié de Frédéric, Alphonse de Poitou, qui gouvernait alors le Dauphiné pour son neveu. Cette guerre fut apaisée par l'intercession de Pierre de Tarentaise : *Acta Sanctuarum*, inu. t. II, p. 320. *Histoire générale de Langue d'Oc*, t. IV, p. 224.

3. Voir sur ses drâmes, tout d'abord la lettre de Jean de Salisbury, citée par 24 Gens in *Parvulus Latino*, t. LXCIX, c. 181. cf. *Continuatio San-Marci*, dans les *Monumenta Germanica, Scriptores*, t. XX, pp. 310-311, *Annales des évêques de Metz*, t. XVI, p. 37. — Sur les événements menés et — *Annales Bréviées*, ibid., t. XVII, p. 82, *Annales Universelles modernes*, ibid., t. XVII, p. 264.

ne suivre dans le schisme, n'avait point cessé de lui garder une miséricordieuse compassion : il s'appelait Thierry et avait conservé assez de crédit sur Frédéric pour obtenir de lui, vers cette année 1167, d'importantes faveurs pour la chartreuse de Durbon, sise au diocèse de Gap, et aussi pour celle de la Sylve-Benite, au diocèse de Vienne où Thierry avait passé quelques temps comme frère convers avant d'être appelé à la Grande-Chartreuse. Ce religieux, connu d'auteurs pour la part qu'il prit à cette époque aux affaires du monastère, alla se jeter tout en larmes aux pieds de Barberousse au moment où ce prince, cessé par ses ennemis, paraissait moins éloigné de revenir à des sentiments meilleurs, et lui déclara que, pour retrouver la paix, il lui fallait d'abord la rendre à l'Eglise de Dieu. Frédéric répondit à cette demande en invitant à se rendre auprès de lui trois partisans zélés du pape Alexandre, le prieur de Chartreuse, l'évêque de Pavie et l'abbé de Cîteaux; et promit de se conduire d'après leurs conseils<sup>1</sup>.

Ces dispositions nouvelles si jamais elles furent sincères, ne tardèrent pas à s'évanouir. Le marquis de Montfort finit en effet par décider, au prix d'importantes concessions, le comte Humbert à laisser libre passage à l'ennemi, dès lors Frédéric, désormais assuré de sa retraite, n'eut plus le droit de se montrer accommodant. Quand vinrent à lui les trois négociateurs qu'il avait appelés, — Geoffroy d'Auxerre, jadis abbé de Clairvaux, avait pris la place de l'abbé de Cîteaux retenu par la maladie, — il répondit à leur demande d'audience par d'impertinentes paroles, il était inutile, disait-il, qu'ils se présentassent s'ils n'avaient avec eux un ange du ciel, ou s'ils ne venaient avec le pouvoir de faire des miracles, de guérir des lépreux ou de ressusciter les morts. Les ambassadeurs comprirent le sens de ce langage et se retournèrent sans avoir vu Frédéric quant à l'empereur, après avoir couru de grands périls à Susse, dont les habitants voulurent encore le retenir, il réussit à traverser les états du

1 Sur ce personnage, voir *Annales Ordinis Cartusienensis* t. II, p. 270; Jean de Salisbury, loc. cit.

2 Voir les *Annales des chartreux* et la lettre de Jean de Salisbury citée plus haut. Cependant un chartreux, Arnould de Solhonné prieur d'Arnières, se hasarda, en 1165, à conseiller à Alexandre III des concessions exagérées au vue de pacifier l'Eglise, le Pape refusa de prêter l'oreille à de telles propositions. *Annales*, t. II, p. 267.

comte de Maunonne et à regagner la Comté, pour s'arrêter à Besançon<sup>1</sup>. Toutefois il gardait le souvenir des affronts qu'il avait subis lors de son passage à travers les Alpes ; plus tard, en 1174, lorsqu'il revint en Italie, il fit expier par le fer et le feu à la malheureuse ville de Suze l'outrage qu'elle lui avait infligé<sup>2</sup>. L'année suivante, il saisit avec empressement l'occasion de témoigner son hostilité au comte de Savoie : en 1175, il reconnut solennellement l'évêque de Belley comme vassal immédiat de l'Empire<sup>3</sup>, sans craindre le mécontentement qu'un tel acte ne pouvait manquer de causer au comte Humbert, ambitieux d'agrandir ses domaines dans le Bugey comme sur toutes les autres frontières. On verra, quelques années plus tard, les empereurs porter de nouveaux coups à l'influence de la maison de Savoie ; Frédéric déclarera l'archevêque de Tarentaise vassal immédiat de l'Empire et Henri VI reconnaîtra les mêmes droits à l'évêque de Sion, son fils auparavant à Berthold de Zabringen, puis au comte de Maurienne<sup>4</sup>.

C'est peut-être pour se créer des appuis contre l'animosité de l'empereur que le comte de Savoie avait, dès 1173, tenté de contracter avec l'Angleterre l'alliance qui devait plus tard être consacrée par ses successeurs comme une des bases de leur politique<sup>5</sup>. Cette alliance ne

1. M. de Lueschbrœhl (I, p. 391) dit que l'empereur ayant franchi le Mont-Cenis vint à Genève pour se rendre de là au Comté par Gex. Il est impossible de trouver dans les sources aucune trace de ce voyage à Granoble, Frédéric se rendit directement aux états du comte de Maurienne à Genève où les habitants l'accueillirent avec joie. Cf. Courton de Viterbo, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XXII, p. 375.

2. *Continuatio Ann. Austriac.*, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XX, pp. 313 et 314. D'après Grosse : *Comtes comtes de Savoie* (1835, in-8° p. 268), la ville de B-palla fut détruite par les Impériaux, en l'honneur d'Ouary, seigneur de ce lieu, allié du comte de Maurienne. — On peut consulter sur ces événements Guichenon : *Histoire généalogique de la royale Maison de Savoie*, t. I, p. 126, *Apologie pour la royale Maison de Savoie* (Genevrey, 1661, in-1°), p. 45. Mais il faut reconnaître qu'avec précision les affirmations contenues dans ces ouvrages. — Cf. Warstamberg : *Atlas der Zweite von Savoyen* (Berno, 1858, in-8°) t. II, p. 35.

3. 26 mars 1175, « Ordoa privatis regi... episcopo... concordatus » Guichenon. *Histoire de Savoie*, t. II, p. 25, Stumpf, n° 4171. Ce diplôme fut accordé à l'évêque Anthelme, qui avait énergiquement combattu la politique savoyenne de Frédéric.

4. Voir ci-dessous.

5. Voir l'acte de Bampelès entre Adélaïde, fille du comte de Savoie, et Jean, fils de Henri II (1173), Rymer, *Frederic* (éd. de 1890), I, part. I, p. 11; Warstamberg : *Atlas der Zweite von Savoyen*, t. IV, *Urkunden*, n° 31. Sur le prix que le

présentait pas moins de dangers pour la France que pour l'Allemagne, car grâce à leurs possessions du Sud-Ouest et à leurs aînés du Sud et du Sud-Est, les rois angais achevaient d'entourer le royaume capétien d'une barrière de vassaux et d'ennemis.

#### IX — DÉCADENCE DE L'AUTORITÉ IMPÉRIALE

Sous le coup du désastre qui, devant les murs de Rome, avait brisé sa puissance et anéanti ses espérances, l'empereur se trouva conduit à oublier ses intérêts en Comté et dans le royaume d'Arles, pour se consacrer tout entier à la lutte religieuse et aux événements de la politique italienne. Les progrès de la ligue lombarde détournaient naturellement son attention des événements de moindre importance qui se déroulaient dans la vallée du Rhône.

Ainsi l'influence impériale décroît visiblement dans ces régions. Aux jours de triomphe qui jadis avaient suivi la prise de Milan, l'empereur avait courbé sous son autorité les maîtres de la Provence maritime, voici maintenant que le résultat acquis grâce à ses victoires lui échappe sans qu'il puisse rien tenter pour le conserver. Le jeune comte de Provence, Raymond-Béranger, a été tué au siège de Nice en 1166, depuis lors la Provence, en dépit des prétentions et des efforts du comte de Toulouse, Raymond V, lésé des vœux de joindre son héritage à ses États<sup>1</sup>, était tombée au pouvoir de la maison d'Aragon, fort médiocrement sympathique à la papauté et l'empereur et mal disposé à accepter sa suzeraineté. On le vit bien quand le roi d'Aragon, Alphonse II, en l'année 1166, confia la Provence à son frère Raymond-Béranger. Alphonse ne l'autorisa à prêter hommage à Frédéric que s'il y était contraint par une évidente nécessité<sup>2</sup>. L'empereur

roi d'Angleterre attaché à l'alliance de la maison de Savoie, qu'il préfère à celle de l'empereur de Constantinople, voir *Chronicon Canonici Landunensis, Historiens de France* t. XIII, p. 170. Cf. Baroit de Peterborough qui raconte les négociations qui eurent lieu à Limoges pour régler les conditions du mariage *ibid.*, p. 150.

1 Cf. sur ces événements, *Historiens de France* t. XII, p. 361, note 2.

2 « Interim si forte contingeret te manifeste quodcumque necessitate Frederico Romanorum imperatori propter eundem consuetum fieri homagium, habens hanc obligationem in viam tuam per me ad meum servitium. *Genève, Histoire de Provence*, t. II, p. 1057, et *Histoire générale du Languedoc*, t. VI, p. 21.

ne se méprit point sur les mauvaises dispositions dont les princes d'Aragon étaient animés envers lui; de même qu'il se crut en droit de se plaindre, dans des documents officiels, de la « manifeste perfidie » des Provençaux de même il n'hésita point à prendre à leur égard des mesures hostiles quand l'occasion s'en présenta. C'est ainsi qu'en 1174 il reconnut officiellement au comte de Forcalquier la qualité de vassal immédiat de l'Empire et déclara nuls tous les actes qui le soumettaient à la seigneurie des comtes de Provence<sup>1</sup>.

Là se borne d'ailleurs l'action de l'empereur. Il s'est fait de beaucoup qu'il puisse entreprendre de soutenir par la force les partisans du schisme dans ces régions et à y lutter contre le progrès de l'influence française, au contraire, obligé qu'il est, par suite des vicissitudes de la guerre qu'il livre à l'Eglise, de multiplier le nombre de ses propres alliés, il manifeste à ors le désir de se rapprocher de Louis VII, dont l'influence est pourtant si dangereuse à son autorité dans les pays de Bourgogne et d'Arles. Depuis longtemps l'empereur souhaitait vivement s'attacher par des liens d'amitié au moins l'un des deux puissants royaumes dont la rivalité tenait une si grande place dans la politique occidentale. On n'a pas oublié qu'en 1162 il s'était cru au moment de signer un traité d'alliance avec le roi de France, amèrement déçu par le brusque revirement de Louis VII il se tourna, quelques années plus tard, vers le roi d'Angleterre Henri II, d'ailleurs sans plus de succès, l'hostilité du clergé anglais à l'égard de l'ant-pape ayant fourni au roi une bonne raison pour éviter de s'engager à la suite de l'empereur. Enfin, en 1170 Frédéric revient à ses tentatives pour conclure un traité avec la France<sup>2</sup>. Peut-être, au milieu des événements qui lui rendent nécessaire l'appui d'une des puissances occidentales, a-t-il pressenti que, les difficultés religieuses une fois mises de côté, l'alliance de la France était bien plus naturellement acquise à sa dynastie que l'al-

1. Devant Bohéme, 21 décembre 1174 (Bower), *op. cit.* t. II, p. 124, *Monumenta Germanicarum, Leges*, t. II, p. 141, Stampf, n° 4173.

2. Déjà, en 1168, Frédéric avait essayé de se réconcilier avec Louis VII. Cf. lettres de Jean de Salicet, II, 115. Sur ces tentatives, voir l'Introduction, II, pp. 151 et 22.) A vrai dire, pendant les dix premières années du schisme, on peut, sans crainte de se tromper, affirmer que Frédéric ne pensa de tenter de négocier soit avec la France soit avec l'Angleterre, soit avec toutes deux. En 1168, le marquis de Montferrat Guillaume, avec le comte de Champagne, avait travaillé de tous ses efforts à établir la paix entre la France et l'Empire.

liance anglaise. En effet l'Angleterre se trouvait désignée par sa situation géographique et ses relations commerciales pour être le point d'appui de parti hostile aux Staufen, puissant dans le Nord de l'Allemagne et dans la vallée du Rhin, en revanche, on verra plus tard que, pendant près d'un demi-siècle, une solide alliance subsistait entre la maison de Souabe et les rois Capétiens.

Nous ne possédons point de détails sur les négociations qui se poursuivirent alors entre les cours de France et d'Allemagne, au grand mécontentement d'Alexandre III, qui redoutait une défection toujours vraisemblable de la part d'un prince aussi incertain que Louis VII. Tout ce que nous savons, c'est qu'une entente parait s'être établie entre les deux princes, sans que Louis VII ait dû abandonner pour cela la part d'Alexandre III. L'accord fut assez complet et l'alliance assez intime pour qu'en 1171<sup>2</sup> le roi de France ait pu rencontrer Frédéric entre Toul et Vaucouleurs, sur les confins de la France et de l'Empire, en un lieu qui devait être à plus d'une reprise le théâtre de semblables entrevues. La seule clause qui nous soit parvenue des arrangements que prirent alors les deux rois, est celle par laquelle ils s'engagèrent à expulser de leurs domaines Colerons et Brabançons<sup>3</sup>, une telle convention devait donner le repos à la Bourgogne, jusqu'alors dévastée par les bandes que l'empereur ne tarda pas à appeler en Italie pour les joindre à son armée.

Cependant le roi de France, qui venait d'assurer par cette mesure la pacification de la Bourgogne, ne cessa point d'y poursuivre l'accomplissement de ses projets. Quoiqu'il se fût rapproché de Frédéric, il n'en continua pas moins la marche libre et indépendante de l'empereur qui vers la même époque, sous la conduite du comte Gérard de Mâcon, serrait de près un seigneur de la Bresse, Renaud de Bâgé. Appelé

1. Voir notamment sa lettre à l'archevêque Henri de Reims, citée à la note suivante.

2. Je crois avec M. de Giesbrecht (*op. cit.*, p. 600) qu'on doit placer cette entrevue en 1171, le motif sur argument à l'appui de cette date est un mention de cette entrevue dans une lettre d'Alexandre III adressée à l'archevêque de Reims Henri le 28 février 1171 (*Martène, Ampliatio collectio* t. II c. 932. Stumpf et Prutz placent cette entrevue à l'automne de 1170 (*Stumpf* n° 1071. *Prutz* t. II, p. 182). Cette opinion serait plus admissible encore que celle des auteurs qui la pla cent en 1164 ou en 1165 (*Géraud les Normands au XII<sup>e</sup> siècle dans la Bibliothèque de l'école des chartes*, 1<sup>re</sup> série, t. III, pp. 122 et ss. *Lechaire, op. cit.*, t. II, p. 364).

3. « Nullo videlicet Brabantico vel Coloniensi equo seu pedes in suis terris morari, regni ac loci sui impedit, arma chorum et Alpes et in ceteris Partibus aliquo occasione sui vultu retinebimus apud. » *Géraud* art. cité.

par les sollicitations de Renaud. Louis VII revint en Bourgogne vers 1172, chemin faisant, il régla plusieurs différends intéressant les églises du pays, il ne paraît pas d'ailleurs avoir assuré une entière satisfaction à Renaud de Bagé<sup>1</sup>. En tous cas, il s'était montré le nouveau à ces contrées comme le protecteur des églises, il y avait fait sentir son influence bienfaisante c'était bien ce qui pouvait le mieux y servir les intérêts de sa politique. Ainsi peu à peu la royauté française fortifiant son autorité morale dans la vallée de la Saône et au Rhône, grâce à la protection qu'elle étendait sur le clergé persécuté par les Impériaux et sur les bons gens foulés aux pieds par les Brabançons. Entre Louis VII, qui, autant qu'il lui est possible, assure la paix à la Bourgogne, et Frédéric, qui, après y avoir déclenché la guerre religieuse, est obligé de l'abandonner pour ne songer qu'à ses affaires d'Allemagne et d'Italie, on comprend que le parti de l'état par les Bourguignons soit tout à l'avantage du roi Capétien.

## 2 — PAIX RELIGIEUSE L'INFLUENCE IMPÉRIALE EN BELLEVILLE

Pendant les dernières années de la lutte qu'il soutint contre Alexandre, Frédéric n'avait accordé qu'une attention très distraite à ses états de Bourgogne et de Provence. Le petit nombre des documents de sa chancellerie qui y ont trait en fournit une preuve incontestable.

1 *Historiens de France*, t. XVI, p. 156. Voir, à propos de ces événements un acte rendu par le roi à Vézelay, en 1172, pour établir la paix entre les églises de Bourgogne, d'une part, et d'autre part, Gérard, comte de Macon, et Humbert de Bourges. Le seigneur de Nîmes-en-Bresse avait pris parti contre le comte de Macon. Gérard, qui avait fait prisonnier Jura, fils de Renaud de Bagé, garda le droit de le ramener à sa volonté. « *præterquam de Jura de Bagacis, de quo fuerit posse sciri*. » Hagis, *Cartulaire de Saint-Vincent de Macon*, p. 383, *Gallia Christiana*, t. IV, p. 1673, Index arch. *Catalogue analytique des actes de Louis I*, n° 525.

2 De 1170 à 1178, il n'y a guère à citer que quelques documents : l'investiture accordée le 21 décembre 1174 au comte de Porcainquier, l'investiture accordée le 26 mars 1175 à l'évêque de Belley et une charte du 10 mars 1177 confirmant le privilège du roi de Viviers. Stumpf, n° 4173, 4174, 4190. Le diplôme concernant Viviers se trouve dans le *Gallia Christiana*, t. XVI, *Index*, p. 225. Il faut noter aussi un diplôme donné à Luvy en avril 1175 par lequel Frédéric reconnaît au monastère de Saint-Clément le droit de battre monnaie. *Gallia Christiana*, t. XVI, *Index*, p. 2.

Enfin, en 1177, l'empereur conclut avec Alexandre III le traité de Venise, l'ordre se rétablit dans l'Eglise, les prélats schismatiques ou intrus firent leur soumission<sup>1</sup>, la paix fut rendue aux consciences. Aussi Frédéric, à son retour d'Italie, crut le moment opportun pour regagner le terrain perdu dans le Midi de la Gaule en provoquant une manifestation décisive des droits de l'Empire sur cette partie de ses domaines. Il vint à Arles<sup>2</sup>, et reprenant une tradition interrompue depuis plusieurs siècles, il se fit couronner roi de Bourgogne<sup>3</sup> par l'archevêque Raymond de Bozène qui entouraient les archevêques de Vienne et d'Arles, les évêques de Cavaillon, d'Avignon, de Carpentras, de Vaison et de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Aux prélats se joignirent de nombreux seigneurs laïques, dont les sympathies étaient acquises à l'empereur<sup>4</sup> : ainsi Raymond de Moulon, Bertrand de Baux, et le comte de Forcalquier, qui, peu d'années auparavant, avait été l'objet d'une faveur signalée de l'empereur. On remarquera que la famille d'Aragon, qui régnait en Provence, ne se fit pas représenter au couronnement du roi d'Arles. Au contraire, le vieil adversaire de cette famille, Raymond de Saint-Gilles comte de Toulouse, ne manqua pas cette occasion de marquer son dévouement à l'empereur.

A l'occasion de ce voyage, Frédéric reçut l'hommage de nombreux seigneurs, ecclésiastiques ou laïques, et leur renouvela leurs privilèges et leurs immunités. C'est ainsi qu'il confirma les droits des

1 L'évêque Borleues de Maricole figure au nombre des «*excommunicati*» ainsi excommuniés. *Qui ad suam matrem ecclesiam observantiam confluxerunt*, dans *Concilium* t. XXII, p. 182.

2 L'empereur était à Turin le 15 juin 1178, à Embrun le 14 juillet, à Gap le 18, à Arles le 28. Chevalier, *Conclusions de l'église de Die* (*Académie des sciences, Documents inédits*, II), p. 6, note 3.

3 Rodolphe de Dieule, *Historicus de Franco*, t. XHI, p. 201. — L'auteur place à tort cette cérémonie à Vienne où il pense que Frédéric fit couronner sa femme Beatrice. En se rendant à Arles, Frédéric se conformait à la tradition

*Scribere verba volens quod ante loca prima coronat,  
Quatuor imperii sedes viderat ante  
Prius Aquisgranum locus est, post ante Arden,  
Inde Modocum regali sede locari,  
Post ante Italiam summam coronam davi.*

*Gelehrter Pflanzens Pantheon*, ed., des *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XXII, p. 77.

4. Les souscriptions des diplômes font connaître leurs noms. Voir Stampf, n° 434 et 35.





vassal de l'Empire, la confirmation de ses possessions<sup>1</sup>. Barberousse ne peut à son passage se dispenser d'écouter les plaintes que forment les bourgeois contre l'évêque<sup>2</sup>, mais il ne fait connaître sa décision que quelques jours plus tard, lorsqu'il est arrivé à Vienne<sup>3</sup>. On apprend alors que si l'empereur interdit aux habitants de Valence toutes associations et conspirations contre l'évêque, c'est à la condition que l'évêque ne demandera aux bourgeois que les impôts indispensables à l'administration de la justice et à l'accomplissement des services dus à l'Empire.

Frédéric n'avait point quitté Vienne sans avoir pris sous sa protection l'abbaye cistercienne de Léoncel<sup>4</sup>. Peu de jours après, il date de Vienne deux chartes, l'une en faveur de la chartreuse de Durbon, au diocèse de Gap<sup>5</sup>, l'autre en faveur de l'égglise Saint-Apollinaire de Riez<sup>6</sup>. A Lyon, où il se trouve entouré, non seulement de l'archevêque et de l'abbé d'Arnay, mais de l'archevêque de Vienne, des évêques de Valence et de Grenoble, du duc de Bourgogne et d'Humbert de Beaujeu, il confirme les biens de la chartreuse d'Oujon, près du lac de Genève (au N. O. de Nyon<sup>7</sup>), et concède les droits régaliens à son ancien adversaire, Jean de Sassenage, qu'il reconnaît enfin comme évêque de Grenoble et prince de l'Empire, après l'avoir longtemps déshérité de son siège à raison de son dévouement à la cause du pape Alexandre III<sup>8</sup>. Enfin Frédéric

<sup>1</sup> Abbé Ulysse Chevalier, *Cartulaire de l'église de Die*, loc. cit.

<sup>2</sup> Stumpf, n° 4200.

<sup>3</sup> Vienne 15 août *Gesta Christiana*, t. XV (Münch.), p. 116. Colonna, op. cit. n° 1, Stumpf, n° 416.

<sup>4</sup> Abbé Ulysse Chevalier, *Cartulaire de l'abbaye de Léoncel* (Montélimar, 1809, n. 8, p. 51.

<sup>5</sup> Le texte du privilège en faveur de la chartreuse de Durbon a été publié en entier dans les *Annales Ordinis Cisterciensis*, t. II, p. 434. L'acte a été donné à Vienne, mais l'empereur en passant à Gap, a été occupé de cette affaire : « in pacatis Vapincensis, unicum consortis Imperii nostri felici Augusti comitatus ». L'acte est daté de Vienne, 15 août 1178. Voir aussi, sur ce privilège, Garraud, *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 3<sup>e</sup> série, t. V, p. 440.

<sup>6</sup> Vienne, 15 août. Texte in extenso dans Stumpf, *Acta ad hoc inserta*, n° 178.

<sup>7</sup> Le diplôme pour Oujon est daté de Lyon, 15 août 1178; il a été publié dans les *Annales Ordinis Cisterciensis*, t. II, p. 438. Cf. Stumpf, n° 4204.

<sup>8</sup> Lyon, 20 août 1178. Huillard-Bréhollet, *Historia diplomatice Frederici secundi*, t. V, p. 189. — Ce diplôme, daté de Lyon, est souscrit par l'archevêque de Vienne Guarnaud, évêque Eudes de Valence, le duc Hugues de Bourgogne, Humbert de Beaujeu, etc. Il constate le rétablissement de la paix religieuse en Dauphiné. Cf. Albert du Boys, *Histoire de saint Hugues*, p. 491, Stumpf, n° 4201.

achève son voyage par la Comté, où, chemin faisant, il procure des diplômes en faveur de l'abbaye de Baume-les-Dames<sup>1</sup> de Belvaux<sup>2</sup>, du chapitre Saint-Pierre de Val Travers<sup>3</sup> et de l'abbaye de Romainmoutier<sup>4</sup>. Telles sont, à en juger par les documents officiels, les conséquences de ce voyage au cours duquel les régions que traverse le Rhône furent, pour la première fois depuis le temps de Rodolphe III, visitées par leur souverain ; chaque étape en avait été marquée par des concessions de privilèges adressées à des prêtres ou à des maisons religieuses<sup>5</sup>.

Quelle qu'ait été la pompe du cortège impérial, le couronnement de l'empereur à Arles semble n'avoir produit chez les contemporains qu'une impression assez médiocre. En tous cas, après comme avant 1178, la suprématie de l'Empire ne se manifeste que par l'octroi ou la confirmation de privilèges. La chancellerie impériale n'y prend même pas le soin de mentionner, dans la date des diplômes, les années du règne de Frédéric en Bourgogne.

## II — AVÈNEMENT DE PHILIPPE-AUGUSTE EN FRANCE

Bientôt après ces événements, la mort vint mettre un terme au long règne de Louis VII, qui laissa sa place à un prince dont le nom figure au premier rang de ceux des fondateurs de la royauté française. Aussi intelligent qu'énergique, aussi actif qu'ambitieux, Philippe-Auguste était tout autant que Frédéric I<sup>er</sup> désireux de jouer un grand rôle dans le monde. Un trait caractérise ses aspirations : il fut heureux de se rattacher à la descendance de Charlemagne en

1. Dula, 6 septembre, Perréacot, *De l'état civil les personnes* (éd. 1760), t. II preuves, n° 22.

2. Bonnaï, *De solennitate curia*, septembre 78, charte rendue au sujet d'une décision du légat impérial en Bourgogne, Dula concernant des droits de passage contestés entre l'abbaye de Belvaux et les hommes d'Arleson. Stumpf, n° 4268. La charte de Daniel est dans Perréacot, op. cit., n° 75.

3. Pontarlier, 1<sup>er</sup> octobre. Stumpf, n° 4269.

4. Baume-les-Dames, 3 octobre; *Ibid.*, p. 4270.

5. Voyez une charte datée de Colmar, 9 mai 1179, réglant les droits de succession, des bourgeois de Besançon et établissant la paix entre eux et leur archevêque. Stumpf, n° 4278.

épousant Isabelle de Namur, comme si lui aussi voulait, par quelque côté, se dire l'héritier du grand empereur dont Barberousse avait semé s'approprier le souvenir. Ce n'est point ici le lieu de raconter les vicissitudes des relations du nouveau roi avec l'Empire pendant les dernières années du règne de Barberousse. Au moins me suffira-t-il d'indiquer l'alternative qui s'offrit à Philippe II dès le début de son règne. D'une part, il pouvait appuyer plus ou moins ouvertement tous les mécontents qui dans l'Empire, faisaient une opposition active à la maison de Souabe, d'abord Henri le Lion, puis Folmar de Trêves, l'archevêque de Cologne et bien d'autres : par cette conduite le roi de France se faisait le protecteur attitré du parti Guelfe, et par suite il finit devenu l'ami du roi d'Angleterre, étroitement lié aux chefs de l'opposition allemande. L'adoption d'une semblable politique eût impliqué que aux vœux de Philippe II naquit le plus grave danger qui menaçait la monarchie venue de l'Allemagne et non de l'Angleterre et que c'était contre Barberousse et non contre Henri II qu'il devait tout d'abord prendre ses sûretés. D'autre part, le roi de France pouvait se décider à fermer l'oreille aux sollicitations des opposants d'Allemagne : en ce cas, il devrait orienter sa politique vers la hancie impériale et s'abstenir lui-même de prêter aucune assistance aux vœux amis du roi d'Angleterre. Pour s'aider à cette résolution, il fallut que Philippe-Auguste fût bien convaincu que le grand péril pour la France venait de l'Angleterre et qu'il serait médiocrement utile à la monarchie française de contribuer à l'Empire et de s'arrêter à ses dépens, si ce même devait être sans cesse tenue en respect par l'Anglais, établi en maître au cœur même de l'ancienne Gaule.

Entre ces deux partis le roi de France, après d'assez longues hésitations choisit le second : il se lança à poursuivre et à entretenir l'alliance de la maison de Souabe, posant ainsi un principe de politique qu'il devait transmettre à son fils et à son petit-fils, après que lui-même en eût recueilli les fruits dans la memorable journée de Bouvines où succomba la coalition des Anglais et des Guelfes. Les Staufes de leur côté comprirent que cette politique servait leurs intérêts, si bien

1. Sur les relations politiques de la France et de l'Empire au temps de Philippe-Auguste, voir Scheffer-bohmkorff, *Deutschland und Philipp II August von Frankreich* (Leipzig, 1871) et aussi Schenckelmann, *Die Staufische Politik des Philipp II August*, année 1881, et encore ce que je mentionnerai ici, ouvrage récent de Davidson, *Philipp II August von Frankreich und England* (Stuttgart, 1886, in-8).

qu'à part quelques infidélités passagères, on peut dire que l'alliance capétienne fut pour eux une règle de conduite ordinairement observée. L'avenir devait démontrer que Capétiens et Staufen avaient eu juste ou se faisant une loi de s'unir, peut-être cette même union aurait-elle assuré la durée de la dynastie de Souabe si Frédéric II, reprenant les anciennes traditions de Barberousse, n'avait refroissé et inquiété son allié par le renouvellement de la persécution religieuse qui jadis avait empêché Louis VII de s'allier franchement à son aïeul.

Les grandes lignes de la politique générale étant ainsi dessinées, les questions relatives à la Bourgogne et au royaume d'Arles ne pouvaient devenir un sujet de graves conflits entre les gouvernements de France et d'Allemagne. Naturellement le roi de France, évitant d'y pratiquer une propagande ouverte, laisse les seigneurs, surtout les seigneurs ecclésiastiques, reconnaître par leur attitude et leurs démarches la suzeraineté de l'Empire. Aussi la tâche de l'historien de ces contées se borne maintenant à enregistrer les actes qui attestent l'exercice de la souveraineté de Frédéric.

## XII. — DERNIÈRES ANNÉES DU RÈGNE DE FRÉDÉRIC

La Jûle tenue à Mayence aux fêtes de la Pentecôte de l'année 1184, marque le point culminant de la splendeur du règne de Frédéric, alors, au milieu d'un concours de personnages de toutes les nations, furent armés chevaliers ses fils Henri et Frédéric, l'espoir de sa dynastie. La Bourgogne était représentée à cette assemblée par l'archevêque de Besançon et le comte Gérard de Mozon, oncle de l'impératrice<sup>1</sup>, mais on n'y voyait aucun seigneur ni aucun prélat de la portion méridionale du royaume d'Arles et de Valais. Si les évêques de ces régions s'étaient abstenus de se rendre à Mayence, ce n'est pas qu'ils entendaissent se soustraire désormais à l'influence de l'autorité impériale; au contraire, ils avaient à plusieurs reprises, vers cette époque, présenté leurs hommages à Frédéric et sollicité ses faveurs. Quand, à l'automne de cette même année 1184, l'empereur se

<sup>1</sup> « Gerardus, comes Vindobonensis Rhinlandum, dominus imperatrixis avunculus. » *Onoberta Hunnorumensis chronicon*, dans les *Monumenta Germanicarum Scriptores*, t. XXI, p. 289. *Historia de Friderico*, p. 15411, v. 272.

rondu à Vérone pour y rencontrer le pape Lucius III, il y fut accompagné par de nombreux prélats, le Sud-Est de la Gaule lui avait envoyé les archevêques de Lyon et de Vienne ainsi que les évêques de Grenoble, de Gap et de Viviers<sup>1</sup>. Sans doute ils prirent part à la discussion de certains des affaires ecclésiastiques qui ne pouvaient, maisquer d'intéresser leurs diocèses récemment divisés par le schisme; il s'agissait en effet de résoudre une question irritante, le statut des diocèses unifiés, en déterminant la conduite à suivre à l'égard des prêtres jadis ordonnés par les sectateurs de l'antipape, là-dessus le pape et l'empereur étaient loin de s'accorder. A coup sûr quelques-uns de ces prélats furent récompensés de leur présence par des privilèges impériaux : nous en avons pour preuve le diplôme par lequel l'évêque de Gap obtint la confirmation de son temporel<sup>2</sup> et celui par lequel l'archevêque de Lyon reçut, avec l'investiture des droits régaliens attachés à son siège, une attestation nouvelle du droit, qui avait été accordé à son prédécesseur, de s'adonner du titre pompeux d'exarque du palais des empereurs en Bourgogne<sup>3</sup>.

Quelles que soient les difficultés de sa politique vis-à-vis de la papauté, Frédéric se fit une loi de favoriser les évêques qui, en revanche, se montrèrent ses vassaux fidèles. C'est ainsi qu'en 1185, l'archevêque d'Embrun se rendit à Pavie pour y faire sa cour à l'empereur<sup>4</sup> et que le 7 mai 1186 par un diplôme daté de Novare<sup>5</sup>,

1 La présence de l'archevêque de Lyon et de celle de l'évêque de Gap sont attestées par les diplômes indiqués dans les notes suivantes, celle de l'archevêque de Vienne est prouvée par ce fait qu'il souscrivit à Vérone un diplôme au sujet des biens que possédait, sur les terres d'Empire, l'abbaye de la Chaise-Dieu. *Acta Imperii aeternis*, publiés par Ficker, en 1879, p. 101. Sur les autres évêques présents (leur présence est attestée par les diplômes impériaux), voir Töche, *Kaiser Heinrich VI (Hans von Jurebicher des Deutschen Reichs, Leipzig, 1907, un Br., p. 25, note 1*.

2 Pavie, 20 septembre 1184. H. Dard-Braholm, *Historia diplomatica Frederici secundi*, t. V, p. 103. Cf. *Archives de l'Évêché de Vienne*, t. 303<sup>no</sup>, f. 136. L'acte est souscrit par Robert, archevêque de Vienne, et par Nicolas, évêque de Viviers.

3 Vienne, 30 octobre 1184. *Scripta*, n° 4391 (V. ci-dessus, p. 24). Ajoutons que le 16 novembre, par un diplôme daté de Vienne, l'empereur confirma les possessions de l'abbaye de Saint-Oyen-du-Joux, et lui concéda un droit de monnayage. *Ibid.*, n° 4394.

4 Il souscrivit le diplôme accordé à l'évêque de Genève le 19 novembre 1185. *Spon.*, *Historie de Genève* (éd. n° 4, 1730, t. II, p. 40).

5 Novare, 7 mai 1186. *Gerard Christianus*, t. I *Instrumenta*, p. 87. Cf. *Archives de l'Évêché de Vienne*, t. 303<sup>no</sup>, f. 42.

l'évêque de Gap obtient la déclaration que nul, sans son consentement, ne pourra acquérir de fiefs dans son diocèse. Mais c'est surtout à l'égard des évêques opposés aux seigneurs vassaux que s'exerce l'action protectrice de Frédéric. Comme à ce moment l'évêque de Genève, Nantelme, soutient contre le comte de Genevois une lutte engagée depuis longtemps Barberousse ne laisse pas échapper cette occasion de montrer son zèle pour les intérêts du clergé. Non seulement il accorde à l'évêque un diplôme d'investiture<sup>1</sup>, mais encore, par plusieurs actes datés de l'année 1186, il va jusqu'à punir le comte rebelle au ban de l'Empire et à délier ses vassaux de serments de fidélité. Non loin de Genève, le comte de Savoie, Humbert III, suivait un principe de conduite traditionnel dans sa maison, travaille à l'assujettir les évêques de ses territoires et des pays voisins, comme si l'on voulait fonder sa puissance sur les ruines du pouvoir temporel des églises. Nous savons par les actes de l'empereur que le comte ne prétendait le suzerain de l'archevêque de Tarentaise et de l'évêque de Sion, en même temps, à la suite d'un conflit avec l'évêque de Turin, il a aussi un certain nombre de biens de l'église de cette ville<sup>2</sup>. De nouveau Frédéric n'hésite pas à prendre en main la cause des évêques contre un prince qui ne s'est jamais montré favorable à l'Empire, il manifeste ces dispositions dès 1184 par la concession à l'archevêque de Tarentaise, Aymon, d'un diplôme d'investiture où il affecte de traiter ce prélat comme un vassal immédiat de l'Empire, et par ce fait dénie toute valeur aux prétentions du comte Humbert<sup>3</sup>. Les diplômes ne suffisent pas pour ramener le comte à la soumission; aussi, vers l'automne de l'année 1187, le fils de Frédéric, Henri VI, alors roi des Romains, qui depuis quelque temps s'est assuré la neutralité ou l'alliance des Montferrat et du Dauphiné<sup>4</sup>, dirige contre la Savoie

1. 19 novembre 1185, Spon, *op. cit.*, t. II, p. 40.

2. Voir les trois actes publiés par Spon, *op. cit.*, pp. 41 et 42, , un autre de même, les deux autres d'après 1186. Cf. Stampf, n° 4148 et 4166.

3. Voir sur les violences commises sur l'évêque de Turin, le préambule du diplôme de Henri VI, de 7 mars 1186, promouvant les condamnés de la paix - Wurstemberger, *Feier II von Savoyen*, t. IV (*Erkunden*), n° 34, p. 12.

4. Mai 1186. *Gesta Christiani*, t. XII, *Introduc.*, p. 387. Cet acte a été aussi publié par Besson, *Manuscrit pour l'histoire ecclésiastique des diocèses de Genève, Tarentaise, Aoste, Maurienne et du comté de Savoie* (Nancy, in-4°, 1750), p. 210.

5. Voir plus haut, page 73.

une campagne bien vite couronnée de succès<sup>1</sup>. Cependant, la paix entre l'Empire et la Savoie ne fut conclue qu'en 1189 par le comte Thomas qui avait succédé à Humbert III, à ces Thomas dut renoncer expressément à toutes ses prétentions sur l'évêché de Sion<sup>2</sup>, dont Henri VI se réserva le droit d'accorder l'investiture. Ainsi à Sion, aussi bien qu'à Montiers en Tarentaise les comtes de Savoie avaient dû reculer devant les évêques soutenus par l'Empire.

Plus au Sud, dans la vallée du Rhône, Cui laune le Poitiers qui a fondé la dynastie de Valentinois, et, après lui, son fils Aymar, qui, grâce à la faveur du comte de Toulouse, Raymond V, a considérablement agrandi ses domaines, ont ouvert contre les évêques de Valence et de Die une lutte destinée à se perpétuer pendant plusieurs siècles, jusqu'à l'annexion du Valentinois à la France, ici encore le gouvernement impérial ne tarda pas à se ranger du côté des évêques. Par un diplôme daté du 6 mars 1187, Frédéric manifeste ouvertement sa volonté de protéger l'évêque de Die contre les usurpations dont il est la victime<sup>3</sup>, l'année suivante, en 1188, le roi des Romains interdit à Aymar de Poitiers et à Raymond d'Agout, ainsi qu'à divers autres seigneurs, de lever des peages au détriment de l'église de Die<sup>4</sup>, on trouve enfin en 1189 l'acte par lequel son père avait restreint les privilèges de l'évêque de Valence, et rétabli ce prelat dans l'intégralité des droits que Barberousse lui-même avait, en 1157, reconnus à l'évêque Rodolphe<sup>5</sup>.

Ces actes, auxquels il faudrait joindre la mention de plusieurs

1. *Cartae Imperii*, t. 1, c. 1 et 2, pp. 100-101, dans les *Monumenta Germaniae*, Scriptores, t. XVIII, pp. 410 et 460.

2. Pour le diplôme daté de Bulle, 7 mai 1189, voir p. 86, note 3. L'influence de Boniface, marquis de Montferrat, vassal du jeune comte Thomas, du fait de sa proximité du comte de Savoie et de Henri VI, alors les plus forts, lui ont été en partie de la main de Boniface. Déjà dans un acte du 19 juin 1189 Boniface est mentionné comme tuteur du comte. W. von Soden, *Die Urkunden*, p. 14, n° 75.

3. 6 mars 1187. Colombe. *De rebus gestis episcoporum* (dans *Monumenta*), p. 88, abbé Vissac Chevalier. *Cartulaire de l'église de Die*, p. 6. Cf. abbé Jules Chevalier, *Essai historique sur Die* (Montferrat 1883, n° 4), p. 245.

4. Lyon, 21 juillet 1188. Dohmer, *Acta imperii regis* (publiés en 1870 par Paker); les autres seigneurs sont Agout d'Aix et Eckardus et Stampf, n° 4630.

5. Ambroise (du territoire Lignivensis), 27 juillet 1188. *Tombe*, op. cit., p. 813, note 52. Stampf n° 4672. Stampf donne le texte de cet acte au n° 496 de ses *Acta*, mais la



privileges rendus au profit d'établissements religieux<sup>1</sup>, marquent nettement la tendance du gouvernement impérial dans les dernières années du règne de Barberousse<sup>2</sup>. Alors la politique de l'empereur revient aux rôles qu'elle avait suivies jadis, aux premières temps du règne, elle est comme autrefois dominée par la pensée de rattacher directement à la couronne impériale le plus grand nombre possible de profits en les attachant aux biens le dépendants plus ou moins fondés en droit, qui les enchaînaient vis-à-vis des seigneurs locaux. Nul n'ignore, en effet, les luttes perpétuelles que, presque partout au Moyen-Age, les églises eurent soutenues contre leurs voisins féodaux. nul n'ignore les spoliations dont l'exercice du droit d'avouerie fut souvent le prétexte à peine déguisé. Enlever ces droits aux seigneurs du royaume d'Arles, placer ces évêques sans intermédiaire en face de l'empereur dont ils tiendraient leur temporel, ou, comme on disait alors, leur régale, c'était mettre fin à des désordres incessants. C'était suivre une ligne de conduite à la fois favorable à l'empereur et aux églises. Aussi beaucoup d'évêques accélerent-ils aux demandes de l'empereur beaucoup d'abbayes, et à la prière même de l'abbé et à sa acquiescence envers lui du service de cour. Toutefois, pour que cette politique pût contribuer efficacement à relever l'autorité impériale, il fallait, d'une part, la poursuivre avec une constante attention, d'autre part, avoir le souci d'éviter tout conflit entre l'Empire et l'Eglise. La

1. Il faut citer un privilège rendu en faveur de la chartreuse de Barbon, son abbé par l'abbé du diocèse de Gap, par acte daté de Lyon, le 30 juillet 1188, Henry suivant l'exemple de son père prend cette chartreuse sous sa protection. *Barboursique de l'École des Chartres*, t. V, p. 411. Stumpf, n° 4129. On peut signaler encore un diplôme de Frédéric, du 30 avril 1184, réglant un différend entre les abbayes de Saint-Oyen-et-Joux et du lac de Joux. Stumpf, n° 4463, l'abbaye de Saint-Oyen avait obtenu des le 15 novembre 84 un diplôme de Frédéric lui confirmant ses terres et lui conférant le droit de monnaie. Stumpf, n° 4348. Voir encore les diplômes indiqués par Stumpf, n° 4462, 4463, 4464 et 4465, etc., cf. H. Hoffm. op. cit. pp. 50 et 60.

2. Pour être complet, il n'est pas inutile de faire remarquer qu'en août 1186, comme l'empereur se trouvait à Meilhouse, il y reçut l'abbé évêque de Besançon et les évêques de Genève et de Lausanne. Stumpf, n° 4462 et 4463; cf. Pertz, op. cit. t. III, p. 360. En outre, d'après un texte cité par Tschöke (op. cit. p. 20), l'archevêque d'Arles aurait figuré au nombre de ceux qui, le 6 avril 1187, assistèrent à la consécration, célébrée par l'archevêque de Mayence, de l'église de Saint-Alban, à Augstburg. Il se serait retrouvé près de l'empereur, à Donauwörth le 16 avril 1187. *Monumenta Germaniae Historica*, t. VII, p. 157). A aucune époque les relations n'ont été plus fréquentes entre l'empereur et les évêques du royaume d'Arles et de Viennois.

maison de Souabe avait besoin du concours des évêques : faire la guerre au pouvoir spirituel était un mauvais moyen de leur inspirer confiance. La polé que des derniers Staufen ne sut pas rester fidèle à ces maximes.

Ce serait cependant une erreur que de considérer le clergé comme l'unique appui de Barberousse, l'empereur a conservé des yeux sur les seigneurs laïques. Sans doute Raymond V de Toulouse avouait qu'il est par les difficultés de sa politique extérieure et intérieure (d'un côté par la guerre entre l'Aragon et l'Angleterre, de l'autre par les conflits que soulevait déjà l'hérésie albigeoise), n'est pas en mesure de prêter un secours efficace à l'Empire, d'ailleurs, fût-il libre de son action, il hésiterait peut-être à secourir l'initiative de l'empereur, qu'il trouve vraisemblablement trop favorable aux évêques et trop hostile à son vassal, le comte de Valentinois<sup>1</sup>. Mais au moins en Bourgogne, Frédéric peut toujours compter sur les parents de l'impératrice, notamment sur Guillaume de Maçon<sup>2</sup>. Bien plus, un des seigneurs français les plus puissants, le duc Hugues III de Bourgogne qui, par son mariage avec la dauphine Béatrice, veuve d'Albéric Taillefer, a recueilli l'héritage du dauphin comte d'Albon<sup>3</sup>, croit utile, en 1180, de resserrer son alliance avec l'Empire, alors il se rend lui-même en Italie, auprès du roi des Romains Henri VI, pour lui porter l'hommage féodal dont il est tenu envers l'Empire à raison du Dauphiné<sup>4</sup>. En même temps Henri VI réussit à soumettre à la suzeraineté impériale les terres allodiales de la zone

1 Sur les relations amicales de Raymond V avec la famille de Poitiers, cf. *Histoire du Languedoc* (ouv. cit.), t. IV, p. 645, abbé Jules Chevalier. *Essai historique sur l'Albi*, p. 245.

2 Guillaume de Maçon scissa le diplôme donné par Henri VI à Bâle, le 1<sup>er</sup> mai 1189, pour terminer la guerre de l'Empire contre la Sarde. Voir ci-dessus, p. 60, note 1.

3 Béatrice, veuve sans enfant d'Albéric Taillefer et par conséquent, bru de Raymond V, épousa le duc de Bourgogne en 1183 : ce prince était alors un allié du comte de Toulouse, qui sans doute ne fut pas étranger à la conclusion du mariage, il gardait sans doute une part de son influence sur le Dauphiné. Cf. *Statuts généraux du Languedoc* nouv. éd., t. IV, pp. 21 et 24, t. V, p. 61.

4 L'acte d'hommage a été publié par Pérard. *Recueil de pièces relatives à l'histoire de Bourgogne*, pp. 233, 260. Le duc y promet : « homin. un. » et légation de tout fief tenu de l'Albon qui infra christianum Imperii continetur. Il faut remarquer qu'en 1186, le duc de Bourgogne, venant rendre à l'abbaye son vassal le sire de Vireux, avait reconnu la supériorité de l'abbé de Philippe-Auguste. Alors Hugues

son de Bâgé en Bresse, peut être saisi par l'empereur à l'occasion des luttes agricoles plus hautes, de Reims et Liège de Bâgé prout part, contre les impôts deux ans plus tard dans la même région. Henri VI obtient encore la cession à l'Empire, à titre de fief, de diverses terres allodiales de la famille de Thoire, en échange de penes à Ansbroux et à Trévoux<sup>1</sup>. Il corrobore alors à Humbert de Thoire<sup>2</sup>. Ainsi le gouvernement impérial plus que jamais influent en Bourgogne, a été assuré l'amitié du dauphin et s'est attaché des vassaux en Bresse, ajoutés à cela que les évêques de la région lui sont dévoués, veut conjurer ce qu'il est en bonne situation pour lutter contre l'hostilité du comte de Savoie. Au surplus, pour mieux se garder du côté de Humbert III, Henri VI s'était, en 1185, réconcilié avec le marquis de Montferrat, représentant d'une famille qui après avoir, au temps du schisme, donné des preuves signifiées de son dévouement à l'Empire, s'était depuis quelques années rapproché des ennemis de Barberousse<sup>3</sup>, en outre, comme la dynastie d'Araxon qui régnait sur le comté de Provence est, pour de bonnes raisons, résu specte à la maison de Souabe le jeune roi des Romains, deux ans plus tard en mars 1187, se propose d'accepter sur la vassal oriental des Alpes, la comte de Saluces une jument d'où il montera à la fois la Provence et la Savoie<sup>4</sup>.

avait imploré en vain le secours de Barberousse, qu'il n'avait pu décider à s'exposer pour lui venir en aide, à une trêve avec la France, un trêve de l'Empire n'avait pas franchi la Saône (Raoul de Dicet, *Histoire de France*, t. XVII, p. 477). M. Schœffer-Bouchoré pense que la démission du duc après d'Henri VI s'explique par la pensée que le fils aurait pour le roi de France moins d'égards que le père, à vrai dire, la conduite antérieure d'Henri permettait cette prévision (cf. Schœffer-Bouchoré op. cit. p. 48). Toutefois une autre considération explique bien mieux la conduite du duc de Bourgogne, maintenant seigneur du Dauphiné. Le comte de Savoie étant en état d'hostilité avec l'Empire, il fallait nécessairement que le maître du Dauphiné fût l'allié et l'ami de l'empereur. C'est l'application de la loi qui, au Moyen-Âge, gouverne la direction de la politique de la Savoie et du Dauphiné.

1. Ces lieux appartiennent soit à Humbert de Thoire, soit à son vassal, Amédée de Cougny. Le duc de Bourgogne fut témoin de l'acte. Cf. Jean Planchet, *Histoire de Bourgogne*, t. I, p. 308, Stumpf, n° 4031. Ce diplôme de juillet 1185 est daté de Theys-suracut, qui est une localité du département de l'Ain, soit Thoirsey sur la Saône, entre Lyon et Mâcon, soit Theysallieu, près de Saint-Rambert.

2. 1185, Prutz, op. cit., t. I, p. 213.

3. *Dominus de Saluce*, dans les *Historia patrum monachorum, Scriptores*, t. II p. 380, cf. Gioffredo. *Storia della Alps maritima*, dans la même collection, t. II p. 472.



une telle pompe que celle du couronnement de Frédéric à Saint-Trophime d'Arles en 1178. L'empereur priant à bon droit y prendre les apparences du pouvoir dont il n'est pas le détenteur de droit, mais le possesseur de fait.

Cette cérémonie devait en jour se renouveler. Le 27 avril 1180 toutes les magnificences de la cour impériale rehaussaient l'éclat de la fête qui était célébrée à Milan, dans la ville même qui avait si longtemps résisté à la maison de Souabe. A ors, en présence de nombreux évêques conduits par le patriarche d'Aquilone et l'archevêque de Vienne en présence de légats qui étaient venus de toutes les parties de l'Italie l'antique évêque de Saint-Ambroise va célébrer le mariage de Constance l'héritière des rois normands de Sicile, avec Henri, roi des Romains fils aîné de Frédéric Barberousse. Évidemment l'événement qui, dans la pensée de ceux qui l'avaient préparé, devait avoir pour conséquence d'établir la suprématie des empereurs suabiques sur l'Italie méridionale et d'enfermer ainsi dans un cercle de fer la papauté romaine. Or, tandis que Constance recevait à l'évêque allemand la couronne de Germanie, tandis que le patriarche d'Aquilone plaçait sur la tête d'Henri la couronne d'Italie et le proclamait César, l'empereur lui-même était de nouveau couronné roi d'Arles par l'archevêque de Vienne<sup>1</sup>. Ce n'était là sans doute qu'une répétition, très conforme aux usages du Moyen Âge, du couronnement de 1178. Mais le son quelque peu insolite que prend Frédéric d'affirmer sa royauté sur la Provence et la Bourgogne, est une marque significative des vues qu'il a eues cessé d'inspirent sa conduite et un témoignage de prétentions justifiées. Il faut le reconnaître, par le succès de sa politique dans les pays burgondes

<sup>1</sup> Cf. Raoul le Doy, *Itinéraire de Frédéric I*, XVI, p. 627. Les textes sur ce couronnement réunis par Fœghe, *Kaiser Heinrich II*, p. 518, et Pertz, *op. cit.*, t. II, p. 234. Sur cet usage de répéter les couronnements impériaux du roi, voir Lucotie, *Histoire des institutions monarchiques sous les premiers Capétiens*, t. I, p. 76; Waiz, *Verfassungsgeschichte*, t. VI, p. 128.

Digitized by Google

Original from  
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

## CHAPITRE III

### LE PEGNE DE HENRI VI

#### I. — PROJET DE RESTAURATION DU ROYAUME D'ARLES EN FAVEUR DE L'HÉRÉDITÉ DE L'ION

Le 10 juin 1190, le souverain dont le nom glorieux était devenu le symbole de l'idée impériale, trouva la mort dans les eaux glacées d'un fleuve inconnu de l'Asie. Tandis que le fils puîné de Barbarousse, Otton, recueillait le Comté l'héréditaire de sa mère Béatrice<sup>1</sup> Henri VI, roi des Romains, César, depuis plusieurs années associé par son père au gouvernement, devenait le seul maître de l'Empire dont, en 1191, il put recueillir la couronne comme si elle eût été héréditaire dans la maison de Souabe.

On sait que de vivant de son père Henri VI avait été personnellement mêlé aux affaires du royaume d'Arles. Le lecteur n'a pas oublié que c'est lui qui resserra l'alliance de l'Empire avec les Dauphins, qui conduisit la guerre contre la Savoie, qui transforma d'abord le fils d'Empire, c'est de lui, et non de son père, qu'émanèrent plusieurs des diplômes rendus pendant les dernières années du règne de

<sup>1</sup> Béatrice était morte en 1183. Le jeune Otton ne paraît pas avoir gouverné le Bourgogne avant 1187, il était d'ailleurs encore trop jeune puisqu'il était, le troisième ou peut-être le quatrième des enfants d'une famille dont le père, Henri VI, avait alors vingt-quatre ans. Le Comté lui avait été attribué par Frédéric, en 1180, à la diète de Ratibonne (*Constitutio Sancti Blasii* dans les *Monumenta Germanicarum Scriptores* t. XX, cf. Prutz, t. II, p. 317, Toebe, p. 119) Otton ne fut d'ailleurs que comte de Bourgogne il faut considérer comme des exagérations dépourvues de fondement dans les faits des expressions telles que celles de Ligurinus (iv. I, vers 75 et ss.).

Atque, cu Rodanus totus flumen ab ortu,  
Usque suo totusque illustratus  
Ipsa plebsque regum, dubium, nec inclyte, dicit  
Regni comitem velle

et celles de la Chartre de Saint-Blasien (*Monumenta Germanicarum Scriptores*, t. XX, p. 311; « Otton archieps Arundensis cum Burgundia subornato. »





de Rhin et de Danube, se reportait transfère en Italie. Par son mariage avec Constance de Sicile, Henri se trouvait appelé à recevoir l'héritage du royaume de Naples. Désormais l'Italie sera plus que jamais l'objet des vœux de l'empereur, jusqu'à la chute de la maison de Souabe, et le couronnera l'accomplissement et les efforts les plus héroïques.

Cette tendance nouvelle devait accroître l'importance du royaume d'Arles, en naturel entre les pays rhénans et l'Italie. On comprend, quels services ait rendus aux empereurs la libre possession de la route qui, de Bâle, conduisait au port de Marseille, en suivant le cours de la Saône et du Rhône. De Marseille ils eussent pu communiquer avec les grands ports italiens de Gênes et de Pise; des lors, une guerre en Lombardie ne pouvait plus interrompre les relations entre l'Allemagne et l'Italie. Ajoutez à ces avantages stratégiques les immenses avantages commerciaux qu'a de tout temps présentés cette route, et les gros revenus que le fisc impérial avait droit d'y rendre de l'établissement de péages sur les rives du Rhône.

Sans doute Henri VI comprit qu'il fallait à tout prix s'attacher étroitement les provinces d'Arles. Mais les efforts souterrains et persévérants qu'exigeait ce dessein coururent mal à son tempérament impétueux. Des dispositions naturelles de l'empereur n'y eussent-elles même pas, le projet, plus chimérique que pratique, ne pouvait le royaume de Bourgogne et d'Arles au profit d'un prince au caractère casual. Ce prince ne devait être autre que Richard Cœur-de-Lion.

Il convient de rechercher les origines de cet étrange incident, d'autant plus intéressant qu'il est intimement lié aux événements de l'histoire générale.

Pour résister à la coalition du nord d'Angleterre et de l'opposition guelfe, Barbe-Rousse s'était depuis longtemps convaincu qu'il lui fallait se ménager l'amitié de la France. À diverses reprises il avait évité la guerre avec Philippe-Auguste, il avait empêché son fils Henri de soutenir le comte de Flandre contre le roi de France. En 1188, à l'époque d'une vive recrudescence de l'hostilité du parti guelfe, s'étant formée définitivement l'alliance de la maison de Souabe et de la France, alliance qui fut, comme on l'a déjà dit, un des éléments permanents de la politique européenne au xii<sup>e</sup> siècle. Cette distribution des forces n'avait, d'ailleurs, rien que de très naturel. Tandis que

Allemagne du Nord, groupée autour des Gueules et de l'archevêque de Cologne, était entraînée par ses intérêts commerciaux vers l'alliance anglaise. L'Allemagne du Sud se tournait volontiers vers la France.

Lorsqu'il se rendait en Terre-Sainte Philippe-Auguste ne montrait pas, au gré de l'empereur, une hostilité suffisante envers l'archêve de Lecce, l'adversaire de Henri dans le royaume de Naples. Aussi, quand, au commencement de décembre 1191, le roi de France, avant de rentrer dans le royaume, s'arrêta à Milan pour y entretenir Henri VI de leurs intérêts communs, l'empereur ne consentit pas d'abord à le recevoir<sup>1</sup>. Les ennemis des Staufen allèrent même jusqu'à dire qu'il avait fait tenir des embûches au roi de France sur les routes d'Italie<sup>2</sup>. Mais bientôt les véritables intérêts de l'empereur firent taire sa rancune, les deux souverains se réconcilièrent. Richard Cœur-de-Lion, l'ennemi de l'Empire et de la France, l'un des Gueules et de Tancrède de Lecce, porta tout le poids de cette réconciliation. Quand, l'année suivante, au mépris des règles les plus sacrées du droit public du Moyen-Âge, Richard fut arrêté et jeté en captivité par le duc d'Autriche, l'empereur se hâta d'en envoyer la nouvelle au roi de France<sup>3</sup>, qui lui-même se mit sans retard en mesure de profiter de cet heureux événement. Il n'est pas intolérable de penser, avec quelques contemporains, que l'arrestation de Richard avait été préparée par l'empereur de concert avec le roi de France<sup>4</sup>.

Aucun événement ne pouvait être plus favorable à Philippe-Auguste. Désormais il avait la part belle, soit qu'il en retint l'anarchie en Angleterre, soit qu'il se décidât à pousser sur le trône son protégé Jean sans-Terre. Un tel prince serait, selon toute apparence, à la discrétion du monarque français. La rivalité traditionnelle de la France et de l'Angleterre semblait donc devoir se terminer par le triomphe

<sup>1</sup> Schœffer-Baichorst, *op. cit.*, p. 489, cite les textes relatifs à cette entrevue. Voyez aussi l'exposé de la situation politique fait par Tœche, *op. cit.*, pp. 250 et s. Il en résulte clairement que Henri VI et le roi de France se pouvaient que s'unir contre Richard, dont les émissaires tournaient les yeux.

<sup>2</sup> *Registrum de negotio Romanorum Imperii*, épi. 64 (Patrologie latine, t. CCXXVI).

<sup>3</sup> Roger de Hoveden, édit. Stubbs (*Annales Illustrationum Scriptores*, t. IV), p. 195. Cf. G. de laune de Newbridge (éd. Hamison, Londres, 1858), t. IV, p. 37.

<sup>4</sup> Sur ces événements, qui ne peuvent naturellement être racontés ici en détail, voir Schœffer-Baichorst, *op. cit.*, pp. 500 et ss. et Tœche, *op. cit.*, pp. 261 et ss.

de la France, quand se produisit une péripétie qui trompa les espérances de Philippe-Auguste.

C'est une suite que d'abuser de la fortune prospère. Le roi de France avait commis cette faute. En poussant à outrance la campagne contre l'Angleterre, il avait alarmé l'empereur et plus encore l'opposant guelfe avec laquelle l'empereur devait compter : un mouvement d'opinion se produisit en Allemagne qui contraignit Henri VI à témoigner à Richard plus de bienveillance. Lors de leur entrevue de Spire, au printemps de 1193, l'empereur, au lieu de Roger de Hoveden, avait commencé par accabler le capitif de reproches amers mais Richard répondit si bien que Henri VI le releva, lui donna le baiser de paix, au milieu de l'émotion des assistants, et lui promit de s'allier avec lui et de se réconcilier avec Philippe-Auguste, ou s'il n'y réussait pas, de le renvoyer dans son royaume sans lui demander de rançon<sup>1</sup>.

Cette réconciliation était une défaite diplomatique pour Philippe-Auguste : le roi ne négligea aucun effort pour la réparer. On put croire qu'il y avait réussi, par l'intermédiaire de l'archevêque de Reims, une entrevue entre Henri VI et Philippe-Auguste fut fixée au 25 juin 1193. Richard comprit fort bien que la réconciliation se ferait à ses dépens et que de la prochaine entrevue (elle devait avoir lieu à Vaucouleurs) sortirait infailliblement une guerre dirigée par l'empereur et le roi de France contre l'Angleterre, les archevêques de Cologne, de Mayence et les puissants Guelfes, chefs de l'opposition allemande. Or devina que Richard ne dut rien négliger pour détourner le coup.

Vers cette époque, d'ailleurs, se répandait la nouvelle d'un événement qui était de nature à raviver la jalousie que portait Henri VI

1. Roger de Hoveden, éd. Stubbs, t. III, p. 557. Il n'y a sans doute pas lieu de prendre au récit à la lettre; peut-être faut-il voir dans la scène de Spire une comédie habilement préparée pour expliquer le revirement de la politique de l'empereur. Ce revirement fut sans doute déterminé par l'attitude de Philippe-Auguste, qui en eut peut-être profité des circonstances pour assujettir l'Angleterre à sa politique et l'accomplissement d'un tel dessein eût été peu conforme aux projets, assez hasardeux, de domination universelle qui ne cessèrent de hanter l'esprit de Henri VI et qui font tout à fait à rappeler pour comprendre les vicissitudes de sa conduite. Henri VI voulait soumettre à sa puissance l'Occident et l'Orient mais il se refusait peut-être de partager l'hégémonie avec Philippe-Auguste. D'ailleurs il avait lui-même des vues secrètes sur l'Angleterre, car ainsi qu'il forcera lui-même à en faire le témoignage de son règne.

et Philippe Auguste on apprenait alors que le roi de France se préparait à épouser Ingeburge, fille de Walslomar le Grand, seigneur de Canut VI, roi de Danemark<sup>1</sup>. Avant tout, Philippe cherchait évidemment dans cette union la confirmation d'une alliance qui devait lui assurer l'aide du Danemark contre l'Angleterre. Mais en même temps il formait des liens intimes entre sa maison et une dynastie qui, depuis de longues années, refusait de reconnaître la suzeraineté des empereurs romains, si bien que les partisans danais de ce mariage répétaient à Canut, pour l'y encourager, que grâce à l'amitié de Philippe-Auguste, il n'au ait plus rien à craindre de l'ambition insatiable de l'empereur. Peut-être cette considération qui poussait les Danais vers la France ne contribuait-elle pas médiocrement à refroidir les sentiments que nourrissait alors Henri VI à l'égard du chef de la maison capétienne. En tout cas, au lieu de donner suite à ses projets d'alliance avec la France, l'empereur réussit à s'entendre avec le parti des opposants qui menaçaient l'Allemagne d'une guerre civile. L'accord fut établi aux dépens des intérêts français, et Philippe-Auguste fut encore déçu dans ses espérances.

Après de se rendre à Valenciennes, le 25 juin, l'empereur vint à Worms, le 29 juin, avec d'abord le pape Richard. Dans une cérémonie qui dut flatter l'orgueil puéril de Henri VI, le roi Anglais lui fit abandon de son royaume qu'il revêtit ensuite pour le posséder en fief de l'Empire<sup>2</sup>. Ainsi, après des négociations souvent pénibles, l'empereur sacrifiait l'amitié de la France pour rechercher l'alliance anglaise et pour élever sur le royaume des Plantagenets une suzeraineté de pur appareil.

Cette rupture ne pouvait être que passagère. Quelques semaines plus tard, la diplomatie de Philippe Auguste est à l'œuvre pour renouer les liens qui unissent l'Empire à la France et pour détourner Henri VI de rendre la liberté à Richard Cœur-de-Lion. Alors s'ouvre une nouvelle période d'incertitude et de crise au cours de laquelle l'empereur, soutenu en sens contraire par les partisans de Richard et par ses agents et amis de la France, manifeste ses hésitations par les revirements successifs de sa conduite. De cette histoire assez complexe

1. Voir sur ce mariage, la note de M. Davidson, *Philip II August von Frankreich und Ingeborg* (Erlangen, 1884, in-8°), notizenman., pp. 13-17.

2. Roger de Hoveden, *Ibid.* p. 564. Cf. *Annales Northeimenses*, dans les *Monumenta Germaniae Scriptores* t. Xvii p. 165. *Annales Saxonum* *Ibid.* p. 89.

il suffirait de déchiffrer les deux manuscrits qui concernent l'objet de cette étude. À la fin de 1193, à un moment où l'empereur semble penser qu'il a lié à son alliance la monarchie anglaise, il juge le moment venu de reprendre sous une nouvelle forme le projet (que ses prédécesseurs avaient voulu réaliser au profit de la maison de Zähringen) de constituer la Bourgogne et la Provence en un royaume autonome, mais vassal de la couronne impériale. Le 29 décembre 1193, Richard, toujours prisonnier, écrit de Spire à l'archevêque de Cantuari qui sera mis en liberté après Noël, et sera en janvier couronné roi d'Arles et le Vienne selon la promesse qui lui en a été faite, par l'empereur<sup>1</sup>. En effet, Henri VI avait offert à son capif le royaume d'Arles, qui comprenait au dire d'un contemporain, la Provence, le Viennois, Lyen et tout le pays qui s'étend jusqu'aux Alpes, la Bourgogne, et aussi (quoique l'Empire n'y eût aucun droit) la province de Narbonne et l'hommage des comtes de Saint-Gilles.

Le plan de l'empereur s'explique par des considérations dont quelques-unes ne sont pas dépourvues de valeur. L'abandonner, à. roi Richard les régions où la souveraineté de l'Empire avait été souvent contestée, et ne pouvait être maintenue qu'au prix d'une vigilance attention et d'un perpétuel effort; en revanche, il attisait la discorde entre le roi de France et le roi d'Angleterre, soustrayant le royaume d'Arles à l'influence française qui l'aurait nécessairement envahi, et se remettait aux mains d'un monarque trop éloigné de ses états héréditaires pour n'avoir pas besoin du secours de l'Empire; enfin la création de ce nouvel état empêchant entre l'Empire et la France le contact immédiat dont l'expérience avait révélé des dangers. Quant au roi d'Angleterre, l'avantage que lui procurait ce projet était évident: s'il eût réussi à joindre à ses possessions du Sud-Ouest de la France le nouveau royaume q. Henri V. lui avait dans le Sud-Est, il n'eût pas manqué d'étouffer la puissance encore jeune de son rival Capétien.

1. Roger de Hoveden *Ibid.* p. 361. L'empereur comprendrait dans cette inféodation le comté de Provence ainsi que Vienne et Viennois et Marsilam et Narbonne et Arlesbanc et tout le comté Rhodanum usque ad Alpes, et quidquid habet Imperator in Burgundia, et homagium comitis de S. Aegidii. Et est sciendum quod in his terris sunt V archiepiscopatus et XXXIII episcopatus. Cf. une lettre de Henri VI aux barons anglais du comte de Geldhausen, 29 décembre 1193, Rymer *Neders* (ed. de 1739), t. I, 1<sup>re</sup> partie, pp. 25 et 27. Cette lettre est mentionnée par Teetche, *op. cit.*, *Regesta* (cinquième appendice de l'histoire du Henri VI), n° 26.

A peine ce projet avait-il été conçu qu'il s'évanouit, c'était justice, car il n'appartenait en aucune façon à la politique pratique. Les documents contemporains n'ont conservé la trace d'aucune mesure destinée à en assurer la réalisation.

## II. — L'EMPEREUR NÉGLIGE LE ROYAUME D'ARLES

Après comme avant cette chimérique tentative, Henri VI, pendant ses quelques années de son court règne, ne fit que rarement acte de souverain dans les régions du royaume d'Arles<sup>1</sup>. Sans doute, en 1193, deux diplômes furent par lui concédés à l'évêque d'Agé, l'un pour lui assurer la possession de son temporel, l'autre pour lui permettre de se forifier dans sa ville épiscopale<sup>2</sup>; sans doute, en 1198, Henri, après avoir traversé la Comté<sup>3</sup>, non sans y accorder

1. Je ne cherche pas, comme l'a fait un érudit (voir l'ouvrage de Sternfeld, *das Fortdauern des Arles im Kaiser reich*), à apprécier l'étendue de l'influence de l'empereur par les mentions de son règne à la date des chartes. En effet l'emploi de l'année de l'empereur pour dater des instruments ne paraît régi moins par des considérations politiques que par les crûs bons de chancellerie et les habitudes des scribes. On n'y peut donc trouver d'arguments décisifs.

2. *Gallia Christiana*, t. I, *Instaur.*, p. 79; Stumpf, *Acta inedita*, n° 42.

3. De Bâle, en Alsace, le 14 juin 1196, Henri VI confirme les possessions des monastères claustraux de Dellevaux, de la Quarité (non loin de Vesoul) de la Grèce-Dieu (non loin de Besançon) : Stumpf, n° 1006. Le 18 juin, Henri VI est à Haguenau, le 21 à Obernai, le 24 à Bruchsal (Vosges), puis il vient à Lure, à Vesoul et le 8 juillet il est enfin à Besançon. Le 10 juillet, il y prend sous sa protection le chapitre de Saint-Paul (Stumpf, n° 1017). Or le 11 confirme les privilèges le même jour, il concède un diplôme analogue au monastère de Saint-Vincent n° 1018. Traversant la Comté et les Alpes, il parvient à Turin, d'où, le 28 juillet, « prend sous sa protection l'archevêque de Tarentaise Aymon et lui reconnaît le droit de bâtir et de réparer des forteresses (Hublard-dreholet, t. II, p. 341, Stumpf, n° 1024) », il investit l'archevêque Aymon de Vienne de ses fiefs et confirme les privilèges de son église (J. de B. *Annales Florébaines*, *Vienne antiques*, p. 80; Stumpf, n° 1025). Consulter, sur l'itinéraire diplomatique de ce voyage, le Regeste dressé par Tschok et inséré à la fin de son histoire de Henri VI, pp. 582-583. Au cours de ce voyage, les « *magistri Conradus Maguntensis archiepiscopi et totius Germanie cancellarii* », en Bourgogne « *magister Eginhardus Viennensis archiepiscopi et Burgundie cancellarii* », à Turin « *magister Ado filius Galienensis archiepiscopi et totius Italie cancellarii* », ainsi Henri VI observe respectueusement la tradition diplomatique qui lui vient de son père.

des privilèges à divers établissements religieux, se rendit à Tournai où deux personnages importants du clergé burgonde (l'archevêque Aymon de Tarentaise et l'archevêque Avnard de Vienne) venus à sa rencontre, obtinrent de lui d'importants diplômes, gages assurés de la faveur dont, à l'exemple de son père, l'empereur entendait entourer la féodalité ecclésiastique. Joignez à ces chartes, à la vérité peu nombreuses, un acte concernant les affaires municipales de Besançon<sup>1</sup> et un diplôme confirmant un accord intervenu entre le comte palatin Otton, fils aîné de Barberousse, et le duc de Bourgogne Eudes<sup>2</sup>; vous aurez épuisé la liste des documents officiels où il est permis de constater l'usage que fit l'empereur de son pouvoir suprême dans l'Est et le Sud-Est de la Gaule.

Naturellement les résultats de cette politique assez peu active sont fort inférieurs à ceux qu'avaient eue, en conséquence de Barberousse, en ne voit pas bien que des relations suivies se soient établies entre l'empereur et ceux des seigneurs laïques, à qui sa protection eût été nécessaire. Par exemple, lors que le comte de Toulouse, Raymond V, partisan dévoué de l'Empire au temps de Barberousse, se trouve aux prises avec le maître du comté de Provence, Alphonse d'Aragon (celui-ci fort hostile à l'Empire), il ne paraît pas que Henri VI ait profité de la situation difficile où Raymond était réduit pour exiger de son vassal un plus strict accomplissement de ses devoirs<sup>3</sup>. Il semble d'ailleurs que Henri se tire pas un meilleur parti de ses relations anciennes avec le dauphin et le comte de Valentinois; il ne tente aucun effort pour lutter contre les progrès de l'influence française dans la région lyonnaise ou dans le Vivarais. Visiblement il néglige le royaume d'Arles et le royaume d'Arles le lui rend bien.

1. 1181. *Chartes de l'histoire de la Geste*, t. I, p. 383, d'après Dupou, *Histoire de Besançon*, première s. l, p. 12.

2. De Francfort, 1<sup>er</sup> mai 1183, Henri VI confirme l'accord intervenu entre son frère le palatin Otton et Otton, fils du duc de Bourgogne Hugues II, en vertu de cet accord, le comte doit tenir Macon et Delley en fief du duc. *Recueil de chartes autrichiennes*,... p. 36; *Steinm.*, n° 611.

3. Il n'est pas impossible d'attribuer cette conduite de l'empereur à la répugnance qu'il devait éprouver à s'occuper dans la personne du comte de Toulouse, un adversaire du roi d'Angleterre Richard Cœur-de-Lion. Au moins cette hypothèse est probable en tant qu'elle concerne la conduite de l'empereur en 1194, car, à cette époque, Henri VI se plait à exciter l'ardeur belliqueuse du Richard contre Philippe-Auguste dont il prétend faire son vassal.

signe caractéristique de cette situation, en 1193, ce même monastère de Durbon, au diocèse de Gap, qui cinq ans auparavant avait cru utile de solliciter la protection de Henri VI, n'hésite pas à se placer sous celle d'Alphonse d'Aragon, comte de Provence.<sup>1</sup>

Parmi les causes qui peuvent expliquer cet affaïssement de l'autorité impériale, deux surtout méritent d'être relevées. Remarquons d'abord que l'indifférence apparente de l'empereur n'est pas due à une sorte d'apathie qui lui ferait oublier le soin de ses intérêts, s'il pêche, c'est par excès et non par défaut d'ambition. Comme il est tout entier occupé des rêves d'une imagination orgueilleuse, il n'a guère le loisir de penser aux nécessités pratiques de la politique quotidienne, et de recourir à ces moyens terre à terre qu'il lui faudrait employer pour défendre un évêque opprimé ou pour contenir un vassal turbulent; rappelez-vous que les desseins nourris par Henri VI ne vont à rien moins qu'à soumettre à sa domination l'Occident et l'Orient les nations chrétiennes comme les peuples musulmans. A quoi bon perdre son temps et ses forces à des conquêtes de détail? L'empereur compte résoudre sans difficulté la question du royaume « Arles » quand il aura soumis à sa suzeraineté les deux monarchies qui y exercent le plus d'influence, je veux dire la France et l'Aragon. En effet, par ses possessions de Provence, la maison d'Aragon est maîtresse des côtes de la Méditerranée jusqu'à Nice, dès 1191, Henri, qui prévoit le subjuguer, mérito de lancer contre ces rivages les flottes des Gênois<sup>2</sup>. Par des procédés analogues il tente de susciter des ennemis à la France, depuis qu'il a mis en liberté Richard Cœur-de-Lion. L'empereur, abandonnant la seule ligne de conduite sensée que pût suivre un prince de sa race, ne craint pas de presser le monarque anglais d'attaquer Philippe-Auguste qu'il a la prétention de réduire à la condition de vassal de l'Empire<sup>3</sup>. Ainsi, tandis qu'il pourrissait la

1. Carraçon, article cité plus haut de la Bibliothèque de l'École des Chartes, p. 417.

2. Tschudi, *Kaiser Heinrich VI*, p. 261. Voir le document imprimé dans les *Monumenta Historica Patris, Liber Iur. Favaris* t. I, p. 369. L'empereur s'exprime ainsi : « Item conquehimus Jaxuensis ut licet eis edificare castrum super portum Monachi Monaco, ita quod hoc castrum ab imperio majestate tenent a feodo sub eo tenore ut ipsum castrum sit imperium et parium ad servicium Imperii, cum nec vel aliquis successor nosse velint nos guerram facere Manichensis vel alius de Provença ».

3. *Ibid.*, p. 369. — Innocent III, *Registrum de negotiis Imperii*, ap. 61, qui écrit à



réalisation de ses conceptions grandioses, Henri VI s'affranchit de la tradition paternelle et oublie le soin de ses intérêts immédiats, tant il est vrai qu'à force de voir grand, il ne tarde pas à cesser de voir juste.

À vrai dire (c'est la seconde des considérations qu'il semble nécessaire d'indiquer ici), une circonstance fâcheuse rendait la situation de Henri VI dans les pays rhépondes bien moins favorable que celle de son père. Les succès de la politique de Barberousse dans ses régions tenaient pour une large part à ce qu'elle avait au point d'appui formidable dans la domination personnelle de l'empereur fortement établie en Comté. Or il n'en faut de beaucoup que le jeune palatin Otton, qui a reçu de la chef de sa mère l'héritage de la Comté, soit pour son frère Henri VI un véritable auxiliaire. Otton se laisse aller à l'impétuosité brutale de son caractère au point de ne connaître ni droit ni loi, en 1195, il tue le comte Amélee de Montléiard; l'année suivante, il entre en lutte avec l'évêque de Strasbourg; enfin, en 1197 — presque au moment de la mort de Henri VI, il assassine traîtreusement, au cours d'un entretien, le comte Ulric de Ferrette<sup>1</sup>. Naturellement il donne ainsi d'excellents arguments à ceux qui pour des raisons politiques ou autres sont des reux d'attiser contre lui les rancunes et les haines, aussi le palatin ne tarde-t-il point à se trouver entouré d'ennemis. Peu après son avènement, il voit surgir un rival redoutable dans la personne du chef de la branche cadette de la maison de Bourgogne, Etienne II d'Auxonne, auquel les fautes d'Otton fournissent une occasion propice pour produire de nouveau les prétentions de sa famille à la succession de la Comté — prétentions dangereuses, car Etienne est apparenté ou allié à de puissants seigneurs, tels que ses neveux Guillaume, comte de Vienne et Mâcon, et Gaucher de Salins, tels que Richard de Montberhard et surtout que le duc Eudes III de Bourgogne, dont il a été fait le vassal pour le comté d'Auxonne<sup>2</sup>. L'hostilité d'Etienne crée au palatin des embarras qui ne feront que s'aggraver quand il n'aura plus à attendre d'hériter de son mariage avec Marguerite de

Philippe-Auguste « *extanta regno Siciliæ disponerat — imperator Henricus, affirmans quod de cætero ad Siciliam sibi competeret eundemque* ».

<sup>1</sup> Voir, sur la conduite du palatin Otton, Winkelmann, *Reich Philipp von Schwaben*, Leipzig, 1877, 2<sup>e</sup> édit., dans la collection des *Veröffentlichungen der Deutschen Geschichtswissenschaften*, t. 10.

<sup>2</sup> C'est à cette occasion que le duc de Bourgogne put étendre ses domaines sur la rive gauche de la Saône, et accroître avec ses possessions l'influence française dans ces régions. Clerc, *op. cit.* t. I, p. 386.

Blois, ces embarras s'accroîtront encore quand Otton, par le meurtre commis sur la personne du comte de Fersette, aura déchaîné contre lui même une coalition composée de ses voisins du côté de l'Empire, à la tête desquels figure, avec les évêques de Strasbourg et de Bâle, le duc Berthold de Zähringen, dernier représentant d'une race qui n'avait pas oublié ses antiques prétentions sur le Comté, outrageusement méconnues par la maison de Souabe. C'est ainsi qu'en quelques années, par l'accumulation de ses fautes, Otton a trouvé le moyen de provoquer la formation d'une redoutable opposition acharnée contre son pouvoir. Aussi les difficultés quotidiennes de sa politique le retiennent en Comté, si bien qu'il ne lui est pas possible d'accompagner l'empereur son frère au cours de ces expéditions d'Italie où se jouait l'avenir de leur race. On comprend sans peine qu'un tel prince, habitué à conduire ses affaires personnelles au mépris des règles du bon sens, ait été moins une force qu'un danger pour les intérêts de l'Empire dont les circonstances le désignaient comme le premier défenseur dans les pays burgondes.

Aussi, sous l'influence de ces diverses causes, l'empereur voit inévitablement s'affaiblir l'autorité qu'avait acquise Barberousse dans ces régions. Une mort prématurée ne laissa pas à Henri VI le temps de réparer les fautes du commencement de son règne. Les dissensions intestines qui éclatèrent alors au sein de l'Empire n'étaient pas de nature à raffermir la puissance des empereurs dans l'Est et le Sud-Est de la France.

## CHAPITRE IV

### PHILIPPE DE SOULBE ET OTTON DE BRUNSWICK

#### 1. — PHILIPPE DE SOULBE

On sait que la double élection de Philippe de Souabe (frère de l'empereur défunt) et du Guelfe Otton de Brunswick fut le signal d'une longue période d'anarchie, pendant laquelle les deux prétendants furent trop occupés à se combattre pour prendre quelque souci des intérêts généraux de l'Empire. Une coalition se forma pour soutenir la cause d'Otton, elle comprenait son oncle le roi d'Angleterre, le comte de Flandre et l'archevêque de Cologne, autour duquel se rassemblèrent les forces guelfes de l'Allemagne du Nord. Poussé par un double motif, la défiance qu'il ressentait à l'égard des héritiers de Barbarousse et la crainte qu'il éprouvait de voir l'Empire devenir héréditaire, Innocent III adhéra au parti d'Otton.

Cette coalition n'était point pour attirer les sympathies de la France, avec Philippe-Auguste s'empressa-t-il de profiter du chargement de régence et des difficultés où se débattait la maison de Souabe pour rétablir avec cette maison l'alliance qui avait été rompue par les prétentions hussardes de Henri VI. Le 29 juin 1196, fut signé à Worms un traité<sup>1</sup> qui achevait l'œuvre de réconciliation, pendant quelques années les deux souverains semblaient revenir à la politique, chère à Barbarousse, dont le principe était d'unir les Gueules à la France pour résister aux Guelfes appuyés sur l'Angleterre.

Naturellement la Bourgogne, comme d'ailleurs l'Allemagne du Sud, devait fournir beaucoup de partisans à Philippe de Souabe, en sa faveur s'exerçait l'influence des Staufen établis en Comté, en même temps que l'influence de la France qui n'était pas de médiocre impor-

<sup>1</sup> *Monumenta Germaniarum, Leges*, t. II, p. 202. Sur ces relations entre Philippe-Auguste et Philippe de Souabe, voir Schœffer-Da chers, *op. cit.*, p. 303.

tance dans ces contrées. Tandis que le clergé bourguignon s'abstient de toute manifestation favorable à Otton, deux de ses chefs prennent parti sans aucune hésitation pour la cause de Philippe. C'est d'abord l'archevêque de Besançon, Amédée, qui, comblé dès 1199 des faveurs de Philippe de Souabe<sup>1</sup>, les reconnaît en souscrivant un document adressé au Pape à l'appui des prétentions de la maison de Staufen<sup>2</sup>, en 1201, nous retrouvons Amédée à Haguenau auprès de son souverain, s'occupant d'une mission politique entreprise pour la défense des intérêts des Staufen en Comté<sup>3</sup>, en vertu plus lointaine fut alors le résultat de son action. C'est en outre l'archevêque Aymon de Tarentaise, le même que Barberousse et Henri VI avaient élevé au rang de vassal immédiat de l'Empire pour l'affranchir de la tutelle onéreuse que le comte de Savoie prétendait exercer sur son siège : Aymon répond par un service signalé aux faveurs qu'il a reçues de la famille de Souabe. Au moment où, pour ne le céder en rien à Otton, qui s'était fait couronner à Aix-la-Chapelle, Philippe voulait saisir la couronne à Mayence, l'archevêque qui occupait le siège de sa nièce Boniface se trouvait à la croisade, l'archevêque de Trèves, et sans doute aussi plusieurs autres parmi les métropolitains allemands paraissent avoir craint, en se déclarant ouvertement pour les prétentions de Philippe, de heurter de front la politique d'Innocent III, alors favorable à Otton : aussi s'en est-il recouru, pour accomplir la cérémonie, à l'archevêque de Tarentaise, si bien que l'église de Mayence offrit alors ce spectacle fort étrange d'un prélat burgonde sacrant le roi de

1. Trèves, 8 mars 1199. Wackermann *Acta imperii Friedrichi*, t. I n° 3. *Regesta Imperii* (1198-1172), Böhmer-Ficker, Innsbruck, 1881, n° 3, n° 21. Philippe permet à l'archevêque de reprendre les biens de son église confisqués sans autorisation de l'empereur ou du roi des Romains.

2. La souscription d'Amédée est à côté de celles des archevêques de Magdebourg et de Trèves, au pied du même texte que bon nombre de princes ecclésiastiques et laiques de l'Empire adressèrent à Innocent III au faveur de Philippe de Souabe. Ce se fit en effet Spire, 24 mai 1200. Le pape Otton n'y fut pas présent à Spire, mais il y était représenté, et les lettres, données comme telles en son nom. *Regesta Imperii*, *Regesta Imperii*, op. cit. (Patrologie latine, t. CCXVI, p. 1009). Il n'y eut à Spire aucun autre seigneur ni aucun autre prélat de la sainte et de la sainte de la sainte.

3. Sa présence est constatée par les souscriptions de divers actes datés de Haguenau : 2 décembre 1201, acte en faveur de l'abbaye de Clairlieu, au diocèse de Toul ; 6 décembre, acte en faveur de l'abbaye de Luxeuil ; *Regesta*, n° 61 et 63. Voir plus bas, page 91.

Germanie<sup>1</sup>. Un avenir prochain devait démontrer que les archevêques allemands n'avaient pas sans raison appréhendé le courroux d'Innocent III, le pape qui fut fort mauvais gré aux métropolitains de Besançon et de Tarentaise de leur attitude favorable à Philippe de Souabe, à tel point que tous deux furent, en 1202, appelés en cour de Rome pour y recevoir l'expression du mécontentement que leur conduite avait provoqué<sup>2</sup>.

Philippe de Souabe n'est pas seulement soutenu en Bourgogne par ces prêtres, beaux esprits et grands ecclésiastiques ou laïques défendant sa cause, ou tout au moins s'abstiennent de la combattre. Philippe avait d'ailleurs enlevé à ses ennemis un puissant auxiliaire quand il avait débaillé de leur parti le duc Barthold de Zähringen, en qui pour quelque temps les Guelfes avaient mis leur espoir<sup>3</sup>. Malheureusement pour les Staufer, le pauvre Otton de Bourgogne, qui représentait naturellement leurs intérêts dans ces contrées, était, on l'a vu, paralysé dans son action aussi bien par son incapacité personnelle que par l'opposition qu'il avait soulevée<sup>4</sup>. Lorsqu'il mourut, le 13 janvier 1212, la situation ne s'en trouva pas améliorée; ceux des seigneurs de Comté qui, hostiles à la domination de la maison de Souabe, se rallièrent autour d'Etienne d'Auxois, devenu le porte-drapeau de l'indépendance comtoise, se sentirent encore enhardis dans leurs entreprises quand ils neurent plus en face d'eux qu'une jeune enfant, Béatrice, placée sous la tutelle de sa mère, Marguerite de Brie, veuve du palatin Otton. En ce moment critique, il fallait, pour soutenir le pouvoir des Staufer en Comté, une intervention de l'autorité impériale. C'est cette intervention que l'archevêque de Besan-

1 4 septembre 1198. Cf. Winkelmann, *König Philipp von Schwaben*, p. 125, et les textes cités dans les *Regesta*, p. 9. Le 14 septembre 1199, Aymon était encore à la cour de Philippe qui se trouvait alors à Mayence. *Regesta*, n° 31. On voit qu'il occupait parmi les partisans fidèles de la maison de Souabe.

2 Octobre 1202. Raynal II, *Les évènements de l'année 1202*, § 23, rapporte à tort cet événement à l'archevêque de Tarente, il faut lire l'archevêque de Tarentaise. Quant à l'archevêque Ambroise de Besançon, on verra bientôt comment il avait aggravé ses torts en favorisant la domination de la maison de Souabe en Comté.

3 Sur les conditions de la réconciliation qui eut lieu en 1198 entre Barthold et Philippe de Souabe, cf. Winkelmann, *König Philipp von Schwaben*, p. 12.

4 Voir plus haut, p. 87, cf. Winkelmann, *op. cit.*, p. 46.

5 Clero, *op. cit.*, t. I, p. 300; Winkelmann, *op. cit.*, p. 517.

con éant allé solliciter auprès de Philippe de Souabe à Haguenau<sup>1</sup>. Il l'obtint en effet, car, en 1202, Philippe vint en personne à Besançon, y donna l'investiture des fiefs d'Empire à la régente<sup>2</sup>, et fin ravager par ses troupes les domaines des seigneurs révoltés<sup>3</sup>.

Il est difficile, dans l'état actuel de nos connaissances, de suivre par le menu l'histoire des luttres de la maison de Souabe en Bourgogne. Sans doute, pendant ces années 1202, 1203 et 1204, au cours desquelles l'étoile des Staufen pâlit en Allemagne, les reboiles de la Comté ne durent point cesser de les combattre, peut-être est-il permis de conjecturer que l'appui de la France, alors liée à la politique de Philippe de Souabe, leur manqua pour triompher. Toutefois, quant, par l'effet de vicissitudes imprévues, en vit, vers 1205, la fortune rendre ses faveurs à Philippe, et les princes d'Allemagne, « semblables au roseau battu par le vent<sup>4</sup> », s'incliner du côté du succès, il semble bien que tous les opposants de Bourgogne se soient soumis, extérieurement au moins, et aient renoncé à lutter contre la maison de Souabe. C'est à partir de ce moment qu'on y peut signaler des traces assez nombreuses de l'action de l'héritier de Barberousse dans ces régions.

Dès janvier 1205, les évêques de Bayeux et de Valence, le comte Guillaume de Maçon et quelques seigneurs vinrent à Spire à la suite de l'archevêque de Besançon, pour y offrir leurs hommages à Philippe de Souabe. Le monarque les en récompensa par des privilèges, c'est alors qu'il mit l'évêque Humbert de Valence en possession

1. Voir plus haut, p. 90.

2. Philippe tint sa cour à Besançon lors des fêtes de la Pentecôte (2 juin 1202). L'investiture accordée à la régente Marguerite est mentionnée dans un acte rapporté par Chevalier, *Mémoires pour l'histoire de Poligny*, t. II, p. 324. Vers cette époque, Philippe conféra diverses donations faites par son frère Otton au chapitre de Saint-Etienne de Besançon et donna à son propre chapitre de Notre-Madeleine de la même ville. *Regesta n<sup>o</sup> 68 et 69*. Ce dernier document est daté de Haguenau, 25 juillet, déjà Philippe retourna en Allemagne.

3. Le pape, à la fin de 1202, reproche à l'évêque de Besançon « quod ducem Buverii (c'est Philippe de Souabe) ad Burgundiam devastandam deduxit et ipsum tanquam regem et bouem processionalliter in ecclesia recipiens Bisuntina, se fecit a suis tanquam legitimum regi honorum et liberum. » De plus, le pape se plaint de ce que l'archevêque de Besançon a fait arrêter des messagers et des hommes émanant de la cour romaine. *Patrologia latina*, t. CCXVI, *Registrum de negotio imperii*, epist. 71 (à l'évêque de Langres).

4. L'expression est d'Innocent III, dans un lettre l. 9, aux princes d'Allemagne.

de son temporel et prit ouvertement sa défense contre les ennemis qui le menaçaient, que ce fussent des barons féodaux ou des bourgeois associés pour résister au pouvoir épiscopal<sup>1</sup>. En même temps, Philippe accorda un diplôme d'investiture à un seigneur dont les domaines étaient situés dans la vallée du Rhône — je veux parler d'Isard, seigneur d'Agout<sup>2</sup>. Vers la même époque, diverses églises de la Comté obtenaient de lui des diplômes qui marquaient ses dispositions favorables au clergé<sup>3</sup>.

Deux ans plus tard, Philippe de Souabe séjourna à Bâle. Alors la fortune semblait lui assurer une victoire décisive ; aussi les seigneurs bourguignons s'empressèrent-ils de se rendre auprès de lui. On vit même à Bâle les anciens ennemis de la maison de Souabe en Comté et parmi eux Etienne d'Auxonne, le comte Guillaume de Mâcon, Richard de Montbéliard, Gaucher de Salins : nul d'entre eux ne semblait contester le droit de la fille du palatin Otton à la succession de la Comté. Le comte Thomas de Savoie, que ses sympathies anglaises avaient dû dès le début de la querelle porter du côté d'Otton de Brunswick, choisit ce moment pour faire adhésion à la maison de Souabe, et reçut, à Bâle, l'investiture de ses fiefs, pour prix de sa soumission. Le roi Philippe ajouta ses domaines d'Ivry et Tortone en Piémont, et des domaines dans le pays de Vaud<sup>4</sup>. Il est à remarquer que cette décision de Philippe de Souabe est le premier acte qui donne une couleur de légitimité à la marche envahissante de la famille de

1. Spire, 27 juin 1205. « Civitatem Valentiniensem — comitatum —, ecclesias, abbatias, monasteria — forum mercatum duela in vicum — et cetera —, omnia pedage castra castella, villas, rivos, arva servos, peculas, tributarios, decimas, forestas, villas — vineas, molas, piscarias, aquas... », etc., etc. «... communi fuerunt agere ad elationem causas tam civilem quam criminales, et quedam alias possessiones. » Winkelmann, *Acta imperii inedita*, 2<sup>e</sup> T. Voir aussi un autre acte de la même date en faveur de l'évêque de Bâle, pour lui concéder un péage, *Regesta*, n<sup>o</sup> 97.

2. Spire, 25 janvier. *Regesta*, n<sup>o</sup> 95.

3. Nuremberg, 1<sup>er</sup> mai 1205. Acte confirmant une fondation de la comtesse Marguerite de Bourgogne au profit de l'église Saint-Étienne de Besançon (*ibid.* n<sup>o</sup> 106). Du même jour, acte conférant à Saint-Jean de Besançon des biens provenant du palatin Otton (*ibid.* n<sup>o</sup> 104).

4. Wurtemberg, *Peter II von Savoyen*, t. IV, *Urkunden*, n<sup>o</sup> 43; Guichenon, *Histoire de la royale maison de Savoie*, t. IV, *première*, p. 39, *Annuaire Historique de France*, *Chartes*, t. I, p. 137, *Regesta*, n<sup>o</sup> 113, et Winkelmann, *König Philipp von Schwaben*, pp. 418 et 419.

Savoie dans les pays sis au nord du lac de Genève, on mentionnera à plusieurs reprises, au cours de cette histoire, les luges dans lesquelles les comtes de Savoie devaient être entraînés par le développement de leur domination dans cette direction.

Si désespérée semblait alors la situation d'Otton de Brunswick que presque tous ses partisans l'avaient abandonné. Le pape avait absous l'empereur, et ses légats sollicitaient Otton de se désister de ses prétentions en échange d'une compensation. En vue de cette transaction, divers projets furent successivement examinés. Vers le mois d'août 1207, on offrit à Otton, comme prix de sa renonciation à l'Empire, le royaume d'Arles et d'autres provinces qu'il lui devaient être attribuées avec la main d'une fille de Philippe de Souabe<sup>1</sup>. Cette combinaison, qui entraînait la reconstitution du royaume de Boson, paraît avoir été abandonnée aussitôt que conçue ; les négociations, reprises sur d'autres bases, échouèrent devant la réticence d'Otton.

Cependant la vieille hostilité des bourgeois de Vienne contre leur évêque n'avait point cessé. Ils lui refusaient notamment des droits de péage au mépris de constitutions impériales, deux diplômes de Philippe enjoignirent aux bourgeois de se soumettre<sup>2</sup>. En même temps le roi s'occupait de marier sa nièce Béatrice, héritière de la Comté à Otton d'Andechs, duc de Méran, dont les descendants devaient posséder pendant quelque temps la Bourgogne palatine<sup>3</sup>.

Ce fut un des derniers actes de Philippe de Souabe. Peu de temps après, il tombait sous les coups d'un assassin, sa mort assurait le triomphe d'Otton de Brunswick, quelque déplaisir qu'en éprouvât le roi de France.

1. Wurstanberger op. cit. t. II, pp. 67, 75 et ss.

2. « Ad talem concordiam deveniunt ut Otto cederet electioni de se facta et recuperaret regnum Arvidense et quedam alia castra et regni nomen atque Philippus imperator in iudicio » Godefrid de Viterbe, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores* t. XXII, p. 369.

3. Metz, 6 janvier 1208. *Scripta Christiana*, t. XVI, faisc., pp. 110 et 111. Le comte Guillaume de Viennois Mevon est alors présent à la cour. Le second diplôme est du 1<sup>er</sup> juin 1208. Il est daté d'Aix-la-Chapelle. Cf. *Regesta* n<sup>o</sup> 174 et 183.

4. Winkelmann, op. cit., p. 462.



II. — OTTON DE BRUNSWICK

Pendant les années qui suivirent, Otton de Brunswick fut le roi maître de l'Empire, mais encafé dans le réseau de la politique italienne, il s'occupa fort peu du royaume d'Arles. Jamais il ne parut ni en Bourgogne ni dans la vallée du Rhône; il ne profita point des bonnes dispositions du comte de Toulouse Raymond VI, alors assez favorable à l'Empire, comme le montre une clause de son testament rédigé en 1203<sup>1</sup>. Bien plus, devenu empereur, il se rappela qu'il était l'adversaire de la maison de Souabe; encore que Béatrice et son mari Otton de Méran représentassent en Comté l'influence impériale comme ils étaient en même temps les descendants de Barberousse, l'empereur n'éprouva vraisemblablement aucun scrupule à les lui opposer et à se débattre contre les efforts de leurs adversaires chaque jour plus enprenants. Alors Etienne d'Auxonne et ses alliés ont repris la lutte contre la comtesse de Bourgogne pauvre; ils entraînèrent avec eux non seulement le duc français de Bourgogne Eudes III, mais encore Berthold de Zähringen qu'aucun intérêt n'empêcha maintenant de satisfaire ses rancunes contre les Staufen. En vain le comte Thomas de Savoie prend les armes contre le duc Berthold, et sans doute aussi contre ses alliés, espérant trouver dans la guerre un moyen de consolider et d'agrandir ses domaines dans les pays helvétiques<sup>2</sup>, en vain, pour la première fois (l'exemple n'en sera pas perdu, comme le prouve l'histoire du xiii<sup>e</sup> et du xiv<sup>e</sup> siècle), une alliance, au moins tacite, s'établit entre le comte de Savoie et le sou-

1. *Histoire générale de Langueilles* (nouvelle édition), t. VI, pp. 373 et ss. Ce testament, daté du 28 septembre 1203, préconise le cas du Raymond mourra sans héritier, on le cas de son empereur, et il se qualifie de « *testamentum ultra Rhodanum* ».

2. Il lui faut compter dans ces pays avec l'influence des Zähringen. Aussi la guerre éclate vers ce moment entre Thomas de Savoie et le duc de Zähringen (1211 et 1212). Voir sur ce point les fragments tirés du cartulaire de Lausanne, insérés dans *Wurtemberg op. cit.*, t. V, *Urkunden*, n° 44. Entre le duc de Zähringen et le comte de Savoie, la paix fut signée le 18 octobre 1211, nous ne savons à quelles conditions. Quatre jours plus tôt, le 11 octobre, la paix avait été signée en Comté entre Otton de Méran et Etienne d'Auxonne, à des conditions tout à fait favorables à Etienne. Visiblement l'influence des Staufen en Comté est être fort libérée par l'issue de cette campagne. Cf. *ibid.*, *op. cit.*, t. I, pp. 202 et 203.

verain de la Comté contre les potentats dont l'autorité s'exerce sur l'un et l'autre versants du Jura. La lutte finit par le triomphe des adversaires de la comtesse Béatrice, qui, en octobre 1211, est réduite à accepter un traité désavantageux. Il semble alors qu'en fait la Comté de Bourgogne se trouve asservie à l'influence d'Etienne d'Auxonne. Ce n'est pas seulement la famille des Staufen qui sort affaiblie de cette guerre, c'est, avec elle, l'idée de l'Empire qu'elle représentait en Bourgogne.

Cependant, Otton de Brunswick ne veut ou ne peut rien empêcher. A peine est-il permis de citer de lui un acte qui concerne le royaume d'Arles; c'est une donation, d'ailleurs toute platonique, au profit de l'abbaye de Montmajour, sur laquelle Guillaume de Sabran avait saisi le château de Pertuis<sup>1</sup>. Encore les moines de Montmajour furent-ils peut-être poussés à s'adresser à l'empereur par les conseils d'un Anglais de brève naissance, Gervais de Tilbury, que son mariage avait fixé en Provence et qui était investi des fonctions, purement honoraires, de maréchal de la cour pour le royaume d'Arles. Très dévoué à Otton de Brunswick, Gervais eût voulu que son maître prît en main la direction de ses états de Bourgogne et d'Arles; il l'y exhorta sans crainte, vers l'année 1211, dans un écrit qui nous a été conservé et qui offre assez d'intérêt pour qu'il nous ait paru nécessaire, dès le début de cet ouvrage, d'en faire connaître quelques traits au lecteur.

Pour se conformer aux conseils de Gervais, il eût fallu que l'empereur Otton renouât à poursuivre en Italie la folle lutte qu'il avait ouverte contre Innocent. Il au lendemain du jour où dans la basilique de Saint-Pierre il avait reçu la couronne impériale. Or la guerre contre l'Eglise paraissait s'imposer aux empereurs Allemands comme une nécessité inéluctable, on eût pu croire que chacun d'eux tour à tour voulût se charger de démontrer l'incompatibilité de l'existence de l'Empire avec l'indépendance du pouvoir spirituel. La vérité est qu'entraîné Otton de Brunswick le conduisit à Bouvines, qu'il fut une vic-

<sup>1</sup> Deux actes datés d'Avais, 29 mars 1210. Winkelmann, *Acta imperii inedita*, n° 41 et 44. « Berro tamen jure imperii et regni Aristonensi. » — Otton invita l'évêque et la commune d'Avignon, et les seigneurs de Baux, à prêter secours au monastère. *cf. Ardenne*, n° 306 et 307. En revanche en 1200, Philippe-Auguste permit à Aymar de Poitiers, comte de Valentinois, de percevoir les droits anciens et nouveaux sur les terres et les eaux et la poissence que », *Archives de l'Église, Valenciennes* en général, parut il.

l'ordre de l'Eglise aussi bien que de la France, il n'était point d'homme de l'inscriver que la consécration prochaine de cette journée devait être la fin de l'Empire guelfe et, partant, la restauration de la maison de Souabe. En tous cas, grâce aux rêveries ambitieuses de Henri VI, à l'anarchie dont sa mort avait été le signal et à la politique insensée d'Otton de Brunswick, l'autorité que Barberousse avait conquise dans les pays burgondes était singulièrement amoindrie, le moment est venu de montrer comment le petit fils du grand empereur entreprit de la restaurer.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> *Otton imperator* Decius II, n° XII, dans Leibniz, *Scriptores rerum Brunsvicensium*, t. I, pp. 242 et ss. — L'ou éd. lat. en-8° en a été donnée à Hanovre, en 1866.

Digitized by Google

Digitized by Google

## CHAPITRE V

### LE RÉGNE DE FRÉDÉRIC II

#### I. — ET DE ROYAUME D'ARLES<sup>1</sup>

La lutte entre la maison de Souabe et Otton de Brunswick avait profondément troublé la plupart des pays soumis à la couronne impériale. Sans parler de l'Allemagne, destinée naturellement à devenir le théâtre de la guerre entre les deux maisons rivales, l'Italie avait vu renaître sur son sol toutes les anciennes querelles. Sans doute après la mort de Philippe de Souabe, les vîves du Nord « étaient en général ralliées à l'empereur guelfe, qui put un moment se flatter d'obtenir leur assistance dans la lutte contre la Papauté ; mais Frédéric II trouva dans ces contrées de nombreux alliés — des villes importantes comme Pavie, Crémone, Parme et Mantoue ; des seigneurs tels que le comte de Montferrat et le comte de Blandrate, enfin presque tous les évêques qui favorisaient dans le jeune prince le protégé de la Papauté et l'ennemi de l'excommunié Otton. Ainsi l'Italie

<sup>1</sup> L'histoire du royaume d'Arles pendant cette période a été étudiée en France par Humfried-Desroches dans la volume d'introduction de son *Histoire du duché de Bavière, seigneurie* et, en Allemagne, par M. Enfeld. *Die Verhältnisse des Arles zu Kaiser und Reich*, Berlin, 1881, in-8°. C'est pour moi un devoir de reconnaître les services que m'ont rendus ces importants travaux. Toutefois, si j'apprécie le mérite de l'œuvre du docteur Soerfeldt, je n'en dois pas moins désarmer hautement que je me sépare de lui quant aux conclusions qu'il a voulu tirer de son étude. — Je n'ai pas à dresser la liste des auteurs qui ont écrit l'histoire générale de l'Empire sous Frédéric II, à côté de l'ouvrage d'Innocent III-Dreves, je citerai seulement St. Winkelmünster, *geschichtliche Kaiser Friedrichs des Zweiten und seiner Reihe* I vol. et II 1<sup>re</sup> partie du second, in-8, 1863 et 1865. Le volume de M. Zeller, *l'Empereur Frédéric II*, Paris, 1881, in-8°, est le seul volume de la collection *Quelques Friedrich II* (Leipzig, 1880, in-8° dans la collection des *Lehrbücher* publiée par la Commission historique de l'Académie royale des sciences de Munich).

était divisée par les mêmes factions qui déchiraient l'Allemagne à ses Bouvries.

Le contre-coup de ces querelles se fit bien sentir dans la Comté de Bourgogne où la lutte contre la maison de Savoie avait pris la forme d'une guerre d'indépendance nationale, conduite par les descendants des anciens seigneurs du pays. Plus au Sud, le royaume d'Arles proprement dit ne souffrait pas d'être aux divisions de l'Empire. L'écarter n'était important à peu de chose, on ne lui peria peur, que le royaume ne cessât point de ne l'être que de nom, aussi Otton de Brunswick répondant exactement à ses aspirations. Dans la série de ses actes, on le voit, on le voit, fut en sacré à un culte religieux de ces contrées, au moins ne parut jamais en Bourgogne, justifiant ainsi les termes énergiques dont se servait Gervais de Tilbury pour lui reprocher son incurie.

Au surplus, les terres d'Empire situées sur la rive gauche du Rhône étaient le théâtre d'événements graves, dont l'indécision immédiate était bien assez vive pour faire oublier à ces régions les querelles qui agitaient l'Empire. Au règne d'Otton de Brunswick et à la première partie du règne de son successeur Frédéric II correspond, dans l'histoire du Midi de la Gaule, la période de la guerre des Albigeois. Or ce n'est pas les idées à l'Église ne manquaient pas sur la rive gauche du Rhône. C'étaient les seigneurs féodaux, perpétuels rivaux des prélats, c'était la bourgeoisie des grandes villes de Provence où le contact de l'Orient développait des idées nouvelles. Là, comme ailleurs, les richesses du clergé et l'esprit mondain d'un certain nombre de ses membres fournissaient des prétextes inépuisables à ceux qui voulaient attaquer les doctrines dont il était le représentant, aussi les diverses héréses rénaissantes dans le Midi tourmentaient-elles longtemps dans ces contrées. Sans doute la masse du pays est orthodoxe; mais Guillaume de Tudèle commet quelque exagération quand il écrit que la Provence et le Viennois tout entiers se joignirent aux croisés du Nord, et que personne ne manqua au rendez-vous des Alpes jusqu'au Rouergue<sup>1</sup>. La vérité est que dans ces régions, aussi bien que dans les autres, les deux partis se trouvaient en présence. Aussi la guerre met en feu l'une et l'autre rive du Rhône, et le Dauphiné n'y est

<sup>1</sup> Voir la *Chronique de la Croisade des Albigeois* (éd. Paul Meyer), publiée par la Société de l'Histoire de France, vers 270, 272, 282, 290 et passim.)

pas directement mêlé, ne touche-t-elle à la fois le Valentinois, le Viennois et la Provence. La politique de Frédéric II vis à vis de royaumes d'Arles demeurerait inintelligible en plus d'un point, si nous ne résolvions ici les événements de cette guerre qui concernent la rive gauche du Rhône.

En général, les prélats n'hésiterent pas à secourir énergiquement l'ambassade de la Papauté et de ses légats : on vit même plusieurs d'entre eux, plus ardens que le chef de l'Eglise, exciter le zèle d'Innocent III, suscitait à leur avis de modération à l'égard du comte de Toulouse<sup>1</sup>. Quant aux seigneurs laïques, si la plupart d'entre eux s'abstinrent, par politique ou par omerté, associés dès le début à la Croisade, beaucoup ne tardèrent pas à changer d'attitude : après que la rupture entre Raymond VI et Monfort fut consommée, beaucoup revinrent au parti du comte de Toulouse. Il en fut ainsi, par exemple, d'Aymar de Poitiers, comte de Valentinois et Dauphin (dont la famille subsistait depuis longtemps au service de la maison de Saint-Gilles), « seigneur aussi méchant que puissant, qui avait toujours haï l'affaire du Christ ». A la vérité, il s'était croisé en 1209<sup>2</sup>, mais, quelques années plus tard, on le vit combattre à côté des seigneurs de la vallée du Rhône qui se révoltaient contre l'Eglise et attaquaient les croisés.

Si mauvaises étaient les dispositions d'une partie des barons qu'où, dès 1213 Simon de Monfort fut obligé de porter ses armes dans le royaume d'Arles. Après sa victoire de Muret, il se rendit par Valence à Romans, pour y rencontrer le duc Eudes de Bourgogne et les archevêques de Lyon et de Vienne. Cette assemblée exerça sur le comte de Valentinois une pression telle, qu'il consentit à se soumettre pour un temps et qu'il livra à Simon de Monfort quelques-uns de ses châteaux dont la garde fut confiée au duc de Bourgogne<sup>3</sup>.

Simon profita de sa présence dans ces contrées pour négocier le mariage de son fils Amaury avec la fille d'un des seigneurs les plus

1. Pierre de Vaux-Cornay, *Histoire aux de France*, t. XIX, p. 90.

2. *Chanson de la Croisade* (édition Paul Meyer, vers 269). Aymar 1<sup>er</sup> fut comte de Valentinois et Dauphin de 1188 à 1230.

3. *Histoire générale de Languedoc*, t. III, p. 123. Le 4 novembre 1213 il est à Valence, le 5 août 1214, à l'Argemone; A. M. de France, *Establisement des seigneurs de Savoie de Monfort*, nos 77 et 78. (Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, t. XXIV, année 1871.)

4. Pierre de Vaux-Cornay, *op. cit.*, t. XIX, p. 111. Simon de Monfort, *op. cit.*, t. III, pp. 437 et 438.

possessions du royaume d'Arles; je veux parler de Ratische, si le unique de Gungluc VI, d'après de Vieinois, et nèce du duc de Bourgogne. A l'occasion de cette négociation, Simon avait séjourné à Valence jusqu'en décembre 1213, il dut y revenir au printemps suivant pour y recevoir la jeune fiancée des mains du Dauphin et du duc de Bourgogne<sup>1</sup>. Peu de temps après, le 30 janvier 1215, il obtenait de l'église d'Arles l'inféodation du château de Beaucane, de la terre d'Argence et de leurs dépendances<sup>2</sup> : nous s'assure-t-il des positions importantes sur les rives du Rhône, dans un pays dont l'avenir montrera l'hostilité pour la croisade. Si non, si occupé qu'il soit alors dans le Midi, ne peut pas de vue le Nord de la vallée du Rhône, c'est au moins qu'au printemps de l'année 1215 il se montre à Lyon pour y recevoir le plus noble et le plus illustre des chevaliers français, qui avaient pris la croix : Louis, roi de France Philippe-Auguste<sup>3</sup>. Deux mois plus tard, il se rend avec le cardinal de Bénévent, légat du Saint-Siège, à l'abbaye de Saint-Antoine en Viennois; passant à Laurot il ne néglige pas de fournir à l'évêque de Viviers l'hommage qui lui était dû pour certains fiefs tenus jadis par le comte de Toulouse, aux droits d'unquel en attendant la décision du concile de Latran, le Pape avait provisoirement saisi le comte de Montfort<sup>4</sup>.

Comme il est facile de le deviner, le chef de la croisade avait fort à faire pour contenir dans la vallée du Rhône sous ses adversaires les non aventureux entreprises; on n'était pas trop de son activité infatigable pour tenir en échec un parti considérable de barons et de bourgeois qui, tant par amour-propre de race que par aversion pour le clergé, s'accommodaient fort peu de la domination des croisés du Nord. On le vit bien lorsqu'à l'issue du concile de Latran, qui avait réservé à la famille de Saint-Guilhem les terres qu'elle tenait de l'Empereur (c'est-à-dire le marquisat de Provence, s'étendant entre l'Isère et la Durance et entre le Rhône et les Alpes), Raymond VI et son fils

1 Pierre de Valenciennes, *Historiens de France*, t. XIX, p. 95.

2 *Gesta Chetivorum*, t. I, *Intitulum*. Il y avait longtemps que les comtes de Toulouse se trouvaient en rivalité avec les évêques d'Arles. L'archevêque Michel de Morosio, en s'adressant à Montfort, démontrait à tous qu'il le regardait déjà comme le vassal des Raymond. Voir la confirmation de 1178, *Il storie generale del Langueche*, t. VIII, p. 333.

3 Pierre de Vaux, *Conte d'Arles*, p. 101.

4 4, *ibid.* 215. *Historiens généraux de Langueche*, t. VII, p. 665. Il s'agit du château de Beaupré et d'Argence et d'autres terres du Viennois.



répondent dans ces régions. Marseille et Avignon les accueillirent avec toutes les manifestations de l'enthousiasme méridional, partout les représentants des familles nobles s'empressèrent de leur apporter l'assurance de leur fidélité.

Cependant il s'en fallait de beaucoup que cet enthousiasme fût unanime. La restauration des Raymond trouva les croyances des catholiques ardents et lésait les intérêts des seigneurs qui, contrairement à leur avoué d'une apparence de zèle, s'étaient agrandis aux dépens de la maison de Saint-Gilles. De ce nombre était le prince d'Orange, Gui l'herme de Baux. Prenant les devants sur la décision du concile, il avait, dès 1214, occupé le marquisat de Provence et s'en était approprié les revenus, feignant d'exécuter ainsi un ordre spécial du Siège apostolique<sup>1</sup>. Mais le Pape, plus modéré que beaucoup des partisans de la croisade, lui avait enjoint, dès le commencement de l'année 1215 de restituer cette terre au légat Pierre de Bénévent afin que le futur concile la puisse librement attribuer à qui il jugerait bon, Innocent III déclarant d'ailleurs ne vouloir porter aucun préjudice à la suzeraineté impériale, que nul ne mettait en question. Au lieu d'obéir le prince d'Orange se rendit à Rome afin d'y appuyer de ses conseils et de son influence les prêtres et les barons qui demandaient la ruine complète des Raymond<sup>2</sup>, aussi dut-il être étonné de voir lorsque le concile réserva le marquisat au jeune comte de Toulouse. Il accueillit cependant Raymond VI à Orange, quand ce seigneur revint d'Italie en Provence, le pape de la croisade ayant même que les deux ennemis conclurent alors un traité. Si ce renseignement est exact, il est en tout cas certain que l'accord ne fut pas de longue durée, car en cette même année 1216 la lutte éclatait entre les partisans du comte Raymond et la coalition de ses adversaires, en tête desquels se trouvait le prince d'Orange<sup>3</sup>.

1. Thiel, I, 410, n° 1026. « Ad nostram nullentiam reveris esse perlatum quod nobilis vir Willhelmus de Baux totam terram piam ab Imperio in Provincia omnes ipsius tenetibus pro sua voluntate arbitrio detrahit, presentibus in sua iura convulsis, asserendo ea super his quod suo mandatum Sedis Apostolicæ recognoscere. »  
 2. Thiel, I, 410, n° 1026. « In Sede Apostolica veni et videri. »  
 3. Ce n'est pas l'objet d'une citation absolument erronée dans Barthélémy dans sa *Revue des chartes de la maison de Baux* (Marseille, 1880, in-8°), n° 160.

4. Voir sur ce personnage le cours de Paul Meyer, *la Chanson de la Croisade*, t. IV, pp. 793 et 794.

5. *Chanson de la Croisade*, vers 3840 et suiv.

Je ne décrirai pas ici les péripéties de cette guerre, qui devait, en 1218, coûter la vie à Guillaume de Baux. L'insurrection ramena en Provence Simon de Montfort, dont la vaillance se brisa contre la résistance du jeune Raymond à Beaucaire. Plus tard, en 1217, Simon dut entreprendre, dans la vallée du Rhône, une nouvelle expédition contre les partisans de Raymond. L'un des plus importants, Aymar de Valentinois, était naturellement en lutte avec les évêques de Valence et de Viviers<sup>1</sup>, Simon, qui venait de soumettre Diocèse et de Montdragon, passe le Rhône, occupe Montémar<sup>2</sup>, et remontant vers le Nord, s'empare de nombreux châteaux dans le domaine du comte de Valentinois : Rochefort, la Roche, Auzachamp, la Baume Upie, Richene, Grive, Montmeran, Yantaveys, Montmorillon tombent entre ses mains<sup>3</sup>. C'est lors de Simon assiège Crest que le comte Aymar se résigne à se soumettre<sup>4</sup>. L'autorité que donnent ces victoires au chef de la Croisade lui permet de rétablir au même temps la paix entre Aymar et l'évêque de Valence; mais, bientôt, Simon est rappelé en Languedoc par la nécessité d'y poursuivre les opérations militaires où il ne tardera pas à trouver la mort. On sait comment, en 1218, Simon périt devant les murs de Toulouse qu'il assiégeait. La même année, le prince d'Orange tombant entre les mains des Avignonnais, qui le tuèrent et mirent son corps en morceaux, sans élargir les limites qu'avait soulevées cette guerre<sup>5</sup>.

En somme, malgré la puissante énergie et les succès militaires de Simon de Montfort, la contrée baignée par le Rhône, subissant toutes les vicissitudes de la lutte, était livrée à l'anarchie. Le

1. Les luttes entre les évêques de Valence et la maison de Pons durèrent depuis très longtemps. Il est vraisemblable que son hostilité contre les évêques de Valence n'a pas contribué à pousser le comte de Valentinois vers le parti des comtes de Toulouse. Cf. Pierre de Vaux-Cernay, *Histoire de France*, t. XIX, p. 179.

2. Simon, dans cette expédition, avait pour adversaire un des conseillers de Montmorillon Giraud Ademar, et pour allié l'autre conseiller, Lambert, et aussi Simon de Crest. Cf. Pierre de Vaux-Cernay, *Histoire de France*, t. XIX, p. 180, et *Chronique de la Croisade* t. II, p. 205, note 4.

3. Archives de l'Isère, Chambre des comptes de Grenoble, 3, 331. (Note est de 1215, voir ci après.)

4. Pierre de Vaux-Cernay, *ibid.* *Chronique de la Croisade*, vers 565 et suiv.

5. Ce meurtre suscita les protestations du pape Honorius (Potthast, n° 5888). Des lors, et pour longtemps, la politique d'Avignon sera dirigée par les ennemis de l'Eglise.

moment était propice pour que le chef de l'Empire souverain d'Arles et de Vienne, s'efforçât d'y introduire l'ordre et la paix. Cette tâche s'imposait au jeune descendant des Staufen qui, récemment monté sur le trône de Baberousse et de Henri VI, devait gouverner sans peine dans les traités et de si loin les principautés gouvernées au nom de ces régions.

#### II. — PREMIERS ACTES DE FRÉDÉRIC

La 27 juillet 1214, la bataille de Bouvines avait porté un coup mortel à la puissance d'Othon de Brunswick. Il eut fièvre des lors, de prévoir que l'Empire guelfe avait vécu. Une autre puissance apparaissant, celle du hertier des Staufen, à la fois le protégé du roi de France et (chose plus étrange, d'Innocent III, dont l'empereur Othon avait trompé les plus chères espérances. Après Bouvines, le monarque de Frédéric I<sup>er</sup> était assuré : aussi, les grands du royaume d'Arles ne devaient pas tarder à se soumettre au nouveau roi des Romains. Outre la puissante attraction qu'exerce toujours le soleil levant, beaucoup de seigneurs ecclésiastiques avaient de bonnes raisons pour se ranger au parti vainqueur. Les prélats devaient naturellement porter leurs hommages au prince qui était pour le moment le champion de l'Église, et qui pouvait les défendre contre les usurpations incessantes de la féodalité laïque. D'ailleurs, ceux d'entre eux qui subissaient le plus fortement l'influence française auraient eu mauvaise grâce à tenir rigueur au prétendant dont les armoiries avaient été en partie payés par les sautes du roi Philippe-Auguste. Ainsi, quand, en novembre 1214, Frédéric I<sup>er</sup> tint une diète à Bâle, les prélats du royaume d'Arles ne demeurèrent pas à l'écart : Didier, évêque de Die, et Geoffroy, évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux, durent représenter à Bâle les évêques du pays d'Empire. Il convient de signaler ici les privilèges nominaux (don) des diplômes impériaux, datés du 23 et du 24 novembre, assurèrent la confirmation et l'extension

I. Les listes des seigneurs dans les diplômes donnent les noms des seigneurs qui se rendirent à Bâle. Nous indiquerons plus loin ces seigneurs pour la suite de l'œuvre. Comme pour tous les actes de Frédéric I<sup>er</sup>, on trouvera les indications sommaires dans *Leopold von Bayern, Kaiser Friedrich I. und die Staufer in der Rheinpfalz*, par Philipp, Otto II, *Friedrich II* etc., Innsbruck, 1881 et 1882, pp. 712 et ss.

Les sièges métropolitains de Vienne et d'Arles attirèrent naturellement la bienveillance du roi des Romains. A l'archevêque Humbert de Vienne, Frédéric reconnut, suivant les précédents, la qualité d'archichancelier du royaume de Bourgogne et le premier rang à sa cour. Sans doute l'antique cité de Vienne ne doit avoir d'autre seigneur que l'empereur, dont elle relève immédiatement, mais, pour le temps où l'empereur est absent, Frédéric confie à la garde de l'archevêque et du chapitre métropolitain la ville entière, avec ses palais, ses ports, ses fortifications, de plus, il confirme l'église de Vienne dans la possession de ses biens, notamment du château de Saint-Clair et renouvelle les anciennes chartes d'immunité promulguées en sa faveur. L'archevêque exercera, sous la suzeraineté impériale, les droits judiciaires et administratifs locaux<sup>1</sup>. Lorsqu'il sera appelé à rendre à l'empereur les services d'out ou de cour, il pourra demander des subsides aux bourgeois de Vienne et de Romans<sup>2</sup>. En outre, Frédéric confère à l'archevêque et au chapitre un droit de péage sur toutes les marchandises qui passeront à Vienne par les routes de terre et d'eau<sup>3</sup>.

L'église d'Arles ne le cédait à l'église de Vienne ni en antiquité ni en importance. Arles était, suivant l'expression usitée dans la langue diplomatique, la capitale de la Provence et le siège principal de l'Empire dans ces contrées : c'était dans sa cathédrale qu'étaient couronnés les rois du pays. Aussi Frédéric adresse-t-il à l'archevêque Michel un diplôme où sont explicitement reconnus ses droits et prérogatives, et où sont énumérées ses possessions<sup>4</sup>. La comparaison des

1 Voir, pour l'énumération des régales, les *Libri Federum*, II, 54.

2 Humbert-Breholes, *Historia diplomatica Frederici II*, t. I, p. 325; Valbonnais, *Histoire de Dauphiné*, t. II, p. 46, *Gesta Christiana*, t. XVI, p. 15.

3 Huillard-Breholes, I, 328; Valbonnais, t. I, p. 88. Le diplôme prend des précautions contre la fraude : si les marchands tentaient d'éviter Vienne pour s'affranchir de ce droit, l'église de Vienne pourrait le percevoir à Saint-Clair (contien de l'évêque) ou en tout autre endroit. Abbé Ul. Gieseler, *Glossation des Conciliaire Imperiales*, *Diplomatique de Bourgogne*, par Rivaz, p. 82, cf. *Regesta*, n° 102.

4 Huillard-Breholes, t. I, p. 331.

vêque et les bourgeois : quelques années avant la diète de Bâle, Innocent III avait dû s'adresser aux chefs de la commune, pour leur enjoindre de respecter les droits de l'archevêque<sup>1</sup>. Si peu enclin qu'il fût à favoriser les communes, Frédéric ne crut pas pouvoir sanctionner les privilèges des archevêques d'Arles, sans garantir par un acte solennel l'organisation municipale de cette ville, qu'il savait avoir été autrefois confirmée par son grand-père Barberousse. Aussi lui reconnut-il le droit d'être régie par des consuls investis chaque année de la juridiction, sous la suzeraineté de l'archevêque qui les nommait ou au moins participant à leur désignation<sup>2</sup>.

On se rappelle que l'évêque de Die, le bienheureux Didier, était présent à Bâle. Il put y recevoir par le sceptre, suivant l'usage, l'investiture de son temporel qui comprenait les *regalia*, la juridiction sur la ville épiscopale, sur les vœux pontificaux du diocèse, quelques forteresses et d'importants droits féodaux<sup>3</sup>. C'était au duc de Bourgogne, seigneur de Valennois, que Frédéric renouvelait et augmentait les droits de l'évêque de Die. Ici encore, en prenant le parti de l'évêque contre la famille de Poitiers, Frédéric ne faisait que se conformer à la tradition de son aïeul.

L'évêque de Viviers, Bruno, était le frère de l'évêque de Die, aussi Didier obtint pour lui la confirmation des privilèges de son siège<sup>4</sup>. En même temps un long diplôme renouvelait et augmentait les droits de l'évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux<sup>5</sup>. Enfin, Frédéric prit sous sa protection, comme l'avait fait son grand-père, le chapitre de Saint-Barnard de Romans, qui maintenait dans la possession exclusive du péage de Romans<sup>6</sup>.

L'œuvre de protection des églises, que Frédéric II entreprenait sans hésitation, à l'exemple de son grand-père Barberousse, fut continuée par plusieurs diplômes rendus pendant les années qui suivirent la diète de Bâle.

1 *Innocent III Epistolæ*, t. II, n. 67.

2 Ducloux-Bréholles, t. I, p. 337.

3 Ducloux-Bréholles, *ibid.*, p. 339. Cf. Chevalier, *Cartulaire de l'évêque de Die*, p. 8, dans la collection des *Documents relatifs au Dauphiné*, publiés par l'Académie Dauphinoise.

4 *Recherches historiques* (extraits), t. I, p. 316.

5 Ducloux-Bréholles, t. I, p. 337.

6 Guizot, *Essai sur l'abbaye de Saint-Barnard de Romans*, t. I, p. 132. Wilmshurst, *Acta Imperii Frederici* (Lundeburg), 2 vol. in-4°, 1861 et 1863, n° 69.

Dès le 10 avril 1215, Frédéric informe le comte de Provence, les seigneurs de Baux et tous les barons et châtellains du royaume d'Aïce qu'il a pris en sa partie sociale l'archevêque d'Aïce<sup>1</sup> ; il les invite à s'unir à lui pour assurer à ce prélat une protection efficace<sup>2</sup>. Est-ce une mesure dirigée contre la politique agressive de Simon de Montfort, qui, trois mois auparavant, sous le prétexte d'une inféodation, s'était établi solidement à Beaucaire, où il se faisait représenter par un sénéchal<sup>3</sup> ? L'année 1215 est marquée par trois diplômes : l'un confirme aux hospitaliers de Saint-Jean leurs droits sur la ville d'Orange, tels qu'ils résultent des donations qui leur avaient été consenties par divers membres de la famille de Baux et des transactions intervenues à la suite de ces donations<sup>4</sup>. Le second est une affirmation nouvelle de la protection accordée par le prince à l'abbaye de Montmajour contre les incursions de lui et contre ses voisins ambitieux et opiniâtres<sup>5</sup>. Enfin, au mois de septembre, Frédéric confirme aux Templiers leur franchise d'impôt quant à la navigation et au transport des pèlerins qui s'embarquent au port de Marseille<sup>6</sup>.

Ce serait une erreur de ne voir dans tous ces actes qu'une série de faveurs individuelles accordées aux prélats ou aux établissements religieux que Frédéric entend protéger. Visiblement, en les rendant, Frédéric veut faire son métier de roi ; il se propose d'assurer la paix des églises incessamment troublées par les seigneurs féodaux. En même temps, de concert avec les chefs de l'Eglise, il tente d'introduire une certaine régularité dans le désordre de la féodalité du Midi. Une des usurpations les plus odieuses des petits tyrans locaux était l'établissement arbitraire des peages. Déjà les comtes et Innocent III avaient protesté au nom de la justice contre ces exactions qui

1. Huillard-Bréholles, t. II, p. 37.

2. Cf. *Histoire générale des Languedocs*, t. III, pp. 453 et 455.

3. Huillard-Bréholles, t. I, p. 411.

4. Huillard-Bréholles, t. I, p. 41. Guillaume de Sabran disputait à cette abbaye la ville de Porto.

5. Winkelmann, *Acta*, t. I, p. 17. Quant aux droits prélevés par les Marseillais sur les pèlerins qu'ils transportaient, on trouve des renseignements dans les *Statuts de Marseille* (1778) : Méry et Guindon, *Histoire des Actes et Délibérations de la Municipalité de Marseille*, t. I, p. 317. — Cf. Pardessus, *Lois maritimes*, t. II, p. 378; Pigeonnet, *Histoire des communes de la France*, pp. 146 et 147. Papon, *Histoire de Provence*, t. I, p. 200. — Il est inutile de dire que les Marseillais cherchaient à restreindre la plus possible les immunités des ordres religieux en cette matière. Voir une transaction de 1250, dans Barthélemy, *op. cit.* supplément, n° 10.

posaient principalement sur les païvres, sur les paysans, sur les marchands, sur les clercs. L'Eglise avait condamné comme illicites tous les péages qui ne paraissent être justifiés par des concessions d'empereurs ou de rois, ou par une possession immémoriale<sup>1</sup> ; en cela elle était d'accord avec les légistes impériaux qui rangeaient l'établissement des péages parmi les droits régaliens<sup>2</sup>. Frédéric II appliqua ce principe, tant qu'il déterminait manifestement le tarif des péages réguliers, il ne se faisait pas faute de proscrire les péages illicites. S'adressant à Aymar de Poitiers qui, au mépris des droits des évêques, continuait dans le Diocèse les usurpations de ses prédécesseurs, l'empereur s'exprimait en ces termes : « Nous vous enjoignons de vous abstenir des exactions illicites que vous percevez sous prétexte de péages : nous vous interdisons d'élever des fortifications sur la voie publique ; nous vous ordonnons de fournir satisfaction à l'évêque pour les droits que vous avez injustement perçus, et de vous conduire de telle façon que nous n'ayons pas lieu de vous en démettre une seconde fois<sup>3</sup>. » Un peu plus tard, en 1216, il défendait aux comtes, nobles et châteaux de la province de Vienne de lever de tels droits sans avoir obtenu le consentement du souverain, les transgresseurs de cette défense devaient être poursuivis et punis par l'archevêque de Vienne, chancelier du royaume de Bourgogne<sup>4</sup>.

Quel que dut être le résultat des efforts de Frédéric<sup>5</sup>, c'était (l'histoire doit le reconnaître) une belle et utile tentative que celle de montrer l'autorité d'une puissance régulatrice à des provinces trop facilement livrées à l'anarchie ; c'était une noble et grande idée que celle d'y faire apparaître le pouvoir impérial comme le défenseur des

1. Conc. Latéral. (1179), c. 21, conc. Avignon. (1209), c. 7 — Cf. *Inscr. III Epistolae*, lib. XII, « Processus regis Raymundi. » Ordre donné à Raymond VI : « Ut pedagiorum seu gindagiorum exactiones tam in terra quam in aquis penitus dimittat, nisi quas Regem vel Imperatorem concessiones prebuerint habere. »

2. *Lettr. Frédéric II*, II, 56.

3. *Ibid.* 21 novembre 1211. H. Haillard-Breton, t. I, p. 132. *Repts*, n° 764.

4. *Ibid.* n° 95.

5. On voit Frédéric indulgent envers les concessions : ainsi en février 1211, il reconnaît au comte Aymar de Poitiers un péage sur le chemin public de Valence à Montémar et maintient le comte en possession de tous ses droits : « Les droits qui ont été accordés à nos prédécesseurs par les empereurs Lorrain et de ce diplôme est aux clés de l'abbaye de Valence nom en général, auquel I. Haillard-Breton, t. I, p. 396, n'a pas donné le texte.

à l'empereur le proteste et des acquiescements. Mais l'empereur essayait le justifier ses prétentions à la domination universelle en se présentant comme le champion du droit et surtout, et non pas les profits, les honneurs, les poids tyranniques. En revenant à la République par elle-même, il tentait de subordonner ce qui s'appartenait aux masses, et de la justice et à la considération de l'utilité générale. Si cette œuvre ne peut être jugée que comme une tentative, elle a la tendance qui l'inspire mérita au moins l'attention des historiens.

Tous les actes dont on vient de lire l'énumération s'appliquent à la portion du territoire de l'Empire qui, au XIII<sup>e</sup> siècle, portait plus que tout autre le nom de royaume de Vienne et d'Allemagne à savoir la partie occidentale du Rhône et sur la rive droite la vallée de Vienne. Parmi les diplômes du règne de Frédéric II, il en est très peu qui concernent le comté de Bourgogne ou la région yonnaise<sup>1</sup>. On n'en trouve encore tout les faits qui y décelent une intervention active du gouvernement impérial. Le seul important, le seul à vrai dire qui mérite d'être cité est, pour la Comté, une déclaration prise par l'empereur, en 1232, à l'encontre des bourgeois de Besançon révoltés contre leur archevêque<sup>2</sup>. Pendant que Frédéric néglige la Comté, les événements

1. Voici l'énumération des plus importants : Haguenau, 1218, Frédéric prend sous sa protection l'abbé de Luxeuil, Simon, et l'exempt de ses royaumes. Huillard-Bréholles, t. I, p. 531, *Regesta*, n° 978. — Brisach, 16 mars, protection accordée à l'abbaye de Lure; Huillard-Bréholles, t. I, p. 527; *Regesta*, n° 930. — 27 décembre 1244, lettre adressée à Otton duc de Méran et palatin de Bourgogne, en même temps qu'à Etienne, comte de Bourgogne, et à d'autres seigneurs pour les avertir que l'on venait à pris sous sa protection l'église de Saint-Etienne à Besançon. Huillard-Bréholles, t. II, p. 284, *Regesta*, n° 1121. — Mayence, avril 1235, charte rendue à la prière d'Etienne de Bourgogne en faveur de Cécile, sa fille, récemment prisonnière par le comte d'Ursch. Huillard-Bréholles, t. IV, p. 753, *Regesta*, n° 1210. — 1238 mars, protection accordée à l'abbaye de Saint-Oven, de Joux. Huillard-Bréholles, t. V, p. 471, *Regesta*, n° 1310. Ajouter à cette liste les diplômes concernant Besançon indiqués à la note suivante.

2. Consulter, sur la querelle entre les bourgeois de Besançon et leur archevêque Gérard de Mougement, Clerc, *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté*, t. I, pp. 404 et si. Les bourgeois s'appuyaient pour lutter contre l'évêque, sur Jean de Chalon, fils de comte Etienne, qui représentait la branche cadette de Bourgogne. Henri VII, qui gouvernait la Germanie pour son père Frédéric et qui était officiellement chargé de la Bourgogne, donna certains bourgeois par deux actes datés de Berne, 17 et 25 décembre 1234. L'un annulait leurs confédérations et ligues, l'autre les obligeait à remettre les portes de la ville à la garde de l'archevêque (Huillard-Bréholles, t. II, p. 818 et 819, *Regesta*, n° 1090 et 1091). Frédéric confirma la première de ces décisions et ordonna une enquête sur le second point (Huillard-Bréholles, t. III, p. 487, *Regesta*, n° 1563).

3. La notice au diplôme de Mayence, 1218, est citée dans la note précédente.



qui se présentent autour de Lyon montraient chaque jour davantage cette ville à son apogée et l'introduisaient dans le cercle de l'influence française. Il en est ainsi par exemple, des nombreux passages de croisés, appartenant souvent aux plus hautes classes de la société française, qui traversent Lyon ou le Lyonnais pour aller combattre les Allemands. Les uns sont bien chargés de pèlerinages, comme Barberousse, qui pouvait compter sur le dévouement de l'archevêque de Lyon, et on lui faisait de sa souveraineté solidement établie en Comté le fondement de son influence sur l'Est et le Sud-Est de la Gaule. Maintenant, au contraire, c'est vers la partie inférieure du Rhône que se porte l'effort politique du petit-fils de Barberousse. Il ne faut pas s'en étonner : car des raisons d'une importance majeure imposaient cette ligne de conduite à Frédéric II.

D'abord, il n'était que trop certain pour lui que la tentative faite par son grand-père pour asseoir la domination des Salins en Comté n'avait abouti qu'à un résultat fort misérable. L'histoire des règnes en Comté de Béatrice, fille d'Otton I<sup>er</sup>, mariée au duc de Méran Otton II, et de leur fils Otton III<sup>1</sup>, n'est que le récit monotone des guerres que soulevait cette dynastie étrangère contre les descendants mâles de Guillaume de Vienne et Mâcon, chefs de la branche cadette de la famille comtale, appuyés souvent par les ducs de la Bourgogne française. La se déroule une longue lutte, dont nous n'avons pas à raconter les détails, puisque Frédéric II semble s'en être désintéressé, soit qu'il ait reconnu l'impossibilité de dompter le mouvement national des Bourguignons, soit qu'il ait craint de mécon-

1. II, p. 856. *Regesta*, n° 3061.) En décembre 1231, Frédéric, sur la demande de l'archevêque Nicolas, condamne encore les seigneurs qui font entrer aux bourgeois et leurs innovations contre l'autorité épiscopale (Guillarm-Brahoues, t. IV, p. 279. *Regesta*, n° 1930). déjà, dès mars 1230, l'archevêque Nicolas avait obtenu l'investiture du roi Henri VII qui avait enjoint à tout de respecter ses droits. *Regesta*, n° 414 à 419.

1. Voir sur son règne l'ouvrage déjà cité du Clerc, *Étude sur l'histoire de la Franche-Comté*, t. II, pp. 440 et ss.

2. La branche cadette de la maison comtale de Bourgogne est représentée, sous le règne de Frédéric II par Etienne de Bourgogne, mort en 1241, puis par son fils Jean de Châlon, et enfin par Hugues de Châlon, fils de Jean. Ce fut Hugues qui, grâce à son mariage célébré en 1239 avec Anna, héritière des palatins de Bourgogne de la maison de Méran, fit rentrer le comté de Bourgogne dans sa famille à des conditions avantageuses. Il fut le père de l'empereur Frédéric II. Il rétablit en Comté la dynastie comtale qui avait disparu depuis près d'un siècle par des mariages infamés.

en péril, par une intervention armée en Comté, le maintien de l'alliance qui l'unissait à la France, soit enfin qu'il ait été absorbé par les affaires complexes qui attirèrent son attention en Allemagne et encore plus en Italie et en Orient. Aussi les parents de Bourgogne de la famille de Méran ne se conserveront une ombre de pouvoir qu'à la condition d'avoir recours aux moyens extrêmes : en 1227, pour se procurer des ressources, Otton II engagea les forçats de la Comté à Thibaut de Champagne, qui en demeura maître pendant quelque temps ; plus tard en 1242 et au cours des années suivantes, l'influence du duc de Bourgogne est si puissante dans ces régions que le comte Otton II va jusqu'à lui céder la garde de la Comté<sup>1</sup>, sans doute pour le détacher de la lance de Jean de Châlon, chef de la branche cadette. Ainsi l'autorité des seigneurs issus de la maison de Souabe est avilie au point d'être anéantie : leurs partisans, découragés, n'osent relever la tête, tandis qu'eux-mêmes s'occupent surtout de leurs domaines héréditaires du duché de Méran en Allemagne. On comprend que Frédéric II, averti par l'insuccès de toutes les tentatives faites depuis un siècle pour établir une dynastie allemande en Comté, ne s'acharne pas à cette œuvre ingrate et porte ses efforts sur un terrain plus propice à ses desseins.

Ce terrain est tout naturellement indiqué à qui veut bien considérer le caractère particulier du règne de Frédéric. Grâce à ses établissements d'Italie et d'Orient, l'empereur devient le chef d'un pouvoir qui avant tout est un pouvoir maritime, par les flottes de Sicile qui lui obéissent, par celles de Pise dont il dispose, par l'influence qu'il arrive à exercer sur le royaume de Jérusalem, Frédéric domine la Méditerranée où il suit bien que se dispute l'empire du monde. Dès

<sup>1</sup> Dans une lettre que Henri III écrivit à l'empereur le 19 septembre 1242, après qu'il s'était joint par Louis IX à Toulbourg et à Santos, il résume une conversation qu'il eut récemment avec Raymond VII : cum dilecto consanguineo nostro R. Comite Theobaldo marchione Provenche qui ad nos personam. accessisset, tractatum habuimus de istius comitatus custodia. Bonis viris nos reserantes, Henr. III ait quod si trouverent des amis d'écuyer dans le comté de Bourgogne, si comitatus Burgundie in manu aliorum quam ducis Burgundie existeret. Cette lettre est de 1242 (Hymer la date par erreur de 1232), donc dès cette époque, la Comté est aux mains du duc de Bourgogne (Hymer *Feudals.*, t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 12). Elle y est encore en 1254 : en juillet, le pape Otton remet la garde de la Comté au duc de Bourgogne et conviendra que la Comté lui sera remise quand elle sera affranchie des deues dont elle est chargée. Planck *Histoire du duché de Bourgogne*, t. I, preuves, pp. 147 et 148.

lors il ne peut regarder avec indifférence les événements qui se déroulent dans ses états de Provence, à aucun prix il ne saurait y souffrir l'établissement d'un pouvoir hostile, partout ses intérêts lui imposent avant tout l'obligation de subordonner à sa politique l'action de ceux qui commandent à Marseille ou sur le Rhône inférieur.

C'est ainsi que l'empereur cherche à s'assurer la prépondérance en Provence, et aussi dans les régions voisines du Dauphiné et du Valentinois. Le moyen qu'il emploie tout d'abord pour atteindre ce but est celui dont son aïeul lui avait donné le modèle : il essaye à diverses reprises de créer dans ces contrées une vice-royauté qu'il se propose de confier à une famille du pays sur la fidélité de laquelle il croit pouvoir compter. C'est à l'histoire de ces tentatives qu'il convient maintenant de consacrer notre attention.

### III — CRÉATIONS DE VICE-ROIS

La première suivit de deux mois à peine la cession de Bâle, où déjà l'attention du nouveau souverain s'était portée sur le royaume d'Arles. Un diplôme du 8 janvier 1215 confère ce royaume à Guillaume de Baux, prince d'Orange, sous la réserve des droits de l'Empire<sup>1</sup>. Guillaume sera couronné en même temps que l'empereur recevra la couronne impériale. « Nous commandons, ajoute Frédéric, que tous les habitants de ce royaume, clercs ou laïques, nobles ou roturiers, vous prêtent à vous, Guillaume, et à vos héritiers, le serment de fidélité qu'ils doivent à votre dignité royale. Quiconque manquera à ce devoir se rendra coupable du crime de lèse-majesté et encourra la confiscation générale de ses biens. »

Un érudit a contesté l'authenticité de cet acte<sup>2</sup> qui semble cependant soutenir avec succès l'épreuve de la critique. Les caractères extrinsèques du diplôme ne fournissent pas d'objections sérieuses. Si l'on considère l'objet même de l'acte, il est facile de reconnaître qu'il

1. Ce diplôme a été publié par Blancard, *Année des Sociétés savantes des départements*, t. VI, 2, p. 439, Winkelmann *Acta* t. I, p. 125.

2. Winkelmann, *Quelch F* (Leipzig, 1878, in-8°), p. 381. Dans son dernier volume *Kaiser Friedrich II*, p. 119, note 6, M. Winkelmann doute encore de l'authenticité du diplôme.

se concilie avec l'ensemble de la conduite de Frédéric II et de la politique impériale. Ce n'est pas la première fois, et l'on verra bientôt que ce n'est pas la dernière, que les empereurs entreprennent de constituer, dans le Sud-Est de la France, une royauté vassale de l'Empire. Frédéric lui-même essaya, à plus d'une reprise, de réaliser ce projet qui avait séduit Henri VI comme il devait séduire plus tard Rodolphe de Habsbourg et Louis de Bavière. Au surplus Frédéric voulait de ressusciter pour son fils Henri le vieux titre de roi de Sicile, sous lequel les Zähringen avaient, quelque temps gouverné la Bourgogne<sup>1</sup>. Pourquoi n'aurait-il pas tenté le relever sous une forme nouvelle le titre plus ancien et plus glorieux de roi de Bourgogne<sup>2</sup> ?

Si l'on se met comme d'habitude, chez Frédéric II, l'attention de rétablir sa royauté, le choix d'un prince d'Orange se justifie sans peine. Il était puissant et membre d'une famille influente dans tout le Midi. Jusque sous son oncle avait disputé aux Bérengers le comté de Provence : l'héritier de son comté d'Orange avait été prévenu à l'égard de Raymond de Toulouse et les bonnes dispositions qu'il avait témoignées au clergé<sup>3</sup> permettaient de croire que les prélats du royaume verront son avènement sans trop de répugnance et qu'il ne serait pas facile aux malveillants de ranger le nouveau roi parmi les fauteurs de l'hérésie. On peut en être sûr, tant de Raymond de Toulouse que d'Aymar de Valentinois, quant à Raymond-Bretonger, comte de Provence, ce n'était alors qu'un enfant. Ces considérations suffisent à expliquer le choix de Frédéric, mais à ces raisons se rajoute une plus puissante, celle qui fut accomplie. On n'a pas oublié que Guillaume de Haux occupait à cette époque toute la terre d'Empire qui avait appartenu à Raymond de Toulouse. On se rappelle aussi les protestations que ces usurpations avaient provoquées de la part d'un pape III<sup>4</sup>.

Cependant la constitution de la royauté nouvelle ne paraît pas avoir été prise au sérieux, ni par les latins du nouveau

1 *Recht Burgundia*. V. d. Mann. 1880, t. II, n° 461.

2 Consulter, sur cette question, Stein et Stobbe, *Das Reich, heraus der Archäol. u. Kaiserzeit*, p. 41, et en France, *Revue*, n° 776. Ces auteurs tiennent pour l'authenticité du diplôme. Voir aussi Hallerstedt, *Die Geschichte*, p. 359, t. I, p. 351.

3 Cf. Barthélemy n° 10 149, 156 144 17.

4 Voir plus haut, page 108. Au même date, Frédéric II envoya Hugues de Haux et à son neveu Raymond le vicomte de Combray III qui en 1145, leur avait accordé le droit de battre monnaie, *Revue*, n° 777.

royume ni, à l'empereur Personne ne l'aurait, prince d'Orange le titre royal en lui-même évita de le porter. Cette réserve n'a pas mélangé et surpris les uns originaux, il me semble quelquefois posséder de l'en rouler les causes. La constitution du royaume était en contradiction formelle avec les décisions du concile de Latran et les volontés du Pape qui eut-il à conserver à Raymond VII le marquisat de Provence. Or, le prince de Baux était toujours considéré comme un adversaire acharné de Raymond, le frère roi d'Arles, était, en outre, une si grande incompatibilité avec l'ordre de choses voulu par le concile. En outre, l'événement du prince d'Orange et son ambassade bien connue durent attirer sur lui les jalousies et les haines de tous ses voisins, notamment de celles des Bérangiers, ennemis traditionnels de la maison de Baux. On peut conjecturer que les conseils du jeu de comte de Provence s'appliquaient naturellement à traverser l'extension de ce dessein, est-ce pour atteindre ce but que l'évêque d'Arles fut vers cette époque envoyé au roi des Romains? Il n'est pas téméraire d'affirmer qu'il y avait une certaine froideur pour ce projet nouveau, surtout à Raymond de Toulouse et à Aymar le Valencinois, il va de soi qu'ils ne pouvaient qu'être hostiles au prince d'Orange. Aussi, la royauté de Baux n'eut pas de nom, encore moins de fait. On sait comment, tout une dans les luttes qui déchirèrent la Provence, il perdit deux ans plus tard, victime de la lutte entre les partisans de Raymond VI. Il ne resta d'autre trace de la royauté des Baux que la nomination plébiscitaire que firent, en 1257, les héritiers de Guillaume le Jeune de Charles d'Anjou.<sup>2</sup>

À en croire quelques documents, il semble que, dès 1210, le duc Eudes de Bourgogne, adversaire acharné d'Otton de Brunswick et pourtant favorable aux Séguins, ait exercé les fonctions de vicaire impérial dans la vallée du Rhône. Une notice sur les archevêques de Vienne, écrite en 1239 s'exprime en ces termes : « Eudes, duc de Bourgogne, confirma, en 1215, les privilèges de l'église de Vienne, et les renouvella. *Per quoniam vicarius regis Frederici in regno Archa-* *tois.* » En elle, par un diplôme de 1216, le duc conféra à l'ar-

1. *Cartula rebus Sancti Victoris de Marsilio*, t. II, p. 307.

2. Cf. Baux, p. 10.

3. Clavier, *Antiquité des Luchas des Comptables, Chronique des archevêques de Vienne*, p. 30, et *Seigneurie*, op. cit., t. 43. Voir aussi Luchas, *Histoire du duché de Bourgogne*, p. 10, et *Chronique des Comptes*, au chapitre de Bourgogne.

chevêque Burchard le pape qui lui avait été conféré, en 1214, par Frédéric II. M. Winkelmann se croit en droit d'en conclure que depuis la diète de Bâle (1214), les deux vicaires de l'Empire dans le royaume de Bourgogne<sup>1</sup>, conclusion évidemment exagérée, parce que celle-ci est incompatible avec la concession qui fut faite, en 1215, de la couronne d'Arles au prince d'Orange. Il n'en est pas moins vrai que l'interprétation de ces textes n'est pas sans difficulté. L'explication la plus vraisemblable me paraît en avoir été donnée par M. Sternfeld<sup>2</sup>. L'intervention du duc Eudes se justifie par la grande influence qu'il possédait alors dans tout le Sud-Est de la France. En fait, en effet, qu'il était lié par la parenté la plus étroite à la famille des Dauphins de Viennois, voisins et rivaux des archevêques de Vienne. A cette raison indiquée par M. Sternfeld, il est possible d'en ajouter une autre : le duc Eudes, qui, on l'a vu plus haut<sup>3</sup>, avait reçu, depuis 1213, la garde de quelques châteaux du Valentinois, exerçait peut-être pour ce motif un pouvoir effectif dans la vallée du Rhône. En tous cas Eudes n'a jamais porté d'une manière permanente le titre de vicarius, dont Frédéric II ne régularisa l'usage qu'à une époque bien postérieure.

Quelle est l'opinion qui doit prévaloir sur le rôle du duc Eudes, il est certain qu'en 1220 les fonctions de vicaire impérial pour le royaume d'Arles furent conférées à un ancien et fidèle partisan de Frédéric, le comte Guillaume de Montferrat<sup>4</sup>. Sa vice-royauté fut aussi nouvelle que les précédentes. L'histoire n'en aurait pas gardé le souvenir, si le pape Honorius III n'avait entrepris d'appuyer de son influence le représentant de l'Empire. Une lettre à ce sujet fut adressée par lui aux évêques du royaume d'Arles, moins d'un mois après le couronnement de Frédéric dans la basilique de Saint-Pierre. En attendant, le Pape avait sans doute pour but principal d'accomplir une promesse faite au nouvel empereur : « Frédéric y dit-il, a confié le royaume d'Arles à notre cher fils Guillaume, marquis de

1. *Otto 15*, p. 38\*.

2. *Op. cit.*, p. 43.

3. Voir ci-dessus p. 111.

4. En 1217, il était envoyé par Frédéric II vers le Pape. *Monarchia Germanie, Epistolæ sacre, Ysaie et Gregorii Pontificum Romanorum selectæ*, t. 23. — Sur sa vice-royauté, cf. H. Sirey-Ducollet, t. 61, p. 86; *Histoire de France*, t. XX, p. 713; Winkelmann, *Kaiser Friedrich II*, p. 133.

Montferrat, qui, ainsi qu'il nous en a fait part, ne s'est affirmé en royaume dans la fidélité à l'Empire et le dévouement à l'Eglise. » Aussi les évêques ont-ils, dans la mesure de leurs forces, lui prêté aide et concours. Il est envoyé particulièrement au cardinal légat, Conrad de Porto, de seconder le marquis dans l'accomplissement de sa tâche et de s'efforcer de lui faire accepter comme conseillers les évêques de Valence et de Digne.

Le marquis de Montferrat jouissant de la faveur de l'empereur et de celle du Pape. Il n'était pas inconnu dans le royaume d'Arles. Cependant il n'y joua aucun rôle<sup>1</sup> et quand, en 1223, il partit pour l'Orient, où il devait mourir, sa vice-royauté était déjà abolie. Tous les essais faits pour constituer une vice-royauté avaient déjà dûment échoué ; il ne paraît pas que l'Empereur ait de longtemps songé à les renouveler. Nous le verrons, quelques années plus tard, se préoccuper de gouverner les régions du Rhône, par l'intermédiaire, non plus d'un vice-roi, mais de quelques fonctionnaires qu'il chargera de veiller sur ses intérêts.

#### V LUTTE DE MARSEILLE CONTRE L'EMPEREUR

Des événements graves, parce qu'ils furent directement mêlés à la politique générale du xiii<sup>e</sup> siècle, devaient bientôt appeler l'attention de l'empereur : depuis longtemps déjà la ville de Marseille était déchirée par des dissensions intestines. On n'ignore pas que trois pouvoirs se partageaient cette ville : l'évêque, maître de la ville haute, les vicomtes, seigneurs de la ville basse, et enfin la vicie et

1 H. Haard-Bréhelles, t. II, p. 31. — Guillaume de Beau Ferron était le beau-père du Dauphin Guigues-André.

2 A compter de 1223, les actes de la chancellerie impériale ne contiennent plus, pendant quelques années, aucune disposition relative au royaume d'Arles. En cela, comme on l'a supposé (Sternfeld, p. 31), qu'à cette époque Guillaume de Montferrat exerçait effectivement la vice-royauté et en est-ce, son action à celle de l'empereur ? Il faudrait, pour démontrer cette affirmation, produire des documents qui constateraient l'éguidé de Guillaume. Or, on ne connaît plus d'actes où Guillaume agisse comme roi d'Arles. D'ailleurs, cette hypothèse n'est pas nécessaire pour expliquer l'inaction de l'empereur, Frédéric, occupé de ses affaires d'Italie et de Sicile, par son retour en Italie.

célèbre abbaye de Saint-Victor. Or à la fin du xii<sup>e</sup> siècle et au commencement du xiii<sup>e</sup> on vit à Marseille, comme en beaucoup d'autres cités, une organisation municipale se développer à côté des pouvoirs anciens. L'influence des bourgeois s'accrut avec la prospérité commerciale et maritime de la ville, peu à peu, dès les premières années du xiii<sup>e</sup> siècle, ils se trouvèrent assez riches et assez puissants pour racheter les droits féodaux que les vicomtes exerçaient dans la ville basse. Déjà, conservateur pouvait présenter l'avènement de cette République marseillaise, aux allures indépendantes et audacieuses, qui devait coûter tant de peine à Raymond-Bérenger et à Charles d'Anjou.

Entre les bourgeois et le pouvoir ecclésiastique qui régnait sur la ville haute, la jalousie était grande et les conflits fréquents. Cela ne paraîtra pas étonnant si l'on veut bien se rappeler que la ville basse, dirigée par une bourgeoisie active, riche, peu sympathique au clergé, très dévouée au comte de Toulouse, se trouvait tout naturellement en mésentente avec l'évêque et l'ancienne aristocratie des vicomtes, à qui la petite dame qui se jouait à Marseille n'était qu'un nouveau de sa rivalité universelle entre les bourgeois et les classes qui les avaient précédés dans la possession du pouvoir. Marseille avait acclamé le comte de Toulouse à son retour du concile de Latran, les bourgeois de la ville basse étaient en ce moment en pleine querelle avec l'évêque; aussi ne tardèrent-ils pas à être frappés des foudres de l'Eglise.

L'Eglise. Nous savons par un acte de février 1219 qu'à cette date ils étaient en instance auprès du cardinal-légitime pour obtenir l'absolution et la levée de l'interdit qui pesait sur eux<sup>1</sup>. L'accord se fit pour une courte période : en janvier 1220, une transaction solennelle déterminait les droits des deux parties. L'évêque et le chapitre y figuraient pour la ville haute, et les chefs de la municipalité pour la ville basse.

Mais, soit que cet accord n'eût pas prévu toutes les causes de querelles soit qu'il ait été mal exécuté, il ne suffit pas à établir une paix solide. Deux ans après, la lutte s'était rallumée entre l'évêque et les bourgeois de la cité vicomtale, bien plus, excités par l'exemple et les conseils de leurs voisins, les habitants de la ville épiscopale entreprirent d'enlever à l'Eglise le gouvernement temporel de leur cité. A la ville haute et ville basse s'unirent contre le pouvoir du clergé. L'évêque Pierre de Montlaur ne demeura pas inactif, dans sa

1. Dartiéremy, n° 190.



détresse suivant les exemples de beaucoup de prélats du royaume d'Arles, il se tourna vers l'empereur. Au mois de mai 1222, il se rendit à Cosenza, près de Frédéric, dont il obtint le renouvellement du privilège conféré en 1164 à son prédécesseur. Quelques mois plus tard, en février 1223, un diplôme impérial rendu à sa demande donna une confirmation solennelle à la transaction de 1219<sup>1</sup>.

L'empereur, qui avait pris nettement la défense du prélat, s'était flatté de restaurer la paix sur la base des droits anciens de l'Eglise, modifiés et atténués par la transaction que les deux parties avaient acceptée. Aussi avait-il chargé l'archevêque d'Arles, Hugues, et Bermond, archevêque d'Aix, d'assurer à l'Eglise de Marseille la restitution qui lui était due<sup>2</sup>. Comme Bermond mourut sur ces entrefaites, ce fut au seul archevêque d'Arles qu'incomba l'accomplissement de cette mission difficile. Tous ses efforts furent inutiles, réduit à aller jusqu'à la dernière limite de ses pouvoirs, il fut obligé de mettre au ban de l'Empire les deux villes rebelles. La cité des évêques aussi bien que celle des vicomtes. A cet égard, les Marseillais étaient signalés à l'hostilité de tous, comme les porteurs de la paix et les ennemis du monde chrétien.

Frédéric, informé de la décision de son représentant, s'occupa de lui donner une sanction impériale en se levant ou en encourageant les adversaires naturels de Marseille. Les bourgeois d'Arles étaient les rivaux des Marseillais : déjà la guerre fratricide existait entre les deux villes. Par un diplôme du 22 mai 1225, Frédéric enjoignit aux Arlésiens de combattre Marseille de tout leur pouvoir, de saisir là où ils le pourraient les biens des Marseillais et de provoquer partout des coalitions contre eux<sup>3</sup>. Frédéric tenait le même langage au pape comme de Provence, Raymond-Béranger, qui toutefois semble n'y

1. Huillard-Brehoüet, t. II, p. 229.

2. Huillard-Brehoüet, t. II, p. 32.

3. Huillard-Brehoüet, t. II, p. 496.

4. Soit par les lettres de l'archevêque d'Arles, soit par les entretiens de l'évêque de Marseille qui revint à la cour impériale, soit par ceux de l'archevêque d'Arles ou de l'évêque d'Orange qui allèrent visiter l'empereur à Palerme.

5. Huillard-Brehoüet, t. II, pp. 484 et 487. A la même date, sollicité par l'archevêque d'Arles ou l'évêque d'Orange, l'empereur renouvela les privilèges accordés au siège épiscopal d'Arles par Frédéric Barberousse, mais l'archevêque en possession de ses privilèges, le comte libéra ensuite d'acquiescer et ne défend de mener à bien, où il lui accorda un péage pour cinq ans : Huillard-Brehoüet, t. II, pp. 497 et

avoir obéi qu'à la fin de l'année 1226 : c'est alors que s'engagea définitivement, entre lui et les Marseillais, une lutte qui devait décider la Provence pendant de longues années. De leur côté les Marseillais, avertis du danger qui les menaçait, s'étaient hâtés de resserrer leur alliance avec la commune d'Avignon qui, comme eux, gardait toutes ses sympathies au comte Raymond VII. Déjà les ports ont été prisés en vue de la guerre qui bientôt s'ouvrira entre les comtes de Toulouse et de Provence.

Ce n'était point une pure affaire de forme que la sentence rendue par Frédéric contre les Marseillais. Grâce aux croisées, les relations maritimes de Marseille se sont largement accrues : maintenant, la ville provençale est devenue une place de commerce qui peut supporter la comparaison avec Gênes, Pise, Anagni, Venise. Ses navires transportent les produits en Terre-Sainte; ils répondent sur toute l'étendue des côtes de la Méditerranée les produits français, en échange desquels ils rapportent les richesses de l'Orient et de l'Afrique, ou les rencontrent dans les ports d'Italie, dans les Echelles, en Egypte et sur les côtes des États barbaresques. Déjà les Marseillais ont leurs comptoirs dans les principales villes maritimes de l'Orient ou du Maroc, les consuls sur terre et sur mer sont chargés de veiller sur le commerce et de régler les différends de leur mission. Aussi l'on devine déjà que le développement de Marseille la bienveillance des vassaux et des seigneurs du littoral, on s'explique les efforts de commerce et d'industrie que Marseille aime à concourir et dont le XII<sup>e</sup> siècle nous offre plus d'un exemple. Que l'on réfléchisse maintenant à l'influence de Frédéric II, maître incontesté de la Sicile, puissant en Italie, lui sentant son autorité sur une longue ligne de côtes, disposant de flottes comme celles d'Anagni ou de Pise tournant déjà ses regards vers la Syrie, il est facile de comprendre que Frédéric est dans la Méditerranée le pouvoir dominant, et que Mar-

477. *Regesta* n° 1653 et suiv. — L'évêque de Marseille obtient une confirmation nouvelle de ses privilèges. Huillard-Bréholles, t. II, pp. 183. *Regesta* n° 561, l'évêque d'Arles obtient aussi un privilège pour son Église. Huillard-Bréholles, t. II, p. 472. *Regesta* n° 464.

1. Mery et Guichard, t. I, p. 334.

2. Sur le développement du commerce à Marseille, voir entre les ouvrages cités Musnier (p. 166) — comte de Montalembert *Travail et commerce et de commerce et d'industrie* — et l'ouvrage de M. de la Bédollière *Les ports de la Méditerranée* (Paris, 1884). Introduction, pp. 37 et suiv., p. 63 et passages.

seule tentative de force ou la résistance, ouvertement. Mais ce seul fait que l'empereur les traite comme ennemis, les Marseillais se trouvent en guerre avec la plupart des riverains de la Méditerranée et doivent cesser avec eux toutes relations. Leurs rivaux italiens s'empressent de profiter des proclamations impériales pour courir sus à leurs navires et les supplier dans les positions commerciales. Quand même Frédéric n'eût pas entendu user dans toute leur rigueur de ses droits contre la cité rebelle, il suspendait au moins tous ses privilèges, et, pour se rendre compte de l'importance des privilèges que pouvait obtenir à cette époque une cité commerciale, il suffit de lire le diplôme accordé par Frédéric II, quelques années plus tard, à la république de Venise : on y trouvera, en outre de la sauvegarde des personnes et la liberté du commerce promises aux Vénitiens dans tout le royaume de Sicile, l'atténuation ou l'exemption totale de certains impôts sur les achats et les ventes, des tarifs de faveur en ce qui concerne les droits sur la navigation et les taxes de douane à l'exportation, la reconnaissance au profit des Vénitiens qui viendraient à mourir dans le royaume, de la faculté de transmettre librement leur succession testamentaire ou *ab intestat*<sup>1</sup>. Telles étaient les faveurs que l'empereur dispensait à ses amis et retirait à ses adversaires. Avec les Marseillais furent assez avisés pour comprendre qu'il fallait renoncer à soutenir une lutte aussi dangereuse; ils ne tardèrent pas à entrer en négociations avec Frédéric. Deux bourgeois, des plus riches et des plus considérables qui avaient joué un rôle important dans les événements des dernières années, Guillaume Vivand et Pierre de Saint-Jacques<sup>2</sup> furent députés auprès de Frédéric qui se trouvait dans le Sud de l'Italie. Mais, en dépit de la priation qu'ils avaient prise de porter sur leurs vêtements la croix réversée de la Croisade, les ambassadeurs ne recueillirent que la note d'être jetés en prison par les ordres de l'empereur, si violent émit le ressentiment de Frédéric contre l'insolence de Marseille! En même temps,

<sup>1</sup> *Hailland-Recueil*, t. IV, p. 210 et 232. Et pour en avoir de plus en plus l'empereur voulut en 1153, imposer à ses vassaux les Génois dans les ports d'attente de la mer. *Hailland-Recueil*, t. IV, p. 140, et *Revue*, n° 154.

<sup>2</sup> Les noms de ces bourgeois ne sont connus que par un document du roi Louis VIII, Marie II, daté de 1212. *Mémoires de la Société de l'Histoire de France*, t. III, p. 100. Vivand le jeune neveu de l'ancien de Marseille, et Pierre de Saint-Jacques, l'un des seigneurs de la région de Roussillon. *Revue*, n° 206.

par divers actes d'octobre 1236, l'empereur affirma ses dispositions favorables à Raymond Berenger qui allait devenir l'auvergnat de Marseille. D'une part, il lui inféoda le comté de Provence<sup>1</sup>; d'autre part il déclara nulles et non avenues, comme contraires à la constitution de l'Empire, les concessions de conseil et de libertés municipales qu'avaient pu être accordées par les comtes de Provence à leurs sujets<sup>2</sup>. Cette inféodation de l'empereur vis à vis des communes n'eut pas, si l'on remarque qu'à cette époque Frédéric se sérieusement menacé par l'opposition des vassaux lombards.

Non seulement les Marseillais étaient au ban de l'Empire, l'excommunication qu'ils avaient encourue les avait mis au ban de l'Eglise. Sous la pression de celle dont le contrainte, ils furent amenés à se rapprocher de leur évêque. Ils firent leur soumission, promettant au cardinal de Saint-Ange, légat du Pape, et à l'évêque de Marseille, la réparation du préjudice qu'ils avaient causé à l'Eglise. Cette réconciliation ne semble avoir été sérieuse sinon durable, en effet, par une lettre du 21 février 1237 le pape Honorius intercedant au près de l'empereur pour obtenir de lui qu'il se réconciliât avec la commune et qu'il relâchât en liberté les deux Marseillais emprisonnés<sup>3</sup>.

En somme, la commune avait essayé de se débarrasser de ses liens avec l'empereur. Le comte Thomas de Savoie avait lui-même tenté de se substituer à elle de l'empereur au point d'être nommé vassal de l'Empire en Lombardie<sup>4</sup>. Les Marseillais entreprirent en relations avec

<sup>1</sup> In. arch. Brévière, t. II, p. 62. Sans doute, il ne s'agit pas de toutes les abeilles, mais de celles qui ont aux comtes de Provence le droit de battre monnaie, par le comte de Provence, par le comte de Provence, par le comte de Provence.

<sup>2</sup> Lulliard-Bellholes, t. I, p. 483. *Monumenta Germaniae Leges*, t. IV, p. 256. On peut voir une preuve nouvelle des dispositions de l'empereur à l'égard des communes dans une lettre qu'il adresse le 2 juin 1238 au comte et à la commune de Bâle pour leur enjoindre de ne pas percevoir de vaines taxes sur les hommes de l'église de Bâle. Cf. Steinfeld, *Archiv für die Kunde des Mittelalters* (Berlin, 1888, in-8°), p. 263, qui en publie le texte.

<sup>3</sup> Lulliard-Bellholes, t. II, p. 714, Nery et Gaudon, t. I, p. 433.

<sup>4</sup> Évidemment, dans les luttes contre les vassaux lombards qui se poursuivaient les années 1236 et suivantes, Thomas de Savoie prit le parti de l'empereur (Cf. Winkelmann, *Geschichte Kaiser Friedrichs des Zweiten*, p. 183). C'est sur la protection de Frédéric II qu'il comptait pour établir sa domination en Lombardie. Au sud, le duc Jean Guigues-Amalric rival de Thomas de Savoie se fit l'ennemi des intérêts de l'empereur et du comte de Provence. En 1238, il conclut une alliance d'attaque avec les villes de Turin, Ivrea et Tarentaise contre l'empereur et le comte de Savoie. Winkelmann, *Geschichte Kaiser Friedrichs des Zweiten*, p. 79. Dès 1242, Thomas I<sup>er</sup> avait renoncé à Ray-

lui, Thomas ne rougit pas de leur vendre pour deux mille marcs l'argent son influence sur l'empereur. Le plan était de déterminer Frédéric à désigner le comte de Savoie pour trancher la querelle entre les Marseillais et leur évêque. A vrai dire, les bourgeois n'avaient pu trouver de meilleur juge. Thomas leur avait promis à l'avance de leur attribuer la juridiction temporelle tout dans la ville épiscopale que dans la ville basse. Il s'était engagé, en outre, à leur reconnaître, au nom de l'empereur, les immunités importantes que leurs rivaux de Pise possédaient en Italie, par exemple le droit d'avoir dans les ports d'Italie des consuls pour exercer la juridiction sur les marchands de Marseille; naturellement le comte Thomas s'obligeait à faire lever le ban impérial qui l'appauvrisse et à obtenir la liberté des deux capitels<sup>1</sup>. Dans les conflits de cette époque, ce n'était pas la première fois qu'un comte de Savoie vendait son appui au plus offrant; toutefois, cette singulière négociation ne semble pas avoir abouti. Thomas en fit pour la honte de son marché, et les Marseillais ne firent pas le trêve avec Frédéric, il est d'ailleurs permis de supposer que l'influence de Pise et des autres ports italiens sur mesure l'agir sur l'empereur ne lui ait pas permis d'exercer au profit de Marseille.

Les Marseillais ne firent certainement pas, comme on l'a dit, alors qu'un nouvel évêque, Pierre de Montauriol, fut nommé sur le siège de Marseille<sup>2</sup>, l'élection de Pierre Quant à la lutte entre l'empereur et ses alliés, nous savons qu'elle était plus active que jamais en 1228. En cette année, l'empereur avait été saisi des plaintes de Hugues de Baux, devenu vicomte de Marseille par son mariage avec la fille de Baux, comme les Marseillais entravaient Hugues dans le libre exercice de ses droits. L'empereur chargea Dreconus, de Mon dragon et Bicus d'exiger de la com-

mond-Peranger à Arles, au lieu de Béziers de Savoie. De ce mariage naquirent Marguerite, femme de France, et ses deux sœurs, femmes de Henri III, de Richard de Cornouailles et de Charles d'Anjou.

1. Mory et Guichard, t. I, p. 318 et Wurstemberger, *op. cit.* n° 61. Les auteurs ont vu que les négociations entre Marseille et le comte de Savoie eurent lieu en 1226. De cette époque, Thomas prend au fait de venir de l'empereur en 1228.

2. Pierre de Montauriol, évêque de Marseille, mourut le 29 août 1229. Berod, d'Alger, son archevêque, le fit lui-même pourvu d'encourager les Marseillais, et le fit en 1230 et Louis d'Albanis. *Annales de l'histoire de Marseille*, t. I, p. 181.

comme les restrictions qui lui étaient dues<sup>1</sup>. Quelques mois plus tard, en octobre, du consentement de l'archevêque d'Arles, Raymond-Berenger et la commune d'Arles concluaient pour trois ans un traité de trêve dirigé contre Marseille<sup>2</sup>. Et en plus, en vertu d'un acte du 23 décembre, le comte de Provence dut s'engager à ne faire ni paix ni trêve avec les Marseillais sans sauvegarder les droits qu'en avaient eus la famille de Baux, Raymond, prétendant avoir contre Marseille<sup>3</sup>. On le voit, Raymond-Berenger était considéré comme le chef naturel de tous ceux qui pourraient invoquer des griefs contre la commune marseillaise.

L'acte de l'empereur prouve clairement qu'en avril 1229, Marseille n'était pas encore réconciliée en grâce auprès de lui. Par un diplôme daté d'Acre, il rend aux marchands de Montpellier qui fréquentaient ce port tous les privilèges dont ils jouissaient au temps où ils s'abordaient sur des vaisseaux de Marseille<sup>4</sup>. Ce simple fait démontre que les navires marseillais étaient encore exclus des ports soumis à l'empereur et que tous les privilèges de Marseille étaient considérés comme anéantis. L'acte de Frédéric est d'autant plus significatif qu'à la même époque il comblait de privilèges les marchands de Gênes qui venaient faire le commerce à Acre<sup>5</sup>.

L'empereur fidèle à la politique de Barberousse autant qu'à ses traditions personnelles, avait énergiquement défendu les droits de sa couronne et du clergé contre les prétentions d'une bourgeoisie ambitieuse. Mais la Provence n'était point pacifiée, bien de la ville de Marseille, en se joignant au comte de Toulouse, avait provoqué la guerre désastreuse qui, pendant longtemps, désola le Midi de la France. Notre tâche est de suivre les vicissitudes de la politique intérieure dans ces circonstances pour les bien comprendre. Il convient de revenir sur nos pas et de rappeler les graves événements qui, depuis 1226, s'étaient passés dans d'autres parties du royaume d'Arles<sup>6</sup>.

1. Barthélemy, n° 775.

2. Papon, *Histoire de Provence*, t. II, p. 102, 103.

3. Barthélemy, n° 777.

4. Winkelmund, *loc. cit.*, n° 303.

5. Cf. H. Laroche (Méditerranée), t. III, pp. 13 et 14, et *Revue du Midi*, 1893 et 94.

6. — On ne peut pas pointer un quelconque diplôme venu de cette époque en faveur de la commune marseillaise. En effet, en 1229, Frédéric prend sous sa protection l'abbaye

## C = LA CROISSANCE DE LOUIS V. ET SES MES-747a

Depuis la mort du comte de Montfort, la situation du Midi s'était profondément modifiée. Amaury, le fils du vainqueur de Muret, était maintenant vaincu et décapité, il avait cédé ses droits au roi de France. Peu à peu le rejeton de la maison de Saint-Gilles, Raymond VII, avait recouvré les domaines de sa famille; mais, comme le se trouver sous le coup des anathèmes de l'Eglise, il avait essayé de rentrer en grâce auprès de la puissance ecclésiastique. En 1224, lors du concile de Montpellier, il avait fait preuve de dispositions suffisamment favorables pour que l'on pût croire la paix prochaine. Sur les terres d'Empire, le jeune marquis de Provence possédait de nombreuses annes; peut-être l'empereur prévint-il que Raymond s'en servirait pour faire des concessions à l'Eglise, au roi de France ou aux croisés. Cette considération expliquerait un diplôme rendu à Poggendorf en 1225, par lequel Frédéric défendait au comte de Toulouse d'aliéner aucune des terres qu'il tenait de l'Empire.

Les tentatives de pacification n'aboutirent pas; l'année suivante, le roi de France, reprenant pour son compte la querelle de la croisade, descendit lui-même dans le Midi. C'est à Lyon que se rassembla l'armée d'invasion pour se diriger ensuite vers Avignon par la vallée du Rhône<sup>1</sup>.

[illegible]

1. Hüllstedt-Bretholzen, L. II, p. 517 — Papon, op. cit., p. 2115.

2 Sur l'importance du rôle de Lyon dans ces événements, cf. Huc *Œuvres complètes*, t. 1, *Œuvres complètes*, p. 41. On verra que l'archevêque de Lyon était intervenu aux 4 heures de la fédération française. Il avait, les 1-13 pris part à une assemblée tenue à Paris où l'on avait résolu, pour 1924, l'exécution dans le Midi, qui n'eut lieu qu'en 1926.

Personne dans le Midi ne pouvait méconnaître la gravité de la situation : pour la première fois, le roi de France apparaissait comme l'héritier de la croisade, venant à Pénard en qualité pour recueillir les fruits des luites sacrées des quinze dernières années. Il avait bien choisi ses adversaires, ces Avignonnais rebelles assésins le Guillaume de Baux, indociles aux représentations du Saint-Siège, complices de Marseille dans sa révolte contre l'Eglise et l'Empire. A la nouvelle de son approche, Serin de Roumagne, au grand nombre de vassaux et de seigneurs firent leur serment. Le clerge se mit à la tête des populations pour solliciter l'arrivée du roi de France, aller au devant de lui et se joindre avec joie sous sa domination. De toutes parts arrivèrent au roi des adresses de soumission où était en enthousiasme proclamé pour être bien sûr de la Raymond Bérenger, fidèle à sa vieille hostilité contre le comte de Toulouse, ne tarda pas à se joindre avec le roi de France avec lequel il conclut un traité d'alliance. Tout ce qui était catholique et féodal le félicitait et l'appelait de ses vœux le triomphe de Louis VIII.

Le comte de Toulouse se sentait trop faible pour engager directement la lutte contre les croisés : il se retira devant l'armée française après avoir engagé la commune d'Avignon, en dévotion des avances qu'elle lui avait consenties, le Comte Venasque et toute la rive gauche du Rhône<sup>1</sup>. Cependant les croisés s'avancèrent, dès le 8 juin 1226, après des incidents que nous n'avons pas à rapporter ici, ils mettaient le siège devant Avignon. Cette entreprise ne s'accomplit pas sans quelques scrupules de la part des barons de France : ils sentaient bien qu'une pareille expédition était une dérogation de la souveraineté de l'Eglise sur la rive gauche du Rhône ; mais craignant de voir devoir d'envoyer à Frédéric II leurs explications et leurs excuses. Les évêques de Beauvais et de Cahors et l'abbé de Saint-Denis furent chargés d'exposer à l'empereur comment l'Eglise et les Avignonnais

1. Roumagne *Grand Livre et Episcopat de Roumagne*, p. 37. Voir les adhésions de ces seigneurs dans Tardet, II n° 76 et suiv. *Histoire générale du Languedoc*, t. VI, p. 318.

2. Tardet, t. VI, p. 319.

3. Tardet, t. VI, p. 320. Vissier, t. VI, p. 328.

4. Sur ce siège et les incidents qui le signalèrent on lit avec précision la relation de M. de la Roche Parky, *Chronique de France*, édition des *Scrittori del Regno di Napoli*, t. I, p. 102, 103 et 104.



eux-mêmes avaient sollicité cette expédition ; comment, au mépris de tout droit, les Aragonnais, ou même de leurs promesses, avaient rompu leur pont plutôt que d'y laisser passer le roi de France et les croisés ; comment, et fin à la demande de toute l'armée, Louis VIII avait dû se résigner àassiéger Avignon, repaire des hérétiques et de leurs complices<sup>1</sup>. D'ailleurs, les barons ajoutaient qu'ils étaient disposés à respecter les droits souverains de l'Empire dans les contrées envahies.

Après un long siège, Avignon tomba entre les mains des croisés. Pendant que Louis VIII poursuivait sa campagne en Languedoc, le legs du Pape put librement prendre en main le gouvernement des terres qui forment le domaine de Raymond VII sur la rive gauche du Rhône. Sans doute, la cour de Rome agissait ainsi en vertu des décrets du concile de Latran, mais un tel fait n'en constituait pas moins une dérogation certaine de la souveraineté impériale.

Dès 1226, Frédéric avait sollicité du Pape la restitution des terres annexées par l'Eglise. Honorius, tout en reconnaissant formellement les droits de la couronne impériale, lui opposa des moyens dilatoires. Le pape n'était point pape, les archevêques n'étaient point archevêques, le gouvernement de l'Eglise et des prélats paraissait nécessaire pour quelque temps encore ; plus tard, on rendrait à l'empereur une contée possible, où l'on aurait au moins scrupuleusement les droits de l'Empire<sup>2</sup>.

La se borna pour le moment l'action de Frédéric II. On ne le vit point, comme on eût pu s'y attendre, insister sur ses réclamations. C'est qu'en somme la victime de la campagne de Louis VIII était Raymond VII, or à ce moment, Frédéric, pour d'excellentes raisons, ne pouvait guère très difficilement se faire le champion de Raymond VII. En effet l'empereur, étant à cette époque au fort de sa lutte contre Marseille, affichait hautement son alliance avec le comte Raymond Bérenger de Provence — or l'ennemi de Raymond Bérenger et

<sup>1</sup> Du Haro-Brethelles, t. II, pp. 612, 614, *Histoire générale du Languedoc*, t. VIII, p. 540, 541. — Cette lettre est signée des principaux membres du clergé et de la noblesse de France. Elle réserve les droits de Frédéric : « Salvo in omnibus et in singulis jure vestro contra quod dominus Rex ulio modo vobis nec vellet nec debuerit. » Dans un acte daté du 9 juin 1226, Romain, cardinal de Saint-Ange, réaffirmait aussi les droits de l'Empire, cf. *Histoire générale du Languedoc*, t. VIII, p. 544, 545.

<sup>2</sup> Raynaud, 1226, § 31, Du Haro-Brethelles, t. II, p. 625.

l'allié, tantôt allié, tantôt déclaré, des bourgeois de Marseille, était ce même Raymond VII contre lequel Louis VIII avait dirigé son expédition. Puis, les vaincus d'Avignon étaient aussi les hérétiques : or Frédéric II, bien plus par politique que par conviction, montrait un grand soin à faire observer en Italie les lois sur les hérétiques, et il lui fournissait des armes contre ses adversaires politiques, le moment étant mal choisi pour protéger de l'autre côté des Alpes les mêmes sectaires qu'il prétendait combattre en Lombardie. Une telle conduite eût d'ailleurs été malséante de la part d'un prince qui prenait dès lors le titre de roi de Jérusalem et qui préparait l'expédition par laquelle il entendait faire de ce titre une réalité. En outre, on ne l'a pas oublié, un des principes sur lesquels reposait la politique des Staufen était l'alliance avec la royauté française dont les victoires de Louis VIII dans le Midi avaient encore accru la force. Se déclarer ouvertement pour le comte de Toulouse et les adversaires du jeune roi Louis IX n'eût pas été le moyen de consolider cette alliance. D'ailleurs, absorbé par les complications des affaires italiennes et allemandes, Frédéric ne pouvait songer à assumer l'obligation d'entreprendre une campagne dans la vallée du Rhône. Toutes ces raisons imposaient à l'empereur une politique de temporisation. Aussi se garda-t-il de donner suite en ce moment à la protestation qu'il avait élevée contre l'occupation du marquisat de Provence.

Le pays occupé demeura donc au pouvoir de l'Église. Par le célèbre traité de 1229, qui mit fin à la guerre des Albigeois et prépara la réunion du Languedoc à la France, le comte de Toulouse lui-même reconnut cet état de choses. En effet, il s'exprima en ces termes : « Nous abandonnons pour toujours au seigneur pape, représentant de l'Église toute la terre d'Empire sur l'autre rive du Rhône<sup>1</sup>, et tous les droits qui nous y appartiennent. » Désormais, c'est en s'appuyant sur le double fondement du concile de Latran et du traité de Paris, que les délégués du Saint-Siège exercèrent leur pouvoir sur ces débris du royaume d'Arles. Pour la garde du marquisat, le roi de France eut ses agents à leur disposition, en se réservant

<sup>1</sup> Vers cette époque, l'empereur Frédéric, sous des querelles entre Guillaume évêque de Valence, et le comte Aymar de Valent nous condamna le comte à payer à l'Église 8000 marks d'argent, de dommages et intérêts pour les renseignements, dus et non donnés aux Archevêques de Liège (Kryer 1715. Chapitre des comptes de l'abbaye de Liège).

Malgré tout, la faculté de s'affranchir de cette obligation se trouve pour elle trop onéreuse. Frédéric s'abstient encore de protester, n'étant pas en situation de se brouiller avec le roi de France pour rendre service au comte de Toulouse. Toutefois il conçoit alors que la politique de Raymond V I de Toulouse, en fournissant au roi de France l'occasion d'intervenir dans le Midi et de s'y poser comme le champion de l'orthodoxie, l'amènera lui-même tôt ou tard l'une à l'autre de ces alternatives qu'il veut éviter : ou laisser le gouvernement français s'emparer de l'influence prépondérante dans le royaume d'Arles au point d'y faire complètement oublier l'Empire, ou entrer directement en lutte contre les tentatives envahissantes de la monarchie capétienne. Pour éviter de se trouver acculé à cette extrémité, Frédéric estime qu'il importe à ses intérêts de pacifier le Midi, afin d'y faire disparaître les prétextes qui pourraient motiver l'intervention française. Etablir la paix entre le parti de Provence et le parti de Toulouse, entre les partisans de l'orthodoxie et ceux qui sont suspects de sympathie pour l'hérésie, tel est alors le but que poursuit quelques années Frédéric II nous l'avons vu de tous ses efforts.

## VI — L'ÉPREUVE DEUTÉRIQUE EN L'ÉVALUATION DES VALEURS

Or en 1230, diverses circonstances amenèrent au près de l'empereur un personnage inféodé dans les régions méridionales, ce n'était rien moins que l'archevêque d'Arles Hugues Bérard, qui, ruiné par les guerres continuelles et les entreprises de voisins avides et peu scrupuleux tels que le comte de Toulouse Raymond VII et les seigneurs de Baux) venait solliciter de l'empereur la confirmation et l'extension de ses privilèges, ou même l'octroi de certains péages grâce auxquels il espérait relever la situation financière de son évêché.

1. 30 décembre 1493. Acte au château de Rouen de Sa « Ange » Jus et serment que habebat rex. Tenebat officio comes Thibaudus de Brabant, recognoscens, et christianis a meliore Brabantia quibus Thibaudus nostris A. de Brabantia gentis in regis Francorum iussu et consensu et auctoritate in illis et aliis monasteriis et locis hanc terram habet per eos vel per quos quod et velit expetere deus (1) et de Romano ecclesiam custodiri. « Si le roi veut rembourser à cette garde, il ne le pourra qu'après avoir eu la permission de l'empereur et des princes à l'empereur, par lettres patentes. Et Toullet de son

FIGURE 1.  $\mathbb{P}^1$  and  $\mathbb{P}^2$  with the  $\mathbb{P}^1$  left and right of  $\mathbb{P}^2$ .

critique de son église. Hugues obtint les faveurs qu'il demandait<sup>1</sup> bien plus, quand il revint d'Italie (non sans avoir assisté le 1<sup>er</sup> septembre à l'entrevue d'Anagni, où s'acheva la réconciliation de Frédéric avec Grégoire IX), il était visiblement affermi dans la faveur du souverain et investi, non seulement du titre de vicaire de l'empereur, mais de la mission de rétablir la paix si profondément troublée par les différends du comte de Provence avec la commune de Marseille et son allié le comte de Toulouse.

Les premières ouvertures de l'archevêque furent bien accueillies du comte de Provence, qui, repoussé à ce moment par les Marseillais, se déclara sans peine disposé à se soumettre au jugement de l'empereur ou de l'archevêque son vicaire<sup>2</sup>, à vrai dire, l'attitude ambiguë de Frédéric II donnait lieu de croire que sa sentence définitive ne serait pas dure pour Raymond-Bérenger. Malheureusement ces dispositions pacifiques ne trouvèrent aucun écho du côté des Marseillais. Ils venaient de se confier à Raymond VII et de lui abandonner, pour quelque temps, tous les droits de la cité vicomtale, si chèrement achetés par de longues querelles et de laborieuses négociations, en revanche, devant les syndics et le peuple de la ville, en présence d'Hugues et de Raymond de Baux, ralliés maintenant à la cause de Marseille, Raymond VII avait juré de défendre la cité et ses habitants et d'en conserver les franchises; il se réservait d'ailleurs la faculté de rendre la vicomté à la commune

1. Voir quatre textes d'août 1198. Le premier (Winkelmann, *Acta Imperii Innocentii*, t. I, p. 227 et Huillard-Bréholles, t. III, p. 213) confirme à l'archevêque ses possessions et l'investit des régales, le second (Winkelmann, t. I, p. 228) lui renouvelle le privilège accordé par Barberousse en 1178 à l'archevêque d'Arles (voir plus haut, p. 83), le troisième confère à Hugues pour la durée de sa vie, un péage à Meau et lui permet de lever un autre péage à Arles (Huillard-Bréholles, t. III, p. 222), enfin le quatrième reconnaît à l'église d'Arles la liberté absolue d'acquiescer, à titre gratuit ou à titre onéreux, malgré les prescriptions contraires des statuts locaux (Huillard-Bréholles, t. III, p. 224; Winkelmann, t. I, p. 230. Cf. *Revue*, n° 308 et 311). Un autre même texte (1198, sur l'investiture de l'archevêque d'Arles, Grégoire IX adressant au roi de France pour lui demander de tenir compte des droits de l'église d'Arles sur le château de Beaumont. En effet le roi, succédant aux droits du comte de Montfort, occupait ce château sans rendre aucun service à l'archevêque dont il était ainsi devenu le vassal : Potthast, n° 8512 Cf. nos lettres analogues au sujet du château de Norreue : Potthast, n° 8553.

2. Winkelmann, *Acta*, t. I, p. 230. Dans ce document, Hugues est désigné comme *vicarius imperatoris*.

quand bon lui semblerait<sup>1</sup>. La ville de Tarascon n'avait pas tenté de se joindre à l'annexion marseillaise. Alors que leurs adversaires désiraient la paix, Marseille et ses confédérés croyaient le moment venu de pousser activement les hostilités.

Aussi, la guerre se ralluma entre les deux parts. Sans que nous en connaissions les vicissitudes, nous pouvons penser qu'elle ne fut pas défavorable au comte de Provence car au printemps suivant, Hugues de Baux, le nouvel allié des Marseillais, était certainement détenu à Aix comme prisonnier de Raymond-Bérenger<sup>2</sup>. Cependant les ecclésiastiques ne cessèrent de transporter leurs dispositions favorables à l'égard de Provence. Le 18 février 1231<sup>3</sup>, l'archevêque Hugues promettait encore à Raymond-Bérenger de ne négliger aucun effort pour retirer aux habitants de Marseille et de Tarascon l'appui du comte de Toulouse et pour briser les liens qui s'étaient formés entre Raymond VII et les villes provençales. Plus tard, le 9 avril, c'était l'évêque de Marseille qui s'engageait, de son côté, vis-à-vis du comte de Provence et du podestat d'Arles, à faire tous ses efforts pour calmer l'ardeur belliqueuse de ses diocésains<sup>4</sup>. On le voit, l'influence de l'Eglise, comme celle de l'Empire, s'exerçait au profit de Raymond-Bérenger.

Un autre fait montre combien étaient partiaux les dispositions de la ville d'Arles, alliée du comte de Provence : le 14 juillet 1231, son podestat, Perceval Doris, et ses syndics obtinrent de Raymond-Bérenger la mise en liberté provisoire du capif Hugues de Baux, à condition que ce prince traiterait à l'avenir une trêve entre le comte de Toulouse et le comte de Provence<sup>5</sup>. La part de Toulouse ne répondit à ces avances que par un nouveau traité qui associa pour cinq ans la ville de Tarascon à la cause de Raymond VII : une ligue offensive et défensive fut conclue contre tous les ennemis du comte de Toulouse dans les terres d'Empire, à l'exception de l'Eglise romaine, de l'empereur, du roi de France et de la ville d'Arles, que les Taras-

<sup>1</sup> Teulot, t. II, p. 168, cf. Barthélémy, n° 239.

<sup>2</sup> Papon, t. II, *Preuves*, t. III, cf. Barthélémy, n° 241.

<sup>3</sup> Je donne cette date d'après le texte publié par Papon, *Preuves*, t. II — Landré Sternfeld, p. 75.

<sup>4</sup> Papon, *ibid.*

<sup>5</sup> Au cas où, pour le commencement de septembre, Hugues aurait échoué, on voit qu'avant cette date, Raymond VII passait le Rhône et envahissait la Provence, Hugues devait se remettre au pouvoir de Raymond-Bérenger. Papon, *Preuves*, t. II.

connaiss ne voulaient pas combattre<sup>1</sup> : c'était en réalité le comte de Provence qui était visé directement par cette convention.

A ce moment, pour marquer plus jurement sa faveur à Raymond Berenger, l'empereur impérial de nouveau par un diplôme de mars 1232, toutes les concessions que le comte de Provence avait pu faire pendant sa minorité à la ville de Marseille ou aux autres communes, au déclinement des droits qui tenait de l'Empire<sup>2</sup>, il enjoignait par un autre acte aux seigneurs et aux communes du comté de Provence de s'abstenir de toute conspiration ou rébellion contre le comte, sous peine de la confiscation de leurs biens<sup>3</sup>. Un peu plus tard, en mai 1232, il sanctionnait une sentence rendue par l'évêque de Marseille au profit du comte Raymond-Berenger contre les syndics de la cité vicomtale.

Cependant, malgré les vœux de France et la diplomatie de l'archevêque d'Arles, rien n'était changé dans la situation du Midi, les dispositions pacifiques du parti de Provence étaient demeurées infructueuses, malgré tout, Raymond-Berenger, qui à cette époque était à la fois favorisé par l'Eglise et l'Empire se trouvait toujours en guerre avec Raymond de Toulouse, les Muscaltans et leurs alliés. Sur ce point la mission confiée à Hugues Béroard n'avait abouti à aucun résultat. Au contraire, le comte de Toulouse était plus que jamais disposé à faire valoir ses droits qu'il prétendait lésés par l'Eglise en conséquence il réclamait énergiquement au Pape la restitution du marquisat de Provence. Il trouva pour cette campagne diplomatique un puissant auxiliaire à la cour de France.

Réconcilié depuis 1222 avec le gouvernement royal, il pouvait alors s'appuyer vis à vis du Saint-Siège sur le crédit du jeune roi Louis IX. Au commencement de 1231, une démarche fut faite auprès de Grégoire IX, par Blanche de Castille pour déterminer le Pape à restituer le marquisat à Raymond I. Par un singulier effet des combinaisons politiques, tandis que l'empereur, encore favorable au comte de Provence et peu sympathique au comte de Toulouse, semblait oublier l'occupation des terres d'Empire, c'était le roi de France qui les reven-

1. 17 août 1231. Teutet t. II, p. 216, n° 2115.

2. Winkelmann, *Acta* t. I, p. 228.

3. *Monumenta Germaniae Leges*, t. IV, p. 269, Guizot-Bretholles, t. IV, p. 309.

4. *Monumenta Germaniae Leges* t. IV, p. 380, Guizot-Bretholles, t. IV, p. 309.

diquant pour leur ancien maître<sup>1</sup>. Le Pape ne se décida point à donner satisfaction immédiate au comte de Toulouse, il lui fit seulement savoir, ainsi qu'à saint Louis et à la régente, qu'il avait chargé son légat, l'évêque de Tournay, de prendre sur cette question l'avis des prélats de la région.

Dans sur le terrain de la diplomatie, le comte de Toulouse en appela à la force. Mais comme, au printemps de 1232, il se dispose à franchir le Rhône à Beaucarre, voici que le délégué du Siège apostolique accompagné des évêques de Nîmes, d'Uzes, d'Orange, d'Avignon, de Carpentras et de Marseille, se présente à lui pour lui interdire d'aller plus avant sous peine d'excommunication. Raymond n'en tient aucun compte et occupe Tarascon, au mépris de la paix qu'il a jurée. Bientôt il s'avance dans la région brulée les moissons, détruit les villages et ruine le pays<sup>2</sup>. En vain les prélats patientent pendant quarante jours. Raymond ne recouche pas à l'exécution de ses desseins, aussi, le 1<sup>er</sup> août 1232, est-il soigné par une foudre qui le frappe d'une seule et unique mort. Malgré les efforts du Pape et de l'empereur, la guerre recommençait en Provence plus rude et plus sanglante que jamais, ni l'archevêque d'Arles au nom de l'empereur, ni le légat au nom de l'Église n'avaient réussi à rétablir une paix durable.

Ce fut le moment que choisit Frédéric II pour renouveler ses tentatives; il envoya dans le royaume d'Arles un ambassadeur la cui pris sans doute dans le groupe d'habités patiens qui l'entouraient. Cette mission n'était pas pour plaire à l'archevêque d'Arles qui, jusqu'alors, avait été chargé de représenter l'empereur, mais la mort de Hugues Beronard, survenue en novembre 1232, prévint les difficultés qui n'auraient pas manqué d'entraver la mission du délégué.

Le nouvel ambassadeur, Italien d'origine, s'appelait Gailla de Gurnan. Sa mission était déterminée par des lettres impériales du 19 septembre 1232<sup>3</sup>. C'était l'époque où une de ces révoltes siffr-

<sup>1</sup> 4 mars 1232. Potthast, n° 8883-8890. Lettres au roi, à Blanche de Castille et à Raymond de Toulouse.

<sup>2</sup> Papon, t. II, *Proverbes*, LXXII.

<sup>3</sup> Barthélémy, n° 249, nous retrouvons, en 1235, Gailla de Gurnan élu à ce négociant, pour le comte Amédée de Savoie, un accord avec l'évêque de Tulle. À cet moment encore Gailla est au service des partisans de l'empereur; Wurstenberger, *Politik des Savoyen, Erkunden*, n° 103.

quantes au Moyen Âge, avait chassé de Rome le Pape et la cour pontificale. Frédéric comptait prendre les armes pour rétablir le Saint-Siège dans ses droits et arrêter ainsi du même coup sa loi catholique et sa toute-puissance en Italie, il avait besoin pour cette lutte, des contingents du royaume d'Arles. Une lettre adressée par lui, en novembre 1232, à tous les seigneurs ecclésiastiques et laïques de ces régions, ne laissant aucun doute sur les intentions du maître. Frédéric s'y exprimait en ces termes : « Depuis très longtemps vous n'avez accompli aucun service pour nous ni pour l'Empire. Sans doute nous n'avons pas le droit de vous en faire un reproche, car aucun service ne vous a été demandé. Toutefois, attendu que certaines circonstances se présentent, qui réclament à la fois votre conseil et votre secours, nous vous citons en vertu de notre autorité impériale et vous en aurons nous les portes portées aux consultations royales, de venir à nous au prochain mois de mai, avec une suite convenable d'hommes armés. À ce sujet, nous vous envoyons notre féal Gailla de Gurzan, porteur des présentes, vous requérant et vous commandant étroitement, au nom de la foi, de ce que vous devez à nous et à l'Empire, de lui donner un concours dévoué et efficace en ce qui concerne le service dont vous êtes venu devant nous ».

Ainsi, mettre fin aux guerres intestines et entraîner prélats et barons au service de l'empereur, telles étaient les instructions du nouvel ambassadeur<sup>1</sup>. Du côté du comte de Provence et de la ville d'Arles, toute tentative de pacification devait être accueillie avec joie, mais on pouvait craindre que la coalition lousennaise ne fût plus disposée à déterminer la paix. Cependant, dès le printemps de l'année 1233, Gailla avait obtenu un important résultat : par divers actes datés des mois de mars et d'avril, les principaux coalisés étaient obligés à se rapporter, sur les points litigieux, à la volonté de l'empereur ou du nonce impérial, à obéir aux citations qui leur seraient

1. *Regesta*, n° 2021; Huillard-Bréholles, t. IV, p. 403, *Monumenta Germaniae Historica*, *Leges*, t. IV, p. 198. cf. Pertz, *Archiv*, t. VII, p. 29.

2. « Missus in regno Burgundie pro requiringdo ab archiepiscopis, episcopis, principibus, baronibus, militebus et ceteris quibuslibet nobilibus comitatibus et civitatibus ad subsidium dicti Imperatoris... Missus pariter ab eisdem Imperatore pro sedando guerris et discordiis in Provincia inter nobilissimos comites Tolosanum, Wilhelmum comitem Forcalcaris, omnes Daucienses, inferiores villani Kamille et Tarasconenses ab una parte, et comitem Provincie et civitatem Arlesensem ex altera... » Winkelmann, *Acta*, t. 1, n° 631 — Cf. Papez, *Proverbes*, 23.



adressées et à donner des sûretés pour l'exécution des obligations qu'ils assumeraient ainsi envers l'empereur. Telle fut la promesse que Brent, le 23 mars, les princes de Baux et Giraud Amic<sup>1</sup>, le 29 mars, Guillaume de Sabran, comte de Forcalquier; le 24 avril, le comte Raymond VII de Toulouse<sup>2</sup>. Au mois de mars, les Marseillais avaient, eux aussi, fait leur soumission, et les habitants de Tarascon n'avaient point tardé à reconnaître l'autorité de l'envoyé de l'empereur<sup>3</sup>.

Cependant la négociation fut traversée par plus d'un obstacle. En mai, après que les élections eurent modifié la composition du conseil de la cité vicomtale, les Marseillais témoignèrent de dispositions très différentes de celles dont ils avaient fait preuve deux mois plus tôt. Au contraire de leurs confédérés, ils ne voulaient pas livrer les otages qui devaient garantir la loyauté de leurs désirs pacifiques, il fallut, pour atteindre ce résultat, que le nonce impérial les menaçât de les mettre encore une fois au ban de l'Empire<sup>4</sup>. En outre, Hugues de Baux et son fils Gilbert étaient toujours captifs du comte de Provence. La combinaison imaginée jadis pour les mettre en liberté n'avait pas abouti, une convention spéciale, qui fut passée le 14 mai 1213, détermina leur rançon<sup>5</sup>.

Ces préliminaires une fois réglés, Gaille put se consacrer à la négociation principale, mais il n'arriva pas à établir une paix définitive. Tout ce qu'il obtint, ce fut une trêve conclue pour un an à compter de la fête de Saint-Michel<sup>6</sup>. Les adversaires promettaient de profiter de ce répit pour se présenter, lors des fêtes de Pâques, à la cour de l'empereur partout où elle se tiendrait. Là se poursuivraient les négociations relatives à la paix.

L'issue de la légation de Gaille était cependant un succès pour la diplomatie impériale; pour quelque temps, l'empereur avait rétabli la paix en Provence, en même temps sa suzeraineté avait été reconnu

1. Papey, *Préface*, LXX; Barthélemy, *inventaire des chartes de la maison de Baux*, n° 745.

2. Papey, LXXVI et LXXVII.

3. Barthélemy, n° 246.

4. Papey, LII; *Provence*, LXX. Barthélemy, n° 240 et 250. cf. Winkelmann, n° 622. acte du 27, a été par Jacques Marseille se soumet.

5. Barthélemy, n° 249.

6. À Aix, le 18 septembre 1213. Winkelmann, *Acta*, n° 633 et 634.

de tous. Un fait important en donna bientôt la preuve éclatante. Quand, l'année suivante, fut conclu le mariage de Marguerite, fille de Raymond-Béranger, avec le jeune roi Louis IX, le comte de Provence fut obligé d'engager son comté de Carascu en garantie du paiement de la dot de sa fille, alors il prouva au roi d'Espagne de Frédéric II des lettres patentes par lesquelles, en vertu de sa suzeraineté, l'empereur autorisait cette mise en gage<sup>1</sup>. Ainsi, sans l'intervention de l'empereur, l'acte n'eut pas été tenu pour valable. A ce moment, on le voit, se vérifiant en fait ce titre de roi d'Arlès que, pour la première fois, l'empereur avait pris officiellement, en 1231, dans le prologue des constitutions au royaume de Sicile.

Si l'empereur s'était appliqué pendant plusieurs années à établir dans le royaume d'Arlès la paix que désirait vivement le comte de Provence<sup>2</sup>, il avait en revanche observé une grande réserve sur la question de la restitution du Venaissin que le comte de Toulouse ne cessait de demander au Saint-Siège. Au contraire d'être à un point qui tenait à cœur à Blanche de Castille, alors régente du royaume : elle appuyait énergiquement les demandes du comte de Toulouse. On aurait tort de s'en étonner : en effet, pourvu que le traité par lequel, dans un avenir assez bref, un frère de saint Louis était assuré de recueillir l'héritage du Languedoc, fût respecté dans ses dispositions essentielles, le gouvernement français n'avait aucun intérêt politique à refuser un adoucissement au dernier représentant de la maison de Saint-Gilles. L'amenner à accepter la situation, à se résigner aux conséquences du traité de Paris, à s'occuper de chercher à relever sa famille par de saines entreprises, telles devaient être les dispositions de ceux qui dirigeaient les affaires de la France - aussi la restitution du Venaissin répondait à leurs désirs. Ajoutez-y encore cette raison que les domaines de Raymond de Toulouse étant destinés à passer aux mains d'un prince français, il importait à la politique royale de conserver ces domaines dans leur intégrité.

C'est sous l'empire de ces considérations qu'au mois de mai 1234,

1. Tenlet, t. II, p. 457.

2. En janvier 1231, Frédéric écrivait dans une lettre à Grégoire IX les prélats et les seigneurs qui doivent garantir la paix entre l'Eglise et l'empereur, y cite le comte de Savoie et le Dauphin. Aucun évêque du royaume d'Arlès n'est nommé et c'est le *Comitatus Venaissinus* qui n'est pas cité. *Apud Parisienses de litteris Pontificis Romanensis scriptis*, t. I, n. 43.

Louis IX déclara au Pape qu'il ne consentirait plus désormais à faire garder par ses officiers, pour le compte de l'Eglise, la terre d'Empire située de l'autre côté du Rhone. Il demandait très clairement que cette terre fut rendue à son ancien maître<sup>1</sup>, mais Grégoire IX opposa encore à cette demande des moyens dilatoires<sup>2</sup>. Les historiens ont recherché la cause des hésitations du Pape, on pense que Grégoire IX désirait anéantir l'hérésie dans le marquisat avant de se rendre à son ancien possesseur, or, il s'en fallait beaucoup, à cette époque, que l'hérésie eût disparu de la Provence. Toutefois, comme le roi de France revint à la charge, Grégoire jugea impossible de s'obstiner dans une résistance absolue à ses demandes. Au commencement de l'année 1235, voici les instructions qu'il adressait à l'un de ses plus utiles agents. Pierre de Colmeu, étant à la fois chapelain du Pape et prévôt du chapitre de Saint Omer : Pierre ne devra négliger aucun effort pour décider Louis IX et sa mère à laisser au saint Palais de Beauvais la garde du Venaissin, qu'il avait reçue de l'Eglise. Pour faire agréer ce parti, il exposera au roi les prétentions contradictoires élevées par divers seigneurs ecclésiastiques ou laïques sur les terres du Venaissin et les dangers dont à l'heure présente un changement de régime serait l'occasion. Que si le roi se montre inflexible dans ses résolutions, il faudra bien, aux termes des conventions de 1229, que l'Eglise reprenne cet important dépôt, en pareil cas le représentant du Saint-Siège consultera les prélats de la région pour savoir à qui remettre les terres ainsi abandonnées par Louis IX<sup>3</sup>. On voit qu'il n'était pas question de les confier à l'empereur. Quant à Raymond VII, toujours considéré par les prélats comme un adversaire, le Pape ne s'aventurerait pas à prononcer son nom<sup>4</sup>.

1. *Epistole sancti IIIi a Papae Gregorio Pontificis Romanensis sedis, t. I, n° 676 et 677*.

2. Pothier, n° 2167.

3. *Epistole*... n° 674, 675, 676 (13 et 14 février 1235).

4. Il ne faut pas s'étonner de constater que dans l'acte entre la ligne de conduite du Pape et celle du roi Louis IX, il n'est pas mentionné comme on le verra dans la suite, la part prise par le roi de France à l'exécution du traité de Paris, qui annihila l'influence du saint Empire. C'est pourquoi, au même moment, le Pape s'empêcha de faire exécuter une autre clause de ce traité, celle qui stipulait le mariage de l'héritière du comte de Toulouse avec le frère de saint Louis, Alphonse de Poitiers. Ce mariage devait porter un coup fatal aux projets éternels que le roi Louis IX nourrissait contre le comte. On sait que des bénédictions, vœux, mariages, mariages, mariages à Raymond VII, en retardèrent la conclusion jusqu'en 1230.

Quelles que fussent les dispositions de l'Eglise romaine, il était évident pour tous que le Venaissin, abandonné par les officiers royaux, devait fatalement faire retour au comte de Toulouse. Après la retraite du roi de France, les représentants du Saint-Siège n'auraient pu trouver aucun seigneur assez puissant pour détenir les terres d'Empire à l'encontre des protestations du comte de Toulouse et des sympathies du roi. En particulier, il ne lui avait pas songer à Raymond Béranger, que l'influence française eût facilement détourné d'accepter une semblable mission. Pierre de Commen n'eût d'autre ressource que de confier la garde du marquisat à l'évêque de Carpentras et de prononcer à l'avance contre les envahisseurs les censures les plus rigoureuses. Ces sentences ne valaient pas pour mettre le marquisat à l'abri des tentatives de Raymond VII.

#### VII. — RENVÈSÈMENT DE LA POLITIQUE IMPÉRIALE

Jusqu'au moment où nous sommes arrivés, le lecteur a pu facilement constater que la politique suivie par Frédéric II dans le royaume d'Arles a été décidément favorable au clergé et au comte Raymond-Béranger de Provence, en revanche Frédéric s'est montré hostile à l'égard des intérêts du comte de Toulouse. Sans doute l'empereur a bien protesté contre l'occupation par les croisés du Venaissin, portion du territoire qui relève de lui, mais c'est surtout la diplomatie française qui a entrepris une campagne pour amener le Pape à consentir à ce que le Venaissin fût rendu à son ancien maître. Voici maintenant que le moment approche où Frédéric, par un complet renversement de sa politique, prendra en sa clientèle tous les adversaires de l'Eglise dans le royaume d'Arles, à commencer par Raymond VII et par suite considérera comme son ennemi capital Raymond-Béranger, le rival du comte de Toulouse. Cette période

[Voir la lettre n° 624 citée à la page précédente. Cf. Toullet t. II, p. 317, n° 2438.] A cette époque, le comte de Toulouse n'avait pas perdu l'espoir de se donner des héritiers mâles par un second mariage : peut-être la survenance d'un fils lui permettrait d'éluder l'exécution du traité qui destinait ses états à Alphonse de Poitiers.

1. Cette mission de l'évêque de Carpentras nous est connue par une bulle de 1233, dans Berger, *Registra d'Innocent IV*, n° 664.

nouvelle œuvre dès 1234, la ligne de conduite que l'empereur inaugure à cette époque est d'ailleurs celle qu'il poursuivra jusqu'au dernier jour de son règne. Aussi convient-il d'insister sur ce revirement que les historiens ont trop souvent négligé de mettre en lumière, qu'on n'il soit d'une importance capitale pour l'intelligence des événements ultérieurs.

En cette année 1234, un refroidissement sensible se produisant dans les relations de l'Empire et de la France. Il faut savoir qu'alors le jeune roi des Romains Henri VII, chargé par son père Frédéric de gouverner l'Allemagne, ressentait chaque jour plus nettement l'opposition qu'il lui fait, préparant ainsi contre l'empereur la révolte prochaine où lui-même devait succomber. Or, certains faits, au moins, Henri VI. entretenait de bonnes relations avec la cour de saint Louis<sup>1</sup> aussi l'empereur en vient-il à s'écarter pour quelque temps de la France et de ses partisans, afin de se rapprocher de l'alliance anglaise, toujours chère aux seigneurs et aux prélats des pays rhénans. C'est sous l'influence de cette tendance qu'il ira lui-même, en 1235, jusqu'à épouser une princesse de la famille des Plantagenêt, Isabelle, sœur du roi Henri III<sup>2</sup>, sans craindre de redoubler par cette union les défiances qu'avait inspirées à la cour de France les bonnes dispositions du gouvernement impérial vis à vis de l'Angleterre.

Précisément à cette époque où les relations entre le roi de

1. Plusieurs fois mentionné en détail la bonne entente qui régna entre Henri VI. et le gouvernement français. En 1232, Henri VII avait adhéré en son nom personnel au traité d'alliance qui unissait son père à Louis IX (24 juil. 1231, Boullart-Béthollen, t. IV, p. 570, *Regesta*, n° 4235). Quand, à la fin de cette année, se fondant sur une clause de ce traité, Henri pria le roi de France de ne donner aucune aide à l'évêque de Metz, alors en lutte avec les bourgeois de cette ville dont Henri appuyait les prétentions, Louis IX obtempéra sans difficulté à ce désir (*Regesta*, n° 4263, cf. W. Niemcewicz, *Geschichte Kaiser Friedrichs des Zweiten*, p. 430). Les relations entre Henri VII et Louis IX sont elles en 1234 que Henri peut entretenir la pensée d'affirmer l'alliance politique par des fiançailles qui seraient contractées et se les vident encore au berceau des deux rois. *Annalen Martiniensis*, 1235 dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XXII, p. 377.

2. Ce mariage fut considéré comme un acte hostile par le gouvernement français, cf. Mathieu Paris, t. III, p. 334. Au commencement de 1236, Frédéric est si ennuyé contre le France qu'il écrit à Henri III de lui envoyer Richard de Cornouailles avec l'aide duquel il se forcera de contraindre le roi de France à restituer toutes ses conquêtes sur l'Angleterre. Mathieu Paris, t. III, p. 340.

France et Frédéric se rejoindront, étant célébré (mai 1234) le mariage qui unissait à saint Louis Marguerite de Provence, fille du comte Raymond Berenger. Cet événement, qui créait des rapports étroits entre Raymond-Berenger et la cour de France, ne fut pas sans modifier profondément la conduite du comte de Provence à l'égard de l'empereur. Une circonstance en fournit bientôt la preuve. Les belligérants des factions de Provence et de Toulouse s'étaient engagés à se soumettre (pour les fêtes de Pâques de l'année 1234) à la médiation de Frédéric II. Or, le 17 février Raymond-Berenger, sans plus s'occuper des négociations engagées avec l'empereur, se tourna vers la France et s'en remit à l'arbitrage de Blanche de Castille et de Louis IX, si bien que dès le mois suivant le comte de Toulouse prend une décision analogue. Ainsi, grâce à l'initiative du comte de Provence, la sentence arbitrale de Louis IX est suivie avec acquiescement souverain que l'empereur devait prononcer entre ses vassaux. Il faut reconnaître que cet incident, bien fait pour démontrer l'affaiblissement de l'autorité impériale en même temps que la puissance de l'influence française dans le Midi, ne fut pas de nature à consolider l'amitié de Frédéric pour Raymond-Berenger, que le mariage de sa fille venait de lier étroitement à la dynastie Capétienne.

Du jour où le comte de Provence se rapprocha de la cour de France, par une nécessité politique presque inévitable, le comte de Toulouse devait s'en éloigner. Or, comme Raymond-Berenger venait de froisser l'empereur, les circonstances semblaient montrer au comte de Toulouse, en la personne de Frédéric, le protecteur naturellement destiné à lui rendre l'appui dont il allait se trouver privé du côté de la France. Raymond VII ne manqua pas de saisir cette occasion de contracter une nouvelle alliance.

En 1234, les empereurs, de concert avec le Pape Grégoire IX, dirigeaient une campagne destinée à soumettre au Saint-Siège les Romains soulevés par une de ces révoltes si fréquentes au Moyen-Âge. Raymond VI résolut de s'y associer; il amena un contingent à l'armée impériale et prit lui-même une part importante aux opérations militaires. Or, si le comte de Toulouse acquiesça en cette circonstance des obligations de vassal de l'Empire, il est vraisemblable que ce ne fut point par effet d'un zèle subtil pour l'accomplissement de ses devoirs. M. de non Paris dit clairement que Raymond VII ne

se rendit à l'armée impériale que pour gagner la faveur<sup>1</sup>. S'agissait de la faveur du Pape ou de celle de l'empereur ? Peut-être des bonnes grâces de tous deux — de celles du Pape, car sûrement Raymond avait beaucoup à se faire pardonner de l'Eglise ; surtout de celles de l'empereur, car Frédéric était bien en droit de tenir rigueur au fidèle allié des Marseillais.

L'attitude du comte de Toulouse produisit le résultat attendu. Dès le commencement de cette année 1234, Grégoire IX avait écrit à son légat Jean de Bernin, archevêque de Vienne, et aux évêques de Provence de ne point se montrer trop sévères pour Raymond VII<sup>2</sup> ; fidèle aux exemples d'Innocent III, le Pape cherchant à maintenir l'action de l'Eglise à l'abri de l'influence des haines politiques et des passions locales. En même temps qu'il se rapprochait du Pape, Raymond VII se réconciliait avec l'empereur. Cette réconciliation n'était peut-être pas faite pour plaire à Grégoire IX qui subissait bien plus qu'il ne la recherchait l'influence de Frédéric II. Aussi le Pape dut-il être fort peu satisfait de l'ingrante faveur que l'empereur accorda alors à Raymond VII, un diplôme du mois de septembre 1234, rendu à Montefiascone, concéda en fief au comte de Toulouse les terres d'Empire qui avaient jadis appartenu à la maison de Saint-Gilles et que l'Eglise détenait de nos huit ans<sup>3</sup>.

C'était la restitution du Venaissin au royaume par l'empereur au comte de Toulouse, au mépris des droits de l'Eglise. Si le Pape pouvait en éprouver un vif mécontentement, le roi de France n'avait point sujet de s'en fâcher, puisque lui-même, peu de mois auparavant, avait été le premier à presser Grégoire IX de remettre cette contrée aux mains de l'héritier des comtes de Saint-Gilles. Cependant, son alliance avec l'Empire n'était plus tellement intime que Louis IX ait dû se féliciter de cette marque publique de l'union qui se consolissait entre l'empereur et Raymond VII, l'ennemi le plus dangereux du comte de Provence. Telle était la conséquence d'une situation dont les divers aspects de la lutte pouvaient la transition entre deux systèmes d'alliances ; alors les partis s'alignaient et s'observaient, alors les résolutions anté-

1. « Exercitus summi Pontificis, qui praeerat comiti Tolosano, querebatur gratiam. » Maitland, *Paris Chronica majora*, t. III, p. 311.

2. Potthorst, n° 5910.

3. Tenetot, t. II, p. 270 et 290. Huillard-Bréholles, t. IV, p. 483 ; *Regesta*, n° 2057.

repirent prises et les actes an émeurement accompli s'achèvent de produire leur effet sans être complétés par de nouvelles résolutions ou par des actes nouveaux ; alors l'observateur pressent, sans la voir se réaliser encore, une politique très différente de celle qui a été antérieurement suivie. Bientôt les événements devaient fournir à l'empereur l'occasion d'accuser davantage ses nouvelles sympathies.

Vers ce temps (à la fin de 1235), après que Frédéric, au faîte de son pouvoir, eut tenu la célèbre diète de Mayence, il vint séjourner à Haguenau où se rencontrèrent les principaux seigneurs du royaume d'Arles ; on vit à ses côtés le comte de Toulouse et le comte de Provence, et aussi le comte Aymar de Valentinois et l'évêque de Viviers. Il n'y avait plus guère que les villes lombardes pour lui résister ; mais on pouvait deviner que la guerre lombarde serait l'occasion d'une rupture définitive de l'empereur avec la Papauté. Frédéric était trop avisé pour ne pas prévoir la lutte décisive à laquelle le conduisait sa politique en Italie, il lui fallait maintenant se faire des alliés contre le Pape et ses partisans de Lombardie. Cette tendance se fait jour dans la répartition des faveurs qu'il adresse aux seigneurs du Midi venus à sa cour.

La guerre s'était rallumée entre le comte de Provence, d'une part, et, d'autre part, Marseille et le comte de Toulouse, Raymond-Bérenger étant accusé à la cause de l'Eglise ; aussi l'empereur n'hésita pas à jeter tout le poids de son influence du côté de Raymond VII, l'ancien ennemi du clergé. Tandis que le comte de Provence n'obtient que le vain honneur d'être armé chevalier par Frédéric II<sup>1</sup>, l'empereur renouvelle en faveur de son rival l'inféodation du marquisat et lui concède en outre la suzeraineté sur les seigneurs de Luch en Provence, sur la ville de Carpentras et sur un certain nombre de châteaux du Venaissin<sup>2</sup>. En même temps, comme pour mieux marquer ses tendances hostiles à l'Eglise, en dépit de sept actes rendus soit par lui-même, soit par son prédécesseur, il déclare nulle l'aliénation de Perpignan, consentie jadis au profit de l'abbaye de Nonnajoûr, et élève la restitution de cette ville à Guillaume de Sacran<sup>3</sup>.

1. Haugard-Bréholles, t. V, p. 304, *Annales Colonnesis maximæ, Monumenta Germanicæ*, t. XVII, p. 344.

2. Haugard-Bréholles, t. IV, p. 300, Toulet, t. II, p. 300, *Histoire générale du Dauphiné*, t. VIII, p. 279, n° 66319.

3. Winkelmann, *Acta*, t. I, n° 337, *Regesta*, n° 2136. — Cet acte était en contra-



Raymond VII n'était pas homme à ne point user de la faveur impériale. Encouragé par les diplômes d'indulgence qu'il avait reçus de Frédéric II, et aussi rendu confiant par l'attitude antérieure du gouvernement français, il s'empara de force du marquisat de Provence. Les troupes qui accomplirent cette opération furent dirigées par Barral de Baux, son aïeul et son sénéchal en Viennois, Barral était secondé par un gibein italien, Torcilo de Strada, serviteur dévoué de l'empereur<sup>1</sup>. En présence de cette agression, l'Eglise ne manqua pas de se défendre par les armes spirituelles : le 3 janvier 1236, au moment même où Raymond VII se trouvait à Haguenau, Jean de Bernin, archevêque de Vienne et légat du Saint-Siège assisté de nombreux évêques de Provence et du Languedoc, frappa d'excommunication les deux chefs de l'expédition, les lieux qu'ils détenaient devaient être soumis à l'interdit<sup>2</sup>. Peut-être eut-il été juste de diriger les coups sur des personnages plus élevés ; mais, depuis six mois déjà, Raymond VII était engagé dans les liens d'une nouvelle excommunication<sup>3</sup>. Bientôt, d'ailleurs, par une bulle datée de Viterbe (28 avril 1236), Grégoire IX ordonna à l'archevêque de Vienne de sommer le comte de Toulouse de partir pour la Terre-Sainte, ainsi qu'il s'y est obligé, s'il diffère encore d'accomplir ce devoir, le comte est menacé des plus redoutables sentences<sup>4</sup>.

Malgré les censures de l'Eglise, les efforts de Raymond VII avaient été couronnés de succès. Par la force des armes et grâce à l'appui effectif de l'empereur, il s'était rendu maître de la rive gauche du Rhône<sup>5</sup>, les nobles ses vassaux n'ont pu être conservés ailes ont que

diction avec de nombreux actes impériaux, voir plus haut, p. 106. On peut cependant citer à cette époque, un diplôme favorable à l'église de Viviers. *Histoire générale du Languedoc*, t. VIII, p. 609, n° CCXXV.

1. Podestà d'Arles en 1231-1232, podestà de Florence en 1235, podestà d'Avignon en 1237. Huillard-Brochet, *Introduction*, p. CCXXV. Petroni, *Histoire de Florence*, t. I, p. 282. Ce personnage fut en 1244 sous-impérial, cf. Berger, *Regestes d'Innocent IV*, n° 666.

2. Papon, t. II, *Provença*, LXXIV. « Quoniam Tancellus de Strada et vis Papensis et R. de Baux terram Viennois, quam sancta Romana Ecclesia bene habet detinent iniqua per violentiam acquisitionem et sententiam excommunicationis apud Montium, Valentiniensis diocesis, a magistro Pedro de Commedia laiciam auctoritate domini Papae in invasores terra predictae, et quod cesum de Montimio dictus Bartholomeus tenet obsessum et moxiles non vult recedere ab obsidione castri... »

3. 3 août 1235. *Polihist.* n° 9587.

4. Teulet, t. II, p. 34, n° 2445.

5. L'évêque de Carpentras, chargé de la défense, se serait mal acquitté de sa

pendant les années qui suivirent, il y exerça librement son pouvoir<sup>1</sup>. L'empereur avait visiblement pris parti pour l'un des belligérants de son côté, Louis IX jugea le moment favorable pour offrir de nouveau sa médiation<sup>2</sup>. Tout ce que put obtenir son ambassadeur Pierre de Rosay ce fut une trêve de la fin mars au 6 novembre 1236 en cas d'infraction à cette trêve, les deux partis avaient accepté à l'avance comme arbitres l'empereur et le roi de France. Cette tentative de pacification ne produisit aucun résultat ; à l'expiration de la trêve, les hostilités recommencèrent le plus houleux en Provence<sup>3</sup>. Marseille resserra son alliance avec le comte de Toulouse qui, de son côté, persécuta le clergé dans ses domaines, fit expulser l'évêque de Vaison par un de ses officiers, et pour subvenir aux frais de la guerre réablit dans le Venaissin des peages et des taxes sur le sol contre lesquels avaient si souvent protesté et protestaient encore les papes et les consuls<sup>4</sup>. L'archevêque de Vienne, dont les doléances répétées n'étaient point écoutées de Raymond VII, adressa ses plaintes à Grégoire IX, qui sollicita immédiatement l'appui du roi de France contre son vassal<sup>5</sup>. En même temps, il envoyait une sévère réprimande au comte de Toulouse<sup>6</sup>, il l'invitant une fois de plus à se rendre en Terre-Sainte comme il l'avait autrefois promis. Pour quelque temps l'action de la Papauté semble n'avoir pas été inutile : la guerre fut suspendue en Provence. Mais les dispositions des partis n'avaient en les mêmes et leurs griefs s'étaient aggravés. Le comte de Provence ne pouvait que difficilement supporter l'accroissement de puissance que la conquête du Venaissin assurait à son rival : d'autre part, les

mission. Une procédure fut ouverte contre lui au cour de Rome. Berger *Argli-Argli* d'Innocent IV n° 664.

1. *Historie et annales du Languedoc*, t. VII, p. 1008, n° cccxii; p. 1025, n° cccxi; p. 107, n° cccviii etc., Teulet, t. II pp. 361 à 367, Barthélémy, n° 265 et ss.

2. Avril et mai 1236. Papon, *Provençes*, lxxxv, Winkelmann, *Acta*, t. I, n° 615.

3. C'est sans doute la guerre dont il est question dans Mathieu Paris et qui rappela en hâte, dans le Midi, Raymond Berenger, qui avait quitté la Provence pour un royaume en France et en Angleterre. On se rappelle que deux de ses filles étaient reines de France et d'Angleterre. Ma de Paris, *Chroniques majeures*, t. III, p. 413.

4. Conc. d'Arles (1234), c. 72 et concile de 1236.

5. Teulet, t. II p. 339, n° 2541. — L'un des griefs du Pape était que Raymond VII avait cessé de payer les maîtres de l'Université de Toulouse, contrairement au traité de 1229. cf. *Monumenta Germaniae Historica*, *Epistolae*, n° 706.

6. Mai 1237. Teulet, t. II, p. 349, n° 2544. *Epistolae*, n° 706, cf. Potthast, n° 10137 et ss.

moyens violents auxquels le comte de Toulouse avait eu recours pour réaliser cette conquête lui avaient de nouveau aliéné le Pape et le clergé<sup>1</sup>, en même temps qu'ils avaient infailliblement mécontenté saint Louis, dont la politique ne pouvait s'accommoder d'événements qui rendaient le courage à tous ses adversaires du clergé dans le Midi. Visiblement un tel résultat dépassait les intentions du saint roi, si favorables qu'elles aient pu être au comte de Toulouse; j'imagine que ce ne fut pas sans regret que la cour de France dut assister à la formation des deux groupes de puissances qui allaient se disputer l'influence dans le Midi de la Gaule : d'une part, le Pape, le clergé et le comte de Provence, d'autre part, l'empereur et le comte de Toulouse.

#### VIII — POLITIQUE NOUVELLE DE L'EMPEREUR.

La situation créée par ces événements n'était point faite pour rendre la sécurité aux prélati du royaume d'Arles. Désormais ils ont en face d'eux des adversaires redoutables : Raymond VII, dont les conversions répétées sont d'une sincérité douteuse, et l'empereur, qui en lutte ouverte avec l'Eglise, veut combattre sur tous les points de l'Europe les influences sympathiques au Pape et à ses protégés les Lombards. Pour résister à ces forces les évêques comptaient à bon droit sur les ressources de leur allié Raymond-Bérenger; du roi de France, ils ne pouvaient guère attendre qu'une neutralité sympathique. On sait, en effet, que les nombreux partisans de Frédéric dans le baronnage français imposaient à Louis IX une attitude pleine de réserve, joignez à cela l'esprit de scrupuleuse justice qui animait le saint roi et l'amitié traditionnelle qui liait les Capétiens aux Staufen. Aussi l'empereur pourra-t-il sans difficulté unir ses efforts à ceux des seigneurs et des bourgeois qui combattront le clergé dans le royaume d'Arles.

1. L'archevêque de Vienne, Jean de Born, légat du Pape, engageait Grégoire IX à méjuger que l'on peu de confiance aux regrets que Raymond VII avait manifestés de ses violences. Voir une lettre du 28 juillet 1237 par laquelle Grégoire IX invite Jean de Born à ne point entraver le départ des ambassadeurs que Raymond VII veut envoyer à Rome.

FOUILLÉE. — Le Royaume d'Arles.

Le choix de ses agents dévoile sa nouvelle politique. Autrefois, quand il voulait exercer son autorité dans ce royaume, il confiait à un pontif, tel que l'archevêque d'Arles, l'exécution de ses volontés. Plus récemment, on l'a vu choisir des représentants laïques parmi les fonctionnaires ou les chefs des gibelins d'Italie. Telle est désormais la règle à laquelle l'empereur se conformera, ainsi gouvernera-t-il dans le royaume d'Arles des vicaires qui plus d'une fois feront sentir au clergé tout le poids de leur autorité.

Le premier qui fut porté à titre de vicaire, Heon de Revel, apparaît à l'occasion des troubles qui avaient éclaté dans la ville d'Arles. Dans ce trouble, autrefois si houleux à l'Église, des événements graves s'étaient produits, et convenait de revenir en arrière pour les expier rapidement.

On a vu plus haut comment, pendant les premières années de la lutte entre les deux comtes, les Arlesiens étaient résolument restés du côté de Provence contre le comte de l'Occident et ses alliés; mais l'influence de l'Église qui dominait à Arles fut bientôt battue en brèche par un parti puissant, encouragé sans doute en secret par Raymond VII et les seigneurs qui, dans le royaume d'Arles, n'avaient ni les sentiments hostiles au clergé. Dès 1234, en attendant que les prescriptions du concile provincial tenu en juillet sous la présidence de l'archevêque Jean Bausan<sup>1</sup>, l'opposition se manifesta sous la forme d'associations illégitimes qui portaient le nom de confréries; bientôt leurs chefs se rendent maîtres de la cité. Aux excommunications, les révoltés répondent par une dévotion exagérée de l'eau et du sel et fréquemment employées contre les clercs à cette époque du Moyen-Âge. Il est défendu de vendre des aliments aux membres du clergé; l'usage des moines, des tours publiques et des fontaines leur est refusé<sup>2</sup>. Aussi les clercs sont-ils réduits à quitter la ville rebelle. L'archevêque Jean Bausan, dont le palais est occupé par ses ennemis, a grand-peine à se réfugier à Salon, château appartenant à son église. Arles demeure aux mains des adversaires du clergé; le culte y est

1. Déjà en 1233, le pape Innocent III, par son décret, avait déclaré que le comte de l'Occident n'avait pas le droit de lever des impôts dans le royaume d'Arles. (Scherer, op. cit., p. 15.)

<sup>2</sup> Conc. d'Arles (1234), t. II, p. 19.

3. Aubert, *Manuscrits de la bibliothèque de l'Université de Paris*, t. II, p. 81 et suiv.

suspendu, les sacrements n'y sont plus administrés, et, comme il n'y a plus de curés, quelques habitants s'enhardissent jusqu'à contracter mariage en présence des évêques, au mépris des prohibitions formelles de l'Eglise<sup>1</sup>. Ce n'était là qu'un épisode de la lutte violente que, sur plus d'un point de l'Europe, se livraient alors les défenseurs de l'Eglise et ses ennemis : on sait qu'en cette même année 1235, une assemblée de barons français réunie à Saint-Denis, avait formulé de longs griefs contre la juridiction ecclésiastique, et avait affiché l'intention de répondre à l'excommunication par la saisie du temple<sup>2</sup>.

Il était permis de craindre que, suivant l'exemple de Marseille, le parti qui s'était emparé du pouvoir à Arles ne rendit la ville à Raymond VII, l'allié naturel et le principal espoir des adversaires du clergé. Aussi, bien que les anathèmes contre les confédérés aient été renouvelés dans un concile de 1236, il semble que l'archevêque n'ait pas tardé à chercher un rapprochement : une transaction, intervenue en 1236, tout en sauvegardant les apparences extérieures du pouvoir ecclésiastique, ne laisse pas que de contenir des avantages importants au parti représenté par les chefs de la confrérie<sup>3</sup>. Mais en février 1237, un mouvement de réaction s'accentue dans la ville : les docteurs chargent douze personnes adjointes aux consuls d'empêcher « que l'on tente de transporter la seigneurie et juridiction de la cité et du bourg d'Arles sous une domination étrangère et de l'arracher, en tout ou en partie, à l'archevêque et aux citoyens nobles et bourgeois<sup>4</sup> ». Le parti de l'Eglise se relevait à Arles, mais il avait encore affaire à des adversaires redoutables.

C'est à propos de ces luttes que l'histoire rencontre d'abord, au cours de l'année 1237, le vicaire impérial, Henri de Revello. Une lettre qui lui est adressée par Grégoire IX, le 8 août 1237, prouve péremptoirement qu'à cette date Henri représentait l'empereur dans le Sud de la France, et que, dans les troubles d'Arles, il avait pris fait et cause pour les adversaires de l'Eglise : en cela d'ailleurs, il ne faisait que se conformer à la politique générale de Frédéric II. Le Pape

1. « Hucusceperunt uxores, contra expressam prohibitionem Ecclesie, per matrimonialia nuptiarum ».

2. Raynaud, 1235, § 32-36. J'ai signalé les traits principaux de cette lutte dans mon livre sur *la Confrérie du Mont-Cornillon*, t. II, p. 116.

3. Aubert, p. 26.

4. Aubert, p. 26.

lui reproche de s'associer, pour persécuter l'archevêque, à des hommes qui ne respectent point Dieu, en même temps qu'il invite les bourgeois d'Arles et le comte de Provence à venir en aide à Jean Baissan<sup>1</sup>.

Ainsi, l'empereur est, maintenant, non plus le protecteur des évêques, mais l'allié des adversaires de l'Eglise, de Raymond VII et de ses partisans. Remarquez qu'au début de son règne il avait cherché ses amis dans les rangs du clergé. L'évolution de sa politique est donc complète et désormais le Roi de la France se trouve associé aux vicissitudes de la lutte grandiose qui se livre entre la Papauté et l'Empire, les faits qui s'y produisent ne sont que des incidents.

#### IX. — D'ÉTÉ DE TREN CAMPAGNE DE FRÉDÉRIC EN LOMBARDIE

La victoire de Frédéric à Cortenova, où l'armée lombarde fut entièrement défaite, n'était pas pour décourager les partisans de l'empereur dans le royaume d'Arles. Au commencement de 1238, tandis que Raymond VII détenait encore, en dépit des protestations du Pape, des lieux appartenant à l'Eglise d'Arles, par exemple le château de Mornas<sup>2</sup>, ses amis les habitants d'Avignon se mettaient entre les mains de l'empereur auquel ils confiaient le soin de choisir leur podestat<sup>3</sup>. Henri de Reke les avait déterminés à cette résolution, pour le moment assez inutile, si l'on songe que l'année précédente ils avaient élu un gibelin éprouvé, Torello de Strada; il était certain qu'au moins dans l'état actuel des esprits, le pouvoir impérial n'avait nullement à s'inquiéter du choix des Avignonnais. L'empereur désigna pour cette fonction l'un de ses serviteurs Génois que la affection de sa patrie n'avait point ébranlée dans sa loyauté, Perival Doria, qui déjà avait rempli cette charge en 1233<sup>4</sup>. Ce fait marque

1. *Monumenta Germaniae Historica*, n° 710, *Annales* rétrogrades, t. V, p. 108.

2. Bulle de Grégoire IX, 28 janvier. *Textes*, t. II, p. 302, n° 2510.

3. *Historia Archevêques*, t. V, pp. 59 et 60. Peut-être la majorité d'Arles ne renonce-t-elle à son droit d'élection que dans la crainte de voir les électeurs étrangers d'avis ou se porter un jour du côté du Pape et du comte de Provence.

4. Papon, t. I, p. 33.

une reconnaissance de l'afluence impériale, tous se soulevèrent en cour-  
ragés par le désastre qui avait frappé les Lombards, l'avenue s'annon-  
ça favorable à Frédéric. C'est ainsi que les choses se passaient.

Des le mois de février 1238, l'empereur se rapproche du Piémont, il vient tenir sa cour à Turin et prépare, de concert avec le comte de Savoie<sup>1</sup> et les grands du royaume d'Arles, une expédition qui doit définitivement fermer la résistance des villes lombardes. Bon gré, mal gré, les seigneurs ecclésiastiques ou laïques affluent auprès de lui, et en échange de leurs hommages et de leur concours, reçoivent la confirmation de leurs privilèges. Déjà en février, Barald de Bâle s'étant fait reconnaître le droit de posséder un péage à Trinquartano<sup>2</sup>. En mars, arrivèrent à Turin les représentants du jeune Dauphin Guigues VII, et avec eux ses deux frères Jean et Aymon de Bernin, archevêques de Vienne et d'Embrun, et les évêques de Grenoble et de Gap. Tout d'abord, deux diplômes furent rendus au profit du Dauphin Guigues VII encore placé sous la tutelle de sa mère Béatrice de Montferrat, l'un confirmait à Béatrice et à son fils un péage en Viennois<sup>3</sup>, l'autre reproduisant les privilèges des Dauphins, jadis reconnus par Richerousse, et déclarant que ces seigneurs relevaient immédiatement de l'empereur et de ses vassaux en Bourgogne<sup>4</sup>.

1. *Argentea*, n° 2731 - Diplôme en faveur de l'abbaye de Saint-Claude en faveur comme récompense contre le Savoye, les marquis de Montferrat et de Salaparuta. — Le comte Adolphe de Savoie était alors allié de l'empereur sans doute parce qu'il avait pour adversaires ses deux neveux, évêques de Turin et les gendre de l'empereur, qui résistèrent aux envahissements de la maison de Savoie. Les historiens de Savoie prétendent que, lors de son séjour à Turin, en 1236, Frédéric II donna en fief les provinces d'Aoste et de Chamouni, en faveur de la maison de Savoie. Mais ce fait n'est pas exactement établi Cf. Wartenburger, *Jour II* non Sotogon I 1 p. 125

2. *Journal* n° 373

2. Vainovskiy, *Steklo*, 2-ye izdaniye, s. 10, p. 59. Kladovskiy-Bogomolov, G. Y., p. 170 of *Steklo* in 1926.

[illegible]

L'empereur ne refuse pas aux prélats les marques de sa faveur, il leur octroie les chartes qui consacrent ou resserrent les droits de leurs églises<sup>1</sup>. Toutefois il n'est pas difficile de découvrir dans les diplômes de cette date des intentions fort peu sympathiques au clergé, par là les actes de l'empereur diffèrent profondément des chartes de ses prédécesseurs et des diplômes précédemment conférés par lui-même. C'est ainsi qu'il déclare les Dauphins soumis immédiatement à l'empereur et à son lieutenant, sous cette phrase, d'apparence inoffensive, qu'est cachée la négation des droits de souveraineté de l'archevêque de Vienne, auquel cependant le père du Dauphin actuel avait jadis rendu hommage, et que les Dauphins ses successeurs devaient longtemps respecter au moins en apparence<sup>2</sup>. Quand Frédéric, au cours de ses séjours à Vienne Jean de Berrin, il ajoute ces mots : « Ne vous avisez point de tenter jamais de soustraire ces domaines à l'Empire. » C'est que l'empereur a de justes raisons de redouter Jean de Berrin, l'énergique légat du Saint-Siège, l'adversaire vigilant du comte de Toulouse. « C'était, dit Saxe-Meiningen, un honnête homme et un saint personnage, qui aimait beaucoup les Franciscains<sup>3</sup>. » Or, on sait que les Prêtres Mineurs, agents dévoués de la Papauté, étaient pour cette raison même fort mal vus de Frédéric.

Barons et prélats avaient rendu leurs devoirs à leur suzerain, mais

avec le l'empereur Voss. sur ses projets de mariage » n'indiquent bien les tentatives et les oscillations de la politique. Warstamberger, *Peter II von Savoyen*, t. I, p. 127-131 et *Urkunden*, n° 119 et suiv.

<sup>1</sup> Voir pour Vienne. Cheynier (*Collection des Cartulaires Dauphinois* (Table de la *jurisdiction* que de Bourgogne par ces ambaixes, pp. 83 et 85) Huillard-Breholles, t. V, p. 1284. Pour Embrun, *ibid.*, t. V, p. 130. Pour Gay *ibid.*, t. V, p. 133, pour Embrun *ibid.*, t. V, p. 130 et Cheynier, *loc. cit.* et *Reperio*, n° 2228-2333.

<sup>2</sup> Le 18 avril 1213, le Dauphin Guigues rend hommage à l'archevêque et au chapitre de Vienne, dont il déclare tenir toute comitatus Vienne tout ce qu'il lui appartient ab ecclesia S. Petri ad Vin. que est infra iurisdictionem, inter duo flumina Isara et Rodanum. *Quoniam est Fluvius de Rodan, qui locus dicitur Franciscum et Aleriusum dicitur.* En reconnaissance, le Dauphin doit présenter chaque année un clerc de quinze livres la redevance de St Maurice. L'hommage comprend aussi le château de Juvet et le château de Saint-Quentin outre Isère. Le père du Dauphin Guigues avait déjà rendu hommage à l'archevêque Barthelemy : Chevalier, *Statuts Ecclesiae Vindobonensis*, t. III. Cf. pour un hommage rendu par Humbert I<sup>er</sup> en 1184, Valbonais, *Histoire de Dauphiné*, t. II, p. 27.

<sup>3</sup> « Qui fuit sanctus homo et honesta persona, et ordinem sancti Francisci multum dilexit. Nam a morte Francisci de nonis sancti petri prope apud eum super Rodanum, eo quod fratres in territorio suo ad habitandum desiderant locum. » Saxe-Meiningen, *ibid.*, p. 133.



L'empereur n'était plus, en ce lois, disposé à se contenter de vaines formules d'hommages. Déjà en 1232 il avait, à peu près soudainement, appelé sous ses drapeaux les contingents de ces comtes, voyez qu'il enjoignait de nouveau aux prélats et aux barons de venir à lui avec leurs troupes, afin de l'accompagner en Lombardie : le rendez-vous est donné à Vérone pour le mois de mai. Les documents contemporains prouvent que les seigneurs du royaume d'Arles n'osèrent pas y manquer.

Raymond Berenger, nommé d'envoyer son contingent à l'armée impériale, ne s'exécuta pas d'assez mauvaise grâce, à vrai dire l'état de ses relations avec Frédéric l'explique suffisamment. Le comte de Provence avait commencé par s'excuser, sous le prétexte que la citation lui était parvenue trop tard pour qu'il lui fût possible de se trouver à Vérone au commencement de mai. L'empereur retardant d'un mois la date du rendez-vous, répondit à ces excuses par une lettre assez ironique, où il se donna de la lenxur des messagers : il suppose charitablement que la zèle de Raymond pour les intérêts de l'Empire réparera les conséquences fâcheuses de ce retard. Le comte avait demandé qu'il nous en soit dit quelque chose, l'empereur accablait de lui. Frédéric se garda bien de déterminer un chiffre, « pensant, ajoute-t-il, qu'un homme de si grande valeur et d'une loyauté si excellente, attaché à notre service par une affection spéciale, et porté par les désirs ardents de son cœur à défendre les intérêts de l'Empire... n'est pas de ceux à qui nous devons fixer les bornes d'une escorte raisonnable... Votre fidélité, continue l'empereur, me donne l'assurance que, pour avoir part à la gloire de la campagne qui, cet été, terminera la guerre lombarde, vous viendrez sans hésiter... souhaitant le malheur des temps... » Il lui cite l'exemple de Pierre de Savoie, son beau-frère<sup>1</sup>, et du marquis de Montferrat qui ont sans balancer mis toutes leurs forces à la disposition de l'Empire. Enfin, il termine par ce trait : « Nous ne voulons pas vous laisser ignorer que nous attendons des secours considérables de nombreux royaumes des diverses parties du monde. Nous tenons en effet à ce que la réputation, de nous bien connue, de la maison de Provence, soit justifiée aux yeux de tous, apparaissant

1. Raymond Berenger avait épousé une fille de Thomas I<sup>er</sup> comte de Savoie marié en 1231.

ainsi comme notre favori... , objet de l'admiration universelle fier de votre personne et de vos dires... Votre messager à son retour pourra vous apprendre l'heureux état de nos entreprises, dont vous ne manquerez pas de vous sentir très heureux.<sup>1</sup> » Si le lecteur veut bien remarquer que le comte de Provence était laid et ne passait point pour brave, il comprendra l'impertinence raffinée de cette sommation, dont le sly et sarcasme du docteur la main de Frédéric II Raymond-Bérenger eut devoir obéir : il vint avec cent chevaliers au camp impérial et prit part au siège de Brescia<sup>2</sup>.

Nul pouvoir dans le Midi, ni de l'un ni de l'autre côté des Alpes, ne paraissait capable de résister à la puissance impériale. De tous côtés les troupes affluèrent en Lombardie pour la première fois, cédant aux injonctions du maître et aux efforts du vicarius impérial. Spiroza, les contingents de Gènes, de Embrun, du Valentinois et du Diocèse<sup>3</sup> s'étonnaient de se rencontrer sous les drapeaux de l'Empire avec les troupes du comté de Savoie et aussi, ce les des comtés de Provence et de Toulouse, conduites par Guillaume de Savoie, l'évêque élu de Valence, qui, au dire des contempoains, savait mieux manier les armes temporelles que les spirituelles<sup>4</sup>.

L'archevêque d'Arles, Jean Bainsan, et l'évêque de Marseille, Benoît d'Albigan avaient devancé Raymond-Bérenger à la cour impériale; ils étaient à Vérone dès le mois de juin. Tous deux figurent comme témoins dans un acte où l'empereur promet sa protection à la ville d'Embrun et lui assure le maintien de ses libertés

1. *Monumenta Germanicarum, Leges*, t. IV, p. 395.

2. Voir sur ces années la chronique de *rebus in Italia gestis* [1211-1214], écrite par un gibelin de Plaisance et publiée par Huillard-Bréholles, Paris, 1858. (*Anony morum Historiarum chronica dicta*) et dans les *Monumenta*, t. XVII., Voyez notamment page 479. L'auteur y signale les contingents du Sud-Est : « Electus de Valentia, frater comitis Savoiarum... et senescallus Daphinie, cum 200 milibus... ». D'après Philippe Ménages, le dauphin Guillaume VII en personne aurait pris part à l'expédition, à côté de Jean de Valence et d'Henri de Guines, Beaudoain, l. I : *Historicus de France*, t. XXII, pp. 68 et 69. L'évêque Pierre de Grenoble fut chargé par l'empereur de lui amener le contingent de son diocèse. Chevalier, *Notices sur le Comté de Savoie d'après les Chartes*, p. 66, *Annuaire*, n° 1234.

3. Huillard-Bréholles, t. V, p. 137.

4. Sur ce Guillaume de Savoie, fils du comte Thomas I<sup>er</sup> et parent des rois de France et d'Angleterre qui avait joué un rôle important en Angleterre, voir Mathieu Paris, *Chronica majora*, t. I, pp. 587, 496, 499, 493. Il mourut en 1239. Sur le contingent d'Argentan, cf. Paris, *ibidem*, t. V, p. 13.

et continues<sup>1</sup>. On peut bien conjecturer qu'une telle faveur accordée à une commune n'était point conforme aux idées anciennes de Pierre II; à tout le moins, pour les historiens, se rappeler combien profondément sa politique s'était modifiée.

Naturellement l'empereur se montre de plus en plus hostile à Grégoire IX. Le Pape venait de charger d'une légation en Provence le cardinal Jacques de Préneste qui jadis avait soulevé les ennemis de l'Empire à Plaisance. Frédéric, dont la rancune ne perdait pas le souvenir des injures reçues, refuse le passage au légat et ne consent point à lui donner de sauf-conduit. Sans doute il se déclare prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour déraciner l'hérésie dans cette région, qui appartient à l'Empire<sup>2</sup>; mais il n'y veut pas d'un envoyé qui viendrait, non pour apporter la paix, mais pour aiguiser les épées contre les fidèles de l'Empire. Qu'on lui envoie donc un autre légat : celui-ci serait exposé à de trop graves dangers de la part des partisans de Frédéric; l'empereur redouterait trop les conséquences des excès de zèle de ses amis.

Au surplus, si l'empereur combat ouvertement l'Eglise romaine, il a soin partout de se montrer catholique. volontiers il lui étend, pour ses intérêts religieux, d'un dévouement qui semble légué par beaucoup de lui au Pape. C'est cette persécution des hérétiques par les mêmes raisons qui l'ont jadis poussé à entreprendre la guerre sainte, mais il est bien aise de se servir des apparences pour donner le change à l'opinion à laquelle il fait souvent appel. C'est un fait remarquable que l'existence à cette époque d'une opinion européenne dont les manifestes des deux adversaires prouvent qu'il fallait tenir compte. Pour la tromper, Frédéric renouvelle ses terribles édits d'anathème contre les sectes hérétiques qui pullulent dans la Midi de la France et dans le Nord de l'Italie<sup>3</sup>, par des lettres écrites de Vérone,

1. *Manuel brechtien*, t. V, p. 236. — Cf. Chevalier, *Inventaire des archives des Papes*, t. II, n° 529.

2. Ju n. 1236 : « Sane cum regio reinvata imperio nostro per meum » Willelmum, *Acta*, t. I, n° 340, t. II, n° 28; cf. *Ju Harb-Breueilles*, t. V, p. 269, *Regesta*, n° 171 et 206.

3. En 1236, l'empereur agitait au Pape qu'il va combattre les hérétiques dans les « *zonen* » de la Méditerranée. C'est dans cette lettre qu'il ajoute ces mots, qui marquent bien le caractère de sa politique : « *Ita de hereticis ultra est, et nos notum est ceteris* » Math. Paris, t. III, p. 375.



l'évêque d'Avignon, qui avait envoyé des solons à l'empereur<sup>1</sup>. L'évêque de Die, qui avait accompagné de sa personne le contingent de son diocèse, obtint aussi la confirmation de la charte de privilèges rendue par Barberousse en 1178<sup>2</sup>, en même temps l'empereur enjoignit à ce prélat de rétablir à Die la régularité des poids et mesures, d'en bannir les associations et les conjurations illicites et de faire cesser toutes les exactions illégitimes : preuve manifeste de la vivacité des dissensions qui déchiraient Die comme la plupart des villes du Sud-Est de la France.

Frédéric était flatté en vain d'entraîner les Lombards dans cette campagne : contrairement à ses espérances, il fut, le 9 octobre, obligé de lever le siège de Brescia. Le lecteur ne se méprendra pas sur la gravité de cet échec pour le pouvoir impérial dans le royaume de Vienne. C'était la première fois que les prélats, les barons et les bourgeois de cette contrée s'étaient rendus à l'armée de l'empereur : au lieu d'y assister au triomphe sur lequel on comptait, ils avaient vu toute la force de l'Empire se briser contre la résistance d'une ville italienne : quelle ne dut pas être la jérémiade de ces mécontents comme Raymond-Berenger ou Jean Bausan, que Frédéric avait traités de force à la suite de son armée ? Au moment où l'autorité de l'Empire paraît consolidée dans le royaume d'Arles, au moment où Frédéric eût touché au but de ses efforts, tous les résultats de sa politique sont compromis du même coup par la misérable issue de l'entreprise sur Brescia.

Toutefois la chance tenue de l'empereur continue de délivrer des diplômes en faveur d'habitants du royaume : ceux qui sont venus en Italie tiennent à se faire payer de leurs peines. L'empereur concède sa protection aux bourgeois d'Apt<sup>3</sup> ; il confirme le diplôme de Henri VI qui inféodait à Etienne de Vilars les péages d'Aubromay et de Tréroux<sup>4</sup>, il en fait autant pour les péages d'un seigneur de Viennois, Aymard de Groslée, seigneur de Bressieu et de Mont-Revel<sup>5</sup>, il confirme en faveur de Guillaume, évêque de Valence, tous les droits et la juridiction de son église, et révoque les aliénations faites

1. Huillard-Bréholles, t. V, p. 328.

2. Chevalier, *Documents inédits relatifs au Dauphiné Gertraud de Die* p. 12.

3. Huillard-Bréholles, t. V, p. 341, *Regesta*, n° 2509.

4. Huillard-Bréholles, t. V, p. 342, *Regesta*, n° 2408.

5. Huillard-Bréholles, t. V, p. 422.

au déclinement de cette église sans le consentement de l'empereur. Enfin, il interdit aux bourgeois de Valence et aux habitants du diocèse de s'associer et de se lier par des serments mutuels, si ce n'est avec l'agrément de l'évêque<sup>1</sup> ; il semble donc prendre nettement le parti de l'évêque contre les bourgeois : il ne faut pas oublier que l'évêque élu de Valence est un prince de la puissante maison de Savoie, et que l'empereur a tout intérêt à le ménager.

En vain Frédéric essaya de se concilier les grands du royaume d'Arles : son prestige était profondément atteint. Aussi, vers la fin de l'année 1238, le comte de Toulouse donnant satisfaction au Pape : pour quelques mois, cet étrange et mobile personnage obtenait d'être réconcilié avec l'Eglise. Dès lors, aussi, le Dauphin se rapproche du comte de Provence. Des promesses de mariage sont même échangées entre lui et Sanche, qui, plus tard, devint la femme de Richard de Cornouailles. Toutefois, l'empereur n'abandonna point la poursuite de ses desseins : un diplôme de l'année 1239, rendu en faveur de la ville d'Avignon<sup>2</sup>, nous le montre fidèle à sa résolution de chercher contre le clergé des allies dans les communes. En même temps, il ne cesse point d'entretenir des représentants dans le royaume : à Supersainte-Léon, l'ancien podestat d'Arles, qui en novembre était investi des fonctions de vicaire impérial, succéda en décembre le comte Gérard de Loraine<sup>3</sup> originaire de la Marche d'Anjou, qui se parait du titre de vicario general dei Sacre Imperii dans le royaume d'Arles et de Vienne. L'une de ses préoccupations les plus graves fut d'aider les prélats à recouvrer les subvances qu'ils étaient autorisés à prélever sur leurs sujets afin de faire face aux dépenses des courants envoyés à l'autorité papale au secours de l'empereur : il fut obligé de menacer de la colère impériale les bourgeois de Grenoble et d'Embrun, qui se refusaient obstinément à s'acquiescer de leurs obligations envers leurs évêques<sup>4</sup>.

1. Huillard-Bréholles, t. V, p. 26, *Gallia Christiana* t. XVI, p. 113. *Regesta*, n° 404. Colombi, *de Rebus gestis episcoporum in Valentiniensi ecc.*, p. 4.

2. Huillard-Bréholles, t. V, p. 276. *Regesta*, n° 2416 (Rome, janvier 1239).

3. « Bernardus, comes Laurati et vicarius domini Imperatoris in regno Arvensi et Viennensi » Winkelmann *Acta*, t. I, n° 62.

4. Cf. pour Grenoble, un acte daté de Romans, 16 février 1240, publié par Chevalier, *Notice sur le Cartulaire d'Aspion de Châtel*, p. 121, Vallonnas, t. II, p. 64. Sur les relations l'évêque d'Avignon eût voulu pour répondre à la convocation impériale, cf. Pertz, *Archiv*, t. VII, p. 25.

## 2. — EXCOMMUNICATION DE FRÉDÉRIC

Au début de l'année 1239, le Pape s'était décidé à frapper un grand coup : en effet, il prononça solennellement l'excommunication de Frédéric. On peut deviner l'émotion produite par la nouvelle de cette sentence sur le peuple des villes méridionales où se trouvaient en grand nombre des catholiques à la fois ardents et impies comme toutes les populations de ces contrées, soutenues et encouragées par la prédication quotidienne de ces religieux mendians pour lesquels Frédéric éprouvait tant d'aversion. Aussi est-il permis de considérer l'excommunication de l'empereur comme la cause immédiate d'un événement qui bientôt consterna les partisans de l'Empire en Provence. On n'a pas oublié l'amitié avec laquelle les factions se disputaient le pouvoir dans la ville d'Arles : depuis 1231 c'était en général le parti contraire à l'archevêque et au comte de Provence qui s'avait emporté dans cette ville ; toutefois, après de nouvelles vicissitudes, l'année 1237 s'était terminée par une transaction avantagée à l'archevêque, dont le parti reprit le dessus. En décembre 1238, le vicairé de l'Empire, Bérard de Lorehe, vint à Arles pour y demander au nom de l'empereur le serment des habitants<sup>1</sup>. Dans l'état des esprits, c'était là une démarche imprudente. Bérard ne pouvait la tenter qu'en se présentant à la tête de forces suffisantes pour écraser toute résistance. Il ne prit pas cette précaution ; aussi l'archevêque, craignant qu'un serment prêté directement à l'empereur n'amoindrit les droits de son église, n'hésita pas à s'opposer aux prétentions du vicairé impérial. Bérard fut obligé d'accepter une transaction proposée par l'archevêque : les Arlésiens prêtèrent serment à l'Empire « sauf les droits de l'église d'Arles, les libertés et les franchises des gentils hommes et des bourgeois de cette ville ».

Evidemment, en cette affaire, le parti de l'archevêque avait fait échec à la faction de l'empereur ; mais la plus grave déroute était réservée à la cause de l'Empire. Au commencement de l'été de 1239, les habitants d'Arles virent arriver dans leur cité Raymond-Boronger, que les chefs du parti du clergé tenaient au courant des événements

1. Winkelmann, *Arles*, I, n° 609.

inséparables de la ville, le comte de Provence fut lui-même, même par le vicaire impérial qui alors résidait à Arles et qui dans toute cette affaire semble avoir joué un rôle de duple. Raymond-Berenger put librement, d'accord avec ses partisans, préparer ses batteries, et bien qu'un jour le vicaire impérial fut parement et simplement expulsé, la cité se retrouva sous l'influence, plus puissante que jamais, de l'habus comte de Provence<sup>1</sup>. C'était un grand succès pour la parti catholique et provençal : aussi, pendant que Raymond-Berenger, promettant de sauvegarder les droits de l'église d'Arles, se faisait attribuer, sa vie durant, la juridiction sur la cité, et prêtait à l'archevêque un serment à peu près analogue à celui des podestats, l'empereur répandait sa colère dans diverses lettres<sup>2</sup>. Il ordonne au comte de Provence et aux bourgeois d'Arles de rétablir sous le vicaire de l'Empire dans tous ses droits : il se plaint ouvertement à Louis IX de la conduite de son beau-père le comte de Provence et invite le comte de Toulouse, auquel il annonce l'arrivée d'un ambassadeur, à entrer en campagne contre le Pape, contre ses partisans, et en particulier contre Raymond-Berenger<sup>3</sup>. Il n'est pas besoin de dire qu'en ce qui concerne le comte de Provence et les Arlésiens, tous ces éclats d'indignation furent inutiles : Arles était alors perdue pour la coalition des empereurs et des adversaires du clergé.

Ils gardaient toutefois Marseille et Avignon : c'est dans cette dernière ville que le vicaire Bérard, chassé d'Arles, avait trouvé un refuge. Il paraît qu'il y rencontra des difficultés trop graves pour son inexpérience politique : un document de l'année suivante<sup>4</sup> nous apprend que Bérard souleva contre lui les ennemis de l'empereur dans Avignon, et s'en fallut de peu que grâce à ses vaines adresses la cité d'Avignon ne passât au clergé et au comte de Provence<sup>5</sup>. Ce fut

<sup>1</sup> Ambert, t. III, pp. 120 et ss.

<sup>2</sup> 6 septembre 1230. Martène, *Amplissima Collectio*, t. II, pp. 1115 et 1160, *Harl.-Incl-Biblioth.*, t. V, pp. 401 et 402, *Regesta* n° 2477 et 2478.

<sup>3</sup> Martène, t. II, pp. 1140 et 1142, *Harl.-Incl-Biblioth.*, t. V, pp. 404 et 405, *Regesta*, n° 2479 et 2480.

<sup>4</sup> Voir un acte du vicaire impérial du 11 août 1240, *Histoire générale du Langue-doc*, t. VIII, 2<sup>e</sup> partie.

<sup>5</sup> « Si ipsi obtinuerent, tota civitas... esset contra dominum imperatorem cum comite Provençe et cum clericis propter defectum regiminis ipsius comitis Berardi. » Adresse de Raymond VII dans le document cité plus haut.



L'arrivée de Raymond V qui sauva la situation à la demande du conseil général et du Parlement d'Avignon, eut pour la charge de podestat, et Barard avoua son impuissance en acceptant cette désignation. Ainsi, en quelques mois, l'empereur avait perdu la comté d'Arles et avait fait perdre celle d'Avignon ; tels étaient, dans le Midi de la France, les premiers résultats de la défaite des Impériaux à Brescia et aussi de la sentence d'excommunication.

La hierarchie ecclésiastique travailla et avec zèle à donner effet à cette sentence. Au mois de mai, les archevêques et évêques du royaume d'Arles reçurent du Pape l'ordre de faire publier dans leurs diocèses l'excommunication dont avait été frappé l'empereur<sup>1</sup>. Le 16 septembre, une lettre de Grégoire IX déclarant au comte d'Anjou, le Savoie qu'il devait se considérer comme déchu de tout droit de fidélité envers Frédéric II.<sup>2</sup> Cependant le légat Jacques de Panneste, que Frédéric avait refusé de laisser entrer en Provence, avait réussi à y pénétrer, et y prêchant la croisade contre l'empereur<sup>3</sup>. Le 10 novembre il était à Aix où, au nom du Saint-Siège, il conclut un traité d'alliance avec Raymond-Bérenger. Le roi se compromet à faire campagne pour le Pape en Italie, à la tête de quarante chevaliers et de dix arbalétriers qu'il entretiendra à ses frais. Ce traité prévoit l'éventualité d'une attaque que dirigeront les Impériaux et les Aragonnais contre la Provence, en pareil cas, Raymond-Bérenger sera dispensé d'aller de en personne en Italie, et le contingent qu'il devait fournir au Pape serait réduit<sup>4</sup>. En revanche, l'Eglise romaine concédait à Raymond-Bérenger les sommes provenant, en Provence, du rachat des vœux des croisés elle y ajoutait le quart de la subvention qu'elle devait demander aux Eglises des provinces d'Aix, d'Arles, d'Embrun, de Tarantaise, de Lyon, de Vienne et de Besançon<sup>5</sup>. Le Pape approuva ces concessions de son légat et l'exhorta à utiliser le plus possible les ressources pécuniaires du comte de Provence, de l'archevêque et des

1. *Journal of the American Medical Association*, 1977; 237: 1001-1002.

1953

10. The following information is submitted in support of the proposed action:

A. *Phaeo- and heterocarpic dinoflagellates* in the V. I. D. on XXVIII.

5. *Whakemou* pour le 1<sup>er</sup> article : Les deux actes sont datés d'A. S. 10 noverm. re 1739.

bourgeois d'Arles ; la lettre pontificale les représente comme pleins de fermeté pour la défense des affaires du Christ contre Frédéric<sup>1</sup>. Après avoir pourvu aux nécessités de la lutte, le légat poursuivit sa route et se rendit auprès de saint Louis auquel il avait mission de dévoiler les projets et les crimes de Frédéric, contempteur de la divinité du Sauveur et adversaire acharné de la religion<sup>2</sup>.

De son côté, l'empereur n'était point en reste avec le Pape : une lettre du mois de décembre 1239 mit le comte de Provence au ban de l'Empire et prononça la confiscation de ses fiefs dont Forcalquier dut être délaissé pour être donné au comte de Toulouse<sup>3</sup>. En même temps sans doute pour remplir les caisses de la commune Frédéric accorda à ses fidèles Avignonnais le droit de frapper de nouvelles monnaies que chacun serait tenu d'accepter comme les autres monnaies en cours dans le royaume d'Arles et de Viennois<sup>4</sup>. Encore une fois, la guerre entre les deux comtes, compliquée de la lutte entre l'Eglise et l'Empire, allait désoler le Midi de la France.

Une campagne nouvelle eut lieu, au printemps de 1240, contre le comte de Provence et les Arlésiens ; elle était dirigée par le comte de Toulouse et le vicaire impérial, Gérard de Lorrette<sup>5</sup>, que secondaient de nombreux seigneurs et d'importantes cités ; on voyait dans leur armée les comtes de Comminges et de Rodez, Dragonet de Montauban, le seigneur de Lunel, Barral de Baux, Aymery de Clermont et beaucoup d'autres nobles du Languedoc ou de la Provence, qui accompagnaient les contingents fournis par Avignon et Marseille<sup>6</sup>. Les alliés saisisrent les biens des églises à Avignon et dans le Comtat, pillèrent les domaines du comte de Provence et des Arlésiens, s'emparèrent de vingt châteaux et mirent le siège devant Arles qui résista avec succès à leurs tentatives<sup>7</sup>.

*Monumenta Germaniae Historica*, II, n° 764, *Pothmist Regesta Romanorum Imperatorum* n° 16638. Lettre du 10 janvier 1240.

<sup>1</sup> Toulet, *Les lettres du Trésor des Chartes* t. II, p. 417 n° 2876 et 2837. Lettres de Grégoire IX à saint Louis et à Blanche de Castille, 21 octobre 1239.

<sup>2</sup> Toulet, t. II, p. 419, Huillard-Breholles, t. V, p. 341, *Regesta*, n° 2508.

<sup>3</sup> Huillard-Breholles, t. V, p. 343, *Regesta*, n° 2506. Par une lettre du 15 juillet 1239, il fait voter une sauvegarde générale accordée aux églises dans le royaume d'Arles. Huillard-Breholles, t. V, p. 324, *Regesta*, n° 2442.

<sup>4</sup> Winkelmann, *Acta*, t. I, n° 653.

<sup>5</sup> Voir l'énumération dans une sentence d'excommunication du 15 juillet 1240, rendue par Zola, vicaire du cardinal légat. Winkelmann, *Acta*, t. I, n° 665.

<sup>7</sup> Winkelmann, *op. cit.*, n° 663 et 645, Arnobert, t. III, p. 127 et ss. Voir, sur

Le comte de Provence et ses partisans étaient dans une situation critique : leurs justes appréhensions s'accrourent encore lorsque parvinrent à leurs oreilles les bruits d'un traité de paix entre l'empereur et le Pape, ce traité ne serait-il point conclu à leurs dépens ? Fort heureusement la nouvelle était fautive, et les négociations qui y avaient donné lieu avaient ému le pape Grégoire IX se hâta de les rassurer par une lettre qu'il adressa au comte de Provence, le 20 juin 1240<sup>1</sup>. Un mois auparavant, du Nord de la France où il se trouvait alors, le légas Jacques de Prénoste avait lancé l'excommunication contre les bandes d'envahisseurs<sup>2</sup>, le 15 juillet, à Viviers, Zoën, archevêque de Boulogne<sup>3</sup> qui exerçait en Provence les fonctions de vicaire du cardinal-légat, renouvela cette sentence de concert avec les archevêques d'Arles, de Vienne et de Narbonne et les évêques de Nîmes, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, d'Orange, de Toulouse, de Rodez, d'Agde, de Viviers et d'Uzès<sup>4</sup>. Si l'on n'a pas oublié que les partisans du comte de Provence étaient revêtus de l'insigne de la croisade, on comprendra que cette guerre devenait en réalité une guerre religieuse : c'était la lutte des croisés contre les excommuniés et contre les amis de ce Frédéric, que les catholiques s'habaient à considérer comme l'Antéchrist.

Saint Louis était décidé à ne pas laisser écraser le comte de Provence et à n'abandonner point le Midi à l'influence de Frédéric II, des hérétiques et des ennemis de la France, il n'hésia pas à intervenir dans la lutte. Les circonstances lui fournirent un prétexte : des Français qui, venus dans le Midi à la suite de Louis VIII, s'étaient

cette guerre, Matthieu Paris et G. de Puy-Laurens. Matthieu Paris dit qu'à cette époque, Thomas de Savoie, comte de Flandre, était en lutte avec l'empereur au sujet de l'élection au siège épiscopal de Liège, et l'empereur s'efforçait au comte de Provence d'user de son influence pour arrêter l'entreprise de Thomas de Savoie, son parent. Raymond-Béranger s'étant bien gardé d'obéir, il n'était pas disposé à cette époque à se faire l'auxiliaire des Impériaux. Frédéric aurait voulu le punir en le faisant attaquer par le comte de Toulouse. (Matthieu Paris, *Chronica majora*, t. IV, p. 11.)

1. Wiskelmann, *Acta*, t. I, n° 664. Il s'agit des négociations entreprises à Rome en mai, par Conrad, frère du landgrave de Thuringe, grand-maître de l'ordre Teutonique, au nom des princes allemands.

2. Acte daté de Corbe, 10 mai 1240. Wiskelmann, *Acta*, t. I, n° 663.

3. Sur ce personnage, voir l'étude de M. Haureau dans ses *Notices et extraits des manuscrits*, t. XXIV. P. partie.

4. Wiskelmann, *Acta*, t. I, n° 665.

Facsimilé. — Le Royaume d'Arles.

1

établis sur les bords du Rhône, avaient été molestés par les bandes de Raymond VI. Saint Louis paraît avoir envoyé vers ces régions un corps d'armée dont l'apparition mit un terme aux entreprises du comte de Toulouse<sup>1</sup>. En même temps, le saint Roi adressant à Frédéric II des plaintes justement motivées par sa conduite et celle du comte de Toulouse Henri III d'Angleterre, joignit ses représentations à celles de Louis IX. Ces deux rois prenaient en même la cause de leur beau-père commun, Raymond-Bérenger. Or ni Frédéric, ni le comte de Toulouse ne tenaient à se brouiller avec saint Louis. Frédéric, qui avait affaire à forte partie, n'était pas en position de se mesurer sur les bras un ennemi de plus; quant à Raymond VII, il ne pouvait engager une guerre contre le roi de France, à moins d'être soutenu par de nombreux et puissants alliés. Aussi l'empereur donna des explications diplomatiques, et le comte de Toulouse, suspendant la lutte du côté de la Provence, chercha à faire accepter de Louis IX quelques excuses. Il ne devait pas tarder à se venger, d'abord en refusant de porter secours à saint Louis lors de la révolte de Trencavel<sup>2</sup>, plus tard en s'unissant au comte de la Marche et à tous les mécontents du Midi pour combattre le roi de France.

#### VI. — LE COMTE DE TOULOUSE SE RÉCONCILIE AVEC L'ÉGLISE

Sur ces entrefaites, un nouvel agent de l'empereur avait remplacé l'incapable Gérard de Lorehe : c'était Gautier, comte de Manupello, qui portait le titre officiel de vicaire général du Saint-Empire<sup>3</sup>. L'un de ses premiers actes fut rendu en faveur des consuls et des bourgeois de Gap, le 5 août 1240, ils s'engagèrent à fournir à l'empereur les services féodaux qui lui étaient dus à raison des terres de l'église de Gap. En revanche l'empereur promettait de respecter ces domaines.

1. Sur cette intervention on. cf. Matthieu Paris, *Chronica majora*, t. IV, pp. 22 et ss.

2. Fils du vicomte de Béarn, qui en 1240 prit les armes contre la France. Raymond VII lui était secrètement favorable, mais n'osa pas l'aider ouvertement.

3. Gap, 5 août 1240. = Gualterius de Pabianis, Dei et imperii gratia comes Manupoli et sacri Imperii, in regno Ardetensi et Viennensi vicarius generalis. = Chambre des Comptes de Grenoble, B. 3248, n° 117; *Histoire générale du Languedoc* t. V II, n° LXXXV.

et tous leurs privilèges : combinaison étrange où les bourgeois se substituaient à l'évêque pour la prestation de services féodaux dus à l'Empereur à l'occasion du temporel de l'évêché<sup>1</sup>. Le vicaire impérial ajoutait à cette promesse une confirmation du consulat, de la juridiction et des libertés de Gap : en échange de ces faveurs, les bourgeois durent prêter serment de fidélité à l'empereur, nouvelle preuve de l'alliance qui tendait à se former entre les communes et le pouvoir impérial ; Gap devint ainsi, en théorie du moins, « une ville libre immédiate<sup>2</sup> », entre les bourgeois et l'empereur l'intermédiaire de l'évêque étant provisoirement supprimé.

De Gap, le comte de Manupello se rendit à Avignon où, depuis la mésaventure de Bérard de Lorene, Raymond VII accablait au nom de l'empereur les fonctions de poète<sup>3</sup>. Les troubadours se firent à ce moment éprouver quelque défiance à l'égard du comte de Toulouse, défiance suffisamment justifiée pour qui observe la politique inégale et moque de ce personnage. Raymond VII eut voulu conserver les fonctions qu'il exerçait à Avignon ; mais sans tenir compte de ses protestations ni des services rendus par lui à la cause impériale, le vicaire de l'Empire les lui ravala et put lui-même la direction des affaires de la cité<sup>4</sup>. Que l'on rapproche cet incident de ceux qui s'étaient produits l'année précédente, alors que Raymond avait substitué son autorité à celle de Bérard de Lorene, il sera facile d'en tirer la conclusion évidente qu'à cette époque, entre Raymond VII et les vicaires impériaux, se poursuivait un combat acharné par une poignée réciproque,

1. « Gualterius... Notum facimus... quod, quia consules et communes civitatis Vapincensis pro se servant nobis recipientibus nomine et vice imperii facere servitium domini nostri imperatori Friderico et nobis praesentibus, terris et jurisdictionibus episcopatus dictae civitatis que ab imperio tenet quod servitium episcopus civilis predictus, nomine sui episcopatus et Ecclesie, imperio facere tenetur, promittimus pro parte imperiali et nostra ipsius domini Imperatoris auctoritate muniti predictis consensibus et comuni quod donec predictum servitium facient domino Imperatori et nobis, sicut promiserunt, dictum episcopatum et episcopum non destituemus nec destitui faciemus castreis, terris et jurisdictionibus que ab imperio tenent. » L'acte confirme encore à la commune son consulat sa juridiction et ses libertés. Acte du 9 août 1260, cité plus haut. Cet acte avait été mentionné par de Tachet, *Notice sur le pouvoir temporel des évêques de Gap* (Bulletin de l'Académie dauphinoise, 3<sup>e</sup> série, t. XIV), p. 229. Il n'existe pas aux Archives départementales des Hautes-Alpes (communication de M. l'abbé Guillaume, archiviste).

2. A. Thierry, *Mœurs du Tiers-Etat*, 4<sup>e</sup> édition, p. 258.

3. Acte du 11 août 1260, cité plus haut, *Histoire générale du Languedoc*, t. VIII, p. 622A.

sans aucun doute, les chefs du parti hostile à l'Église étaient alors profondément divisés.

Nulle circonstance n'était plus favorable aux efforts de la diplomatie pontificale, le cardinal Jacques de Prénessé et son vicair *foris* ne manquèrent pas d'en profiter en secondant de tous leurs efforts la dissolution de la coalition assucléricale<sup>1</sup>. À la suite de longues négociations, il se trouva qu'au printemps de l'année 1241 des résultats importants furent acquis au parti du clergé.

C'est d'abord Raymond VII qui s'est engagé à mettre ses forces au service de l'Église contre Frédéric II<sup>2</sup>. En même temps, il s'est rapproché du roi de France<sup>3</sup> et aussi du comte de Provence. Toutefois sa conduite n'est point guidée par des motifs purement d'ordre égoïste. Pour assurer l'avenir de sa maison, peut-être pour essayer d'empêcher l'exécution des clauses du traité de 1229 qui assuraient la succession du Languedoc à sa fille unique mariée au frère du roi de France, Alphonse de Poitiers, Raymond VII désirait vivement un fils<sup>4</sup>. Or, il n'attendait plus de postérité de son mariage avec Sancie d'Aragon ; aussi s'engagea-t-il envers le comte de Provence à se séparer du pape, sous prétexte de parenté spirituelle, la nullité de son mariage avec la princesse d'Aragon, afin d'épouser ensuite une autre Sancie, fille du comte de Provence, la même qui, après l'échec de ce projet, épousa Richard de Cornouailles. Le motif étrange était que le roi d'Aragon, Jacques le courtois, était lui-même favorable à ce projet, puisqu'il lui se proposait avec de longues démarches, et que qu'il avait une grande inclination à unir les comtes de Provence et de Toulouse, afin d'opposer une barrière aux progrès de la France dans le Midi<sup>5</sup>.

1. Zedn avait lancé, dans le diocèse d'Avignon, une lettre menaçante à Frédéric de quelque chose d'important ou d'important à l'Église, un d'important. *Paris Archiv.*, t. VII, p. 19.

2. Voyez un document de 1241 publié par Huillard-Brédas, t. V, p. 1101.

3. 4 mars 1241. *Toutet*, t. II, p. 412, n° 2106. Cette paix avec la France, fait justement remarquer M. Sternfeld (*Karl von Anjou*, p. 8), n'était pas sincère, car, vers le même temps, Raymond VII promettait ses domaines au duc d'Empire à sa petite nièce Cécile de Baux, pour le cas où il mourrait sans héritiers mâles travaillant ainsi à envoyer à Alphonse de Poitiers la Vierge et le marquisat. Cf. *Toutet*, t. II, p. 547.

4. Cf. *Beaune, Sa vie, son œuvre et ses œuvres de Poitiers*, p. 29.

5. Sur ces négociations entre Raymond VII, le comte de Provence et le roi d'Aragon, voir les documents suivants : d'abord un traité du 16 avril 1241, entre Raymond de Toulouse et le roi d'Aragon, contre tous ceux qui attaquent l'Église et

Non seulement Raymond VII a abandonné le parti de l'Empire, vers le même temps la commune d'Avignon, naguère acharnée contre l'Eglise, se rallie à sa cause. En juillet 1241, elle contracte une alliance avec le comte de Provence qui s'engage à la défendre contre les « persécuteurs de l'Eglise » : il faut évidemment convenir qu'on entendrait par ces mots « persécuteurs » ceux que désignerait le cardinal de Préneste ou son vicaire Zohn, alors évêque élu d'Avignon<sup>1</sup>. Si l'on se rappelle que depuis deux ans déjà la commune d'Arles avait abandonné le parti de Frédéric II, on conviendra que la cause de l'Empire semblait singulièrement compromise par la triple defection d'Arles, d'Avignon et du comte de Toulouse.

Cependant la fortune ne courait à Frédéric II un tel ouvrage du côté de l'Italie. Sans parler de ses campagnes heureuses sur la terre ferme, il convient au moins de rappeler la fameuse bataille de Montorio, gagnée sur les troupes de l'ennemi le 11 mai 1241, par une flotte de Pise, fidèle alliée de l'empereur. Des prélats d'outre-monts que les vaisseaux de Gênes transportaient à Rome pour y prendre part au concile convoqué par Grégoire IX, plusieurs furent tués, d'autres, puis nombreux prisonniers se trouvèrent entre les mains de l'ennemi et de vèques de Besançon) furent faits prisonniers; l'archevêque d'Arles après avoir échappé au péril, réussit à regagner Gênes, d'où il revint en Provence<sup>2</sup>. Frédéric, maître de la Méditerranée, venant de prou-

contre tous les hérétiques. Toulou, t. II, p. 444 n° 2905, voir aussi l'instruction du 23 avril, p. 445, n° 2906. En revanche, le 9 juin 1241, le roi Jacques s'oblige à approuver les demandes que Raymond VI adresse à la cour romaine : ces demandes tenant à ce que le Pape accorde à Raymond VII : absolution, lui donne la dispense nécessaire pour qu'il épouse Sancie de Provence (cette dispense ne put être obtenue, conclut le légataire ecclésiastique que à la dépouille mortelle de Raymond VI). etc. Toulou, *ibid.* p. 450, n° 2920. Le traité du 15 avril a été reproduit dans la nouvelle édition de l'*Histoire générale de Languedoc*, t. VIII, n° 338 voir aussi en même ouvrage, t. IV, pp. 746 et ss., cf. G. de Puy-Laurans, c. 64, *Histoire de France*, t. XX, pp. 767 et ss. Un traité de Mathieu Paris (*Chronica majora*, t. IV, p. 100) dit que les rois de France et d'Angleterre auraient écrit vers cette époque à l'empereur et au comte de Toulouse pour les engager à laisser en paix Raymond-Berengar. Cette version donne à Raymond de Toulouse un rôle d'allié des impériaux qui s'accorde avec les faits.

1. Traité du 11 juillet 1241 entre Raymond-Berengar et le pape élu d'Avignon, *opusc.* de 1241, publié par Steinfeldt, *Kart von Aragon*, Appendix, n° 2.

2. *Memoranda Germanica*. Epistolæ n° 212 et 213. Lettres du 10 mai 1241. Le cardinal de Préneste, l'un des principaux adversaires de Frédéric dans le royaume d'Arles, fut transporté dans les prisons de Naples où il mourut misérablement. Mathieu Paris, *ibid.*, p. 130.

ver qu'il n'hésiterait pas, s'il le jugeait utile à sa politique, à entraver les relations des évêques avec le chef de la chrétienté. Il ne s'agit plus seulement de l'émancipation spirituelle, c'est l'indépendance même du pouvoir spirituel que l'ambition de l'empereur ne craint pas de mettre en question.

Cette situation était assez grave pour donner à réfléchir à Raymond VII. Evidemment, même après les traités qu'il a conclus avec le roi de France et le comte de Provence, il demeure incertain sur la conduite à suivre. Sans doute, pour obéir à l'inspiration qui l'a rapproché des catholiques, il fait la paix avec l'archevêque d'Arles dont, jus-là, à plus d'une reprise, il avait ravagé les domaines, si bien que le 30 mai 1241, il lui rend hommage pour Beaucaire et la terre d'Argence<sup>1</sup>. Mais, en revanche, quand il s'agit de tenir les engagements qu'il a pris envers Raymond-Berenger, Raymond VII s'exécute le fort mauvaise grâce : une lettre de Grégoire IX, datée du 12 juillet 1241, a conservé la trace des inquiétudes que donnaient au Pape les manœuvres dirigées par le comte de Toulouse contre le comte de Provence<sup>2</sup>. En réalité, le comte de Toulouse joue double jeu, parce qu'il oscille entre deux alliances : d'une part, celle de l'empereur et des adversaires de l'Eglise, d'autre part celle de la Papauté et du comte de Provence. C'est quelque peu dégoûté de son ancienne ligne de conduite et tendant à obtenir l'absolution, ne fut-ce que pour se délivrer d'une foule d'embarras intérieurs, mais c'est seulement en échange de l'absolution qu'il consentira à défendre l'Eglise contre les Impériaux<sup>3</sup>. Aussi ne cesse-t-il de négocier et d'intriguer, sans qu'on sache ce qu'il faut le plus admirer : ou de sa persévérance à poursuivre le relèvement de ses affaires par la diplomatie comme par les armes, ou de la constance de la fortune à déjouer ses plus habiles combinaisons.

A la fin de cette même année 1241, Raymond VII retrouve une occasion de se lancer dans une entreprise hostile au parti catholique et français, il se garde bien de le laisser passer. En dépit des traités conclus quelques mois plus tôt, il entre dans la ligue dirigée contre

<sup>1</sup> 30 mai 1241, Teulet, t. II, p. 463, n° 233. *Histoire générale du Languedoc*, t. VIII, p. 1664.

<sup>2</sup> Papen, t. II. *Procurator papalis*.

<sup>3</sup> Voir son traité du 6 juin avec le roi d'Aragon. Teulet, t. II, p. 466, n° 236.



saint Louis par le comte de la Marche, sous l'inspiration de l'altière Isabelle, mère du roi d'Angleterre Henri III ; il apportait à la coalition, non seulement l'appui de ses vassaux mais encore le secours de tous ceux qui, dans le Midi, « avaient été obligés de s'expatrier pour n'être compromis par leurs opinions religieuses ou leur haine de la France ». Naturellement les conséquences de cet événement se firent sentir dans la région du Midi, mais la reprise d'hostilités qu'il y provoqua ne dura guère. La coalition dont le roi d'Angleterre était le chef fut complètement battue à Taillebourg et à Saintes, et du coup les espérances de Raymond VII furent anéanties. Comment il le comprit n'est pas si évident de conclure séparément la paix avec saint Louis, au grand scandale du roi d'Angleterre fort irrité de se trouver ainsi abandonné<sup>1</sup>. Du Midi tout entier était saugé de la lièvre. Non seulement Avignon se séparait point détaché du parti de l'Eglise et du comte de Provence<sup>2</sup> mais encore Marseille avait obtenu de rentrer en grâce auprès de son évêque et aussi de Raymond-Bérenger<sup>3</sup>. On n'a pas oublié que la comtesse d'Arles était depuis longtemps ralliée à la cause de l'Eglise ; ainsi les grandes cités de Provence voulaient désormais vivre en paix avec Raymond-Bérenger et avec le clergé. Aussi Raymond VII ne tarda pas à revenir, même dans ces régions à une politique pacifique ; le 29 juin 1243, l'archevêque d'Arles, élu à Beaucaire, déclara entre les deux comtes une

1. Dantarie, *Saint Louis et le Midi de Poitiers*, p. 39. D'après Philippe Mouskès, ce fut sous l'inspiration de Frédéric II que Raymond de Toulouse entreprit, d'accord avec le roi d'Angleterre, une campagne contre la France. Il est certain que Frédéric II n'avait cherché à détacher Raymond VII du parti français, étroitement uni au parti catholique dans le Midi, mais Raymond n'avait pas besoin d'être excité pour saisir une occasion de combattre le bon ou le mauvais français dans le Midi et de s'efforcer de relever sa maison. Quand il céda à la France, c'est qu'il ne pouvait faire autrement. Voir, sur ces événements, à *Histoire générale du Languedoc*, t. V, p. 752, et la note de M. Monique.

2. Voir la lettre de Henri II à l'archevêque de Bordeaux, 2 janvier 1243 (Huillard-Bréholles, t. VI, pp. 586 et ss. — Le roi d'Aragon, qui ne s'était pas encore vu en campagne, eut grand soin de se tenir en paix » (Wallon, *Histoire de saint Louis*, t. II, p. 163).

3. La preuve en est fournie par une clause de la trêve conclue à Beaucaire, le 29 juin 1243 entre les deux comtes. Bérenger y accepta la trêve pour lui, l'évêque pour lui et pour la commune d'Avignon, qui était à l'époque alors liée à la cause du comte de Provence. Teulet, t. II, p. 415, n° 37, *Histoire générale du Languedoc*, t. VII, n° 507.

<sup>4</sup> Méry et Landon, t. I, p. 437.

crève qui définitivement mit fin aux hostilités<sup>1</sup>. Dans le Midi, les forces des adversaires du parti au digne étaient épuisées, il ne restait plus au comte de Toulouse qu'à ouvrir le nouveau des négociations avec le Saint-Siège en vue d'obtenir sa propre absolution.

Il ne l'attendit que jusqu'à la fin de l'année 1243, époque à laquelle elle fut définitivement prononcée par le Saint-Siège<sup>2</sup>. À cette date se rapporte un passage du chroniqueur toulousain de Puy-Lauron, d'après lequel Raymond VII aurait obtenu de la cour de Rome la restitution du Venaissin<sup>3</sup>. Ce passage a singulièrement embarrassé les historiens : rien, en effet, dans les sources, ne révèle qu'à cette date un clerc ait pu se voir prêter l'assentiment du Vénétien, reconquis à main armée, en 1236, par Raymond de Toulouse. Quant à une ratification formelle de cette occupation par la cour de Rome, on n'en trouve aucune trace dans les actes d'Innocent IV. Je crois cependant que la difficulté n'est pas insurmontable, et qu'un document signalé par M. Elie Berger en peut donner le clef. On sait qu'en l'année 1235 l'évêque de Capua avait reçu de Pierre de Colonne, représentant le Saint-Siège la partie du Vénétien, abandonné par les officiers du roi de France. Sans avoir l'influence du nonce impérial Terelle de Standa, l'évêque avait laissé le comte de Toulouse s'emparer de la contrée confiée à ses soins, aussi une procédure avait été instituée en vue de porter contre le dépositaire infidèle, or, cette procédure fut mise à néant par une lettre d'Innocent IV, adressée, le 30 avril 1244, à Zoben, qui cumulait alors les qualités d'évêque d'Avignon et de légat du Siège apostolique<sup>4</sup>. Ainsi, en avril

1. Document cité à la page précédente, note 2. Dans cette négociation le comte de Toulouse était représenté par Barrai de Baux.

2. Teulet, t. II, p. 523, n° 3143, p. 524, n° 3148, p. 529, n° 3155, p. 534, n° 3164. Ce sont diverses bulles d'Innocent IV, du 2 décembre 1243 au 17 mai 1244, sur l'absolution de Raymond VII.

3. « *Non tempore verno, anno Domini M° CC° XLIII, adit (R. Tolosanensis Sedem apostolicam et tunc apud imperatorem quem apud curiam nostram traxit per annum aut circa, et optinuit sibi restitui terram Venaissem.* » G. de Puy-Lauron, c. 46. Ce texte a été traduit dans une brochure de Puy-Lauron de 1870, t. I, p. 10.

4. L'auteur de cette note admet que le Pape fit une restitution spontanée du Vénétien ; je ne puis me ranger à cette opinion, en dépit du texte de G. de Puy-Lauron.

4. Lettre 30 avril 1244 : Berger, *Registres d'Innocent IV*, n° 664. J'avais proposé cette explication dans l'étude spéciale que j'ai consacrée jadis au royaume d'Aragon sous Frédéric II, étude qui, complétée et révisée, est devenue une portion du présent ouvrage ; il m'a été très agréable de constater qu'elle a été adoptée par M. Berger, *Registres d'Innocent IV*, introduction, p. 100.

1244, après l'absolution du comte de Toulouse, la cour de Rome consent à renoncer à un procès qui, sans doute, était pendan, depuis longtemps, mais qu'elle avait laissé subsister comme une protestation contre l'occupation violente du Venaissin et comme une menace adressée aux chevaliers. En présence de ce résultat, conséquence probable des négociations de Raymond VII avec la cour de Rome, n'est-il pas permis de supposer qu'entre le Pape et le comte un accord était intervenu sur la question du Venaissin, le Pape consentant à ne plus protester contre le fait accompli, sans toutefois en reconnaître la légitimité ? A cette ligne de conduite la cour romaine trouvait un double avantage : elle se conciliait Raymond VI, et résolvait une question arriérée sans donner un démenti formel à ses principes, ni justifier une agression qu'elle avait solennellement condamnée. C'est, à mon avis, cette négociation que des contemporains plus ou moins bien informés ont pu appeler la restitution du Venaissin.

#### XII — CONCILE DE LYON, MARIAGE DE BÉATRICE DE PROVENCE

Maintenant le comte de Toulouse affecte de garder une attitude neutre, auant de la cour pontificale et la cour impériale, s'il ne combat plus les adversaires de l'empereur, il est loin d'être dans l'intimité des partisans de l'Eglise. Les tentatives suprêmes qu'il fit pour rétablir la paix entre les deux pouvoirs finirent par échouer. Bientôt le Pape sentit qu'un plus long séjour en Italie compromettrait sa liberté et sa sûreté personnelles. Il tomba d'ailleurs un concile pour terminer le grand procès entre la Papauté et l'Empire ; or, le souvenir récent encore de Meoria prouvait que ce concile ne pouvait être convoqué en Italie. Aussi Innocent IV quitta-t-il les domaines de l'Eglise, et, après un voyage qui ressemble à une fuite, il se retira à Gênes, non loin des Alpes qu'il mettra bientôt entre son ennemi et lui. Jamais la situation n'a été plus tendue. Frédéric n'a plus de ménagements à garder. Un diplôme rendu par lui à Pisa, au mois d'août 1244, exprime enfin, contre les Avignonnais, des sentiments de colère que, par prudence sans doute et pour éviter de compromettre les chances de réconciliation, il contient depuis plus d'un an.

Pour les punir de la guerre détestable qu'il font à l'Empire, et aussi (le mot est à noter) « au comté de Toulouse »<sup>1</sup>, l'empereur leur enlève les droits que le comte Raymond leur avait jadis concédés sur ces fiefs des Aruts. Désormais, Giraud et Pierre d'Aum relèveront directement du comte de Toulouse : la seigneurie intermédiaire de la commune d'Avignon est supprimée. Un autre diplôme de la même date est dirigé contre l'évêque de Viterbe : Frédéric révoque tous les péages que les empereurs avaient jadis accordés à son église<sup>2</sup>.

Tout cela n'empêchant pas la région du Rhône, de Lyon à la mer, d'être presque complètement aux mains des partisans de la Papauté<sup>3</sup>. Aussi, lorsque Innocent IV se décida à franchir les monts, c'est Lyon qu'il choisit pour y transporter la cour pontificale<sup>4</sup>; ce choix s'expliquait par les meilleures raisons. « Le lien qui unissait la ville et l'archevêché à l'Empire était extrêmement relâché, écrit un érudit allemand, — tout le règne de Frédéric II ne fournit aucun document qui y fasse allusion, — mais Lyon n'était pas encore sous l'influence directe de la France, et pouvait être considérée, non pas comme une ville impériale ou royale, mais comme une cité archépiscopale<sup>5</sup>. » En outre, le voisinage de la France offrait en tout cas une retraite sûre, d'autre part les grandes voies de communications qui mettaient Lyon en relations avec l'Europe occidentale permettaient de compter sur la présence, au futur concile, d'un très grand nombre d'évêques et de seigneurs de ces contrées. A la fin de novembre, le Pape entreprend le pénible voyage d'Italie en France, à travers les états du

1. « Detestabilem guerram sibi inter Imperium » Toulet, I, p. 537 et 538; Julliard-Breckonès, t. VI, p. 320. *Regesta*, n° 3410.

2. Toulet, II, p. 537, n° 3405; Julliard-Breckonès, t. VI, p. 291. *Regesta*, n° 3428.

3. Cependant, en 1214 et 1215 le comte de Valentinois, Aymar II, est encore en lutte avec l'église de Valence, mais est-il en excellents termes avec Barral de Joux : un mariage entre les deux familles doit confirmer cette union. En février 1215, Barral de Joux et Jean de Bernin, archevêque de Vienne, eurent à connaître comme arbitres des évêques qui étaient les comtes de Valentinois et l'église de Valence, dont l'évêque était alors Philippe de Savoie. Il est permis de supposer que Barral de Joux fut désigné par Aymar, et Jean de Bernin par Philippe de Savoie. Voir les originaux aux Archives de l'Isère, Chanciers des Comptes, Valentinois, B. 2521.

4. Mathieu Paris (*Chronica majora*, t. IV, p. 410) raconte que le Pape vint demander asile à saint Louis, et que cette demande fut écartée par le roi. Là-dessus, consulter l'ouvrage de M. Walter (*Saint Louis et son temps*, t. I, p. 102), qui croit devoir ranger cette affaire parmi les fables.

5. Huelfer, *Die Stadt Lyons*, p. 62.

comte de Sarre; il franchit à grand' peine le Mont-Cenis, suit la vallée de l'Arc, s'arrête à l'abbaye cistercienne de Haute-Combe sur le lac du Bourget, et arrive le 2 décembre, à Lyon, où il est accueilli par l'enthousiasme universel. Lyon devient pour plusieurs années le siège de la Papauté; tout le monde y a oublié l'Empire et l'empereur, quelques archevêques, conservés aux archives du chapitre métropolitain, attestent seuls que Lyon était jadis une ville d'Empire.

Il ne nous appartient pas de tracer l'histoire du célèbre concile où se décidèrent les destinées de la maison de Souabe et de l'empire germanique. Il suffit de signaler ici la paix que prirent à cet événement les représentants des comtes méridionaux de la Gaule. Les comtes de Toulouse et de Provence, venus tous les deux à Lyon, y transformèrent en paix la trêve qui avait suspendu entre eux leurs hostilités: l'une des conditions de cette paix était que Raymond VII de Toulouse épouserait Béatrice, l'héritière présomptive de la Provence, aussitôt que la cour de Rome aurait confirmé la nullité du premier mariage du comte et donné la dispense nécessaire à la célébration de cette nouvelle union<sup>1</sup>. En même temps les évêques du royaume d'Arles se rendaient en grand nombre au concile: le temps était passé où l'on trouvait en foule, dans l'épiscopat de ces régions, des prélats dévoués à l'empereur. Alors la cause de Frédéric semblait définitivement perdue: le Pape et Raymond-Bérenger de Provence, qui s'est fait le champion du Saint-Siège, semblaient maîtres de la situation, si bien que Raymond de Toulouse ne trouve rien de mieux à faire que de s'allier étroitement à son ancien rival sans tenir compte des liens qui l'unissent lui-même à l'empereur.

Raymond VII pouvait alors se croire au comble de ses vœux: bientôt son mariage avec l'héritière de Provence devait le faire souverain de tout le Sud-Est de la Gaule puisque, outreant ainsi le comté de Provence au marquisat: qui sait si la considération des enfants qui naîtraient de cette union ne lui permettrait pas d'imposer à Louis IX une révision du traité qui avait le Languedoc à la France? Grâce à la protection de l'église et à l'amitié de Raymond-Bérenger, il

1. Voir sur ce point le premier des intéressants articles que M. Georges Philon a consacrés à la Provence sous Charles IV, dans la *Revue de Marseille et de Provence* (32<sup>e</sup> année, 1882), p. 139. On consultera avec fruit, pour l'histoire des événements qui se déroulent en Provence à cette époque, la série de ces articles.

était permis à Raymond VII d'entrevoir le jour où la fortune prospère tournerait à ses loix le Midi tout entier, des Alpes jusqu'à la frontière de la Guyenne. Quelle revanche inespérée l'avenir semblait ménager à cette maison de Saint-Giles si durement abaissée !

Bientôt un événement imprévu vint détruire toutes ces illusions. Raymond-Bérenger mourut le 19 août 1245, laissant le comté de Provence à sa fille Béatrice. Cet événement était bien fait pour rendre courage à tous ceux (et ils étaient nombreux) qui avaient intérêt à empêcher le mariage projeté entre Raymond VII et la jeune comtesse. Raymond-Bérenger n'était plus là pour assurer l'exécution de la parole qu'il avait engagée à son rival d'autrefois. C'est d'une part le Pape et le roi de France auxquels le souci de leurs intérêts relègue et pot àiques commande de ne pas tolérer la restauration de la maison des comtes le jour où dont la conséquence fatale serait l'abrogation du traité de 1229, résultat péniblement acquis de la croisade des Albigeois. C'est, d'autre part, le roi d'Aragon, cousin de Raymond-Bérenger qui a figuré sur son testament comme ayant des droits éventuels à la succession provençale, convoitant pour son fils la main de sa jeune parente<sup>1</sup>. » Enfin c'est l'empereur, qui, maintenant que Raymond VII a déserté son parti, n'a aucun intérêt à secourir le rétablissement de son pouvoir, et qui d'ailleurs ne compte plus que sur lui-même et sur ses propres forces pour renverser l'influence de l'Empire dans le royaume d'Arles et de Vienne. Aussi trois candidats à la main et à l'héritage de Béatrice viennent faire concurrence au comte de Toulouse, d'abord Charles, frère puîné du roi de France ; puis le fils du roi Jaime d'Aragon, et enfin Conrad, fils de Frédéric II.

Se hâtant peu aux moyens diplomatiques, l'empereur trouva utile d'appuyer sa proposition par une démonstration maritime, aussi fit-il paraître, en octobre 1245, une flotte de vingt galères sur les côtes de Provence<sup>2</sup>. Cette tentative n'en eut sans effet : à vrai dire si, cédant à l'influence de la France et de la Papauté la jeune comtesse de Provence et sa mère, Béatrice de Savoie, se décidèrent à méconnaître l'engage-

<sup>1</sup> L. Berger, *op. cit.*, p. civ.

<sup>2</sup> *Annales d'Anversnes*, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XXVII, p. 218. M. Stierwaldt pense que le prince héritier de Gênes, Alphonse, unissant ses efforts à ceux de l'empereur en vue de porter la candidature du roi d'Aragon. *Karl von Anjou, als Graf der Provence* (Berlin, 1888, 16-8°), pp. 17 et 18.

ne fut pu les livrer à Raymond VII, prince d'ailleurs déconsidéré par ses innombrables variations et toujours soupçonné de connivence avec les ennemis de l'Eglise, ce ne pouvait être pour s'allier au fils du souverain excommunié et déposé, qui apparaissait comme le plus cruel persécuteur du Pape lui-même. Une telle alliance eût été en contradiction flagrante avec les traditions de la politique provençale. La vraie lutte demeura donc circonscrite entre trois candidats, le prince d'Aragon, le comte de Toulouse et le prince Charles de France, étant données les dispositions du Pape et de Béatrice de Savoie, l'issue n'en pouvait être douteuse.

Imitant l'exemple de Frédéric II, le roi d'Aragon avait, pour assurer le succès de sa démarche, envoyé en Provence de nombreux soldats qui tenaient Béatrice assiégée. L'intervention d'un corps de troupes françaises, qui vint la délivrer, évinça définitivement le parti d'Aragon. Pour que le mariage de Béatrice avec Raymond VII eût pu se réaliser, une dispense du pape eût été nécessaire, à raison de la parenté des deux fiancés; vraisemblablement, lorsqu'il rencontra saint Louis à Cluny vers la fin de novembre 1245, Innocent IV s'engagea à refuser toute dispense. Cependant Raymond VII, « toujours plein d'illusions, crut encore devoir envoyer à la reine Blanche un ambassadeur pour la prier de se prêter à l'exécution du projet qu'il avait conçu d'accord avec Raymond-Béranger; mais en chemin cet envoyé rencontra le prince Charles de France, qui, avançant à marches forcées, la partie était perdue pour le comte de Toulouse, gagnée pour le frère de saint Louis<sup>1</sup>. » Par le mariage de Charles d'Anjou avec l'héritière de Provence était fondée cette première maison d'Anjou qui devait jouer un rôle si considérable dans l'histoire de l'Eglise, de l'Empire et de l'Italie.

La situation du royaume d'Arles à cette époque n'est guère favorable à la maison de Souabe. La ville de Lyon, quoiqu'elle appartienne nominellement à l'Empire, abraza le Pape le suppliant qu'après avoir déposé l'empereur dans le concile de 1245, il vint le maintenir

<sup>1</sup> Berger op. cit. p. cxi. Dans l'introduction de M. Berger aux *Registres d'Innocent IV*, œuvre historique d'une haute importance, on trouvera nombre de renseignements précieux notamment sur les affaires de Provence et sur les divers incidents de la lutte qui se poursuivit entre l'Eglise et l'Empire. Sur le gouvernement de Charles d'Anjou en Provence, outre les articles cités ailleurs, de M. Georges Philippon, consulter le livre récent de M. Siemfeld, *Karl von Anjou als Graf der Provence*.

à donner effet à sa sentence, si bien que c'est une cité impériale qui se trouve être le centre d'une redoutable action politique contre Frédéric II. D'autre part la région méridionale du royaume, cette Provence maritime sur laquelle Frédéric n'avait cessé de porter ses regards et où, récemment encore, il avait essayé d'établir son fils, est tombée, par le mariage de Isabelle, aux mains d'un prince français, jeune, animé d'une insatiable ambition qu'il colore et excuse par les apparences d'un zèle ardent pour les intérêts de l'Eglise, tout prêt d'ailleurs à faire cause commune avec le Pape et à combattre l'influence de Frédéric, sans apporter dans cette lutte l'esprit de mesure et les tempéraments qu'inspiraient à saint Louis son amour scrupuleux de la justice et le souvenir de la alliance de sa famille avec la maison de Souabe. Déjà se heurtaient dans la vallée du Rhône les deux forces dont la lutte devait pendant de longues années absorber l'attention de l'Occident, la maison de Souabe d'un côté, et de l'autre la Papauté unie à la maison d'Anjou ainsi se jouait dans le royaume d'Arles comme le prélude du grand drame qui devait se former sur l'échafaud de Conradin.

On ne s'attend pas à trouver ici le récit de cet événement dont les conséquences se firent sentir dans l'Europe entière. Deux épisodes de la lutte caractérisent nettement la politique que suivent Frédéric II et ses alliés dans le royaume d'Arles. C'est, d'une part, le projet, dont l'empereur prépare la réalisation, de marcher sur Lyon avec une armée pour y saisir la cour pontificale, d'autre part, le soulèvement des villes de Provence, qui, dominées par le parti hostile au pape, se liguèrent aux Impériaux pour combattre à la fois les représentants de l'Eglise et Charles d'Anjou. Dans l'un et l'autre cas l'Eglise, appuyée par la maison capétienne, eut raison de ses adversaires. Nous aurons achevé d'esquisser l'histoire de la politique de Frédéric II dans ces régions quand nous aurons raconté ces entreprises qui se termineront par un double échec pour l'empereur et ses partisans.

#### III — PROJET DE FRÉDÉRIC CONTRE LYON

C'était un projet d'une singulière audace que celui que l'empereur semble avoir conçu dès l'époque où le concile se réunit à Lyon



(1245) il voulait, pour l'appeler ses adversaires au cœur, occuper avec une armée la ville qui leur donnait l'hospitalité. L'expédition devait s'acheminer d'Italie vers Lyon par la route du Mont-Cenis aussi, dès 1245, Frédéric se préoccupe d'attacher étroitement à sa cause les seigneurs des régions qu'il lui faudra traverser ou des contrées qui avoisinent Lyon. En juillet 1245, il accorde en fief à Humbert de Beaujeu, comte de France, une pension annuelle de cent marcs d'argent à prendre sur la chambre impériale, donnant ainsi l'exemple d'un procédé que, plus tard, d'autres souverains emploieront pour attacher les seigneurs du royaume d'Arles<sup>1</sup>. En septembre, il confirme un péage à Albert, seigneur de la Tour-du-Pin, issu d'une maison qui devait fournir au Dauphiné ses derniers souverains indépendants<sup>2</sup>. L'alliance d'Albert importait d'autant plus à l'empereur que la route du Mont-Cenis à Lyon traversait ses domaines.

Ces alliances n'eussent été d'aucune utilité à l'empereur si le comte Amédée de Savoie lui eût refusé le passage des Alpes, ou si le Dauphin eût menacé d'attaquer le flanc de l'armée impériale lorsqu'elle déboucherait de la Maurienne. Il faut donc se concilier le comte de Savoie et le Dauphin, œuvre difficile si l'on veut bien se rappeler qu'en thèse générale quiconque s'allie à l'un de ces deux seigneurs éternellement rivaux devient nécessairement l'ennemi de l'autre. Cependant Frédéric fut assez habile ou assez heureux pour l'accomplir.

Par ses nombreux parents investis de hautes dignités de l'Eglise par sa parenté proche avec Béatrice de Provence<sup>3</sup>, le comte de Savoie semblait engagé fort avant dans le parti pontifical : mais, d'autre part, il était depuis longtemps en lutte avec l'évêque de Turin sur divers points concernant ses possessions en Piémont. Frédéric II crut utile

1. W. Heilmann, *Acta*, t. I, n° 343.

2. Vidimus de l'official de Lyon aux Archives de l'Isère, B. 2162, carton. ; Valbonnais, t. I, p. 180, *Regesta*, n° 3505.

3. La mère de Béatrice de Provence était, comme on le sait, une princesse de Savoie que Raymond Bérenger avait épousée en 1179. Les princes de la famille de Savoie semblent avoir été très satisfaits du mariage de leur niece Béatrice avec Charles d'Anjou. Ce qui n'empêcha pas le comte Amédée de s'entendre vers la même époque avec l'empereur, ennemi acharné de la politique que représentait Charles d'Anjou. Sur l'attitude des princes de Savoie, cf. Berger, *Introductions*, p. cxxv et passim.

d'acheter l'alliance d'Amédée en lui donnant raison dans une de ces querelles. Ainsi le comte de Savoie vint, en juil. et 1245, lui présenter son hommage à Turin, et se fit promettre en revanche la restitution de Rivoli, que l'empereur lui disputait<sup>1</sup>. Pendant les années suivantes, les liens qui unissaient le comte à l'empereur ne firent que se resserrer, on comprend que Frédéric n'ait rien négligé pour conserver l'amitié de ce puissant seigneur, qui, maître des passages des Alpes, pouvait à son gré ouvrir ou fermer au pape et à l'empereur les communications par terre avec l'Italie : la liberté de ces communications eût été d'autant plus importante pour la cour pontificale que les flottes de Frédéric ou de ses alliés pouvaient plus facilement intercepter les routes maritimes entre Marseille et les ports italiens. En 1247, lorsque le comte Amédée était devenu un chaud partisan de l'empereur il fut convenu que Blanche, le fils de Frédéric et de Bianca Lanca, épouserait Béatrice, fille du comte de Savoie. Manfred reconnaissait ainsi l'empereur comme le véritable suzerain de l'Italie aux Alpes, et, plus tard, le royaume d'Arles, mais seulement à l'époque où la reconnaissance de ce royaume paraissait utile à Frédéric et au comte Amédée<sup>2</sup>. Ce mariage fut célébré l'année suivante, à

Nyon mais à l'avantage à l'empereur fut l'issue des négociations engagées avec le Dauphin Guigues VII; aussi un diplôme impérial, daté

1. Huillard-Brethelon, t. VI, p. 358, *Monumenta Historica Papiæ Chartæ*, t. I, p. 1378, *Negotia*, n° 3361. — St Amédée IV rompit avec le pape le parti pontifical et comprit dans son alliance avec l'empereur les évêques de la province de Savoie, frère du comte Frédéric, administrateur du siège épiscopal de Valence et celui de Lyon, qui était le chef des troupes pontificales dans la région du val de Saône, qui même pape et évêques paria (Matth. Paris, t. IV, p. 42). — Le comte de Savoie, son autre frère, ancien chanoine, qui fut sacré à Lyon archevêque de Canterbury grâce au mariage de Henri III avec la fille de Raymond-Béranger et de Béatrice de Savoie, les princes de Savoie avaient trouvé en Angleterre un champ qu'ils savaient fort bien exploiter. Sur le comte et, sa réorganisation des intelligences avec tous les partis et ne manquant aucune occasion d'accroître leur puissance.

2. Huillard-Brethelon, t. VI, p. 527. — Le comte de Savoie obtint de l'empereur, à cette époque, la restitution effective du château de Rivoli (voir *Bartholomæus scribitur Annals* *Monumenta Germanica* t. XV, II, p. 121); cf. *Negotia* n° 3368. — La restitution avait eu lieu avant la mois de septembre, comme le prouve la date des diplômes du comte de Savoie : Wurtemberg, *Peter der Zweite, graf von Savoyen*, t. IV, p. 100. Sur les agissements de l'empereur en Piémont, voir *Annales S. Jodoci*, *Monumenta Germanica Scriptores*, t. XIX, p. 160, *Chronica Thymaci Colonien-sis fragmenta* *ibid.*, t. XXV, p. 375.

de juin 1219, confirma à Gu guen ses acquisitions dans les comtés de Gap et d'Embrun<sup>1</sup>, et, de plus, lui concéda les autres comtés de ces deux comtes, ainsi que ceux des comtes de Venne, d'Adon et de Grenoble, sauf l'hommage et la fidélité que le Dauphin en devait à l'Empire<sup>2</sup>. L'avantage n'eut pas de médiocre importance si l'on considère que le Dauphin était ainsi placé dans la hiérarchie féodale au-dessus de tous les propriétaires d'ailleurs, qui cessaient d'être ses pairs pour devenir ses inférieurs ; une telle décision, si elle eût été exécutée, eût singulièrement baissé l'heure où les Dauphins devaient se transformer en véritables souverains territoriaux. Toutefois cet acte émanant d'un empereur déchu et excommunié, ne parait pas avoir produit les conséquences pratiques, il fallut de longues années aux Dauphins pour établir leur suprématie sur les propriétaires d'ailleurs.

Assuré de l'amitié du comte de Savoie, du Dauphin et du seigneur de la Tour, l'empereur était maître de la route de Lyon ; puis, ordonnant à ses vassaux de se trouver à Chambéry au mois de juin 1247 et d'y amener leurs contingents. A cette époque, l'empereur s'efforçait de rallier à sa cause tous les éléments hostiles à l'Eglise, à quelque nation qu'ils appartenissent ; partout il exploitait les jalouxies et les haines des seigneurs laïques contre les prélats. Dans des lettres adressées aux barons de France, il s'est dépeint comme le champion du pouvoir séculier contre la juridiction de l'Eglise, qui tente d'envahir le domaine temporel ; et, comme pour répondre à ces exaltations, les barons se réunirent en confédérations contre la puissance ecclésiastique<sup>3</sup>. Aussi plus d'un membre de la noblesse fran-

<sup>1</sup> Il lui confirma ses fiefs dans le comté d'Embrun, « quem pater cepit et filius quo tenere se dicit. » Vers cette époque, le Dauphin, qui cherchait à s'étendre du côté d'Embrun, avait déterminé avec l'archevêque les contours d'un parage. (Hardenberg, *Historie rechtsgeschichte des Dauphiné*, ms. de M. E. Chapuy). En juil. 1232, l'archevêque, fils du dauphin Guigue 5-A. 106 et de Bertrande Cézanne, issue des comtes de Forez, plus tard réuni par son mari, vint au Dauphin tous les vassaux qu'il avait dans le Gapençais et dans l'Embrunais. Elle était alors assise à Amboise au Montfort. Voir une copie de l'acte aux Archives du Pâre, Chambres des Comptes de Grenoble B. 311.)

<sup>2</sup> Christ, juil. 1247, *Revue Historique*, t. VI, p. 542. On en trouve une copie dans les archives de la Chambre des Comptes de Grenoble, B. 310. Avec M. Starnfeld, je crois entièrement dénuée de preuves l'assertion de Warmingstein (*Frankenische Rechtsgeschichte*, t. I, p. 170), d'après laquelle Frédéric aurait donné la couronne d'Arles au dauphin Guigue.

<sup>3</sup> Müllard-Perthuis, t. VI, pp. 345, 469, 491. Ce n'est pas au lieu de la re voir la

à se battre pour la cause de l'empereur, l'empereur s'adressa en relations assez étroites avec le duc de Saint-Brieux, l'un des chefs de la confédération de la noblesse, pour l'inviter à venir le joindre avec une escorte de chevaliers et de vassaux<sup>1</sup>. L'empereur avait en vue la proposition d'organiser contre la cour romaine une suite de croisades, secours à laquelle il appelle tous les vassaux du duc, répandus dans le monde occidental.

Le Pape ne se méprit pas sur la gravité du péril, aussi prit-il sans tarder des mesures urgentes pour conjurer l'orage. Il chercha, lui aussi, à se procurer des appuis parmi les seigneurs de la contrée qui entourait Lyon. C'est ainsi qu'en 1246 il conclut un traité avec Aymon de Faucigny, dont l'attitude favorable au Saint-Siège peut devenir une cause de graves embarras pour l'armée impériale<sup>2</sup>. Aux prélats nous en avons pour preuve sa lettre à l'archevêque de Reims, Guillaume le Breton, l'engageant ces seigneurs à se réunir pour la défense du Saint-Siège<sup>3</sup>; déjà pour enflammer l'indignation des masses, il avait enjoint aux évêques de faire publier, chaque dimanche, à son de cloches, l'excommunication portée contre Frédéric II et ses adhérents<sup>4</sup>, il leur avait recommandé de faire con-

holographie des manifestes en de Frédéric II et d'Innocent IV aux sources ennemies jusqu'il est bon d'ajouter le 2<sup>e</sup> volume des *Acta Imperii Frederici*, publié en 1885, par Winkelmann. Voir sur ce mouvement, *Les Officiels au Moyen Âge*, 2<sup>e</sup> partie.

1. Haurard, *Préface*, t. VI, p. 429; *Regesta* n<sup>o</sup> 367.

2. Bulles d'Innocent IV, du 1<sup>er</sup> mai et du 16 août 1246, Würzburg, ap. en, t. IV (Urkunden), n<sup>o</sup> 103 et 107. La pression se sent aussi dans les *Mémorial de l'histoire des évêques*, p. 124.

3. Ce document est à la Bibliothèque nationale, collection Bazar, belles volumes II. Il a été signalé dans l'introduction de M. Berger, p. xxxix. M. Berger signale avec ses lettres analogues à celles de Vendôme. Visiblement Innocent IV sollicite les prélats de lui envoyer des contingents de troupes pour résister à l'entreprise de Frédéric II. Il est fait allusion à ces demandes de troupes adressées aux prélats dans une pièce célèbre, imitée. *Antiphona presentis domini Pape* (de la part de Louis X) *coram concilio Lugdunensi de appellatione ecclesiarum* (Mathieu Paris, *Chronica majora*, t. VI, pp. 104 et ss.) cette prière contient un passage rédigé en ces termes : « qui persecutor vester ad partes istas venturus est... mittat (episcopi) vobis militem munitum ad resistendum... super quo excusabiles sunt nisi ecclesiam, qui non habent militiam... » Remarquons que ces demandes de troupes, de la part du Pape, datent seulement de l'année 1246, comment admettre qu'il y soit fait allusion dans un document présenté au concile de Lyon, terminé en juillet 1245 ? Ou la mention du concile dans le titre du document est erronée, ou le document lui-même est suspect.

4. Lettre aux archevêques et évêques des provinces d'Arles, de Vienne, d'Aix-de-Narbonne et d'Embray, du 20 décembre 1245. *Regesta d'Innocent IV*, n<sup>o</sup> 2344.

naître au peuple, par des prédictions multipliées, les crimes commis par Frédéric et sa race à détruire l'Église<sup>1</sup>. En même temps, il réclame le secours de saint Louis, de sa mère, de ses frères des principautés seigneuriales de son entourage. On est convenu l'intercession de l'armée rassemblée par le roi de France fut rendue inutile par le mouvement guelfe qui fit une soudaine exposition à Parme, au moment où l'empereur se disposait à marcher sur Lyon. Pour lutter contre les rebelles, Frédéric fut obligé de rebrousser chemin, et la Papauté fut sauvée d'un des dangers les plus redoutables qui l'aient menacée. Il ne tint pas sa parole de Savoie que l'empereur n'eût vite rejoint la capitale de Parme, qu'en l'an 1247, il envoya un corps de troupes au secours des Parmoisens, ce « manifeste adversaire de la Paxum », comme on l'appelle Mathieu Paris, interdit aux pontifes et le passage des montagnes; il le refusa en même temps au légat Octavien, chargé de porter aux Lombards les messages et les encouragements d'Innocent IV.

Les affaires politiques retiennent l'empereur dans l'Italie centrale ou en Lombardie, pendant les derniers mois de l'année 1247 et les premiers de l'année 1248; il revint en Piémont vers le mois de juillet. Il se rapprochant ainsi des domaines de ses fidèles alliés, les princes de la maison de Savoie, qui l'ont cessé de compter de ses faveurs. A Verceil, il rencontre une nombreuse assemblée de seigneurs qui lui étaient sympathiques, à leur tête se trouvaient le comte Amédée et son frère, Thomas de Savoie, comte de Flandre. Thomas fut nommé vicaire général de l'Empire pour l'Italie du Nord depuis Pavie jusqu'aux Alpes, et reçut de nombreux fiefs, parmi lesquels les villes d'Ivrée et de Turin, ainsi que plusieurs châteaux, en outre, Thomas

<sup>1</sup> Pothier, nos 1247<sup>2</sup> et 1247<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Les prélats envoyèrent des troupes au Saint-Siège, comme il résulte d'une lettre adressée le 2 juillet 1247 par le légation cardinal qui était résidé dans ce diocèse de l'Eglise. Il leur raconte sommairement le soulèvement de Parme et force l'empereur à rebrousser chemin, et il ajoute : « Si circa partes promissas suum impensum deveneritis propter hoc brevemente et in non longum tempore in eadem urbem pervenietis in mirabilibus committitis ad obsequium ecclesie preparatis, exceptisque baronibus et aliis nobilibus plurimis in propria persona cum suis in illius locum similiter ad hoc idem, carissimus in Christo filius noster Rex Francorum litterarum cum matre ac fratribus et per totum regnum nuncius et litteris regis destinatis copiosum indicit exercitum, personarum ad beneplacitum ecclesie profecturus » Winkelmann, *Acta L. II*, n° 1090.

et Amédée furent investis des pouvoirs de Frédéric, à l'effet d'entamer une nouvelle négociation avec le Pape. En même temps, l'empereur accordait au dauphin 60000 livres une pension annuelle de trois centes onces d'or, payables par le Trésor impérial<sup>2</sup> : une pension de quinze onces d'or était attribuée à son chambrier<sup>3</sup>. Évidemment l'empereur songe, pour le cas probable où sa diplomatie échouera, à reprendre le projet d'une expédition contre Lyon, il tient à réchauffer le zèle de ses alliés. C'était là d'ailleurs une vaine illusion : Frédéric ne devait point retrouver l'occasion que la révolte de Parme lui avait si malencontreusement enlevée.

#### 277 — LA LIGUE DES ADVERSAIRES DU CLERGÉ EN PROVENCE

Vers le même temps, la fortune qui contrariait l'empereur en Italie semblait vouloir l'en dédommager en lui offrant une chance favorable dans le royaume d'Arles et le Vienne. Inquiétées par l'avènement de Charles d'Anjou, dominées par des factions hostiles aux croyances catholiques et à l'influence française, les grandes communes de Provence, Arles, Avignon, Marseille, se étaient unies de nouveau par les liens d'une étroite confédération. A cette ligue avait adhéré bientôt un des seigneurs les plus puissants de la contrée, Barral de Baux, issu de la famille qui avait longtemps contesté les droits des Bérangers au comté de Provence, et qui, n'ayant jamais renoncé sincèrement à ses

1 On trouve les documents relatifs aux princes de Savoie dans Huillard-Bréholles, t. VI, pp. 458 et ss., et surtout dans Wurttemberg, *Acte*, t. I, n° 405 à 404 410 à 413, 414, etc.; cf. *Regesta*, n° 3720 et ss.; Wurttemberg, *Feder II von Savoyen, Urkunden*, n° 218 et ss., n° 233. A Turin et dans le Piémont les princes de la maison de Savoie rencontrant une résistance énergique de la part du clergé et des guelfes. L'alliance du comte de Savoie avec l'ennemi du Pape ne fut pas sans causer un grand scandale. Quand en 1248, un éboulement des rochers de Mont-Grosier écrasa Saint-André, petite ville voisine de Noni Milan, à l'entrée de la vallée du Grana, on vit dans cet événement la juste punition des crimes du comte de Savoie et de son ministre Bonmard. (Voir les *Chroniques d'Étienne de Bourbon*, dans l'édition de la *Société de l'histoire de France*, p. 183, rapprochez Matthieu Paris, *Chronica majora*, t. V, p. 34, et les textes cités par Wurttemberg, *Urkunden*, n° 218.)

2 Huillard-Bréholles, t. VI, p. 463. Chambre des Comptes de Grenoble, B, 1182; *Regesta*, n° 3736.

3 Huillard-Bréholles, t. VI, p. 464. Chambre des Comptes de Grenoble, *ibid*; *Regesta*, n° 3731.

pretensions, souffrait toujours avec impatience le joug d'une dynastie étrangère, qu'elle fût de France ou de Barcelone : Barrai ne pouvait oublier qu'un de ses parents avait reçu de l'empereur, quelques quarante ans plus tôt, le titre de roi de Vienne et d'Arles, qui eût dû mettre sa maison hors de pair parmi les familles puissantes de Provence. Visiblement Barrai, entendait ne manquer aucune occasion de faire sentir son mécontentement au comte qu'il considérait comme un ennemi — c'était d'ailleurs un redoutable adversaire que cet homme de guerre consommé doublé d'un politique habile, changeant de parti au gré de ses intérêts, possédant d'ailleurs « assez de talents pour se faire pardonner par ceux qu'il jugeait le moment venu de servir ».

Des le 26 mai 1247, la ligue était définitivement constituée<sup>1</sup>. Nul ne put ni se mêler ni se mêler sur le caractère qu'elle avait revêtu : elle

1. G. Philippson, *Les Bourgeois sous Charles I<sup>er</sup>, dans la Revue de Marseille et de Provence* (33<sup>e</sup> année, 1896), p. 106.

2. Voici comment les clauses du traité sont résumées par M. G. Philippson *op. cit.* p. 107 : « Marseille, Arles, Avignon, Arles et Barrai des deux s'engageaient pour cinquante ans à faire cause commune : la ligue embrassait contre toute personne publique ou privée, *hérétique ou infidèle, ou la loi communautaire qui prétendrait attentat à leurs droits, libertés et franchises*, à ne conclure ni paix ni trêve, sans l'avis et consentement des autres villes à demander raison des torts de toute offense à l'une ou l'autre qui rompraient à moins d'un an — et, le cas échéant, la guerre à qui refuserait satisfaction. Elles formaient en même temps une ligue commerciale, se garantissant la liberté totale de importation et d'exportation (sauf les droits de péage d'une ancienne reconnaissance), la libre circulation mutuelle des objets naufragés et la sûreté des voies et des chemins pour tous marchands et voyageurs, à l'exception des ennemis de la ligue ».

« 1<sup>o</sup> Pour assurer l'exécution de ces articles, Marseille s'engageait à fournir à la ligue six cents cinquante hommes, et Arles le même nombre, à l'époque de la mise en mer de ces navires aux de Marseille et quatre d'Avignon armés et montés aux frais de ses habitants et fournir le grand nombre sur la requête des comtes d'Arles), devaient se porter aux embouchures du Rhône pour défendre la Camargue contre les incursions de l'ennemi. Chacune des trois villes devait fournir en temps de guerre cent chevaliers armés de toutes pièces, et, en temps de paix, la moitié. Barrai se promettait trente, au cas de guerre seulement. Enfin, Marseille, riche en armes de toutes sortes qu'elle tirait du Levant, devait prêter vingt arbalètes à deux pouds et cinq à tour ».

Ce traité excluait formellement toute opération contre l'Eglise, l'Empire, l'archevêque d'Arles, l'évêque d'Avignon et Raymond de Toulouse, *seigneur de Marseille*. Il ne mentionnait ni le comte ni le comte de Provence, dont les réserves étaient en effet entre Charles d'Anjou que, si l'union était dirigée, personne ne se trompa sur la signification du traité. — Cf. sur ce traité, Stiefel, *Archivum Histor.* 19, p. 40 et ss.

était ouvertement dirigée contre Charles d'Anjou, et comme Charles était le représentant attitré du parti favorable au clergé la ligue restait naturellement à tous les éléments hostiles à l'égisme : on sent qu'ils étaient alors nombreux et surtout bruyants dans les régions nord-ouest. Poussés par la communauté de leurs haines, les seigneurs se tournent naturellement vers Frédéric II, auquel ils envoient des émissaires pour solliciter son appui. A lors les ennemis de tout ce qui est chrétien et français se sont enhardis à ce point que les croisés, lorsqu'ils se rendent en Egypte sous le commandement de saint Louis sont gravement insultés à leur passage sous les murs d'Avignon : il faut toute la patience et toute la charité du saint roi pour qu'il réussisse à détourner ses compagnons de tirer une vengeance éclatante de ces grossiers outrages<sup>1</sup>. L'accueil n'est pas meilleur à Marseille s'il faut en croire un chroniqueur, les agents de Frédéric 'I y auraient si efficacement travaillé que les pèlerins qui devaient s'y embarquer, y trouverent à peine la moule des vaisseaux qui leur avaient été promis<sup>2</sup>. Quand, à leur passage en Sicile, les croisés subirent des vexations de même nature, ils purent encore aux uns y reconnaître les traces de l'hostilité que Frédéric inspire directement à ses partisans contre l'entreprise des Français<sup>3</sup>.

Ceux qui injuriaient les croisés dans le royaume d'Arles n'étaient pas des moines à mépriser le clergé, aussi sur plus d'un point éclatent des luttes entre clercs et laïques. La situation devient si grave, qu'en

1. Frédéric II se borne à envoyer une flotte qui croise sur les côtes de Provence et y prit quelques vaisseaux ennemis. *Monumenta Germaniae Historica Scriptores* t. XVI, p. 121 et 122.

2. Matthieu Paris, *Chronica majora*, t. V, p. 22. On voit qu'en descendant la vallée du Rhône, saint Louis dut passer le château de la Roche-de-Glac, dont le seigneur prélevait sur les marchands et les pèlerins des peages illégitimes décriés, et 1200.

3. Menckens Chronicon, *Monumenta Germaniae Historica Scriptores*, t. XXIII, p. 367.

4. Voir la biographie d'Innocent IV par Nicolas de Carbio, ch. xxviii. Muratori, *Scriptores*, t. LII, p. 372. M. de Hinger croit les armements de la reine. Cependant et ce sont des conjectures sur la fin de son règne et la violence par où les témoignages les plus graves montrent que Frédéric II avait fait le serment d'Egypte de la marche des croisés, et s'il faut en croire Villani. liv. VI, §. 30) les gibelins de Florence firent des feux de joie quand ils apprirent l'échec de la croisade (cf. Berger, op. cit., p. 602 et 603). Les adversaires du clergé, à la tête desquels se trouvait Frédéric II, en étaient venus à ce point de passion que volontiers ils eussent fait cause commune avec les musulmans : tout au plus l'empereur essayait-il de tromper l'opinion publique par une certaine correction dans son attitude extérieure.



mois de novembre 1218, les prélats des provinces de Vienne, d'Arles, d'Aix et de Narbonne jugèrent nécessaire de tenir à Valence un concile qui fut présidé par deux cardinaux légats, Pierre d'Albano et Hugues de Sainte-Sabine. Les condamnations et les prohibitions de ce concile montrent clairement quels ferments de désordre recelait alors la région méridionale : sont condamnés ceux qui ne respectent pas les excommunications, ceux qui méprisent l'autorité des inquisiteurs, ceux qui interdisent aux ecclésiastiques le feu et l'eau, les fours et les moulins, ceux qui assassinent les clercs, s'en parent des biens de l'Eglise et ceux qui refusent de jurer la paix et de renouveler ce serment de trois ans en trois ans. Sont frappées des sentences les plus sévères les meneurs qui ont appelé le seigneur de Frédéric, dont l'excommunication est de nouveau solennellement publiée, ceux qui ont recouru à son intercession et font accueil à ses envoyés.

La voix du concile ne fut guère écoutée. A Avignon, Barral de Baux, le chef de la faction aube oroise, fut pour la troisième fois élu podestat, sans que l'évêque eût été admis à participer à l'élection. C'est qu'en réalité Barral était maintenu au pouvoir par une de ces associations ou confréries que le concile de Valence avait voulu proscrire : cette confrérie maîtresse de la ville, surveillait étroitement les clercs, troublait leur juridiction, s'emparait des biens de l'Eglise qu'elle administrait pour le compte de la cité. Alors un véritable système de terreur fut organisé contre les partisans de l'évêque. « Le juge nommé par Barral de Baux frappait publiquement un clerc et le faisait enfermer, l'officier était jeté dans la prison des meurtriers et des voleurs. Le prieur de Saint-Etienne, reconnu dans un parlement public, saisi aussitôt, était traîné dans les rues par la populace furieuse qui criait : « Au Rhône, le traître au Rhône ! » et la loi que la commune fixait un maximum aux aumônes des fidèles et frappait d'amendes les donations trop fortes, des turbulents répondus dans la ville chassaient les personnes qui se rendaient aux offices de Noël d'autres interrompaient dans l'église même les cérémonies de la messe, le prêtre à l'autel, contrainant de déposer les vêtements sacerdotaux, Gaucemar en présence des fidèles, et c'était le vigarier de la ville qui en avait donné l'exemple ». La faction ne se contenta pas de faire peser son joug sur la ville : elle se répandit dans les campagnes. « Une armée véritable, où l'on comptait des chevaliers, assiégera Bedarides et Barbentane qui appartenaient à l'évêque, maltraita ceux qui

réussirent, brûla les moulins, ravagea les blés et les vignes et revint à Avignon avec le grain pillé dans les greniers, que la ville fit vendre pour solder les vasaqueurs. » Ainsi l'anarchie était à son comble sans que les sentences d'excommunication portées par l'évêque contre les Avignonnais et leur podestat parussent réussir à l'arrêter.

À cette époque, la situation à Arles ne différait guère de ce le d'Avignon. Là aussi, les fauteurs de violences avaient pris le dessus : le parti provençal et français ainsi que les clercs étaient cruellement maltraités. À Arles comme à Avignon, les principaux partisans de l'Eglise avaient été emprisonnés, les facieux s'étaient saisis des domaines des églises et ravageaient ceux du comté de Provence.

Quelques chevaliers de l'Hôpital avaient été massacrés, l'archevêque Jean Bausan, contre lequel les haines les plus ardentes étaient soulevées, s'était vu obligé de quitter la ville pour échapper aux injures et aux menaces des partisans de la « Confrérie » qui occupait le pouvoir. Enfin, en cette même année 1219 le podestat d'Arles, Albert de Lavagne, esprit trop modéré au gré des révoltés, avait cédé sa place à Bural de Baux, qui, natif de la foie d'Avignon et d'Arles, apportait à lui tous les adversaires de l'Eglise et promouvait ouvertement sa haine aux excommuniés<sup>2</sup>.

Si Marseille ne suit pas l'exemple de ces violences, au moins appuie-t-elle de son alliance le parti hostile au clergé. D'ailleurs, comme les haines se renaissent fort naturellement, on voit alors en Provence au rapport le Maubien Paris<sup>3</sup> des envoyés de Frédéric II, très désireux d'associer son action à celle de ces fanatiques ennemis du clergé : ces envoyés reçoivent le serment de fidélité des bourgeois d'Arles et d'Avignon et peut-être, grâce à leur diplomatie, les sympathies de Raymond VII se tournent de nouveau vers la cause impériale qu'il avait pour quelques temps abandonnée. Ainsi le mouvement qui se fait sentir si tristement en Provence est favorable à l'empereur parce qu'il est hostile au clergé : on peut croire que Frédéric va prendre la tête d'une coalition puissante où se rencontreront, avec le

1 G. Philippin. *La Provence sous Charles I<sup>er</sup>* (*Annales de Marseille et de Provence*, 32<sup>e</sup> année, 1838), p. 437.

2. Sur ces événements, voir Anibert, *op. cit.*, t. III, pp. 128 et ss. — Sur Albert de Lavagne, personnage guelfe par son origine et son enseignement, et sur ses rapports hostiles avec Guillaume de Ho lande, voir *Revue*, n<sup>os</sup> 493 et 1386, Anibert, t. III, p. 163.

3. *Chronique majeure*, t. V, p. 415.

Dauphin et le comte de Savoie<sup>1</sup> qui se sont ralliés à lui, le comte de Toulouse et les grandes communes de Provence. Le moment paraît propice : pendant qu'Arles et Avignon sont aux mains des factions, Charles d'Anjou prend part à la croisade comme s'il abandonnait la vallée du Rhône à la tyrannie des associations populaires et aux entreprises de ceux qui poursuivent d'une haine égale les membres du clergé et le successeur français de Raymond-Bérenger.

Mais ce n'est là qu'une trompeuse apparence. Le 22 septembre 1249, un accès de fièvre mit fin à la carrière aventureuse de Raymond VII. « Sa mort, écrit Boutaric, excita dans le Midi une douleur profonde en lui débaignant la race le comtes dont l'origine remonte au ix<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup> ». Charles d'Anjou était déjà seigneur du comté de Provence, voici qu'un autre frère du roi de France, Alphonse de Poitiers, gendre de Raymond VII, héritait du comté de Toulouse et du marquisat de Provence, en exécution de la clause capitale du traité qui en 1229 avait mis fin à la guerre des Albigeois. Cet événement privait la confédération liguée à l'Église d'un de ses appuis les plus sûrs en même temps qu'il diminuait les forces du parti français dans le Midi. Barral de Baux semble l'avoir compris, car, par un revirement soudain, il se rallia au printemps de 1250 près de la régente Blanche de Castille et lui promit d'employer ses efforts pour soumettre Arles à Charles d'Anjou et Avignon à Alphonse de Poitiers<sup>3</sup>. A vrai

1. En 1243, Frédéric II est toujours l'allié des princes de Savoie, en particulier du comte Thomas qui, au lendemain de la mort de l'empereur, servira avec le même zèle la cause d'Innocent IV et du nouveau roi des Hongrois, Guillaume de Hollande. Voir le diplôme de Frédéric II, qui le comte de sa part à Turin, 17 décembre, *Acta*, t. I, n° 493. On peut en rapprocher les actes de Guillaume de Hollande en faveur du même Thomas. *Regesta*, nos 5093, 5096, 5097, 5098, 5099, 5100.

2. Boutaric, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, p. 43. Voir la remarquable peinture que trace M. Elie Berger de ce personnage fort peu sympathique par ailleurs. Je n'ignore pas qu'aux derniers jours de sa vie, Raymond VII avait pris la croix et semblait en bons termes avec le pape, mais, au fond, ses sympathies étaient à l'empereur et aux adversaires de l'Église. Si l'on vit, il eût dû seulement se ranger du côté de Frédéric II et des comtesses. Le parti français ne pouvait guère l'aider à l'exécution des combinaisons nécessaires auxquelles il se livrait pour relever son pouvoir dans le Midi.

3. Teulet, t. III, p. 7, n° 1351. Cf. le document publié par Boutaric (lettre d'Alphonse de Poitiers) lorsqu'il vint à Melun où se trouvait la cour, « Barral des Baux s'offrit moult et prestas à traire à vostre volenté et vostre complaisance et de vostre frère le comte de Provence la cité de Avignon et de Arle, et en fait seurté de serment au de lettres ». *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, p. 74.

due, ces promesses ne furent suivies d'aucun résultat immédiat : mais elles suffisaient à exciter que le chef des confédérés n'avait plus qu'une médiocre confiance dans l'avenir de son parti.

Cependant, tandis que déjà le découragement s'emparait de quelques-uns des confédérés, les agents d'Alphonse de Poitiers, alors à la croisade, se mettaient en mesure de prendre possession, non seulement du comté de Toulouse, mais encore du marquisat de Provence. Or, se fondant sur une clause du traité de 1229, le Pape prétendait, lui aussi, reprendre au nom de l'Eglise romaine, le marquisat de Provence : le pape Pierre d'Athènes avait été chargé par lui de se saisir du gouvernement du pays. Le seigneur de Lunel, qui y avait été envoyé de la part des représentants d'Alphonse, parvint cependant à accomplir sa mission<sup>1</sup>. Alphonse de Poitiers ne porta pas seulement le titre de marquis de Provence : exerça dans ces régions la réalité du pouvoir. La cour de Rome ne paraît point avoir protesté trop vivement : le moment n'était pas opportun pour elle de courir le risque d'une brouille avec le frère du roi de France. Elle se réserve donc et attend l'occasion favorable qui devait se présenter vingt ans plus tard) de réclamer la restitution du Venaissin<sup>2</sup>.

L'occupation du Venaissin par Alphonse de Poitiers était un rude coup pour les confédérés : bientôt d'autres événements achevèrent de ruiner leurs espérances. Le 13 décembre 1250, la mort frappa Frédéric II, délivrant l'Eglise de son plus redoutable ennemi et privant ses adversaires du clergé de leur plus puissant protecteur. Vers le même temps, les deux princes français, Charles d'Anjou et Alphonse de Poitiers, revenus de la croisade, se décidèrent à en finir avec le mouvement des communes, les troupes de Charles assiégeront Ales, tandis que celles d'Alphonse cernèrent Avignon<sup>3</sup>.

La partie était définitivement perdue pour les villes provençales ; Innocent IV leur rendit un service signalé en leur envoyant un domi-

1 Voir le document publié par Boschart, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, p. 7. — Cf. au 16 d'août, *Brève sur l'administration de Louis IX et d'Alphonse de Poitiers* publiée dans l'*histoire générale de Languedoc*, t. VII, p. 489.

2 Le Venaissin fut restitué à l'Eglise par Philippe le Hardi, après la mort du comte Alphonse, en 1273. Voir les remerciements de Grégoire X dans l'intercommissaire *Storia della città d'Avignone* (Venise, 1676, in-4°), t. I, pp. 150 et 151.

3 Sur ces événements, consulter G. Philippou, *La Provence sous Charles I<sup>er</sup>* (*Revue de Marseille et de Provence*, 35<sup>e</sup> année, 1887), pp. 7 et 11.

niquin, Etienne, chargé de travailler à la pacification de la région<sup>1</sup>. « L'intervention diplomatique du Saint-Siège, unie à l'action militaire des princes entraînera le résultat sur lequel on avait compté<sup>2</sup> » Aix se soumit le 30 avril 1251 au comte de Provence, le 7 mai par un traité conclu à Beaumont, Avignon reconnut l'autorité de ses deux seigneurs, Charles d'Anjou et Alphonse de Poitiers<sup>3</sup>; quant à Barral de Baux qui depuis longtemps avait donné des preuves de son désir de terminer la lutte, il conclut le 19 juin une trêve avec Charles d'Anjou<sup>4</sup> mais ce ne fut qu'en janvier 1253 qu'il rentra définitivement en grâce auprès d'Alphonse de Poitiers<sup>5</sup>. En 1252, Marseille se résigna à se soumettre au comte de Provence, à la condition de conserver dans une large mesure ses franchises municipales<sup>6</sup>. Désormais on n'était plus en face de cette orgueilleuse confédération qui, se couvrant du nom de Frédéric II, avait pendant quelque temps menacé en Provence le pouvoir de l'Eglise et l'influence de la monarchie capétienne.

1 Sur l'intervention d'Innocent IV, cf. Berger, *férolisation*, pp. 664 et 664 v, et *Registres*, n° 374 à 379. Les lettres du Pape relatives à la mission du frère Etienne sont du 24 février 1251.

2 Berger *op. cit.*, p. 664 v.

3 Soumission d'Arles-Bouches, *Il storia de Provence* t. II, pp. 268 et ss. Le Nain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, t. III, p. 423. Texte publié par Sternfeld, *Kart von Anjou*, Appendix, n° 9. — Soumission d'Avignon, 7 mai 1251. *Lettres du Trésor des Chartes*, t. III, n° 1937, p. 127.

4 G. Pichon, *op. cit.*, p. 16.

5 *Lettres du Trésor des Chartes*, n° 4036 et ss.

6. Consulter sur ce point Blancard, *Phénomènes inédits sur l'histoire politique de Marseille*, dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* (4<sup>e</sup> série, t. I, année 1844), pp. 56 et ss. Il résulte d'un document récemment publié qu'Alphonse de Poitiers nourrit pour un temps l'intention de s'efforcer d'obtenir la seigneurie de Marseille, qu'il voulait succéder à Raymond VII, en fait en effet qu'en 1250, les Marseillais avaient conféré au comte de Toulouse la seigneurie de leur ville, afin de résister plus efficacement à Raymond Bérenger. (Voir plus haut, p. 130.) Alphonse de Poitiers fit rechercher les détails de cet événement, évidemment avec l'intention de se rendre compte du parti qu'il en pourrait tirer. Il renonça d'ailleurs à poursuivre ce dessein, sans doute pour ne point se brouiller avec Charles d'Anjou. Voir sur ce point *Epistola ad Alphonse de Poitiers* (25 mars 1251), publiée par M. Ch. V. Langlois dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. XLVI, année 1885, p. 521. Le texte du traité de 1252, entre Charles d'Anjou et Marseille, a été publié par M. Sternfeld, *Kart von Anjou*, Appendix, n° 10 et 10 v, et sur page pp. 17 et 18.

## XV. — RÉSULTATS DU RÈGNE DE FRÉDÉRIC I

En somme, la lutte se termine par la victoire éclatante de la monarchie française qui s'est implantée fortement dans le Midi, y a ancré de riches provinces à son domaine direct et a établi à Aix et à Toulouse des princes de la race capétienne. Peu à peu les résistances du Midi s'évanouiront devant cette influence nouvelle. En tout cas, l'autorité de l'Empire est définitivement anéantie en Provence et notablement affaiblie dans le reste du pays : quand par une clause de son testament Frédéric lègue à son fils Henri la couronne d'Arles, il ne lui laisse qu'un vain titre et un fantôme de royauté. On a à pas oubliés qu'au siècle précédent, Barthélemy avait compromis sa puissance dans ces régions pour avoir voulu soumettre les pays burgundes et provençaux, dans les difficultés d'une lutte religieuse, pour avoir renouvelé la faute de son aïeul. Frédéric II se perdait lui-même et perdait l'influence qu'il avait su rendre à l'Empire dans le royaume d'Arles.

Enfin la politique de saint Louis l'emporte, et c'est justice. On ne saurait rendre un hommage exagéré à cette politique, aussi sûre d'elle-même que la prudence qui se complaît dans le choix des moyens qu'elle emploie. Aussi équilibrée pour réduire jusqu'à l'ombre de l'injustice, avec tact pour éviter jusqu'à l'apparence de l'exagération, assez ferme pour n'hésiter point, quand il le faut, à employer la force au moment décisif. Dans la querelle de l'Eglise avec Frédéric II, alors que beaucoup de ses barons prenaient le parti de l'empereur, saint Louis fut pour l'Eglise un allié prudent et discret, mais sûr et fidèle, et ses résolutions ne permit pas à Frédéric de mettre le Pape en servitude ; vis à vis des populations méridionales, il sut continuer l'œuvre de son père, se servant des possessions acquises pour étendre son influence et protéger les catholiques, sans, toutefois, compromettre le succès de ses efforts par des excès ou des violences qui eussent réduit ses avantages au néant<sup>1</sup>. La conduite du saint

<sup>1</sup> « Saint Louis, dit M. Wallon (t. II, p. 357), n'avait qu'à choisir entre les deux fils de la maison des Hohenstaufen, soit en Allemagne, soit en Italie. Il n'en prit rien et sa voix fut l'arbitre du monde. » On ne saurait mieux caractériser la politique extérieure de saint Louis.

roi parut plus digne encore de la louange de l'histoire à qui la compare à celle de son contemporain Frédéric II, lui-même pourvu des plus brillantes qualités. Intelligence vive et perçante, esprit ouvert aux idées nouvelles et propre aux conceptions les plus grandioses ; d'ailleurs, armé eux comme ceux de sa race et destiné par sa nature à dominer ; en même temps, façonné aux affaires politiques par une éducation italienne et par les revers de ses premières années, enfin, placé sur les limites de l'Orient et de l'Occident, comme pour surveiller deux mondes et se laisser pénétrer par les influences de deux civilisations, tel fut cet homme étrange qui, en demeurant, exerça pendant quelque temps dans le royaume d'Arles une autorité plus forte qu'aucun de ses prédécesseurs ou de ses successeurs. Cependant cette autorité fut éphémère : après lui, on pourra bien tenter, au profit de l'Empire, de ressusciter le nom du royaume d'Arles, on ne se ressuscitera pas en fait, et, surplus, c'est l'Empire lui-même qui, après la mort de Frédéric II, va pour longtemps abîmer dans l'anarchie. Tel fut le résultat d'une politique qui ne connaissait ni frein ni scrupule ; ainsi finit l'homme qui avait rêvé de s'assurer, corps et âmes, les habitants de ses immenses royaumes, juste châtement d'une ambition qui avait mis en péril la paix du monde et l'indépendance des consciences chrétiennes.

---

Digitized by Google

Digitized by Google



## CHAPITRE VI

### L'INTERÈGNE

#### I. — GUILLAUME DE HOËN

« La chute de la maison de Souabe fut pour l'Allemagne l'occasion d'une crise à nulle autre pareille. Plus de pouvoir protecteur, plus de loi reconnue... Cette période désolante est connue dans l'histoire sous le nom de grand interrègne, non pas qu'il y ait eu vacance complète du trône impérial pendant ce temps, mais parce que l'efficacité de sa puissance est demeurée comme suspendue pendant dix-neuf ans. Tout ce qu'une société peut éprouver de maux pendant une si longue anarchie, l'Allemagne la souffrit ! »

L'effacement du pouvoir impérial entraîna des conséquences moins graves pour le Sud-Est de la France, habituée depuis longtemps à se passer de souverain : les rivaux et les querelles des points d'attaques nombreux entre lesquels étaient partagées ces régions, y entraînèrent, comme par le passé, l'anarchie que les Staufer avaient parfois essayé de contenir. À vrai dire, l'interrègne ne devait pas relever dans ces contrées le respect dû à la majesté impériale. Ce n'est pas que le royaume d'Arles fût complètement abandonné à lui-même ; à plus d'une reprise, les divers personnages qui se disputaient l'Empire essayèrent de se faire les patrons dans ces contrées. Ils n'eurent point absolument de moyens d'action : les privilèges, qu'ils distribuaient libéralement, conféraient, en droit, une certaine indépendance aux évêques et aux seigneurs qui les obtenaient, en tout cas on pouvait les rechercher comme les hochets de la vanité humaine toujours féconde dès qu'il s'agit d'inventer des distinctions nouvelles. Puis, comme en plus d'une matière les privilèges importants créaient

1. Ch. G. raut, *l'Allemagne en 1079 et l'Élection de Rodolphe de Habsbourg*. *Sciences et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, année 1868, p. 4.

une sorte de légitimité, on y eut recours pour régulariser des situations équivoques ou légitimes des usurpations évidemment iniques : par exemple, en 1281, Raymond 1<sup>er</sup> de Baux, prince d'Orange, ordonnant par testament de restituer aux habitants des rives du Rhône une somme considérable représentant les recettes du péage du sel qu'il avait injustement prélevé ; or l'iniquité consistait en ce que le péage avait été perçu avant d'être autorisé par l'empereur<sup>1</sup>. L'Empire apparaissait encore comme un idéal d'organisation et de justice ; c'est à cette idée traditionnelle qu'il devait le peu de prestige qui lui restait.

Cependant les tentatives de ces fantômes d'empereurs qui s'appellèrent Guillaume et Hollande, Alphonse de Castille et Richard de Cornouailles étaient condamnées à demeurer infructueuses en ce qui concerne le royaume d'Arles : les seigneurs ecclésiastiques ou laïques du Sud-Est de la France ne s'inclineront désormais que devant un pouvoir assez fort pour leur imposer des lois, ce sera sous la main vigoureuse des Capétiens, non sous celle des faibles souverains de l'Empire, qu'ils se résigneront à se courber. Il convient toutefois de rappeler ici ces tentatives avant de montrer les progrès incessants de l'influence française dans ces contrées<sup>2</sup>.

Après la mort de Frédéric II, le rival que lui avait suscité la Papauté, Guillaume de Hollande, se croyant peut-être assuré d'un rapide triomphe, se rendit à Lyon pour y rencontrer le pape Innocent IV et célébrer avec lui les fêtes de Pâques de l'année 1251<sup>3</sup>. Aussitôt de toutes les régions voisines, pèlerins et curieux affluèrent en si grand nombre que la ville ne suffisait plus à les contenir : afin de répondre à leurs vœux il fallut, le Jeudi Saint, que le Pape sortît de Lyon pour aller porter sa bénédiction à la multitude rassemblée dans une immense plaine. Le lendemain vendredi, le roi des

<sup>1</sup> Barthélemy, *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux* (Marseille, 1882), n° 672.

<sup>2</sup> Il n'y a pas lieu de mentionner ici le prédécesseur de Guillaume, Henri Raspon, le premier des rivaux opposés par la cour romaine à Frédéric II. Henri ne paraît avoir exercé aucune influence sur la Bourgogne et le royaume d'Arles.

<sup>3</sup> « Venerat proinde illic inter omnes principes et magnates rex Alemannie christianissimus Guillelmus dux devotus Ecclesie et ei ipse gauderet aspectu et presensia cum patre. » Nicolas de Curbia, dans Muratori, *Scriptores rerum italicarum* (III, c. 142).

Romains et sa suite assistèrent à la fonction pontificale, au cours de laquelle Innocent IV adressa aux fidèles un sermon en langue vulgaire<sup>1</sup>.

Nous ne connaissons de cette entrevue que les détails extérieurs, les contemporains ne nous ont point conservé la trace des pourparlers échangés entre les deux souverains ni des résolutions prises par eux en vue d'éliminer les derniers débris de la puissance des Staufen. Après les fêtes, le mercredi de Pâques 19 avril 1251, le Pape et le roi quittèrent Lyon; Innocent, accompagné de sa cour, s'embarqua sur le Rhône qu'il suivit jusqu'à Orange pour aller ensuite à Marseille<sup>2</sup> et à Gênes; maintenant que le terrible ennemi de l'Eglise romaine était vaincu, la Papauté pouvait, après sept ans d'exil, rentrer sur cette terre d'Italie dont elle ne saurait être définitivement séparée. De son côté Guillaume regagnait l'Allemagne par la Franche-Comté; aucun document ne porte à croire qu'il ait profité de son séjour à Lyon pour appeler auprès de lui les seigneurs ecclésiastiques et laïques du royaume d'Arles et de Vienne, et leur confirmer leurs privilèges.

Son retour fut cependant marqué par une tentative qui, si elle eut été couronnée de succès, eût pu donner un point d'appui à l'action de l'Empire dans l'est de la France. Guillaume essaya alors de conquérir quelque influence dans la Comté de Bourgogne. Le dernier descendant mâle de la maison de Méran, le palatin Otton III, était mort en 1248<sup>3</sup>; sa succession en Bourgogne passa tout entière à l'une de ses sœurs, Alice, qui avait épousé Hugues, fils de Jean de Chalon, seigneur de Salins représentant de cette branche cadette de Bourgogne qui depuis longtemps était la rivale perpétuelle toujours heureuse de la dynastie allemande<sup>4</sup>. Cette transmission de la Comté à Alice et à son

1. Au fur et à mesure que le Pape parlait, l'archevêque de Trèves traduisait ses paroles en allemand pour qu'elles pussent être comprises du roi Guillaume. Voir sur ce sujet et les témoignages cités par Müller, *Die Stadt Lyon und die Wahlhilfe der Bistümer im Arden politischen Beziehungen zum Deutschen Reich* (Münster, 1872), p. 85, ed. *Regesta Imperii* (1882), n° 245, Nicolas de Courbes, *loc. cit.*

2. « Deinde per terram venit Marcellum, ubi multa magnificentia sui susceptus a civibus civitatis. » Nicolas de Courbes *ibid.*

3. Il avait, peu de temps avant de mourir, abandonné le parti de Frédéric II, qui dans un acte du 7 novembre 1248, rappelle la manifesta prodita d'Otton III. *Cercop. cit.*, t. I, p. 135.

4. Un détail montre que la lutte entre les palatins et la branche cadette avait bien un caractère national. L'ennemi, ce sont les Allemands. Un jour le comte de Chalon

*Document. — Le regeste d'Arles*

11

mari, qui se réalisa malgré les réclamations des autres sœurs d'Otton III<sup>1</sup>, rendait à la dynastie nationale la Comté de Bourgogne que le mariage de Béatrice avec Frédéric Barberousse avait fait passer dans une famille étrangère : c'était un rude coup dont l'influence allemande en Comté ne devait pas se relever. Or, si le mari d'Alice de Méran Hugues, eût devenu le seigneur de la Comté, en fait l'autorité y appartenait plus encore à son père Jean de Châlon, son aïeul revenant le mérite d'avoir rendu à sa terre, par une habile politique, l'héritage de la Bourgogne. Jean était évidemment dans la Comté un personnage plus important que le comte Hugues : aussi c'est avec Jean que traita Guillaume de Hollande lorsqu'à son retour de Lyon il traversa la Bourgogne. Le roi des Romains était alors très désireux d'être reconnu par les vassaux de l'Empire et d'en obtenir de l'argent : le comte de Châlon lui donna satisfaction sur ces deux points. De son côté, Jean se trouvait en opposition avec l'archevêque de Besançon qui supportait mal la faveur dont les bourgeois de la ville épiscopale entouraient le descendant des comtes et qui prétendait en outre exercer un droit de monnayage exclusif dans son diocèse pour récompenser le comte de sa soumission. Guillaume légifla ses prétentions par deux diplômes, dont l'un conférait à Jean de Châlon (à titre de gage pour les dix mille marks d'argent prêtés au 1<sup>er</sup> empereur au 1<sup>er</sup> d'Empire à Besançon aussi bien qu'à Lausanne, et l'autre l'autorisant à battre monnaie à Salins<sup>2</sup>. L'alliance qui s'était ainsi établie entre

vient demander la noblesse de la ville des évêques. » *Ms. de la ville de Besançon*, fol. 100 v. et 101 r. et 102 r. et 103 r. et 104 r. et 105 r. et 106 r. et 107 r. et 108 r. et 109 r. et 110 r. et 111 r. et 112 r. et 113 r. et 114 r. et 115 r. et 116 r. et 117 r. et 118 r. et 119 r. et 120 r. et 121 r. et 122 r. et 123 r. et 124 r. et 125 r. et 126 r. et 127 r. et 128 r. et 129 r. et 130 r. et 131 r. et 132 r. et 133 r. et 134 r. et 135 r. et 136 r. et 137 r. et 138 r. et 139 r. et 140 r. et 141 r. et 142 r. et 143 r. et 144 r. et 145 r. et 146 r. et 147 r. et 148 r. et 149 r. et 150 r. et 151 r. et 152 r. et 153 r. et 154 r. et 155 r. et 156 r. et 157 r. et 158 r. et 159 r. et 160 r. et 161 r. et 162 r. et 163 r. et 164 r. et 165 r. et 166 r. et 167 r. et 168 r. et 169 r. et 170 r. et 171 r. et 172 r. et 173 r. et 174 r. et 175 r. et 176 r. et 177 r. et 178 r. et 179 r. et 180 r. et 181 r. et 182 r. et 183 r. et 184 r. et 185 r. et 186 r. et 187 r. et 188 r. et 189 r. et 190 r. et 191 r. et 192 r. et 193 r. et 194 r. et 195 r. et 196 r. et 197 r. et 198 r. et 199 r. et 200 r. et 201 r. et 202 r. et 203 r. et 204 r. et 205 r. et 206 r. et 207 r. et 208 r. et 209 r. et 210 r. et 211 r. et 212 r. et 213 r. et 214 r. et 215 r. et 216 r. et 217 r. et 218 r. et 219 r. et 220 r. et 221 r. et 222 r. et 223 r. et 224 r. et 225 r. et 226 r. et 227 r. et 228 r. et 229 r. et 230 r. et 231 r. et 232 r. et 233 r. et 234 r. et 235 r. et 236 r. et 237 r. et 238 r. et 239 r. et 240 r. et 241 r. et 242 r. et 243 r. et 244 r. et 245 r. et 246 r. et 247 r. et 248 r. et 249 r. et 250 r. et 251 r. et 252 r. et 253 r. et 254 r. et 255 r. et 256 r. et 257 r. et 258 r. et 259 r. et 260 r. et 261 r. et 262 r. et 263 r. et 264 r. et 265 r. et 266 r. et 267 r. et 268 r. et 269 r. et 270 r. et 271 r. et 272 r. et 273 r. et 274 r. et 275 r. et 276 r. et 277 r. et 278 r. et 279 r. et 280 r. et 281 r. et 282 r. et 283 r. et 284 r. et 285 r. et 286 r. et 287 r. et 288 r. et 289 r. et 290 r. et 291 r. et 292 r. et 293 r. et 294 r. et 295 r. et 296 r. et 297 r. et 298 r. et 299 r. et 300 r. et 301 r. et 302 r. et 303 r. et 304 r. et 305 r. et 306 r. et 307 r. et 308 r. et 309 r. et 310 r. et 311 r. et 312 r. et 313 r. et 314 r. et 315 r. et 316 r. et 317 r. et 318 r. et 319 r. et 320 r. et 321 r. et 322 r. et 323 r. et 324 r. et 325 r. et 326 r. et 327 r. et 328 r. et 329 r. et 330 r. et 331 r. et 332 r. et 333 r. et 334 r. et 335 r. et 336 r. et 337 r. et 338 r. et 339 r. et 340 r. et 341 r. et 342 r. et 343 r. et 344 r. et 345 r. et 346 r. et 347 r. et 348 r. et 349 r. et 350 r. et 351 r. et 352 r. et 353 r. et 354 r. et 355 r. et 356 r. et 357 r. et 358 r. et 359 r. et 360 r. et 361 r. et 362 r. et 363 r. et 364 r. et 365 r. et 366 r. et 367 r. et 368 r. et 369 r. et 370 r. et 371 r. et 372 r. et 373 r. et 374 r. et 375 r. et 376 r. et 377 r. et 378 r. et 379 r. et 380 r. et 381 r. et 382 r. et 383 r. et 384 r. et 385 r. et 386 r. et 387 r. et 388 r. et 389 r. et 390 r. et 391 r. et 392 r. et 393 r. et 394 r. et 395 r. et 396 r. et 397 r. et 398 r. et 399 r. et 400 r. et 401 r. et 402 r. et 403 r. et 404 r. et 405 r. et 406 r. et 407 r. et 408 r. et 409 r. et 410 r. et 411 r. et 412 r. et 413 r. et 414 r. et 415 r. et 416 r. et 417 r. et 418 r. et 419 r. et 420 r. et 421 r. et 422 r. et 423 r. et 424 r. et 425 r. et 426 r. et 427 r. et 428 r. et 429 r. et 430 r. et 431 r. et 432 r. et 433 r. et 434 r. et 435 r. et 436 r. et 437 r. et 438 r. et 439 r. et 440 r. et 441 r. et 442 r. et 443 r. et 444 r. et 445 r. et 446 r. et 447 r. et 448 r. et 449 r. et 450 r. et 451 r. et 452 r. et 453 r. et 454 r. et 455 r. et 456 r. et 457 r. et 458 r. et 459 r. et 460 r. et 461 r. et 462 r. et 463 r. et 464 r. et 465 r. et 466 r. et 467 r. et 468 r. et 469 r. et 470 r. et 471 r. et 472 r. et 473 r. et 474 r. et 475 r. et 476 r. et 477 r. et 478 r. et 479 r. et 480 r. et 481 r. et 482 r. et 483 r. et 484 r. et 485 r. et 486 r. et 487 r. et 488 r. et 489 r. et 490 r. et 491 r. et 492 r. et 493 r. et 494 r. et 495 r. et 496 r. et 497 r. et 498 r. et 499 r. et 500 r. et 501 r. et 502 r. et 503 r. et 504 r. et 505 r. et 506 r. et 507 r. et 508 r. et 509 r. et 510 r. et 511 r. et 512 r. et 513 r. et 514 r. et 515 r. et 516 r. et 517 r. et 518 r. et 519 r. et 520 r. et 521 r. et 522 r. et 523 r. et 524 r. et 525 r. et 526 r. et 527 r. et 528 r. et 529 r. et 530 r. et 531 r. et 532 r. et 533 r. et 534 r. et 535 r. et 536 r. et 537 r. et 538 r. et 539 r. et 540 r. et 541 r. et 542 r. et 543 r. et 544 r. et 545 r. et 546 r. et 547 r. et 548 r. et 549 r. et 550 r. et 551 r. et 552 r. et 553 r. et 554 r. et 555 r. et 556 r. et 557 r. et 558 r. et 559 r. et 560 r. et 561 r. et 562 r. et 563 r. et 564 r. et 565 r. et 566 r. et 567 r. et 568 r. et 569 r. et 570 r. et 571 r. et 572 r. et 573 r. et 574 r. et 575 r. et 576 r. et 577 r. et 578 r. et 579 r. et 580 r. et 581 r. et 582 r. et 583 r. et 584 r. et 585 r. et 586 r. et 587 r. et 588 r. et 589 r. et 590 r. et 591 r. et 592 r. et 593 r. et 594 r. et 595 r. et 596 r. et 597 r. et 598 r. et 599 r. et 600 r. et 601 r. et 602 r. et 603 r. et 604 r. et 605 r. et 606 r. et 607 r. et 608 r. et 609 r. et 610 r. et 611 r. et 612 r. et 613 r. et 614 r. et 615 r. et 616 r. et 617 r. et 618 r. et 619 r. et 620 r. et 621 r. et 622 r. et 623 r. et 624 r. et 625 r. et 626 r. et 627 r. et 628 r. et 629 r. et 630 r. et 631 r. et 632 r. et 633 r. et 634 r. et 635 r. et 636 r. et 637 r. et 638 r. et 639 r. et 640 r. et 641 r. et 642 r. et 643 r. et 644 r. et 645 r. et 646 r. et 647 r. et 648 r. et 649 r. et 650 r. et 651 r. et 652 r. et 653 r. et 654 r. et 655 r. et 656 r. et 657 r. et 658 r. et 659 r. et 660 r. et 661 r. et 662 r. et 663 r. et 664 r. et 665 r. et 666 r. et 667 r. et 668 r. et 669 r. et 670 r. et 671 r. et 672 r. et 673 r. et 674 r. et 675 r. et 676 r. et 677 r. et 678 r. et 679 r. et 680 r. et 681 r. et 682 r. et 683 r. et 684 r. et 685 r. et 686 r. et 687 r. et 688 r. et 689 r. et 690 r. et 691 r. et 692 r. et 693 r. et 694 r. et 695 r. et 696 r. et 697 r. et 698 r. et 699 r. et 700 r. et 701 r. et 702 r. et 703 r. et 704 r. et 705 r. et 706 r. et 707 r. et 708 r. et 709 r. et 710 r. et 711 r. et 712 r. et 713 r. et 714 r. et 715 r. et 716 r. et 717 r. et 718 r. et 719 r. et 720 r. et 721 r. et 722 r. et 723 r. et 724 r. et 725 r. et 726 r. et 727 r. et 728 r. et 729 r. et 730 r. et 731 r. et 732 r. et 733 r. et 734 r. et 735 r. et 736 r. et 737 r. et 738 r. et 739 r. et 740 r. et 741 r. et 742 r. et 743 r. et 744 r. et 745 r. et 746 r. et 747 r. et 748 r. et 749 r. et 750 r. et 751 r. et 752 r. et 753 r. et 754 r. et 755 r. et 756 r. et 757 r. et 758 r. et 759 r. et 760 r. et 761 r. et 762 r. et 763 r. et 764 r. et 765 r. et 766 r. et 767 r. et 768 r. et 769 r. et 770 r. et 771 r. et 772 r. et 773 r. et 774 r. et 775 r. et 776 r. et 777 r. et 778 r. et 779 r. et 780 r. et 781 r. et 782 r. et 783 r. et 784 r. et 785 r. et 786 r. et 787 r. et 788 r. et 789 r. et 790 r. et 791 r. et 792 r. et 793 r. et 794 r. et 795 r. et 796 r. et 797 r. et 798 r. et 799 r. et 800 r. et 801 r. et 802 r. et 803 r. et 804 r. et 805 r. et 806 r. et 807 r. et 808 r. et 809 r. et 810 r. et 811 r. et 812 r. et 813 r. et 814 r. et 815 r. et 816 r. et 817 r. et 818 r. et 819 r. et 820 r. et 821 r. et 822 r. et 823 r. et 824 r. et 825 r. et 826 r. et 827 r. et 828 r. et 829 r. et 830 r. et 831 r. et 832 r. et 833 r. et 834 r. et 835 r. et 836 r. et 837 r. et 838 r. et 839 r. et 840 r. et 841 r. et 842 r. et 843 r. et 844 r. et 845 r. et 846 r. et 847 r. et 848 r. et 849 r. et 850 r. et 851 r. et 852 r. et 853 r. et 854 r. et 855 r. et 856 r. et 857 r. et 858 r. et 859 r. et 860 r. et 861 r. et 862 r. et 863 r. et 864 r. et 865 r. et 866 r. et 867 r. et 868 r. et 869 r. et 870 r. et 871 r. et 872 r. et 873 r. et 874 r. et 875 r. et 876 r. et 877 r. et 878 r. et 879 r. et 880 r. et 881 r. et 882 r. et 883 r. et 884 r. et 885 r. et 886 r. et 887 r. et 888 r. et 889 r. et 890 r. et 891 r. et 892 r. et 893 r. et 894 r. et 895 r. et 896 r. et 897 r. et 898 r. et 899 r. et 900 r. et 901 r. et 902 r. et 903 r. et 904 r. et 905 r. et 906 r. et 907 r. et 908 r. et 909 r. et 910 r. et 911 r. et 912 r. et 913 r. et 914 r. et 915 r. et 916 r. et 917 r. et 918 r. et 919 r. et 920 r. et 921 r. et 922 r. et 923 r. et 924 r. et 925 r. et 926 r. et 927 r. et 928 r. et 929 r. et 930 r. et 931 r. et 932 r. et 933 r. et 934 r. et 935 r. et 936 r. et 937 r. et 938 r. et 939 r. et 940 r. et 941 r. et 942 r. et 943 r. et 944 r. et 945 r. et 946 r. et 947 r. et 948 r. et 949 r. et 950 r. et 951 r. et 952 r. et 953 r. et 954 r. et 955 r. et 956 r. et 957 r. et 958 r. et 959 r. et 960 r. et 961 r. et 962 r. et 963 r. et 964 r. et 965 r. et 966 r. et 967 r. et 968 r. et 969 r. et 970 r. et 971 r. et 972 r. et 973 r. et 974 r. et 975 r. et 976 r. et 977 r. et 978 r. et 979 r. et 980 r. et 981 r. et 982 r. et 983 r. et 984 r. et 985 r. et 986 r. et 987 r. et 988 r. et 989 r. et 990 r. et 991 r. et 992 r. et 993 r. et 994 r. et 995 r. et 996 r. et 997 r. et 998 r. et 999 r. et 1000 r. et 1001 r. et 1002 r. et 1003 r. et 1004 r. et 1005 r. et 1006 r. et 1007 r. et 1008 r. et 1009 r. et 1010 r. et 1011 r. et 1012 r. et 1013 r. et 1014 r. et 1015 r. et 1016 r. et 1017 r. et 1018 r. et 1019 r. et 1020 r. et 1021 r. et 1022 r. et 1023 r. et 1024 r. et 1025 r. et 1026 r. et 1027 r. et 1028 r. et 1029 r. et 1030 r. et 1031 r. et 1032 r. et 1033 r. et 1034 r. et 1035 r. et 1036 r. et 1037 r. et 1038 r. et 1039 r. et 1040 r. et 1041 r. et 1042 r. et 1043 r. et 1044 r. et 1045 r. et 1046 r. et 1047 r. et 1048 r. et 1049 r. et 1050 r. et 1051 r. et 1052 r. et 1053 r. et 1054 r. et 1055 r. et 1056 r. et 1057 r. et 1058 r. et 1059 r. et 1060 r. et 1061 r. et 1062 r. et 1063 r. et 1064 r. et 1065 r. et 1066 r. et 1067 r. et 1068 r. et 1069 r. et 1070 r. et 1071 r. et 1072 r. et 1073 r. et 1074 r. et 1075 r. et 1076 r. et 1077 r. et 1078 r. et 1079 r. et 1080 r. et 1081 r. et 1082 r. et 1083 r. et 1084 r. et 1085 r. et 1086 r. et 1087 r. et 1088 r. et 1089 r. et 1090 r. et 1091 r. et 1092 r. et 1093 r. et 1094 r. et 1095 r. et 1096 r. et 1097 r. et 1098 r. et 1099 r. et 1100 r. et 1101 r. et 1102 r. et 1103 r. et 1104 r. et 1105 r. et 1106 r. et 1107 r. et 1108 r. et 1109 r. et 1110 r. et 1111 r. et 1112 r. et 1113 r. et 1114 r. et 1115 r. et 1116 r. et 1117 r. et 1118 r. et 1119 r. et 1120 r. et 1121 r. et 1122 r. et 1123 r. et 1124 r. et 1125 r. et 1126 r. et 1127 r. et 1128 r. et 1129 r. et 1130 r. et 1131 r. et 1132 r. et 1133 r. et 1134 r. et 1135 r. et 1136 r. et 1137 r. et 1138 r. et 1139 r. et 1140 r. et 1141 r. et 1142 r. et 1143 r. et 1144 r. et 1145 r. et 1146 r. et 1147 r. et 1148 r. et 1149 r. et 1150 r. et 1151 r. et 1152 r. et 1153 r. et 1154 r. et 1155 r. et 1156 r. et 1157 r. et 1158 r. et 1159 r. et 1160 r. et 1161 r. et 1162 r. et 1163 r. et 1164 r. et 1165 r. et 1166 r. et 1167 r. et 1168 r. et 1169 r. et 1170 r. et 1171 r. et 1172 r. et 1173 r. et 1174 r. et 1175 r. et 1176 r. et 1177 r. et 1178 r. et 1179 r. et 1180 r. et 1181 r. et 1182 r. et 1183 r. et 1184 r. et 1185 r. et 1186 r. et 1187 r. et 1188 r. et 1189 r. et 1190 r. et 1191 r. et 1192 r. et 1193 r. et 1194 r. et 1195 r. et 1196 r. et 1197 r. et 1198 r. et 1199 r. et 1200 r. et 1201 r. et 1202 r. et 1203 r. et 1204 r. et 1205 r. et 1206 r. et 1207 r. et 1208 r. et 1209 r. et 1210 r. et 1211 r. et 1212 r. et 1213 r. et 1214 r. et 1215 r. et 1216 r. et 1217 r. et 1218 r. et 1219 r. et 1220 r. et 1221 r. et 1222 r. et 1223 r. et 1224 r. et 1225 r. et 1226 r. et 1227 r. et 1228 r. et 1229 r. et 1230 r. et 1231 r. et 1232 r. et 1233 r. et 1234 r. et 1235 r. et 1236 r. et 1237 r. et 1238 r. et 1239 r. et 1240 r. et 1241 r. et 1242 r. et 1243 r. et 1244 r. et 1245 r. et 1246 r. et 1247 r. et 1248 r. et 1249 r. et 1250 r. et 1251 r. et 1252 r. et 1253 r. et 1254 r. et 1255 r. et 1256 r. et 1257 r. et 1258 r. et 1259 r. et 1260 r. et 1261 r. et 1262 r. et 1263 r. et 1264 r. et 1265 r. et 1266 r. et 1267 r. et 1268 r. et 1269 r. et 1270 r. et 1271 r. et 1272 r. et 1273 r. et 1274 r. et 1275 r. et 1276 r. et 1277 r. et 1278 r. et 1279 r. et 1280 r. et 1281 r. et 1282 r. et 1283 r. et 1284 r. et 1285 r. et 1286 r. et 1287 r. et 1288 r. et 1289 r. et 1290 r. et 1291 r. et 1292 r. et 1293 r. et 1294 r. et 1295 r. et 1296 r. et 1297 r. et 1298 r. et 1299 r. et 1300 r. et 1301 r. et 1302 r. et 1303 r. et 1304 r. et 1305 r. et 1306 r. et 1307 r. et 1308 r. et 1309 r. et 1310 r. et 1311 r. et 1312 r. et 1313 r. et 1314 r. et 1315 r. et 1316 r. et 1317 r. et 1318 r. et 1319 r. et 1320 r. et 1321 r. et 1322 r. et 1323 r. et 1324 r. et 1325 r. et 1326 r. et 1327 r. et 1328 r. et 1329 r. et 1330 r. et 1331 r. et 1332 r. et 1333 r. et 1334 r. et 1335 r. et 1336 r. et 1337 r. et 1338 r. et 1339 r. et 1340 r. et 1341 r. et 1342 r. et 1343 r. et 1344 r. et 1345 r. et 1346 r. et 1347 r. et 1348 r. et 1349 r. et 1350 r. et 1351 r. et 1352 r. et 1353 r. et 1354 r. et 1355 r. et 1356 r. et 1357 r. et 1358 r. et 1359 r. et 1360 r. et 1361 r. et 1362 r. et 1363 r. et 1364 r. et 1365 r. et 1366 r. et 1367 r. et 1368 r. et 1369 r. et 1370 r. et 1371 r. et 1372 r. et 1373 r. et 1374 r. et 1375 r. et 1376 r. et 1377 r. et 1378 r. et 1379 r. et 1380 r. et 1381 r. et 1382 r. et 1383 r. et 1384 r. et 1385 r. et 1386 r. et 1387 r. et 1388 r. et 1389 r. et 1390 r. et 1391 r. et 1392 r. et 1393 r. et 1394 r. et 1395 r. et 1396 r. et 1397 r. et 1398 r. et 1399 r. et 1400 r. et 1401 r. et 1402 r. et 1403 r. et 1404 r. et 1405 r. et 1406 r. et 1407 r. et 1408 r. et 1409 r. et 1410 r. et 1411 r. et 1412 r. et 1413 r. et 1414 r. et 1415 r. et 1416 r. et 1417 r. et 1418 r. et 1419 r. et 1420 r. et 1421 r. et 1422 r. et 1423 r. et 1424 r. et 1425 r. et 1426 r. et 1427 r. et 1428 r. et 1429 r. et 1430 r. et 1431 r. et 1432 r. et 1433 r. et 1434 r. et 1435 r. et 1436 r. et 1437 r. et 1438 r. et 1439 r. et 1440 r. et 1441 r. et 1442 r. et 1443 r. et 1444 r. et 1445 r. et 1446 r. et 1447 r. et 1448 r. et 1449 r. et 1450 r. et 1451 r. et 1452 r. et 1453 r. et 1454 r. et 1455 r. et 1456 r. et 1457 r. et 1458 r. et 1459 r. et 1460 r. et 1461 r. et 1462 r. et 1463 r. et 1464 r. et 1465 r. et 1466 r. et 1467 r. et 1468 r. et 1469 r. et 1470 r. et 1471 r. et 1472 r. et 1473 r. et 1474 r. et 1475 r. et 1476 r. et 1477 r. et 1478 r. et 1479 r. et 1480 r. et 1481 r. et 1482 r. et 1483 r. et 1484 r. et 1485 r. et 1486 r. et 1487 r. et 1488 r. et 1489 r. et 1490 r. et 1491 r. et 1492 r. et 1493 r. et 1494 r. et 1495 r. et 1496 r. et 1497 r. et 1498 r. et 1499 r. et 1500 r. et 1501 r. et 1502 r. et 1503 r. et 1504 r. et 1505 r. et 1506 r. et 1507 r. et 1508 r. et 1509 r. et 1510 r. et 1511 r. et 1512 r. et 1513 r. et 1514 r. et 1515 r. et 1516 r. et 1517 r. et 1518 r. et 1519 r. et 1520 r. et 1521 r. et 1522 r. et 1523 r. et 1524 r. et 1525 r. et 1526 r. et 1527 r. et 1528 r. et 1529 r. et 1530 r. et 1531 r. et 1532 r. et 1533 r. et 1534 r. et 1535 r. et 1536 r. et 1537 r. et 1538 r. et 1539 r. et 1540 r. et 1541 r. et 1542 r. et 1543 r. et 1544 r. et 1545 r. et 1546 r. et 1547 r. et 1548 r. et 1549 r. et 1550 r. et 1551 r. et 1552 r. et 1553 r. et 1554 r. et 1555 r. et 1556 r. et 1557 r. et 1558 r. et 1559 r. et 1560 r. et 1561 r. et 1562 r. et 1563 r. et 1564 r. et 1565 r. et 1566 r. et 1567 r. et 1568 r. et 1569 r. et 1570 r. et 1571 r. et 1572 r. et 1573 r. et 1574 r. et 1575 r. et 1576 r. et 1577 r. et 1578 r. et 1579 r. et 1580 r. et 1581 r. et 1582 r. et 1583 r. et 1584 r. et 1585 r. et 1586 r. et 1587 r. et 1588 r. et 1589 r. et 1590 r. et 1591 r. et 1592 r. et 1593 r. et 1594 r. et 1595 r. et 1596 r. et 1597 r. et 1598 r. et 1599 r. et 1600 r. et 1601 r. et 1602 r. et 1603 r. et 1604 r. et 1605 r. et 1606 r. et 1607 r. et 1608 r. et 1609 r. et 1610 r. et 1611 r. et 1612 r. et 1613 r. et 1614 r. et 1615 r. et 1616 r. et 1617 r. et 1618 r. et 1619 r. et 1620 r. et 1621 r. et 1622 r. et 1623 r. et 1624 r. et 1625 r. et 1626 r. et 1627 r. et 1628 r. et 1629 r. et 1630 r. et 1631 r. et 1632 r. et 1633 r. et 1634 r. et 1635 r. et 1636 r. et 1637 r. et 1638 r. et 1639 r. et 1640 r. et 1641 r. et 1642 r. et 1643 r. et 1644 r. et 1645 r. et 1646 r. et 1647 r. et 1648 r. et 1649 r. et 1650 r. et 1651 r. et 1652 r. et 1653 r. et 1654 r. et 1655 r. et 1656 r. et 1657 r. et 1658 r. et 1659 r. et 1660 r. et 1661 r. et 1662 r. et 1663 r. et 1664 r. et 1665 r. et 1666 r. et 1667 r. et 1668 r. et 1669 r. et 1670 r. et 1671 r. et 1672 r. et 1673 r. et 1674 r. et 1675 r. et 1676 r. et 1677 r. et 1678 r. et 1679 r. et 1680 r. et 1681 r. et 1682 r. et 1683 r. et 1684 r. et

Guillaume de Hollande et Jean de Châlon se maria pendant les années suivantes — quand plus tard le comte, oubliant ses sentiments paternels, entra en lutte avec le palatin Hugues, auquel il présentait visiblement les enfants nés de sa seconde femme, Isabelle de Courtenay, le roi des Romains, par plusieurs actes, se conforma aux vœux de son allié et sanctionna les dispositions qu'il avait prises à l'encontre de son fils aîné<sup>1</sup>.

Pour gagner un partisan, le roi des Romains, auquel l'Eglise avait donné la couronne afin qu'il fût son champion contre les Staufes, n'avait pas craint de prendre ouvertement le parti d'un seigneur séculier contre le métropolitain de l'ancienne Sequanaise : ce n'est pas à dire cependant qu'il entendit sacrifier les intérêts du clergé. Aussi, vers le même temps, Guillaume travaille à se faire des amis en Dauphiné et en Provence. L'ancien ne put longer les supérieurs, mais avait si bien réussi à Barberousse au siècle précédent, consistant à s'attacher le clergé par de nombreuses concessions de privilèges : évêques et abbés aimèrent à se placer sous la dépendance immédiate de la couronne impériale, espérant ainsi se soustraire à l'oppression des seigneurs laïques, qui, sous prétexte d'avoués ou pour tout autre

1731 à Jean de Châlon furent approuvées par Innocent IV *Ibid.*, n° 207 et 208. L'ancien comte d'ailleurs ne ménagea le pape, de l'archevêque, c'est ainsi que le 12 février 1252, alors qu'il était encore en bonnes relations avec Jean de Châlon (voir la note suivante), il donna cependant les lettres de non préjudice à l'archevêque de Besançon (Clergé, t. I, p. 449). — Il est pas inutile de faire remarquer que dans l'acte de 1251 concernant Besançon et Lons-le-Saunier ont été souvent mal interprétés. Amal Chénier (*Histoire abrégée du Dauphiné*, t. I, p. 237) imagine que c'est non pas Jean, mais le duc Hugues de Bourgogne qui y figura et qui a promis dix mille marcs d'argent à Guillaume de Hollande — ce versuch ardores ne rétrouve encore dans l'Essai historique sur l'abbaye de saint Bernard de Troyes par Girard t. II, p. 71.

1 L'un des actes cités dans la note précédente *Lettres du Trésor des Chartes*, n° 4076 prouve qu'en juillet 1253, le discord n'était pas décelé encore entre le père et le fils. En 1255, au contraire, ils étaient en pleine querelle. J'ouvre le recueil qu'il y eut « grande guerre » entre Jean de Châlon (qui était son oncle) et le comte de Bourgogne quand en 1261 Louis revint d'outre-mer (Joinville, éd. de Vailly, ch. cxxxvii). Plusieurs actes de 1245 montrent que Guillaume de Hollande s'associa alors à la réclamation des intentions de Jean de Châlon au profit des enfants d'Isabelle de Courtenay — voir deux actes du 21 juillet et un acte du 27 juillet 1245 (*Lettres du Trésor des Chartes*, n° 4 65, 4 66, 4 68). L'un de ces actes va même jusqu'à reconnaître l'archevêque de palatin Hugues, car il donne au comte de Bourgogne Jean et à ses héritiers, *et à Isabelle de Courtenay* tous les fiefs de l'Empire en Comté sauf l'avouerie de Besançon qui est conservée à Frédéric margrave de Nuremberg (n° 4184).

moif, commentaient à l'égard des églises d'incessantes déprédations. Le moyen s'offrit à Guillaume de Hollande de nouer des relations avec les évêques du Midi de la France, il n'eut garde de le laisser échapper.

Henri de Susse, célèbre plus tard comme légat du Saint-Siège et comme canonisé sous le nom de cardinal d'Oshe, étant alors archevêque d'Embrun possédant la confiance d'Innocent IV, il avait dû quitter sa résidence pour se consacrer au service de l'Eglise et du roi des Romains c'est évidemment par lui que Guillaume de Hollande put se mettre en rapport avec les évêques de la Provence et du Dauphiné. Plusieurs diplômes, tous de l'année 1231, attestèrent cette tendance de la politique du roi des Romains. L'un d'eux reconnaissait et énumérait les droits de l'archevêque d'Embrun, et la juridiction temporelle qui lui appartenait sur des territoires situés dans les diocèses d'Embrun, de Gap et de Turin. L'empereur lui concédait en outre des privilèges très étendus qui d'après les actes contemporains du temps impliquaient une délégation de la souveraineté : ainsi le droit d'accorder des lettres de légitimation, et celui de créer des notaires et labellions<sup>1</sup>. Quelques mois auparavant, Guillaume avait confirmé dans leurs possessions et privilèges les églises de Grasse<sup>2</sup> et de Sisteron<sup>3</sup>. Or, Henri de Susse avait passé sur le siège de Sisteron avant d'être élu à Embrun, et l'évêque de Grasse dépendait comme suffragan, de cette métropole, circonstances qui démontrent la part prise par l'archevêque à ces concessions, il avait travaillé pour son successeur et pour son suffragan. Ces divers actes ne paraissent pas contrarier le comte de Provence, Charles d'Anjou, fort peu disposé à reconnaître les prétentions des empereurs sur ces contrées, il n'avait pas oublié combien l'intervention de Frédéric II dans les affaires de Provence avait suscité le mécontentement de son prédécesseur, Raymond-Béranger, et d'ailleurs son humeur altière et impérieuse se serait mal accommodée de la souveraineté du nouveau roi des Romains. Aussi empêcha-t-il l'évêque de Sisteron de se prévaloir des faveurs impériales<sup>4</sup>. Quelques années

1. Diplôme daté de Cologne, 13 décembre 1231 (Chambre des Comptes de Grenoble, B 3011, f. 118. copie), *Regesta*, n° 114.

2. Butzenhausen, 21 août 1231; *Gallia Christiana*, t. I, p. 482, Winkelmans, *Acta Imperii mediæ*, t. I, n° 431, *Regesta*, n° 108.

3. Douche, *Histoire de Provence*, t. II, p. 270.

4. Cf. Sternfeld, *Le roi des Anjou*, p. 77.

plus tard, Charles devant fournir d'autres preuves de ses dispositions hostiles aux prétentions de l'Empire.

Cependant un membre important d'une des familles les plus puissantes et les plus riches du royaume d'Arles s'était rapproché de Guillaume de Hollande : je veux parler de Thomas de Savoie, veuf de la comtesse Jeanne de Flandre, et par nature « un de ces hommes aventureux qui ne peuvent jamais rester en repos »<sup>1</sup>. De retour dans son pays d'origine, il avait été investi des domaines de sa famille en Piémont pour les tenir en fief de son frère aîné Amédée IV, comte de Savoie : titulaire de droits mal définis, encore moins reconnus, en lutte avec des adversaires tels que l'évêque et les habitants de Turin ou les bourgeois d'Ain, Thomas avait, suivant les exigences de ses intérêts, oscillé entre les deux grands partis qui se disputaient la prépondérance à la fin du règne de Frédéric II. Ainsi avait-il abandonné l'amitié d'Innocent IV pour suivre son frère Amédée dans les rangs des défenseurs de Frédéric II, qui, en récompense, avait comblé les deux frères des faveurs les plus libérales. De nombreux diplômes rendus par l'empereur à Verceil vers la fin de l'année 1248, avaient conféré à Thomas, comme fiefs impériaux, Turin, ses ponts et ses forteresses, Moncalieri, Ivrea, avec plusieurs châteaux ou bourgs, les péages et autres droits de l'Empire dans le comté de Piémont et la quantité de vicaires impériaux dans ces contrées : tous ces diplômes de l'année 1248 complétaient ces concessions.<sup>2</sup>

Malheureusement le prestige des chartes de Frédéric II était loin de suffire à faire tomber les résistances des adversaires de Thomas. Aussi cherche-t-on d'autres appuis : dès que se répand la nouvelle de la mort de l'empereur, il se hâte de revenir au parti d'Innocent IV, sans avoir souci des liens qui devraient le rattacher aux seigneurs représentants de la maison de Souabe. Un érudit étranger, M. Wurstemberger, a soutenu que Thomas avait préparé cette évolution nouvelle du vivant même de Frédéric<sup>3</sup>, si vraisemblable

<sup>1</sup> Gauthier, *Marguerite de Provence*, dans la *Bibliothèque des quatrièmes études*, t. III, p. 451-452.

<sup>2</sup> Sur Thomas de Savoie, voir l'ouvrage trop peu connu de Wurstemberger *Peter der Zweite Kaiser von Arles*. Bonn et Zurich, 1864-1872, 2 vol. in-8°, t. II, pp. 211 et suiv. et 213 et suiv. 213, 214, etc. ; Haard-Brechow *Historia Arduennensis*, t. I, p. 204-205, t. II, pp. 678 et suiv. Wurstemberger *op. cit.*, t. I, p. 213 et suiv.

<sup>3</sup> *Op. cit.*, t. I, pp. 213-214.

que soit cette opinion, elle n'a cependant d'autre preuve qu'une date, à mon avis erronée, attribuée à une bulle pontificale<sup>1</sup>. En tout cas, quelques mois après la mort de l'empereur, Thomas de Savoie, absous des censures qu'il lui avait fait encourir son alliance avec Frédéric, épousa la nièce du Pape, Beatrice, fille du comte de Lavagna. Bientôt il offre son hommage au roi des Romains, Guillaume de Hollande, qui, trop heureux sans doute d'être reconnu par un personnage aussi considérable, en récompense se le fait confirmer les privilèges et les fiefs que lui a accordés Frédéric<sup>2</sup>. Toutefois à Turin et Asti ne se souvenant plus respectueuses des volontés de Guillaume qu'elles ne l'avaient été des ordres de Frédéric II : il fallut que Thomas entreprît en 1255 contre ses adversaires une guerre qui se termina par un désastre : fait prisonnier par ses ennemis, jeté dans un cachot de Turin et chargé de fers<sup>3</sup>, il se résigna, après une longue captivité, à accepter les conditions les plus dures, encore ne dut-il sa liberté qu'à l'intervention opportune des rois de France et d'Angleterre, qui, tous deux, par leur mariage, étaient devenus ses neveux.

La paix ne fut rétablie qu'en 1257 ; Guillaume de Hollande étant mort l'année précédente, trop tôt pour constater à quel point son autorité était impuissante dans la Haute-Italie, et combien peu l'on s'y inquiétait de ses ordres et de ses diplômes. Il était d'ailleurs resté fidèle à son alliance avec les princes de Savoie ; peu de temps avant sa mort, il avait hautement témoigné sa faveur à un frère de Thomas, le célèbre Pierre, connu au Moyen-Âge sous le nom de Petit-Charlemagne, le justicier général du Saint-Empire, Adolphe de Waldeck, avant au nom du roi des Romains, confié à Pierre le soin

1 Wurtembergcr reproduit comme daté de Gênes, 22 juin 1256, 7<sup>e</sup> année du pontificat d'Innocent IV, un document qui appartient à coup sûr à l'année suivante, 8<sup>e</sup> année du pontificat, car le Pape n'a séjourné à Gênes en juin 1251 et non en juin 1260 : cf. Pezani, *Regesta Pontificum Romanorum*, n° 1434.

2 Winkelmann, *Acta Imperii sancti*, t. I, n° 539 à 542, cf. *Regesta* (Böhmer-Micker), p. 254, et Wurtembergcr, t. IV, n° 295 à 300. Guillaume s'adresse aux évêques de Turin et d'Ivrée, aux habitants de Turin, d'Ivrée et de Milan, ainsi qu'à de nombreux seigneurs pour les inviter à donner assistance à Thomas de Savoie. Il déclare testifies à l'Empire les habitants de Turin et leurs confédérés.

3 Cf. le traité de 1257 avec Turin : *Cum domus Thomas de Sabaudia comes esset in carceribus et in Turin in vinculis et tota et eximie et de re et de re compendibus et vicibus et custodiis aliquibus*. Pour qu'il pût traiter, on avait délivré le comte de nos fers : Wurtembergcr, t. IV, n° 314.



de protéger la Bourgogne, et plus particulièrement Berne et Morat menacées par les entreprises du comte Hartmann de Kybourg<sup>1</sup>. Déjà la maison de Savoie, avide de s'étendre aussi bien dans les cantons helvétiques que dans l'Italie du Nord, rencontre en face d'elle la famille de Kybourg<sup>2</sup> : nous aurons l'occasion de mentionner les longues et sanglantes querelles qui furent la conséquence de cette rivalité.

Guillaume avait à trois reprises essayé d'intervenir dans les affaires du royaume d'Arles et des provinces voisines : on vient, en effet, de suivre ses tentatives d'action diplomatique en Comté, en Savoie, et près des évêques de Provence et du Dauphiné. Or il est bon de remarquer que, sur ces divers terrains, l'influence du roi des Romains fut effacée par l'influence française. En Comté, Guillaume avait pris le parti de Jean de Châlon contre son fils Hugues, en 1255, ce fut saint Louis, qui, de retour de la croisade, reconcilia le père et le fils<sup>3</sup>. En Savoie, Guillaume se sentit l'ami et le protecteur des membres de la famille régnante, mais Thomas eût gémì longtemps dans les prisons de Turin et d'Asti, si, à la demande de Marguerite de Provence, le roi de France n'avait fait saisir à Paris et dans les foires de Champanne les personnes et les biens des marchands d'Asti ; inquietes dans la sécurité de leurs relations commerciales, les Piémontais se hâtèrent à traiter<sup>4</sup>. Enfin, quand il s'avança de distribuer des privilèges aux évêques de Provence, Guillaume, on l'a vu, se heurta à la résistance énergique du frère de saint Louis, Charles d'Anjou<sup>5</sup>. Décidément, grâce à la sagesse de sa politique, la maison capétienne exerce une autorité inornable sans rivale sur toutes les dynasties seigneuriales de cette zone qui sépare la France de l'Empire.

<sup>1</sup> W. est allierger, *Handen*, n° 301 à Adolphe Wundsch, sacri Imperii procurator. — *Annales germaniques*, t. 1, p. 135. — *Le comte Hartmann de Kybourg*, *Deutsches Rom*, t. II, 2<sup>e</sup> partie, *die Burgundischen Lande* (Leipzig, 1830, 18-87), p. 138.

<sup>2</sup> Jourville, éd. de V. G. de L'Esch et de L. G. de L'Esch, article déjà cité dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXXV (année 1873), p. 388. En 1250, époque à laquelle les habitants de Besançon allèrent à bout de Champanne et à beaucoup des nobles du pays étaient en guerre ouverte avec l'archevêque de Besançon, ce fut encore une fois saint Louis qui ne savait pas au juste qui était investi de la couronne impériale, mais savait fort bien qui pouvait le lui enlever.

<sup>3</sup> *Annales monastiques*, t. IV, n° 14.

<sup>4</sup> Voir ci-dessus.

## II — RICHARD DE CORNOUAILLES

Cependant la double élection de 1257 avait livré l'Empire aux compétitions de deux prétendants, Richard de Cornouailles et Alphonse X de Castille, l'un frère du roi d'Angleterre l'autre maître de l'un des plus beaux royaumes de l'Europe méridionale<sup>1</sup>. A Richard se rattachent naturellement les courants habituels de la politique anglaise; au contraire, Alphonse de Castille, petit-fils par sa mère du glorieux Barberousse, était en bonne situation pour se concilier les sympathies des Gibelins, auxquels il devait apparaître entouré du prestige de la maison de Souabe. Voyons-les tous deux à l'œuvre dans le royaume d'Arles et de Vienne : tous deux y ont des alliés dont ils vont chercher à tirer parti, mais leurs efforts seront vains, et encore une fois, grâce aux divisions intestines qui déchirent l'Empire, c'est l'influence française qui gagnera tout le terrain perdu par les prétendants à la couronne impériale.

On sait quels liens intimes unissaient la maison de Savoie à la dynastie anglaise : ses liens avaient encore été resserrés par le mariage du faible Henri III avec Éléonore, fille du comte de Provence et d'une princesse de Savoie. Henri (et ce trait marque bien son infériorité sur son contemporain saint Louis) semble avoir épousé en même temps les intérêts, les ambitions, les rancunes des oncles de sa femme, les fils du comte Thomas I<sup>er</sup> de Savoie. Dès que les Savoyards savent qu'ils peuvent exploiter l'Angleterre comme un pays conquis, ils ne s'en font pas faute : Boniface de Savoie reçoit, pour sa part, l'archevêché de Cantorbury, et devient le chef de l'église d'Angleterre ; son frère Pierre acquiert des domaines qui lui permettent de devenir un des membres importants de l'aristocratie anglaise : à Londres il possède un palais qui, jusqu'à nos jours a transmis à tout un quartier le nom et le souvenir de son pays d'origine. Enfin son troisième frère Guillaume, évêque de Valence, eût été nommé évêque de Winchester si la nomination n'eût été au

<sup>1</sup> Avec les ouvrages généraux, on pourra consulter, pour cette période, Dugues, *die Doppelwahl des Jahres 1257 und das römische Koenigthum Alfons X von Castilien* (Munich, 1884).

bon vouloir du roi; mais il fallut s'arrêter devant la résistance du chapitre. Le mariage de Richard de Cornouailles, frère de Henri III, avec Sancia de Provence, troisième fille de Raymond-Berenger n'avait pu que rendre plus étroites les relations des Plantagenets avec la maison de Savoie.

Avant même l'élection à l'Empire, quand Pierre de Savoie préparait une expédition pour délivrer son frère Thomas, captif à Turin, Richard de Cornouailles n'avait pas hésité à contribuer aux frais de l'entreprise et s'était chargé de protéger pendant ce temps les biens de Pierre dans le royaume anglais. Maintenant qu'il se prétend appelé par le vote des électeurs au rang suprême parmi les souverains, Richard marque par une série de privilèges en faveur où il a toujours tenu les memores de la famille de Savoie. Le 13 avril 1258, alors que Thomas régent de Savoie pendant la minorité du jeune Boniface<sup>1</sup>, se dispose à renouveler la lutte contre Turin, Richard l'assure de son appui et, pour mieux le lui prouver, il le déclare affranchi des engagements par lui contractés au temps de sa captivité, vis à vis d'adversaires que le roi des Romains affecte de ne considérer que comme des rebelles<sup>2</sup>. L'année suivante, c'est à Pierre de Savoie que Richard concède le château et la ville de Gummionen (la Condairre), lui ouvrant ainsi l'accès de régions où bientôt il pourra jouer un rôle important<sup>3</sup>.

Sur ces entrefaites, le jeune comte Boniface avait, en 1263, trouvé la mort dans une nouvelle expédition entreprise par lui, pour maintenir les prétentions de sa race à l'encontre de Turin et d'Asti. Pour longtemps à l'influence de la Savoie dans ces contrées devait succéder celle de Charles d'Anjou, comte de Provence, dont l'ambition démesurée se tournait déjà vers l'Italie. « De nombreux documents écrit Wurtemberg, prouvent que de 1263 à 1271, Turin fut presque une ville sujette de Charles d'Anjou<sup>4</sup>. » Les annales Gébelines de

1. Wurtemberg, *op. cit.*, t. II, pp. 181 et ss.

2. Boniface comte de Savoie avait, en 1253, succédé à son père Amedée II mort en 1253 sans laisser de postérité; le comté de Savoie passa alors à son oncle Pierre.

3. Artois-Chapelle, 14 avril 1258; Winkelmann, *Acta de parisiensis*, t. I, n° 352; Wurtemberg, t. IV (*Erkunden*), n° 480.

4. Wurtemberg, *op. cit.*, t. I, p. 143, et t. IV, *Erkunden*, n° 524 (1 décembre 1259): « quendam locum situm inter villas nostras de Berna et de Murato, super aqua Seraga qui locus Continui nuncupatur vulgariter. »

5. Wurtemberg t. II, p. 314, et *Annales Pincenium Gébeline*, *Monarchum*

Pisansans vont même jusqu'à dire que le comte de Provence occupa cette ville. Sans doute, Charles d'Anjou, qui a épousé la dernière fille de Raymond-Bérenger et de Béatrice de Savoie, est aussi bien que Henri III, Richard de Cornouailles et saint Louis, le neveu par alliance des comtes de Savoie ; mais il y avait longtemps que la politique divisait profondément la Savoie et la Provence.

C'est à l'automne de 1263 que Pierre, devenu comte de Savoie par la mort de son neveu, Boniface, crut de nouveau devoir recourir à Richard de Cornouailles, l'occasion lui en fut fournie, non par les affaires de la maison de Savoie en Italie, mais par ses prétentions à exercer une influence dominante sur la Suisse française. Au commencement de septembre, on apprit la mort d'Hartmann le Jeune, chef d'une branche de la famille de Kybourg, si puissante dans les pays helvétiques. Hartmann ne laissa, pour héritier direct, qu'une fille en bas-âge. Or, conformément au droit commun, les fiefs impériaux dont une femme ne pouvait hériter, faisaient retour à l'Empire, visiblement, ceux de ces fiefs situés dans le pays de Vaud et dans les régions voisines tentaient l'ambition du comte Pierre de Savoie<sup>1</sup>. Il avait d'ailleurs une bonne raison pour s'affirmer dans ces contrées, chacun prévoyait alors la guerre que provoquerait bientôt entre les Kybourg et la Savoie la mort prochaine de Hartmann l'ancien, comte de Kybourg dont l'héritier le plus proche se trouvait dans Rodolphe de Habsbourg. Pas n'était besoin d'une clérvoyance particulière pour pressentir une lutte violente entre deux maisons puissantes, habiles et astucieuses, que les comtes de Savoie et de Habsbourg - il s'agissait le savoir qui restera maître des pays s'étendant de Bâle à Lausanne et formant aujourd'hui la partie occidentale de la Suisse. La querelle était d'autant plus inévi-

*Germania. Scriptores* t. XVIII, p. 551. Pour se rendre compte des progrès de la puissance de Charles d'Anjou en Piémont, il suffit de jeter les yeux sur le tome II des *Chartes publiées dans la collection piémontaise des Monumenta Historica Patria*. On y constatera par exemple qu'en août 1259, Charles obtient le seigneurisme des villes d'Aoste et de Courmayeur, non loin de Turin, que vers la même époque il agrandit ses domaines du côté de Vigliani, ce qu'il parvint à obtenir en 1272 par un traité avec comtes. (Cf. *Chartes*, t. II, col. 127 et ss. ; 1271 et ss. On peut aussi constater sur les progrès de Charles d'Anjou *Giovanni, Storia della Alps Maritima* par les *Scriptores* de la même collection col. 604 et ss.) Sur la politique de Charles d'Anjou qui consistait à assurer partout des unités en Italie, cf. Wallon, *Histoire de saint Louis* (éd. de 1865), t. II, p. 451.

<sup>1</sup> Wurstenberger, l. I, pp. 341 et ss., t. II pp. 25 et ss.

table que Hartmann l'ancien avait comblé de libéralités, tant en nue propriété qu'en usufruit, sa femme Marguerite de Savoie, sœur du comte Pierre. Or Rodolphe ne paraissant pas être homme à respecter ces libéralités, Pierre se vit bien obligé de prendre en main les droits de sa sœur et l'honneur de sa maison. Aussi, dès qu'il apprit la mort de Hartmann le jeune, il se rend sans tarder auprès de Richard de Cornouailles, qui est en ce moment occupé à guerroyer contre les barons anglais pour le compte de son frère Henri III, et, le 17 octobre 1263, à Berkamstead, il obtint du roi des Romains l'investiture des fiefs impériaux qui avaient appartenu au défunt Hartmann<sup>1</sup>. Ainsi, à la veille d'une guerre qui devait désoler tout le pays qui sépare le Rhin du lac Léman, Richard n'hésite pas à se prononcer pour la Savoie; Rodolphe de Habsbourg, obligé de chercher ailleurs un appui, entra bientôt en relations avec Conradin, le dernier rejeton des Staufes, celui-là même dont la mort tragique devait laisser une trace si profonde dans la mémoire des contemporains<sup>2</sup>. Richard ne s'était pas borné à cette faveur; par un acte de la même date, il conféra à son oncle Pierre outre la qualité de vicaire de l'Empire, le comté de Savoie et le pays de Gualais et d'Aoste<sup>3</sup>. L'histoire des comtes de Savoie se présente, à d'assez rares intervalles, en analogie de ce que Thomas I<sup>er</sup> avait payé de l'hommage rendu à Philippe de Savoie quelques agrandissements de ses domaines en Piémont; mais Pierre avait écarté de la succession du comté de Savoie le fils de son frère aîné Thomas; il croyait sans doute de bonne politique de se procurer un titre qui mit ses droits au-dessus de toute contestation.

À la mort d'Hartmann l'ancien, la guerre éclata, comme on l'avait prévu, entre la Savoie et les Habsbourg. Ce n'est pas le lieu d'entretenir ici les incidents de cette longue lutte; il convenait seulement de signaler l'appui que Richard de Cornouailles prêta aux princes de Savoie. Le comte Pierre semble d'ailleurs avoir été seul dans le

1. Wurstenberger, l. IV (*Erkennung*), n° 618; cf. Köpp, *op. cit.*, p. 273.

2. Avant de partir pour l'Italie, Conradin promet à Rodolphe, en cas où il devint l'empereur, de lui concéder les fiefs de Kybourg. *Ibid.*, p. 274.

3. Le détail de cet acte est perdu. L'acte n'est connu que par des extraits tirés de l'acte de confirmation de l'empereur Rodolphe, lequel contient Wurstenberger l'indiqué (*op. cit.*, p. 274). La charte, comme il l'apparaît, est une confirmation de fiefs, de terres, de cens, de censuels, de subaigue, et de quelques chapelles et Augustes, per trium vicariorum Bohemorum (*Regesta Imperii*, n° 5336) et il est bon droit croire aux vices d'écriture du manuscrit d'origine.

royaume d'Arles à se tourner vers le prétendant. Il est vrai qu'un recueil de date récente mentionne un privilège accordé par Richard à Barral de Baux, mais l'examen attentif de ce document prouve qu'il n'est qu'une copie fautive de la chartre accordée par Frédéric II, en 1228, à la maison de Baux<sup>1</sup>. Au surplus, les relations de Barral avec Charles d'Anjou étaient alors assez intimes pour qu'il en fut difficile de faire une démarche auprès de Richard de Cornouailles, allié de ces princes de Savoie qui combattaient activement la maison d'Anjou.

### III. — ALPHONSE DE CASTILLE.

Richard paraît avoir envisagé le titre impérial comme le moyen d'exercer le pouvoir suprême dans l'Europe centrale, tout autre était le point de vue d'Alphonse de Castille. Le but principal qu'il poursuivait fut l'établissement de sa puissance en Italie<sup>2</sup>; pour lui, comme pour Frédéric II et la plupart des esprits cultivés du Moyen-Âge, le siège de l'Empire est Rome, *Roma coeui mundi*, et le champ naturel de son influence est le bassin de la Méditerranée — il est de ceux qui, avec Dante, voient l'Italie pour le jardin de l'Empire et regardent la ville éternelle comme l'épouse de César. Avant même le choix dont il fut l'objet de la part de quelques-uns des électeurs, Alphonse avait noué des relations diplomatiques avec Pise — la cité génoise, alors serrée de près par ses ennemis les Guelfes de Toscane. Pour poursuivre ces pourparlers, le syndic de Pise, Bartolino Lanca, se rendit en Castille auprès d'Alphonse — il en rapporta un traité d'alliance offensive et défensive.

<sup>1</sup> Barthélemy *op. cit.*, n° 428. Le registre 108 de la Chambre des Comptes Archives départementales des Bouches-du-Rhône, f° 30 et non f° 3, contient un document intitulé « Privilegium domini Imperatoris concessum domino Barralo. » Mais c'est le privilège accordé par Frédéric II en 1228 à Hugues de Baux (Barthélemy, n° 125). La copie du registre 108, qui écrivait en 1761, errant que le privilège émanait de Richard, a substitué, en transcrivant le nom du roi des Romains, la lettre R à la lettre P. Je dois ces renseignements à l'obligeance de M. Blancard, archiviste des Bouches-du-Rhône. La liste de ces diplômes a été publiée par Sierstedt *Archiv der Bogen*, p. 262, comme il a été dit plus haut.

<sup>2</sup> Cette tendance a été signalée souvent par les historiens : voyez Besson, *die Popstwahl des Jahres 1257*, p. 20. Ficker, *Erörterungen zur Reichsgeschichte des dreizehnten Jahrhunderts*, dans les *Mittheilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*, IV<sup>e</sup> volume, 1<sup>re</sup> livraison, 1881, pp. 149-50.

cive entre la ville et le roi. En échange des privilèges qu'il leur conférait et des secours qu'il leur promettait, Alphonse était reconnu par les Pisans comme le futur empereur, lui seul, déclarait le syndic, pourrait, comme César et Constantin, réunir en un corps unique les troncçons épars de l'Empire; aussi, au nom de ces concitoyens, l'avait-il choisi pour roi des Romains et empereur, à la gloire de Dieu et au grand profit de la sainte Eglise, du Pape et du monde entier<sup>1</sup>.

Une clause du traité conclu entre Pise et le roi de Castille faisait pressentir la prompte adhésion d'un troisième membre à la coalition. En effet, dès le moment où il négociait avec les Pisans, Alphonse désirait de se ménager une entrée, non seulement en Italie, mais encore en Bourgogne, avait ouvert des négociations avec Marseille. Or, si Pise était menacée par les Guelfes, Marseille luttait pour sauvegarder son indépendance contre la puissance croissante de Charles d'Anjou, non moins que les Pisans, les Marseillais avaient besoin d'alliés et de protecteurs. Aussi se décidèrent-ils à entrer dans la ligue formée par Pise et le roi de Castille, ils y souscrivirent à des conditions analogues à celles qu'avaient acceptées les Pisans. A Ségovie, où se trouvait Alphonse, on vit, en septembre 1256, paraître trois ambassadeurs de Marseille. Pierre Veuilh, le jurisconsulte Albert de Lavagne et Jean Mahe, ils y déclarèrent solennellement nommer, désigner, postuler et élire comme empereur le seigneur roi de Castille<sup>2</sup>. A ce traité Marseille, au moins pour ses affaires continentales, ne gagna aucun appui sérieux<sup>3</sup>, et se demeura isolée dans sa querelle avec Charles d'Anjou, dont cette négociation ne fit qu'exacerber la rancune, plus tard, au jour de la vengeance, il n'oublia pas les noms de plusieurs des amassadeurs, qu'on peut retrouver dans les listes de proscription de 1263<sup>4</sup>.

Cependant, à Francfort, le dimanche des Rameaux 1<sup>er</sup> avril 1257,

1. *Regesta Imperii*, n° 5486. Cf. Bussan, *op. cit.* p. 21. Sternfeld, *Karl von Anjou* pp. 121 et 102.

2. *Regesta Imperii* n° 5483.

3. A Paris, en 1258, les Pisans s'attaquèrent Marseille et aux Vénitiens contre les Génois. *Annales Venetici*, Monumenta Germanica, Scriptores, t. XVIII, p. 339.

4. Cf. Blancard, *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, t. XXN, année 1869, pp. 359 et 100. Alphonse de Castille intervint une seule fois, en décembre 1256, dans les affaires de Marseille, ce fut pour établir un accord entre la ville et Barrai de Baux. *Barbélomy, Inventaire des Chartes de la maison de Baux*, n° 402 et supplément, n° 16, éd. Sternfeld, p. 125.

l'archevêque de Trêves, on se l'est nommé personnel et pour le compte des électeurs de Saxe, de Brandebourg et de Bohême, proclamant Alphonse roi des Romains : désormais sa candidature devait rallier tous ceux qui repoussaient en Richard de Cornouailles l'influence de la politique anglaise. Aussi un certain nombre de seigneurs et de villes d'Allemagne ne tardèrent pas à le reconnaître, il reçut aussi les hommages de quelques uns des seigneurs dont les domaines séparaient la France de l'Allemagne : on peut citer parmi ces adhésions, toujours intéressées, parfois achetées, celles des ducs de Brabant, de Lorraine et de Bourgogne<sup>1</sup>, du comte de Flandre<sup>2</sup>, enfin de la ville de Besançon qui d'ici lous devait bientôt passer au parti de Richard<sup>3</sup>. En même temps Alphonse menait à lue ses négociations dans le Nord de l'Italie<sup>4</sup>, où il pouvait compter sur l'aide du sanguinaire Ezolino da Romano, et où il avait chance de recueillir l'adhésion de nombreux gens. Mais le royaume d'Arles proprement dit, pour des raisons que le lecteur connaît, à phonso ne pouvait se flatter d'obtenir l'aide du

1. Potard, *Œuvres historiques relatives à l'histoire de Bourgogne*, p. 43. *Regesta Imperii*, n° 3424 et ss.

2. Warrakéwig, *Historia de Flandria*, t. I, c. p. 213.

3. *Regesta Imperii*, n° 3407.

4. Actes de Richard, Londres, 12 mai 1250. Winkelmann, *Acta imperii inedita*, L. I, n° 569. Pendant que les bourgeois de Besançon passaient d'un parti à l'autre, c'était le roi de France, qui en 1250 travaillait à pacifier la Bourgogne en réconciliant l'archevêque de Besançon avec la confédération de ses ennemis où figuraient entre autres de Cîteaux, les bourgeois de la cité et beaucoup de nobles du pays. Saint Louis fut encouragé à intervenir par le pape Alexandre IV, et comme le saint roi hésitait à se mêler d'affaires qui concernaient les sujets de l'Empire, le Pape s'adressa point à lever ces scrupules en lui recommandant d'agir, « fœderis seu status iurisdictionis quicquid, de quo ea, no potestatis hunc in lous extimes l'empéri, formidat obiectum nequaquam obstantia » puis la profanis archiepiscopo et scolasticis contra oppressores eorum in adversus ipsos lue fortitudinis dexteras extenderis, non videntesur l'edi jura l'empéri, sed dexteras, maxime cum illi d'ignit necessitate prelois » (Lettre d'Alexandre, 31 mars 1250, publiée par Gauthier, dans l'appendice in fine. *Probatio de l'un voyage du roi de France à Besançon en 1250. Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXX V année 1871, p. 391). Je n'oserais pas affirmer que saint Louis soit à cette époque venu à Besançon, mais certainement il intervint dans la querelle. Ce seul fait en dit long sur l'affaire saennaise des droits de l'Empire qui fut la conséquence de l'interregne.

5. On sait d'ailleurs que la dispute n'était pas prise entre les deux parties italiens une attitude tellement tranchée qu'il ne pût être courtisé par l'un et l'autre : aussi, en 1260, les guelfes de Florence, recherchant son appui, lui envoyèrent Brunetto Latini. Voir le *Trésorier de Brunetto Latini*, (in-4° Rome 1632), p. 13, Jean Villani, livre VI, c. 74, cf. *Annales Senecae Italici*, dans les *Monumenta Germaniae*, t. XIX, p. 171.



comte de Savoie allié de l'Angleterre, ni du comte de Provence ennemi des Marseillais. Les seigneurs ne s'en firent pas pour ainsi dire et les prélats demeurèrent indifférents : seul Albert de la Tour, le même qui jadis avait recherché les bonnes grâces de Frédéric II, se tourna du côté du roi de Castille. Albert était le chef d'une famille destinée à faire quelque bruit au siècle suivant : en effet, son fils Humbert devait être la tige de la dernière race des souverains indépendants du Dauphiné; Alphonse le récompensa de son hommage en le nommant sénéchal du royaume d'Arles<sup>1</sup>. Deux ans plus tard, au moment où il méditait une expédition en Allemagne, c'est encore à Albert de la Tour qu'il s'adressa pour l'avertir de son prochain voyage et lui demander de l'accompagner et de lui gagner des partisans<sup>2</sup>. On voit que le roi de Castille, après l'avoir annoncé à maintes reprises, ne put réaliser ce projet, dont l'exécution eut peut-être changé les destinées de l'Empire.

#### IV — PROGRÈS DE LA FRANCE.

En somme ni Alphonse de Castille, ni Richard de Cornouailles n'exercèrent dans le royaume d'Arles une autorité efficace. En revanche, l'influence française et angevine s'y étant de plus en plus affermie. Le moment est venu de signaler les faits qui attestent les progrès des représentants de la dynastie capétienne dans les régions du Sud-Est de la France. Un coup d'œil jeté sur les événements de ce temps montrera facilement que si les questions importantes se traitent maintenant sans le concours des prétendants à l'Empire, elles ne sauraient se résoudre contrairement aux vœux et aux intérêts de la maison de France.

On sait que pendant les dernières années du règne de Frédéric II Arles, Avignon et Marseille, soutenues par le turbulent Barral de Baux, avaient formé contre Charles d'Anjou et le clergé une coalition fomentée et entretenue par les emissaires de l'empereur. Quand, en 1249, on vit pâlir l'étoile du souverain qui avait si longtemps tenu

1 Burgos, septembre 1257. *Regesta imperii*, n° 483.

2 Tolède, juin 1259. *Regesta imperii*, n° 490; Valbonnois, *Histoire de Dauphiné*, t. I, p. 104.

la rapacité en éluec, chacun comprit que le moment était venu de se reconcilier avec le pouvoir nouveau. Barro fut le premier à négocier avec la reine Blanche à laquelle il promit de travailler à la pacification de la Provence<sup>1</sup>. En effet, en 1251, la ville d'Arles se soumettait à Charles d'Anjou, et bientôt Barro imitait cet exemple; de même Avignon, en cette année, reconnaissait la souveraineté indivise des deux princes rivaux, le comte de Provence et le comte de Toulouse<sup>2</sup>, qui avaient supplanté les dynasties méridionales. Marseille avait lutté plus longtemps; ce ne fut qu'en 1252 que la grande ville consentit à se soumettre à l'autorité du comte. Cette soumission n'était qu'apparente : les Marseillais gardaient au fond du cœur, avec la haine de leur nouveau maître, les souvenirs de leur ancienne indépendance. « Le vieil esprit républicain, écrit M. Blancard, n'était point mort sous les coups répétés de la mauvaise fortune. » Trop faibles pour s'affranchir par leurs propres forces, ils cherchent un protecteur à l'étranger : trente ans auparavant, pour résister aux envahissements de Raymond Béranger, ils s'étaient donnés à Raymond de Toulouse; maintenant, en la vu plus haute, ils s'adressent à Alphonse de Castille. Mais tous ces efforts sont vains : ou plutôt ils n'ont d'autre résultat que de permettre à Charles d'Anjou de river les chaînes de Marseille; bientôt, il impose à la bourgeoisie une convention plus dure, que celle de 1252<sup>3</sup>.

En même temps il veut répondre à l'attitude agressive d'Alphonse de Castille. On n'avait pas oublié en Provence une charte par laquelle, en 1215 l'empereur Frédéric II avait cédé le royaume d'Arles et de Vienne à Guillaume le Baux prince d'Orange. Trois ans plus tard Guillaume tombant victime des hérétiques albigeois, sans avoir porté

<sup>1</sup> 1<sup>er</sup> mars 1250. *Lettres du Trésor des Chartes*, t. III, p. 96, n° 3954.

<sup>2</sup> 7 mai 1251. *Lettres du Trésor des Chartes*, t. III, p. 127, n° 3977. Cf. n° 3938.

<sup>3</sup> Cette convention du 6 juin 1257 a été publiée par M. Sternfeld, *Arles en Anjou*, Appendice, n° 12 (Original aux Archives des Bouches-du-Rhône). Voir dans l'ouvrage de M. Sternfeld quelques observations critiques sur le récit donné de ces événements par Guillaume de Nogais, sur l'année 1257, et par Primitif (*Histoire de France*, t. XXIV, ch. vi). Leurs renseignements sont contrôlés et recuillés par les renseignements fournis par le traité. — Le traité de juin qui concerne la cité vicomtale fut suivi à bref délai (9 août 1257) d'une convention par laquelle l'évêque de Marseille, Benoît d'Anjou, céda au comte la juridiction sur la ville épiscopale; cf. Sternfeld, pp. 148 et 149 et ss.

son titre royal, mais la charta de Frédéric n'avait jamais été révoquée. Charles d'Anjou y vit un moyen commode d'exploiter à son profit les droits de l'Empire en Provence. Il décide sans grand'peine Raymond de Baux, héritier de Guillaume, à lui céder les titres conférés jadis à son père sur la couronne d'Arles. Tel fut le jet d'un acte passé le 23 août 1257<sup>1</sup>. Reconnu par les Baux comme le titulaire légitime des prétentions de leur race à la royauté, Charles les indemne de leurs hommages en confirmant leurs droits et privilèges dans leurs domaines et particulièrement à Arles, où ils avaient soutenu de longues luttes contre les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem<sup>2</sup>.

Le comte de Provence était trop avisé pour se parer immédiatement du titre de roi, qui eût sans doute porté ombrage à son Louis, mais au moins cette transaction lui donnait un titre qu'il espérait sans doute opposer à toutes les entreprises des prétendants à l'Empire ou de leurs délégués. C'est toujours la même politique qui interdisait naguère aux évêques de solliciter des privilèges de Guillaume de Hollande, et qu'offensaient maintenant les négociations des Marseillais avec Alphonse. Comme pour compléter son œuvre, et décourager toutes les tentatives de l'opposition à la frange du lannissement Pierre Vétula, l'un des ambassadeurs envoyés l'année précédente près du roi de Castille<sup>3</sup>.

Cependant les résistances des Marseillais n'étaient point domptées. En 1262 ils renouvellent d'infructueux efforts. Encore une fois ils mettent leur espoir dans un prince étranger, Pierre d'Aragon, fils du roi Jacques et cousin de leur dernier comte, Raymond-Bérenger. Le même qui un jour fera une si rude guerre à la maison d'Anjou. Grâce à lui, ils espèrent retrouver « l'indépendance, et avec elle l'honneur du pavillon, la prospérité des affaires, la gloire d'un nom connu aux extrémités de l'Orient, le bonheur de se gouverner eux-mêmes<sup>4</sup> ». On sait la lamentable issue de ces entreprises : en 1262 les fortifications de Marseille sont rasées par le comte de Provence

1. Blancard, *Recherches historiques sur les comtes de Provence*, année 1257, et l'acte cité par Barthélémy *Inventaire des chartes de la maison de France*, n° 43.

2. Barthélémy, *op. cit.*, n° 178 et 180.

3. Art. 10 du traité de 1257.

4. Blancard, *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XXI, p. 517. Le traité qu'il cite a la même date du novembre 1262. Il a été publié par M. Sternfeld, appendice, n° 16. Sur tout cet épisode, recourir à l'ouvrage déjà mentionné *Année en Anjou*.

Provença, — de Raymond d'Arles.

victorieux. Deux ans plus tard, en 1264, les ennemis du comte ont formé contre lui une nouvelle conjuration, à la tête de laquelle se trouve Albert de Savoie, le même qui avait jadis été chargé de représenter Marseille auprès d'Alphonse de Castille, mais l'exil et le échafaud récompensèrent ses suprêmes tentatives d'homme d'État fait de la république marseillaise<sup>1</sup>.

Maintenant Charles d'Anjou a affermi son pouvoir dans le Midi de la France : il est tout entier à la réalisation de ses grands desseins sur Naples et la Sicile. Pour les accomplir, il faut d'immenses ressources d'argent : aussi, comme il s'agit de l'affaire de l'Église, le clergé dans toute la France accorde au Pape un décime pour trois ans. On ne s'est pas seulement adressé aux provinces du royaume de France, le légat a réuni à Lyon les prélats des provinces du Sud-Est et en a obtenu la même faveur. Ainsi dans tout le royaume d'Arles, le clergé contribue, comme l'église de France, aux frais de l'entreprise de Charles d'Anjou. N'est-ce pas là un pas en avant, et non des moins importants, dans la voie qui devait conduire à l'union du royaume d'Arles et de la France ? Désormais la cour romaine n'outrera pas ce précédent et en dépit de l'opposition de l'Empire, elle fera souvent appel au clergé du royaume d'Arles, en même temps qu'au clergé français pour des affaires qui concernent et surtout la politique française que les intérêts généraux de l'Église.

Tandis que Charles apparaissait aux populations du Midi comme un maître impérieux et sévère, auquel il ne fallait pas se jouer de résister, saint Louis ne perdait aucune occasion d'y exercer une douce et pacifique influence. Au besoin, il s'efforçait de contenir l'insubmissible ambition du comte de Provence. Jamais on ne montra plus visiblement l'opposition des caractères du roi et de son frère : l'un ne cherchant que la paix et la justice, l'autre les jours préoccupé des intérêts de sa puissance ; celui-ci régissant par la crainte, celui-là faisant rechercher et accepter ses décisions par le prestige de sa sainteté, tous deux combattant ainsi par des moyens différents à la grandeur et à la gloire

<sup>1</sup> Sternfeld, op. cit., pp. 190 et ss.

<sup>2</sup> Avignon, 13 octobre 1264. Winkelmann. *Acta Imperii mediiæ*, t. II, n° 1050. Le légat Simon de Brion, cardinal de Sainte-Cécile (le futur pape Martin IV), a obtenu le décime dans les provinces de Lyon, Vienne, Tarentaise, Arles, Aix et Lyon, ainsi que dans les diocèses du Viennois qui se rattachaient pas de sa légation.

de leur maison<sup>1</sup>. Même dans sa famille, Charles d'Anjou avait rencontré de graves obstacles, lorsqu'il eut à lutter contre sa loi-sonne Béatrice de Savoie, veuve de Raymond-Béranger, qui l'accusait d'avoir lésé ses droits lors du règlement de la succession de Provence. Saint Louis, gendre de Béatrice et frère de Charles, était tout naturellement désigné pour concilier ce différend. De concert avec les légats du pape Alexandre IV, il y travailla activement et tenta, sans succès, d'y mettre fin par une sentence arbitrale qui ne fut même rendue à la fin de l'année 1256. La sentence, qui fut ratifiée par Henri III, autre gendre de Béatrice, déterminant l'étendue des droits qui devaient être attribués à titre de douaire à la veuve de Raymond-Béranger<sup>2</sup>.

Ce document, contenant une allusion à une autre querelle qui, sans la sage intervention du pape et du roi de France, n'eût pas manqué vers cette époque, de mettre en feu la Provence et le Dauphiné. Presque depuis le commencement du siècle les dauphins de Viennois prétendaient avoir acquis le Gapençais des comtes de Forcalquier. Or, soit que, lorsqu'ils l'ont, le comte de Forcalquier ayant été uni à celui de Provence, Charles d'Anjou se trouvait être le représentant des anciens

<sup>1</sup> Il ne faudrait pas cependant se laisser séduire par la condamnation qui porte à considérer Charles d'Anjou comme un despote sanguinaire. L'écrit de M. Sourniell me paraît lui avoir rendu justice. Il n'y eut d'exceptions politiques à Marseille qu'après 1264, c'est-à-dire la suite. L'abus du pouvoir n'est pas le pouvoir abusif. Il n'y en avait pas en 1264, les abus de 1260, 1267 et 1268. Si l'on se souvient, ajoute M. Sourniell, des bienfaits de Henri VI et Frédéric II employés souvent contre leurs ennemis, on se rappelle le caractère qu'alors même était en Italie l'époque d'Alexandre de Rome, et l'on voit qu'il n'y eut point en Provence d'extrême point pour eux. 1264 est leur point à mettre en sa véritable lumière le caractère de Charles d'Anjou, et rassembler des événements postérieurs. (op. cit. p. 173 et p. 195).

<sup>2</sup> *Lettres du Trésor des Chartes*, t. II, n° 1309, p. 323. La succession de Provence donna naissance à une série de querelles plus graves. Béatrice de Provence, dernière fille de Raymond-Béranger et son mari Charles d'Anjou, se disputèrent toute la Provence la reine Marguerite, femme de saint Louis et l'une des sœurs aînées de Béatrice protestait à l'égard de son mari. Alexandre IV fut saisi de cette affaire le 1264 (p. 323 et 324). Plus tard Louis IV fut obligé de s'occuper aussi d'empêcher l'abus du pouvoir de Charles d'Anjou en Italie. (op. cit. p. 1902. (Lettres du Trésor des Chartes, t. II, n° 1309, p. 323). En 1267 Béatrice de Provence mourut, instituant pour héritier son fils Charles, veuf de son mariage avec Charles d'Anjou. Alors la reine Marguerite renouvelle ses protestations. Grégoire IV en fut singulièrement embarrassé. (op. cit. p. 324). Longtemps encore cette question demeura ouverte, malgré les efforts des Pontifes romains. Il en sera encore parlé dans le chapitre suivant. Remarque que en 1268 la reine Marguerite se fait céder par le roi Jacques d'Aragon tout le droit qu'il peut avoir sur la Provence. *Lettres du Trésor des Chartes*, t. III, n° 1435, p. 427.

seigneurs du Gapençais, à ce titre il contestait la prétention du dauphin Guigues V. L. À la fin de l'année 1256, le conflit en était arrivé à une période aiguë, Charles d'Anjou menaçait, pour sa légitimité, d'attaquer les domaines du Dauphin. Il fallut tout le poids de l'autorité du pape et du roi pour l'arrêter : Alexandre IV alla même jusqu'à ordonner aux archevêques d'Embrun, de Vienne et d'Aix, et aux évêques de Grenoble et de Gap, de prêter assistance à Guigues contre toute agression<sup>1</sup>. Enfin les deux parties consentirent à accepter un compromis : l'affaire fut remise à la décision de Barthal de Baux, arbitre choisi par le comte de Provence, et de Jean de Bernin, archevêque de Vienne, personnage universellement respecté, sur lequel avait porté le choix du Dauphin. En juillet 1257, le litige se termina enfin par un accord qui maintenait le Gapençais au Dauphin à charge d'en faire hommage au comte de Provence<sup>2</sup>.

Ce ne fut en fait que sur les occasions où saint Louis agit comme médiateur dans les querelles qui divisaient les seigneurs du royaume d'Arles. En 1258, le dauphin Guigues VII et le comte Philippe de Savoie se laissent une guerre motivée, entre autres causes, par des discussions sur le Faucigny, que Beatrice de Thoire, alliée du comte de Savoie réclamait à la Dauphiné, petite-fille par sa mère d'Aymon de Faucigny<sup>3</sup>. Ici encore l'intervention de saint Louis fut acceptée sinon demandée, au commencement de 1269, des négociations se poursuivaient à Sciez par les soins de deux arbitres, l'un Pierre de Baugé, clerc du roi et de la reine de France et délégué de saint Louis, l'autre Avignon, évêque de Genève<sup>4</sup>. Vers la même époque, on connaît s'étant élevé entre les bourgeois de Lyon et le chapitre, c'est encore le pape et le roi de France que les deux parties chargent de terminer le différend<sup>5</sup>.

Si Louis IX est partout considéré comme le type parfait de la justice, si partout on vante son amour de la paix, c'est qu'il ne se borne pas à montrer ces vertus lorsqu'il s'occupe des affaires d'autrui, lui-même les met en pratique pour le gouvernement de ses propres

1. Archives des Bouches-du-Rhône, D. 354.

2. Villagorona, *Histoire de Dauphiné*, t. I, p. 305, et *passim*.

3. Wurmstemberger *Peter der Zweite, graf von Savoyen*, t. III, pp. 261 et 29.

4. Acte du 21 janvier 1269. Wurmstemberger, t. IV (*Urkunden*), n° 786.

5. Meunier. *Histoire administrative de Lyon* (Lyon 1696, in-4°), p. 212. Hoffer, *des Saint Lyon*, p. 97.

affecter. La petite ville de Viviers, sise sur les bords du Rhône, au pied des montagnes du Vivarais, relevait officiellement de l'Empire, mais, sans respect pour les anciens diplômes, les fonctionnaires de l'administration royale la traitaient volontiers comme si elle eût été française. « Quoique, suivant leurs prétentions, ils ne soient soumis qu'à l'Empire, écrit Clément IV à Louis IX (9 novembre 1265), les habitants de Viviers et de diocèses sont crûs par vos officiers. S'ils se refusent à comparaître devant eux, ils sont frappés d'amendes et leurs biens sont saisis, on prononce des sentences contre eux en matière civile et criminelle. » Or Clément IV, en sa qualité d'ancien enquêteur de saint Louis, connaît bien l'état du royaume, il est allé jadis à Viviers, et il a examiné les privilèges contenus dans les archives de l'évêque et du chapitre : tous émanent des empereurs, on n'en trouve pas un qui vienne du roi de France. Bien plus, il y a vu les évêques et capétiens dont les évêques de Viviers se sont servis jadis. — Les représentations du Pape furent entendues, et, au moins pendant les dernières années du règne de saint Louis, les officiers royaux s'abstinrent de leurs entreprises<sup>1</sup>.

Cet incident permet de juger du discredit dans lequel est tombé le pouvoir impérial. Aucun des prétendants à l'Empire n'a souci de protester contre les agissements de l'administration française : il faut qu'un pape, lui-même ancien membre de cette administration, prenne la défense de l'église de Viviers contre ses collègues d'autrefois. Si l'Empire oublie le comte d'Arles, il faut avouer que le royaume d'Arles le lui rend bien, de plus en plus on sent que ces régions ont cessé d'appartenir à l'Empire et qu'elles ont passé sous l'influence dominante des Capétiens. Les agents du roi poursuivent, par la force des choses, leur œuvre d'annexion, dans laquelle ils sont dirigés moins par les instructions de saint Louis que par ces traditions invétérées dans l'administration. C'est évidemment un trait caractéristique de la politique de saint Louis qu'en général il a plutôt à contenir qu'à exciter le zèle de ses baillis et de ses sénéchaux. Se sachant au service d'un pouvoir vigoureux auquel appartient l'avenir, ces fonctionnaires prétendaient attendre du premier coup le but qui ne saurait être que la récompense de longs efforts : il faut que ce roi les retienne. Sa politique modérée fut à coup sûr la plus honnête et

<sup>1</sup> *Œuvres d'Innocentius*, t. XVI, pp. 223 et 224.

probablement la plus loyale — on rouvraient et sans scrupule eût certainement tenté davantage, à coup sûr il n'eût pas mieux réussi.

Philippe le Hardi, à son avènement, vit encore sa situation dans le Midi consolidée par la riche succession qu'il fut appelé à recueillir. On sait, en effet, que l'héritage d'Alphonse de Poitiers mort à la croisade de Tunis, appartenait à la couronne : c'est donc tout le Languedoc qui se trouvait placé sous le sceptre de Philippe le Hardi. Maître de ces régions, le roi devait naturellement chercher à acquiescer les côtes qui séparaient son royaume des provinces nouvellement acquises. Lyon et le Vivarais étaient le but qui imposait à ses efforts : on verra qu'il ne tarda pas à s'en préoccuper.

Quand, au printemps de 1271, le nouveau roi passa à Lyon, ramenant avec lui les précieux restes de son père mort à la croisade, les bourgeois, toujours en lutte avec le chapitre primatial, se déclarèrent ouvertement soumis à la juridiction du roi de France (*de ressorte domini nostri regis francie*) et le roi se crut de les prendre sous sa garde spéciale. Philippe accueillit cette demande par un acte du 1<sup>er</sup> mai 1271, en échange de sa protection et de sa suzeraineté, les Lyonnais s'obligèrent à lui payer annuellement un impôt qui, levé par eux, devait être versé entre les mains du bailli de Mâcon<sup>1</sup>. En vain les partisans du chapitre protestèrent ; l'amende qu'un arrêt du Parlement infligea, le 8 novembre 1271, à ceux d'entre eux qui avaient osé maltraiter les sergents royaux, apprit à tous combien il en coûterait d'insulser le pouvoir nouveau<sup>2</sup>. Philippe ne poussa pas jusqu'au bout ces premiers avantages : quand en 1272, après une longue vacance, l'église de Lyon reçut un pasteur nouveau (le dominicain Pierre de Tarentaise) il paraît bien que l'avènement de l'archevêque amena une certaine détente dans la situation. Mais un résultat important était acquis, pour la première fois la royauté française avait pris en main la cause des bourgeois de Lyon. Philippe le Hardi, en faisant cette démarche devant laquelle son père avait toujours reculé, avait jeté la semence de la moisson que devait recueillir Philippe le Bel.

<sup>1</sup> *Ordonnances des rois de France*, t. XI, n. 348, Bonhassaux, *de la raimon de Lyon à la France* (Paris 1875, in-8°), pp. 58 et 59.

<sup>2</sup> Boutaric, *Notes du Parlement*, L I, p. 102 n° 1547.



En même temps, du côté du Vivarais, les officiers royaux reprennent les entreprises dont, bien malgré eux, ils avaient dû s'abstenir pendant les dernières années du règne de Louis IX. A Viviers comme à Lyon, on sait que le saint roi n'est plus là pour retenir ses fonctionnaires et ses partisans, et que désormais les excès de zèle seront permis, sinon encouragés, quand ils auront pour résultat l'agrandissement du royaume. Poussé sans doute par le clergé de Viviers<sup>1</sup>, Grégoire X renouvèle en 1272 les protestations de Clément IV, la suite de cette histoire montrera que les agissements de Philippe le Hardi ne furent pas sans soulever quelques réclamations de la part de Rodolphe de Habsbourg.

## V — PHILIPPE LE HARDI CANDIDAT A L'EMPIRE

Après la mort de saint Louis, ce n'est point son successeur qui tient la première place dans la politique européenne : la personnalité de Philippe le Hardi n'a point laissé une trace profonde dans la mémoire des contemporains. Son oncle Charles d'Anjou a bien plus que lui berné les aspirations de la race : en lui se révèle une ambition ardente, qui va jusqu'à répudier la mesure et la prudence de ses ancêtres. Cette ambition ne connaît aucune limite ; à la couronne de Sicile, Charles joint la charge de sénateur de Rome, il est en Toscane le vicaire de l'Empire naissant. L'Occident ne lui suffit pas ; il éleve des prétentions au trône de Jérusalem, et l'alliance de sa fille avec l'héritier des empereurs latins de Constantinople lui permet d'espérer qu'un jour, sur le trône de Byzance, ses descendants rétabliront la monarchie universelle de César ou d'Auguste. Tels sont les rêves qui absorbent ce prince, dont l'extérieur dévoile les dispositions intimes : sa haute taille, ses traits fortement accusés, son air toujours grave conviennent bien à son esprit, uniquement préoccupé des entreprises qui doivent accroître son pouvoir et assurer sa suprématie. En attendant, il enserme de tous côtés l'Eglise romaine dont il a juré d'être l'humble vassal et l'habile défenseur. C'est un ami dangereux, dont la protection se changerait bientôt en tyrannie ; il

<sup>1</sup> *Gallia Christiana*, t. XV pp. 754

s'opposait déjà à cet asservissement de la Papauté que tenteront de réaliser les rois de France au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. L'influence de Charles d'Anjou sur la politique française avait été médiocre au temps de saint Louis, elle devait s'exercer plus abondamment sous Philippe le Hardi, quoiqu'elle eût à lutter contre l'influence rivale de la reine mère, Marguerite de Provence et du parti de l'alliance anglaise<sup>1</sup>.

Saint Louis se préoccupait surtout d'œuvre son influence morale dans le Midi : Philippe le Hardi recherchait les avantages substantiels qu'il croyait trouver dans la politique d'empêchements progressifs mise en pratique par ses officiers. Cette politique, qui s'avance lentement mais sûrement ne suit pas à Charles d'Anjou. Ce prince, canonisé par des Saints et des Vénérables, conçut alors un projet grandiose, qui, s'il eût été mis à exécution, eût tranché d'un seul coup la question du royaume d'Arlès. Pendant que le dernier descendant de Frédéric II, Ennric, le gendre d'un frère de roi d'Arlès aux représentants de la maison de Souabe, Alphonse de Castille et Frédéric III de Thuringe<sup>2</sup>, voyait que le comte de Provence pensait à faire élire son neveu Philippe le Hardi, roi des Romains, et à confisquer ainsi l'Empire au profit de la France et du pape grégoire. Cet épisode, à vrai dire, ne se rattache pas directement à notre sujet : mais il touche de trop près les relations de l'Empire et de la maison capétienne à cette époque pour qu'il nous soit permis de le passer sous silence.

Le moment était propice pour une semblable entreprise. Sans doute Richard de Cornouailles était mort au commencement de l'année 1272, mais la disparition de ce prétendant n'avait guère profité à la cause d'Alphonse de Castille. Au contraire, au contraire, il réussit à rallier autour de lui les Guelfes de Montferrat, tous les gibelins et tous les ennemis de Charles d'Anjou dans le Nord de l'Italie, et parmi eux le jeune Thomas, fils de Thomas de Savoie<sup>3</sup>, toujours jaloux de dis-

1 Voir sur cette période Heller, *Deutschland und Frankreich von Ende des Interregnum bis zum Tode Rudolfs von Habsburg* (Göttingen, 1874, in-8), pp. 14 et ss. La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la reine Marguerite et son beau-frère Charles d'Anjou. En 1272 et 1273, Grégoire X fait tous ses efforts pour les pacifier par sa médiation, mais il n'obtient aucun résultat : ces documents publiés par M. Kalkenbrunner dans les *Mittelaltlicheurden aus den Vatikanischen Archiven*, t. I, (Publication de l'Académie impériale de Vienne, Vienne, 1889, in-8), n° 3, 12, 37, 38, 39.

2. 6 mai 1272, *Regula Imperii*, p. 1035.

3. Consultez sur la politique d'Alphonse en Italie, de 1269 à 1272, les *Années Placent-*

fluence que le roi de Sicile exerçait alors à Turin et en Piémont, mais il ne trouvait guère d'appuis en Allemagne : en Italie tout ce que suivait Charles d'Anjou n'était que l'ombre et le bruit. Le nouveau pape, Grégoire X, n'était nullement enclin à se faire le champion d'Alphonse, il n'avait d'autre rêve que d'apaiser les dissensions de la chrétienté pour la lancer tout entière sur l'Islam, aussi voulait-il un empereur qui pût se mettre à la tête de l'Europe une pour la conduire à la croisade. On ne pouvait attendre d'Alphonse qu'il se chargeât d'une semblable mission. En outre, favoriser Alphonse, c'était rompre avec Charles d'Anjou, décision dont la cour pontificale connaissait trop bien les inconvénients pour s'y arrêter. Aussi par une lettre du 16 septembre 1272, Grégoire X déclina les propositions que le roi de Castille avait eues devoir lui adresser<sup>1</sup>.

C'est alors que Charles d'Anjou jugea bon d'intervenir. — Nul plus que lui n'avait intérêt à écarter de l'Empire, non seulement son rival Alphonse, mais encore tout prince allemand qui, après avoir établi son pouvoir dans les pays germaniques, pourrait être tenté de ressaisir la domination en Italie. S'il fallait dans la Péninsule une autre influence que la sienne propre, Charles ne pouvait guère s'accoutumer que de celle de son neveu Philippe le Hardi. Aussi est lui qui, pour atteindre ce but, provoque en 1273 la négociation dont deux documents nous ont conservé les traits principaux<sup>2</sup>. Un mémoire, remis vers cette époque au roi de France de la part de Charles, montre clairement l'initiative prise par le roi de Sicile dans toute cette affaire et

qui s'achevait, dans les *Monumenta Germaniae Scriptores*, t. XXVI, pp. 555, 556 et 56. On y verra comment Alphonse appuie tous les ennemis de l'Angevin, comment il donne en mariage une de ses filles au marquis de Montferrat, l'autre au jeune Thomas de Savoie, ministre de l'empereur. *Caroli propter civitatem Taurinam quam sibi occupavit. Cuius intriga per aliquos dies dominavit et persequitur pendant plusieurs années et creuse de graves embarras à Charles d'Anjou.*

<sup>1</sup> Raynaldi, *Annales ecclesiasticæ*, 1272, § 43, et Thoker, *Codes diplomatarii domini temperantis Sanctæ Sedis*, t. I, p. 175. Sur les dispositions du Saint-Siège à l'égard d'Alphonse de Castille et de Charles d'Anjou, voir Heier, *op. cit.*, p. 25, et Bussan, *die Doppelwahl*, p. 27, voir aussi la note de M. Kallenberg, dans les *Münchener Anz.*, t. I, pp. 56 et 57.

<sup>2</sup> *Documenta h. corrigens*, t. I, p. 552 dans la collection des *Documenta inedita* publiée par le Ministère de l'Instruction publique. La publication a été faite par M. Charpentier, qui a été aidé par M. de Selys Longchamps, et par M. de Selys Longchamps, puis un mémoire adressé au même prince pour l'engager à se faire élire empereur. Ils ont été étudiés par Keller, *op. cit.*

l'instance avec laquelle il essaie de vaincre les scrupules et les résistances de son neveu.

Charles pose d'abord un principe incontestable pour la conscience la plus timorée : les rois et les princes sont tenus de se consacrer au service de Dieu, et ce n'est point en vue d'une vaine gloire ni d'une puissance éphémère qu'ils doivent aspirer aux honneurs de ce monde. Sur ce point, ajoute le mémoire, le roi de France n'a qu'à se souvenir de ses prédécesseurs : de son père, qui passa deux fois la mer pour combattre les infidèles ; de son grand-père Louis VIII, qui mourut à la croisade des Albigeois ; de son aïeul Philippe-Auguste qui combattit en Terre-Sainte à côté du roi Richard (peut-être cette allusion au roi Richard est-elle une allusion secrète au parti anglais qui, à la cour de France, disputait l'influence au parti angevin). Or, poursuit le rédacteur dont nous analysons l'œuvre, ne point dégénérer est pour le fils le devoir le plus sacré ; « ainsi comme ses pères ont mieux valu que le monde, devons-nous mieux valoir de son père. » Le roi de France y est tenu d'autant plus étroitement qu'il est jeune, vigoureux, « plus riches, larges, débonnaires, droiliers et couragieux... que n'estoit le Rois son père de son âge. » Remarque qu'il y a plus d'une manière de servir Dieu. L'auteur du mémoire trouve qu'un roi doit laisser aux moines la hure, à des plies et les joues, une évidente du dédain qu'éprouvait Charles d'Anjou pour la vie pieuse et mortifiée de son frère. Sur ce point Philippe le Hardi se conformait fidèlement à l'exemple du saint roi ; nous savons par Guillaume de Nangis que « il menoit ruiex vie de moine que le chevalier ». Il ne faudrait pas que Philippe s'avisât de copier aussi le modèle de politique réservée et scrupuleuse que lui a laissé saint Louis, Charles se soucie peu de rencontrer une échelle de ses ressources prudentes qui l'ont si souvent retenu de vivant du père.

Pour servir Dieu, conquis le mémoire, la meilleure voie que puisse choisir le roi de France est celle de prendre l'Empire. En effet, « puissant qu'il soit, le royaume de France ne peut envoyer contre le Soudan que des forces limitées. Mais si, étant empereur, le roi « pourrait occulir chevalerie de par tout le monde ». Même les chevaliers le son ancien domaine s'engageront à le suivre à de meilleures conditions une fois qu'il sera l'unique souverain de la chrétienté ;

1. *Manuscrits de France*, n. XX, p. 491

« quant la sorris est tot prise qui ne seit que un portois. » En tout cas, seul chef de l'Europe, il aura l'autorité suffisante pour étouffer les dissensions si fatales aux précédentes expéditions en Orient. Ces raisons, données par Charles d'Anjou à son neveu, avaient sans doute été mises en avant pour flatter les projets de croisade universelle nourris par le pape Grégoire X.

En vain, poursuit le même roi, allègue-t-on les difficultés que Philippe rencontrerait s'il consentait à se faire élire empereur. Le rédacteur passe en revue les forces du roi de France et de ses alliés, il ajoute que peut-être il faudrait en concéder quelques Allemands, mais le roi a de quoi les acheter. Or le roi, Charles connaissait bien le mode qui devait prochainement jouer un si grand rôle dans les élections à l'Empire.

Telles étaient les raisons que le roi de Sicile dut sans doute soumettre plus d'une fois à son neveu avant de le décider à se prêter à ses projets. Au moins réussit-il à obtenir de Philippe l'envoi de deux ambassades chargées de sonder les intentions du Saint-Siège et de pressentir l'attitude que la cour de Rome réserverait à la candidature française. C'est à Florence, où les affaires pontificales italiennes avaient appelé en même temps le Pape et Charles d'Anjou<sup>1</sup>, que les envoyés français purent s'entretenir de leur mission : ils trouveront le Pape absorbé par la réalisation de ses projets de conciliation et très occupé d'établir entre Guelfes et Gibelins une paix éphémère, au risque d'exciter la rancune des vieux Guelfes et de Charles d'Anjou. D'abord, ils s'entretenaient avec les cardinaux Ottoboni et Simon de Brion, chefs dans le Sacré-College de la faction angevine et tous deux réservés à de hautes destinées. Ils leur exposèrent que leur maître, un quement touché des intérêts de la religion, les avait envoyés « vers l'Apôtre, pour avoir conseil de l'Eglise que l'Eglise se consolerait de cette chose de perdre l'Empire s'il n'estoit appelé ». Au cas où le Pape favoriserait la candidature du roi de France les envoyés devraient s'informer des ressources que l'Eglise pourrait lui procurer pour la réalisation de ses desseins. Il y avait là deux questions bien distinctes : une question de principe, et une question de voies et

1. La cour pontificale était à Florence dès le 20 juin 1271, la négociation relative aux rapports dut avoir lieu dans les derniers jours de juin. — Cf. Vacani, VII, 42 *Annales Fiorentini Ghibellini*. loc. cit., p. 158, et les dates données par les auteurs réservés par Pothast, dans ses *Regesta Pontificum Romanorum*.

moyens. Évidemment bien instruits des dispositions du Pape, les cardinaux conseillèrent aux ambassadeurs de ne poser à Grégoire X que la première question.

Les délégués vinrent le lendemain à l'audience du Pape et lui présentèrent leur requête. Grégoire X leur répondit par de grands compliments ; nul plus que lui ne se réjouirait de l'élection du roi de France, « car, disent les ambassadeurs en leur rapport au roi, vos estiez li princez de quoi il vouroit plus et son prou et s'honneur, et de qui il auroit plus grant joie si Dieu voulait que la chose avenist. » Mais il se borne à couvrir ses intentions de bonnes paroles : quand il convient de concéder, il hésite et évite de se décider, « son conseil a rendre sur ce point ne seroit li mie tant que il l'eut passé, quar il voit moult de raisons du çà et de là. » En outre, il peut être appelé à se prononcer sur la validité de l'élection du roi de Castille ; ainsi ne se reconnaît-il point le droit de conseiller à un autre prince de prétendre à la couronne impériale avant que la sentence ait été promulguée. Dès que le Pape s'est placé sur ce terrain, il est impossible de l'en faire sortir, il s'obstine à opposer une fin de non recevoir aux demandes du roi : « tant que il l'eut plus passé, il ne nous pouoit autre chose dire. » Une nouvelle entrevue eut lieu à Santa Croce sans amener plus de résultats. Laissant le Pape, les ambassadeurs revinrent auprès de Charles d'Anjou, qui, sans se décourager, leur confia le soin d'exhorter son neveu à poursuivre activement le succès de sa candidature<sup>1</sup>.

On comprendra facilement l'attitude réservée de Grégoire X. Les Papes avaient, pendant un demi-siècle, lutté pour échapper à l'étreinte des empereurs de Souabe, ce n'était point sur le siège pontifical que l'on pouvait espérer de rencontrer en dehors des partisans du roi de Sicile, un homme politique disposé à remettre aux Capétiens la domination universelle, l'Eglise savait déjà qu'il lui faut parfois redouter ses protecteurs autant et plus que ses ennemis déclarés. On peut d'ailleurs se demander si les principes si minutieusement accoutumés depuis l'enfance de Frédéric II à une complète impérialisme ne furent facilement réagés à se soumettre au souverain le plus puissant de l'Europe. On peut avec plus de raison encore se demander si Philippe le Hardi était personnellement attiré d'un vif désir de réussir dans son

<sup>1</sup> Ce fut alors sans doute qu'il fut remis pour le roi le même résumé plus haut.

projet. Les historiens contemporains ne nous apprennent pas qu'il ait travaillé avec énergie au succès de sa candidature, ni que l'édifice auquel elle aboutit ait refaibli la cordialité de ses relations avec Grégoire X. Dans toute cette affaire, il paraît avoir moins exercé son initiative personnelle que subi, non sans répugnance, l'influence de Charles d'Anjou. Ce qui permet de le supposer c'est qu'après son séjour à Florence, le Pape n'hésite pas à se diriger par la Lombardie, le Frioul, et la Savoie, vers la ville de Lyon où il doit, l'année suivante, tenir un concile général<sup>1</sup> : cependant, quoique officiellement Lyon soit encore une ville d'Empire, le Pape ne pourrait songer à y établir sa cour, et sa conduite récente l'avait brouillé avec le roi de France. D'autre part, vers l'automne de l'année 1273, à une époque où l'élection de Rodolphe de Habsbourg était probablement connue en France<sup>2</sup>, Philippe le Hardi, desirant d'outreter le traité qui en 1270 avait terminé la guerre des Albigeois, remettait entre les mains d'un représentant du Saint-Siège le comté Venaisin et moins Avignon<sup>3</sup>. D'ailleurs, s'il faut admettre que le roi de France a restitué le Venaisin avant de connaître les événements d'Allemagne, par conséquent à un moment où il nourrissait encore quelques espoirs d'être élu à l'Empire, il se doit au moins d'avoir conservé vis à vis du Pape aucune rancune de son échec, soit que Grégoire X ait su dissimuler son action diplomatique, soit, ce qui est plus probable, que Philippe le Hardi n'ait pas attaché grande importance aux projets suggérés par Charles d'Anjou. En effet, nous savons par Guillaume de Nangis que vers le même temps, le roi de France vint à Lyon et s'y entretenait amicalement avec le Pontife de leurs intérêts communs<sup>4</sup>. D'après le chroniqueur, Philippe laissa à Lyon des troupes dont la présence était en apparence justifiée par la nécessité de protéger le concile mais qui, en réalité, n'avaient probablement d'autre but que celui d'affirmer l'autorité du roi à Lyon. En même temps le roi confia au Pape trois châteaux forts, « qui sont des appartenances de la seigneurie du royaume de France, assis très près de la cité de Lyon. »

Le Pape avait, dès l'été de 1273, adressé aux électeurs du Saint-Empire l'invitation de désigner un roi des Romains<sup>5</sup>. Provis ou non,

<sup>1</sup> Son élection fut proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1273.

<sup>2</sup> Raynaldi 1273, f 51. Lettre de remerciement du Pape, datée du 21 novembre.

<sup>3</sup> *Historiens de France*, t. XX, p. 402.

<sup>4</sup> L'existence de cette note ne paraît pas contestable, quoique le document ne

l'effet de cette démarche fut rapide : le 29 septembre 1273 fut appelé à l'Empire un seigneur puissant en Alsace, dans la Forêt-Noire et en Hesse, le comte Rodolphe de Habsbourg, celui-là même dont on connaît les longues querelles avec Philippe de Savoie. Enfin, suivant l'expression du poète, « après une longue et funeste lutte, il est fini, le temps terrible où il n'y avait pas d'empereur. Maintenant la terre a retrouvé un juge : le règne aveugle du fort a pris fin ; ni le faible ni le pacifique ne craignent de devenir la proie des puissants <sup>1</sup>. »

Malheureusement pour l'Allemagne, il s'en faut de beaucoup que l'élection de Rodolphe ait réalisé cet idéal des poètes de tous les âges. Le temps était loin où l'empereur était considéré comme le monarque universel, le nouveau souverain avait à compter avec une opposition redoutable en Allemagne. A l'extérieur, la situation s'était aussi profondément modifiée : les premiers Capétiens s'étaient affranchis de l'autorité des empereurs ; Philippe-Auguste avait, par son or et sa politique, exercé une grande influence sur les élections à l'Empire et avait imposé son alliance aux Staufen ; Philippe le Hardi avait pu, sans trop de témérité, essayer de porter la main sur la couronne impériale. Ainsi ne cesse de grandir la royauté française en même temps que l'Empire décroît.

même ne nous ait pas été conservé. (Voir sur ce point, Kopp, *Werner von Hezen*, p. 72, note 3, et Hülsm, *op. cit.*, pp. 47 et 55.) On a cru que Grégoire X désirait l'élection de Philippe le Hardi et se proposait de le désigner lui-même au cas où les électeurs tarderaient à remplir leur office ou n'arriveraient pas à se mettre d'accord : cette opinion semble appuyée par une glose qu'un Italien a ajoutée au texte de Girard de Fracheto (Kopp, *Geschichte der schweizerischen Bundes*, t. II, 3<sup>e</sup> partie, p. 335, *Beilage V*) et par un passage de Ptolémée de Lucques (Muratori, *Scriptores*, t. XI, p. 106). Je ne puis croire que Grégoire X ait personnellement désiré l'avènement du roi de France à l'Empire, sa véritable pensée me semble bien mise en lumière par le rapport, déjà mentionné, des ambassadeurs de Philippe le Hardi. Voir sur ce point Langlois, *op. cit.* p. 82, note 5, qui reproduit plusieurs appréciations de Heller.

L. Schiller *der Graf von Habsburg*.



## CHAPITRE VII

### LE REINE DE RODOLPHE DE HABSBURG

#### 1. — LE ROYAUME D'ARLES À L'AVÈNEMENT DE RODOLPHE<sup>1</sup>

Maintenant la question de l'Empire est tranchée ; en revanche puisque la couronne impériale et la couronne de France n'ont pu être réunies sur la même tête, la France et l'Empire vont continuer de se disputer les régions limitrophes du Rhin et des Alpes, et en particulier le royaume d'Arles.

Il semble que Philippe le Harai n'ait point poussé à fond la campagne qui devait le conduire à la dignité impériale, il n'en est pas moins certain que les relations furent pendant quelque temps assez difficiles entre la France et le nouveau roi des Romains. En 1213, rapporte la chronique de Lamoignon<sup>2</sup>, l'empereur Rodolphe détruisit sur les terres du roi de France un château que l'on disait être un *Saisimpérial* ; il faut même en croire la rumeur publique, il se fit un grand carnage à cette occasion. La cause de cette querelle était, disait-on, une réponse orgueilleuse adressée par le roi de France à ses ennemis. L'année suivante, c'est Philippe qui fait des préparatifs pour attaquer l'Empire : le Pape est obligé d'intervenir pour empêcher ces hostilités<sup>3</sup>. Evidemment les difficultés nombreuses

<sup>1</sup> Pour cette période on consultera utilement : Kopp-Bussan, *Geschichte der Eidgenössischen Städte*, t. III, 2<sup>e</sup> partie, *König Rudolf und seine Zeit, die bürgerlichen Lande*, 2<sup>e</sup> partie, Berlin, 1871, in-8°, *Lehrer Deutschland und Frankreich in ihren politischen Beziehungen vom Ende der Interregnum bis zum Tode Rudolfs von Habsburg*, Göttingen, 1874, in-8°, G.-V. Langlois, *Le règne de Philippe III le Hardi* (Paris, 1881 in-8°). On trouvera en résumé de l'histoire de cette période dans Carroux, *Recherches et notes sur les relations politiques de l'Allemagne et de la France de 1202 à 1274*, pp. 50 et ss., (Paris, 1882 in-8°, Bibliothèque de l'École des Hautes Études. Voir aussi Roddich, *Der Anfangs habsburg Rudolfs. Eine Untersuchung über die Institutionen für Ostel. recherche über die Institutionen*, L. X, 1880, 3<sup>e</sup> livraison.

<sup>2</sup> *Histoires de France*, t. XXI, p. 10.

<sup>3</sup> Raynaldi, 1276, § 56 et 61.

relatives aux frontières, par exemple à celles du Vivarais, fournissaient à chaque instant des sujets de querelles entre les deux rois.

Au surplus, la nécessité, dont la voix est toujours plus sûrement entendue que celle de la raison, préparait Rodolphe à se réconcilier avec la France. Son élection n'avait pas mécontentement irrité le roi de Bohême, Ottokar ; entre le roi des Romains et le monarque slave la guerre était imminente. En Allemagne, beaucoup de seigneurs et de villes s'effrayaient de l'actif rôle du nouveau maître dont les revendications menaçaient quiconque avait profité de l'interregne pour s'agrandir. L'inquiétude n'était pas moindre dans la Bourgogne helvétique ; en particulier le comte Philippe de Savoie, fort peu enclin à reconnaître la souveraineté du rival détesté de sa maison, man festait vis à vis des Habsbourg des dispositions hostiles. Peut-être par son influence, la cour d'Angleterre, avec laquelle il ne cessait d'être étroitement lié, n'avait pas reconnu Rodolphe et témoignait publiquement de sa sympathie pour la cause d'Alphonse de Castille<sup>1</sup>, toujours prétendant à l'Empire, et de plus en plus puissant dans le Nord de l'Italie. On voit quels ennemis vont assaillir le pouvoir encore fragile des Habsbourg. Aussi pour faire tête à tant d'hostilités, Rodolphe juge utile de se rapprocher de la France, on a même soupçonné, non sans vraisemblance, qu'à l'automne de 1275, Rodolphe, après avoir rencontré le Pape à Lausanne s'était abouché avec Philippe le Hardi en un lieu inconnu de la frontière française<sup>2</sup>. En tout cas, l'année suivante, il confie à la protection de Philippe II l'abbaye d'Orval, une au diocèse de Trèves, au des régions trop éloignées de l'Allemagne, dit-il, pour que l'abbaye puisse être efficacement défendue par l'empereur ; que quelques années plus tard, Rodolphe en fera autant pour l'église de Toul ; évidemment telle n'est point la conduite d'un souverain hostile à la France<sup>3</sup>. Il n'est pas téméraire de penser que

1. *Rymor, Fœderis*, I, n, 118. Edouard I<sup>er</sup> appelle dédaigneusement Rodolphe de Habsbourg le comte Rodolphe d'Allemagne et réserve à Alphonse le titre de roi des Romains, 5 mai 1275.

2. Heller, *op. cit.* Les itinéraires des deux souverains ne sont pas encore assez précis pour qu'il soit possible de trancher cette question ; cf. *Itinéraires de France*, I, XXI, *Itinéraires des souverains*.

3. Pour Orval, mois du 2 février 1276, de Nuremberg : *Regesta Imperii* de Böhmer, n<sup>o</sup> 432 et 435. Pour Toul, mois du 10 octobre 1281, de Haguenau : *ibidem*, n<sup>o</sup> 637.

l'influence du Pape Grégoire X avait pu contribuer à ce rapprochement.

En effet, dès le mois de septembre 1274, Grégoire avait reconnu la royauté de Rodolphe de Habsbourg. Or à cette époque, les partisans du roi de Castille étaient plus actifs que jamais dans le Nord de l'Italie : en dépit des hostilités d'Alphonse, ils étendaient les véritables frontières du pays, de Gênes à Mantoue. Beaucoup de Gibelins se livraient aux plus présomptueuses espérances croissant au fur et à mesure de leur cause, protégée maintenant par le grand écu de Castille que cédera le Dante. Le succès d'Alphonse et des Gibelins eût singulièrement compromis avec la paix de l'Europe la réalisation des rêves de croisade que le Pape ne cessait de nourrir. Grégoire X comprit qu'il fallait obtenir le désistement du roi de Castille, fût-ce au prix de sacrifices imposés à l'église d'Espagne au profit du roi. Telle est le but qu'il se proposa, pendant l'été de 1275, au cours des négociations que, pendant son séjour à Beaune, il poursuivit avec Alphonse<sup>2</sup> ; il fut assez heureux pour l'atteindre et rendre définitivement la paix à l'Empire.

En quittant Beaune, Grégoire X remonta le Rhône et s'arrêta d'abord à Valence, puis à Viviers, où il passa la dernière moitié du mois de septembre 1275 ; il y consacra plusieurs prélats et y prononça l'union des églises de Valence et de Die, mesure commandée par l'état misérable de ces églises, qui avaient ruinées leurs longues luttes avec les comtes de Valentinois<sup>3</sup>. Le 6 octobre le Pape était à

<sup>1</sup> Ficker, *Erörterungen über Reichsgeschichte des dreizehnten Jahrhunderts* dans le recueil cité plus haut. Sur l'attitude de Grégoire X, voir aussi les documents publiés par M. Kattenbrunner dans le tome I, déjà cité des *Abtheilungen aus dem Vatikanischen Archiv*. Une lettre du 14 mai 1274 (n° 48) montre que Grégoire X est alors résolu à exiger d'Alphonse qu'il se désiste de ses prétentions à l'Empire sans doute vers la même époque de nouveaux contingents espagnols sont envoyés en Lombardie pour soutenir la cause d'Alphonse et le parti gibelin, mais Grégoire X invite Charles d'Anjou et ses suzerains à ne pas s'en emouvoir. Dès ce moment la ligne de conduite du Pape est fixée : après avoir écarté Alphonse, il veut reconcilier Rodolphe de Habsbourg et Charles d'Anjou. (Cf. n° 62 et *passim*).

<sup>2</sup> Cf. là-dessus Huet, *des Hypothèses*, et Ficker, *op. cit.* La renonciation d'Alphonse paraît avoir suivi de plusieurs semaines l'entrevue de Beaune, le Pape y détermina le roi par une concession de décimes sur le clergé de ses états.

<sup>3</sup> *Histoire de France*, t. XXI, p. 703, Poullart, *Rejets Pontificaux*, n° 21078, *Gallia Christiana* t. XVI, Insens., p. 120.

Lausanne, où venait bientôt le rejoindre Rodolphe de Habsbourg, accompagné de sa femme et de ses enfants. La le roi des Romains acquitta par d'importantes concessions de la dette de gratitude qu'il avait contractée envers le Pape le jour de son élection : il promit de restituer à l'Eglise les domaines saeculaires que l'Empire avait usurpés, de prendre la croix et de se mettre à la tête d'une croisade nouvelle, enfin il y fut question de la cérémonie du couronnement impérial, à laquelle Grégoire se réserva t d'appeler le nouvel élu.

Autour du Pape et de l'empereur se rangèrent les principaux seigneurs ecclésiastiques du royaume d'Arles, parmi lesquels il faut citer les archevêques de Lyon et d'Embrun, les évêques de Genève, de Valence, de Sisteron et de Marseille<sup>1</sup>. On eût pu se croire à la plus brillante époque du règne de Barbarousse, tant les prélats avaient montré d'empressement à venir faire leur cour à l'empereur. Visiblement ils y étaient portés par le Pape, qui n'épargna rien pour affermir le jeune encore chancelant des Habsbourg : cette manifestation solennelle de l'alliance du Saint-Siège avec Rodolphe dut produire une impression profonde dans ces régions.

Au refus de terres saeculées se terminaient par de nombreuses concessions de privilèges : cette fois, elles furent très rares. L'archevêque Jacques d'Embrun était un partisan dévoué du Pape et de l'empereur : peu de temps après l'entrevue de Lausanne, Rodolphe renouvela ses privilèges et lui reconnut les qualités de chambellan de l'empereur, de prince du Saint-Empire et de conseiller du souverain<sup>2</sup>. Deux ans plus tard, Rodolphe, à l'exemple de ses prédécesseurs, prenait l'église de Vienne sous sa protection<sup>3</sup>.

Si le clergé, suivant l'exemple et les conseils du Pape, s'est rapproché de Rodolphe, il n'en est point ainsi des seigneurs laïques du royaume d'Arles : seul Humbert, seigneur de la Tour et de Coligny senéchal de ce royaume, obtient alors des lettres qui le placent sous la

1. *Regesta Imperii*, n° 107, Raynaldi, 1275, § 38. Les comtes de Montbéliard et de Farnibâ étaient aussi présents.

2. Volbennat, *Histoire de Dauphiné*, t. II, p. 12. Acte daté de Nuremberg, 31 janvier 1275; *Regesta Imperii*, n° 231. En 1275 l'archevêque d'Embrun avait été chargé de lever des décimes en Auvergne; Raynaldi, 1275, § 43.

3. *Regesta Imperii*, n° 448; cf. abbé Ulysse Chevalier, *Tableau de la diplomatie de Bourgogne de Riez*, pièces annexes, p. 87, et *Inventaire des Archives de Saint-Audré de Grenoble*, p. 11, Winkelmann, *Acta Imperii Medici*, t. II, p. 118.

sauvegarde impériale et les so lioient. Il n'avait fait que se conformer à des précédents encore récents<sup>1</sup>. D'ailleurs le dauphin Jean I<sup>er</sup> n'est qu'un enfant, soumis à la tutelle de sa mère Béatrice et du duc de Bourgogne. Charles d'Anjou n'est point encore réconcilié avec le roi des Romains, on sait que le comte Philippe de Savoie, qui du chef de sa femme la palatine Alice (veuve en premières noces de Hugues de Bourgogne) exerce en Franche-Comté l'autorité de souverain, nourrit à l'égard de Rodolphe des dispositions fort peu sympathiques<sup>2</sup>. On le voit, dans une grande partie du royaume d'Arles le nouveau roi des Romains ne rencontre qu'indifférence ou hostilité.

La préoccupation capitale qui dirige la politique de Rodolphe (comme elle avait dirigé celle de beaucoup de ses prédécesseurs) est de rendre l'Empire héréditaire dans sa famille. Pour atteindre ce but il faut au roi des Romains des alliances — parmi les moyens dont il lui est permis de se servir pour en acheter, l'un des plus simples et des moins onéreux est de faire le sacrifice, plus apparent que réel, du pouvoir qui appartenait à l'Empire sur le royaume d'Arles et de Vienne. Ce moyen se recommandait d'ailleurs par un autre motif, il répondait assez bien à certaines aspirations aisément marquées de l'époque où Rodolphe monta sur le trône. Pour beaucoup de contemporains de Rodolphe c'en était fait de l'Empire en tant que monarchie universelle et éternelle : il était définitivement tombé avec Frédéric II que l'on regardait volontiers comme un suppôt de Satan. Vivement frappés de la ruine de la maison de Souabe, excités par des prophéties qui circulaient couramment et dont Jourdan d'Osnabrück nous a conservé le texte, l'imagination populaire prévoyait des changements radicaux dans la constitution de la république chrétienne<sup>3</sup> : les uns s'attendaient à voir surgir de la maison de France un conquérant qui

1. Voyez les documents cités à la note précédente. Par le même acte Rodolphe ordonne à ses amis et à ses vassaux PHILIPPE (de Fribourg) de Helldorf, l'archevêque de Vienne et Humbert de la Tour, sénéchal du royaume d'Arles à Vienne, le 10 juin 1276. On se rappelle qu'Albert de la Tour s'était fait nommer en 1257 sénéchal du royaume d'Arles par Alphonse de Castille.

2. Il est bon de marquer qu'en 1275 Grégoire X s'efforce de rétablir la paix entre le comte de Savoie et Rodolphe de Habsbourg (*Mittheilungen*, IV, 98).

3. Voir *Die Kaiserkrone des Heiligen Römischen Reiches* de H. v. Sickingen, 1856, p. 310.

seul n'eut l'univers à ses lois, les autres comparant les progrès de la royauté française à la décadence de l'Empire, croient que l'avenir appartient aux monarchies nationales et héréditaires. Telle est l'opinion qui se manifeste dans un mémoire adressé au concile de Lyon, de 1274, par un écrivain célèbre de ce temps, Humbert de Romans<sup>1</sup>, qui, après avoir été provincial de l'ordre des dominicains, vait returé à Valence ou à Lyon. Déjà Humbert trace les grandes lignes du projet, et va bientôt s'approcher l'un des plus habiles politiques de cette époque, le Pape Nicolas III. Certainement, lors de l'avènement de ce Pape, circule un plan qui séduit plus d'un esprit et qui provoque plus d'une violation ; on tenterait dans l'Empire quatre royaumes héréditaires, Allemagne, Autriche, Lombardie, Toscane. Faut-il ajouter que ces deux derniers royaumes furent dans la pensée de Nicolas III, destinés à des membres de sa famille ? La passion du grand poète d'Orléans n'hésite pas à attribuer au Pape ce motif intéressé ; on se rappelle le passage de *l'Enfer* où il accable de la plus éloquente invective la mémoire de Nicolas III.

Un article de ce projet supposait la reconstruction du royaume d'Arles. Rodolphe le Habsbourg parut l'avoir accepté avec faveur. Il n'eut d'ailleurs qu'à remonter dans l'histoire de la maison de Souabe pour trouver des projets analogues. déjà Henri VI et Frédéric II avaient songé à constituer dans ces pays une royauté vassale de l'Empire. Comme eux, Rodolphe trouva qu'il valait mieux y établir une dynastie amie et fidèle que de les abandonner à l'anarchie ou à la conquête française. Aussi voulut-il à deux reprises disposer de la couronne d'Arles ; notre tâche est maintenant de raconter ces tentatives, demeurées toutes deux infructueuses, parce qu'elles suscitèrent l'opposition de ceux qui étaient intéressés à empêcher l'organisation d'un pouvoir fort dans le Sud-Est de la France<sup>2</sup>.

1. Nous ne le connaissons malheureusement que par un extrait imprimé dans Heynaldi, 1213, § 4. « De imperio vero consulti, ut ex vacante vicarius consisteret, vel rex Teutonie elegeretur per successionem, non per electionem imperatoris, et quid contingeret de curia et de finibus eius vel de iure regulari et canonico preteritum et communitalium eligendi permittitur. » On pourra consulter sur ce projet le mémoire de Bunsen, *die Idee des Deutschen Reiches und des ersten Habsburger*, publié à Vienne, en 1871, dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie impériale, classe de philosophie et d'histoire, tome LXXV, II, pp. 815 et ss.

2. Et le 25 septembre 1277.

3. Ces tentatives ont été étudiées en Allemagne dans le remarquable mémoire, déjà cité, de Holzer.

## B. — PLANS DE RESTAURATION DU ROYAUME

Pour comprendre l'histoire de ces tentatives, il importe tout d'abord de se rappeler un fait qui à cette époque forme le nœud de beaucoup des conflits sans cesse de la politique occidentale : c'est le différend qui persiste toujours entre la veuve de saint Louis, Marguerite de Provence, et son beau-frère Charles d'Anjou. On sait que le comté de Provence avait été, dès 1246, occupé tout entier par Charles, au nom des droits de sa femme Béatrice, qui se disait la seule héritière de Raymond-Béranger. Depuis lors la reine Marguerite, et son améc de Béatrice, n'avaient point perdu les occasions de protester contre l'injustice dont elle se prétendait victime et de réclamer sa part de l'héritage paternel. Sa sœur Eléonore, femme du roi d'Angleterre Henri III, avait allégué contre Charles d'Anjou un grief analogue et associé ses réclamations à celles de la veuve de saint Louis. Marguerite, qui possédait une réelle influence sur son fils Philippe le Hardi (au moins dans les premières années de son règne) usait de son crédit pour que le jeune roi prît en main sa cause, et Eléonore agissant de même auprès de son fils Edouard I<sup>er</sup>. Ainsi le parti des reines, puissant en Angleterre et en France, se trouvait directement opposé au parti du roi de Sicile. Or Rodolphe de Habsbourg chercha successivement l'alliance de l'un et de l'autre parti : comme une des conditions de ces alliances était le rétablissement du royaume d'Aric, il se trouve que l'histoire de ce royaume doit occuper tout à la fois du projet anglais et du projet angevin.

Le roi d'Angleterre, Edouard I<sup>er</sup>, avait, au début de son règne, témoigné à Alphonse le Castille une sympathie qui, pour n'être que platonique, n'en devait pas moins causer quelque inquiétude à Rodolphe de Habsbourg. Cependant, entre Plantagenets et Habsbourg, il n'y avait ni haines profondes, ni querelles invétérées, aussi de bonne heure les deux dynasties se rapprochèrent : ni l'un ni l'autre des deux souverains n'étaient suffisamment sûrs de

1. Voir la mention de cet hommage dans deux lettres de Marguerite à Edouard I<sup>er</sup>, publiées par M. Clément de Figeac dans le tome I des *Lettres de Reine et Roine* (Documents inédits), pp. 457 et 465.

leurs relations avec la France pour dédaigner le secours qu'ils pouvaient trouver dans une amitié mutuelle. D'ailleurs, dès 1274, la reine de saint Louis, Marguerite de Provence, qui représentait à la cour de France le parti anglais, n'avait pas hésité à s'adresser à Rodolphe pour lui demander justice contre son beau-frère, Charles d'Anjou. Il paraît, d'après la correspondance de Marguerite, que Rodolphe accueillit ses prétentions et lui accorda alors l'investiture de la Provence<sup>1</sup>; à la vérité, entre elle et le roi des Romains l'entente était facile, car ils étaient rapprochés par la crainte de leur adversaire commun, Charles d'Anjou. Cet accord entre la reine douairière de France et Rodolphe de Habsbourg, facilita une réconciliation entre l'Empire et l'Angleterre. Bientôt les deux parties voulurent affermir la paix par le mariage du jeune Hartmann de Habsbourg avec Jeanne, fille du roi d'Angleterre, on espérait alors que Hartmann pourrait être élu roi des Romains dès que son père cèderait la couronne impériale. Malheureusement l'état de l'Allemagne ne se prêtait pas à cette combinaison, mais Rodolphe n'abandonna point son projet d'alliance et poursuivit à Londres de longues négociations qui couronnèrent, avec le prévôt de Verdun, l'habile évêque de Bâle, Henri d'Inzy.

En 1278, la négociation semble être arrivée à bonne fin : le mariage est décidé, Rodolphe s'est engagé à ne rien négliger pour procurer à son fils, d'accord avec les princes allemands, le titre de roi des Romains, et, à défaut de ce titre, celui de roi d'Arles, désormais le royaume d'Arles et de Vienne sera tenu en fief de l'Empire par Hartmann et ses successeurs<sup>2</sup>. Ce plan comblait les vœux de Rodolphe, qui espérait ainsi rattacher ces contrées à sa maison; il répondait parfaitement aux désirs de Marguerite de Provence alors dévouée aux intérêts d'Edouard I<sup>er</sup>, et servait les vues des rois anglais qui cherchaient depuis longtemps à affermir leur influence dans le Sud-Est de la France<sup>3</sup>.

1 Rymer. t. i, c. p. 170. 25 avril 1274. Cf. sur les négociations relatives à ce mariage, Rymer t. i, c. pp. 61 et 62. Les négociations durèrent depuis deux ans, les pièces qui la concernent ont été imprimées dans le recueil de Rymer. Vers la même époque, le comte Philippe de Savoie pria Edouard I<sup>er</sup> de se réconcilier avec Rodolphe (1278). Rymer *ibid.*, p. 171.

2 Une pensée analogue inspirait Edouard I<sup>er</sup> en 1273 quand il entreprit de négocier le mariage de son fils aîné avec Jeanne, héritière de Navarre. Par ce mariage,



Cependant, au moment où tous les obstacles semblaient avoir disparu la célébration du mariage souffrit des retards en apparence inexplicables. Pourquoi ce recul de la politique allemande ? Il ne s'explique que par la formation d'un projet qui reposait sur une combinaison nouvelle des alliances européennes. Pour assurer le succès de ce projet, il fallait renoncer à fonder à Arles une dynastie anglo-allemande et donner au royaume une autre destination.

À l'époque qui nous occupe, le siège de saint Pierre fut occupé par d'vies Pontifes qui loin de se faire en aucune façon les hommes liges de la politique agervine, travaillaient de tous leurs efforts à secourir la nation de l'Église romaine à l'abri de toutes les entreprises d'où qu'elles pussent venir. Au nombre de ces pontifes il faut citer Grégoire X et surtout Nicolas I<sup>er</sup>. Visiblement pour atteindre le but qu'ils se proposaient, il leur fallait d'une part apaiser en Italie les luttes intestines qui se terminaient le jour par un appel à l'étranger et de l'autre arrêter l'influence croissante de Charles d'Anjou dans la péninsule, sans toutefois la remplacer par l'influence impériale tout aussi dangereuse pour la liberté italienne, en d'autres termes, réconcilier pour le présent les Guelfes et les Gibelins, les Impériaux et les Angevins; dans l'avenir, empêcher les partis de livrer l'Italie au roi de Sicile ou au roi des Romains. Il paraissait donc expédient d'établir une sorte d'équilibre entre la puissance des Angevins dans le Sud et celle des Impériaux dans le Nord, afin que l'Église, à la faveur de leur rivalité, fût assurée de cette indépendance qui est la première de ses conditions d'existence, mais il était nécessaire que cet équilibre fût établi avec assez de justesse pour que l'une des deux influences ne se trouvât pas à chaque instant sur le point de détruire l'autre, et de ruiner du même coup la liberté de l'Italie et celle du pouvoir spirituel. Pour cela, quelle forme politique donner à la péninsule ? Peut-être cette confédération d'états monarchiques ou républicains bien des fois projetée et que, trois siècles plus tard, rêvait encore d'établir un autre Pape qui lui aussi était un véritable Italien, Paul IV. Le défaut de ce plan,

le fils d'Edouard avait un jour joint le Navarre à la Champagne, à l'Angleterre et à la Gascogne. On voit qu'il eût été l'influence du roi d'Angleterre s'il avait pu placer son fils sur le trône de Navarre et son fils sur celui d'Arles : tels étaient cependant les dangers de cette politique du ralliement anglais, à côté de Marguerite de Provence. Cf. Longjumeau, *op. cit.*, p. 61.

c'est que, par la création d'états nouveaux, il se prêtait aux reprises du népotisme, sur des fondements plus ou moins certains, l'accusation, adressée en l'a vu, n'en fut pas épargnée à Nicolas III.

Le point essentiel de cette combinaison était le partage d'influence, confirmé par une alliance, qu'il fallait établir entre Rodolphe de Habsbourg et Charles d'Anjou : on voit quelle se conciliait mal avec l'imité qui semblait se former entre Rodolphe et le roi d'Angleterre : il fallait que le roi des Romains optât entre l'une ou l'autre alliance, Grégoire X avait tenté en vain de rapprocher Rodolphe de Charles d'Anjou : mais voici que dès les premiers jours de son pontificat Nicolas III reprend ce projet pour y consacrer toutes les ressources de son habileté consommée et de sa persévérante énergie. A la fin de l'année 1277, il a ouvert des négociations avec Rodolphe de Habsbourg, au printemps suivant, elles aboutissent à des actes solennels où Rodolphe renouvelle les engagements qu'il a pris envers la papauté lors de l'entrevue de Lausanne, et, un mois plus tard, abandonne toutes ses prétentions qu'il pourrait élever sur la Romagne à l'encontre des droits du Saint-Siège<sup>1</sup>. Le premier point réglé, Nicolas III se retourne vers Charles d'Anjou et porte un coup sensible à son influence dans l'Italie centrale, en l'amenant à renoncer à la charge de sénateur de Rome et au vicariat de l'Empire en Toscane, désormais les droits tels que de la couronne impériale s'y exerceraient sans l'intermédiaire de ce dangereux représentant<sup>2</sup>. Ayant écarté le péril allemand et le péril angevin, ayant confiné Charles dans les Deux-Siciles et restreint le champ où Rodolphe exercerait l'action plus ou moins efficace de l'Empire, le Pape pouvait continuer l'œuvre de réconciliation des Italiens, et, l'année suivante, envoyer à Florence son neveu le cardinal Latino pour y renouveler la paix jadis établie entre ces partis par Grégoire X<sup>3</sup>.

1. Dès la tenue du concile de Lyon Grégoire X avait voulu réconcilier les Angevins et les Habsbourg et marier une fille de Rodolphe à un prince angevin. Heller, *op. cit.*, p. 66. Voir *Justifications aux deux Papeenischen Archive*, t. I, n° 62 (Lettre de décembre 1274). Les bulles de dispense de Nicolas III du 27 janvier 1280, renouvelées le 6 juin de la même année à des projets de ce genre qui avaient été mis en avant pendant le concile de Lyon, c'est à des projets analogues qu'il répond Nicolas III. Cf. *Mittelrheinische aus dem Vatikanischen Archiv*, t. I, n° 200.

2. Raynald, 1278, § 68. Cf. *The new Codex diplomaticus*, t. I, n° 26 et 27.

3. Raynald, 1279, § 1 et 2.

4. Petroni. *Historie de Florence*, t. I, pp. 191 et ss. Cf. sur les premiers efforts du Pape pour la pacification, Raynald, 1278, § 7.

Toutefois, si habile diplomate qu'il fût, Nicolas III ne se flattait pas d'imposer à Rodolphe de Habsbourg et à Charles d'Anjou des sacrifices pécuniaires démesurés, aussi réservait-il à chacun des compensations. Rodolphe ne pouvait manquer de se féliciter du mouvement de retraite auquel avait été contraint Charles d'Anjou en Italie au moins l'Empire tenait-il d'y ressaisir ses droits sans se heurter au pouvoir de l'Angevin, de plus, nous avons tout droit de le présumer, le Pape avait fait briller aux yeux de Rodolphe cette couronne impériale qu'il n'avait pas encore reçue, et dont la possession, en lui permettant de faire élire son fils roi des Romains, le mettrait à même de rendre l'Empire cette mesure le rang au trône héréditaire dans sa famille<sup>1</sup>. Quant à Charles d'Anjou, pour le récompenser de sa soumission à l'Église, le Pape se réconciliait avec Rodolphe de Habsbourg et lui procurait, à raison même de cette paix, divers avantages d'une importance considérable.

Le premier était de lui assurer l'appui de l'Empire dans les affaires de Provence. Le lecteur se souvient peut-être que, peu d'années auparavant, le roi des Romains, alors brouillé avec Charles, avait paru, dans un acte solennel, reconnaître les droits de Marguerite de Provence. Or, ce fut précisément la querelle de Provence qui devint le point de départ d'une combinaison nouvelle imaginée par la diplomatie pontificale pour établir la paix entre Rodolphe de Habsbourg et Charles d'Anjou. Cette combinaison, exposée tout au long dans les instructions données par Nicolas III à son ambassadeur, l'évêque de Trieste (qu'il envoya en juin 1272 vers le roi des Romains<sup>2</sup>) peut être ramenée à quelques points. Rodolphe se rangera du côté de Charles d'Anjou dans la question de la succession de Provence, c'est ainsi qu'il lui confirmera la possession du comté de Provence, le libérera quitte de tous les services féodaux dus et non fournis dans le passé, et lui reconnaîtra, dans l'avenir, le droit de s'acquitter par procureur de l'hommage et des autres obligations féodales, c'était là une prérogative chère aux rois de Sicile. À Marguerite de Provence, le roi des Romains délivrera des lettres de non préjudice, satisfaction purement platonique sur la valeur de laquelle la veuve ne saurait l'ennemi devoir se faire aucune illusion, si elle veut poursuivre la

<sup>1</sup> En ce sens, Heller, *op. cit.*, pp. 72 et 82.

<sup>2</sup> Voir ces instructions dans Kopp, *op. cit.*, pp. 153-163. Paul, évêque de Trieste appartenait à la famille romaine des Comi.

reconnaissance de son droit elle sera renvoyée à plaider au pèlerinage devant l'accusé de l'Église. Cependant l'on 1), le roi Charles se rassurant réciproquement en allies, non seulement ils se mettaient du se faire la guerre, mais l'un d'eux, sauf certaines exceptions, ne pourra fournir aucun secours aux ennemis de l'autre. Enfin pour mieux affermer l'union des deux maisons Charles livra les poils de Charles d'Anjou, épousera la fille de Rodolphe, Cécile. Quant le pape se verra le soin de déterminer la dot, cette dot n'était autre chose que le comté de Sicile, qui devait être reconquis, de façon à en faire un royaume Romain, au profit du prince de Salerne, fils aîné de Charles d'Anjou et père de Charles Martel pour ces 120 000 marcs d'or le couple prit ces deux l'union était censée à exécuter soigneusement la nouvelle disposition des alliances en Europe<sup>1</sup>.

1. Sur ce projet, consulter Heller, *op. cit.*, pp. 82 et 83, et le compte-rendu de cet ouvrage par Schoffer-Boschorst, dans *Lehrer-Literatur-Zeitung* 1875, pp. 204-206.

On peut suivre les progrès de la négociation ouverte, pour réconcilier les deux rois, par le pape Nicolas III, dans le tome I des *Mittheilungen*, publié par M. Kellenbrunner. Je n'ai pu en citer quelques pièces.

22 novembre 1273 Lettre de Nicolas III à Charles d'Anjou. Kellenbrunner n° 136.

3 juin 1273 Lettre de Nicolas III à Rodolphe. Envoy de l'archevêque de Tripoli, porteur des capitula, qui résolurent le projet amendé du traité de paix, *Ibid.*, n° 162. Voir aussi tous les documents publiés par M. Kellenbrunner sous les n° 163 à 171.

23 janvier 1280 Lettre de Nicolas III à l'évêque de Tripoli lui communiquant une lettre de Rodolphe de Habsbourg et en même temps le roi de Sicile et de Sardaigne de sa mission et d'attendre l'arrivée des envoyés de Charles d'Anjou qui se rendent en Allemagne. Kellenbrunner, n° 208.

25 janvier 1280 Lettre de Nicolas III à Charles d'Anjou : des difficultés sont survenues qui arrêtent les négociations, le Pape en a confié la solution au cardinal Mathieu Orsini et à Benoît d'Anagni, ceux-ci ont préparé la rédaction de documents qui sont envoyés à Charles d'Anjou. Kellenbrunner, n° 208, cf. n° 211.

23 janvier 1280 Lettre de Nicolas III portant la dispense nécessaire pour la célébration du mariage entre Charles Martel et Clémence de Habsbourg, *Ibid.*, n° 209. D'une lettre publiée sous le n° 211 il résulte que les négociations devront être continuées avant le premier septembre et que la fiancée sera amenée jusqu'à Bologne pour le 1<sup>er</sup> octobre.

On consultera encore avec intérêt, sur cette négociation, la lettre adressée à Rodolphe de Habsbourg, le 1<sup>er</sup> février 1280, par Mathieu Orsini et Benoît d'Anagni.

Rodolphe de Habsbourg avait jadis cédé à Marguerite une lettre d'investiture pour la Provence, cela lui rendait très difficile une entente avec Charles d'Anjou. La question de Provence ne fut pas sans embarrasser beaucoup les négociateurs Rodolphe et sans doute aussi le Pape, mais bien voulu trouver un moyen terme qui contentât Marguerite et Charles d'Anjou, ils n'y réussirent pas. La question demoura ouverte et faillit bientôt occasionner une guerre dans le midi, comme on le verra.

Telles étaient les propositions de Nicolas III, après de longues négociations, le Pape réussit à les lui faire accepter dans leur ensemble, nous en avons la preuve dans une série de diplômes rendus par Rodolphe de Habsbourg et par Charles d'Anjou, du mois de mars au mois de mai 1280, pour donner la forme solennelle à leurs engagements réciproques : on y retrouve notamment le diplôme par lequel Rodolphe investit le roi de Sicile des comtes de Provence et de Forcalquier<sup>1</sup>. Dès le mois de janvier, le Pape avait accordé les dispenses nécessaires au mariage projeté entre Clémence de Habsbourg et Charles Martel<sup>2</sup>, l'année suivante, la jeune princesse fut conduite vers son fiancé<sup>3</sup>. Enfin quelques mois plus tard Rodolphe se fit couronner à l'approbation des princes de l'Empire au sujet de la reconnaissance du royaume d'Arles. Enfin, Jean de Saxe, en donnant son adhésion, faisait remarquer qu'il serait difficile de tracer les limites de ce royaume effacées depuis deux siècles. Ainsi la puissance impériale était suffisamment affaiblie dans ces régions pour que le sacrifice demandé à l'Empire fût jugé presque illusoire<sup>4</sup>.

Mais qui fut mécontent de l'issue des négociations ménagées par le Pape entre les Angevins et les Habsbourg? Ce fut Marguerite de Provence : en effet, depuis quelle avait cru se concilier défi-

ci-dessous. Sur la question de Provence, voir Kaltenbrunner, *Mittheilungen*..., t. I, n. 56, 208, 217, 218, 219 sur cette question Nicolas III négociait encore en mars 1280.

Une conclusion se dégage nettement de ces documents : Nicolas III a voulu énergiquement l'accord entre la maison de Habsbourg et celle d'Anjou : il l'a obtenu et pendant plus de deux ans et, comme on le verra, a fini par y arriver. Les diverses pièces constatant l'accord entre Rodolphe et Charles, datant de mars 1280, ont été publiées par Martin IV dans une bulle rendue à Orvieto le 6 mars 1281. *Kaltenbrunner* n. 233.

1. Voir les diplômes contenant les résultats de la négociation dans le publ. cité de M. Kaltenbrunner *Mittheilungen*..., t. I n. 233.

2. Rome, 23 janvier 1280. *Mittheilungen*, t. I, n. 209.

3. Kepp, *op. cit.*, pp. 86 et ss.

4. 15 septembre 1281 : « quod cum proxi. certa solacium cognovimus et veritas attestatur, regnum Venerabile, quod et Aragonense nomen nuncupatur, quod olim ab Imperio tenueratur et adhuc tenere debet in feudum, per rationem diuturnam, immo longissimum documentum antiquum et amplius sit distringum, in tantum quod pax regni jurium et limitum memoria vix extat, et ex hoc Romanum Imperium utilitate cubus et honore congrue defraudatur... » Texte publié par Ficker, *die Federreise des deutschen Reichsarchivs zu Pisa*, dans les *Vierteljahrsschriften* de l'Académie impériale de Vienne, classe de philosophie et d'histoire, t. XIV, pp. 170 et ss.

ultimement l'appui de Rodolphe en reconnaissant sa suzeraineté sur la Provence<sup>1</sup>. Marguerite entretenant après elle sa sœur Éléonore d'Angleterre, travaillant activement à recouvrer son héritage, c'est-à-dire cette « quatre parties » de la Provence qu'elle accusait Charles d'Anjou d'avoir enlevées au né, au de voir justice. Et c'était adressée à la fois aux rois de France et d'Angleterre, elle avait invoqué l'appui du Pape : rien n'y avait fait. Aussi, toujours trompée dans ses espérances, elle s'en prend à la mauvaise foi de son adversaire.

« Mais écrit-elle, à ces trois rois saints rois d'espérer le bénéfice et de mener nos par paroles<sup>2</sup>. » On comprend que Marguerite n'ait pas voulu que pour s'opposer à l'intervention que Rodolphe se proposait d'accorder à Charles d'Anjou, mais en vain a-t-elle provoqué à cet effet l'intervention du Pontife Romain; le Pape lui fait savoir que la situation générale de la chrétienté et le salut de la Terre-Sainte exigent la réconciliation des Habsbourg et des Angevins, et qu'elle assumerait une lourde responsabilité si elle cherchait à entraver l'œuvre de pacification pour servir un intérêt personnel<sup>3</sup>. Ainsi Marguerite de Provence ne peut ignorer qu'elle est sacrifiée. Sans doute elle compte encore sur son fils Philippe III, mais voici qu'un retour de fortune vient détruire cette espérance.

Il faut savoir qu'à cette époque Édouard I<sup>er</sup>, le plus fidèle appui de Marguerite de Provence, avait entrepris de terminer par ses bons offices la lutte ouverte depuis quelques années entre Philippe le Hardi et le roi de Castille Alphonse X; or, le prince de Salerne, fils de Charles d'Anjou, réussit à substituer sa médiation à celle du roi d'Angleterre. Ce n'est pas ici le lieu de faire l'histoire de cette révolution diplomatique, suivie par le roi de Castille et acceptée par le roi de France : elle était consommée dès l'été de 1284 et dès lors nous le

1 Champollion-Figeac *Lettres des Anjou et des Normans*, etc., t. I, p. 232, et *Journal de Boutaric*, dans la *Revue des questions historiques*, t. III, (1867), pp. 410-417.

2 Lettres du Pape à Marguerite et à Philippe le Hardi. Kopp op. cit. p. 130 et *Mittheilungen*, t. I, n° 217-219. Rodolphe, tout en accordant l'investiture de la Provence à Charles d'Anjou, avait réservé expressément à Marguerite le droit d'intenter son recours au pape devant la cour de l'empereur; la possession provisoire était maintenue à Charles d'Anjou. C'était la une concession de pure forme sur la portée de laquelle Marguerite de Provence ne se fit aucune illusion. Voir la lettre écrite par Rodolphe à la cour de Castille le 12 mai 1284, dans *Mittheilungen*, t. I, n° 223, et rapprochez la lettre de Nicolas III à Marguerite, du 7 mars 1280 (*Ibid.*, n° 217), le Pape se plaignait de n'avoir pu réconcilier la reine et Charles d'Anjou, parce que leurs envoyés n'avaient pas les pouvoirs suffisants.

crédit de Marguerite de Provence et d'Édouard I<sup>er</sup>, jusqu'à ce moment très puissant sur Philippe le Hardi, s'abaissent pour faire place au crédit des princes de la maison d'Anjou. La veuve de saint Louis ne se meprend pas sur la portée de ce déplacement d'influences : « Dieu doit, écrit-elle, que bien en vigne, de laquelle chose nous n'avons pas grant espérance » En attendant, elle ne voit d'autre conduite à tenir que de resserrer l'alliance qui l'unit à son neveu d'Angleterre, déçu et outragé comme elle par la faveur accordée à Charles d'Anjou<sup>1</sup>.

### III LES ADVERSAIRES DE LA MAISON D'ANJOU.

Bientôt le projet de reconstitution du royaume d'Arlès éclate, et Marguerite se sent profondément irritée à la pensée que les Angevins non seulement s'affirmeront dans la possession illégitime de la Provence, mais deviendront les maîtres incontestés de tout le pays qui s'étend du Rhône aux Alpes et du lac Léman à la Méditerranée. C'est alors que, loin de s'abandonner à une inaction désolée, elle se met à la tête de la résistance, sous ses efforts vont désormais à recruter des aides pour lutter contre le prince de Salerne, qu'elle veut empêcher à tout prix de ceindre la couronne de Boson.

À côté de Marguerite de Provence, au premier rang des mécontents, viennent se placer tout naturellement son oncle, le vieux comte Philippe de Savoie, et les princes de sa famille. Pour bien des raisons, les membres de la maison de Savoie ne pouvaient, sans accepter leur propre déchéance, se résigner à voir le royaume de Vienne rétabli au profit du fils de Charles d'Anjou.

Remarquez tout d'abord qu'ils s'efforcent depuis longtemps d'étendre leur influence dans la Haute-Italie. Or, de ce côté, Charles d'Anjou est un rival, et un rival dangereux. Philippe de Savoie et ses neveux n'ont pu oublier que Charles, dès les premières années de son séjour en Italie, avait solidement fondé

1. Voir, sur ces événements : C. N. Langle, *Le règne de Philippe III le Hardi*, pp. 118 et ss.

2. Champollion-Figeac, *Lettres des Rois et Reines*, t. I, p. 251.

3. Voir les allusions à cet événement dans l'admirable lettre de J. de Grailly à Édouard I<sup>er</sup> publiée par M. Langle, *op. cit.*, p. 435.

son pouvoir en Lombardie, où il s'appuyait sur les Toers, alors maîtres de Milan<sup>1</sup>, qu'il avait dans toutes ces régions prêtés aux Guelfes l'appui de son nom et de sa puissance et qu'ainsi il avait réussi à soustraire Turin et le Piémont à la domination envahissante de la maison de Savoie. Sans doute, depuis ce temps, Turin est restée aux mains d'un autre allié de Charles d'Anjou devenu plus tard son adversaire acharné je veux parler du marquis Guillaume de Montferrat, le même qui, soutenu par son beau-frère le roi Aphonse X de Castille, s'était fait, en 1274 et dans les années suivantes, le vrai représentant du parti guelfe dans l'Italie du Nord. On comprend que le marquis, en possession de Turin, ne songe pas à restituer cette ville à Thomas de Savoie, qui bientôt aura recours à une sorte de quel apens pour la lui arracher. En attendant, les princes de Savoie, expulsés du Piémont, savent très bien qu'ils ne sont pas les seuls à en convoiter la paisible possession et que les princes angevins ne guettent comme eux l'occasion de s'y établir, ce qui seule raison eût suffi à les rendre hostiles à un système politique destiné à accroître la force de Charles d'Anjou en lui donnant un allié dans la personne de Rodolphe de Habsbourg.

Au surplus, ce n'était pas seulement pour leur influence en Italie que les membres de la famille de Savoie avaient de justes raisons de s'inquiéter. Ils n'avaient jamais renoncé à la partie d'arrondissement du Viennois et du Lyonnais, leurs domaines fort irrégulièrement répartis dans les domaines des seigneurs voisins, aussi se souciaient-ils fort peu de voir un souverain, portant le nom de roi de France, intervenir dans leurs constants démêlés avec les membres de la féodalité laïque ou ecclésiastique, tels que le Dauphin, le comte de Valentinois, le baron de la Tour, les archevêques de Vienne et de Lyon<sup>2</sup>. Enfin, depuis bien des années, la maison de Savoie cartonne

1. Voyez sur toute cette phase de l'histoire de l'Italie les auteurs italiens, notamment le *Chronicon Astensis antiquum* et *chronica Astensibus edita* par Ogerium Alfertium, dans Muratori, *Scriptores*, t. XI, pp. 140 et ss., le *Memoriale de gestis principum Astensium*, de Guillaume Ventura, *ibid.*, pp. 115 et ss., le *Manipulus florens*, *ibid.*, pp. 673 et ss. Voir aussi les documents publiés par Saint-Priest, *Histoire de la conquête de Naples*, t. II, appendice, pp. 306 et ss. Cf. sur la domination angevine dans le Nord de l'Italie, Kopp, *op. cit.* t. II, 2<sup>e</sup> partie et, surtout pour la période antérieure à 1268, Sternfeld, *Karl von Anjou*, pp. 147 et ss.

2. Sur les tentatives du comte de Savoie pour étendre sa protection sur l'église de Lyon, voir BOUASSERON *De la réunion de Lyon à la France* (Lyon, 1874, in-8°), p. 43.



le rêve de franchir la barrière de montagnes qui vers le Nord la tient étroitement enserrée, pour s'étendre sur les contrées qui forment aujourd'hui la Suisse française. Rencontrant tout d'abord les principales puissances indépendantes des évêques de Sion, de Lausanne et de Genève, ils n'avaient rien négocié pour les soumettre à leur pouvoir. C'est à na. que de bonne heure ils avaient mis la main sur l'évêché de Sion dont ils se prétendaient les suzerains<sup>1</sup>; qu'en 1260, à Lausanne, Pierre de Savoie s'était fait consentir pour sa vie durant un pariage qu'il avait sans doute arraché à l'évêque Jean de Cossonay<sup>2</sup>; que, moins d'un an plus tard le même Pierre de Savoie avait ouvertement pris sous sa protection les bourgeois de Genève révoltés contre leur évêque<sup>3</sup>. D'ailleurs les princes de Savoie ne se contentent pas de supplanter autant que faire se peut les souverains ecclésiastiques des contrées environnantes. À cette époque, le comte Pierre s'efforce de gagner, en la déguisant sous forme d'alliance, la vassalité des bourgeois de Berne, en même temps qu'il occupe les points importants de la région située entre Berne et le lac Léman<sup>4</sup>. Philippe de Savoie frère et successeur du comte Pierre, continue cette politique avec d'autant plus de chances de succès que, par son mariage avec la comtesse de Bourgogne Alice il peut sans une certaine mesure se prêter au service de ses vassaux les forces de la Comté jointes à celles de la Savoie. Alors Philippe prend en fin de l'archevêché de Besançon la ville et le château de Nyon, sur le lac de Genève, Vevey, Payerne, Morat, Lausanne lui obéissent, Berne se montre docile à ses vœux, toute l'Helvétie romane le sert, le sur le point de tomber aux mains des habiles descendants des comtes de Maurienne.

1. Nous avons par un document postérieur (de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle) que l'évêque Landry vendit les *regalia* du siège de Sion au comte de Savoie, voir *Gallica Christiana*, t. XII, fascicule p. 452, et *Mémoires et documents de la Société de l'histoire de la Suisse romande*, t. XXX, n° 1041.

2. *Mémoires de la Société de l'histoire de la Suisse romande* t. VII n° 24 (10 août 1260). Wurstenberger t. IV, n° 347.

3. Sur les événements de Genève, voir les dissertations de Ed. Mallet, *De pouvoir quelle maison de Savoie a exercé dans Genève* dans les *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, tome VII (1845), pp. 178 et ss. tome VIII (1852), pp. 81 et ss.

4. Sur la politique du comte Pierre de Savoie en Berne, voir l'ouvrage de L. Wurstenberger, *Peter der Zweite, Graf von Savoyen*, consulter le tome III de cet ouvrage.

Or un grave événement politique vint traverser ses projets : ce fut l'accroissement de la puissance des comtes de Habsbourg dans les pays helvétiques. Le chef de cette famille, Rodolphe, le futur roi des Romains déjà fortement établi dans ses domaines de l'Autriche et de l'Helvétie septentrionale<sup>1</sup>, avait consolidé son pouvoir en ajoutant au territoire qui lui était soumis (et cela au grand déplaisir du comte Pierre de Savoie) les seigneuries dépendantes de la riche succession de Hainbourg. Désormais il était visible que les régions intermédiaires entre la Savoie et les pays de l'obéissance des Habsbourgs seraient l'enjeu que se disputeraient ces deux maisons indépendamment et souvent parce qu'elles se rencontreraient trop fréquemment sur un théâtre trop restreint. Bientôt le prestige de Rodolphe est relevé par son éléction à l'Empire, il apparaît à Lausanne dans tout l'éclat de sa dignité nouvelle. Evêques et barons s'y pressent autour du nouveau monarque et du pape Grégoire X qui est venu l'y reconnaître. C'est alors sans doute qu'entra les avantages qu'il obtient du Pontife Rodolphe réussit à placer un de ses conseillers intimes, le franciscain Henri d'Inny, sur le siège épiscopal de Bâle, assez richement doté de biens temporels pour que le titulaire en put être considéré comme un des seigneurs les plus puissants de ces contrées<sup>2</sup>. Deux ans plus tard Rodolphe, par suite d'un achat, ajoute à ses domaines la ville de Fribourg en Uechtland<sup>3</sup>. En multipliant les points de contact entre les deux adversaires, cette nouvelle acquisition ne fait qu'activer la lutte que Rodolphe soutient contre son rival et qui ne se terminera qu'au prix d'une guerre acharnée.

Avant les princes de Savoie sont tenus en échec par les Angevins en Italie et plus encore par les Habsbourgs en Suisse. On s'explique qu'ils soient mal disposés à accueillir favorablement le projet qui doit unir leurs rivaux dans une redoutable coalition. Au surplus, ils ne sont pas les seuls à redouter cette alliance : à côté d'eux se place

<sup>1</sup> Sur la politique de Rodolphe de Habsbourg pendant l'inter règne, voir A. H. Haller, *Habsburger Studien*, imprimées en 1886 et 1887, dans les *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung*, et réunies en un volume publié à Innsbruck, en 1887 sous ce titre : *Geschichte der Habsburger in den ersten drei Jahrhunderten*.

<sup>2</sup> Sur les débuts d'Henri d'Inny à Bâle, voir les textes réunis par Treubner, *Monumente der Geschichte des ehemaligen Bistums von Basel*, t. II, n° 203.

<sup>3</sup> 16 novembre 1277. *Württembergische, op. cit.* p. 161, note 10.

naturellement le chef d'une maison dont les destinées sont souvent liées à celles de la maison de Savoie ; je veux parler d'Oton IV, comte palatin de Bourgogne. Par ses qualités aussi bien que par ses défauts, ce prince appartenait à l'aristocratie française : « Vaillant épée, nature acérée, chasseur ardent, aimant à la folie le luxe, les tournois, les périlleuses aventures, tête faible, esprit léger, administrateur incapable », « à lui, au début de l'avenue le type de cette brillante noblesse qui se couvrit de gloire sur les champs de bataille du xiv<sup>e</sup> siècle (2) » ; non seulement, le palatin, fort peu soucieux de son suzerain Rodolphe de Habsbourg, tourne toutes ses sympathies vers la cour de France ; c'est là en effet que, dès le temps des rois Philippe le Hardi et Philippe le Bel, les arbitres du bon tan et de la mode rendent leurs arrêts, là se donnent ou se reçoivent ces séduisants anneaux en or ou homme ne saurait être considéré comme un vaillant guerrier ou un chevalier accompli. L'important est donc de plaire aux chefs de cette société choisie, c'est à-dire au roi et aux princes de sa race : c'est à quoi travaille Oton, en attendant que, par son mariage avec la comtesse Mahaud d'Artois, il puisse lui-même devenir un membre de la famille de Philippe le Hardi.

À Paris, Oton fut évidemment sollicité par les deux partis hostiles entre lesquels se partageait l'aristocratie : le parti de Marguerite de Provence et le parti Angevin. Or, en présence de l'alliance menaçante que la maison d'Anjou avait contractée avec Louis, le de Habsbourg, Oton n'hésita pas : il se rangea ouvertement à la suite de Marguerite de Provence, suivant en cela l'impulsion de ses intérêts aussi bien que ceux de ses affections. La suite de cette histoire montre par les preuves les plus certaines l'aversion qu'éprouvait le comte Oton pour Rodolphe de Habsbourg : il avait d'ailleurs de bonnes raisons pour se servir point la politique de Charles d'Anjou. En effet, depuis quinze ans les intérêts de la famille qui régnait sur le comté de Bourgogne étaient étroitement liés à ceux des princes de Savoie, adversaires naturels des Angevins : en 1207, comme on l'a déjà dit, la comtesse de Bourgogne Aude le Moine fille du comte

(1) M. Richard, *Mahaud, comtesse d'Artois et de Bourgogne* (Paris, 1867, in-8), p. 5. Voyez aussi un court portrait du comte Oton par M. Casan dans son intéressant étude intitulée *La siège et la blockade de Besançon en 1289 et en 1290* dans les *Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*, t. xix, t. V (1868) p. 331.

Textes. — Le Royaume d'Artois.

Or, un grave événement politique vint traverser ses projets : ce fut l'accroissement de la puissance des comtes de Habsbourg dans les pays helvétiques. Le chef de cette famille, Rodolphe le futur roi des Romains, déjà fortement établi dans ses domaines de l'Alsace et de l'Helvétie septentrionale<sup>1</sup>, avait consolidé son pouvoir en ajoutant au territoire qui lui était soumis (et cela au grand déplaisir du comte Pierre de Savoie) les seigneuries dépendantes de la riche succession de Kybourg. Désormais il était visible que les régions intermédiaires entre la Savoie et les pays de l'obéissance des Habsbourg seraient l'enjeu que se disputeraient ces deux maisons nécessairement ennemies parce qu'elles se rencontreraient trop fréquemment sur un théâtre trop restreint. Bientôt le prestige de Rodolphe est relevé par son élection à l'Empire; il apparaît à Lausanne dans tout l'éclat de sa dignité nouvelle : évêques et barons s'y pressent autour du nouveau monarque et de pape Grégoire X qui est venu, y rencontrer. C'est alors sans doute qu'entre les avantages qu'il obtient du Pontife, Rodolphe réussit à placer au faîte ses conseillers intimes, le franciscain Henri d'Isny sur le siège épiscopal de Bâle, assez richement doté de biens temporels pour que le titulaire en put être considéré comme un des seigneurs les plus puissants de ces contrées<sup>2</sup>. Deux ans plus tard, Rodolphe, par suite d'un achat, ajoute à ses domaines la ville de Fribourg en Uechtland<sup>3</sup>. En multipliant les points de contact entre les deux adversaires, cette nouvelle acquisition ne fait qu'aviver la lutte que Rodolphe soutient contre son rival et qui ne se terminera qu'au prix d'une guerre acharnée.

Aux princes de Savoie sont venus en échec par les Angevins en Italie et plus encore par les Habsbourg en Suisse : on s'explique qu'ils soient mal disposés à accueillir favorablement le projet qu'il leur vint de leur rival dans une redoutable coalition. Au surplus, ils sont pas les seuls à redouter cette alliance : à côté d'eux se pl

1. Sur la politique de Rodolphe de Habsbourg pendant l'interrègne bohéme, *Habsberger Studien*, imprimées en 1886 et 1887, dans les *Kiithelfer Mittheilungen für Österreich. Geschichtsforschung*, et réunies en un volume par Bruck, en 1887 sous le titre : *Geschichte der Habsburger in den ersten drei Jahrhunderten*.

2. Sur les débuts d'Henri d'Isny à Bâle, voir les textes réunis par *Monumenta de l'histoire de l'ancien évêché de Bâle*, t. II, n°

3. 16 novembre 1277. *Wurtemberg. op. cit.*, p. 11.

xiv et xv. Hœfler p. 105. En 1230,  
François fut un comte d'Alsace, nomme le  
comte de Bourgogne. (Archives de

de Roussillon, publiées par Colombi. De  
1780-1800. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1. 1.

Othon, avait épousé en secondes noces Philippe de Savoie, le même qui l'année suivante recevait l'héritage de la Savoie à la mort de son frère Pierre, récemment arrivé en sa jeunesse (au moins pour quelques années) les qualités de comte de Bourgogne et de comte de Savoie. Un tel événement n'avait pas peu contribué à rapprocher ces deux familles, les plus importantes peut-être de la région qui sépare la France de l'Allemagne; leur alliance avait encore été resserrée par le mariage de la jeune Alice, fille du premier dit d'Alice de Méran et de Thomas II de Savoie, union dont devait sortir la branche de Saïoie-Arnaud, si loignés puisant dans le Nord de l'Italie sans doute quand en 1279 la comtesse Alice vint à mourir, laissant ses domaines de Bourgogne à son fils Othon IV, une difficulté s'éleva entre le jeune Othon et son beau-père Philippe de Savoie à raison d'une somme d'argent que Philippe réclamait de son beau-fils. Marguerite de Provence choisit comme arbitre, réussit, grâce à l'intervention de sa sœur Edonore d'Angleterre, à obtenir d'Edouard I<sup>er</sup> qu'un de ses conseillers intimes, Jean de Grailly, sénéchal de Gascogne, fût chargé de faire agréer aux deux partis une transaction équitable. La mission du sénéchal fut couronnée de succès, si bien que, ce usage une fois dissipé, les bonnes relations se rétablirent bien vite entre les familles de Comté et de Savoie, dont l'alliance peut être considérée comme un des éléments importants — et trop souvent méconnus — de la politique occidentale jusqu'à la mort de Rodolphe de Habsbourg. On comprend donc sans peine qu'Othon, allié de Marguerite de Provence et de Philippe de Savoie, ait pris

† Voir les actes relatifs à cet arbitrage dans le *Cartulaire des comtes de Bourgogne*, Archives départementales du Doubs, B. 1; f. 5 et 44. Cf. deux pièces conservées au même dépôt, B. 34. Le comte Edmond de Champagne, le duc Robert de Bourgogne et Jean de Grailly garantirent cet engagement. On trouve une allusion évidente à cette affaire dans une lettre adressée de Bayonne, le 8 décembre 1280 par Jean de Grailly à son maître Edouard I<sup>er</sup>. A ce moment, Jean de Grailly a reçu d'Edouard la mission d'aller en Bourgogne pour concilier les comtes Othon et Philippe, le comte de Savoie la preuve d'un séjour d'été à Vicence le 2 janvier 1281. Cette lettre a été publiée par M. Langlois, *Le règne de Philippe le Hardi*, p. 427. Il est à remarquer qu'elle permet de rectifier une date erronée attribuée par M. Champollion-Figeac à une lettre adressée à Edouard I<sup>er</sup> par sa mère Edonore. Le veuve prie son fils de charger Jean de Grailly de concilier les deux comtes : il s'agit donc dater ce document du 26 août 1280, et non du 26 août 1282, comme l'a fait M. Champollion-Figeac. (*Lettres des rois et reines, etc.*, dans la collection des *Documents inédits de l'histoire de France* t. 1, p. 306.)

position parmi les adversaires déterminés de la restauration du royaume d'Aries au profit du prince de Salerne.

Robert, gendre de Marguerite de Provence (il avait épousé Agnès, fille de saint Louis), régnait alors sur le duché de Bourgogne, ses sympathies se portaient bien plus du côté de Marguerite et d'Edouard I<sup>er</sup> que du côté de Charles d'Anjou. Il était d'ailleurs en bons termes avec son voisin le comte Otton de Bourgogne, comme le prouve, entre autres faits, le projet de mariage formé en 1280, du consentement de Philippe le Hardi, entre Alice, fille d'Otton, et Jean, fils aîné du duc de Bourgogne<sup>1</sup>. Aussi n'éprouve-t-il aucune peine à s'associer à la politique de Marguerite de Provence, pas plus qu'elle il n'est disposé à voir d'un œil favorable, ou même indifférent, la maison d'Anjou assurer sa prépondérance dans l'Est et le Sud-Est de la France.

Pour compléter, autant qu'il est possible, cette énumération des adversaires des Angevins, il faut signaler ici les membres de la famille de Rousillon ou Viennois. L'un d'eux, Aymar, était à cette époque archevêque de Lyon, l'autre, Amédée, occupait le siège épiscopal de Valence, tous deux, disposant des ressources de leurs églises en même temps que de celles de leur parenté, constituaient dans la vallée du Rhône un pouvoir avec lequel chacun devait compter. Or, si nous connaissons mal la vie d'Aymar, au moins sommes-nous renseignés sur celle d'Amédée par un document contemporain qui permet de deviner ses tendances générales non seulement de ce prélat mais de toute sa famille<sup>2</sup>. En sa qualité d'évêque de Valence, Amédée était condamné à soutenir une lutte constante contre le comte de Valentinois; il ne paraît pas avoir manqué à cette mission. En même temps il est en très bons termes avec les princes de Savoie, si bien qu'en 1280, il se fait le serviteur des seigneurs de Thomas de Savoie contre le marquis Guillaume de Montferrat. On voit, en effet, que Guillaume, passant avec une facilité extrême d'un parti à un autre, ne songeait qu'à profiter des querelles qui ensanglantèrent le

<sup>1</sup> Plancher, *Histoire de Bourgogne*, t. II, pp. m.v et ss. Heiler, p. 103. En 1280 Robert qui se prépare de nouveau le roi de France lève de son duché, à son tour, contre Otton son lieutenant. *Cartulaire des comtes de Bourgogne. Archives du Doubs*, f. 37.

<sup>2</sup> Il s'agit de la courte notice sur Amédée de Rousillon, publiée par Colombat. *De rebus gestis episcoporum Valesiensium et benefactorum* (1668, éd. a-fol.) pp. 356 et ss.





Les III et de Philippe le Hardi, le marquis de Monferrat ne recouvra sa liberté qu'après avoir accepté un traité par lequel il restituait Turin à Thomas de Savoie. Visiblement une telle conduite atteste, de la part de l'évêque de Valence, un dévouement intéressé, mais réel à la politique de la Savoie, aussi ne faut-il pas s'étonner de le voir, ainsi que son frère, s'associer aux mesures dont le but est d'enrayer l'exécution des amoureux desseins des Angevins. Cette tâche devint plus facile à Amédée quand, suivant l'usage de la province ecclésiastique, il fut, en sa qualité d'évêque de Valence, chargé de l'administration de la métropole de Vienne pendant la vacance du siège épiscopal, alors sous l'impulsion des membres de la famille de Roussillon, les trois évêques de Lyon, de Vienne et de Valence purent s'unir pour combattre l'Angevin et soutenir, avec Marguerite de Provence, les princes de Bourgogne et de Savoie.

#### IV — LES AMIS DE LA MAISON D'ANJOU

Telle est la composition de la coalition qui obéit à la direction de Marguerite de Provence et du roi d'Angleterre; si l'on tient compte des éléments dont il est formé, on reconnaîtra que ce parti mérite bien la qualification de bourguignon. Vaincu à la cour de France par la diplomatie de Charles d'Anjou et de son fils auxquels s'était unie la reine Marie de Brabant dépossédée de son influence sur Philippe le Hardi, ce parti ne s'en trouve pas moins assez fort pour continuer, en l'accentuant, la politique des derniers temps du règne de saint Louis, favorable à l'Angleterre et à la Savoie, en même temps qu'hostile aux projets ambitieux de Charles d'Anjou. À première vue il semblerait que les Bourguignons doivent nécessairement l'emporter et que les Angevins ne soient pas en mesure de faire face à la coalition des deux Bourgognes et de la Savoie, appuyées par une foule de seigneurs de moindre importance et soutenues par les forces du roi d'Angleterre. Cependant il suffit d'examiner attentivement la position politique du royaume d'Arles à cette époque pour comprendre que les chances de succès n'étaient pas toutes du côté du parti Bourguignon.

Remarquons tout d'abord qu'il y a dans ces régions un certain

nombre de seigneurs, ecclésiastiques ou laïques, adversaires naturels de ce parti et par suite très disposés à se rallier à la cause de Charles d'Anjou. C'est l'évêque de Lausanne, ennemi du comte de Savoie qui protège les bourgeois révoltés contre lui<sup>1</sup>, c'est l'évêque de Genève et le comte de Genève, tous deux en lutte continue avec les comtes de Savoie qui depuis trente ans ne cessent de menacer leur indépendance<sup>2</sup>, c'est Béatrice, veuve du dauphin Guigues VII, brouillée avec le comte de Savoie, son parent, à cause du Faucigny, qui, apporté par elle à la famille des Dauphins, deviendra dans l'avenir, par sa situation géographique, une menace perpétuelle contre la sécurité des domaines héréditaires des comtes de Savoie. Par la force des choses, Béatrice est amenée à subir, même à des conditions onéreuses, l'alliance du comte et de l'évêque de Genève, comme le prouve le traité de Versoix conclu le 2 juin 1282<sup>3</sup>. En même temps, cédant à l'attraction qui la pousse vers les ennemis de la Savoie, elle entretient des relations d'amitié avec Rodolphe de Habsbourg par l'intermédiaire d'un chevalier des environs de Lucerne, Hartmann de Baldeck, invest. du titre de *châtelain* général de l'Empire en Bourgogne<sup>4</sup>. Hartmann se trouva fort à propos être l'hoïe de Béatrice à Bonneville quand, le 24 septembre 1282 mourut subitement le jeune dauphin Jean, dernier rejeton mâle de la seconde race du Dauphiné. C'est à lui-même, par son intermédiaire, à son maître, que Béatrice confia la protection d'un autre Jean, fils de sa fille Anne et d'Humbert, baron de la Tour-du-Pia<sup>5</sup>. Humbert lui-même, qui fut alors appelé à recueillir

1. Voir sur ces conflits des bourgeois de Lausanne avec leur évêque les documents publiés dans le tome VII des *Veillées de la Société de l'histoire de la Suisse romande*. Il y est aussi question dans le projet de traité de 1282 entre Rodolphe de Habsbourg et le comte de Savoie : Trouillet, *op. cit.*, t. II, n° 173.

2. Voir les mémoires de justice de M. Ed. Mallet.

3. Cf. Mallet, dans les *Mémoires de la Société d'histoire de Genève*, t. VII, pp. 185 et 211. On y trouvera le texte de ce traité. Voir aussi Wurstemberger, *op. cit.*, t. III, p. 408 et ss.

4. Sur ce baldeck, tels que Hartmann de Baldeck auxquels Rodolphe de Habsbourg confiait le soin des affaires de l'Empire, voir Schulte, *op. cit.*, p. 87, Redlich, *op. cit.*, p. 460, et la bibliographie indiquée par lui.

5. Valhertman, t. II, p. 24. Wurstemberger, t. IV, p. 441. Cette donation ne fut pas maintenue : vers 1284, la famille des comtes de Savoie occupée de la reconquête du Faucigny à l'occasion du Dauphin Humbert de la Tour-du-Pia, ne put pas donner à son fils d'Humbert le jeune Hugues pour héritier de la Tour-du-Pia. Cf. Valhertman, *Histoire de Dauphiné*, t. II, pp. 83 et 85. Wurstemberger t. II, pp. 415 et ss. Kopp, t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 217.

Et la succession du Dauphiné, écartée par la parenté aux comtes de Cevennes et notoirement hostile à leurs ennemis les comtes de Savoie dans les possessions desquels étaient enchevêtrés les domaines qui relevaient de la famille de la Tour, ce qui compromettait encore plus Humbert vis à vis du parti bourguignon et savoyard, c'est qu'il avait épousé pendant les années 1278 et 1279 une fille vicentine, la sœur de Romane et l'épouse de Valence Amédée de Roussillon, moine administrateur de l'église de Vicence, dont on ne peut avoir les sympathies pour la cause de Marguerite et de la Savoie<sup>1</sup>. On comprend que le favori de la Tour, adversaire de la maison de Savoie et des Roussillons, ne pouvait pas s'écarter du parti bourguignon pour rallier vers les Angevins, cette attitude s'explique surtout plus impérieusement à lui lorsqu'il acquit le riche héritage du Dauphiné. Telles étaient aussi sans doute les dispositions du comte Aymar de Valentinois, qui dut aller au parti de Charles d'Anjou parce que l'évêque de Valence, son rival, appartenait au parti bourguignon. Il ne fut donc pas difficile à Charles d'Anjou de recruter des partisans dans le royaume d'Arles; il paraît vraisemblable que le prince de Sicile s'employa à cette tâche sans qu'on puisse déterminer d'une manière précise le résultat de sa diplomatie.

En tout cas les alliés ne manquaient pas à Charles d'Anjou, aux forces de la Provence devaient se joindre celles de nombreux seigneurs ecclésiastiques et laïques établis dans la région du Rhône. Or cette puissance de Charles d'Anjou s'accroît encore des sympathies qu'il rencontre à la cour de France aussi bien qu'à la cour pontificale. Sans doute, s'il ne consultait que ses intérêts bien entendus et les traditions de sa maison, Philippe le Hardi serait l'adversaire né de tout projet de restauration du royaume d'Arles, mais il subit à tel point l'influence de Charles d'Anjou que le parti angevin a le droit de compter sur sa neutralité bienveillante<sup>2</sup>. D'autre part un pape d'origine française, Martin IV, a remplacé sur la chaire de saint Pierre l'hésitant et prudent Nicolas III, envoyé par une mort subite le

1 Giraud, *Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard de Nemans* (Nyon 1846), t. II pp. 51 et ss. On remarque dans le récit de cette lettre que daté 1278 le duc Robert de Bourgogne n'est nullement sympathique à Humbert de la Tour auquel trois ans plus tard il disputera la succession du Dauphiné.

2 Sur l'influence de Charles à la cour de Philippe le Hardi pendant la dernière partie de son règne, voir G. V. Langelier *Le règne de Philippe III le Hardi, poëme*



de Salerne intervient à Romans ou il ne craint pas de prendre sous sa protection les bourgeois en lutte avec le chapitre de Saint Bernard et Amédée de Roussillon, évêque de Valence; il va même jusqu'à confier à des juges de sa cour la solution du différend dont les péripéties ont ensanglanté cette ville; visiblement il veut exploiter à son profit les rancunes de ses vassaux contre leurs seigneurs ecclésiastiques. Le prince est tel dans le Moyen Âge : les comtes de Savoie l'employaient à Lausanne et à Genève comme les rois de France l'employaient à Lyon. Il n'en est pas moins assez piquant de constater que Charles d'Ar, au chapitre, n'est de l'Église ni à priori pour ni à posteriori plus d'égards que ses contemporains.

Cependant les ennemis de la maison d'Anjou ne demeurent pas inactifs. Dès l'été de 1280, Marguerite de Provence est bien convaincue qu'elle n'a plus rien à offrir de la cour de France, où son influence est entièrement ruinée; or, comme elle est fort éloignée de pouvoir à secourir sa part de la tutelle des parlements en Provence, elle a hésité pas à réclamer pour sa cause le secours de son nouveau roi

1 Cf. Giraud, *Essai historique sur l'abbaye de saint Bernard*, t. II, p. 86. On remarquera l'erreur dans laquelle est tombé cet historien, d'ailleurs consciencieux et soigné, pour n'avoir pas emprunté de l'histoire générale, l'histoire spéciale sur laquelle il concentre son attention. Il se méprend au point de croire que le prince qui convoca le royaume de Viennois et le duc Robert de Bourgogne (p. 71). L'historien Kopp, qui n'aurait pas dû s'y tromper, croit de son côté que le roi dont on redoute l'avènement en Bourgogne n'est autre que Rodolphe de Habsbourg (p. 21). L. II, 2<sup>e</sup> partie, p. 370, note 3. — Sur l'action du prince de Salerne à Romans, au printemps de 1282, voir l'ouvrage de Giraud, nouvelles pièces justificatives, n° 463. L'enquête faite en avril 1282, par les délégués du prince de Salerne, dont les procès-verbaux sont conservés aux Archives de la Drôme, montre que depuis plusieurs années les bourgeois de Romans s'opposaient contre le chapitre de Saint-Bernard une de ces luttes si fréquentes au Moyen Âge, complication des incidents habituels de communications, auxquels se rattachent, des mauvais traitements contre les clercs, des actes de violence et de pillage contre leurs biens, en même temps que les excommuniés s'habituent à se passer du clergé pour les mariages et les sépultures. Les bourgeois s'adressent au prince de Salerne; le chapitre lui expose ses prétentions, sans reconnaître formellement sa juridiction. Visiblement dans toute cette affaire le prince de Salerne était considéré comme favorable aux bourgeois qui combattent les cléricaux, l'évêque de Valence, Amédée de Roussillon, son parent, Aymar de Roussillon, archevêque de Lyon, et un autre parent Arnaud de Roussillon, Humbert de Villars, seigneur de la région, ayant pris parti pour les ennemis du clergé de Romans. Chacun se décide en cette affaire suivant ses intérêts particuliers et ses sympathies angevines ou bourguignonnes. M. l'abbé Jules Chevalier a l'obligeance de qui j'ai dû la communication de l'enquête citée plus haut, en a publié le texte dans le *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1<sup>re</sup> série, t. III, année 1889.

d'Angleterre, Édouard I<sup>er</sup>. Vers l'automne, les négociations qu'elle pour suit avec l'aide de sa sœur Éléonore d'Angleterre, mère du roi Édouard, aboutissent au résultat désiré : Édouard s'engage à soutenir, même par la force des armes, les revendications que sa tante, comme sa mère, élève contre Charles d'Anjou<sup>1</sup>. Ainsi les choses en sont venues à ce point que Marguerite se lie de plus en plus étroitement avec le roi d'Angleterre, au moment même où Philippe le Hardi, dont les relations avec Édouard I<sup>er</sup> sont très tendues<sup>2</sup>, a été retiré du parti anglais et bourguignon pour se mettre à la discrétion des Angevins.

L'année suivante éclate la nouvelle de l'alliance des Angevins avec les Habsbourg et de la prochaine restauration du royaume d'Arles au profit du prince de Salerne, maintenant en organisation la résistance contre le futur roi d'Arles, Marguerite ne soutient plus seulement sa querelle personnelle contre Charles d'Anjou : voici qu'elle se fait le champion de l'indépendance des seigneurs de l'Est et du Sud-Est en même temps qu'elle prend audacieusement la défense de la politique républicaine des Capétiens, son fier par Philippe le Hardi, à ses sympathies angevines. On a vu plus haut combien étaient nombreux les adversaires des Angevins et des Habsbourg : les plus importants d'entre eux se réunissent, à l'automne de 1251, à une assemblée convoquée à Mâcon par Marguerite de Provence<sup>3</sup>. L'évêque prend la présidence, aidée des conseils de Jean de Graisy, sénéchal de Gascogne, homme « d'une bravoure et d'une prudence consommées<sup>4</sup> », que lui avait envoyé son neveu Édouard III et qui était très apprécié auprès d'elle : on voyait à ses côtés l'archevêque de Lyon, Aymar de Roussillon, le comte Philippe de Savoie et son neveu Thomas III, puis le duc

1. Lettre de Marguerite à Édouard I<sup>er</sup>, datée août 1250. Champollion-Figeac, *Lettres des Rois et Reines...*, t. I, p. 253. Lettre d'Édouard I<sup>er</sup> d'Angleterre à son fils Édouard, 1<sup>er</sup> août 1250, ibid., p. 261. Lettre d'Édouard I<sup>er</sup> à Marguerite de Provence, 1<sup>er</sup> août 1250, ibid., t. I, n<sup>o</sup> part. p. 164.

2. La situation est alors assez perdue pour qu'Édouard I<sup>er</sup> avertisse à la reine de France, Marie de Brabant, afin de lui exprimer le désir de maintenir avec elle ses relations personnelles. *ibid.*, t. I, p. 261. Lettre de Philippe le Hardi à Marguerite de Provence, 1<sup>er</sup> août 1250, ibid., t. I, p. 261.

3. Voir sur cette assemblée la lettre de Marguerite à Édouard du 30 octobre 1251. Champollion-Figeac, t. I, p. 261.

4. Boutaric, *Marguerite de Provence*, dans la *Revue des questions historiques*, t. LII (année 1867), p. 415. Voir sur le voyage de Jean de Graisy, la lettre de Marguerite à Édouard I<sup>er</sup> dans Champollion-Figeac, t. I, p. 261.

Robert de Bourgogne et le comte palatin Otton IV. D'autres seigneurs s'étaient joints à ces chefs du parti bourguignon. C'étaient d'abord le comte Edmond de Champagne, frère du roi d'Angleterre Édouard I<sup>er</sup> et neveu de Marguerite, « Anglais à peine francisé par son union récente avec la reine douairière de Navarre<sup>1</sup> » ; le comte Pierre d'Alençon, fils de saint Louis, dont plusieurs lettres aues ont les relations intimes avec Édouard I<sup>er</sup> ; l'évêque de Langres Guy de Genève, prélat qui passait pour « inféodé » aux princes anglais, et partant au parti Bourguignon, et qui en tous cas avait été chargé de missions de confiance par Philippe « Hardi au temps » où ce prince subissait l'influence de sa mère et d'Édouard I<sup>er</sup>, enfin, Philippe de Pagny (qui portait toujours le titre de comte de Vienne, quoique ce comté eût été depuis longtemps engagé à l'archevêque de cette ville), et son oncle, Henri de Pagny, l'un et l'autre issus d'une maison qui devait se distinguer par sa fidélité à la cause des comtes palatins de Bourgogne. Tous annoncent l'intention d'aider Marguerite à poursuivre ses réclamations et à empêcher « que le prince de Salerne ne pût venir au royaume d'Arles et de Vienne que il portance vers le roi d'Allemagne » : tous se donnent rendez-vous à Lyon, au mois de mai 1282, « pour aller avant en nostre besoigne » et s'opposer par force aux projets de la maison d'Anjou. Quelques mois plus tard, en février 1292, le chapitre de Vienne, sans doute injustifié par les démarches du prince de Salerne à Rome, s'unit à l'archevêque de Lyon, Aymar de Roussillon, pour la défense des droits des églises contre les agressions du futur roi de Vienne. Alors, les confédérés craignent « que l'arrivée du Roi ennocé se cause un grave préjudice aux droits, juridictions et possessions de l'Eglise » Aussi se proposent-ils de résister à quiconque « sous le prétexte du royaume de Vienne, au nom ou pour le compte du roi de Vienne, saisirait ou tenterait de saisir, dévrait ou tenterait de révoquer les droits et juridictions de leurs églises ou de l'une d'elles » Par mesure de précaution, l'archevêque de Lyon reçut à ce moment l'au-

<sup>1</sup> Langlois, *op. cit.* p. 17.

<sup>2</sup> C'est ainsi que l'évêque de Valence fut chargé, en collaboration avec le ministre de France, Humbert le Breuge, de mener à bon port la mission que le roi avait confiée au Philippe le Hardi, du rétablir la paix entre l'évêque de Valence et le comte de Valentinois. Voir Colombi, *De refectis de la episcopatus Valentiniensis et de la ville*.





compte en il son état important à Marguerite de occuper les Habsbourg de leur liaison avec les Guelfes et les Angevins. Peut-être même (au moins il n'est pas le premier de le présumer), la défection de Rodolphe contribuera à refroidir les bonnes dispositions de Philippe le Hardi pour Charles d'Anjou. En effet, le roi de France entretient de bonnes relations avec le roi des Romains. La preuve en est dans un acte du 16 octobre 1261 par lequel Rodolphe a cédé à la protection de Philippe la ville et l'église de Toul, trop éloignées du centre de l'Empire pour que lui-même les puisse défendre<sup>1</sup>. Que Rodolphe soit maintenant rattaché au parti angevin et bourguignon, il sera bien difficile à Philippe le Hardi de continuer ses dans le camp angevin et d'adopter une politique entièrement favorable aux Guelfes, entièrement hostile à l'empereur, et à quel empereur? à un souverain choisi parmi les dynasties du sud de l'Allemagne, auxquelles la France est liée par ses intérêts aussi bien que par des traditions des régnés de Philippe Auguste et de saint Louis. Donc le but de l'action diplomatique qui s'impose à la veuve de saint Louis peut se résumer ainsi : ramener Rodolphe à la coalition du roi d'Angleterre et des Bourguignons et donner ainsi un aversissement grave à la politique par trop angevine où se laisse entraîner Philippe le Hardi.

C'est pourquoi dès le commencement de 1262, Marguerite s'emploie à rapprocher Rodolphe du comte Philippe de Savoie. Tous deux semblent d'abord se prêter à ces négociations. L'évêque de Bâle pour Rodolphe, l'évêque de Beaugy pour l'archevêque de Savoie travaillent, de concert avec Marguerite, à préparer un traité de paix et d'amitié<sup>2</sup>, il n'est pas chimérique d'espérer que leurs efforts seront couronnés de succès. En tout cas, la reine met toute son activité à poursuivre ce double objet : abaisser la puissance de Charles d'Anjou et détacher

Mence de l'Angleterre avec les Habsbourg qu'à la condition que le roi des Romains se sera d'abord déclaré à leur faveur et le parti bourguignon. Ce à quoi elle veut dire, c'est à gagner l'indigène à l'alliance anglo-bourguignonne, ce qu'elle veut dire, c'est que Rodolphe sans avoir fait la paix avec le Savoie, ne réussira à contenter l'indigène — dans son alliance et à le rapprocher des Angevins.

1. *Angela imperio* 1260-1262, n° 637. Weichmann, *Acta imperii medii*, t. II, n° 131 (Trésor des Chartes, t. 1 n° 34).

2. Voir les documents publiés par Trouillet, t. II, n° 103, 100, 175. Les négociations sont suivies dès le commencement de 1262, puisque le 21 mars, Rodolphe de Habsbourg charge l'évêque de Bâle, Henri d'Isny de trahir en son nom avec Philippe de Savoie.

Rodolphe de son alliance. Cependant diverses circonstances se produisent qui sont de nature à lui faire appréhender un échec. Ainsi Edouard I<sup>er</sup>, qui lui avait promis un contingent de soldats, ne se presse guère de tenir ses engagements, il est probablement déconcerté par l'action à un jeu de Marguerite de Provence et ses seigneurs qui à Milon se sont prononcés ouvertement contre les projets de la maison d'Anjou unie aux Habsbourg. Outre qu'il est menacé dans son royaume par la rébellion des Gallois, il éprouve même doute une certaine répugnance à se brouiller définitivement avec son oncle Charles d'Anjou, alors l'un de Roaldus de Namur et de Philippe le Hardi. Il aimerait bien mieux, ses lettres l'attestent<sup>1</sup>, temporiser et négocier; s'il n'ose se dégager des promesses qu'il a faites à Marguerite de Provence il écrit au prince de Salerne qu'une telle conduite est bien « contre son gré et contre son cœur ». Aussi prie-t-il le prince de l'aider à trouver une solution amiable, en même temps qu'il s'adresse au Pape pour l'inviter à secondar ses efforts, évidemment Edouard I<sup>er</sup> ne soutiendra que faiblement l'action militaire que prépare et qu'organise Marguerite de Provence<sup>2</sup>.

L'action diplomatique ne va guère mieux. En effet, si désireux que puisse être Rodolphe de conclure la paix avec la Savoie, il lui est impossible d'assister, sans en prendre ombrage, à un accroissement de puissance de la famille comtale de Bourgogne, alliée du comte de Savoie. Or, précisément vers cette époque, Renaud, frère du palatin de Bourgogne Blon V, acquiesce par success on le comté de Montbéliard<sup>3</sup>. Il est des lors facile de prévoir les difficultés nombreuses qui

1. Voir notamment sa lettre au prince de Salerne, écrite après la capture de Milon sans doute dans les derniers mois de 1281 et la lettre adressée par Martin IV à Edouard I<sup>er</sup> le 28 janvier 1282, en réponse à une lettre écrite par le roi d'Angleterre. Rymer, *Fœdera*, t. I, 1<sup>re</sup> partie, pp. 100-91-92.

2. Le 26 novembre 1281 Edouard I<sup>er</sup> déclare qu'il enverra son contingent pour la première quinzaine de ce mois (Rymer, t. I, 1<sup>re</sup> part., p. 50.) En février 1282 il écrit à Marguerite pour lui demander si le terme assigné en mai a été prorogé (Champeillon-Pigesc, *lettres des rois et reines*, t. I, p. 207). Le 19 mai 1282, une lettre de Marguerite à son père qu'Edouard s'est excusé de ne point envoyer la mesme promise : « une lettre qu'il lui est arrivée en Gales » *Ibid.* t. I, p. 205.

3. Sur cette translation du comté de Montbéliard à la maison comtale de Bourgogne, voyez Tuetford, *Renaud de Bourgogne et les franchises de Montbéliard*, dans les *Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*, 2<sup>e</sup> série, t. V, pp. 211 et ss. Cf. Castan, *Le comte et le duc de Bourgogne en 1282 et 1290*, dans la même collection, 4<sup>e</sup> série, t. IV, p. 338. Voir aussi le document cité par Troubat, *Mouvement de l'histoire de l'ancien duché de Bourgogne*, t. II, n<sup>o</sup> 309.

ne manqueront pas de surgir, ne fut-ce qu'à cause de la possession disputée de Porrentruy, entre le nouveau comte de Montbéliard et son voisin l'évêque de Bâle, Henri d'Isny, le représentant de la politique des Habsbourg dans ces contrées. Ainsi l'entreprise diplomatique de Marguerite de Provence, aussi bien que son entreprise militaire, en vient à subir un temps d'arrêt.

Les obstacles auxquels se heurtait le parti bourguignon étaient bien faits pour donner confiance au parti Angevin. Tandis qu'Edouard I<sup>er</sup> soutient mollement la guerre de Provence, Rodolphe de Habsbourg ne se détache pas de l'alliance de Charles d'Anjou : il semble donc que le prince de Suabie n'ait plus qu'à se hâter de prendre l'offensive pour avoir le royaume qui lui est destiné. Contre toute prévision, ce dessein ne put se réaliser : l'attention des Angevins fut détournée par la retentissante catastrophe des Vêpres Siciliennes, survenue le 30 mars 1282 et connue en France au mois de mai suivant. Désormais il ne s'agit plus pour Charles d'Anjou d'étendre la domination de sa maison sur la Bourgogne : c'est en Sicile qu'il doit défendre son pouvoir menacé par les Gibelins et la maison d'Aragon. Il lui faut donc abandonner le royaume d'Arles et de Vienne, dont la restauration demeure, une fois encore, dans le pays des ch. nères.

#### VI. — VICTOIRE DE RODOLPHE SUR LA BOURGOGNE ET LA SAVOIE,

Pour longtemps les Angevins, absorbés par les affaires de Sicile, ne menaceront plus l'indépendance des seigneurs ecclésiastiques ou laïques, du royaume d'Arles. Aussi les liens qui unissent les membres de la coalition Bourguignonne ne tardent pas à se relâcher : on voit alors le comte Otton de Bourgogne et le comte d'Alençon oublier leur ressentiment contre Charles d'Anjou et s'en aller en Italie où ils combattront pour sa cause. Marguerite de Provence, qui n'a reçu aucune satisfaction, en est réduite à poursuivre seule sa campagne diplomatique à défaut de la campagne militaire que la défection de ses alliés ne lui permet plus d'entreprendre. Cependant elle ne cesse de réclamer son héritage de Provence : au commencement de 1284, elle et son rival finissent par soumettre leur querelle

à l'arbitrage de Philippe le Hardi<sup>1</sup>. Marguerite n'y résigne, vraisemblablement avec quelque regret, ce qui ne la détourne pas sans doute de prêter l'oreille aux paroles de l'ambassadeur que l'on envoie l'été suivant, le roi Pierre d'Aragon, l'adversaire acharné de Charles d'Anjou et des Guelfes, celui-là même contre qui, dans quelques mois, Philippe le Hardi entreprendra sa dernière et fatale expédition<sup>2</sup>. Rien n'empêchera Marguerite de protester et de négocier jusqu'à ce qu'enfin, bien plus tard, sous le règne de Philippe le Bel, elle se décide à renoncer à sa part du comté de Provence<sup>3</sup> moyennant une large indemnité.

Après comme avant les Vêpres Siciliennes, Marguerite n'a pas cessé de travailler à réconcilier Rodolphe de Habsbourg et le comte de Savoie. Malheureusement, les négociations qui se poursuivirent pendant l'année 1282 n'aboutirent qu'à un échec complet. Les progrès du comte Philippe de Savoie en Suisse menaçaient directement, on l'a vu, les domaines patrimoniaux des Habsbourg, les progrès du comte de Bourgogne, attestés récemment par l'attribution du comté de Montbéliard au comte Renaud<sup>4</sup> menaçaient l'évêque de Bâle, l'intime conseiller de Rodolphe et son allié fidèle dans les régions de la Suisse et de l'Alsace. Plus encore dans l'intérêt des Habsbourg que dans l'intérêt de l'Empire, il était nécessaire à Rodolphe de demeurer fidèle à l'alliance Angevine et de frapper un coup qui arrêterait pour quelque temps la marche en avant des deux maisons alliées de Bourgogne et de Savoie. Rodolphe qui se souciait assez peu de faire reconnaître la suzeraineté idéale de l'Empire, se montrait beaucoup plus empreint quand il s'agissait des intérêts directs et immédiats de sa famille. Aussi, quand il eut terminé les affaires de Bohême et établi ses fils Albert et Rodolphe en qualité de ducs d'Autriche, il jugea le moment venu de faire éprouver son pouvoir à ses ennemis de Bourgogne et de Savoie.

Ce fut par la Bourgogne qu'il commença. Le nouveau comte de Montbéliard Renaud, frère du pauvre Otton, avait occupé Porrentruy

1. Arch. Nat., J., 121, n° 2 et T. Marguerite donne ses pouvoirs en novembre 1282, Charles d'Anjou en mars 1284.

2. Voir Saint-Priest, *Histoire de la Conquête de Naples par Charles d'Anjou, frère de saint Louis*, t. IV, p. 239, Carlini, *gli Archivi e la biblioteca di Spagna*, p. 58. — Cf. Langlois, *op. cit.*, p. 134.

3. Langlois, *op. cit.*, p. 138.

en dépit des protestations de l'évêque de Bâle : au printemps de l'année 1283, Rodolphe, à la tête de son armée vint mettre le siège devant cette ville dont il s'empara le 16 avril<sup>1</sup>. Porrentruy fut restitué à l'évêque de Bâle, avec lequel Renaud, réduit à l'obéissance, dut, au moins en apparence, se réconcilier. Les documents officiels prouvent que cette réconciliation ne fut d'ailleurs confirmée qu'en avril 1284 : deux mois plus tard, le comte de Montbéliard rendant à Rodolphe l'hommage qu'il lui devait<sup>2</sup>. De ce côté le roi des Romains avait atteint la fin qu'il se proposait, sans que le palatin Otton, occupé en 1283 de son expédition en Italie, eût pu prendre part à la lutte qui se termina par la défaite de son frère<sup>3</sup>.

Vainqueur à Porrentruy, Rodolphe se prépara aussitôt à entreprendre une campagne décisive contre le vieux comte Philippe de Savoie qui, par son mariage avec l'héritière de la Comté, était le beau-père de Renaud de Montbéliard. Ce n'est pas ici qu'il convient de faire par le menu le récit de cette campagne<sup>4</sup> : il suffira de dire qu'après un premier traité de paix, qui en réalité ne fut qu'une trêve, les hostilités reprirent jusqu'à la conclusion d'un traité définitif qui porte la date du 27 décembre 1283. Marguerite de Provence avait employé son influence au succès des négociations<sup>5</sup>, mais elle ne put

1. Sur cette expédition, voir *Leinhardi Annalen*, dans les *Monumenta Germaniae Scriptores*, t. XVII, p. 128. — *Annales Comites burgones*, éd. de p. 210. — État devant Porrentruy le 16 mars. Rodolphe de Habsbourg promet par un diplôme pué au même et ses fidèles protègent, et Bourgogne les marchands. — *Annales Comites burgones*, éd. de p. 210. — Quelques jours plus tard il confirme les privilèges de l'église de Besançon. — *Ibid.*, n° 740. Il affirme donc son autorité sur la Bourgogne, et tente de profiter des circonstances pour y rétablir le prestige de l'Empire.

2. Voir sur la soumission de Renaud les documents publiés par Trouillet, t. II, n° 184 et ss. L'alliance de Renaud avec l'évêque de Bâle fut conclue le 3 avril 1283 (Trouillet, n° 304). Le 6 juin 1284, Renaud fit hommage au roi des Romains pour le comté de Montbéliard. — *Ibid.*, n° 741.

3. C'est vers cette époque que M. Schoffer-Pouchon suppose qu'une entrevue dut avoir lieu entre Charles d'Anjou se rendant à Paris par la Bourgogne, et Rodolphe de Habsbourg, résidant alors en Comté. Voir ses arguments qui sont hypothétiques dans son *Leinhardi Annalen*, t. I, p. 147. — *Annales Comites burgones*, éd. de p. 210. — *Ibid.*, n° 741, pp. 151 et ss. — Voir le texte de Willibrodus qui relate cette entrevue dans *Monumenta Germaniae Scriptores*, Paris, t. II, p. 256.

4. Kopp, t. II, 2<sup>e</sup> partie, pp. 263 et ss. En juin 1283, Rodolphe avait appelé à son secours le comte de Gênes, mais en guerre avec le comte de Savoie. — *Annales Comites burgones*, éd. de p. 210, pp. 260 et ss. ; *Annales*, n° 737.

5. Un des clercs de la reine Marguerite, Guillaume de Rembert, prend une part importante à la négociation. — *Ibid.*, n° 741.

faire que le traité ne fût fort désavantageux à Philippe de Savoie, isolé par la politique de son adversaire et arbi par le sort des armes, Philippe dut abandonner à Rodolphe Morat, Grenchen et l'avouerie de Payerne, en même temps qu'il se résignait à lui payer une forte indemnité. Pour compléter son œuvre, Rodolphe rétablit à Lausanne la puissance de l'évêque, ébranlée par la révolte des bourgeois que soutenait le comte de Savoie et déclara que l'avouerie de cet évêché appartenait directement et immédiatement à l'empereur : c'était du même coup ruiner les prétentions du comte de Savoie du côté de Lausanne.

#### VII. — RODOLPHE SE RAPPROCHE DU PARTI BOURGIGNON.

Ainsi Rodolphe triomphait en Bourgogne et défaisait l'œuvre des comtes de Savoie dans l'Helvétie occidentale. A ce moment, il estima utile de se rapprocher de l'un des membres les plus importants du parti bourguignon : en février 1284, âgé de soixante-six ans, il épousa en secondes noces Elisabeth, la jeune sœur du duc Robert de Bourgogne. Mais si ce mariage produisit une modification dans la situation politique, cette modification fut éphémère : Rodolphe ne se reconcilia ni avec le comte de Bourgogne ni avec le comte de Savoie, contre lesquels il lui fallait encore, quelques années plus tard, rechercher l'appui de la maison d'Anjou. Il ne trouva même point dans son alliance avec le duc de Bourgogne la force nécessaire pour exercer une influence décisive sur la solution de deux questions qui se posèrent alors dans le royaume d'Arles : celle de la succession du Dauphiné et celle de la succession de la Savoie.

Le dauphin Jean I<sup>er</sup>, dernier représentant mâle de la ligne directe du Dauphiné et issu de la maison de Bourgogne, était mort en 1282, ne laissant qu'une fille, Anne, mariée à Humbert, baron de la Tour Humbert, du chef de sa femme, s'étant, dès la fin de 1282, mis en possession des domaines dauphinaux, mais ce n'avait pas été sans

active aux négociations; il est ensuite désigné comme arbitre pour le cas où des litiges surviendraient entre les parties. Kopp, *loc. cit.*, p. 366. Voir le traité du 27 décembre 1283. Guichenon, t. IV, p. 87, cf. *Regesta*, n° 769, et *Additiones*, p. 316.

entier les protestations du duc Robert de Bourgogne, représentant de la famille à laquelle appartenait le Dauphin. De là était née une querelle très vive entre Humbert, qui invoquait le droit de succession des filles, et Robert, qui se combattait à son profit.

Au début de cette querelle, les sympathies du roi des Romains étaient naturellement refusées au duc de Bourgogne, l'allié des princes de Savoie, et non moins naturellement acquises à leur rival Humbert, le vassal et le partisan du roi de Sicile<sup>1</sup>. Mais Humbert dut concevoir quelque inquiétude sur la durée de ses bonnes relations avec Rodolphe quand il apprit, vers les derniers jours de l'année 1283, que le comte de Savoie voulait conclure avec le roi des Romains un traité, sans doute très onéreux, mais enfin un traité de paix. Plus désagréable encore lui fut la nouvelle, fort imprévue d'ailleurs, du mariage de Rodolphe avec la sœur du duc de Bourgogne<sup>2</sup>, cette union semblant faite pour manifester la réconciliation de Rodolphe avec le parti bourguignon et savoyard, dont Humbert de la Tour était depuis longtemps l'ennemi. Bientôt les prévisions de Humbert parurent se réaliser. Le roi des Romains, sans doute en gage de l'amitié qu'il voulait à la famille de sa femme, accorda au duc Robert l'investiture du Dauphiné<sup>3</sup>. On put croire, pendant quelque temps, que les lignes générales de la politique occidentale étaient complètement brisées, et que Rodolphe de Habsbourg s'appuyerait désormais sur les princes de Bourgogne et de Savoie.

Cependant, comme le montrera la suite de cette histoire, la réconciliation de Rodolphe avec la Savoie, et par suite avec la Bourgogne, n'était rien moins que solide. Avant le roi des Romains ne sembla-t-il pas avoir persisté avec fermeté dans sa nouvelle ligne de conduite. Moins de deux mois après qu'il avait accordé l'investiture à Robert, le 17 mars 1284, il adresse à Humbert de la Tour, auquel il donne le

1. Les bonnes dispositions de Rodolphe pour Humbert semblaient tellement accrues que Béatrice de Faucigny n'avait pas hésité à confier à la protection du roi des Romains l'un des enfants de Humbert, ce Jean qu'elle avait solennellement investi de tous ses biens. Ce fait est du 24 septembre 1283.

2. Le mariage fut célébré dans les premiers jours de février 1284. Le 5 février, le jeune princeps fut amené à Rodolphe qui se trouvait à Remiremont; cf. *hopy. op. cit.*, p. 372.

3. Cf. *Recherches*, t. IV, Gérard, *Préface chrétienne adressée à l'archevêque de Bourgogne*, p. 267, Guidicini, t. IV, p. 80. *Idem*, p. 177.

cité comte de Dauphin<sup>1</sup>, une invitation à se rendre à sa cour, pour y chercher les bases d'une réconciliation entre lui et le duc de Bourgogne<sup>2</sup>. Malheureusement Rodolphe avait successivement favorisé l'une et l'autre parties; aussi, s'étant attiré les méfiances de l'une et de l'autre, il ne se trouvait plus en mesure de proposer une solution amiable qu'il eût d'ailleurs été impuissant à imposer aux deux adversaires. Son intervention s'aboya à aucun résultat, la guerre continua entre le duc de Bourgogne allié du comte de Savoie, et le Dauphin, appuyé par son auxiliaire, Aymar de Valençayons. Ce n'était pas à Rodolphe, mais au roi de France, qu'il était réservé d'y mettre un terme. Philippe le Hardi était mort le 5 octobre 1285, au retour de l'expédition d'Arignon. Le même jour de cette année de pacification revint à son successeur Philippe le Bel. Humbert garda le Dauphiné à la condition d'abandonner au duc de Bourgogne diverses possessions dont les plus importantes étaient les seigneuries de sa famille au delà de l'Alpi. Il s'obligea en outre à payer au duc de Bourgogne une somme de vingt mille livres de barons<sup>3</sup>. Le roi de France avait donc réussi à mener à bonne fin l'œuvre que le roi des Romains n'avait pu accomplir.

Vers le même temps, Rodolphe, dont l'influence était devenue trop faible pour résoudre la question du Dauphiné, paraît avoir été tenu à l'écart du règlement d'une affaire analogue à laquelle donna lieu l'ouverture de la succession du comte Philippe de Savoie.

Le prince avait succédé le 17 août 1285 après un règne de dix sept ans, qui, bien différent de celui de son prédécesseur le comte Pierre, n'avait été heureux ni pour lui ni pour ses sujets. Battu par Rodolphe de Habsbourg, il avait encore dû souffrir l'agrandissement de son voisin Humbert de la Tour, au Nord comme au Midi, son prestige

1. Rodolphe désigne ainsi Humbert : *nobilem virum Humbertum Dalphinum, Albonis et Viennæ, comitem, dominum de Turris, fidelium nostrorum ducem*. Valbonnois, t. II, p. 22. — Capétilant, le 9 juin 1281, Rodolphe, adressant une lettre à Humbert à propos des affaires de l'ancigny, ne l'appelle pas Dauphin. Cf. Kopp-Bisson, t. II, 2<sup>e</sup> partie, p. 317.

2. Valbonnois, t. II, p. 22. abbé Ulysse Chevalier, *Inventaire des Archives des Dauphins de Viennois à Saint-André de Grenoble en 1216*, n° 19.

3. Les documents concernant l'affaire de la succession du Dauphiné (1285-1292) sont conservés au Trésor des Chartes, J. 277, 278 et 279, la décision qui la termina est du 6 de Paris, 25 janvier 1286. Cf. Valbonnois, t. II, pp. 30 et s., dom Plancher, *Histoire de Bourgogne*, t. II, p. LX. La lutte du Dauphin contre le comte de Savoie allié du duc de Bourgogne, ne prit fin qu'en 1287.



était atteint autant que sa puissance. En ligne directe, le représentant de la maison de Savoie était Philippe, petit fils de Thomas II, comte de Flandre<sup>1</sup> mais il rencontrait des rivaux redoutables dans la personne de ses oncles Amédée et Louis. Trop faible pour décider de ces prétentions contradictoires, le vieux comte Philippe avait pris le parti, qui plait toujours aux caractères hésitants, de se en rapporter au jugement de tiers : par son testament il remit le soin de trancher ce problème à la décision d'Edouard I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre et de sa mère Éléonore, tous deux proches parents et amis éprouvés de la maison de Savoie<sup>2</sup>.

Sans trop s'inquiéter de cet arbitrage, Amédée se mit en possession de tout l'héritage. Il triompha sans peine des prétentions du jeune Philippe, mais il eut immédiatement à compter avec son frère Louis. Ce prince avait depuis quelque temps recherché et obtenu les bonnes grâces du roi des Romains, un diplôme du 11 février 1284, qui lui reconnaissait le droit de battre monnaie, avait montré à tous en quelle estime le tenait Rodolphe de Habsbourg<sup>3</sup>. Spoilé par son frère, il prit les armes, et, par son action vigoureuse, força Amédée à composer avec lui. Peut-être par l'intervention du roi d'Angleterre et de la reine Éléonore, des arbitres furent nommés pour décider entre les prétentions d'Amédée et de Louis. Il ne semble pas que Rodolphe de Habsbourg ait été consulté. Amédée fut désigné pour succéder au comte de Savoie, tandis que Louis dut se contenter de possessions importantes, situées dans le pays de Vaul, il n'en fut investi qu'à charge d'en rendre hommage à son frère aîné<sup>4</sup>. Un avenir prochain devait démontrer que la Savoie avait retrouvé un souverain peu sympathique à la maison de Habsbourg.

1. Voir le testament de Philippe de Savoie, date du 23 octobre 1276. Rymer, t. I, 1<sup>re</sup> part., p. 237. Wurstemberger, t. IV, n° 840.

2. *Appendix*, n° 761. — En 1286, Rodolphe attes à encore la faveur qu'il porte à Louis de Savoie par de nouvelles lettres du 21 juillet 1286, au sujet des fiefs qu'il lui avait à Mondon, Yverdon et Rommoy. *Appendix*, n° 1118 et 1201.

3. Lyon, 14 janvier 1286. L'exécution de la sentence arbitrale fut dévolue aux rois de France et d'Angleterre et aux deux reines-mères, Marguerite et Éléonore de Provence. *Monumenta Historiae Patriae, Chartae*, t. I, p. 80, cf. Wurstemberger, t. IV, n° 867. — Sur les bonnes relations du comte Amédée avec le roi d'Angleterre voir ses actes publiés dans Rymer, t. I, 1<sup>re</sup> part., p. 30, et actes inédits, p. 27. Wurstemberger, n° 868 et 869. Dans ces actes l'arbitrage confié au roi d'Angleterre est mentionné à la page 10 et 11 du même ouvrage.

## VIII. — PROGRÈS DE L'INFLUENCE FRANÇAISE

Aux questions politiques qui agitaient le royaume d'Arles se résolvaient en dehors de l'autorité impériale; soit elles se décidaient sous l'influence du roi de France, la sous celle du roi d'Angleterre. En tout, ce toutes les coalitions sans poursues à cette époque par la diplomatie du roi des Romains, en dépit des hommages que parfois, sous la pression des événements, ses seigneurs ecclésiastiques ou laïques de la région se décident à lui porter, l'histoire de ce temps atteste la disparition de l'autorité de l'Empereur dans le royaume d'Arles, au-dessus de toutes les agitations qui troublent la surface de la société politique se continue le mouvement lent et sûr par lequel l'Est et le Sud-Est de la Gaule se rattachent à la monarchie française. Que le roi de France poursuive une alliance ou une autre, que ses sympathies aillent aux Angevins, aux Anglais ou aux Habsbourg, que Philippe le Bel remplace Philippe le Hardi sur le trône de saint Louis peu importe. Les faits s'expliquent que toutes les déclarations officielles des diplômes impériaux viennent régulièrement marquer les progrès de l'influence française dans ces régions.

En 1171, comme le comte Otton de Hombourg avait été reconnu par les bourgeois de Besançon en qualité de gardien, Rodolphe de Habsbourg (sur ce point il ne se trompait pas), vit dans cet événement un progrès de l'influence française. Aussi se plaignit-il amèrement de ce que ses ennemis de Philippe le Hardi pussent en liberté travailler à détourner les bourgeois de la fidélité qu'ils devaient à l'Empereur<sup>1</sup>. Quelques années plus tard, le roi, dont l'autorité est puissante sur le comte de Valentinois (surtout, comme on l'a vu, depuis l'annexion du Languedoc à la couronne<sup>2</sup> ne négige aucun moyen

1. Chiffet, *Feuilles, sceaux impériaux*, t. I, p. 130, Coman, *op. cit.*, p. 339.

2. Le Valentinois d'au delà du Rhone relevait du Languedoc depuis l'hommage rendu en 1138 par Arnaud II, à Raymond VII, comte de Toulouse. Naturellement, au 12<sup>e</sup> siècle, ce franc-fief n'est de cette suzeraineté. Voir le *Mémoire historique sur le pays de la comté de Valentinois situé sur la rive droite du Rhône*, publié par M. A. P. homme dans le *Bulletin de l'Académie delphinale*, 2<sup>e</sup> série, t. XX, pp. 291 et ss.

déclarer son pouvoir sur le dauphin Hamoet, auquel il a rendu le service de le débarrasser des prétentions du duc de Bourgogne. Dès 1287 Philippe le Bel a placé sur les frontières du royaume un représentant qui porte le nom de bailli royal dans les diocèses du Pay, de Vienne, de Valence et de Viviers, c'est peut-être une imitation du bailli impérial que Rodolphe de Habsbourg a chargé de le représenter en Bourgogne. En tous cas, cet agent fait sentir aux seigneurs voisins, même aux plus puissants, tout le poids de la main de son maître<sup>1</sup>, il traite le Dauphin et le comte de Valentinois comme les sujets, les cite devant sa juridiction, inflige des amendes au Dauphin en punition des délits commis par ses hommes contre ses sujets du roi, au comte de Valentinois à raison des infractions constatées sur ses domaines aux prescriptions des ordonnances royales, par exemple pour faits de duels ou de port d'armes prohibées<sup>2</sup>. Sans doute le sénéchal de Beaumont et le bailli de Mâcon avaient été jugés trop éloignés pour accomplir cette besogne : il fallait à la royauté française un fonctionnaire dont la mission principale fut de saisir tous les prétextes qui se présentaient pour pénétrer plus avant dans le Sud-Est le nom et l'autorité des rois Capétiens.

Un fait qui se produisit en 1285 manifeste bien la prépondérance de la France dans le Midi. En cette année Charles d'Anjou mourut tristement après avoir assisté à la ruine de ses espérances : son fils, le prince de Salerne, au, tel il avait jadis constitué la couronne d'Aragon.

Cf. pour 1285, *Gilles Châtelain*, t. XVI, p. 26-297. En 1287 Henri Desgen, *ballivus pro Rege in Regia in Valentia*, l'armement et l'entretien d'écuyers, procède avec ses sergents contre le comte de Valentinois en comtesse en effet de puis peu les sommes pour lesquelles il le caucionné le duc d'un vâre à du duc de Bourgogne, lors de la paix que les 1286 à te même la querelle de la succession de Dauphin. Or, le roi, qui a réglé les conditions de cette paix, veut à ce que ces soient tout soient exécutés. (Arch. vob. de la Reine Clémence de Comptes R 353.) Le 25 janvier de cette année, il avait tiré le Dauphin de l'hôtel de Rochefort, à cause d'une somme de 5000 deniers de la succession de la Reine Clémence Dauphin Clémence a été condamné par suite d'un d'été comme par ses hommes et par d'autres autres causes. Le 28 juin 1287, le roi a ordonné que les deniers de la Reine Clémence soient payés par le duc de Bourgogne. (Arch. vob. de la Reine Clémence de Comptes R 353.)

de Valenciennes Aymer IV, est régent au baron Henri Dargues, qui soumet à vingt-cinq ans de courtoisie l'ordonnance d'un duc qui avait eu qu'à Privas d'un lit de part d'autres connus à la fin, pour la dernière fois 1890-1910. En 1293, le comte Aymer plaide devant le roi contre les barons et les évêques.

était alors au pouvoir des Aragonais qui le tenaient captif, il ne restait qu'unissant pour défendre la Provence. Charles, avant de mourir, la confia à Philippe le Hardi. Cette recommandation n'eut guère de résultat pratique, car le roi de France ne survécut que quelques mois au roi de Sicile<sup>1</sup> : au moins fut-elle un hommage rendu à la puissance du chef de la famille capétienne dans ces régions.

Cette puissance apparaît plus nettement encore si l'on considère les relations du roi de France avec le clergé du royaume d'Arles. On sait qu'à la suite des Vêpres Siciliennes, Philippe le Hardi avait pris ouvertement le parti de son oncle Charles d'Anjou, ainsi fut-il parvenu à organiser une expédition contre le rival de Charles, l'arcomuni Pierre d'Aragon. Cette guerre était destinée à venger tout à la fois l'injure de l'Eglise et celle de la maison de France; aussi le roi obtint-il, pour subvenir aux dépenses nécessaires, un décime sur les biens du clergé. Or, en vertu des décisions que les ambassadeurs de France avaient soumise de la cour de Rome, le décime dut être levé, non seulement en France, mais dans tous les pays frontiers, exactement tant une partie considérée du royaume d'Arles<sup>2</sup>. Ainsi le clergé de pays, officiellement compris dans l'Empire, contribuant aux frais des entreprises de la maison Capétienne; on comprend les plaintes que Rodolphe de Habsbourg adressa en 1285 au pape Honorius IV qui avait remplacé Martin IV sur le trône pontifical. Il nous rappelle que le pape réprouve que le roi de France est en pleine guerre et que le moment est mal choisi pour lui enlever les subvendes que l'Eglise romaine lui a promises<sup>3</sup>. Plus tard à diverses reprises, le Saint-Siège renouvela, en faveur de Philippe le Bel, la concession

<sup>1</sup> Voir un document daté du 6 janvier 1213 - texte publié par Boutsart, article déjà cité sur *Manuscrits de Provence*, p. 156, note.

<sup>2</sup> En 1281, un décime est concédé au roi de France pour quatre ans dans les diocèses de Liège, de Metz, de Toul et de Verdun, et dans les provinces de Besançon, Lyon, Vienne, Tarentaise et Embrun. Le Pape ne le concède pas dans les provinces d'Aix et d'Arles qui, faisant partie des domaines de Charles d'Anjou, contribuent déjà de ce chef aux charges de la guerre. *Amari, La Guerra del Impero Siciliano*, ... II pp. 320 et 53.

<sup>3</sup> Maynaldi, 1285. § 23. Sur le décime au temps du Pape Honorius IV voir les *Arguties* du pape, publiées par M. Frou. Deux bulles de 1285 (n° 62 et 66) constatent que l'archevêque d'Arles était chargé de lever ce décime en Provence pour le roi de Sicile. Remarque avec une lettre, du 1<sup>er</sup> août, 1285, par laquelle le Pape prie Rodolphe de Habsbourg de ne point trouver mauvais qu'un décime soit levé dans les diocèses de Metz, Liège, Verdun et Bado, au profit du roi de France chargé de la guerre d'Aragon - *ibid.*, n° 476.

qu'il avait accordée à son prédécesseur<sup>1</sup>, en soit, en effet, que la guerre d'Aragon ne fut définitivement terminée qu'en 1295. Aussi, dès 1290, les murmures des prélats et des seigneurs de l'Empire en sont venus à ce point que Rodolphe est obligé de répéter ses protestations, il se trouve en effet en présence d'une part d'opposition qui s'élève de ce que les impôts prélevés sur le clergé de l'Empire soient en, loyés à payer les soldats de la cause guelfe et angevine? Nicolas IV se borne à répondre que les décimes levés sur le clergé du pays d'Empire sont exigés non pas en faveur d'une cause nationale, mais au nom des intérêts sacrés de l'Eglise dont le roi d'Aragon n'a cessé d'être l'ennemi capital; il n'en saurait résulter aucun préjudice pour l'Empire, aucun avantage pour la France.

En théorie, nul ne pouvait contester la justesse de cette réponse, mais en réalité le clergé du royaume d'Arles, par la force même des choses, s'habituant à lier ses intérêts et ses aspirations aux intérêts et aux aspirations de la monarchie française. D'ailleurs le roi ne se bornait pas à exercer une action générale sur le clergé de ces contrées, il ne négligeait aucune des mesures qui pourraient lui assouplir le temporel des Eglises locales.

On en eut la preuve péremptoire à V viers. Le sénéchal de Beau-rano, représentant du roi de France, y entretenait d'incessants conflits avec l'Eglise. L'évêque, irrité de cette conduite, excommunia le sénéchal, mais à cette mesure de rigueur, il ne gagna que la misère

1. Raynald, 1287, t. 13. — Nicolas IV, le 25 septembre 1286. Il se agit d'un accord pour la guerre d'Aragon, les décimes qui doivent être levées en France dans les diocèses de Laon, Metz, Verdun et Toul, et dans les provinces de Lyon, Vienne, Besançon, Lorraine et Embrun sauf dans la partie de cette dernière province appartenant au roi de Sicile, à qui le droit en était naturellement réservé. E. Langlois, *Registres de Nicolas IV*, n° 615. Le 31 mai 1289. Il accorde à Philippe le Bel, pour trois ans, la gîte sur ses provinces de Lyon, Vienne et Besançon et les diocèses de Laon, Metz, Verdun, Toul et Cambrai (ibid., n° 601 et ss.). Le 21 juin 1289. Il concède au roi de Sicile un accord de trêve avec les provinces de Tarantaise, Bâle, Arles et Arles, à l'exception des terres qui y appartiennent au roi de France (ibid., n° 614). Le clergé en partie du moins, résista aux ordres du Pape, suivant en cela l'exemple du clergé de Lyon et des archevêques de Vienne et de Besançon. Il fallut que Nicolas IV enjoignît aux évêques trais de cesser leur opposition. Voir deux lettres de ce Pontife, du 17 novembre 1289 et du 3 février 1290 (ibid., n° 1034 et 1114), la seconde se trouve dans les *Wirkelungen aus dem Vatikanischen Archiv*, t. I, n° 380.

2. Rodolphe écrit : « Quod principum, magnatum et baronum imperii adversus ecclesientiam Regem murmura percontabant, quod dictum Imperium minime iniquum, eo quod. Pius pater rex Francorum illustris excedat limites regni sui. » Raynald, 1287, t. 13, p. 1.

de son temporel. En dépit des privilèges qui permettaient de considérer le siège de Viviers comme relevant de l'Empire ses vassaux furent obligés de rendre hommage au roi de France. Bien plus en novembre 1284, pour dominer plus sûrement toute cette contrée, un agent du roi de France y fonda la Ville-neuve de Berg<sup>1</sup>. Aussi, vers cette époque Rodolphe put écrire en ces termes à Philippe le Hardi :

« Les plaintes presque unanimes des grands du royaume d'Arles nous sont parvenues et nous ont appris les persécutions diverses dont est broyée, sans doute à votre insu, par le fait de vos agents et de vos serviteurs, l'innocente église de Viviers noble membre de notre Empire, sous la domination duquel elle repose en paix depuis un temps immémorial. Comme, sous l'inspiration de la miséricorde divine nous nous sommes imposé cette loi salutaire de ne point envahir le domaine d'autrui et de nous contenter de nos frontières ... nous prions de tout cœur votre sérénité de détourner, à l'exemple de votre illustre père Louis, de vénéralable mémoire, vos officiers et agents de troubler et de persécuter la dite église de Viviers. Car, cela est connu de tous dans l'Empire et vous ne l'ignorez pas, nos très chers pères Grégoire et Clément ont, à cet égard, représenté à votre père l'état de cette église, sur leurs instances, ce roi pacifique et ami de la justice a renvoyé les lieux de suzerain qui rattachent ladite église à l'Empire, et a révoqué ses serviteurs de lui porter préjudice. » Philippe le Hardi, surpris par la mort, ne put lui-même régler cette affaire, mais, dès le début de son règne, Philippe le Bel répondit à Rodolphe par une lettre plus énergique que toutes les lettres. Grâce aux mesures de rigueur qu'à maintes reprises, en dépit des excommunications, il contraignait le nouvel évêque de Viviers à se soumettre et à prendre l'engagement « d'aler à droit, devant le roi sur les articles auxquels il était tenu de droit et de coutume ». Les officiers du roi ne s'en

1. C. V. Langlois, *Le règne de Philippe dit le Hardi*, p. 185.

2. Lettre publiée par Heuzey, *op. cit.*, p. 155. M. Schaller-Berchard (compte rendu de l'ouvrage de J. Heuzey, dans *Journal de littérature*, 1875) exprime l'avis que cette lettre n'est pas authentique : tout au plus serait-elle un exercice de style exécuté sur un document authentique. En tout cas, il faut reconnaître que cette lettre convient très bien à la situation. M. Heuzey, qui l'a publiée (d'après une collection de lettres contenue dans un manuscrit de Klingonsart), la tient pour authentique (cf. Heuzey, *op. cit.*, p. 155). On voit aussi que c'est son auteur d'un passage qui prouve et cela grâce au rapport de la chronique de Metz de Vauvray, p. 116.

contentèrent pas, » ils le poursuivirent sans relâche et en obtinrent une complète reconnaissance de la suzeraineté de la France<sup>1</sup>. »

Une église plus puissante que celle de Viviers subissait vers le même temps un traitement analogue de la part des officiers royaux : je veux parler de l'église de Lyon<sup>2</sup>. Déjà à cette époque la cause de l'indépendance lyonnaise est en fait irrévocablement perdue. La venue de quiconque qui s'agit de ce qu'il y a de mieux à faire le maître de la vie de la cité impériale. De récents travaux permettent de suivre pas à pas la marche de la politique française, ils nous montrent Philippe le Hardi, pendant le concile général de 1274, se comportant vis à vis de Lyon comme si avait affaire à une ville de son royaume<sup>3</sup>. L'église de Lyon lui résiste, si bien que l'histoire de Lyon à cette époque n'est qu'une série assez monotone de luses de juridiction soutenues du côté du clergé au moyen des armes spirituelles, du côté du bailli de Mâcon, représentant de l'administration française, par les moyens ordinaires, c'est-à-dire l'arrestation des personnes, le sequestré des biens, parfois la saisie ou la destruction des châteaux et forteresses dépendant de l'archevêque et du chapitre. Bref par tout ces actes de violence si fréquents est emporté à cette époque par la royauté ou les seigneurs laïques pour s'assujettir le temporel des églises<sup>4</sup>. Cependant l'attitude du comte de Savoie

Vie de 1285 et commencement de 1290. cf. *Gallia Christiana*, t. XVI, p. 397. Ce n'est qu'en dehors de cette déclaration que le roi relâche son temporel sur Viviers, à Bourg-Saint-Andéol, etc. ; cf. Boutaric, *la France sous Philippe le Bel*, p. 407, et *histoire générale du Languedoc*, t. IV, pp. 122 et 123.

1. Voir sur ce sujet : Boutaric, *la France sous Philippe le Bel*, p. 407. Hüfer, *die Stadt Lyon* (Journées de 1875 à 1876 de la ville de Lyon) est également présentée par des écrivains. Il serait superflu de les rappeler ici. Saint Louis, en 1268, apparaît comme arbitre entre les bourgeois et le chapitre sous Philippe le Hardi à la faveur des mêmes raisons, les officiers du roi s'installent à Lyon. Philippe le Bel consomme l'annexion.

2. « Quo apud Lugdunum fons sacri... debet concilium celebrare. Philippe rex, nunc in regno suo, dixit ibidem milites et servientes ad custodiam domus... pope et ceterorum concilio congregandorum. » Guillaume de Nangis. *Histoire de France*, t. XX, p. 492. Le 23 mai 1279, Nicolas III demande au roi de France la répression des usurpations continuelles que commet le bailli de Mâcon à l'encontre du chapitre de Lyon. (Texte publié par M. Bontrassieux, p. 40.) L'archevêque de Lyon obtient du roi la restitution de quatre châteaux qui lui avaient été enlevés par le bailli de Mâcon (*ibid.*, p. 62). En revanche, trois ans plus tard, en 1283, Philippe le Hardi fait démolir le château de Châlon-sur-Saône, tenu par un vassal de l'église de Lyon, *ibid.*, p. 63.

3. Voir les faits cités par M. Boutaric, *op. cit.*, pp. 62 et 63. Ils se rapportent à la période de 1280 à 1284.

n'est pas sans donner à penser au roi de France : des preuves manifestes démontrent que le comte Amélie est très désireux de soumettre à sa domination cette ville où son oncle Philippe avait jadis possédé le pouvoir archiepiscopal<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'en 1246 Amélie, essayant de renouer à Lyon les procédés d'un de ses prédécesseurs à l'égard des habitants de Genève, prend les Lyonnais sous sa protection pour trois ans<sup>2</sup>. Quatre ans plus tard, en 1250, le comte de Savoie exerce à Lyon une influence considérable : il appuie l'archevêque Bernard de Got et les bourgeois qu'il rapprochés leur lutte commune contre le chapitre<sup>3</sup>; on dit même que l'archevêque a donné au comte de Savoie le mandat d'occuper Lyon<sup>4</sup>. On comprend le motif pour lequel, vers la même époque, le roi de France s'efforçait d'interdire aux Lyonnais tout rapport avec les seigneurs des pays d'Empire : il songeait avant tout à mettre un terme aux entreprises du comte de Savoie sur la ville que la France convoitait depuis si longtemps<sup>5</sup>. Après des événements divers dont il est difficile de démêler la trame, Philippe le Bel obtient un succès important : le 4 mai 1292, à la demande des Lyonnais du parti français, il prend sous sa garde qu'on la cité de Lyon : les Lyonnais répondent à cette mesure en proclamant qu'ils sont « du ressort et de la souveraineté du roi de France » C'est en pas décisif vers l'annexion de Lyon à la France : qui se sera définitivement conclue que vingt ans plus tard, une fois le terrain déblayé des prétensions du prince savoyard, Philippe le Bel est assuré de briser tôt ou tard les dernières résistances de l'archevêque et du clergé lyonnais.

1. On sait que Philippe de Savoie, élu à l'archevêché de Lyon l'avait administré sans avoir reçu les ordres, de 1242 jusqu'à son mariage avec Alice, comtesse de Bourgogne.

2. Document signalé par Dérienné, *Notes et documents pour servir à l'histoire de Lyon depuis l'origine de cette ville jusqu'à l'année 1369* (Lyon, 1838, in-8), p. 13.

3. Le 18 juillet 1250, Nicolas V voyant la peu de succès des protestations adressées de l'Eglise, invita le chapitre de Lyon à user des armes spirituelles. Bonnesmeux, *op. cit.*, p. 43; *Registre de Nicolas IV* nos 1175 et 1176.

4. Lettre du 21 août 1250 par lequel l'évêque de Genève résume l'archevêque de Lyon comme arbitre entre lui et le comte de Savoie. La motif de la réclamation est la partialité de l'archevêque pour le comte de Savoie. *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. I, pp. 48 et 49.

5. Menestrier, *Histoire civile et consulaire de Lyon*, preuves, pp. 30-33.

6. Bonnesmeux, *op. cit.*, pp. 65 et 70. Guigues, *Cartulaire municipal de Lyon*, p. 411.



## IX — LES PARTIS BOURGUIGNON ET ANGEVIN SE RECONSTITUENT

Rodolphe de Habsbourg, vainqueur en 1283, les comtes de Montbéliard et de Sarre, n'était en suite, comme on l'a vu, rapproché du duc de Bourgogne sans doute en vue de conquérir, sur l'Est de la France, l'influence que l'alliance provocale ne lui avait point donnée. Or, il ne parut pas qu'il ait été plus heureux de ce côté. Le système politique qu'il entreprit de pratiquer ne l'empêcha point de se retrouver bientôt en présence de ses vieux ennemis les comtes de Bourgogne et de Savoie qui, encore une fois, tenaient en échec l'autorité de l'Empire. Les pages qui vont suivre montreront comment, vers 1291, la situation politique du royaume d'Arles redevenait à peu près la même que dix ans plus tôt, avant les Vêpres Siciliennes : à ces une alliance tend de nouveau à se reformer entre Rodolphe et le roi angevin de Sicile.

La maison comtale de Bourgogne avait eu fort peu à se louer de Rodolphe de Habsbourg, qui, en 1283, avait traité rudement l'un de ses membres, Renaud de Montbéliard, aussi, de plus en plus la conduite du comte Otton de Bourgogne accuse les sympathies qui l'entraînaient vers la France. En janvier 1284, il a obtenu la main d'une princesse de la famille royale, Mahaud, fille du comte d'Artois<sup>1</sup> ; il est ainsi devenu par alliance le petit-neveu de saint Louis et le cousin de Philippe le Hardi. Quelques mois plus tard, Otton, qui avait jadis guerroyé en Italie pour Charles d'Anjou, prit part à l'expédition que dirigea le roi de France contre Pierre d'Aragon afin de lui faire expier les Vêpres Siciliennes : ainsi, deux fois en trois ans, en Italie et en Espagne, Otton s'était associé à des guerres entreprises pour servir les intérêts de Charles d'Anjou, alors étroitement lié à son oncle Philippe le Hardi. « Ce que ces deux prouesses lui coûtèrent de monnaie est incalculable, dès lors les banquiers juifs et lombards, qui depuis longtemps avaient la main dans ses affaires prenent hypothèque sur son patrimoine, et la France, qui était sa caution, paye le plus possible à sa décharge afin de hâter le moment de l'exproprier<sup>2</sup>. » Deormais Otton apparaît dans la Comté de Bourgogne moins comme un chef national que comme le

1. Cette princesse fut donnée par Philippe le Hardi, *Carter, op. cit.*, p. 246, note 2.

2. *Carter, op. cit.*, p. 241. Les affirmations de cet érudit sont corroborées par d'innombrables sources, cf. ci-dessus.

représentant du parti français, aussi quand, dix ans après son mariage, succombant sous le poids de ses dettes, il ne soufre incapable de soutenir sa situation, c'est à Philippe le Bel qu'il abandonnera le gouvernement de ses domaines, en attendant que lui-même ne se fasse tuer en Flandre pour le service de la royauté française.

Pas plus qu'Othon de Bourgogne, le comte de Savoie n'était disposé à se laisser absorber par les soins constants du gouvernement de ses états héréditaires; mais si, estaville de la gloire des armes, il ne l'est pas moins de celle du politique habile. Aimant à participer au travail des affaires il se trouvait soulevé pour son compte, comme un conseil de souverains plus puissants, à la plupart des négociations de son temps. Sans doute comme tous les pontifes romains de cette époque, il a eu la direction de la cour de France, mais pas assez pour lui sacrifier la direction de sa politique. C'est à travers lui-même et non sur ses vassaux qu'il se guide pour combattre ou soutenir Philippe le Bel. Or, en dépit du traité de paix conclu en 1283, la maison de Savoie n'a cessé d'être la rivale de la maison de Habsbourg dans les pays hérités, car par la force même des choses, Amédée est donc au premier rang des adversaires du roi des Romains. On peut être certain que si Philippe rencontrait quelque résistance dans ces pays larges, Amédée encouragera cette résistance, du moins le prêter à la politique du roi de France. C'est ainsi que, pendant les dernières années du règne de Rodolphe, le comte de Savoie est ardent à appuyer la politique anti-allemande du pape et de Bourgogne et à soutenir le parti français dans la Comté. C'est seulement quand un prince de Savoie aura rempli d'Rodolphe de Habsbourg sur le trône impérial, qu'Amédée pourra sans crainte modifier sa conduite et se faire le partisan de l'Empire dont le chef ne sera plus pour lui un rival déclaré.

Cependant, si Othon IV et Amédée V sont conduits à s'unir contre le roi des Romains, il n'en faut de beaucoup qu'ils soient séparés dans cette politique par tous leurs vassaux et tous leurs voisins. Les comtes de Bourgogne et leurs rivaux ne montrent disposés à se rapprocher de Rodolphe de Habsbourg. En Bourgogne s'est formé contre le comte Othon un parti d'opposition à la tête duquel figure un puissant seigneur issu de la race même des comtes<sup>1</sup>, Jean de

1. En 1283, Othon IV en porta caution d'une somme de 2.000 fr. que le comte de Savoie fait au duc de Bourgogne. *Cartulaire des comtes de Bourgogne*, Archives du Doubs, fol. 2.

2. Fils du troisième lit de Jean de Chalon l'Antique. cf. Cantat, *op. cit.*, p. 34.

Chalon, maré d'Arlay, qui, ayant épousé une sœur du duc Robert de Bourgogne, se trouve être le beau-père de Rodolphe de Habsbourg. Derrière lui se rangent tous les adversaires d'Oton et de son influence comtoise. Ce ne sont pas seulement des Comtois qui s'allient au baron d'Arlay; à lui s'unissent tous ceux qui, en dehors de la Comté, luttent comme lui pour la cause des Habsbourg, notamment tous les ennemis du comte de Savoie.

Au premier rang de ces ennemis il faut placer le comte de Genevois, Amédée<sup>1</sup>. Or, dès le mois de juin 1285, le baron d'Arlay lui avait donné sa sœur en mariage<sup>2</sup>. L'accord entre eux était donc tout naturel et c'est lui qui, le dauphin le Viennois Humbert I<sup>er</sup>, adversaire habituel du comte de Savoie, ne pouvant que se rattacher à cette alliance, vers laquelle il entraînait plus d'un vassal. Ainsi se forme, à la fin de 1285, contre le comte de Savoie, une coalition dans laquelle on peut croire au début que le roi des Romains allait lui-même entrer; alors le dauphin et le comte de Genevois sont aux prises avec le comte de Savoie, tout fait prévus qu'une attaque décisive sera bientôt menée contre ses États<sup>3</sup>.

1. Voir Bœtt, *Histoire de Genève* (éd. 1793), t. I, p. 43; Kopp, *op. cit.*, pp. 451 et ss., et surtout E. Mallet, *de pouvoir que la maison de Savoie a exercé dans Genève, 2<sup>e</sup> période, 1213-1285* (éd. 1897); il est cité en plusieurs endroits dans le tome VIII (1887), des *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*.

2. Voir le document, daté du 1<sup>er</sup> juin 1285. *Mémoires et documents de Genève*, t. XI, V (1897), p. 25 n° 19.

3. Voir sur ce point les documents publiés par Valbonnais, *Histoire de Dauphiné*, t. II, pp. 39 et 88; Kopp, l. I, 2<sup>e</sup> partie, pp. 446 et ss. Un traité fut conclu en novembre 1287 entre le Dauphin et le comte de Savoie par l'intermédiaire du Archevêque de Vienne et de Pierreval de Vischi, comte de Lavanat, sous-diacre et chapelain du Pape et beau-frère du comte de Savoie. Cette paix ne dura pas longtemps, les trêves entre la Savoie et le Dauphiné à cette époque ne sont guère que des trêves. Toutefois Kopp avait trouvé dans un document daté de 1280 un trace des combats que Boniface et Dauphin se seraient livrés des temps égyptes au mépris du traité de 1287; ces combats auraient provoqué l'intervention des rois de France et d'Angleterre. Bédarride mentionne aussi cette intervention à la date de 1288 (cf. Kopp, *op. cit.* p. 448, Bédarride, *la France sous Philippe le Bel* p. 369 note 2). Cette dernière affirmation n'a d'autre fondement qu'un document conservé au Trésor des Chartes (J. 631, n° 3) et publié dans les *Monumenta Historica Paulina*, t. I, pp. 161 et ss. Ce document est daté de « Kenyngton », le 17 août 1289; cette date est donnée aussi bien par l'original que par l'édit. Bédarride I<sup>er</sup>, roi d'Angleterre, y rappelle qu'aux termes de la « souffrance » émise au début de son règne, et le roi de France, chaque prince doit garder ses positions et que leurs alliés doivent en faire autant. Cependant en lui rappelant que le Dauphin, allié de Philippe le Bel, a fait de nombreuses entreprises au détriment d'« comte de Savoie, allié du roi d'Angleterre, et notamment a

Sans doute ces prévisions ne se réalisèrent pas immédiatement, mais il était au moins permis de déduire de cette situation une conclusion qui apparut bientôt aux yeux de l'observateur attentif : tôt ou tard une lutte formidable devait s'engager entre Rodolphe de Habsbourg d'une part et d'autre part les comtes de Savoie et de Bourgogne. Alors tous les ennemis de la maison de Savoie pouvaient se réjouir de voir ainsi le roi de France et les Habsbourg, en attendant, en dépit de traités de paix qui en réalité ne sont que des trêves, en peut constater l'existence à l'état latent, des deux coalitions opposées qui se font équilibre dans le royaume d'Arles et de Vienne.

On a vu plus haut que le comte de Bourgogne Otton IV et le comte de Savoie Amédée V étaient pour des raisons diverses devendus à la France : il semble donc, au premier abord, que le roi de France doive se porter avec toutes ses forces au secours de leur parti. Cependant, des raisons graves que ne pouvait méconnaître un politique avisé ont empêché Philippe le Bel de le faire et de s'engager à fond en faveur des ennemis de Rodolphe. En effet, il ne faut pas oublier que Rodolphe, par cela même qu'il appartenait à l'Allemagne du Sud, et qu'il se trouvait plus à se voir les intérêts de sa maison que ceux de l'Empire, était bien la personnification du roi des Romains tel que le roi de France devait détester qu'il fût. Le péril pour les Capétiens eût été l'accession au trône allemand d'un souverain qui par ses amitiés aurait travaillé à la reconquête de l'Empire des Habsbourg, du même coup. L'aurait contrarié les projets de la France sur les provinces de Bourgogne, en même temps qu'il aurait fourni aux troupes italiennes un point de ralliement contre la domination anglaise à Naples. Tel eût été le point. On le sait, la politique de Rodolphe, dès lors à quel bon l'affaiblir outre mesure et s'exposer à

être occupé par forces et de tout côté par les ennemis de la maison de Habsbourg. De son côté le Dauphin s'est plaint au roi de France des exactions de son oncle le comte de Savoie. Et même maître Nicole de Gisors pour, d'accord avec Guy de Saint-Trivier, nommé par le roi de France, faire « adroier lesdites entreprises », appeler les parties vérifier les faits et faire restituer « à chascun son y a lieu. En cas de doute, ils doivent s'en rapporter à Raynaud évêque de Vienne, légat du Pape. Or, la date de 1299 mentionnée par cette chartre est certainement erronée : il faut lire 1298. Avec cette correction tout s'explique parfaitement : il s'agit de la trêve générale conclue entre la France et l'Angleterre à la fin de 1297, trêve où furent compris les milieux des parties. (Ryser t. I, 2<sup>e</sup> partie, pp. 878-879, Deslaur, p. 336, Raynaud de Goscorregi ne fu évêque de Vienne qu'à partir de 1298 : sa légation en France date de 1299) Il ne peut donc en être question dans un document de 1299.

le renverser, au risque d'assister à l'avènement d'un nouvel empereur qui sans doute sortirait de ces familles du Nord de l'Allemagne trop facilement accessibles à l'influence des rois anglais? Donc, ménager Rodolphe de Habsbourg, puisque, s'il fallait accepter l'existence d'un roi des Romains, Rodolphe était celui dont la France pouvait le plus facilement s'accommoder, mais en même temps le combattre exactement dans la mesure qui serait nécessaire pour ne point décourager les bonnes dispositions du palatin de Bourgogne envers la France, telle est la tâche délicate qui s'imposa à l'habile diplomatie de Philippe le Bel. Il est permis de penser qu'il fut aidé dans sa tâche par la perspicacité de Rodolphe. Ce n'étaient point, l'avenir prochain devait en donner la preuve éclatante, les meilleurs amis des Habsbourg en Allemagne qui s'efforçaient de précipiter le roi des Romains dans les aventures d'une guerre d'anges contre le roi de France.

Ainsi ni Philippe le Bel ni Rodolphe de Habsbourg ne pouvaient être dévoués de se combattre à outrance. Cependant les esprits étaient assez excités pour qu'à tout instant on pût craindre, en Comté, entre partisans de la France et partisans de l'Empire, un engagement dont la diplomatie la plus prudente aurait grand'peine à prévenir les conséquences. En effet le palatin Otton avait à tel point identifié ses intérêts avec ceux de la France que les Allemands, les contemporains en font loi, en étaient venus à comprendre les Comtois sous la désignation générale de Français<sup>1</sup>; pour l'opinion publique qui devançait l'histoire, l'annexion de la Comté au royaume était déjà un fait accompli. Par la force même des choses le roi de France ne pouvait traiter comme des étrangers les Comtois ainsi compromis pour sa cause.

L'incident se levait se produisit en 1287. ce fut une nouvelle querelle de voisinage qui éclata entre l'évêque de Bâle (Pierre de Reichenstein, successeur d'Henri d'Isny qui avait été en 1286 transféré

1. Voyez par exemple le texte des annales de Colmar où il est dit que Rodolphe, en 1286, devasta les pays *Guthemum paroch Brachmuntis* (*Monumenta Germaniae*, t. XVII, p. 216). Voyez aussi un document de 1288 où le comte de Flandre s'oblige à secourir l'évêque de Bâle contre quiconque lui fera tort. *Travaux*, t. II, p. 454, *Chronique Colmaraise*, dans les *Monumenta Germaniae Scriptores*, t. XVII, p. 255, *États-Général chronicon*, 1286, t. XVII pp. 130 et 132, etc.

sur le siège de Mayence), et le comte Renaud de Montbéliard, frère du palatin Otton. Comme en 1282, Renaud avait occupé Porrentruy; pour l'en punir, l'évêque de Bâle et le comte Egon de Fribourg envahirent ses domaines et les ravagèrent. Or, il arriva que les Bâlois et leurs auxiliaires allemands, surpris un jour par les troupes bourguignonnes, furent honteusement battus et que le comte Egon ne trouva son salut que dans une fuite fort peu honorable<sup>1</sup>. Sur l'opinion du temps cette escarmouche, conséquence fatale de mauvaises relations de voisinage, fit l'effet d'un combat d'avant-postes entre les partisans de l'Empire représentés par les Bâlois, et ceux de la France dont Renaud de Montbéliard était le champion - il s'ensuivit que l'humiliation de la défaite, beaucoup exagérée par les rancunes du parti qui en Allemagne était opposé aux Habsbourg, fut extrêmement pénible à la fierté germanique, et que la chevalerie de l'Empire attendit avec impatience l'occasion d'en effacer le souvenir<sup>2</sup>.

Au moment même où un frère du palatin Otton combattait ainsi l'influence allemande dans la personne de l'évêque de Bâle, se rependant la nouvelle d'un projet de mariage conclu entre la sœur du comte de Savoie et Hugues de Bourgogne, autre frère du palatin<sup>3</sup>. Ce projet fournissait la preuve manifeste, et besoin en était, de l'alliance des maisons de Bourgogne et de Savoie. D'ailleurs, si à cette époque Renaud de Montbéliard menaçait l'Empire du côté de Bâle, Amédée se disputait non moins activement à susciter des ennemis à Rodolphe dans les régions helvétiques. Ce n'est pas seulement Fribourg qui refusa obéissance au roi des Romains; en 1288 c'est Berne qui, docile aux instigations d'Amédée, se met en pleine révolte contre Rodolphe<sup>4</sup>. Ainsi de la frontière méridionale de l'Alsace jusqu'à celle de la Savoie, la puissance des Habsbourg est tenue en échec par les efforts combinés des maisons de Savoie et de

1. Octobre 1287. Voir le récit des *Annales Caberianenses majores*, loc. cit., pp. 211 et 212, cf. *Blotshards Chronicon*, ibid. p. 128.

2. Caillan, *le siège et le blocus de Mayence* (dans les *Mémoires de la Société d'histoire de la Doute*, 4<sup>e</sup> série, t. IV), p. 243. Sur ce point, le texte de la chronique d'Elfenhard est très significatif : « *Fama (Theutonice) deingra fit et oder bonis Alamanis mutatus in fecem.* »

3. Acte du 5 août 1287, Guichenon, *Histoire généalogique de la maison de Savoie*, t. IV, p. 154.

4. Voir les textes cités par Kopp, *op. cit.*, p. 280.

Bourgogne. C'est la situation de 1282 qui se reproduit en s'aggravant. Rodolphe ne pouvait, sans avouer son impuissance, tolérer la prolongation d'un tel désordre. Aussi se décida-t-il à agir, non sans avoir auparavant négocié avec le roi de France, dont, au printemps de 1283, il avait reçu un émissaire<sup>1</sup>.

X — GUERRE DE RODOLPHE CONTRE LE COMTE DE BOURGOGNE

La campagne fut dirigée d'abord contre Renaud de Montbeliard et les Bernois. Renaud dut se soumettre; pour venger la défaite de l'année précédente, l'armée allemande ne se fit pas faute de dévaster la « terre des Français » aux environs de Porrentruy. En même temps Berné était assiégé, mais les bourgeois se défendirent avec une telle énergie que la belle saison s'écoula sans que les assaillants pussent avoir raison de leur résistance<sup>2</sup>. Le roi des Romains dut se résigner à quitter la contrée sans être parvenu à ses fins; mais il y laissa des troupes qui maintinrent une sorte de blocus autour de la cité rebelle. La guerre n'était point finie, mais seulement ajournée jusqu'au printemps prochain.

En effet, dès le mois d'avril de l'année suivante (1283) les hostilités reprennent leur cours, et le jeune Rodolphe, fils du roi des Romains, réussit à ramener les Bernois à l'obéissance<sup>3</sup>. Cependant la situation s'est aggravée en Comté. Ce n'est plus seulement, avec Renaud de Montbeliard que doit compter le roi allemand, Othon, qui l'année précédente a conclu avec Louis de Savoie une alliance étroite contre tous et « en particulier contre les Alamands »<sup>4</sup> refuse formellement de reconnaître la suzeraineté de l'Empire et de s'avouer le vassal du roi des Romains. Sans doute il prétend tenir la Comté de Bourgogne en franc-alleu, car « la baronnie du Comté de Bourgogne

1. *Annales Colmarenses majoris*, dans les *Monumenta Germaniae Historica Scriptores* t. XVI, p. 215. En avril 1284, à Colmar, un envoyé du roi de France s'adresse à Rodolphe. *Regesta Imperii*, p. 39.

2. *Annales Colmarenses majoris*, p. 215.

3. Voir les textes cités par Kopp, *op. cit.*, p. 107.

4. « Et specialiter contra Alamannos. » 29 juin 1283, document cité par Kopp, d'après les Archives de Turin. *op. cit.*, p. 399, note 5.

est sa franchise que de nulle part le cuens ne est leu de donner, ne à servir ne à faire. »<sup>1</sup> en même temps il s'efforce d'assurer sa domination sur Besançon où l'archevêque Eudes de Rougemont et le chapitre sont acquis à sa cause.<sup>2</sup> Pour appuyer ces prétentions, il s'est placé, avec Amédée de Savoie à la tête d'une importante coalition; nombre de seigneurs Comtois et quelques seigneurs d'Allemagne se sont rangés sous leurs étendards. Parmi les coalisés figurent Jean de Chalon, comte d'Auxerre, frère d'un autre li du baron d'Arlay, le comte de Ferrette et les sires de Rougemont, de Neuchâtel et de Faucogney<sup>3</sup>, comme pour mieux marquer que la cause du palatin est celle de Philippe le Bel, voici qu'une foule de chevaliers de France, de Picardie et d'Artois viennent grossir l'armée d'Otton<sup>4</sup>, sous la conduite de son beau-père le comte Robert d'Artois. Toutefois si Philippe le Bel laisse à ses sujets la liberté d'épouser la querelle du palatin, lui-même ne se gêne bien de prendre part, en dépit des appels qui lui sont adressés par le comte Otton. Officiellement, la paix n'est point rompue entre le roi de France et le roi des Romains.

A s'en rapporter aux récits de certains chroniqueurs, l'Allemagne se serait levée avec enthousiasme pour combattre les Français. C'est à la tête de six mi le cavaliers et de cent mi le fantassins que Rodolphe se serait présenté en juillet 1289 devant Besançon pour y rétablir les droits de l'Empereur. Ces chiffres paraissent sans doute exagérés<sup>5</sup>; mais il est certain que Rodolphe ne s'était pas aventuré dans cette campagne sans avoir réuni une nombreuse armée dans les rangs de laquelle figuraient des seigneurs comtois, et à leur tête, Jean de Chalon, baron d'Arlay<sup>6</sup>, et les sires de Montfaucon. Sur les hauteurs voisines de la

1. Déclaration du comte Otton, citée par Charvillat, *Mémoires historiques sur la ville et seigneurie de Poligny*, t. I, p. 139. « Li cuens qui hors d'Empereur et ne tint rien de lui. fuer que les gardes des chemins et des marchez ». »

2. Castan, *op. cit.*, p. 345.

3. Castan *op. cit.*, pièces justificatives, XX, XXI et XXIX.

4. *Mémorial de l'attachement d'Otton (contenu)*, dans les *Monumenta Germaniae Scriptores* t. XVII, p. 414.

5. M. Castan estime à 30,000 hommes l'effectif de l'armée impériale. *op. cit.* p. 344.

6. Jean de Chalon baron d'Arlay, chef d'une branche cadette de la maison comtale de Bourgogne, est le représentant des intérêts de l'Empire en Comté, sous Rodolphe, dans les dernières années de son règne, au prodigat les marques de sa faveur. Le 13 septembre 1218 il oblige le comte de Neuchâtel à reconnaître Jean de



ville apparaissent alors les troupes des comtes de Bourgogne et de Savoie; il semblait qu'une lutte décisive dût bientôt régler le sort de la Comté. Cependant le roi de France ne négligeait rien pour éviter une rencontre dont l'issue ne pouvait être que funeste à ses intérêts. La victoire du palatin eût entraîné vraisemblablement la chute de Rodolphe de Habsbourg, sa défaite eût amené une recrudescence de l'influence de l'Empire au delà du Jura et des Alpes. L'une et l'autre alternative souraient peu à Philippe le Bel, loin d'entrer lui-même en guerre, il semble avoir donné à Otton le conseil de se soumettre au roi des Romains<sup>1</sup>. Rodolphe était trop heureux d'échapper à la nécessité d'une bataille pour imposer au comte de Bourgogne des conditions bien rigoureuses, il se garda de compromettre par des prétentions trop élevées le succès des négociations que conduisirent sans doute les deux frères de Chalon, Jean d'Arlay, chargé des intérêts de l'Empire, et Jean d'Auxerre, plénipotentiaire du comte palatin. Bientôt on fut d'accord sur les conditions d'un traité de paix. Otton y reconnaissait la suzeraineté des empereurs et s'engageait à rendre sans retard à Rodolphe l'hommage des fiefs que lui et ses prédécesseurs avaient tenus de l'Empire. Peut-être la formule était-elle ambiguë<sup>2</sup> mais Rodolphe s'en contenta, et trois semaines plus tard, à Bâle, devant une cour nombreuse, Otton IV s'acquittait de sa promesse. beaucoup de seigneurs de la région l'avaient accompagné et suivirent son exemple<sup>3</sup>.

Chalon pour son suzerain, le 17 septembre. Il lui confère un péage sur les marchands qui traversent ses terres (Chevalier, *Mémoires historiques sur Puyguy*, t. I, pp. 371-373). Le 2 mai 1291, Rodolphe confère à Jean de Chalon l'avouerie de l'abbaye de St-Oyen et le droit de battre monnaie (Winkelman, *Acta Imperii medii ævi*, t. II, n° 196 et 197, Chevalier, op. cit. t. I, pp. 374-376).

1. Jean de Viterbe (Nolmer, *Fœderis rerum germanicarum*, t. I, p. 336) raconte que Philippe aurait mené Rodolphe de prendre le parti du pape et que le roi des Romains lui aurait répondu avec une grande hauteur. Il ajoute d'ailleurs que Philippe aurait conseillé à Otton de faire la paix. Le chroniqueur Ottocar (Poc, *Scriptores rerum Austriacarum*, t. II, p. 221), dit que le duc Helbert de Bourgogne aurait donné à Otton des conseils pacifiques. Il ne s'efforce de savoir la vérité sur ces événements. Mais je crains de ne pas me tromper en déduisant de l'ensemble des événements de l'époque que les deux souverains ne devaient pas être disposés à se compromettre à fond et que Philippe le Bel des roi de paix pour éviter d'être accusé à un dilemme « laisser espérer Otton ou se révolter au prix d'une lutte acharnée contre Rodolphe de Habsbourg ».

2. Outre la dissertation présentée de M. Castan, on pourra consulter sur ces événements Clere *Essai sur l'histoire de la France médiévale*, t. I. — Les textes qui

« Les confédérés étaient soumis, mais non la ville de Besançon, qui, à l'abri de ses solides murailles allait continuer, s'il n'y était mis bon ordre, à servir en Franche-Comté les projets d'annexion de Philippe le Bel<sup>1</sup>. » Le baron d'Arlay fut chargé par Rodolphe de faire rentrer dans l'obéissance les bourgeois révoltés, dès le mois de février 1290 la ville était d'ailleurs bloquée par des forces importantes qui interdisaient toutes relations, commerciales ou autres, avec le reste du monde. Or, à l'approche du danger, les bourgeois, poussés par un sentiment très naturel, s'étaient adressés à leur gardien, le comte Oton, pour le servir de quel ils se voyaient réduits à cette situation misérable. Mais au jour où lui-même, à Bâle, s'était soumis à Rodolphe, Oton avait ouvertement constaté l'état désespéré de sa cause et de celle du parti français en Comté. Abandonné par le roi de France, il ne peut qu'abandonner à son tour les Biscains, il le leur fait comprendre par une lettre qu'il leur adresse de Poitiers le 2 avril 1290. Le seul conseil qu'il trouve opportun de leur donner est de faire la paix. « Vous savez bien ajoute-t-il (visiblement il écrit une lettre qui doit être montrée à Rodolphe) que le roi d'Allemagne est votre sire lige devant tous autres, en nom d'empereur et à la couronne l'Empire...; nous ne lui pouvons fuir d'aucune chose, s'il nous en requiert contre vous? » Ainsi réduits à leurs propres ressources, les bourgeois au virent le conseil du comte, se résignèrent à payer une indemnité et obtinrent de Rodolphe, en échange de leur soumission, la confirmation des privilèges de leur commune<sup>2</sup>. Désormais le baron d'Arlay devait être chargé de veiller au maintien des droits de l'Empire à Besançon<sup>3</sup>, c'est sur lui que Rodolphe comptait pour tenir en échec ces tendances par trop françaises des bourgeois de la cité.

attestent la soumission d'Oton à Rodolphe de Habsbourg ont été publiées par Chevalier, *Mémoires historiques sur Poitiers*, t. I, p. 373. Le 2 septembre 1289, Oton promet de faire hommage à Rodolphe, « prout antecessores nostri fecerunt, » le 20 septembre, Rodolphe constate qu'Oton s'est acquiescé de ses obligations et l'auteur de toutes les peines qu'il a encourues pour sa rébellion. cf. *Regesta Imperii*, n° 994 et ss.

1. Guizot, *op. cit.*, p. 355.

2. Coste, *op. cit.*, pièces justificatives, xxxiii.

3. Juin 1290. Voir pour le détail le mémoire de Coste, déjà cité.

4. Chifflet, *Variorum*, t. I, p. 234.

## II — LE COMTE DE BOURGOGNE SE SOUMET À LA FRANCE

Ainsi les campagnes de 1289 et de 1290 se terminent en Comté par le triomphe de l'Empire, mais ce triomphe était dû moins à la puissance de Rodolphe qu'à l'abstention calculée de Philippe le Bel. Sans doute, au moins officieusement, le palatin Otton s'est soumis; sans doute l'influence du baron d'Arlay s'est accrue en même temps qu'il a été comblé des faveurs impériales. Toutefois les adversaires de l'Empire ne sont pas découragés. Les membres de la famille de Savoie demeurent étroitement liés au comte palatin de Bourgogne, si bien que Rodolphe peut toujours appréhender la reconstitution de la ligue vaincue en 1289, en même temps l'autorité du baron d'Arlay est traversée par les agissements du frère du palatin, Hugues de Bourgogne, l'un des chefs du parti français, qui ne craint pas, dès le mois de janvier 1291, de prendre sous sa protection les bourgeois bisonniens<sup>1</sup>. Evidemment la victoire ne sera définitivement acquise à Rodolphe de Habsbourg que si, en écrasant la maison de Savoie, il réussit à anéantir toutes les velléités de résistance au comte Otton. Le roi des Romains l'a compris et c'est pour achever cette œuvre qu'il se rend en Bourgogne vers le printemps de l'année 1291. De Morat, où il tient sa cour, il impose ses volontés à Otton IV qu'il oblige à contracter une alliance avec l'évêque de Bâle<sup>2</sup>, en même temps, en prononçant la nullité d'une inféodation accordée par Otton à Hugues de Bourgogne, il s'efforce d'atteindre, dans la personne de Hugues, le représentant de cette politique qui à Besançon inspire les plus légitimes appréhensions au parti de l'Empire<sup>3</sup>. Rodolphe ne se borne pas à prendre des mesures rigoureuses contre ses ennemis, il s'empresse d'accueillir les seigneurs du royaume d'Arles qui lui apportent leurs hommages. Ceux qui viennent à lui sont pour la plupart des adver-

<sup>1</sup> Kopp, op. cit. p. 400.

<sup>2</sup> 3 mai 1291. Trouillet, t. II, n° 397. Le traité est conclu, interveniend jussu, autoritate et mercede archiepiscopi Rodolphi.

<sup>3</sup> Morat, 1<sup>er</sup> mai 1291. Rodolphe annule la concession faite par Otton à son frère Hugues du fief de Douvrenet, relevant de l'Empire, sous le prétexte qu'Otton ne s'en était auparavant disposé en faveur de sa femme. Morat. Trouillet, t. II, n° 396. Cf. Kopp, t. II, 2<sup>e</sup> partie, p. 61.

seins dévidés du comte de Savoie : on rencontre à Morat, à côté des évêques de Lausanne et de Valence (celui-ci membre de la famille comtale de Genève), le ducpin Humbert I<sup>er</sup>, le comte Aymar de Valentinois, le comte Amédée de Genève, la dame de Faucigny et Humbert de Vallera<sup>1</sup>. Les documents montrent que chacun d'eux reçoit sa part des faveurs impériales, soit sous la forme d'une charte d'investiture, soit sous celle d'une confirmation ou d'une augmentation de privilège : le ducpin Humbert, qui porte toujours le titre pompeux de seneschal du royaume d'Arles, obtient la garde de l'abbaye de Saint-Oyan<sup>2</sup>, qu'il ne devait conserver que fort peu de temps. Ce que les actes officiels ne nous apprennent pas, mais que toute l'histoire de cette époque nous permet de deviner, ce sont les résolutions prises en commun à Morat : elles furent, il n'est pas permis d'en douter, très défavorables au comte de Savoie, contre lequel tous s'engagèrent à réunir leurs efforts.

Aussi l'inquiétude est grande parmi les suzerains et les partisans du comte de Savoie. Elle augmente encore quand ils apprennent l'arrivée à Genève du roi des Siciles, Charles II d'Anjou, qui se rend sur les bords du lac de Neuchâtel pour y rencontrer le roi des Romains. Charles se présentait à Rodolphe sous les auspices du pape Nicolas IV, ce pontife, qui n'était point un guelfe passionné, carressant peut-être le projet de sur à Nicolas III, de rétablir la paix et l'équilibre en Italie par l'alliance des Habsbourgs et des Angevins. Au surplus les deux rois devaient se préoccuper de chercher une solution à la question de la succession de Hongrie, où les prétentions du fils de Rodolphe concurrençaient celles de Charles Martel, fils de Charles II et de Marie de Hongrie. Vraisemblablement une des conditions de l'alliance qui eut pu s'établir entre les deux souverains eût été le rétablissement du royaume d'Arles, dont Charles II avait fait le comode de

1. Le 4 mai 1291, tous ces seigneurs, réunis à Morat, s'unissent contre les rebelles qui refusent de se soumettre à l'Empire (c'est-à-dire contre le comte de Savoie). Rodolphe ordonne à son bailli en Bourgogne (jusqu'à l'Oron) de les soutenir énergiquement. Valbonnais, t. II, p. 15; *Regula*, n° 1.16.

2. Valbonnais, t. II, p. 59. L'évêque de Valence obtient la confirmation de ses droits. *Regula Imperii*, n° 1100 (2 mai 1291). Une charte analogue est accordée à Aymar de Poliers, seigneur de Valentinois. Archives de l'Isère, Inventaire manuscrit de la Chambre des comptes, t. V, f. 2563. Le 29 mai 1291 fut rendue la charte accordant l'abbaye de Saint-Oyan au baron d'Arles (voir plus haut, p. 277). Le comte Amédée de Genève obtint un privilège le 3 juin 1291. (Kopp, op. cit., p. 461.)

couronné en 1282 — en tous cas, le comte Amédée de Savoie pouvait s'attendre à être le premier bénéficiaire du rapprochement qui s'opérait entre Charles d'Anjou et Rodolphe de Habsbourg. Les lors on devine avec quelle anxiété il suit le cours des négociations de Moral. — naturellement il ne néglige pas les précautions militaires, en même temps qu'il entoure la cour impériale d'espions chargés de lui rendre compte des événements<sup>1</sup>.

L'entrevue projetée eut lieu le 6 mai 1291, à Cadres. Aucun document authentique ne révèle les décisions des souverains; mais il n'est pas permis de douter du sens qui fut attribué à leur rencontre. Tout annonçait une lutte acharnée contre la puissance envahissante de la maison de Savoie — pour lui faire tête, aussi bien dans la vallée du Rhône que sur les pentes du Jura et au delà des Alpes — pour cantonner le comte Amédée dans ses contrées héréditaires. Le Dauphin, le comte de Valentinois, l'évêque de Valence, l'évêque de Genève se tailla une ouverture vers le royaume de l'Empire, en même temps que l'héritier de Charles d'Anjou se réconciliait avec le successeur de Frédéric II. Déjà les adversaires de la Savoie se croient assurés du succès, quant à Otton de Bourgogne, sentant son allié Amédée menacé de toutes parts, il ne voit pour lui-même d'autre parti à prendre que celui de se remettre à la discrétion du roi de France.

Il y a longtemps que Philippe le Bel attendait ce moment décisif dans l'histoire de la Comté. Toute la politique royale avait été dirigée avec une habileté suprême pour le préparer et le hâter. Rien n'avait été épargné pour flatter les goûts du palais, pour l'attirer à la cour de France, mais en même temps qu'il se faisait l'ami d'Otton, le roi se rendait aussi le créancier. Quand Otton est menacé par Rodolphe, la chevalerie française s'arme pour son secours — mais de son côté le roi ne le soutient pas, craignant sans doute autant qu'une défaite de son protégé une victoire qui relèverait son prestige. Ainsi peu à peu la situation d'Otton est créée de toutes parts<sup>2</sup> — il ne lui est plus, pour

1. Sur tous ces événements, voir les textes cités par Xemp, *op. cit.*, pp. 404 et ss.

2. Nous savons que vers cette époque Otton était en conflit avec le duc Robert de Bourgogne, qui lui réclamait pour diverses seigneuries le serment de foi et d'hommage, et en outre avec son propre frère Jean de Bourgogne qui demandait à Otton une modification du partage de la succession paternelle. Voir P. FÉLIX BRUNARD *Philippe le Bel et la noblesse franco-comtoise*, dans la Bibliothèque de l'École des Chartes, t. XLIX (1889), p. 17.

affirmer le pacte, que le rétablit sagement, entre les Habsbourg et la maison d'Anjou, d'une ligue puissante qui va en finir avec la Savoie et probablement aussi avec la Comté. Aussi, un mois après l'entrevue de Cudrefin et l'assemblée de Morat, Otton, par le traité d'Evreux<sup>1</sup>, promet la main de sa fille et héritière Jeanne à l'un des fils de Philippe le Bel, en outre, il s'engage à ne négliger aucun effort pour rompre le lien féodal qui rattachait à l'Empire le palatinat de Bourgogne : c'était assurer à bref délai l'annexion de la Comté à la France.

Comment devait se dérouler la situation créée par ces divers traités ? Quelles seraient pour le royaume d'Arles et l'Italie les conséquences de la politique qui rapprochait les maisons de Habsbourg et d'Anjou ? La ligue qui ne pouvait manquer d'éclater à bref délai entre Rodolphe et ses alliés d'une part, et d'autre part les comtes de Bourgogne et de Savoie allait-elle se compliquer de l'intervention du roi de France ? Et au lieu de se partager entre Gueelfes et Gibelins, l'Europe occidentale devait-elle se partager entre partisans de l'Allemagne et partisans de la France ? Toutes ces questions se posent à l'esprit des contemporains ; un événement inattendu ne permit pas qu'elles fussent résolues. Rodolphe de Habsbourg mourut quelques semaines après avoir quitté Morat, les Habsbourg perdirent ainsi la couronne impériale qui passa sur la tête d'un seigneur rhénan. Aussitôt toutes les combinaisons politiques s'en vont en poussière, rien ne subsiste des plans arrêtés au printemps de 1291. C'est que maintenant le comte de Savoie a cessé d'être l'ennemi naturel et nécessaire du roi des Romains, dans la personne duquel il ne voit plus le rival de sa famille, c'est que d'autre part Philippe le Bel comprend qu'un empereur soumis à l'influence du Nord de l'Allemagne est nécessairement hostile à la France parce qu'il ne peut résister aux sollicitations de la politique anglaise. Quoi qu'il pût advenir, Philippe le Bel avait gagné la Comté de Bourgogne, nanta de ce gain, il pouvait sans inquiétude attendre l'avenir.

<sup>1</sup> Du 9 juin 1291 : texte publié par Chevalier, *Mémoires historiques sur Poitiers*, t. I, p. 376. Le traité fut confirmé le 9 juillet par une convention signée à Astéres. Pour l'authenticité des documents relatifs à ces transactions, voir F. Fock-Bronckee, *Die Urkunden des Reichs und der Schweiz*, p. 16.

## VII — CONCLUSION

A dire vrai, le règne de Rodolphe, très utile à la maison de Habsbourg, n'avait rendu à la dignité impériale ni la puissance ni le prestige qui lui avaient appartenu. Jadis plusieurs rois d'Allemagne, entre autres ceux de la maison de Souabe, avaient pris au sérieux leur rôle d'empereurs et s'étaient crus assez forts pour obtenir la soumission, non seulement de l'Allemagne, mais encore de l'Italie et du royaume d'Arles, on sait à quelle résistance ils s'étaient heurtés et comment la Papauté avait préservé l'Europe de la domination des empereurs allemands. Après les années troublées du grand interrègne, Rodolphe et Habsbourg s'étaient peu souciés de reprendre pour son compte la tradition de cette politique impériale, plus grandiose que pratique. Au surplus, cette conduite eût été alors un anachronisme; l'idée de la monarchie universelle avait fait son temps. Le moment était venu où, rompant définitivement avec les rêves d'une unité politique qui eût répandu à l'unité religieuse, les diverses nations de l'Europe devaient se développer sous la garde de leurs dynasties particulières. Le pape Nicolas III l'avait bien plus quand il conçut le projet de tailler dans l'Empire quatorze royaumes héréditaires. Ce projet ne pouvait déplaire à Rodolphe, qui ne cessa de travailler à faire du royaume d'Allemagne la propriété héréditaire de sa famille, sa politique fut, non impériale, mais dynastique. Sans doute, comme on l'a vu, il essaya de favoriser le projet de reconstitution du royaume d'Arles, mais parce qu'il espérait en recueillir pour sa maison un double avantage, celui de placer un de ses enfants sur ce trône ainsi relevé et celui de s'assurer l'amitié du roi d'Angleterre et ensuite des princes d'Anjou. Sans d'ailleurs attacher une grande importance à l'échec de cette entreprise, il ne s'acharna point à affermir la souveraineté de l'Empire dans ces pays de l'Est et du Sud-Est de la Gaule où elle n'était qu'un souvenir chaque jour plus effacé, quand il engagea une lutte sérieuse, ce fut parce que les intérêts particuliers des comtes de Habsbourg étaient menacés par les dynasties de la Comté ou de la Savoie. La même indifférence caractérisa sa conduite à l'égard de l'Italie, il n'intervint que activement au profit des

Gibelins, prend facilement son parti de leurs revers et va jusqu'à accepter la proposition d'une alliance avec ces rois Angevins dont le chef a fait père Conradin et qui sont toujours les représentants naturels du parti guelfe. En réalité, Rodolphe n'a nullement identifié ses intérêts personnels avec ceux de l'Empire qui, compris comme le comprenaient les empereurs suabes, semble sans doute une chimère à son esprit positif et pratique. Aussi n'est-ce pas sans raison que le grand poète gibelin le place dans son *Purgatoire* :

« Celui qui siège le plus haut, et qui a l'air d'avoir négligé son devoir, et qui ne ouvre pas la bouche aux chants des autres, ce fut Rodolphe l'empereur, il pouvait guérir les blessures qui ont tué l'Italie de telle sorte qu'il est trop tard pour qu'un autre la ressuscite. »

Ceux qui gardaient un ancrage pour l'antique conception de l'Empire eussent pu avec tout autant de raisons se plaindre de l'abaissement de l'autorité impériale sur les bords de la Loire et du Rhône aussi bien que sur les côtes de Provence.



## CHAPITRE VIII

### ADOLPHE DE NASSAU

#### I. — AVÈNEMENT D'ADOLPHE DE NASSAU

Vaines furent les lutes et les négociations qui occupèrent le règne de Rodolphe, il ne put assurer à son fils Albert la couronne d'Allemagne. On comprend que les électeurs se soient montrés fort peu pressés de donner une consécration nouvelle au prestige des Habsbourg, et de travailler de leurs propres mains à constituer en Allemagne une royauté qui, d'abord héréditaire en fait, le serait bientôt devenue en droit. Il avait été assez difficile d'éviter ce danger du temps des Staufen pour qu'on ne se hâtât point d'en recommencer l'expérience. D'ailleurs, et ceci ne contribuant pas médiocrement à simplifier les choses, toutes les raisons d'intérêt personnel qui commandaient aux électeurs d'écarter la candidature d'un nouveau Habsbourg pouvaient se couvrir d'une couleur patriotique. Déjà du vivant de Rodolphe, un parti qui lui était peu favorable au. avait amèrement reproché les progrès incessants du roi de France sur la frontière occidentale de l'Empire, notamment en Comté et dans le royaume d'Arles. déjà l'on réclamait du roi des Romains qu'il adoptât, contre le vœux de l'Ouest, une politique de résistance plus énergique. A ce parti qui regrette les temps héroïques des empereurs oubas et qui ne pardonne point aux Français le triomphe de Charles d'Anjou sur Conradin, les démonstrations mineures de Rodolphe de Habsbourg sont loin de donner satisfaction ; une lettre du Pape Nicolas IV, datée du 3 juin et 1290, nous apprend qu'à cette époque les princes, les grands et les barons de l'Empire ne cessaient de murmurer contre l'extrême longueur de la régence du roi des Romains à l'endroit de Philippe le Bel<sup>1</sup>. Ainsi les adversaires des Habsbourg se fai-

<sup>1</sup> Raynaldi, 250, § 21. Déjà en 1277, Jean d'Avesnes pouvait écrire à Rodolphe

saient les champions de l'intégrité de l'Empire et demandaient un revirement de la politique su-*vis-à-vis* de la France ; or le fils de Rodolphe, Albert d'Autriche, n'apparaissait point comme l'homme qui, lutant avec les traditions du précédent règne, personnifierait en lui les revendications de l'Empire contre le monarque français. Il ne restait donc plus qu'à écarter la candidature d'Albert puisqu'en trouvant des motifs pour la rejeter aussi bien dans la politique extérieure que dans la situation intérieure de l'Empire.

À vrai dire, pour donner satisfaction aux électeurs, il fallait un candidat choisi parmi les seigneurs dont les états patrimoniaux étaient trop faibles pour fournir d'abondantes ressources en hommes et en argent. En outre, pour répondre aux aspirations d'un parti puissant, il fallait que ce candidat fût hostile à la France ; or, l'expérience démontrait que si l'alliance était naturelle entre les rois de France et les empereurs appartenant aux dynasties du Sud de l'Allemagne, il n'en allait pas de même quand le chef de l'état allemand était choisi parmi les seigneurs du Nord, généralement inféodés aux intérêts anglais. On pouvait se rappeler la longue amitié qui avait uni les Capétiens à la maison de Bourbe, et aussi la lutte acharnée qu'avait soutenue Otton de Brunswick contre Philippe-Auguste.

L'archevêque de Mayence se chargea de trouver dans sa famille un candidat qui réunît ses qualités et il réussit sans trop de peine à en assurer l'élection.

Le voyageur qui, abandonnant les rives du Rhin, remonte la gracieuse vallée de la Lahn, rencontre à peu de distance d'Embs la petite ville de Nassau, encore dominée par les ruines du château qui fut le siège d'une famille féodale. de cette famille, dont la puissance était médiocre, sortit l'êta que le suffrage des électeurs appelait à gouverner l'Empire. Adolphe, seigneur d'une moitié du comté de Nassau, n'était pas assez redoutable pour qu'aucun pût prendre ombre de son élévation au rang suprême, appartenant aux pays rhénans il était accessible à l'influence des électeurs ecclésiastiques dont la puissance était grande dans ces contrées ; en même temps, il se rattachait par cette origine aux régions de l'Allemagne qui, pour des raisons aussi économiques que politiques, s'élevaient en général

• *Servus inquit rex agit introitus, eo quod Galia germani, librum assultus improba nacionum, in vestra majestatis aformum quidem subsanacione tam rependitur. ambatur...* Texte cité et étudié par Hailor. *op. cit.*, pp. 126 et 157.

morales aussi favorables à l'alliance anglaise qu'hostiles à l'influence française. Au surplus, ce n'était pas seulement son origine et sa personnalité qui avaient mérité à Adolphe l'honneur dont il était l'objet; d'après les témoignages contemporains il était vaillant de sa personne, guerrier intrépide, et aspirait à la gloire<sup>1</sup>, s'il passa pour avoir attaché à l'argent plus de prix qu'il ne convient à un chevalier la faute en fut sans doute à sa situation besogneuse plus qu'à un amour inexcusable des richesses. Je n'ai pas à tracer ici l'histoire de sa politique générale; j'en détache uniquement les traits qui appartiennent à celle du royaume d'Arles et de Vienne.

## II — LE ROYAUME D'ARLES À L'AVÈNEMENT D'ADOLPHE

Ce royaume, comme on l'a vu plus haut, échappait de plus en plus à l'influence de l'Empire pour tomber sous celle de la France. Les pouvoirs publics s'accoutumaient à le considérer comme une terre française; grâce aux décisions répétées du Saint-Siège, l'Eglise romaine y percevait depuis nombre d'années sur les biens ecclésiastiques, comme elle le faisait d'ailleurs en France, un dérivé affecté aux besoins de la lutte que soutenait en Italie la maison d'Anjou contre les gibelins et leurs alliés, c'est-à-dire aux besoins d'une politique qui, pour n'être pas contraire aux intérêts généraux de la chrétienté et de l'Italie, n'en était pas moins en pleine contradiction avec les aspirations des partisans de l'Empire<sup>2</sup>. En même temps le chef de la maison capétienne ne cessait pas de saisir les occasions (qu'il lui fallait très bien faire naître) d'étendre son pouvoir sur les

1 Prothème de Lucques, dans Muratori, *Scriptores*, t. II, p. 1128. Cf. *Chronicon Coloniense Annalium Germaniarum, Scriptores*, t. XVII, p. 257 : « fide statuta fuit medietas, ag. lit., amabilia, scilicet Gallicano, Latino et Germanico ».

2 Voir plus haut p. 261, note; ajouter la bulle de Boniface VIII du 18 juillet 1295, concédant pour trois ans un décime dans les provinces ecclésiastiques de Lyon, Vienne, Besançon, Tarentaise, Embrun, Aux et Arles, au profit du roi de Sicile *Hyginus de Bonifacio VIII* (qualifié par MM. Digard, l'abbé Thomas), n° 497. Voir aussi une bulle de Célestin V, du 2 octobre 1294, Potthast, n° 23385. D'une bulle de Boniface VII, datée du 1<sup>er</sup> août 1288, il résulte qu'à cette époque l'argent provenant des décimes prélevés dans le royaume d'Arles était employé par Charles II, roi de Naples, à payer la construction des galères destinées à agir contre ses ennemis de Sicile : *Registra de Ruffino VII*, n° 1637.

rives de la Saône et du Rhône. C'était quelques semaines seulement avant la mort de Rodolphe de Habsbourg que le palais de Bourgogne, Oton IV, s'étant, comme on l'a vu plus haut, remis lui-même et avait remis ses états au pouvoir du roi de France. Plus au sud, à Lyon, les bourgeois, en 1292, s'étaient déterminés à se placer sous la garde du roi, Philippe le Bel avait confié à un fonctionnaire spécial, le *gardiator*, la charge de veiller sur ses protégés, il ne manquait pas d'employer, en parlant de Lyon cette expression : *civitas de regno nostro existens*<sup>2</sup>. Déjà il était surabondamment prouvé que cette ville ne pouvait garder son indépendance ni comme principauté ecclésiastique, ni comme répub. que bourgeoise : le roi de France s'y comportait en maître qui se souciait peu d'y partager le pouvoir. Cependant Philippe le Bel serrait de près le comte de Valentinois<sup>3</sup> ; en même temps il se renonçait à aucune des prétentions des rois ses prédécesseurs sur le temporel de l'église de Viviers. De l'autre côté du Rhône grandissant le pouvoir du dauphin Humbert I<sup>er</sup>, qui avait ajouté au Dauphiné sa seigneurie patrimoniale de la Tour, et qui ne cessait d'arrêter ses domaines et d'imposer aux seigneurs voisins la reconnaissance de sa suzeraineté. Pour concentrer autour du noyau de son état les éléments d'une principauté dont la formation territoriale devrait être un jour facilement achevée par les dauphins de la maison de France, Humbert avait besoin d'appui : Rodolphe de Habsbourg, l'adversaire des princes de Savoie, avait été pour le Dauphin un allié induit par la force même des choses ; mais, maintenant que les Habsbourg ont perdu la couronne impériale, Philippe le Bel se garde à bien de la leur échapper l'occasion de se faire le protecteur du Dauphin et de l'attirer ainsi dans le cercle de l'influence française<sup>4</sup>.

Vers le même temps, au prix d'un sacrifice peu important, Philippe venait de resserrer, par le traité conclu en 1291, à Tarascon, les liens qui l'unissaient à son cousin Charles II, roi de Sicile et comte

1. Chevalier, *Mémoires historiques sur Hongrie* t. I, p. 157. Voir le chapitre précédent.

2. Bonnesmains, *op. cit.* p. 72, et toutes cites plus haut.

3. Archives de Pisere, D, 3545 et ss.

4. En décembre 1291, Philippe le Bel achète l'hommage-gerge du dauphin Humbert moyennant une pension de 500 livres de tournois. Arch. Nat. J 277, n° 5, Valbonnais, t. 1, p. 16.

du Provence. Aux termes de cet arrangement, Charles de Valois, frère du roi de France le même qui avait reçu du Pape le titre de roi excommunié d'Aragon sans pouvoir en exercer l'office, renonçait à cette couronne illusoire et recevait en compensation, de Charles I., pour la cause duquel il avait combattu, les comtes d'Anjou et du Maine avec la main de Marguerite d'Anjou. Pour dédommager les princes angevins de ce sacrifice qui augmentait de deux belles provinces les domaines de la branche aînée de la famille capétienne Philippe le Bel abandonna à Charles II la moitié indivise de la ville d'Avignon que son père avait recueillie dans la succession d'Aymeric de Poitiers. Charles II possédait du chef de ses prédécesseurs, comtes de Provence, l'autre moitié d'Avignon, de sorte qu'il fut le seul maître de cette ville, quoique obligé de passer dans les campagnes voisines la domination des Papes, seigneurs du Venaissin en vertu du traité de 1299, qui avait mis fin à la guerre des Alsigeois. Ce mariage n'affaiblit pas l'influence du roi de France dans le Midi. Philippe, jadis fort hostile à la politique angevine, devant alors faire de ses comtes d'Anjou engagés dans les difficultés de la politique italienne; on verra que cette alliance lui servit à plusieurs reprises dans la suite de son règne. Ainsi, maître de Lyon, en mesure d'exercer son influence en Comté, de dicter sa volonté au comte de Valentinois, d'imposer son arbitre au Dauphin de Viennois et au comte de Provence, Philippe le Bel se trouvait dans la meilleure position pour ralentir ou précipiter les événements et en toute occurrence pour les faire tourner à son profit.

Adolphe de Nassau eût peut-être volontiers fermé les yeux sur les accroissements de territoire et d'influence qui, dans l'Est et le Sud-Est de la France, récompensaient l'habile politique des rois Capétiens; mais ni l'état de l'opinion en Allemagne, ni les circonstances qui s'étaient produites son élection ne lui permettaient une semblable indifférence. Le résultat des affaires de Bourgogne avait causé un vif mécontentement en Allemagne; celui pour lequel l'Allemagne une blessure mal cicatrisée. Aussi, comme pour mieux accruser la différence de sa politique d'avec celle des Habsbourg, le roi des Romains crut nécessaire de s'en occuper tout d'abord. Dès l'automne de l'année 1293, se trouvant en Alsace à la tête d'une armée importante<sup>1</sup>, il se

1. *Chronica Walmar*, dans les *Monumenta Germanicarum Scriptores* t. XVII, p. 258.  
FUCHSBERG. — Le Royaume d'Alsace

décide à profiter de sa présence dans ces régions pour régler à l'avantage de l'Empire la situation toujours troublée de la Comté et de Besançon. Alors Hugues de Bourgogne, le frère du palatin, partisan devenu du roi de France, combat avec succès l'intolérance personnelle le baron d'Arlay le plus puissant des amis de l'Empire. A Besançon, la sympathie des bourgeois pour la France ne se dément pas, encouragée qu'elle est par l'archevêque et par le comte Otton, aussi Hugues travaille à y supplanter le baron dans les fonctions de maire et de vicomte qui donnent à qui en est investi un pouvoir considérable sur la cité. A la même époque, comme le baron d'Arlay possède un droit de péage au passage de Joux, Hugues, afin de diminuer les revenus de son adversaire, s'efforce de détourner les marchands qui ont l'habitude de prendre cette voie pour pénétrer en France. Telles sont les circonstances qui provoquent l'intervention d'Adolphe, il contraint le comte Otton à se rendre à sa cour, à Colmar<sup>1</sup>, y reçoit son hommage et lui impose l'obligation pénale de réprimer à Besançon les entreprises de son frère Hugues au détriment de Jean d'Arlay, en même temps, il met à bout toutes les mesures prises pour enlever au baron le profit de son droit de péage<sup>2</sup>. Encore une fois Otton se trouve réduit à la même nécessité de se faire d'un des domaines l'exécuteur des décisions prises contre ses partisans et en faveur de ses adversaires. Evidemment le nouvel empereur s'annonçait comme très hostile au palatin et, par suite, à la France qui le protégeait avec le plan bien arrêté d'absorber ses états.

1. Adolphe permit avoir mentionné le passage d'Otton d'une expédition contre Besançon. On ne se décide pas à se reconnaître. Ainsi, dans le traité de 1244, on mentionne les chanceliers qui supposent à cette époque une expédition contre Besançon, par exemple *Annal. Stedefingensis* ad. ann. 1231 dans les *Monumenta Germaniae Scriptores*, t. XVII p. 307 Cf. *Ungedruckte, als politische des thüringischen Deutschlands im Frankreich während der Regierung Adolfs von Nassau* (Strasbourg, n° 1284), p. 14.

2. Les documents sur cette affaire au péage de Joux, sont au Trésor des Chartes, J. 254, n° 23; J. 253, n° 24. Ils ont été analysés par M. Funk-Brennans, op. cit., p. 11. Quant à l'affaire de la murie de Besançon, elle se déroule en octobre 1231. Adolphe ordonne à Jean d'Arlay de se rendre à la cour de l'empereur et de se présenter au Trésor des Chartes, ad. ann. 1231, fol. 172 cité par Funk-Brennans, p. 11, cf. *Archives du Doubs*, D 500. En 1231 Otton IV dut pour se conformer aux vœux d'Adolphe de Nassau, investir Jean d'Arlay de la murie de Besançon. Jean fut à cette occasion excommunié par l'archevêque et se se réconcilie avec l'Église qu'en 1235. *Archives du Doubs*, Jura.

## III — LES ALLIÉS DE LA FRANCE ET CELI DE L'ENFANC.

Cependant, peu à peu, l'horizon de la politique européenne s'obscurcissant : une guerre, qui semblait depuis longtemps inévitable, éclata au printemps de 1294 entre la France et l'Angleterre. Aussi, et les deux adversaires, Philippe le Bel et Edouard I<sup>er</sup>, se mirent en devoir de chercher des allies, d'ailleurs assez carrément désignés par l'état général de l'Europe occidentale : on va voir que ces circonstances nouvelles offrirent à Adolphe de Nassau le moyen de pousser plus avant la lutte qu'il avait entreprise contre Philippe le Bel.

Sous l'influence des sympathies qui attirèrent vers l'Angleterre les grandes villes de ses dominies, le comte de Flandre, Gu. de Dainpierre, s'étant rapproché du roi d'Angleterre, nombre de seigneurs des Pays-Bas et des régions voisines avaient suivi son exemple, ainsi le duc de Brabant, le comte de Hollande, le comte de Juliers, le comte de Bar. On comprend qu'Adolphe de Nassau ait cédé sans peine à ce mouvement : le 21 août 1294, il accepta les conditions d'une alliance avec l'Angleterre et les conférences furent terminées. Les conférences tenues à Dordrecht entre ses plénipotentiaires et les ambassadeurs anglais. Une tumeur peu honorable pour le roi des Romains se répandit en Europe : on disait de ce prince, non sans raison, qu'il s'était laissé séduire par l'or du roi d'Angleterre<sup>2</sup>, auquel on attribuait déjà un mag. qu'il pouvait pour acheter des censures à France; le pape Boniface VIII lui-même crut bon d'écrire à Adolphe qu'il ne convenait pas à sa dignité de roi des Romains et de futur empereur de se mettre à la solde d'un autre souverain<sup>3</sup>. Adolphe eut pu répondre aux trois usages de la diplomatie, que, lui, l'abbé et le

3. *Reposita*, n° 177 et seq. cf. *Illegum et al.* *loc. cit.* par. 121 et seq.

2. Guillaume de Nangis s'exprime ainsi : « Adolphus regi Angliæ incho. la confirmatione & redditione de la Baronie de Flisteron de France, l. 1, p. 287 » et *Edmunda rex anglorum, clausula Monasterialis Germaniae, Scriptores. l. LVII, p. 135*, et *M. de Weggemance, dans la même collection, Scriptores, t. XLVIII, p. 498*. Une lettre du roi d'Angleterre, du novembre 1294, contenant la mention d'un transport d'or et d'argent d'un *scholarium* vers *Kussardenburg* (Hesse) Baym, l. 1, 2<sup>e</sup> partie, p. 34.

3. Texte publié par Heynald, 1255, p. 45, verso et recto de 27, ann. 766. *homines etc.*, pp. 173 et 74) manquent de texte et le reste des 93 vers. Le Pape s'exprime très noblement à l'égard d'Alfred tantum et tam potentem principem ut comparetur ei, mais sans élever merveilles d'ajustement autour de la ligne indiquée ? — Aussi peut-on attribuer à A. tout d'A. rien de ce mot : et si dominus noster Romanorum princeps supradictarius est Angli effectus et ego minoris dedecore suspendimus ara Franci = Nathan de Neuheng, dans les *Foires de Bâle*, t. IV, p. 169.

puisse pour engager la lutte contre le roi de France, il lui fallut bien accepter les subterfuges de qui lui en offrait, et qui au surplus il n'était ni le seul ni le premier qui se fût laissé tenter par les rois des Plantagenets.

Non contents d'avoir obtenu l'alliance du roi des Romains, les diplomates anglais essayaient d'enfermer la France dans un cercle d'enceinte. Des la mort de Rodolphe de Habsbourg, Amédée de Savoie, affranchi de toute contrainte, a repris les desseins de sa maison sur les pays helvétiques et de sa son frère Louis, baron de Vaud, il a ressaisi Payerne, Morat et d'autres lieux, et a renouvelé son traité d'alliance avec les Bernois<sup>1</sup>. Or l'élection d'Adolphe n'est point faite pour le décourager. En effet, le nouveau souverain n'est plus, comme l'était Rodolphe de Habsbourg, l'ennemi traditionnel de la maison de Savoie, au contraire, s'il faut lutter contre les Habsbourg, Adolphe sera plutôt disposé à joindre ses forces à celles du comte Amédée. D'autre part, on n'a pas oublié les relations anciennes qui unissaient la maison de Savoie au roi d'Angleterre ainsi qu'à Edouard I<sup>er</sup> au moins aussi étroitement qu'à Adolphe de Nassau, le comte Amédée de Savoie se range sans peine parmi les seigneurs coalisés contre la France. Nul ne peut s'étonner de le voir adhérer aux propositions Anglaises et servir les intérêts du roi des Romains dont il avait si vivement combattu le prédécesseur<sup>2</sup>. La combinaison des alliances de la Savoie avait été renversée en même temps que la direction de la politique impériale, mais le but poursuivi par les comtes de Savoie n'avait pas varié.

Autrefois le comte Amédée agissait de concert avec Otton de Bourgogne et le parti français qui le soutenait en Comté. Devenu l'ami de l'Angleterre et du roi des Romains, s'est maintenant aux seigneurs du parti impérial qu'il rendra la main. Or il faut savoir qu'une portion considérable de la noblesse comtoise opposait une vigoureuse résistance au comte Otton qui poursuivait le dessein de transporter à la France la Bourgogne palatine. Au mois de février 1294, vingt-huit barons de la haute Bourgogne réunis à Besançon y avaient formé pour eux une confédération dont le but était de s'opposer à la réalisation des desseins d'Otton IV<sup>3</sup>. La ligue bourguignonne ne pouvait manquer

1. Kopp, *Amédée Adelf*, pp. 1 et 11.

2. En 1294, le comte Jean de Brabant fut chargé par le roi d'Angleterre de déjouer des subterfuges au comte de Savoie. Hymier, t. I, n<sup>o</sup> 107, p. 133 (document du 12 août).

3. Fœnk-Brennans, article cit., p. 14.



de solliciter l'appui des rois d'Angleterre et d'Allemagne. Le comte de Savoie paraît lui avoir servi d'intermédiaire, en tous cas, c'est lui qui, au mois d'août, 1294, reçoit du roi Édouard I<sup>er</sup> les subides qu'il est chargé de faire passer aux seigneurs de la Comté de Bourgogne confédérés contre la France. Amédée fait maintenant la guerre au palatin Otton pour le compte du roi des Romains, quatre ans plus tard, en 1299, il aidait le même palatin Otton à résister au roi des Romains, alors Rodolphe de Habsbourg, qui avait envahi la Comté.

De son côté, le roi de France s'occupe activement d'opposer coalition à coalition. Au Nord, il peut compter sur le roi d'Ecosse, sur Jean d'Avesnes, comte de Hainaut, qui revient à la France quand son rival, Gui de Dampierre, passe au service de l'Angleterre, sur le comte Henri de Luxembourg, le même qui, plus tard, osera la couronne impériale. À l'Est, le duc Ferry de Lorraine lui a promis son concours, naturellement le comte Oron, palatin de Bourgogne, lui est tout dévoué, en dépit de l'hommage qu'il a été contraint de rendre au roi des Romains. Dans le Sud-Est, outre l'évêque de Valence et le comte de Valentinois qui, (et on le verra) s'accordent à suivre l'alliance française, le roi de France compte parmi ses plus utiles auxiliaires le vaupain Humbert I<sup>er</sup>. En décembre 1292, Humbert a conclu un traité d'alliance avec Philippe le Bel, non plus, le dauphin, en échange d'une pension annuelle de cent cents livres de tournois que le roi s'engage à lui payer sur le trésor de la Tourne, s'est fait l'homme lige du roi de France, auquel, sous certaines conditions, il promet un contingent d'hommes armés<sup>1</sup>. Humbert a cru par ce traité gagner le secours de la France contre la Savoie, mais désormais il ne sera pas facile aux Dauphins de recouvrer leur indépendance. En dépit des efforts énergiques qu'ils tenteront, ils ne pourront réussir à se soustraire pour longtemps à l'influence croissante de la France, jusqu'au jour où la politique française complètera son œuvre par l'annexion du Dauphiné.

#### IV. — PRÉSENTS ET DESSINS DE L'EUROPE

Telle est dans le royaume de France la situation des partis au commencement de l'année 1294. Il se trouve que l'Europe occidentale se

1. Voir le document I, III, p. 129, n° 1, publié par R. M. et C. L., p. 204.

2. Voir le document I, III, p. 129, n° 2, publié par R. M. et C. L., p. 204.

alors que le point de devenir le théâtre d'une lutte générale où se jouerait l'avenir de la monarchie française, les contemporains pouvaient se croire à la veille de quelque bataille analogue à celle de Bouvines. Le roi des Romains ne craignait pas d'affecter vis à vis de Philippe le Bel le ton le plus arrogant, dès le 31 août 1294, par une lettre datée de Nuremberg, il lui avait officiellement annoncé qu'il prenait les armes pour reconquérir les pays que la royauté française avait usurpés sur les frontières de l'Empire<sup>1</sup>. Il répétait cette déclaration pompeuse dans les lettres qu'il adressait vers la même époque à ses vassaux et aux vassaux de l'Empire; au duc de Lorraine, aux évêques de Toul et de Verdun il écrivait qu'il ne peut plus tolérer les usurpations de Philippe le Bel<sup>2</sup>, au comte de Salins il défend de donner aucun secours à ce prince qui, par une témérité insoumise, envahit les terres de l'Empire et en occupe les terres, suivant en cela les premiers exemples de ses prédécesseurs<sup>3</sup>. À en juger par de nombreux passages de ses écrits, ces fanfaronnades furent prises au sérieux, sinon par le roi de France, au moins par une fraction de l'opinion, d'après les récits qui se répètent en beaucoup d'endroits, le roi des Romains revendique le royaume d'Arles<sup>4</sup>, conquis par Philippe le Bel en des circonstances qui le rendent de la légende bien plus que de l'histoire<sup>5</sup>. La rumeur publique ajoute que sans se borner à

1. Martens, *Thesaurus Anecdotorum*, t. I, p. 1270.

2. Dom En mel. *Histoire de Lorraine*, t. II, p. 337.

3. Winkelmann, *Acta Imperii melim*, t. II, n° 221.

4. Exemple, « Acta 116. Romanorum rex. repavit à regis Francie regnum Arlesense », *Chronicon Richardi de Puma*. Dans les *Monumenta Germanica, Scriptores*, t. IX, p. 813, ce texte est répété avec des modifications dans les *Annales d'Ulrich de Habsbourg*. *Ibid.*, t. XVIII, p. 396 : « Et Augustus plus devans regi Anglie, repavit à regis Francie regnum Arlesense et quasdam alias provincias et terras quas dicebat esse Imperii, et spoliavit coronam Imperii, et vicar, l'auteur de la *Chronique* paraît se tromper, semble s'être inspiré des mêmes notes pour la rédaction de chap. 90 de sa chronique. Cf. Besson, *Revue des études historiques*, dans les *Revue des études historiques* de l'Académie Impériale de Vienne, classe des sciences philosophiques et d'histoire, t. CIV (année 1887), pp. 60 et 61.

5. D'après le chroniqueur de Colmar (*Monumenta*, t. XVII, pp. 261 et 262), au lieu de l'empereur, le roi d'Arles serait mort sans héritier laissant le royaume devant revenir au roi de France. Mais, tandis que Rodolphe hésitait à se couronner le roi de France, son neveu qui gouvernait le royaume d'Arles (evêque d'Arles) le couronna. Il est évident que ce ne fut pas le roi de France qui prit possession du royaume d'Arles, mais le roi de France qui prit possession du royaume d'Arles, mais le roi de France qui prit possession du royaume d'Arles.

réclamer ce royaume, Adolphe voudrait reprendre les autres provinces arrachées une à une à l'Empire par les Capétiens, on va même jusqu'à annoncer qu'il demande la restitution de la couronne d'épines du Sauveur, que saint Louis a acquise et que ses prédécesseurs conservent comme un précieux trésor. Partout on s'attend de la part du roi des Romains à un effort décisif pour ressaisir la suprématie politique en Occident.

Il n'était point difficile de rêver une politique impériale; mais la tâche devenait plus ardue quand il s'agissait de faire passer ces rêves dans le domaine de la réalité. En effet, nombreux étaient ceux dont une telle politique lésait les intérêts et les prétentions; en l'affirmant, le roi des Romains se trouvait fatalement entraîné à faire valoir ses droits, non seulement sur la Bourgogne, mais encore et surtout sur la péninsule ibérique et, pour les siècles du moyen âge, se voyaient les luites dont l'issue décida de la domination universelle. Par la force même des choses, à la fin de Nassau, abandonnant la précieuse réserve de Rodolphe de Habsbourg, manifeste par des actes non équivoqués son intention d'intervenir en Italie pour y reprendre la politique impériale, c'est-à-dire gibeline<sup>1</sup>. Ainsi en 1294, il confie le vicariat de l'Empire à Milan au gibelin Matteo Visconti<sup>2</sup>, inaugurant ainsi ce leurre de diplomatie par lequel les empereurs s'efforcent de donner la consécration du droit aux pouvoirs de fait qui s'imposent aux villes italiennes, à cette occasion, il a envoyé à Milan des ambassadeurs qui, chargés d'investir Matteo de sa dignité nouvelle profitent de leur séjour en Lombardie pour y recueillir les hommages des sujets de l'Empire. L'année suivante, c'est, non plus en Lombardie, mais en Toscane qu'Adolphe exerce son activité, cédant aux appels des Gibelins il députe en qualité de vicar le plus considérable de ses partisans en Italie, ce noble Jean d'Alay<sup>3</sup>, qui est montré dans

1. Adolphe mène une expédition en Italie, en juillet 1294, il fait promettre au archevêque de Trèves de lui fournir cinq cents chevaliers pour accompagner dans cette expédition (texte cité par Koepf, p. 76) d'après Gundler, *Codez diplomatique des Habsbourg*, t. I, p. 5. On voit que l'empereur a l'intention d'attaquer les Guesclis, se faisant certainement emporter à Rome, dans le but de se faire couronner empereur.

2. *Chronicon fr. Francisci Pipini*, Muratori *Scriptores*, t. IX, p. 734.

3. Prokémios de Tarentos, dans Muratori, *Scriptores*, t. XI, pp. 124 et 130, cf. Villani, *Libroz Fiorentino*, VIII, 14. — Parmi les faveurs que le Pape accorde au baron d'Alay, sans doute pour le dévouer à sa cause, il fait signer la confirmation de

son adversaire, le chef des adversaires de Philippe le Bel. Or, il se trouve qu'un Pape guelfe, à qui l'on ne peut refuser une profonde intelligence des choses politiques, avait rempalcé sur la chaire de saint Pierre le fantôme de pontife auquel une étrange élection avait valu pour quelque temps le gouvernement de l'Eglise. Les tendances d'Adolphe de Nassau n'étaient point pour lui plaire. En même temps, il achète à prix d'argent d'abord l'action, puis la retraite du baron d'Arlay<sup>1</sup>. Boniface fait cause commune avec les Guelfes et les Vassaux, leurs protecteurs, et tout naturellement aussi il se porte vers celui de France dont Adolphe de Nassau est fait l'ennemi. Ainsi en inquiétant à la fois le Pape, les Guelfes et la France, le roi des Romains a préparé contre lui-même la formation d'une redoutable coalition. Les efforts de Frédéric II s'étaient brisés contre la résistance de la Papauté et des Guelfes d'Italie : comment la famille Adolphe peut-elle rêver de triompher des mêmes adversaires appuyés sur les forces de la royauté française?

Je n'ai pas à refaire ici le récit, déjà donné à plusieurs reprises, des événements qui se succédaient entre 1294 et 1298 : l'examen attentif de ces événements me semble démontrer que l'échec d'Adolphe n'est dû ni moins encore, peut-être, à son incapacité qu'à l'exigence de ses ressources et à l'habile diplomatie de son adversaire. Adolphe avait bien compris sa propre faiblesse ; c'est pourquoi il avait dirigé contre la Meuse et la Thuringe une guerre heureuse de l'issue de laquelle il était en droit d'attendre un accroissement de forces<sup>2</sup>. Mais pendant ce temps, les agents de Philippe le Bel étaient à l'œuvre pour desas-

son droit de monnayage. Julie du 3 mars 1296, manuscrit n° 1000, *Curia Adolphi*, p. 311, n° 21. Voyez aussi les lettres de Boniface VIII des 5 et 13 juin 1296, constatant qu'on a obtenu du baron d'Arlay qu'il ne se servira pas de son titre de vicario *ne nobis in futurum non laetetur*, moyennant une somme de 50 m. de Rome que les Guelfes se sont engagés à lui payer : *Registra de Bonifacio VIII*, n° 1397 et 14. Sur le manuscrit dont Jean d'Arlay se servait à quitter la Toscane, voir l'article de Guido Favre : *Bonifacio VIII e le sue relazioni col Comune di Firenze* dans l'*Archivio storico* *di Società Romana di Storia Patria*, t. IV, p. 373.

<sup>1</sup> Voir la note précédente.

<sup>2</sup> Voir sa lettre du 8 avril 1296 aux bourgeois de Besançon pour leur annoncer ses triomphes en Allemagne : « prius milibus Hungari Orientali et Thuringie nostre Imperio triumphante appropinquavit » Il les exhorte à résister aux manœuvres du roi de France : Wankelmann *Acta* t. II, n° 213. C'est alors qu'il veut se présenter contre le roi de France : « ut cum » *disputabitur* de rebus prope exsuperatis » *Annalis Curie* t. I, p. 100. Voir aussi G. Favre, *op. cit.* t. VII, p. 431.

préparer la coalition anglo-allemande en provoquant la défection des adversaires du roi des Romains. Il faudrait suivre les efforts de ces trois vases dont l'action la plus souvent reculée, sollicite la royauté : les bourgeois de Beaupré, ébranle la fidélité de Renaud de Gueldre et de Florent de Hollande<sup>1</sup>, et déterminent de nombreux seigneurs tels que le comte de Savoie, à trahir les espérances des Anglais et des Allemands en demeurant dans une prudente inaction, si bien que presque seuls le comte de Bar et les confédérés Comtes ralliés autour de Jean d'Arlay tiennent leurs promesses en luttant contre la France<sup>2</sup>. Il faudrait aussi montrer Philippe le Bel profitant. Dès 1295, des germes de discorde qui fermentaient entre Adolphe de Nassau et son rival Albert d'Autriche, et jetant ainsi les bases d'une alliance assez redoutable pour qu'elle ait pu un jour paralyser tous les efforts du roi des Romains contre la France; en cela Philippe reprenait la tradition de ses ancêtres, qui était de s'allier avec le Sud le LA leuagns contre le Nord<sup>3</sup>. Ainsi le roi enlève à Adolphe de Nassau l'appui des alliés sur lesquels il a le droit de compter en même temps qu'il encourage ses plus dangereux ennemis.

Cependant Boniface VIII s'efforce d'entraver l'extension des projets agressifs que le roi des Romains nourrit contre la France, cette conduite du Pape était d'ailleurs très correcte, puisque les Papes Romains étaient considérés comme les garçons de la paix publique en Occident. Pour arrêter la guerre, le Pape n'hésite pas à poursuivre rigoureusement une campagne diplomatique, ses envoyés parcourent

<sup>1</sup> *Известия ЦАГИ*, 1960, № 5, с. 56 и далее.

2. Voir l'extrait du document qui, publié d'abord par Boudarie (*Notices et extraits de la collection de la bibliothèque de la ville de Paris*, t. XXV, no 193, p. 135), a été repris par L. Brunet, qui l'a accompagné d'une intéressante dissertation, dans sa *Revue historique*, t. XXXIX (année 1869), pp. 326 et ss. L'auteur du document se plaint ainsi : « Et les seigneurs du Roy ne cherchaient tant que le comte de Savoie et plusieurs autres s'acharner de ne voudroient estre contre le comte de France, lors poëmon. Il comte de Bar et monseigneur Jehan de Chalon, qui se tindrent tout jours en mesmes propos avec le roi d'Angleterre, et puis commencèrent la guerre au royaume ».

3. *Chronica Hungarica* d'Ortocar (Paz, L. 121), s. 63).

4. Sur la demande de Boniface VIII, voir les documents suivants : deux bulles du pape 1295 adressées à Adolphe de Nassau, à l'archevêque de Mayence, au duc de Bavière et à son frère Adolphe. Toutes ont pour objet d'assurer le succès de la réélection tentée par Boniface VIII entre la France et l'Angleterre et d'empêcher Adolphe de se jeter sur la France, contre laquelle il a préparé un armement considérable (= A d li raimons ius d'i Bonifaci e Adolphi) qu'on ne doit pas confondre avec :



d'Angleterre l'avait déterminé à déclarer la guerre à la France. En tous cas, pour quelque motif que ce fût, Adolphe de Nassau ne se trouva pas en mesure d'exercer une action efficace contre Philippe le Bel. Lorsque, le 9 octobre 1297, les rois de France et d'Angleterre eurent conclu une trêve, Adolphe ne tarda pas à y adhérer; quelques mois plus tard il n'en était pas moins combattu à outrance par le duc d'Autriche Albert de Habsbourg. Le 2 juillet 1298, il périt dans la défaite qui mit fin à sa courte et peu glorieuse royauté. Jamais plus souvent que sous son règne il n'avait été question en Allemagne de reconquérir le royaume d'Arles, jamais projet plus pompeusement annoncé n'avait plus pitoyablement échoué. Il nous reste à résumer sommairement les faits principaux qui, dans l'Est et le Sud-Est, marquent à cette époque la situation respective de l'Empire et de la France.

#### V. — PROJET DE LA FRANCE DANS LE ROYAUME D'ARLES

Le transfert éventuel de la Comté de Bourgogne à la France en vertu du traité d'Evreux avait été l'occasion de la lutte engagée entre Philippe le Bel et Adolphe de Nassau. Or, on a vu plus haut comment un certain nombre de seigneurs de la Comté, auxquels les prétentions du roi de France et des tendances françaises du palatin Otton avaient, dès l'année 1294, pris rang dans la confédération dirigée contre Philippe le Bel par le roi d'Angleterre et le roi des Romains. Pressé par le redoublement adversaires et succombant sous le poids de ses dettes, le palatin n'hésite pas à renouveler, en l'aggravant, le traité d'Evreux; il accepte, le 2 mars 1295, à Vincennes, une convention qui n'est en réalité qu'une vente de la Comté à la France. L'héritière d'Otton, Jeanne de Bourgogne, épousera l'un des deux fils aînés de Philippe le Bel, et lui apportera en dot l'héritage de la Comté, dont Philippe IV est dès à présent nommé administrateur aux

„ XXXIX, p. 332; cf. chronique de Jean Desnouelles (*Historiens de France*, t. XXI, p. 186). Adolphe avait pris les armes parce qu'il recevait des aubaines de l'Angleterre. « Il n'est nullement étonnant qu'il ait ensuite vendu sa mesure à ce roi de France. Etant très besoigneux, il était tout naturellement converti, » sur ce point au moins, Jean Desnouelles a raison. Ce n'est peut-être pas une tâche facile que celle de certains érudits allemands qui se sont fait les champions de la réputation d'Adolphe de Bourgogne, *op. cit.*, pp. 92 et 93. et Scheffer-Bohnenst., *Gallienische Geschichte des deutschen Reiches, Göttingische Anzeigen*, 1862, pp. 215 et 26. En tous cas, voir en opinion de M. Lohmeyer (*Recherches historiques sur les relations de la France et de l'Allemagne*), et Funck-Brentano (article cité).





le roi de France et pour mettre au service de la cause commune leurs châteaux avec un contingent de 400 chevaliers<sup>1</sup>.

Cependant Philippe le Bel se hâta de tirer parti des avantages qu'il conférait le traité de Vincennes. Pour plus d'une raison, l'extension de l'influence de la France en Comté eût pu porter ombrage au duc de Bourgogne, Robert, le roi de France sait tout d'abord le concéder à sa politique et lui enlever tout sujet de défiance. En second lieu, Philippe favorise la formation, au sein de l'aristocratie comtoise, d'une faction française dont il s'aidra pour combattre le parti impérial, à la tête de cette faction se place un propre frère d'Oton IV car Hugues de Bourgogne qui avait jadis combattu à Besançon l'influence du baron d'Adeluy<sup>2</sup>. Sous la haute direction du duc Robert, alors gardien de la Comté pour le roi de France, Hugues commande les troupes qui s'opèrent dans cette province pour réaliser ses desseins de Philippe le Bel. Ainsi les deux partis adverses obéissent à la direction des frères du palatin Oton. Les fiefs des nobles se partagent entre les deux camps et la guerre civile désole la Comté.

Y compris la mollesse et l'impressionnabilité d'Adolphe de Nassau trompèrent en Comté comme ailleurs, les illusions des Impériaux. En vain il annonce, au commencement de 1296 la prochaine réunion, à Francfort, d'une diète qui règlera les affaires de Bourgogne<sup>3</sup>; en vain lors de la réunion de cette diète il obtient une décision qui déclare le palatin Oton traître à l'Empire et déchue de tous ses fiefs, en vain il essaie d'affermir la fidèle chancelante des bourgeois de Besançon

1. Voir sur cet fait la convention passée, en 1297, par les nobles comtois avec Edouard I<sup>er</sup>, *super servitiis Regi prestantis pro subditis illis comitatus solennibus*, Rymer, t. I, 1<sup>re</sup> partie, p. 187, et la convention passée par les mêmes seigneurs avec Adolphe de Nassau, à Lobienitz, le 3 février 1297 et voir, *die Liberrechte des deutschen Reichsarchivs zu Paris*, n<sup>o</sup> 13, dans les *Sitzungsberichte der I. Academie Ingherische der Vienne*, classe de philosophie et d'histoire, année 1851, t. XIV.

2. En 1295, l'archevêque Eudes de Bourgogne avait autorisé Hugues à acquiescer au traité de Vincennes. *Acta Eudae archiepiscopi comitis de Burgundia* fol. 51 — Il acquiesce en 1299 avec le duc Robert de Bourgogne, procureur général des acquisitions. Archives du Doubs, B. 499.

3. Convocation adressée le 8 avril 1296 aux bourgeois de Namur en vue de la diète qui devra tenir à Francfort le 30, voir aussi, en y traitera les affaires de la Bourgogne Witzkolmann, *Acta imperii indita*, t. II n<sup>o</sup> 261 et *Regesta* n<sup>o</sup> 312, (document cité par Nicker *die Liberrechte des deutschen Reichsarchivs zu Paris* voir aussi Bergengrün, p. 74.) Déjà la sentence avait été prononcée par Adolphe sur la Comté de Bourgogne (lettre du 28 février 1296 citée par Daverio *Verzeichnis der Comté de Bourgogne en 1297 l'Empire germanique* p. 16, d'après les *Archives*, p. 29).

en confirmant leurs privilèges<sup>1</sup>. Les paroles et les diplômes du roi des Romains ne pouvaient non seulem. l'action é.nergique de ses adversaires. Le parti français occupe les unes après les autres les villes importantes de la Comté : Dôle, Poligny, Gray, Pontarlier, vers 1294, le chef de ce parti, Hugues de Bourgogne, acquiert avec la vicomté de Besançon l'influence dominante dans la ville<sup>2</sup>. Ainsi les proclamations pompeuses d'Adolphe de Nassau n'ont pas été soutenues par les faits, c'est toujours chez lui même abondance de déclarations et de menaces, et une même impuissance quand il s'agit de passer à l'action.

Cependant, le 9 octobre 1297, Philippe le Bel conclut avec le roi d'Angleterre une suspension d'armes préliminaire d'une paix dont les conditions devaient être déterminées par l'arbitrage de Boniface VIII, cette trêve fut, quelques mois plus tard, étendue à tous les auxiliaires d'Edouard I<sup>er</sup>, par conséquent aux barons bourguignons qui appartenaient au parti impérial. Dès cette époque, la diplomatie française travaillait activement à dissoudre la coalition de la noblesse comtoise. Bientôt elle est récompensée de ses efforts par les défections successives du comte d'Anvers et du comte de Ferrette<sup>3</sup>. Leur com. n. s, après avoir essayé de prolonger la lutte, finissent par implorer le arbitrage papal, c'est pourquoi ils députent à Rome l'un d'eux, Gautier, seigneur de Montfalcon<sup>4</sup>. À dire vrai, cette ambassade n'a aucune chance de succès car Philippe le Bel n'est point disposé à tolérer que la diplomatie remet. en question les droits de la France sur la Comté. « Si le roi d'Allemagne, écrit-il au Pape vers 1296, élève des plaintes au sujet du comté de Bourgogne, ces plaintes ne sont nullement fondées car il est notoire que nous avons conquis cette contrée par guerre ouverte, après l'orgueilleux défi qu'il nous avait adressé<sup>5</sup>, » Ainsi c'est de son épée, et non de la grâce d'Adolphe que

1. Lettre du 8 avril 1296, citée plus haut, Adolphe invite les bourgeois de Pontarlier à lui envoyer leurs corporations par les Français. Le 23 septembre, il confirme les privilèges de Besançon. *Regesta Imperii*, n<sup>o</sup> 220.

2. Voir, sur ces événements, de Piépape, *Histoire de la réunion de la Franche-Comté à la France* (1831, 2 vol. in-8<sup>o</sup>), t. I, pp. 49 et ss., Bergongnien, *op. cit.*, pp. 49 et ss.; Funck-Brentano, *op. cit.*, pp. 2 et 36. — Voyez sur l'acquisition de la vicomté de Besançon, les documents conservés aux Archives du Doubs, B. 499, et ci-dessous plus haut, p. 20, et note.

3. Funck-Brentano, p. 79.

4. 26 avril 1296: Hymer, t. I, sur partie, p. 137.

5. « Et si dictus Theotonius rex de comitatu Burgundie conqueratur nos quoniam nulla ratione succurrit, nam notorium est anno basquod post guerram apertam et d. lidationem superbam à dicto Rege nobis factam, dictum comitatum nobis

le roi entend tenir la comté de Bourgogne. Il ne reste donc à la noblesse comtoise qu'à se résigner et fait accompli, c'est le parti qu'elle prendra dans les années suivantes. Ainsi, un érudit contemporain a pu, sans altérer l'histoire, terminer par ces mots une récente étude sur la politique d'Adolphe : « On a coutume de dater de 1369 la perte de la Franche-Comté pour l'Empire. C'est alors, en effet, qu'elle fut donnée en fief à Philippe le Hardi, mais, en fait, depuis 1205, elle était définitivement perdue<sup>1</sup>. » Treize ans plus tard, l'empereur Henri VII bornera ses prétentions sur la Comté à la demande d'un hommage de pure forme, le temps est passé où l'empereur allemand pouvait se flatter d'y exercer une réelle autorité.

Ce n'est pas seulement en Bourgogne que le roi de France gagne du terrain. A Lyon, il soutient ses prétentions par tous les moyens qui sont en son pouvoir. Deux fois en 1295, il rappelle au fonctionnaire qui le représente en cette ville avec le titre de gardien le devoir qui lui incombe de protéger les bourgeois de Lyon, toujours en querelle avec l'archevêque ; il va même jusqu'à reconnaître aux bourgeois de Lyon le droit de s'imposer afin de consacrer une bourse commune pour la défense de leurs intérêts et la réparation de leurs remparts<sup>2</sup>. Plus tard, en 1298, le gardien royal continue de soutenir les bourgeois qui, confiants en la parole du roi, se sont mis en lutte ouverte contre le pouvoir de l'Eglise ; en revanche, il n'hésite pas à frapper ceux d'entre eux qui refusent de payer les impôts destinés à alimenter la résistance à l'archevêque. En vain Celestin V a cru porter remède aux maheurs de l'Eglise de Lyon, « opprimée par l'injustice de puissants voisins, » en lui donnant pour pasteur un prince de la maison d'Anjou, (fils du roi de Sicile Charles II.) le même personnage qui<sup>3</sup>, plus tard, évêque de Toulouse, mérita les honneurs de la canonisation ; en vain deux ans plus tard, l'archevêque Louis a consenti à se retirer, en vain Boniface VIII a essayé d'attirer à son tribunal la querelle qui divise le clergé et les bourgeois de Lyon

*duximus acquirendum, nam in illis locis suis contra nos gravia iniuria minabatur* » Dumont-Houssot, *Curia septemanaque*, supplément, t. I, 1<sup>re</sup> partie, p. 16.

1. Bergengrün p. 90.

2. Guigues, *Cartulaire municipal de Lyon*, pp. 35, 36 et 37.

3. *Ibid.*, p. 30.

4. 7 septembre 1294. Potthast, n° 23990.

Quelle que soit la réputation de l'archevêque Henri de Vllars, il n'est aucun recours qui puisse le défendre contre Philippe le Bel, il faudra bien que Lyon tombe définitivement aux mains du roi de France. D'ailleurs la besogne est déjà fort avancée; quand les clercs de Lyon lui résistent, le roi n'éprouve aucun scrupule à saisir les biens de l'église. Il ne restera plus qu'à y mettre les formes pour triompher des dernières résistances<sup>1</sup>.

On sait déjà que le comte Amédée de Savoie s'était, dès ce commencement des hostilités, rangé au nombre des ennemis de Philippe le Bel. Sans toute soumission à l'influence de la diplomatie française, il s'abstient de prendre une part active à la lutte contre la France. Mais on le voit à d'autres reprises employer ses talents diplomatiques au profit de la coalition à laquelle il s'est associé. Dès le mois d'août 1294, c'est à lui qu'est confiée la mission de répartir les subsides qu'Edouard I<sup>er</sup> envoie aux seigneurs de la Comté disposés à prendre les armes contre la France. En 1294, il reçoit pour le roi d'Angleterre une mission diplomatique; évidemment Edouard ne lui confie ses intérêts que parce qu'il le tient pour un ami sûr et fidèle<sup>2</sup>. L'année suivante, lorsque Philippe le Bel menace la Flandre, c'est à Amédée de Savoie qu'Edouard s'adresse tout d'abord afin de recruter des auxiliaires au comte Gui de Dampierre<sup>3</sup>; quand, à l'automne de cette même année 1297, une trêve est conclue avec la France et l'Angleterre, le comte de Savoie figure à côté du comte de Flandre dans la liste des confédérés d'Edouard I<sup>er</sup> compris dans la trêve<sup>4</sup>. Ajoutez à cela qu'au moment où des pourparlers seront entamés à Rome en vue d'établir une paix définitive entre les rois de France et d'Angleterre, c'est encore à Amédée de Savoie que le monarque anglais remettra le soin de con-

1. Voir mon livre de Boniface VIII, du 28 août 1297, où le Pape fait mention de la querelle qui a éclaté entre l'archevêque et le chapitre de Lyon d'une part et d'autre part, en les accusant et le côté occasionnellement appelé sous des réserves, au palais vaticain. « La ville de Lyon a été mise en interdit. Le Pape mande à l'archevêque de Nichotrie, à l'évêque de Lun et à Jean de Chevry, archidiacre de Rouen, de suspendre l'interdit et d'écarter les effets à Rome pour le concile prochain, à condition que l'épiscopat du Nord soit content de la situation existante dans regno. *Registrum de Bonifacio VIII* n° 904.

2. *Ibid.* t. I, 1<sup>re</sup> partie, p. 158, 165 et 166.

3. *Ibid.*, p. 161.

4. *Ibid.*, p. 190. Dès novembre 1297 Amédée est le plénipotentiaire du roi anglais. *Ibid.* p. 191.

duire les négociations<sup>1</sup>. Visiblement, pendant toute cette période, le comte de Savoie demeure allié à la politique d'Edouard I<sup>er</sup> et d'Adolphe de Nassau; il est nettement hostile aux aspirations ambitieuses de Philippe le Bel<sup>2</sup>.

La conduite du comte de Savoie détermine par contre-coup celle de son rival le dauphin de Viennois, il suffit qu'Amédée appuie la politique anglaise pour qu'Humbert I<sup>er</sup> observe étroitement le traité d'alliance qui l'avait lié à la France. Il se livre, sur les points contestés de la frontière, à une lutte de détail contre le comte de Savoie, il va même jusqu'à poursuivre cette lutte pendant la trêve générale conclue en octobre 1297, si bien que ses agressions donnent lieu à une plainte portée par Amédée devant les rois de France et d'Angleterre<sup>3</sup>. Non seulement, à suivre cette politique, le dauphin trouve l'avantage d'étaler son rival, non seulement il en est récompensé par la peine ou que lui sert le roi de France, non plus, protégé de la France et ennemi de la Savoie, il gagne naturellement l'amitié de son voisin, qui est en même temps son suzerain pour le Gapençais et l'Embrunais. Je veux parler de Charles II d'Anjou, comte de Provence et roi de Naples. En effet, les princes Angevins descendants de Charles d'Anjou sont en conflit perpétuel avec la maison de Savoie à laquelle ils disputent et disputeront longtemps encore l'influence en Piémont, il y a donc entre la Provence et le Dauphiné communauté de sympathies et d'antipathies. Ces circonstances expliquent facilement le traité de mariage qui, en mai 1298, fut conclu entre Jean, fils et héritier du

1. Amédée de Savoie est déjà à Rome dans l'été de 1298, et sur son action Kervyn de Lettenhove, *Études sur l'histoire du XIV<sup>e</sup> siècle. Recherches sur la part que l'ordre de l'Écuyer et le comte de Flandre prirent à la lutte de Bouffiers III et de Philippe le Bel*, publié dans le tome XXVII des *Recherches de l'Académie Royale de Belgique*, réimprimé dans le 18<sup>e</sup> volume de la *Patrologie Latine* de Migne, à la fin des *Œuvres de saint Bernard*. Voir pour le passage auquel il est fait allusion ci-dessus, loc. cit. 383.

2. Deux diplômes d'Adolphe, datés de Cologne, le 1<sup>er</sup> et 3 mars 1297, témoignent de la faveur que le roi des Français porta à l'ami de Savoie. Le 1<sup>er</sup> mars, l'ère d'Amédée. Le premier en consécration des services rendus par lui et ses successeurs qui ont été à la tête de ses voyages, au sujet de la mise en péage, et levé au château et à l'entrée de l'ancien comté, et de l'ancien. Voir les deux lettres habiles mentionnées et citées précédemment de Lombardie et Dargomila, pour les renseignements complémentaires. *Winkelmann, Acta, II*, no 311. La seconde concerne à Louis de Savoie un droit de monnayage. *Regesta Imperii*, n° 310.

3. Voir plus haut p. 171, la note qui rectifie la date d'un document conservé aux Archives Nationales.



échec, cependant Aymer IV a envoyé son fils à l'aide de Flandre  
 en 1297, avec un fort contingent de nobles Valentinois : il se trouve  
 mal payé de son zèle. C'est qu'il subit à regret l'influence de la  
 France à laquelle répond un accroissement de puissance de son voi-  
 sin le Dauph. ; mais si quelque soit son succès ou non, il lui faut  
 bien, bon gré, mal gré, se laisser aller à sa vie le mouvement qui es-  
 saime le Pays. La comté de Valentinois est trop faible et la roi de  
 France trop fort pour qu'il ne puisse être autrement. D'ailleurs l'his-  
 toire du comté de Valentinois est en fait l'histoire de tous les sei-  
 gneurs, ecclésiastiques ou laïques, depuis le comte de Comté jusqu'aux  
 comtes de la Provence : partout à cette époque se voit et s'affirme la  
 prépondérance des Capétiens. La Comté de Bourgogne se met sous les  
 seigneurs de la vallée du Rhone gagnés au parti français, ou tout au  
 moins temporairement contenus. tel est le résumé des événements qui,  
 dans ces régions, marquent le règne d'Adolphe de Nassau.





## CHAPITRE IX

### LE RÈGNE D'ALBERT D'AUTRICHE

#### I. — AVÈNEMENT D'ALBERT D'AUTRICHE, SES RAPPORTS AVEC LE SAINT-SIÈGE<sup>1</sup>

Quelques semaines après la bataille de Gœttersheim, où avait fini la courte carrière du roi Adolphe, les électeurs, les uns satisfaits, les autres résignés, portèrent leurs suffrages sur le vainqueur, Albert d'Autriche, auquel il était donné enfin de saisir cette couronne que son père, Rodolphe de Habsbourg, avait rêvée pour lui et que lui-même avait depuis longtemps entrevue dans ses espérances<sup>2</sup>. Si l'on faut en croire la lettre que les électeurs adressèrent alors à Boniface VIII<sup>3</sup>, Albert, alors âgé d'environ cinquante ans, était ami de l'Eglise, courageux à la guerre et aussi sage dans les conseils qu'énergique dans l'action. Il outea à cela quelques relations de parenté avec les familles royales de l'Occident, aussi bien que l'importance de ses états héréditaires lui assurèrent une influence qui n'avait pas été le partage de son prédécesseur, et que les nombreux enfants que lui avait données sa femme, Elisabeth de Carinthie, semblaient garantir à sa dynastie un brillant avenir. Cependant, pas plus que son père, il ne se proposa de suivre une politique impériale. Se conformant aux exemples de Rodolphe, il se préoccupa surtout d'assurer à ses descendants la royauté héréditaire d'Allemagne et ne réussit pas mieux que lui à atteindre ce but. Aussi conserva-t-il vis à vis du royaume d'Arles une attitude presque

1. Voir sur le règne d'Albert d'Autriche la seconde partie du troisième volume d'un grand ouvrage déjà cité de Kopp. Elle est intitulée *König Albrecht und seine Zeit* (Berlin, 1866, in-8°). Consultez aussi sur cette période l'ouvrage de Leroux, déjà cité *Recherches et documents sur les royaumes de la France et de l'Allemagne*.

2. 27 juil. 1298.

3. 28 juil. 1298 : *Monumenta Germaniae, Leges* t. II, pp. 467 et 48.

... et rente, la même douleur qu'il goûtera à l'égard de l'Italie et qui lui vaudra l'immortelle apostrophe de Dante.

La mot d'ordre de la politique extérieure d'Adolphe de Nassau avait été la revendication des droits de l'Empire usurpés par le roi de France : naturellement il n'en sera plus question sous Albert d'Autriche. Bien avant de monter sur le trône, ce prince était en relations amicales avec Philippe le Bel. à tel point que, dès 1295, il avait été question de consolider la sympathie politique par une alliance de famille entre les maisons de France et d'Autriche<sup>1</sup>. On a vu plus haut qu'Albert, au temps de la guerre entre Philippe et Adolphe de Nassau, avait puissamment servi les intérêts de la France en détournant, par ses menaces et ses diversions, l'attention et les forces du roi des Romains. Philippe le Bel n'eut pas de peine à comprendre combien le triomphe d'Albert d'Autriche changeait en faveur de la France la situation de l'Europe occidentale. A peine avait-il reçu la nouvelle de l'élection qu'il envoya au nouveau roi des félicitations empreintes à coup sûr d'une parfaite sincérité, et qu'il lui proposa pour le mois suivant une entrevue ou leurs ambassadeurs respectifs traiteraient des conditions d'une alliance à établir entre eux<sup>2</sup>. Désormais chacun pouvait pressentir que, par un brusque revirement, l'Empire passait du nombre des puissances qui appuyaient la politique française, ou tout au moins se gardaient de la couronner.

Cependant Boniface VIII s'en tenait toujours à une politique de rigoureuse réserve vis à vis du vainqueur de Goelheim<sup>3</sup>. Il n'est pas impossible de rendre raison de cette conduite, si peu compatible qu'elle paraisse avec la sympathie médiocre que le Pape avait témoignée jadis à Adolphe de Nassau. L'origine du pouvoir d'Albert d'Autriche était illégitime : la fortune n'avait fait que couronner en lui la rébellion, et ce seul circonstance était bien faite pour éveiller les scrupules d'un Pape coulé d'un jureconsulte, et, partant, comme tous les juristes de son époque, fort épris d'un certain idéal d'ordre et de régularité que heurtaient brutalement les révoltes et les usurpations. Puis cette usurpation avait été encouragée et appuyée par André III<sup>4</sup>, qui détenait la couronne de Hongrie au mépris des droits

<sup>1</sup> *Chronique révisée d'Otlet* p. 624.

<sup>2</sup> *Annales impériales* t. 26, 1 : *acta et scripta* p. 423.

<sup>3</sup> *Œuvres de Lottin* op. cit., p. 1886.

<sup>4</sup> Cf. Kopp *König Adolf* p. 246.

d'un prince angevin, Charobert, le fils de Charles Martel et le protégé du Saint-Siège : cette circonstance ne recommandait point la cause d'Albert d'Autriche aux faveurs de Boniface VIII, dont on connaît l'affection pour les descendants de Charles d'Anjou. De plus les observateurs avisés pouvaient se prévoir le conflit qui devait bientôt s'élever entre le Pape et le roi de France; était-ce le cas pour la cour romaine de s'empressez d'exalter l'allié naturel de Philippe le Bel ? En outre, les archevêques de Mayence et de Cologne, malgré le vote que les événements avaient imposé, étaient mécontents de l'élection d'Albert, dès lors se manifestaient parmi les électeurs Rhénans les symptômes d'une opposition que le roi des Romains dut bientôt réprimer par la force des armes. Or Boniface VIII soutenait la cause des prélats et semble même disposé à mettre son autorité à leur influence pour combattre le nouveau souverain<sup>1</sup>. Enfin (ceci n'est, à la vérité qu'une conjecture), dans le congrès d'ambassadeurs réunis à Rome pour y conduire les négociations importantes qui se poursuivraient sous la direction de Boniface VIII (il s'agit de la paix entre la France et l'Angleterre), figurait un personnage considérable dont l'influence devait être peu favorable à la cause d'Albert, je veux parler du comte Amédée de Savoie, encore une fois chargé des intérêts du roi d'Angleterre, le même qui bientôt deviendra le vain de la France et se jura à Mons-en-Puelle dans les rangs de l'armée française, le même qui sera ensuite le plus fidèle partisan de l'empereur Henri VII lors de son expédition en Italie, et qui à la fin de sa carrière, comme il convient à un bon chevalier du xiv<sup>e</sup> siècle, se couvrira la gloire en sauvant Rhodes des mains du Turc. Nature ardente, d'une activité que rien ne fatiguait, d'une ambition que rien ne décourageait, qui sut se faire une large place dans les événements de son temps et dont il semble que vingt ans plus tard le dauphin Humbert II ait essayé de donner une copie à vrai dire fort peu réussie. Or Amédée avait entretenu des relations personnelles avec Boniface VIII alors que, n'étant encore que Benoît Cajetan, le futur Pape s'était trouvé mêlé à plus d'une négociation de ce genre<sup>2</sup>; il paraît sans doute de son séjour à la cour pontificale pour affirmer sur

<sup>1</sup> Koryn de Lottzbach, op. cit., p. 190-191. En 1300, le siège archiepiscopal le Trevisi passa à Dietrich de Nassau, frère d'Alépine et porteur auvergne des Habsbourg.

<sup>2</sup> Koryn, op. cit., p. 185.

le Pape un crédit dont on ne devait pas attendre qu'il usât en faveur d'Albert d'Autriche. En effet, la maison de Savoie avait trop souffert de la politique de Rodolphe de Habsbourg pour qu'un de ses membres pût songer à favoriser l'héritier de celui qui avait été si long-temps son ennemi<sup>1</sup>. Ces diverses considérations firent sans doute impression sur l'esprit de Boniface, qui, d'ailleurs, en sa qualité de Guelfe, poursuivait, dans la personne d'Albert d'Autriche, beau-frère de Conradin, les dernières ramifications de la race condamnée des Staufen<sup>2</sup>. En tout cas, dès la fin de 1298, il apparaissait clairement que les relations entre le Pape et Albert ne seraient rien moins qu'amicales, et que Boniface n'accorderait pas au nouvel élu la confirmation demandée.

Cette hostilité entre la cour romaine et le roi d'Allemagne devait amener un résultat facile à prévoir : celui de consolider l'amitié qui unissait déjà Philippe le Bel à Albert d'Autriche. Il faut se rappeler en effet qu'à cette époque (on est 1299) les relations entre le Pape et le roi de France se refroidissaient sensiblement, et que, suivant l'expression de Boutaric, divers incidents y avaient déjà mêlé de l'engreux. Il serait ici hors de propos d'énumérer ces diverses causes qui engendrèrent cette lutte entre Boniface et Philippe, et de montrer comment les aspirations « impériales » du roi de France et surtout de son entourage (bien plus tenté qu'Albert d'Autriche par l'illusion décevante de la monarchie universelle) conduisirent la cour de Paris à un conflit, aussi funeste à la France qu'à la Papauté<sup>3</sup>.

Quoi qu'il en soit, le roi de France et le roi d'Allemagne se lièrent d'autant plus aisément qu'ils se trouvaient au même moment les adversaires du Pape. L'année 1299 fut consacrée par eux à des négociations qui aboutirent, vers l'automne, à un traité d'alliance formelle et, en décembre, à la célèbre entrevue qui les réunit à Quatre-vaux. Il est nécessaire de retracer ici le marche de ces négociations

1. Ces observations doivent remonter surtout de l'année 1298. En effet, dès 1298, Amédée conclut un traité de paix avec Albert d'Autriche et consent d'un arbitrage au sujet des places du pays du Val d'Aoste qu'il a occupées au mépris des prétentions de l'Empire. Cf. *Historie de la royauté en France*, t. I, p. 155, et *Regnum Imperii*, Buchenau, n° 253.

2. Bussop, *Die fides des pontificalen Erbenrechts nach die ersten Stiefbrüder*, p. 64.

3. Voir la réimpression faite à Dubois et analysée par H. Natalis de Wailly-Brouss et commentée doctrinalement dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. XXIII, pp. 125 et ss.

au départ, ont été de plus, le projet de reconstitution du royaume d'Arles et de Vienne.

## II. — ALLIANCE DE L'EMPIRE ET DE LA FRANCE.

Si bien préparée qu'elle fut par les circonstances, la conclusion de l'alliance ne se fit pas sans de longs pourparlers entre les agents diplomatiques des deux souverains : il n'était personne en Europe, parmi les hommes d'état, les rois ou les princes, qui n'en eût été avec curiosité les vicissitudes et n'en attendît avec intérêt l'issue. C'est ainsi qu'à Rome, au mois de juillet 1299, le bruit se répandit que les négociations avaient échoué : grande fut la joie de la cour pontificale et des ennemis des Impériaux et les Habsbourg. L'un des ambassadeurs du comte de Flandre, le même Gui de Dampierre qui avait été si odieusement maltraité par Philippe le Bel, écrit alors à son maître pour lui annoncer la bonne nouvelle : « Le traité d'accord entre le roy d'Allemagne et le roy de France est fallis, et je en los Dieux ». Quatre jours après, le vent a changé, lors d'avoir rompu, les deux princes se sont mis d'accord, et l'on sait à Rome, à la grande douleur du Pape, qu'une entrevue aura lieu bientôt entre les souverains de France et d'Allemagne<sup>1</sup> : il faut bien prendre son parti de cet événement qui va unir les forces de la France à celles de l'Empire.

En effet, le traité fut conclu en août et ratifié en septembre 1299. A la fin de cette année, toutes les conditions préliminaires à l'entrevue étant résolues, on vit les deux souverains se rapprocher de la frontière commune. Albert, accompagné des électeurs de Cologne et de Mayence et de nombreux seigneurs, se dirigea vers Toul, ville épiscopale soumise à la suzeraineté de l'Empire, mais où depuis longtemps l'influence française faisait des progrès. Philippe le Bel se rendit par Verclaireau à Vaucouleurs, petite ville distante de Toul de quelques lieues seulement. Le 8 décembre, au milieu d'une pompe dont les contemporains ont gardé le souvenir, les deux rois s'avancèrent jusqu'au pont désigné par la tradition et l'étiquette, qui porte encore sur la carte de France le nom de Quatre-Vaux : c'est maintenant une ferme

<sup>1</sup> Kervyn de Lettenhove, c. 1886, 1890 et passim.

sais en un carrefour de la route de Paris à Strasbourg. Là, confirmant l'œuvre de leurs ambassadeurs, Philippe le Bel et Albert l'Autriche échangeaient des protestations d'autorité, montrant ainsi au monde la preuve évidente que le temps était passé où l'Empire et la France se considéraient comme des rivaux et que les jours anciens de l'alliance des Capétiens et des Staufen étaient revenus.

Les documents officiels contiennent les renseignements assez précis sur quelques uns des conditions de cette alliance, sans toutefois lever tous les voiles qui cachent les détails des négociations ainsi que les clauses secrètes peut-être consenties par les deux rois<sup>1</sup>.

Tout d'abord les négociateurs s'étaient préoccupés de mettre un terme aux conflits qui ne cessaient d'éclater sur divers points de la route soyeuse entre eux et la France et l'Empire. Il fut convenu que des arbitres seraient choisis afin de trancher définitivement tous ces différends.

Ces arbitres ne devaient pas s'occuper des questions litigieuses relatives à la Comté de Bourgogne. Dans ce la province était étalée, entre les partisans de la France et ceux de l'Empire, une arène qui pouvait être prolongée pendant trois ans. Jeanna, fille et héritière du palatin Otton IV, alors fiancée au fils du roi de France (le futur Philippe le Long), devait être appelée devant le tribunal de l'Empire pour y soutenir ses prétentions à l'héritage de la Comté qu'elle portait à la France par son mariage. Philippe le Bel serait admis à plaider les droits de sa future belle fille devant ce tribunal. Par ce moyen dilatoire, les deux rois échappaient à la nécessité de trancher immédiatement cette redoutable question de la Comté qui avait si fort troublé les esprits en Allemagne; naturellement ce retard était surtout utile au possesseur qui n'était autre que Philippe le Bel. Albert d'Autriche ne pouvait là dessus se faire aucune illusion, mais au

<sup>1</sup> Voir les textes dans Winkermann, *Acta Imperii medii*, t. II, pp. 200-272. Ce sont les conventions arrêtées en août et ratifiées par Albert à Strasbourg, le 3 septembre 1299, et *Regesta Imperii*, n° 202, 261, 206, 208. Sur l'entrevue de Quatrevaux voir encore les n° 240, 241, 242, 243, 265. Le 6 décembre 1299, au moment où il était à Toul, se rendant à Quatrevaux, Albert d'Autriche avait rédigé les deux diplômes de son père concernant les protestations de l'Empire à la garde de l'abbaye de Heutsem en Argonne (Lettres rendues le 29 avril 1284 et le 12 octobre 1285) — ce détail semble indiquer, de la part d'Albert, le désir de demeurer, dans l'affaire de Bourgogne, sur le terrain de la résistance, au moins théorique, car son père s'était tenu *cf. Regesta Imperii*, n° 236. Haver, *La frontière de l'Empire dans l'Argonne dans le *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLII (année 1921), p. 26.*

moins avait-il réussi à éviter tout ce qui eût semblé, dans la forme, une reconnaissance officielle de la conquête de Philippe le Bel.

À ce prix étant établie l'alliance entre les Habsbourg et les Capétiens, pour sceller l'union entre les deux familles, il fut arrêté que Blanche, sœur du roi de France, épouserait le jeune Rodolphe, fils aîné d'Albert, qui devait après son père recueillir les domaines héréditaires d'Autriche et de Styrie. Là ne se borna pas les projets des deux rois; ils convièrent en outre que plus tard un mariage serait conclu entre un fils puîné du roi de France et une fille du roi des Romains.

Telles étaient les conditions de l'alliance qui furent alors publiées. Or l'entrevue de Vaucouleurs avait fortement ému les contemporains dont l'imagination s'était mise en travail : ceux qui n'avaient que des informations incomplètes ou inexactes s'en servant pour déchaîner des plans grandioses qu'ils imputèrent aux deux souverains alliés. On s'accorda à déclarer qu'Albert d'Autriche avait obtenu l'adhésion de Philippe le Bel au projet qu'il nourrissait de rendre la couronne impériale héréditaire dans sa famille<sup>1</sup>. En revanche, on pensait que le roi des Romains avait dû payer la promesse de ce concours d'une importante concession territoriale. Or comme la frontière du Rhin était déjà le but que se proposait la politique française, le bruit courait que le roi des Romains avait cédé cette frontière à Philippe le Bel : c'est là l'assertion que reproduisent plusieurs chroniqueurs français<sup>2</sup> et qui, après trois siècles, fournit encore un argument à Fachien. D'autres affirmaient qu'à la suite de l'entrevue de Vaucouleurs, le royaume d'Arles et de Vienne devait être abandonné à la France : ainsi l'auteur de la chronique intitulée de *Syrmomet* en scène, l'archevêque de Mayence qui il prétend, bien à tort, ambassadeur du roi d'Arles et place sur les bords de ce prélat une protestation contre la conduite d'Albert qui, en cédant les régions du Rhône, aurait aussi diminué les revenus de son siège archiepiscopal<sup>3</sup>. Toutefois, ce n'est encore là qu'une rumeur incertaine : le biographe de l'archevêque de Trèves, Bohé-

1. Voir la chronique de Saint-Pierre d'Erfort, dans Menckes, *Scriptores rerum Germanicarum*, t. III, p. 310. On en trouve l'affirmation de Hubert, dans la *Revue d'histoire doctrinale*.

2. Du Roure de Nangis, t. I, p. 308 (édit. de la Société de l'Histoire de France; *Continuation d'Ordre de Franche, Historiens de France*, t. XXI, p. 17).

3. *Chronique romaine d'Ottocar*, ch. 684 et ss. Cf. Besson, *op. cit.*, pp. 701 et ss.

mond, se borne à assurer ce que le royaume d'Arles sera reconstitué, mais au profit d'un Habsbourg le jeune Rodolphe qui doit il est vrai, devenir le beau-frère du roi de France<sup>1</sup>. En tout cas, ces bruits sont assez tenaces pour être pris au sérieux par le légiste Dubois, l'un des serviteurs les plus dévoués de Philippe le Bel : tout en hésitant à y croire, il tient compte, dans ses combinaisons politiques qu'il propose à son maître, de l'hypothèse où Albert lui aurait véritablement cédé, non seulement la rive gauche du Rhin, mais encore le souverain domaine du royaume d'Arles et une partie de la Lombardie<sup>2</sup> : alors, réanant l'un des corps les plus chers, la maison Capétienne aurait à la fois replacé sous son sceptre toute l'ancienne Gaule et pris pied dans le Nord de la Péninsule italienne en perdant plusieurs siècles elle travaillerait à étendre sa domination.

Il est difficile de faire le départ de la vérité et de l'erreur que contenaient ces rumeurs. Peut-être donnait-on comme des conventions arrêtées des plans encore vagues, qui n'existaient qu'à l'état d'arrière-pensées. Tout au moins, il faut le reconnaître, on était fondé à croire qu'Albert d'Autriche, sans consentir aucune cession formelle, était résolu à laisser le champ libre à l'influence française dans les pays d'Empire voisins des domaines des Capétiens, notamment en Bourgogne et dans le royaume d'Arles. Or, même réduite à ces proportions, une politique si favorable à Philippe le Bel n'était pas faite pour plaire aux électeurs, surtout aux électeurs ecclésiastiques qui n'avaient pas encore pris l'habitude de se faire protéger par la France. On rejetait alors que les archevêques de Cologne et de Mayence voyaient de fort mauvais œil les combinaisons nouvelles et avaient refusé d'y participer ; on reconnaît encore que Bohémond archevêque de Trèves, d'une santé trop faible pour se rendre lui-même auprès du roi des Romains, avait fait connaître qu'il se joignait à ces protestations<sup>3</sup>. Là-dessus les contemporains ne s'étaient point trompés.

<sup>1</sup> *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. XXIV, p. 434.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, p. 439.

<sup>3</sup> L'opposition des archevêques est un fait qui se dégage nettement de l'ensemble des textes, d'autant plus ou moins exacts et plus ou moins divergents sur les détails. Voir *Continuatio indolentia* (*Monumenta Germaniae, Scriptores* t. IX, p. 721) ; *Acta Treverorum* (même collection, t. XXIV, p. 464) ; *Chronique rimée* d'Ottocar et chronique de Saint-Pierre d'Enfurt, citées plus haut, Jean de Vokring (*Böhmer Fœder.* t. I, p. 141). Cf. sur ce point Bussan *die runde deutsche Krönung* pp. 66, 67.



les archevêques de Cologne et de Mayence s'étaient en effet abstenus de participer aux négociations d'Albert avec le roi de France, Philippe le Bel dut se contenter de l'adhésion de trois électeurs laques<sup>1</sup> au projet de mariage de sa sœur. Déjà s'annonçait la querelle qui bientôt devait mettre aux prises le roi des Romains et les archevêques rhénans entraînant à leur suite Rodolphe de Bavière, palatin du Rhin.

On voit que la politique inaugurée par Albert vis à vis du roi de France avait rencontré dans les pays rhénans une vive opposition. Elle s'explique si l'on se souvient que l'Alsace était formé le mouvement qui avait jadis porté au trône Adolphe de Nassau, le champion des revendications de l'Allemagne contre la France. Bienet, d'ailleurs, Bohémond fut remplacé sur le siège de Trèves par un frère d'Adolphe, sans doute très disposé à seconder, sinon à provoquer, une entreprise contre l'auteur de la ruine des hautes espérances de sa race. Par un juste retour des choses, la politique étrangère d'Albert d'Autriche rencontrait en Allemagne une opposition analogue à celle que lui-même avait faite à la politique de son prédécesseur, ce devait être pendant longtemps la destinée de l'Allemagne de se diviser, ce la des rois de France de profiter de ses divisions.

#### II. — ALBERT D'AUTRICHE SE RÉCONCILIE AVEC LE PAPE

L'entrevue de Valenciennes n'avait guère servi qu'à mettre en lumière les troubles qui paralysaient la politique de l'Empire. Philippe le Bel était assez avisé pour comprendre qu'il ne devait pas attacher une importance capitale à l'alliance de ce royaume ainsi divisé contre lui-même. Tant que le traité de Quarevaux tiendrait, tout allait au mieux pour le roi de France; si l'alliance venait à se rompre, il n'y avait pas à s'en préoccuper outre mesure, l'Allemagne étant trop faible pour devenir une ennemie redoutable. En tout cas, qu'il eût l'Allemagne pour amie ou pour adversaire, Philippe se sentait libre de poursuivre ses conquêtes et d'affermir son influence dans l'Est et le Sud-Est. C'était là un point capital de sa politique,

1. 5 Janvier 1300, Rodolphe, palatin du Rhin, Rodolphe, duc de Saxe, et le margrave de Brandebourg. *Regesta*, n° 243 et 268.

et ce point était gagné. Quelques mois s'étaient à peine écoulés depuis son entrevue avec Albert d'Autriche, et déjà le roi de France renouvelait ses efforts pour étendre sa domination vers les Vosges et le Rhône : on en verra plus loin le résultat <sup>1</sup>.

Tandis qu'Albert luttait contre les électeurs du Rhin qu'il fallait soumettre les uns après les autres, tandis que les guerres civiles le détournaient de donner à la politique européenne une attention efficace, Philippe le Bel s'engageait dans un conflit chaque jour plus vif avec la Papauté.

Il se trouvait qu'à l'intérieur, Boniface VIII, en soutenant l'indépendance de l'Eglise gallicane, se plaçait en contradiction avec la tendance au despotisme absolu qui caractérise la conduite de Philippe le Bel, tandis qu'à l'extérieur, le Pape combattait, en la personne d'Albert d'Autriche, le nouvel allié, on pourrait dire le protégé du roi de France. Ce caduc des circonstances se produisirent qui détachèrent Albert d'Autriche de l'alliance française pour le ramener à celle du Saint-Siège. Il importe d'étudier cette évolution parce qu'elle amena Boniface VIII à poser de nouveau la question des droits de l'Empire sur le royaume d'Arles.

En 1290 et en 1291, les rapports entre Albert et la cour romaine étaient encore très tendus. La nomination du frère d'Adolphe de Nassau à l'archevêché de Trèves avait été considérée comme un acte offensant de Boniface VIII à l'égard du roi des Romains, peut-être comme une réponse à son intimité avec la France : un contemporain bien informé rapporte du Pape : « le pour mal dou roy d'Allemagne il a fait cet archevesque » et ajoute que Boniface compte agir de même lorsque les deux autres sièges archiepiscopaux du Rhin seront

1. Au mois de novembre 1304, moins d'un an après l'entrevue de Vaucouleurs, les bourgeois de Toul se rebellèrent sous la protection du roi de France. On leur en permit d'expliquer d'une façon très nette les motifs. Albert, comme son père Rodolphe de Habsbourg, ne réussit à submerger l'expansion de la monarchie française en Lorraine. *Paris, Histoire et Extraits des manuscrits*, t. XX, 3<sup>e</sup> partie, document n° 11.

2. « Le Pape a fait archevesque de Trèves de frère Thierri, jadis frere au roy Adolphe le roy d'Allemagne » et, dit-on, et nous le tenons pour certain, les li arceves et autres li es li se entre les rois d'Allemagne et de France au dis-plais. le pour mal dou roy d'Allemagne il a fait cest archevesque. » Lettre écrite le 12 janvier 1300 par les ambassadeurs flamands à Rome au comte Guy de Dampierre : Kervyn de Lettenhove, c. 1901, et dans les *Memoires de l'Académie royale de Belgique*, t. XXIV, p. 71.

vacants. Au printemps de l'année 1301 Boniface nomme vicaires de l'Empire en Toscane<sup>1</sup> le propre frère du roi de France, ce même Charles de Valois qui jadis avait porté le titre de roi d'Anjou et qui semblait reprendre à la cour de France les traditions de Charles d'Anjou dont il n'avait point le génie politique. Si peu disposé que put être Albert d'Autriche à se mêler des affaires d'Italie, si favorable qu'il fût aux intérêts de la France, cette mesure ne pouvait qu'être désagréable au roi des Romains; c'est en effet quand l'Empire est vacant que le Pape en prend l'administration et en nomme les vicaires. On pouvait d'ailleurs voir dans la désignation de Charles une manœuvre destinée à engendrer la défiance entre Philippe le Bel, dont le frère était l'objet d'une faveur, et Albert d'Autriche, au détriment duquel cette faveur était accordée. L'aventure de Charles de Valois en Toscane n'aboutit à aucun résultat; on sait qu'elle en fut la pitoyable issue, et l'on n'a pas oublié le passage sanglant qui lui est consacré dans la divine Comédie.

Or, tandis que le Pape et le roi des Romains demeuraient ainsi divisés, le conflit entre le Saint-Siège et Philippe le Bel s'aggravait chaque jour. Du domaine des faits, où les transactions sont faciles, il s'élevait à celui des principes, où elles sont souvent impossibles. Préludant à la bulle *Unam sanctam*, la bulle *Ausculta, fili* (du 5 décembre 1301) rappelait au roi de France qu'il ne pouvait se flatter de n'avoir point de supérieur et d'échapper à la souveraineté du chef de la hiérarchie ecclésiastique. La question ainsi posée était de nature à entraîner les deux adversaires aux dernières extrémités. En cette occurrence, Boniface VIII s'exposait au risque de se trouver dépourvu d'alliés, aussi fut-il amené, pour éviter l'écueil, à désirer une réconciliation avec le roi des Romains, et à la désirer d'autant plus vivement qu'il n'y avait aucune cause d'hostilité permanente entre les Habsbourg et le Saint-Siège.

En réalité, Boniface VIII et Albert d'Autriche trouvaient dans leur situation respective de nombreux motifs de se rapprocher. Albert se proposait de rendre la couronne héréditaire dans sa famille

1. La question de la Toscane, qu'il voulait rendre indépendante de l'Empire tenait à cœur à Boniface VIII. Voir la bulle qu'il adresse le 23 mai 1300 au duc de Basse pour inviter à favoriser les négociations entreprises en vue d'assurer Albert d'Autriche à renoncer aux droits de l'Empire sur la Toscane — publiée par Guido Loebl, dans l'*Archivum delle R. Società Romana di Storia Patria*, t. V, p. 452.

or l'attribution de cette couronne dépendait à la fois des électeurs et du Pape : il lui était pas facile de s'entendre avec le Pape en excluant autant que possible les électeurs, que de s'entendre avec les électeurs pour se passer du Pape, car la révolution qu'il méditait devoit nuire bien moins au Pape qu'aux électeurs pour lesquels chaque vacance de l'Empire étoit une occasion d'intrigues, d'espérances et de profits. Sans doute l'Italie avoit été à diverses reprises une cause de discord entre le sacerdoce et l'Empire mais les Habsbourg n'étant pas disposés à s'engager à fond pour soutenir de ce côté les prétentions de leurs prédécesseurs, il ne pouvoit être difficile de trouver une transaction qui satisfît le Pape tout en sauvegardant, en apparence au moins, la souveraineté impériale. En même temps les événements de Hongrie invitaient à une action commune le Pape et le roi des Romains. Depuis longtemps la Papauté soutenoit, avec plus de ténacité que de succès, les prétentions qu'elle avoit au trône de Hongrie, du chef de sa race, le prince angevin, Charles, arrière-petit-fils de Charles d'Anjou. Or le roi de Hongrie André II, dont la diplomatie pontificale n'avoit pu ébranler le trône, étant venu à mourir en janvier 1301, un parti hongrois rebelle à l'influence de l'Eglise, appela à la couronne, non le protégé du Pape, mais le fils du roi de Bohême Wenceslas<sup>1</sup>. Ce prince venoit de prendre aussi le titre de roi de Pologne, on comprend le déplaisir avec lequel Albert d'Autriche le vit se préparer à réunir les trois couronnes de Bohême, de Hongrie et de Pologne, et à fonder ainsi un grand état entre les provinces auquel seraient étroits les domaines héréditaires de la maison d'Autriche. Le roi des Romains étoit donc, pour des raisons faciles à comprendre, intéressé au triomphe de Charles, l'adversaire du roi de Bohême : mais étoit-il naturellement amené à s'associer à la politique du Saint-Siège dans cette affaire qui lui offroit aussi qu'au Pape un excellent terrain de conciliation ?

C'est pourquoi, vers le mois de mars de l'an 1302, Albert, prenant l'initiative de négociations avec le Saint-Siège entreprit de se justifier de l'accusation qui pesait sur lui d'avoir été l'auteur de la mort d'Adolphe de Nassau<sup>2</sup>. Comme il arrive toujours en pareil cas, les

1. Voir sur cet événement voyez *Annales Albrecht*, pp. 325 et 36.

2. Wenzel, *op. cit.*, p. 94.

3. Voir Kopp, *op. cit.*, p. 121, qui s'occupe avec soin des arguments par lesquels le roi des Romains entreprend de justifier sa conduite.

negociations furent longues et difficiles ; quelquefois elles durent être puissamment aidées par la surprenante nouvelle, qui ne tarda pas à se répandre, de la victoire définitive éprouvée à Courtrai par l'armée de Philippe le 1<sup>er</sup> — évidemment un tel succès avait une singulière portée aux yeux d'Albert l'alliance du roi vaincu qu'il devait abandonner en faisant sa paix avec Rome : quel prix attacher à l'appui d'un prince qui n'était pas en état de dompter la résistance des bourgeois de Flandre ? Après un an de pourparlers, la réconciliation était consommée entre le roi des Romains et le Saint-Siège : une bulle du Pape du 30 avril 1303, et un discours tenu par lui le même jour en confirmation la confirmation définitive et la solennelle publication<sup>1</sup>. Albert avait reconnu la théorie, par laquelle les défenseurs de la Papauté aiment à expliquer l'origine du pouvoir impérial : c'est le Saint-Siège qui, jadis, a transféré l'Empire des souverains de Byzance aux rois d'Allemagne ; c'est du Saint-Siège que les électeurs tiennent la mission de choisir ce roi. On en pouvait déduire logiquement que le Pape, ayant conféré aux électeurs le droit d'élire, était en droit de le leur retirer et de régler lui-même les conditions de transmission de la couronne, au besoin de la rendre héréditaire des lors il était facile de comprendre à quel point cette théorie flattait les secrètes aspirations d'Albert, au quel elle laissait entrevoir le moyen d'assurer la couronne à ses descendants par un accord conclu avec le Pape à l'exclusion des électeurs. Quant à l'Italie, le roi des Romains s'engageait à ne voyager de vicaires de l'Empire en Toscane et en Lombardie qu'autant qu'ils seraient agréés par le Saint-Siège : cette combinaison qui faisait une part à la double influence du Pape et de l'empereur, n'était d'ailleurs établie que pour cinq ans. En revanche, le Pape reconnaissait la royauté d'Albert et le sauvait du titre de futur empereur : il profitait de l'occasion pour adresser une leçon sévère au roi de France qui, prétendant ne connaître de supérieur ni dans l'ordre spirituel ni dans l'ordre temporel, détruisait ainsi l'harmonieux ensemble créé par l'union de l'Eglise et de l'Empire. En même temps, comme s'il visait le traité de Quatre-Vaux, le Pape déclarait nulles les alliances conclues par le roi des Romains avec d'autres souverains, en tant qu'elles seraient préjudiciables à l'intérêt général de la chrétienté. Ainsi le roi d'Allemagne exaltait le pouvoir du Pape pour s'en servir

<sup>1</sup> *La lettre — Le Supplément à l'Annuaire*.

ensuite comme d'un instrument, et réciproquement le Pape exaltait le pouvoir de l'empereur afin de rabattre les prétentions antérieures de Philippe le Bel<sup>1</sup>.

Passant de la théorie à la pratique, Boniface voulut marquer par un acte public ses dispositions nouvelles envers l'Empire. On sait à quel degré les accroissements de la France avaient excité la jalousie de l'Allemagne : on se rappelle les efforts infructueux d'Adolphe de Nassau pour reprendre les provinces perdues et la question soulevée entre Albert lorsqu'après l'entrevue de Quatre-Vaux, le bruit s'était répandu qu'il laissait le champ libre à la politique française sur la frontière. Loin de favoriser les entreprises d'Adolphe, le Pape, qui était alors en bonnes relations avec la cour de France, les avait plutôt découragées : depuis qu'il a rompu avec Philippe le Bel, il tient un tout autre langage, et notamment déclare sans ambages que la ville de Lyon ne peut être considérée comme appartenant au royaume de France. Le 3 mai 1303 Boniface VIII fut en pis de plus dans la voie où il s'est engagé : il délia solennellement des serments de vassalité qui pourraient porter préjudice à l'Empire les prélats, seigneurs et bourgeois des provinces ecclésiastiques d'Als, d'Arles, de Vienne, d'Embrun, de Tarentaise, de Lyon, de Besançon ; il brisa tous les liens qui rattachaient à un autre souverain (c'est Philippe le Bel qui l'a été) non seulement la Provence, la Savoie, le Dauphiné et la vallée du Rhône, mais encore le Comté de Bourgogne, le comté de Bar et le duché de Lorraine ; depuis Toul jusqu'à Virvières, il veut anéantir l'œuvre des rois de France<sup>2</sup>. C'était une éclatante manifestation de l'alliance formée entre Boniface VIII et Albert d'Autriche, qui dans l'esprit du roi des Romains, était destinée à remplacer l'alliance française. La réponse du roi de France ne se fit pas attendre. Philippe IV accueillit les propositions du roi de Bohême, Wenceslas, qui était en Hongrie l'adversaire du Pape et du roi des Romains, alors les souverains de France et de Bohême se liguent

1. Raynaldi, 1302, § 3-7, cf. Kopp, op. cit., pp. 137 et ss.

2. Boniface VIII s'exprime formellement sur ce point dans la bulle *Averdile* du 5 décembre 1303 (Raynaldi, 1303, § 24). Il s'exprime tout aussi explicitement dans les mêmes sens adressées au pape légal en France le cardinal Jean le Moine du titre des S. Marcellin et Pierre, à la fin de 1302 et 1303. (*Ibid.*, 1311, § 25.)

3. Bulle publiée par Borlani, dans les *Notices et extraits des manuscrits*, t. XX, 2<sup>e</sup> partie, p. 17 (document n° 7).

contre Albert « qui se prétend roi des Romains », et aussi contre le Pape, au cas où il viendrait à commettre quelque acte d'hostilité contre l'un ou l'autre des confédérés<sup>1</sup>. Ainsi, pour faire doner au Saint-Siège, le roi de France sacrifie les intérêts de son cousin Charolbert, le prétendant angevin à la couronne de Hongrie, et se place à la tête d'une coalition contre ce même Albert d'Autriche avec lequel trois ans auparavant, il s'unissait par les liens de la plus étroite amitié. Alors c'était Philippe qui pesait sur Boniface VIII pour obtenir la reconnaissance d'Albert d'Autriche; maintenant il fait cause commune avec Wenceslas de Bohême qui conteste les droits au trône du même Albert. Et pour compléter le revirement, le Pape, qui avait si souvent interdit à Adolphe de Nassau d'attaquer la France, pousse son successeur à reconnaître sur la France les provinces disputées depuis si longtemps. Étrange exemple, mais non unique, de l'insatiable des combinaisons que la sagesse humaine ourdit avec une habileté pour les démentir ensuite et en montrer à nu la vanité.

#### IV. — LE PAPE LA FRANCE ET L'EMPIRE APRÈS LA MORT DE BONIFACE VIII.

La mort de Boniface VIII., survenue quelques jours après la catastrophe d'Anagni (11 octobre 1303) vint une fois encore renverser cette situation. À un Pape ennemi de la France et allié de l'Empire succède, après le court pontificat du pacifique et modéré Benoît XI, un Pontife français qui semble n'avoir rien à refuser à Philippe le Bel. Maintenant, le roi de France peut croire qu'il tient le Saint-Siège à sa discrétion. Tandis que le Pape, obligé de se courber sous le joug, ne peut regagner quelque indépendance qu'à force de prudence et d'habileté. Ce fut, on le verra, le caractère dominant du pontificat de Clément V; s'il est contraint, par la force même des choses, de donner à sa politique une direction favorable à la France,

<sup>1</sup> Voir les documents cités par Koop, *König Albrecht*, pp. 310 et 351, et Palacky *Geschichte von Böhmen*, t. II, pp. 388 et 389. Le négociateur envoyé à Paris par Wenceslas fut le célèbre Pierre d'Aspre, chancelier de Bohême, alors évêque de Olmûce, plus tard en 1306, transféré à l'archevêché de Mayence.

ce n'est pas qu'il ne comprenne les dangers auxquels cette conduite expose la Papauté : trop faible pour se refuser aux sacrifices que lui impose son protecteur, il s'efforce, autant qu'il est possible à sa faiblesse, de détourner le zèle de ses lèvres ou au moins d'en adoucir l'amertume. Telle est la condition faite au pontificat romain par le triomphe du fils aîné de l'Eglise.

Evidemment Albert d'Autriche, qui a abandonné l'alliance française pour s'être parée avec Boniface VIII, ne peut plus compter sur l'appui du Saint-Siège pour tenir tête à Philippe le Bel<sup>1</sup>. Entre l'Allemagne et la France, le Pape a pris son parti : bientôt, par l'influence qu'il exerce sur la nomination des évêques, il affermira les amis de la France dans les pays rhénans. Déjà l'archevêque de Cologne, Henri de Vierebourg, a été fait le vassal du roi de France<sup>2</sup>; à la fin de l'année 1306, Clément V donne le siège de Mayence à l'évêque de Bâle, Pierre d'Aspelt, prêtre qui passe pour un ennemi des Habsbourg et qui, quelques années plus tôt, a été le négociateur de l'alliance conclue contre le roi des Romains par Wenceslas de Bohême et Philippe le Bel<sup>3</sup>. Deux ans après c'est Baudouin, frère du comte Henri de Luxembourg, qui est nommé à l'archevêché de Trèves, grâce à l'influence du roi de France<sup>4</sup>. A Bâle, Pierre d'Aspelt avait été remplacé en 1306 par un évêque d'origine française, Othon de Grandson, dont la désignation avait été particulièrement désagréable au roi des Romains de même Clément V avait nommé un Français, Gérard d'Avignon, pour tenir la place de l'évêque de Constance, Henri de Klingenberg, fidèle serviteur des Habsbourg, que la mort avait frappé en cette même année 1306<sup>5</sup>. Ainsi les plus importants des sièges épiscopaux des pays rhénans sont, grâce aux concessions de Clément V, remis à des prêtres qui paraissent naturellement enclins à se faire les auxiliaires de Philippe le Bel; par l'influence qu'il exerce sur la féodalité ecclésiastique, il semble que le roi de France doive devenir le maître de la vallée du Rhin<sup>6</sup>.

1. En 1305 l'évêque de Verdun n'était mis sous la protection du roi *Regesta Imperii Reichsaachen* n° 267.

2. *Regesta, Reichsaachen*, n° 261.

3. Bordeaux, 10 décembre 1306. *Wörterbuch Schied. diplom.*, t. 1, p. 317, cf. Kopp, p. 367.

4. Au commencement de 1308 Cf. Kopp, *op. cit.* p. 316.

5. *Ibid.*, pp. 363 et 364.

6. Non content d'avoir placé les amis du roi de France sur les sièges archiépis-





Ces parchemins inutiles ne pouvaient suffire à rendre à la couronne impériale le prestige qui lui manquait; aussi, la bulle de Boniface VIII sur le royaume d'Arles étant demeurée lettre morte, Ptolémée de Lucques put écrire à bon droit de ce pontife que c'était en paroles, et non point en fait, qu'il avait soumis à son allié Albert royaumes et principautés<sup>1</sup>. Un coup d'œil jeté sur la situation des diverses provinces du royaume d'Arles à cette époque en fournira facilement la démonstration.

#### V — ÉTAT DU ROYAUME D'ARLES.

Charles II comte de Provence en même temps que roi de Sicile, semble pour le moment oublier la suzeraineté qui appartient à l'Empire sur ses comtés de Provence et de Forcalquier. C'est ainsi qu'en 1305 il investit son fils Robert de ces comtés, et qu'en 1308 il y unit le comte de Piémont « récemment reconqué sur les ennemis de la maison d'Anjou », sans que dans l'un ou l'autre de ces actes soient mentionnés les droits supérieurs du roi des Romains<sup>2</sup>. Vers ce moment, un rapprochement se produit entre Charles II et Philippe, prince d'Achaïe, qui est dans le Nord de l'Italie le représentant de la maison de Savoie<sup>3</sup>, si bien que le roi de Sicile loin de se tourner vers les Habsbourg, cependant favorables à l'établissement de la dynastie angevine en Hongrie, semble plutôt appuyer les princes de Savoie, ennemis héréditaires d'Albert d'Autriche. En tout cas, le temps est passé où, sous l'influence des Papes, le chef de la maison d'Anjou recherchait l'alliance du roi des Romains.

Si nous suivons la carte du royaume d'Arles en remontant vers le Nord nous rencontrons à côté de la Provence le Dauphiné. Là, le roi des Romains peut se flatter de rencontrer un partisan dans la personne du dauphin Humbert, mais ce prince est tenu en échec par

1. Muratori, *Scriptores*, t. XI, p. 304.

2. Leobnitz, *Codes juris gentium*, n° xxvii.

3. Dès 1300, Philippe de Savoie, prince d'Achaïe, entretenait des relations amicales avec le roi Charles II. Voir un document du 25 avril 1300, Guichenon, t. IV, 1<sup>re</sup> partie, p. 102. Le 3 janvier 1303, Charles II érige en principauté au profit de Philippe de Savoie, le comté d'Aoste. Après eux des Douches du Rhone, II, 122. Guichenon, *ibid.* p. 103.

son puissant voisin le comte Amédée de Savoie, avec lequel il se trouve continuellement en conflit. Dès 1301, les deux ennemis avaient remis à Charles de Valois, frère du roi de France, le soin de trancher définitivement leurs vieilles querelles<sup>1</sup>, mais la rivalité était entre eux trop naturelle pour que la sagesse assez contestable de cet arbitre pût en étouffer les germes et établir une paix durable. Cependant, si entre la Savoie et le Dauphiné la situation est toujours la même en ce sens que la guerre se renouvelle périodiquement, elle s'est singulièrement modifiée en ce qui concerne les alliances des deux partis, qui maintenant sont renversées. Du temps d'Adolphe de Nassau, on a vu que le dauphin Humbert s'appuyait sur la France tandis que le comte de Savoie avait pour protecteurs les rois d'Allemagne et d'Angleterre; maintenant c'est dans l'appui du roi des Romains qu'Humbert place ses espérances, tandis qu'Amédée est devenu l'ami dévoué de Philippe le Bel.

En effet, depuis la conclusion de la paix entre Philippe le Bel et Edouard I<sup>er</sup>, le comte de Savoie s'est franchement rapproché de la France, ce mouvement s'accentue d'autant mieux que Philippe le Bel devient de jour en jour plus hostile à Albert d'Autriche l'héritier d'une dynastie rivale de la famille de Savoie, le même prince qui, en 1299 à peine élevé au rang de roi d'Allemagne, avait exigé d'Amédée la restitution de Payerne et de Morat, enjeu perpétuel de leurs réciproques ambitions<sup>2</sup>. Aussi le comte de Savoie, maintenant rangé sous les drapeaux de la France, prend part aux campagnes de Philippe le Bel en Flandre de 1302 à 1304, puis il figure comme plénipotentiaire du roi à côté du duc de Bourgogne et des comtes d'Evreux et de Dreux, dans les négociations qui sont ouvertes entre Philippe le Bel et le comte de Flandre<sup>3</sup>. Bientôt, en 1307, il marie son fils à une princesse alliée à la famille royale de France, Blanche, fille du duc Robert de Bourgogne et par sa mère petite-fille de saint Louis<sup>4</sup>; en janvier 1308 on la verra à Boulogne-sur-Mer assister à la célébration du mariage d'Edouard II d'Angleterre avec Isabelle de

1 Guichenon, *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, t. I, p. 235-60. Charles de Valois fut médiateur entre le comte de Savoie et le dauphin Humbert, veuve de Louis VIII, *ibid.*, p. 239.

2 *Ibid.*, *op. cit.*, p. 310.

3 *Ibid.*, *op. cit.*, p. 201, Le Glay *Histoire de Flandre*, t. II, p. 313.

4 Comte Planchet *Histoire du comté de Bourgogne*, t. II, p. 134.

France<sup>1</sup>, union funeste dont devait sortir la guerre de Cent ans et si un mois après il est présent avec Charles de Valois au couronnement du roi d'Angleterre<sup>2</sup>, il profite de ce séjour pour se faire céder par un seigneur anglais, au hôtel à Paris, sis vers la porte saint Marcel, et deux maisons de campagne, à Genilly et à Arcueil<sup>3</sup>. Ainsi le comte de Savoie attire vers la France par l'intérêt de sa politique et d'ailleurs celui par l'heureuse fortune de Philippe le Bel, charmé sans aucun doute par la culture et la délicatesse de la haute société française, a renoncé aux vieilles maximes de ses pères et pendant cette période de sa vie, il gravite autour du monarque français.

Il semble que, dans les premières années du siècle, le dauphin de Viennois ne le cède pas au comte de Savoie en dévouement aux intérêts de la France. C'est ainsi que ses fils Jean et Guy sont eux aussi à l'armée de Flandre en 1303<sup>4</sup> et qu'en cette même année le Dauphin donne en fief tous ses droits sur le château de Vinsobres à l'un des agents les plus actifs et les plus importants du roi de France en Langue d'oc. Je veux parler de ce Guillaume le Pisan qui fut juge-mage à Nîmes, puis sénéchal de Beaucaire et qui eut sa large part dans le succès des négociations entamées vers ce temps entre Philippe le Bel et l'évêque de Viers<sup>5</sup>. Cependant l'intime amitié qui unissait alors le comte de Savoie au roi de France ne pouvait manquer d'éveiller la jalousie du Dauphin. Il se crut alors obligé de s'assurer un protecteur sur ce que Philippe le Bel, son protecteur, eût naturellement désigné par les circonstances : c'était Albert d'Autriche, qui, en sa qualité de Habsbourg, ne pouvait être soupçonné de pactiser avec la Savoie. Des l'année 1313, Humbert se tourne vers le roi des Romains dont il obtient le 25 juillet, la confirmation de ses privilèges<sup>6</sup>. Encouragé par ce succès, il s'adresse encore une fois à Albert pour lui demander justice dans un procès qui avait à soutenir contre

<sup>1</sup> A. G. 1207, t. I, p. 107.

<sup>2</sup> A. G. 1208, t. I, p. 109.

<sup>3</sup> R. 1209, t. I, p. 110.

<sup>4</sup> A. G. 1203, t. I, p. 103.

<sup>5</sup> A. G. 1203, t. I, p. 103 et 104. *Revue de l'histoire de France*, t. XVII, p. 103.

<sup>6</sup> A. G. 1313, t. I, p. 132. *Revue de l'histoire de France*, t. XVII, p. 132. (publié dans le *Revue de l'histoire de France*, t. XVII, p. 132). Ce diplôme est daté du 25 juillet 1313.

l'abbaye de Saint-Césaire d'Arles à propos des châteaux de Nyons, de Vinsobre et de Mirabel<sup>1</sup>. En 1305, les faveurs impériales se multiplient en faveur d'Humbert, dans les derniers jours de mai, par une série de diplômes datés de Schaffhouse, Albert approuve l'union de la baronnie de la Tour avec le Dauphiné et concède au Dauphin, dans cette baronnie, tous les privilèges dont il jouit en Dauphiné, il lui confirme en outre les droits et faveurs accordés jadis à ses prédécesseurs par Rodolphe de Habsbourg et lui maintient, entre autres qualités, celle d'archiménéchal du royaume d'Arles<sup>2</sup>, enfin, il va jusqu'à l'investir de la possession du château d'Orange, si Humbert réussit à se conquérir sur la famille de Baux, alors hostile à l'Empire et au Dauphin<sup>3</sup>. On le voit, Humbert entretient des relations suivies avec le roi des Romains, tant il est vrai que le Dauphin se rapproche forcément de l'Empire quand le comte de Savoie s'en éloigne, et que réciproquement le Dauphin redoutant l'armée de la France qui aidait l'Empire ayant cessé d'être aux mains des Habsbourg, le comte de Savoie peut se rallier au parti du roi des Romains.

Ces considérations expliquent l'alliance que contracta Humbert avec Pierre de Villars, archevêque de Lyon, menacé par les prétentions de Philippe le Bel sur sa vicé-archépiscopale, elles font aussi comprendre les motifs qui virent la même année pousser le Dauphin à s'associer à une nouvelle attaque dirigée contre le comte de Savoie par la coalition de ses ennemis, à savoir le comte de Gênois, le baron de Gex, et Béatrice, dame de Faucigny, veuve du dauphin Guigues VII<sup>4</sup>. Plus tard, en 1307, c'est avec l'évêque de Genève

Humbert est en conflit à raison de cette affaire, avec l'archevêque d'Arles et l'évêque de Vaison. Pour plus de détails, on en appelle au Pape, s'il est vrai, que comme le pensent plusieurs Empereurs encore vivants. Valentin t. I, p. 240 t. II, p. 12.

1. Valbonnais, t. II, p. 113, *Regesta Imperii*, n° 633. L'origine se trouve aux Archives de l'Isère. B. 3184 (Chambre des Comptes). Voyez aussi Winkelmann *Acta Imperii inedita*, t. II, n° 301.

2. 12 décembre 1305. Abbé UI. Chevalier, *Un Cartulaire des Dauphins de Viennois*, p. 113. Voyez aussi Barthélemy, *Inventory des chartes de la maison de Baux*, n° 887.

3. Voir sur cette guerre qui débuta en 1305 et les événements qui la suivirent, l'ouvrage de M. Maillet *Annuaire du Quart et Genève pendant son épiscopat* (1304-1311) dans les *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* t. IX, pp. 105 et ss.

que le dauphin s'alliera pour combattre encore le comte de Savoie uni aux bourgeois de Genève<sup>1</sup>.

Ces dispositions du Dauphin, nettement accusées de 1303 à 1307, n'eurent pas l'air de gêner l'empereur pour Philippe « Roi » si la Papauté avait continué d'observer vis à vis de la France la ligne de conduite adoptée par Honoré VII aux derniers jours de sa vie. Mais on sait qu'il en fut tout autrement. Sans doute Benoît XI et après lui Clément V voulaient en extraire le Dauphin et la Savoie et travailler de leur mieux à l'établir<sup>2</sup>, pour y mieux réussir, Clément V va jusqu'à réclamer l'intercession d'Albert d'Autriche, qu'il parait considérer comme encourageant la résistance du Dauphin<sup>3</sup>. Mais en attendant la conclusion de cette paix mal due, il est facile de voir que ces papiers réservent leurs lazzis à Amédée de Savoie. Le registre de leurs actes de 1304 à 1311 en offre des preuves surabondantes, tandis qu'il se borne de leurs dispositions au moins indifférentes à l'égard du Dauphin<sup>4</sup>. Bien plus, Benoît XI use de son autorité sur les archevêques de Lyon et de Vienne ainsi que sur l'évêque de Valence pour les détourner d'appuyer les aspirations d'Humbert contre Amédée<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> E. Mallet, *op. cit.*, p. 149.

<sup>2</sup> Vialbeaux, t. I, p. 362. t. II, p. 121. compromis du 3 février 1306. Le 29 février 1306, Clément V impose aux deux adversaires une trêve jusqu'à la Saint-Michel de l'année 1307. Le 15 mars 1307, il invite ses délégués à la faire observer : *Registrum Clementis Papae Quinti*, n° 308 et 1080.

<sup>3</sup> Récit d'Avinion, peut-être emprunté à un témoignage d'Ockham. Cf. Wank, *op. cit.*, p. 99, note. Le récit d'Avinion est confirmé par une bulle de 1305, adressée au roi des Romains. Cf. von Oefele dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie des sciences de Munich, 1889, pp. 271 et ss.

<sup>4</sup> Benoît XI par trois bulles du 11 mai 1304 accorde des faveurs à divers membres de la famille de Savoie : privilèges pour les clercs du comte Amédée, d'espense concédée à Aymon, archevêque d'York, élu du comte Amédée, nomination à une dignité dans l'église de Chartres en faveur de Pierre, frère de Louis de Savoie, baron de Vaud. Voir *Registres de Benoît XI*, n° 772, 774 et 775. Sous le pontificat de Clément V, les faveurs accordées au comte de Savoie, à ses parents ou à ses protégés sont très fréquentes. Évidemment son influence est puissante à la cour d'Avignon, tandis que celle du Dauphin est si faible qu'il ne songe ni se réunir à sa suite avec ses vassaux, ni en ce qui concerne le comte de Savoie, le *Registrum Clementis Papae Quinti*, n° 1549 (15 janvier 1307), n° 825 (15 mai 1307), n° 1769 (3 juin 1307) et Clément V accueille la protestation du chapitre de Lyon contre la concession faite par le Pape à Aymon de Savoie, fils d'Amédée, des biens composant la prébende de Brunel, chanoine de Lyon, qui vient d'être promu à l'archevêché de Vienne. Cf. n° 2904, 2995, 2996, 2998, 2999. Cet Aymon devint chanoine de Lyon, si les princes de Savoie ne négocient pas de leur mieux sur ce point.

<sup>5</sup> 11 mai 1306, Benoît XI invite les archevêques de Lyon et de Vienne, l'évêque

Plus tard, Clément V invitait le comte Guillaume de Gênevols à se soumettre au comte de Savoie et à lui faire hommage en dépit des serments contraires auxquels l'ont entraîné les oncles d'Amédée<sup>1</sup>. Visiblement, tandis que le comte de Savoie, ami du roi de France, se soumettait à compter avec la papauté de Saint-Siège, le Dauphin et ses alliés ne peuvent se prévaloir que de la sympathie du roi des Romains ou toute sympathie est lointaine et en tout cas stérile.

Non loin du Dauphiné, Aymar IV, comte de Valentinois, se débat comme il peut contre les incursions et vexations de ses vassaux du royaume de France<sup>2</sup>. Pour lui, il n'est plus question d'y résister par les combinaisons de la diplomatie : tout ce qu'il peut faire (et il n'y manque pas), c'est de s'adresser à la cour du roi afin d'obtenir le redressement d'abus commis par les officiers inférieurs<sup>3</sup> : ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs d'envoyer son fils à l'armée royale lors de la guerre de Flandre en 1302 et d'accepter ou de subir l'arbitrage du roi dans ses interminables querelles contre l'évêque de Valence<sup>4</sup>. Souverain de la

de Valence et l'abbé de Saint-Quentin en Jura, à s'obliger de porter secours au Pape pendant la guerre qu'il fait au comte de Savoie : en effet le comte s'offre à leur donner satisfaction à raison des griefs qu'ils pourraient avoir contre lui. Cf. Grandjean, *op. cit.*, t. 4, p. 412 n. 2.

<sup>1</sup> Let. 104; *Regestum Clementis Papae Quinti*, n° 1307.

<sup>2</sup> Le 17 mai, 1300, Aymar (Vimier) appelle d'une ordonnance de R. des Poitiers, juge-mage, lieutenant du sénéchal de Beaucaire, qui n'avait aux préjures du comte de Valentinois l'obligation de recevoir la monnaie royale sur le pied de 4 sous de tournois pour 5 sous de viennois : cette mesure a porté au comte un grave préjudice, attendu que la monnaie viennoise ou valentinoise est déjà dépréciée. Le préjudice est d'autant plus grave que la monnaie viennoise ou valentinoise n'est plus admise à circuler dans le royaume : rien n'est si mauvais que d'une fabrication extra-regnum de plus interdite et réprouvée en royaume. (Ainsi cette monnaie n'était pas reçue dans la Valentinois d'au delà du Rhône, Archives de l'Isère, Chambre des Comptes, B 3557. — En 1301, Aymar fait soulever des villes continuées contre le bailli de Valence. *Ibid.* B, 3558 et 3559. En 1302, il se plaint des exigences du sénéchal de Beaucaire qui lui demande d'envoyer à l'armée royale rassemblée pour la guerre de Flandre tous les possesseurs de fiefs de la rive droite du Rhône, ce qui ne laisse pas à Aymar le moyen de résister à l'évêque de Valence. *Ibid.*, B, 3557 : acte daté d'Étella, 25 octobre 1302.

<sup>3</sup> Plus tard, Clément V s'efforce d'apaiser la haine entre l'évêque de Valence et le comte de Valentinois. Le 22 décembre 1305, le 8 janvier 1306, il s'occupe de leur faire accepter et observer une trêve (Archives de l'Isère, B, 3561). Le 2 mai 1306, il charge l'archevêque de Vienne de faire une enquête sur l'occupation d'une route par les forces armées du comte de Valence à Montélimar : pour le comte aurait saisi un μέρος des droits de l'évêque de Valence et de l'évêque d'Albi. *op. cit.* de Page, *Regestum Clementis Papae Quinti*, n° 2008.

partie du Valentinois située sur la rive droite du Rhône, le roi de France est en fait maître de tout le Valentinois.

L'église de Viviers n'était pas mieux placée pour résister à l'action persévérante de la politique française. Aussi deux conventions, l'une de 1303, l'autre de 1307, attribuèrent à Philippe le Bel la souveraineté des domaines de cette église et organisèrent entre lui et l'évêque un de ces parages, si fréquemment établis à cette époque entre le roi d'une part et d'autre part un seigneur ecclésiastique ou laïque jusqu'où nul ne luttait<sup>1</sup>. Or devins facilement ce qui devenait l'indépendance de l'Autre pardo dans ces associations dont l'un des membres était le roi de France.

Peu à peu, régna à son avantage ses différences avec l'église de Viviers. Philippe le Bel ne perdait pas de vue le soin de ses intérêts à Lyon. Là encore Boniface VIII avait soutenu les efforts du clergé local pour échapper à l'établissement de la domination française, mais les mesures qu'il prit en vue de sauver l'église lyonnaise de l'assujettissement dont elle était menacée ne paraissent pas avoir réussi. Aux réclamations des archevêques Henri et Louis de Villars, qui s'appuyèrent sur le Saint-Siège, aux tentatives répétées de Boniface VIII pour évoquer l'affaire à son tribunal<sup>2</sup>, le roi répliqua en 1301 par l'ordre donné à son gardien de faire payer les impôts dus par les bourgeois de Lyon à la commune qu'ils avaient formée, et par l'injonction pressante de défendre avec énergie leurs libertés et franchises<sup>3</sup>, en 1302 il fit occuper militairement Saint-Just<sup>4</sup> et l'année suivante diverses possessions de l'Eglise se trouvant encore pressées sous le sequestre royal<sup>5</sup>. A ces mesures l'Eglise répondit par des peines spirituelles dirigées contre les bourgeois de Lyon complices de la France, la ville elle-même est frappée d'interdit. Ce n'est point un épisode exceptionnel que celui lu se mit à vivre entre les bourgeois et

1 *Statute de France sous Philippe Bel*, n° 406. La convention de 1303 fut le résultat de l'accord entre les deux communiens royaux qui étaient Guillaume de Baux et Boniface VIII. Elle fut conclue à l'instigation de Boniface VIII. Il faut remarquer que la Haute de l'Autre pardo n'était pas dans le Saint-Est de la France.

2 *Archives, Cartulaire municipal de Lyon*, p. 421.

3 *Ibid.*, p. 40, 27 janvier et 15 octobre 1301.

4 *Ibid.*, p. 41, 15 octobre 1302.

5 *Ibid.*, p. 42, 15 octobre 1302.



l'Eglise ce qui donnait un caractère particulier de gravité aux incidents de Lyon, c'est que derrière les bourgeois se trouvait Philippe le Bel, et que, en dernière analyse, la question se débattait entre l'Eglise de Lyon et le roi de France.

Une détente se produisit à Lyon, comme partout ailleurs, par l'effet de l'action pacificatrice de Benoît XI. Le 3 janvier 1304, il manda à l'archevêque de Vienne et à l'archidiacre de Viviers de suspendre l'interdit qui pèse sur Lyon : le roi lèvera le séquestre des biens d'Eglise, en même temps que l'archevêque et les bourgeois seront cités à comparaître devant le Pape ; pendant l'instance, la connaissance des appels interjetés aux juridictions de Lyon, objet principal du litige (c'est-à-dire en effet la juridiction suprême qu'on se disputait parce qu'elle était l'attribut essentiel de la souveraineté) devait être confiée à l'archevêque de Besançon et au duc de Bourgogne<sup>1</sup>. Ce règlement provisoire, qui ménageait toutes les prétentions, est bien conforme au caractère général du pontificat de Benoît XI : il ne fit d'ailleurs accepté que sous les réserves les plus expresses par les bourgeois, qui, non sans une certaine emphase, se déclarèrent plutôt disposés à perdre la vie qu'à porter préjudice au roi de France.

Jusqu'à lors le Pape se était montré aux Lyonnais comme un défenseur énergique des droits de l'Eglise, dans la personne de Boniface VIII, puis comme un protecteur conciliant dans celle de Benoît XI : c'est maintenant que le Pontife suprême va leur apparaître sous les traits d'un protégé de Philippe le Bel. Le successeur de Benoît XI, Clément V, se fit couronner dans leur cité — où se réunirent à cette occasion la fleur de la chevalerie européenne, mais le véritable héros de la fête était moins le Pontife qui cédait la tiare avin-

<sup>1</sup> *Grangeon Registra de Benoît XI*, n° 259 et 260. Cf. n° 124. On consultera avec fruit sur ces événements de l'histoire de Lyon à cette période, les ouvrages de M. L. Denisseux et Tillet, — exemples toutefois que des auteurs n'ont pu connaître les bulles pontificales. Le duc Robert de Bourgogne, au plus fort de l'effort des rois de France contre Boniface VIII, avait fait quelques efforts pour rétablir la paix. Pendant l'été de 1303, il avait envoyé à la cour romaine Augier de Chalon, chevalier du Tiers état, avec mission de travailler à cette œuvre. (Lettre du 6 septembre 1303, écrite d'Avignon par Malacou, cardinal légat à Sainte Marie in Porticu. Bibl. Nat., Lat., 10212, fol. 2r et vs.)

On comprend que Benoît XI ait eu la duc Robert pour garder Lyon : ses tendances conciliantes permettaient d'espérer qu'il serait accepté des deux partis.

les, que le roi de France, qui, entouré des princes de sa famille, comblé d'honneurs et d'hommages, se révélait à tous comme le véritable maître de la situation et faisait ainsi comprendre à ses derniers adversaires l'inutilité de la lutte. Au surplus, la garnison que le roi de France entretenait à Saint-Just achevait la démonstration, quand cela était nécessaire, par les rudes traitements qu'elle infligeait au chapitre métropolitain et à ses partisans<sup>1</sup>. Aussi les négociations reprises alors entre Philippe le Bel et l'archevêque Louis de Villars aboutirent, en septembre 1307, à un accord, connu sous le nom de *Philippines*, qui reconnaissait la souveraineté du roi à Lyon : toutefois ce ne fut pas le règlement définitif de la question. Il fallut quelques années encore pour que le roi de France domptât les dernières résistances : c'est seulement au temps de l'empereur Henri VII que furent à jamais brisées les liens qui rattachaient Lyon à l'Empire<sup>2</sup>.

Dans la Comté de Bourgogne, la seule nouvelle de l'avènement d'Albert d'Autriche avait découragé les seigneurs jadis coalisés pour empêcher l'exécution du traité par lequel en 1295, Otton IV les avait livrés au roi de France. Maintenant qu'ils n'ont plus de chances d'être appuyés par le roi des Romains, aux de Philippe le Bel, ni par le roi d'Angleterre, qui a fait sa paix avec la France, les nobles de la Comté, abandonnés à leurs propres forces, comprennent qu'il leur faut se soumettre aux destinées nouvelles de leur pays. Ils y étaient d'ailleurs sollicités par Otton IV qui n'hésitant pas à mettre son influence au service de la France, nous en pouvons juger par l'invitation qu'il adressa en 1296 au comte Thiebaud de Ferrette afin de le décider à entrer en l'hommage de Philippe le Bel<sup>3</sup>. Le comte de Ferrette se soumit en 1298, ainsi que le comte d'Auxerre, Jean de Chalon<sup>4</sup>, deux plus tard, en 1300, un frère puîné du palatin, Jean de Bourgogne, paraît s'être réconcilié avec le parti français qu'il avait

<sup>1</sup> En 1307, les chanoines de la métropole s'étant, suivant l'usage, rendus en procession à Saint-Just, y furent, du moins par quel motif, très mal reçus. Ils voulurent alors poursuivre judiciairement le chapitre de Saint-Just : mais les gens du roi de France, *gentes gentes Philippi regis Francie*, les en empêchèrent en ravageant les terres de l'église métropolitaine, où ils commirent des actes de violence sur les personnes comme sur les biens. Ces détails sont donnés par une bulle de Clément V du 8 nov. 1307. *Regesta* n° 2191.

<sup>2</sup> Voir Darmassacq, op. cit., p. 197.

<sup>3</sup> A. L. de Laube, B. 41.

<sup>4</sup> *Ibid.*

jusqu'alors énergiquement combattu<sup>1</sup>. Le mouvement qui entraîne les Comtois à se soumettre se précipite en l'année 1301, alors que l'alliance de Philippe le Bel avec le roi des Romains n'est point encore ébranlée ; à ce moment s'accomplit l'œuvre de la pacification de la Comté, alors les membres les plus importants de la confédération, et à leur tête le baron d'Arlay, le comte de Montbéliard, les seigneurs de Montfaucon, se déclarent prêts à exécuter les volontés de Philippe le Bel<sup>2</sup>.

Ce prince, fort heureux de désarmer ses adversaires, ne garde d'abuser de son triomphe : il traite les seigneurs comtois « avec égard, presque avec respect »<sup>3</sup>. Il les maintient dans leurs droits et privilèges, les entraîne dans le mouvement de sa politique, leur donne place dans ses armées, si bien que sa rupture avec Albert n'amène aucune nouvelle prise d'armes en Comté et que, en 1306, il peut même, sans trop de témérité, confier la garde de la Comté au baron d'Arlay<sup>4</sup>. Il est vrai que, peu de mois auparavant, il lui avait fallu déposer un plan auquel Jean d'Arlay avait travaillé pour se

1. Funck-Brentano, *Philippe le Bel et la noblesse franco-comtoise* (bibliothèque de l'École des Chartes, t. XLIX, année 1888) p. 32.

2. Voir sur ce point les documents cités par M. Funck-Brentano, pp. 32 et 43. On détient des mois d'avril et de mai 1301. Quelques-uns de ces documents ont été publiés en entier ou partiellement par le même auteur dans les pièces justificatives de sa dissertation, *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLIX (année 1888), pp. 247 et ss. On remarquera notamment l'acte par lequel les confédérés donnent les armes, en 1301 ; et divers actes par lesquels Jean d'Arlay et d'autres confédérés entrent en l'hommage du roi de France. M. Funck-Brentano fait remarquer que l'acte d'hommage de Renaud de Montbéliard a été publié par M. Tuetey, *Étude sur le d'Yvetot municipal*, p. 250. On pourra consulter encore, à titre d'exemples de la conduite des confédérés les documents suivants :

1<sup>er</sup> Hommage-lige d'Etienne sire de Montferrant, rendu au roi de France (mai 1301, Arch. nat., J 677, n<sup>o</sup> 52).

2<sup>o</sup> Hommage-lige de Jean de Montfaucon (avril 1301, J 677, n<sup>o</sup> 1).

3<sup>o</sup> Hommage-lige de Gautier de Montfaucon (mai 1301, J 677, n<sup>o</sup> 2).

4<sup>o</sup> Hommage-lige de Guillaume, sire de Corceultra « sire de Mont, comte de Montbéliard, de Jean de Bourgogne, et des précédents (avril 1301, J 677, n<sup>o</sup> 37).

5<sup>o</sup> Jean de Vienne sire de Mirebel, s'engage à devenir l'homme-lige du roi à partir du 1<sup>er</sup> novembre. (Besançon, 31 mai 1301, p. 67, n<sup>o</sup> 3).

6. Voir Funck-Brentano, articles cités, pp. 33-35.

7. La nomination du baron d'Arlay est du 28 août 1306. Arch. nat. J 135, n<sup>o</sup> 91. Le baron d'Arlay est tué à cette époque « garde de la Comté de Bourgogne de la part noire » seigneur le roi de France. « Chevalier, *Mémoires historiques sur Polignac* t. I, p. 307. Dès 1306, le baron d'Arlay avait recouvré la vicomté de Besançon, grâce à un accord avec le roi de France. Archives Ju. Doubs B. 500.

part : il s'agissait de marier à une fille du roi d'Angleterre Edouard I<sup>er</sup>, le jeune Robert, fils du palatin Otton IV, celui-là même que le traité de Vincennes avait dépossédé de l'héritage de la Comté. Philippe le Bel, qui faisait bonne garde, ramena à Paris le jeune prince, qui eût pu devenir un prétendant dangereux. Étant d'ailleurs de pousser à bout ses anciens adversaires de la Comté, il se contenta de les convaincre de l'inutilité de leurs efforts, aussi put-il continuer à gouverner la Comté sans se livrer de cur concours et sans les rejeter dans une irréconciliable opposition.

En résumé, le comte de Provence, roi de Sicile, ne témoigne à l'Empire que de l'indifférence, Amédée de Savoie ne lui témoigne que de l'hostilité. En même temps, le comte de Valentinois, l'archevêque de Lyon et l'évêque de Viviers, hors d'état de lutter contre les progrès de la France, ne peuvent que se résigner à la soumission; en Comté, Philippe le Bel a été assez heureux pour décourager et dissoudre le parti fidèle à l'Empire et, partant, hostile à la France. Seul le Dauphin de Viennois se montre disposé à se faire l'auxiliaire d'Albert d'Autriche; mais, au lieu de secours, il n'obtient du roi des Romains que des diplômes. Partout ailleurs dans le royaume d'Arles se manifestait clairement le déclin de la puissance impériale en même temps que les progrès de la royauté française. Telle est la situation de ce royaume au moment où se termine le règne d'Albert : ainsi ce prince n'a pas mieux servi que son prédécesseur la cause de l'Empire dans les régions qui séparent l'Allemagne de l'ancien domaine des rois capétiens.

## CHAPITRE X

### LE RÈGNE DE HENRI VI<sup>1</sup>

#### I. — GILBERT DE VALENS CANDIDAT À L'EMPIRE

Quand la main d'un meurtrier eut mis fin aux jours d'Albert d'Autriche, débarrassant ainsi Philippe le Bel d'un voisin qui, d'ami devoué qu'il était d'abord, était devenu un adversaire gênant, on put croire que jamais l'étoile de la maison Capétienne n'avait brillé d'un plus vif éclat. Considérez en effet la situation générale de l'Europe : en France, la politique royale, en même temps qu'elle ne cesse de repousser la frontière de l'Est, travaille avec persévérance à briser toutes les résistances à l'intérieur et couche les plus puissants devant le pouvoir absolu du roi. Tranquille du côté de l'Angleterre, dont le nouveau souverain lui est inamoviblement lié, le roi de France vient d'assurer sa domination sur la rive droite du Rhône, le comte de Savoie lui est entièrement dévoué ; les autres seigneurs de la région, bon gré, mal gré, subissent son influence, en fait, la France s'étend moralement annexé tout le pays qui s'étend du Rhin aux Alpes. Plus loin, ce sont les Capétiens de Provence qui, tout en se maintenant solidement dans leurs états patrimoniaux, ont affermi leur pouvoir dans le Sud de l'Italie et ne cessent d'étendre leur autorité en Piémont et en Lombardie avec la complicité du parti guelfe dont ils sont les chefs naturels, au lieu qu'on peut entrevoir le jour où la péninsule, prise entre le royaume de Naples d'une part et la domination angevine de Provence et de Piémont d'autre part, sera entièrement soumise aux descendants de Charles d'Anjou l'événement au milieu des régions soumises à la maison Capétienne, exilée à Avignon, qui en ce moment appartient encore au comte de Provence, roi de Sicile, surveillée de près par le sénéchal de Beaucaire, qui est un des membres

1. Les événements de cette période ont été résumés dans le dernier volume de *l'Histoire d'Allemagne* de M. Zeller : *Les Empereurs du XIII<sup>e</sup> siècle, Habington et Ledebour*.

les plus importants de l'administration française, la Papauté semble dépouillée de toute indépendance et pour jamais asservie à la politique des Capétiens. Philippe le Bel, qui a depuis longtemps compris l'influence dont dispose le Pontife romain, ne s'est pas seulement proposé de mettre le Pape hors d'état de nuire aux rois de France; il se flatta de tourner contre ses ennemis personnels les forces de la Papauté et d'accroître sa propre puissance de l'autorité pontificale, dont il oublia qu'il avait fait par ses violences. Suivant une pensée qui lui jadis celle d'Attila, l'Autriche il en eût fait du Saint-Siège un instrument au service de la politique de sa maison. D'autres reprendront plus tard ce projet, et naturellement destiné à séduire tout pouvoir à l'ombre duquel vit la Papauté.

Il ne suffisait pas aux Capétiens de régner de l'Océan au détroit de Messine, et de faire sentir leur influence depuis les bords du Rhin, où ils s'étaient achetés des partisans et des vassaux, jusque dans ces pays d'Achaïe que Grecs et Latins se disputaient en face de l'ennemi commun, il ne leur suffisait pas d'avoir mis la main sur l'Eglise et de tenir son chef comme enfermé dans leurs domaines; si leur manquait le titre d'empereur, encore entouré d'un éclat inexplicable pour qu'il méconnaitrait cette grande force de l'imagination populaire, toujours éprise pour l'idée de l'ordre et de la grandeur, d'un amour qu'aucun échec ne saurait décourager. Depuis longtemps, des conseillers intimes de Philippe le Bel lui proposaient, comme la récompense suprême de ses efforts, cette dignité impériale, portée si haut par la maison de Souabe, abaissée depuis lors par la politique des Habsbourg et par la faiblesse d'Adolphe de Nassau, mais qui, jointe à la couronne de France, lui communiquerait une incomparable splendeur. Comme jadis du temps de Philippe le Hardi, les arguments ne manquaient pas à l'appui de ce dessein; chose étrange, ils sont fournis par un légiste, Dubois, auquel on attribuerait volontiers un sens plus pratique et plus mesuré. « Que Philippe, disait-il, prenne pour lui la couronne des Césars; il fixera pour toujours en France le centre de la politique européenne, il mettra un terme à la rivalité des Guelfes et des Gueules, puisque le chef des Guelfes deviendra le représentant suprême du pouvoir impérial; il pacifiera l'Allemagne et l'Italie, et pourra ensuite conduire l'Occident uni sous son drapeau à la conquête du tombeau du Sauveur. » L'entreprise est pleine de promesses, ajeux qu'elle est singulièrement facilitée par ce cir-

constance que le roi de France tenait le Pape en sa puissance. C'est une opinion universellement répandue, acceptée récemment encore par les Habsbourg, que le roi des Romains, après qu'il a été désigné par les électeurs, doit encore être confirmé par le Pape, c'est le Pape qui couronne l'empereur dans la basilique vaticane, non plus, en va jusqu'à dire que les électeurs ne désignent l'empereur qu'en vertu d'une délégation du Pape, dont au besoin le Pape pourrait révoquer cette délégation et créer lui-même l'empereur. Il ne serait pas d'ailleurs de faire entendre à Clément V qu'il ne peut se dispenser de conférer l'Empire à Philippe le Bel<sup>1</sup>.

Ces conceptions, qui appartenaient plus au domaine de la poésie qu'à celui de la réalité, ne pouvaient sourdre à un esprit positif comme celui de Philippe le Bel. Plus que son père Philippe le Hardi et que son aïeul saint Louis, il ne consentit à abandonner pour de tels mirages la politique des résultats qui lui avaient bien réussi, c'est ainsi que, grâce à leur sens pratique, les vieux Capétiens savaient en général se préserver des illusions aussi brillantes que dangereuses auxquelles, sous l'empire de la fause et exaltée du xiv<sup>e</sup> siècle, se laisseront aller bien plus facilement les Valois. Mais ce fut précisément le frère du roi et l'ancêtre des Valois, Charles, comte de Marne, connu par sa bravoure et son ambition et aussi par sa peu glorieuse expédition en Italie, qui put pour son compte ce projet fantasmagorique, et qui rêva de réunir sur sa tête les couronnes d'Orient et d'Occident. En vertu des droits qu'il tenait de sa femme, Catherine de Courtenay, Charles portait alors le titre d'empereur de Constantinople et de despote de Roumanie<sup>2</sup> n'était-il pas naturellement désigné pour y joindre le titre et la réalité de l'Empire en Occident? Peut-être, sans croire beaucoup au génie de Charles, Philippe le Bel résolut de le secourir des efforts de sa diplomatie; sans doute il se jugea suffisamment maître du Pape, sa créature, des électeurs ecclésiastiques choisis en vue de lui plaire, et des seigneurs d'outre-Rhin qu'il possédait, pour courir le risque de cette aventure qui ne valait pas

1. Voir sur ce sujet la *Brevis et compendiosa doctrina*, ainsi que par M. de Wailly (*Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXII) et le *monarcha de Dithmarschen* datant de 1308, publié par M. Bonart dans les *Annales et extraits des manuscrits*, t. XX, 2<sup>e</sup> partie, Document n° XLX, pp. 187 et ss.

2. Cf. Quicherat, dans la *Bibliothèque de l'école des Chartes*, XXXIV, 81, p. 116.

tenter lui-même, mais qui convenait bien à l'esprit du comte de Valois. En tout cas, il dut prendre son parti d'autant plus facilement qu'il n'avait pas grand dommage à redouter de l'insuccès de son frère<sup>1</sup>.

Ce n'est point au lieu de raconter les vicissitudes de cette candidature, ni de discuter les appréciations diverses auxquelles a donné lieu la conduite de Clément V en cette affaire<sup>2</sup>. Ce qu'il y a de certain, c'est que la campagne entreprise par la diplomatie française n'aboutit qu'à un pitoyable échec, c'est que les archevêques de Mayence et de Cologne rompèrent l'alliance de Philippe le Bel, c'est que les électeurs s'accordèrent sur la personne de Henri, comte de Luxembourg, et que le Pape se hâta de rendre leur choix inattaquable en le confirmant solennellement. Ce qui est au-dessus de toute contestation, c'est que Philippe le Bel se sentit ou feignit de se sentir très blessé de la conduite du Pape et des électeurs ecclésiastiques; deux ans plus tard, à la fin de 1310, les ambassadeurs exprimaient encore tout le mécontentement de leur maître dans une entrevue avec Clément V, dont nous avons la bonne fortune de posséder le procès-verbal<sup>3</sup>. On y voit le Pape défendant l'archevêque de Mayence contre la rancune du roi de France, et se justifiant lui-même de son mieux du reproche

1. Dès le printemps de 1304, le roi de France écrit aux électeurs, d'abord pour les prier de différer la fixation du jour de l'élection du nouveau roi des Romains jusqu'à ce qu'ils-même aient pu s'entendre avec eux, puis pour proposer à leur choix son frère Charles de Valois. Voir les deux lettres écrites le Poitiers le 20 mai et le 9 juin, au roi de Bohême et sans doute à tous les électeurs. *Forschungen zur Deutschen Geschichte*, t. XVI, pp. 362 et ss.

2. Voir Wack *Clément V und Heinrich VII*, qui résume les diverses opinions émises sur ce point (p. 47 et 8). Gregorovius, *Storia della città di Roma nel medio evo*, t. VI, p. 16 de la traduction italienne pense que Clément V dut voir avec satisfaction l'échec de Charles de Valois, la même opinion est exprimée par M. Wolpert, *Philippe le Bel et la marne de Luxembourg*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLV, 681, p. 167.

3. Ce document, a été publié pour la première fois par Boulard, dans la *Revue des questions historiques* t. X (1874), pp. 23-24, d'après l'original conservé aux Archives nationales.

Boulard lui attribue la date du 14 décembre 1309, date qui a été conservée par les copies. Plus récemment ont été étudiés ce précieux document, M. Wack, qui a déjà révisé publié ce document, le date du 24 décembre 1310. Je crois cette conclusion contestable. Le document contient en effet des allusions très claires à des faits qui se sont produits au cours de l'année 1310 par exemple aux événements de Lyon (l. 5), au serment prêté par Henri VII à Hugues (l. 18) à rapprocher du texte même du serment que l'on trouve dans Bédard, *Acta Henrici VII*, n° xxx). Or ce serment fut prêté le 10 août 1310.



que lui adressant son puissant protecteur, d'avoir enlevé toute chance à Charles de Valois par la ratification empressée de l'élection du comte de Luxembourg. Qu'elle que soit la valeur de ces justifications, il semble absolument démontré que Clément V n'a appuyé que très mollement la candidature de Charles de Valois et que ses vœux intimes et peut-être ses secrètes instructions étaient à l'encontre de son attitude officielle. Au moins dut-il se sentir délivré d'un grand péril par l'élection de Henri VII.

Si le Pape se crut obligé d'excuser sa conduite vis à vis de Philippe le Bel, il ne pensa pas qu'il ait besoin de justification vis à vis de la postérité. La monarchie universelle aux mains des Capétiens n'étant point une perspective faite pour séduire le Pape, d'autant moins que ce Pape connaissait mieux que personne l'humour impérieuse du chef de la race et que dans l'affaire du procès contre la mémoire de Boniface VIII et dans celle des Templiers (sans parler de questions moindres) il avait senti toute la rudesse de la main du roi. Seul et sans appui, Clément V s'était vu réduit à bouvoyer et à attendre depuis son avènement (c'est à mon avis bien injustement qu'on lui en fait un reproche), il avait pour éviter d'avoir à condamner la mémoire de son prédécesseur, épuisé les moyens diplomatiques d'une diplomatie féconde en ressources; il abusait, tout en en gémissant, la violence et la capicité dont le roi faisait preuve vis à vis des Templiers. C'était donc une ligne de conduite fatalement imposée à la cour romaine que celle qui consistait à faire échec aux prétentions nouvelles de la maison Capétienne. Ajoutez-y qu'en aidant à consommer le triomphe de la France, qui eût été le triomphe des Guelfes en Italie, elle eût froissé directement le parti de leurs adversaires, les Gibelins; or, ce parti n'était pas anéanti. Dans les villes italiennes beaucoup de nobles et de bourgeois se transmettaient de génération en génération, avec le souvenir brillant du règne de Frédéric II<sup>1</sup>, avec le souvenir pieux de Conradin, l'idée de la monarchie du roi d'Allemagne, successeur des antiques Césars, mais c'eût été le comble de l'humiliation et de la colère si ce monarque universel leur eût apparu couvert du manteau fleurdelysé des descendants de Hugues Capet. Plutôt que d'en venir à cette extrémité, ils aiment bien mieux se tourner vers l'Allemagne, et c'est à un Allemand et non à un Français qu'ils rediront après Dante :

(1) Voyez plusieurs passages du *Discours* de Boetius.

« Viens voir la Rome qui pleure, veuve délaissée, et qui te crie jour et nuit : O mon César, pourquoi ne me fais-tu point compagnie ? »

Sans doute un pontife d'origine française, tel que Clément V, avait été traité jusque-là par ses vassaux comme un Pape guelfe, c'est-à-dire dévoué à traiter les rebelles en ennemis ; mais, précisément à cette époque, Clément V sentait la nécessité de servir d'autres intérêts que les intérêts français, autrement il voudrait bien pouvoir adopter une politique indépendante de l'un ou l'autre parti, ce n'est donc pas pour lui le moment de faire cause commune avec les Guelfes et de se brouiller pour, ainsi dire, tout ce qui n'appartient pas à ce parti<sup>1</sup>. Le souci de maintenir l'équilibre européen, aussi bien que celui de sauvegarder ce qui lui restait d'indépendance ne laissait à la cour pontificale aucune résolution à prendre, celle d'éviter autant que possible l'avènement d'un Capétien à l'Empire. On le comprit à Avignon, il n'y eut pour s'opposer à la confirmation d'Henri VII, que le seul cardinal Pierre de la Chapelle, ancien membre de l'administration royale et plus particulièrement dévoué aux intérêts du roi, qui d'ailleurs avait peu auparavant récompensé ce dévouement par une grande libéralité<sup>2</sup>.

En somme, Clément V avait eu déjouer les vues de la maison de France et lui montrer que le Pape n'en était pas encore absolument réduit à épouser ses ambitions. Je n'ai pas la prétention de laver de tout reproche la mémoire de ce Pape, mais ceux qui l'accusent de

1. Le caractère général de la politique de Clément V a été mis en lumière par Pöhlmann, *der Römische Kaiser Heinrich VII* (Nürnberg, 1873, in-8°) qui a la première utilisé les importants documents publiés par Bonanni, Pöhlmann a bien compris que Clément V, loin de se prêter à tous les caprices du roi de France, essayait de lui résister, et d'autre autant qu'il le pouvait à la réconciliation de Henri VII avec Robert de Naples, ce qu'il voulait, c'était le rétablissement de l'équilibre en Italie. Indépendamment de cette œuvre, Henri a diverses causes, d'abord à la réconciliation avec Robert de Naples, puis aux prétentions de Robert de Naples, enfin à l'hostilité de Philippe le Bel qui ne se fit pas illusion sur le fait que, en lui faisant payer cher ses complaisances, peut-être la maison du royaume d'Arles à la France. Plutôt que d'abandonner l'Italie à Robert et la Bourgogne à Philippe le Bel, Henri VII préféra engager la lutte décisive contre la mortelle ennemie. Qui pourrait blâmer le Pape d'avoir tenté d'éviter cette lutte ?

2. Le 10 mai 1308 il donna 16000 livres de tournois à Robert, *Pro Robertus* (1308, n. 10).

à être fait hâsément le serviteur du roy de France<sup>1</sup> ne tenaient pas compte des efforts parfois efficaces que Clément, malgré la faiblesse matérielle de la Papauté vaincue, osa tenter pour empêcher que son trop puissant protecteur ne consommât son humiliation.

## II. — SITUATION RESPECTIVE DU ROI DE FRANCE ET DU ROI DES ROMAINS.

Quelle qu'ait pu être la déception causée à Philippe le Bel par l'échec complet de son entreprise, il fallait maintenant la rance contenir : la partie était perdue, il fallait se préparer à en jouer une autre. Sans doute des liens éternels attachaient à la France le nouvel empereur; né à Valenciennes, élevé en terre française, parlant et écrivant e français (à un se point qu'il usera de cette langue même dans les diplômes de la chancellerie impériale et les pièces de sa comptabilité) il avait appartenu à cette brillante noblesse qui, au temps de Philippe le Hardi, se réunissait autour de la reine Marie de Brabant. C'est la reine qui, en 1292, l'avait marié à sa sœur, Marguerite, fille du duc Jean de Brabant, le marié du roy de France contre Aulphi de Nassau, c'est Philippe le Bel lui-même qui l'avait arrêté chevalier. Comme son beau-père, Henri prit en général le parti du roy de France dont il devint le vassal et dont il servit les intérêts, en le vit notamment s'associer en 1302 à la protestation de la noblesse de France contre les entreprises de Boniface VIII; en 1305, il accompagna Philippe à Lyon lors du couronnement de Clément et put être témoin des efforts du roy pour affermir sa domination dans cette ville; enfin, en 1307, grâce à l'influence que la France exerçait sur le Pape, Henri parvint à placer son frère, Baudouin de Luxembourg, sur le siège archiepiscopal de Trèves<sup>1</sup>. Ainsi Henri était Français d'éducation et de goût; il était, en outre, l'obligé de Philippe le Bel et l'ami des princes de son entourage<sup>2</sup>. On pouvait donc croire que, devenu roy des Romains, il demeurerait fidèle à ses sympathies

1. Par exemple, Gregorovius, *Storia della Città di Roma*, t. VI p. 13.

2. Voir et surtout Cf. Volvert, *Philippe le Bel et la maison de Luxembourg* dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLV, année 1884, pp. 120 et ss.

3. Il avait pour beau-frère le comte Amédée de Savoie.

anciennes et aux mouvements de sa jeunesse, peut-être même est-ce à cette circonstance qu'il dut la faveur avec laquelle Clément V accueillit sa candidature. En effet, l'élection de Henri de Luxembourg pouvait être considérée comme une mesure de transaction entre l'intérêt général de l'Europe et l'intérêt particulier de la France, en le choisissant, les électeurs portaient leurs suffrages sur un prince dont les tendances françaises étaient bien connues, sans aller cependant jusqu'à placer la couronne sur la tête du frère de Philippe le Bel.

Toutefois, ceux qui avaient observé de près le nouveau souverain (et Philippe le Bel était de leur nombre) ne pouvaient partager ces prévisions optimistes. Il y avait bien des germes de conflit entre le roi de France et le roi des Romains. D'abord le nom seul de Henri rappelait à Philippe le Bel une défaite de sa politique, tandis que le nom de Philippe rappelait à Henri le souverain toujours gênant d'un bien-tuteur. De plus, ce jeune homme blond, maigre, à la parole lente aussi doux qu'intérepide<sup>1</sup>, démontrait fidèle aux traditions qu'il avait puisées à la cour de France au temps de Marie de Brabant. Dans le cercle, auquel il avait appartenu dans sa jeunesse, se rencontraient non seulement des princes français, comme le duc de Bourgogne et la comte d'Artois, celui-ci fils du héros de la Missionne, mais aussi une foule de princes de l'Empire, parents et alliés de la reine, unies à l'Allemagne par l'organce et l'état de la cour de France; c'est en effet l'époque où, comme il devait arriver au *xiv<sup>e</sup>* siècle, le goût français dans la littérature et dans l'art avait fait la conquête de l'Europe. À la cour de la reine Marie, on cultivait les lettres et les sciences, on s'occupait moins de politique que de divertissements et de batailles<sup>2</sup>, on préférait une haute école pour les belles promesses et les grandes actions, là se préparait cette renaissance de l'esprit chevaleresque qui devait être l'un des caractères les plus frappants du *xiv<sup>e</sup>* siècle et dont le fils de Henri VII le roi Jean de Brême, fut l'élément personnel. Le roi de Luxembourg eut toute sa vie l'influence de ces éducation; l'idéal religieux que lui inspirait sa foi profonde s'y doubla d'un idéal chevaleresque

1. Voir Massé, dans Muratori, *Scriptores*, t. X, p. 339.

2. Voir G. V. Langlois, *Philippe III le Hardi*, p. 33. Sur les goûts littéraires du père de Marie, Henri III de Brabant, voir *Revue littéraire*, t. XX, p. 8, Scheier les *Trouvères belges des xiii<sup>e</sup> et xiv<sup>e</sup> siècles* (Bruxelles, 1876, in-8°), Froussart (du nom Kervyn de Lettenhove), t. I, p. 188.

qui le préparait merveilleusement à se passionner pour la réalisation de cette monarchie impériale dont le Dante était à cette époque le prophète et l'apôtre<sup>1</sup>. Les rois, qui tenaient à renouveler la politique de la maison de Souabe, moins son hostilité à l'Eglise, n'étaient point pour plaire au roi de France, car toute résurrection du pouvoir impérial devait provoquer un conflit sur les Vosges et le Rhône aussi bien qu'en Italie. Les Capétiens directs, pas plus que la branche angevine qui régnait en Provence et à Naples, n'étaient en disposition de sacrifier des conquêtes péniblement acquises pour aider à la reconstitution de l'Empire de Charlemagne.

La lutte était fatale, pour la soutenir, Philippe le Bel resserre les liens qui l'attachent à ses cousins les princes angevins de Naples. Il se fait que le pour et le contre l'Empire. Cependant, sous l'influence de Clément V, les rois de France et de Naples négocient longtemps avec Henri VII avant d'en venir à une rupture que la cour pontificale avait intérêt à retarder, si elle ne pouvait l'empêcher. Le royaume d'Arles et de Vienne joua dans ces négociations un rôle important; aussi convient-il ici d'en résumer le récit. Mais auparavant il importe de marquer l'attitude que, dès le début de son règne, Henri VII prit vis à vis de ce royaume pour y demeurer fidèle jusqu'à la fin de sa vie.

### III. — ACTION DE HENRI VII DANS LE ROYAUME D'ARLES.

Pour qu'un empereur puisse se flatter d'exercer quelque autorité dans le royaume d'Arles et de Vienne, il faut qu'il soit soutenu par quelques seigneurs influents qui, à son tour, ait besoin du secours de l'empereur pour résister à ses ennemis. On se rappelle que Frédéric Barberousse, lui-même seigneur de la Comté, s'appuya longtemps sur les évêques, que Frédéric II sut ensuite tirer parti de

1. Quelques années après la mort de Henri VII (au mois de mai 1317), les deux envoyés que Jean XXII avait chargés de préparer la pacification du Nord de l'Italie ont l'occasion de rapporter dans un rapport adressé au Pape le souvenir de ce seigneur Henri « l'estoit, disoit-on, de tous de tous ceux qui ont eue en homme bon et honorable. » Telle est bien l'impression qu'il convient de garder de Henri VII, esprit élevé, rompu des plus généreuses illusions, il entreprit une tâche trop forte pour la faiblesse humaine et il y succomba. — Cf. Preger, *Auszüge aus den Urkunden des Vatikaniſchen Archivs von 1313-1324* dans *Verh. d. Abhandlungen der Bayerischen Akademie*, t. XVI, 1<sup>re</sup> part., n° 23.

l'alliance des communes et du comte de Toulouse, Raymond VII, qui lui virent en aide dans sa lutte contre l'Eglise et le comte de Provence, et qu'ainsi pendant quelque temps il fit sentir sa puissance dans le Sud-Est de la France. Cet indispensable allié avait souvent marqué aux Habsbourg le Dauphin, avec lequel ils avaient entretenues des relations amicales, était trop faible, et d'ailleurs surveillé avec trop de jalousie par l'administration française pour rendre à la cause impériale les services qui lui eussent été nécessaires. Plus heureux, Henri de Luxembourg avait un allié tout naturellement indiqué dans la personne de son beau-frère, le comte Amédée de Savoie. Amédée n'était l'ennemi de l'Empire qu'autant que l'empereur était un Habsbourg, après la mort d'Albert d'Autriche, il restait l'ami de Henri VII comme après la mort de Rodolphe de Habsbourg il s'était rallié à la cause d'Adolphe de Nassau.

Ce ne fut pas seulement le chef de la famille de Savoie qui prêter son concours à l'empereur, Henri VII comptait parmi ses auxiliaires deux autres princes de cette maison. Louis et Philippe de Savoie. Louis II, neveu d'Amédée, avait recueilli la baronnie de Vaud dans l'héritage de son père Louis I<sup>er</sup>, à Philippe (frère d'Amédée, étaient échues, par suite d'un arrangement de famille, les possessions de la maison de Savoie en Piémont, on sait qu'il avait en outre acquis par son mariage le titre de prince d'Achaïe. Dans le Nord de l'Italie, Philippe avait hérité des vieilles rivalités qui mettaient aux prises sa famille et celle des princes angevins, d'où une série de conflits et de traités à la suite desquels la question litigieuse demeurait ouverte comme par le passé. Sans doute, Philippe de Savoie se vit, dans ces dernières années du règne d'Albert d'Autriche, obligé de s'accorder avec Charles II d'Anjou<sup>1</sup>, mais dès que le parti impérial reprit en Italie quelque consistance et que Henri VII manifesta l'intention d'y exercer les droits de sa couronne, la maison de Savoie se hâta de renouveler avec le nouveau César l'alliance qui jadis l'avait unie à Frédéric II.

Quand la maison de Savoie soutenait une cause, les dauphins de Viennois en devenaient nécessairement les adversaires acharnés, par une extraordinaire dérogation à cette loi historique, on vit les deux maisons rivales se réunir sous les étendards de Henri VII. Lorsque le

<sup>1</sup> Voir ci-dessus.

ren Jean de Bavière veut, au printemps de l'année 1308, envoyer des ambassadeurs au Pape, c'est le dauphin Jean II (et le comte de Savoie Arnédis V qui l'place à la tête de la légation; ce sont eux qui obtiennent la confirmation de l'élection du comte de Luxembourg et la promesse que Clément V le couronnera lui-même dans la basilique Vaticane, à la Chandelour de l'année 1311<sup>1</sup>. Cependant, l'année suivante, quand le roi de France suit une ligne de conduite hostile à Henri VI, le Dauphin se rapproche de la maison de France : au mois d'octobre 1310 intervient un traité d'alliance entre Philippe le Bel et Jean II, il est convenu que l'amour des deux princes sera affermi par un mariage entre l'une des filles de Philippe, comte de Bourgogne (ils du roi de France le futur Philippe le Long), et Marguerite, fille et héritière présomptive du Dauphin<sup>2</sup>. Ainsi le Dauphin semble à ce moment se détacher de l'Empire pour revenir à l'alliance capétienne, sans doute, outre les motifs d'intérêt politique qui le ramènent à cette ligne de conduite, y est-il poussé par un sentiment de jalouse provoqué par l'intimité du comte de Savoie avec son beau-frère Henri de Luxembourg.

Le dauphin Jean n'entendait pas cependant rompre avec le roi des Romains, ses deux frères Hugues de Faucigny et Guy de Montauban (celui-là même qui a été confondu, bien à tort, avec un Templier brûlé plus tard à Paris, servaient fidèlement Henri VII au cours de son expédition en Italie<sup>3</sup>. Guy par ses hauts faits s'y acquit une réputation qui lui valut quelques années plus tard l'offre du royaume de Salonique de la part de l'armée française de Romanie. Ainsi Henri VII peut compter, pour l'appuyer dans le royaume d'Arles, sur l'influence du comte Arnédis de Savoie et jusqu'à un certain point sur celle du Dauphin, on ne s'étonnera donc pas de ce qu'il ait, par de nombreux actes, exercé les droits souverains dans ces régions. Je me borne à citer les plus importants de ces actes, ils permettront en même temps de signaler quelques-unes des attributions que l'on considérait alors comme caractéristiques du pouvoir impérial.

1. *Regesta*, n° 98. Bonaini. *Acta Henrici VII* n° 1 et 11. *Monumenta Germaniae Historica*, t. IV, p. 492, Reynaldi, 302, § 11.

2. Octobre 1310. Villanova, t. I, p. 968, Arch. nat., J 277, n° 8 et 16.

3. Consulter les *recherches sur Guy Dauphin*, dissertation publiée par Lancelotti dans les *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, sixième série, t. VIII, pp. 445 et ss.

L'action de l'empereur se manifeste d'abord par la confirmation des privilèges des seigneurs ecclésiastiques ou laïques, par l'investiture qu'il accorde aux prélats et par l'hommage qu'il réclame des vassaux de l'Empire. En 1309, il confirme les privilèges du Dauphin<sup>1</sup>; en octobre 1310, par une charte datée de Lausanne, il confère l'investiture à l'archevêque de Besançon<sup>2</sup>, le mois suivant, arrivé à Asti, il investit de ses domaines le comte de Savoie, duc de Chablais et de la vallée d'Aoste, marquis en Italie, seigneur de Bâgé et de Coligny<sup>3</sup>. Le 18 janvier 1311, c'est Jean le Chalon, seigneur d'Arlay, qui à Milan lui fait hommage pour divers fiefs et pour la garde du monastère de Saint-Oyan<sup>4</sup>. On verra plus loin que Henri VII ne cesse de réclamer l'hommage du comte de Bourgogne, Philippe, fils du roi de France, affirmant aussi les prétentions de l'Empire à la suzeraineté de la Comté; un des griefs que l'empereur formula contre Robert de Naples fut que Robert s'étant abstenu de lui rendre hommage pour les comtés de Provence et de Forcenquier. En 1312, Henri VII confère à l'archevêque d'Arles, Gaillard, l'investiture de son temporel<sup>5</sup>, et l'année suivante, quelques mois avant sa mort, aux faveurs dont il comble le comte Amédée de Savoie, il ajoute en sa qualité d'empereur le renouvellement des droits et privilèges qu'il lui avait reconnus au temps où il n'était que roi des Romains<sup>6</sup>.

L'action de Henri VII ne se borne pas à ces actes qui manifestent sa suzeraineté; en fait, il prétend trancher les controverses qui divisent les seigneurs et se faire l'arbitre de leurs relations. C'est ainsi que, le 15 janvier 1311, de Milan, il écrit à l'évêque de Valence de ne plus prendre sur ses monnaies le titre de comte, ce titre ayant

1 Constance, 30 mai 1309. Original aux Archives de l'Isère. Chambre des Comptes B. 3161 et abbé Ulysse Chevalier, *Un carlinnaire des Dauphins du trône*, n° 113.

2 Genève, 12 octobre 1310. *Regesta Imperii* (1310-33) *Aditamentum secundum*, n° 334.

3 Asti 24 novembre 1310, Donniges, *Acta Helvetici VII*, 1<sup>re</sup> part., n° 1 et 2 (pp. 3 et 4), *Regesta*, n° 328. Parmi les témoins de cet acte on peut citer : Aymon de Chalon évêque de Genève; Manfred, marquis de Saas; Hugues Dauphin et Guy Dauphin frères du dauphin Jean; Gratien de Clérieu; Aymar de Beauvoir; Pierre de Lantvillers; Jean de Verax; Henri de Sepième; Aymar de Potiers.

4 Milan, 18 janvier 1311. *Donniges*, 1<sup>re</sup> part., n° 34.

5 *Regesta*, n° 401. Cf. Donniges, 1<sup>re</sup> part., p. 86.

6 *Regesta*, n° 327.



apparaît au de versus la même loi à Aymer de Lusignan et ses prédécesseurs<sup>1</sup> on peut croire d'ailleurs que cet acte est pour but principal de récompenser le zèle que le comte Aymer déploie et au service de la cause impériale<sup>2</sup>. Le 27 juillet 1313, il interdit au Dauphin, sous peine de perdre ses fiefs, d'attaquer le comte Amédée de Savoie, qui garde jusqu'au dernier moment la faveur de l'empereur<sup>3</sup>. C'est le temps où Henri est en lutte ouverte contre Robert de Naples : dix jours auparavant, il signifiait au Dauphin qu'il le démet de tous les fiefs de vassalité qu'il se trouvait en possession de chez Robert (à raison du Gapençais) et le plaçait sous la dépendance immédiate de la couronne impériale<sup>4</sup>. La mort de Henri, survenue quelques jours plus tard, enleva toute portée pratique à ces injonctions. D'ailleurs, à cette époque, la situation de l'empereur en Italie était trop critique pour qu'il pût se flatter d'arrêter le Dauphin dans son mouvement vers le parti angevin et français.

C'était un vieux droit, réclamé d'ancienne date par les empereurs que celui de concéder des peages, ce droit strict, tout peage étant sans le consentement de l'empereur étant illégal, et si dessus les censures étaient d'accord avec les juriconsultes<sup>5</sup>. Henri VII exerce ce droit : nous trouvons la trace de concessions de ce genre en faveur de Guy Dauphin, seigneur de Montauban<sup>6</sup>, et d'Aymon évêque de Genève<sup>7</sup>. Il y eut probablement d'autres diplômes rendus à ce sujet ; en tout cas,

1. Melas, 14 janvier 1311 : *Reges et Imperia*, n° 348.

2. Aymer prit part à l'expédition de Henri VII en Italie. Il était à Asolo dès le 23 novembre 1313 : *Reges et Imperia*, n° 325. Il était encore en 1313 à l'insu Guicheman, t. IV, p. 136. Il ne faisait payer autrement que par des diplômes, nous avons la trace d'un reçu de 2.400 livres de courtois qui lui furent payés par l'empereur : *Index D. Onigen, Index actuum quos post mortem Henrici VII inveniuntur Paris*, n° 126, p. 10.

3. Paris, 27 juin 1313 : *Reges et Imperia*, n° 365. Domingos, *Acta Henrici VII*, n° part., n° 715. Ce diplôme fut renouvelé le 27 juillet suivant : *Reges et Imperia*, n° 366.

4. *Ibid.*, n° 450.

5. Voir plus haut, page 101.

6. 30 août 1310 : abbé Guyon Chevalier, *Les carismes et des Dauphins de France*, *Bulletin de l'Académie delphinale*, 3<sup>e</sup> série, t. II, p. 133. Guy et son frère Hugues se virent également l'empereur en Italie.

7. Aymon du Quart, évêque de Genève, suivit Henri VII en Italie, et lui prêta serment, le 29 novembre 1313, en qualité de membre du conseil impérial, en même temps qu'Amédée de Savoie et que les deux frères du Dauphin Guy de Montauban et Hugues de Faucigny (Domingos, *Acta*, n° part., p. 8 et 9).

Voir l'étude déjà citée d'Ed. Mellet, sur Aymon du Quart, dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. IX (1855), pp. 133-143. C'est le 17 sep-

à la fin de 1310, le roi de France en avait pris ombrage, aussi, lors de l'ambassade qu'il envoya à cette époque vers Clément V, il fit adresser des représentations au Pape sur l'attitude provocante du roi des Romains. Clément, qui se montrait alors assez sympathique à Henri VII, n'hésita point à prendre son parti et à exalter sa puissance, toutefois il reconnut que peut-être n'était-il pas en droit de contester légalement des peages avant d'avoir reçu la couronne impériale; là-dessus il s'entendait avec Henri : *super hoc scriberet sibi, mactende*<sup>1</sup>.

Ainsi Henri VII n'a jamais cessé de se conduire comme souverain du système d'Arles. Les diplômes qu'il accordait, et même ceux qu'il témoignait de ses présentations, lui servaient à recruter des amis et des partisans. Avant même de son départ en Italie se trouvait-il en état de compter sur le secours des eos imperii fournis par ces régions. On se rendit à son appel comme on s'était rendu jadis aux convocations de Frédéric II lors de sa grande expédition contre les Lombards.

Dès 1310 c'est l'évêque de Valence, de Marquardt dont le cocher et autres écrivains des communes de la région est un adhérent de Henri VII à Lausanne avec une escorte avec nombreux que possible, *quando decentis et felix poterit*. Là-dessus la commune de Dis, sommée d'aider l'évêque, hésite et consulte trois juriconsultes sur le point de savoir si elle est tenue d'obéir? Les seigneurs appelés à arrêter l'évêque, d'accord avec le roi des Romains les conditions auxquelles ils le suivront en Italie, en particulier le nombre et la solde des hommes de leurs propres vassaux. Voyez sur ce point les conventions passées par Henri le 12 octobre 1310 avec Aymon, évêque de Genève<sup>2</sup>, et le 3 novembre avec Philippe de Savoie<sup>3</sup>; elles peuvent

comparer 1311 que l'empereur au camp devant Brouck, accorda à Aymon du Quart un péage sur les denrées qui arrivaient à Genève. — cf. *Regula imperii, additamentum*, secundum p. 418.

1. Rapport déjà cité des ambassadeurs de Philippe le Bel près de Clément V, § 8.

2. Textes publiés dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, L. XXXII (année 1871), p. 472, d'après le manuscrit de la B. M. Nat., fonds latin, nouv. acquis., 1087.

3. Aymon de Genève promet de servir Henri VII « cum quatordecim armatis ad solam unam per annum negram ad e montes pro quo servitio solus ad presens communis marcas argenti tradidit ». En outre l'empereur payait quatre marks d'argent par mois à chaque chevalier monté, trois marks à chaque écuyer. Boncompagni, *Acta Helvetica*, t. 17, p. 222.

4. Turin, 3 novembre 1310. Philippe de Savoie, seigneur d'Achale, promet de servir Henri VII pendant un an « cum centum armatis in denariis magnis ». *Acta Helvetica*.

être considérées comme les types de nombreux accords de ce genre. Les convocations seront renouvelées à diverses reprises, notamment en 1312 et en 1313, c'est-à-dire au temps où Henri VII préparait l'effort suprême que sa mort arriva fort opportunément pour le parti guelfe. Parmi les sermons de ces années, nous avons gardé la trace de celles qui furent adressées à Pierre de Savoie, archevêque de Lyon (traité comme vassal de l'Empire, quoiqu'il eût fait sa soumission définitive à la France,<sup>1</sup> à Raymond de Meulan<sup>2</sup>, aux coms et habitants de Vienne en Dauphiné<sup>3</sup>. Visiblement tout ce qui portait les armes dans le royaume d'Arles, évêques, barons et bourgeois, dut être appelé au secours de l'empereur. A lui peut-on rendre raison de l'affluence des seigneurs du Sud-Est de la France qui se pressèrent sous les drapeaux de Henri VII : outre les princes de Savoie et les frères du Dauphin, on peut citer Aymar de Poitiers, comte de Viennois, Aymar de Beauvoir, Pierre d'Arvillars, Guigues de Morestel, Guy de Grolée, Emery d'Avallen, Graton de Clérieu, Girard de Vaur, Henri de Septème, le comte de Foras accompagné de plusieurs seigneurs. Tous les documents témoignent que la noblesse du Sud-Est de la France se pressa autour des étendards d'Henri de Luxembourg<sup>4</sup> ; sans doute la féodalité ecclésiastique n'entra plus de réserve : mais il n'en est pas moins vrai que, depuis le temps de Frédéric II, aucun empereur n'a joui d'une telle influence dans le royaume d'Arles. Et cependant Henri VII n'y a point choisi de représentants permanents, il n'a même point d'organiser en ces régions une administration régulière qui gouverne en son nom, il ne réalise même point le dessein qu'il avait formé en 1316 d'y envoyer comme vicaire son fils Jean de Bohême<sup>5</sup>.

1. Valhormais (LHJ), t. II, p. 36.

2. Valhormais, t. II, p. 168. Il est convoqué pour le 1<sup>er</sup> mai 1313, comme les autres vassaux de Bourgogne, « tam super rebellum nostrorum de Italia peribis inuocantibus propulsandis et imperii recuperandis juribus quam super aliis nominatis negotiis ». Il est invité à se « exercere cum aliis armis nostrorum super Raymundo de Montebona répond qu'il en fera le mieux.

3. Abbé Ulysse Chevalier, *Table de la diplomatique de Bourgogne*, Pièces annexes, p. 33.

4. Denzinger, *Acta Henrici VII*, II<sup>e</sup> part., p. 224.

5. 13 septembre 1310. Henri VII écrit aux magistrats et au peuple de Mantoue qu'il a l'intention d'envoyer son fils Jean de vicarier de l'Empire dans le royaume d'Arles et en A-brigine, après que « dicit Johes pater tuus et Elmbert, filius ducis de Bohemia Wernherus » (Legation, n<sup>o</sup> 14).

La vraie cause de son influence, d'ailleurs éphémère, c'est le prestige dont il jouit dans le monde féodal, moins à cause de son titre d'empereur que de sa générosité chevaleresque et de sa bravoure incontestée. L'élevation de son caractère et la grandeur de son entreprise jettent sur son nom un rayon de gloire qui illumine au même temps le déclin de cette chimérique conception qu'on appela le Saint-Empire Romain.

IV — PLAN DE RESTAURATION DU ROYAUME D'ARLES AU PROFIT DES ANGEVINS

Cependant le royaume d'Arles, dont l'union avec l'Empire était ainsi devenue étroite, était l'objet de convoitises de la part de deux princes, Robert d'Anjou, roi de Naples, et Philippe le Bel aussi tenant une grande place dans les négociations liées par l'intermédiaire de la cour pontificale entre ces princes et le roi des Romains.

On a vu plus haut pourquoi Clément V devait craindre le triomphe définitif du parti français et guelfe autant que le triomphe des Gibelins. Or, pour éviter l'annéantissement de l'un des deux partis en présence, l'unique moyen qui s'offrait au Pape était d'amener une entente directe entre Robert de Naples, le chef des Guelfes et Henri VII, le chef des Gibelins : c'était l'œuvre qu'avait entreprise Jean Nicolas III quand il avait essayé de réconcilier Rodolphe de Habsbourg et Charles d'Anjou. Le succès de cette entreprise eût présenté ce double avantage d'établir l'équilibre en Italie et de faire disparaître tout prétexte à la coalition menaçante de la France, du roi de Naples et du parti guelfe. La diplomatie pontificale comprit l'importance de ce projet et tenta de le réaliser.

Robert de Naples a laissé parmi ses contemporains une haute réputation de sagesse, de science et d'habileté. Loué par Marino Sanudo et Boccace, il fut célébré par Pétrarque, qui le considérait comme « l'honneur de la France et la parure de l'Italie<sup>1</sup> ». Et Villani, résumant l'opinion de son temps, ajoute<sup>2</sup> : « Ce roi Robert fut le

<sup>1</sup> *De vita religiosorum* lib. II (éd. de Bâle, 1581, p. 315).

<sup>2</sup> Muratori, *Scriptores*, t. X, p. 10.

monarque le plus sage qu'il y ait eu dans la chrétienté depuis cinquante ans, seigneur de sens naturel et de science, illustre maître en théologie et excellent philosophe, néoromancier fameux, riche enfin de tous les talents et de toutes les vertus<sup>1</sup>. Or Robert, pas plus que ses prédécesseurs, n'avait renoncé à l'espoir de placer un membre de sa famille sur le trône d'Arles et de Vienne. On n'avait point oublié, dans la maison d'Anjou, la cession que Raymond de Baux avait jadis consentie, au profit de Charles I<sup>er</sup> (alors qu'il n'était que comte de Provence), des droits illusoires que Frédéric II avait conférés sur ce royaume à la famille de Baux. La maison d'Anjou avait toujours ambitionné de faire de ce rêve une réalité. Un document contemporain atteste clairement sur ce point l'ambition des Angevins : dans un accord intervenu en mars 1305 entre le roi Charles II et Bertrand IV, prince de Baux, il est formellement stipulé que si le comte de Provence veut se faire couronner roi de Vienne, le prince de Baux sera tenu de l'accompagner et de lui faire honneur<sup>2</sup>.

Dès l'année suivante, les circonstances parurent favorables à la réalisation de cette espérance. C'était l'époque où la cour de France se heurtait bruyamment à poursuivre Clément V afin de lui arracher la condamnation définitive de la mémoire de Boniface VIII. La lutte était ardente à Avignon entre les partisans du roi de France, à la tête desquels se trouvait Nogaret, et les cardinaux de la création de Boniface qui, par conviction ou par reconnaissance, se cachaient, les uns allant jusqu'à demander que le corps du vieux pontife fût exhumé et brûlé au van, la procédure poursuivie contre les hérétiques, les autres espérant obtenir une décision qui mettrait à néant ces allégres nostalgiques et déjouerait les manœuvres de la cour de France<sup>3</sup>. Entre les deux partis, Clément V, embarrassé, hésitant, et suivant son habitude, épuisant tous les prétextes pour éviter de trancher la

1. Voir l'importance qu'on attachait en France à son gré à en 1230 lors de la campagne de Suïcofassa, dans Frémont, *op. cit.* Lucie, t. I, p. 82. Voir aussi l'hommage rendu à sa sagesse par Marco Sardo : « Sapientissimus dominus est ultra omnes qui erant portaverunt jam longo tempore. » Cf. Wenck p. 141. Jean XXII, en 1317, s'adressant à Robert, lui écrivait : « licet inter ceteros mundi catholicos principes abundanter existas liberali scientia præditus et excellenter ingenio naturali dotatus. » Raynaldi, 1317, § 25.

2. Barthélemy, *Précédents des chartes de la maison de Baux*, n° 121.

3. Cont. nuntia. Qu. latini de Nungues. *Histoire de France*, t. XX, p. 600. Cf. rapport déjà cité des ambassadeurs français, § 16.

question. Toutefois ces tentatives ne réussirent que tardivement. Les papenix et les agents français, aussi les cardinaux « Bonifaciens » avaient lieu de craindre une décision défavorable qui serait arrachée à la faiblesse du Pape isolé et opprimé par la France.

C'est alors que l'un d'eux, le cardinal Stefaneschi Gaetano<sup>1</sup>, crut trouver un moyen d'établir la paix désirée entre Henri VII et le roi Robert en faisant servir à cette réconciliation la reconstitution du royaume d'Arles. D'après son plan, la maison d'Anjou concéderait à Henri VII d'importants avantages en Italie; en revanche, le fils du roi Robert recevrait le royaume d'Arles, et en outre épouserait une fille du roi des Romains. On voit que ce projet n'avait pas le mérite de l'originalité. Il n'était que la reproduction de la combinaison qui avait fait le succès au temps de Rodolphe de Habsbourg et dont les Vêpres Siciliennes, en affaiblissant Charles d'Anjou, avaient entraîné l'échec. Les 1319, ce dessein était agité dans les pourparlers qui avaient lieu entre le Pape, le roi de Naples et les représentants de Henri VII<sup>2</sup>; il fut encore débattu au cours de l'année 1316. Robert, à qui ce plan n'était pas pour déplaire, aurait même consulté là-dessus son puissant cousin, Philippe le Bel, et (chose fort invraisemblable) obtenu son assentiment; mais, à entendre Clément V, le projet, à la fin de 1316, demeurait en souffrance par suite d'un désaccord sur le chiffre de la dot de la jeune princesse. Il paraît plus probable d'attribuer l'échec de cette combinaison aux mêmes causes qui, pendant les deux années suivantes, firent avorter les autres tentatives de pacification entre Henri VII et Robert de Naples. La paix ne pouvait se voir, en effet, que les deux souverains consentiraient à se partager l'influence en Italie et à y constituer cet équilibre qui assurerait à l'Eglise romaine sa liberté. Or Robert demandait de ce côté les concessions beaucoup trop importantes pour que le roi des Romains pût s'y résigner. Là-dessus nous possédons le précieux témoignage d'un contemporain, un an plus tard, quand l'ambassadeur milanais, revenant à Paris d'une ambassade auprès de Henri VII, rend compte de sa mission à ses concitoyens, il leur dit fort clairement de ne pas trop se compromettre du côté des Guelfes, car Robert les abandonnera sûrement :

1 Sur ce personnage, voir Wentz, *op. cit.*, p. 142. Malgré le nom de Gaetano, ce cardinal n'était point le parent de Boniface VIII.

2. Voir sur ces négociations le § 12 du 129<sup>e</sup> pont des ambassadeurs de Philippe le Bel, commenté par Wentz, *op. cit.*, pp. 118 et 119.

Henri VII content à lui laisser le champ libre en Toscane et en Lombardie<sup>1</sup>. Massaro avait saisi avec perspicacité le secret de l'attitude cachée du roi angevin, qui jusqu'au dernier moment, par ses hésitations calculées et par ses relations étouffées avec Henri, excita au plus haut point les défiances légitimes de ses amis de Florence : Robert les aurait évidemment sacrifiées à Henri VII y eût eu le prix<sup>2</sup>. Mais cette proposition qui eût pu être acceptée par un Habsbourg ou un Nassau, ne convenait nullement à l'idée élevée que l'empereur se était formée de sa puissance et de ses devoirs : aussi n'avait-elle aucune chance de succès. Robert n'ayant pu conclure la paix avec Henri VII, le plan du cardinal Stefaneschi échoua comme échouèrent toutes les combinaisons postérieures : au surplus, quand même il aurait été accepté par Henri et Robert, le projet de reconstitution du royaume d'Arles était destiné à rencontrer d'autres et non moins redoutables obstacles.

Tout d'abord il eût sûrement provoqué la résistance de bon nombre de barons et de prélats, même de ceux qui étaient le plus dévoués à l'Empire : en effet, la présence perpétuelle dans ces régions d'un monarque jeune et ardent et leur eût été un remède préjudiciable quo la suzeraineté lointaine et sujette à de longues éclipse d'un empereur souvent absent e par la politique allemande lui offre, quelque peu et qui eût pu couvrir d'un assentiment donné par Philippe le Bel à ce projet, il semblerait certain que ce prince s'en montra l'ennemi décidé. Il fallait d'ailleurs s'y attendre : depuis de longues années, il travaillait avec une admirable persévérance à s'avancer pied à pied vers les Alpes et le Jura : ce n'était pas le moment de laisser se former sur le flanc de ses états dans ces provinces qu'il avait presque soumises, un royaume d'avant et étranger, le plus rival. Aussi, vers le milieu de

<sup>1</sup> Muratori, *Scriptores*, t. X, p. 412, et Nicolas de Buttrio, *ibid.*, t. IX, p. 317. Voir sur les visées de Robert en Italie, les textes cités par Doehring, *Acta Innocentii VII*, II<sup>e</sup> partie, p. xxxix.

<sup>2</sup> De la correspondance diplomatique des Florentins, publiée par Bonaini, se dégage l'impression de leur méfiance perpétuelle à l'égard de Robert de Naples et de Clément V. Voyez par exemple la lettre qu'ils écrivent le 21 décembre 1331 à leurs ambassadeurs près du roi Robert. Les Florentins sont inquiets du bruit qui court d'une alliance du famille projetée entre Robert et le roi des Illyriens : on dit que les préparatifs militaires de Robert n'ont d'autre but que de masquer la trahison de la cause guelfe qu'il prépare en secret. Aussi les Florentins se délient du roi Robert et même du Pape, qui a favorisé l'entrée de Henri VII en Italie. Voir Bonaini, 2<sup>e</sup> partie, xxvii et passim.

du 10 au 15 décembre 1310 les ambassadeurs de Philippe le Bel s'expliquent clairement avec le Pape sur la combinaison proposée : ils la repoussent sans ambages, et vont jusqu'à contester le droit du roi des Romains à attribuer le royaume d'Arles sans le consentement formel du Pape à Père, dit à Clément V l'évêque de Bayeux au nom du roi de France, le roi des Romains ne peut pas plus donner le royaume d'Arles si c'est bien un royaume, qu'un évêque ne peut donner un fief appartenant à son évêché. Il faut que le Pape l'y autorise<sup>1</sup>. La conduite du roi de France est facile à pincer à jour : le royaume d'Arles à l'entendre, ne peut être rétabli que par l'intervention du Pape. C'est donc Clément V qui sera directement responsable de toute entreprise de ce genre : jugez de l'embarras que de telles déclarations causent au futur Pontife. C'est toujours la même politique que suit Philippe le Bel pour lui. Clément V est le maître des rois de la terre et leur distribue à son gré les couronnes, pourvu, bien entendu, qu'il n'agisse qu'avec la permission du roi de France.

En tous cas, ces velléités manifestées par la cour romaine de reconstruire une alliance entre le roi de Sicile et le roi des Romains commencent sans doute à rendre Philippe le Bel moins intraitable sur tout les points discutés dans les négociations qu'il poursuivait avec Clément V. À ce moment, Philippe le Bel reconnaît trop essentiellement la cour romaine le Roi sacre V. L., et l'on peut deviner quel es étaient les angoisses de Clément V en présence de telles exigences. Le Pape se plaint amèrement aux ambassadeurs français de l'attitude de leur maître, il le lorgne en outre les abus de pouvoir commis par Philippe dans l'affaire des Templiers ; il voit avec douleur le roi rénouer (et cette même année 1310) la question de Lyon par la force des armes, et il révoque des droits de « Eglise »<sup>2</sup>. Il reproche avec amertume à Philippe le Bel le ne peut pas contenir le zèle de ses officiers et d'encourager ainsi toutes les usurpations. Au vrai dire, tout le dialogue du Pape avec les ambassadeurs du roi, lors de cette entrevue de décembre 1310 est une variation sur un seul et même thème qu'aucun des interlocuteurs n'exprime franchement. Les Français disent au Pape : Vous êtes trop favorable au roi d'Allemagne et vous avez tort de chercher à gagner sa protection. Le Pape leur répond : Vous prétendez être mes promoteurs exclusifs, mais votre protection se transforme en oppression sur les

1. Rapport des ambassadeurs de Philippe le Bel déposé, t. II.

2. Voir plus bas, pp. 361 et ss.



prétende de me défendre, vous exercez sur moi une telle tyrannie, si vous me poussez ainsi à chercher des amis moins absorbants et plus respectueux de mon indépendance. C'était le seul langage que pût tenir la Papauté humiliée, encore faut-il savoir gré à Clément V de l'avoir tenu.

Renseigné sur le lent travail qui minait son influence à la cour d'Avignon, Philippe le Bel jugea qu'il ne servait pas hâter de donner à bout le Pontife romain; il crut au contraire que le moment était venu de cesser de fournir des arguments à ses adversaires, et de faire au Pape ce qu'il se méritait. Le chancelier pour entrer au moins en apparence, la question qui causait le plus d'anxiété à Clément V, je veux dire celle du procès poursuivi contre la mémoire de Boniface VIII, le choix de la part du roi était d'autant plus naturellement indiqué qu'après tout l'issue du procès, quelle qu'elle fut, ne devait avoir qu'une valeur théorique d'assez peu d'importance pour sa politique positive. Quelques mois après l'ambassade conduite à Avignon par l'évêque de Baïeux et Nogent, Philippe le Bel accepta une transaction sur l'affaire de Boniface : la bulle du 27 avril 1311 lui donnait satisfaction, sans toutefois infliger à la mémoire de son adversaire l'ignominie d'une condamnation. Au moins Clément V avait évité cette extrémité de condamner son prédécesseur pour hérésie. La querelle se termina par une déclaration portant uniquement sur ce fait que Philippe était innocent des attentats dont on l'avait accusé et que par suite les censures qui lui avaient été indigées étaient de nul effet<sup>1</sup>. Ceux qui connaissent les habitudes de la cour pontificale en viendront que pour Clément V ce n'était pas un médiocre succès.

Philippe le Bel avait rendu service au Pape en le débarrassant d'un lourd fardeau; trop pratique pour rendre des services gratuits, il attendait maintenant la monnaie de ses bons offices. L'affaire des Templiers fournissant amplement à Clément V le moyen de se reconnaître, mais là ne s'élevaient pas bornées sans doute les exigences du roi en effet, quatre jours après la publication de la bulle *Heretici* qui concernait le procès de Boniface, le Pape en publiant une autre, tout aussi significative, qui touchait la question du royaume d'Arles. Pour assurer la paix entre l'Empire et la France, le Pape y déclarait que

1. Barnald, 1311, § 76 et ss. Ptolémée de Lucques écrit qu'à cette époque, les ambassadeurs du roi de France, « concordibus iracundis cum Bonifaciano » après en avoir obtenu l'accord, « eodem die declarationem » Nuntius, *Scriptores*, t. XI, p. 1236.

jamais il ne consentait à ce que Henri VII conférât à un tiers les droits de l'Empire dans le royaume d'Arles et de Vienne<sup>1</sup>. Ainsi à la cour d'Avignon la diplomatie française avait obtenu gain de cause : sous sa pression, le Saint-Siège se trouvait solennellement engagé à ne point permettre une restauration du royaume d'Arles en faveur d'un Angevin ou de tout autre prince. C'était l'échec définitif du plan du cardinal Gaetano; Philippe le Bel pouvait maintenant attendre en paix le moment où il achèverait d'absorber les provinces sur lesquelles Henri VII avait pour quelque temps esquivé son action.

#### 4 — RELATIONS DE PHILIPPE LE BEL ET DE HENRI VII

Le même contemporain qui avait si bien compris les causes de la rivalité de Henri VII et de Robert de Naples, Mussato, disait à la même époque de Philippe le Bel que s'il obtenait pour lui et les siens le royaume d'Arles, il abandonnerait sans scrupule le parti qu'il avait pour devenir l'ami, et l'élève du roi des Romains<sup>2</sup>. Il n'est pas inutile d'examiner ici dans quelle mesure les faits et les documents corroborent cette assertion.

L'histoire des relations entre l'Empire et la France sous le règne de Henri VII peut être divisée en deux périodes : l'une occupée par des négociations, l'autre au cours de laquelle les deux souverains observent l'un à l'égard de l'autre une attitude de réserve hostile sans toutefois se laisser entraîner jusqu'à une guerre ouverte. La première de ces périodes se termina vers la fin de l'année 1311 : la seconde dura jusques à la mort de l'empereur (24 août 1313).

Dès les premiers temps de son règne, Henri VII tenta de se rapprocher de Philippe le Bel qui avait été pour lui à la fois un suzerain, un allié et un bienfaiteur. En janvier 1309, il lui envoya deux ambassadeurs de haute naissance, le duc de Brabant et le comte de Namur et les accrédita auprès du roi de France par une lettre où il manifestait son désir de vivre en bonnes relations avec son puissant voisin. « Sache votre royale majesté, disait Henri, que, selon les intentions que nous vous avons antérieurement fait connaître, nous

1 *Regesta Imperii*, Actes de Clément V, n° 130.

2. Mussato *Muratori, Scriptores* t. X, p. 419.

« entendons conquies de vous porter amitié et amour et demeurer avec vous dans les sentiments d'une parfaite loyauté » Les ambassadeurs réitérèrent de vive voix ces promesses et rappelés que le roi des Romains n'avait pas oublié les liens qui d'ancienne date unissaient le comte de Luxembourg au roi de France. A en juger par la lettre qu'il écrivit à son tour au roi des Romains, Philippe accueillit assez froidement ces avances ; il y répondit sur un ton empreint d'une noble courtoisie. Il dit toute la fois que lui avait fait éprouver le message de fleur. VII ; il le remercia de l'expression nouvelle de ses bonnes dispositions à l'égard de la France : avant comme après l'élection de Henri à la couronne germanique, Philippe le Bel aimait d'une affection pure et sincère, affection que son plus vif désir fut d'accroître encore : sa conduite et celle des siens seraient dirigées par ces sentiments<sup>1</sup>. Les confidens du roi de France, qui savaient combien Philippe s'était montré froissé de l'élection du comte de Luxembourg, ne devaient se faire aucune illusion sur la valeur des protestations d'amitié que les ambassadeurs allemands furent chargés de reporter à leur maître.

Cependant Philippe se trouvait en un point où il lui fallait nécessairement choisir entre deux partis : ou adopter de prime-abord une politique hostile au nouvel élu, et assurer au besoin par la force des armes la reconnaissance de ses conquêtes et la sûreté de ses frontières, ou bien poursuivre les relations diplomatiques inaugurées par la mission du duc de Brabant et du comte de Namur, et essayer d'obtenir de Henri VII quelque traité qui terminât avantageusement les anciens litiges soulevés entre la France et l'Empire. Philippe le Bel ne feroit pas la guerre quand il ne la jugeait pas nécessaire : son esprit politique l'emporta sur sa rancune contre Henri VII, il prit le second parti, temporisa et négocia.<sup>2</sup>

1. Bibl. Nat., Let. n. 1499, fol. 153. Les textes ont été publiés par Wionck *op. cit.*, t. I, p. 150 et 151.

2. Les pouvoirs des ambassadeurs ont été publiés par Le houx *Codes juris germanici*, pp. 50 et 52) et par Dumont d'après Luchotz, *Corpus diplomatique*, t. I, p. 357. Le pouvoir donné par Henri VII est daté du 26 avril 1310 ; il est confié au comte de Namur et à 8 seigns de Marville, auxquels sont adjoints maître Henri de Gledanne et Vilher de Beaupharis. Le pouvoir donné par Philippe le Bel est daté de Lavy (Lavracium in Alenno), 24 juin 1310, et non 22 janvier comme l'est dit dans l'édition des *Monumenta Germanica Legum*, t. II, p. 514. Il est confié à Louis de Carmont, chambrier, et à Pierre de Louche, Archiver National, Trésor des Chartes, d. 11, n. 7.

Les négociations n'aboutirent à un résultat tangible, quoiqu'à provisoire, que vers le milieu de l'année suivante (1310). Le 25 juin 1310, le comte de Namur et Simon de Marvillat (trésorier de l'épiscopat de Metz), représentants du roi des Romains de concert avec Louis de Clermont et Pierre de Latilly, ambassadeurs de Philippe le Bel, arrêtaient les termes d'une convention à laquelle se manquait plus que la ratification des souverains<sup>1</sup>. Cette convention, présentant la solution des contestations si nombreuses nées sur la frontière comtoise, tranchant la question brûlante de la Franche-Comté, et prévoyant, pour en amortir les jureurs l'hypothèse d'une restauration du comte d'Arles. Selon le précédent posé par le traité de Quatre-Vaux, les contestations de frontières devaient être renvoyées à six arbitres, dont chacun des deux souverains désignerait trois. Le roi des Romains reconnaissant en qualité de comte de Bourgogne, Philippe, fils du roi de France et gendre du pape Innocent IV, sous réserve de l'hommage dont il serait tenu envers l'Empire et de l'assistance qu'il promettait à Henri VII en vue de l'expédition projetée en Italie; enfin, quant au royaume d'Arles, il était formellement stipulé que « se ledit roy d'Allemagne estoit empereur, et il vouloit mettre un roy en Allemagne ou ailleurs là où il pouist faire, en aïdes ou en frontières du royaume de France il les seroit convenancier et jurer que ils seroient bienveillants du roy de France ou allies à lui ». Il résultait de cette clause que le royaume d'Arles ne pourrait être restitué par Henri VII avant qu'il eût reçu la couronne impériale (il n'était encore que roi des Romains), et que même alors l'empereur n'y devrait pas introduire un souverain hostile à la France. En somme le roi d'Allemagne acceptait un arbitrage sur les questions de frontières — se résolvait en ce qui touchait la Comté à une solution qui sauvegardait plutôt l'apparence que la réalité de ses droits, et se liait les mains, dans une certaine mesure, quant au choix éventuel du futur roi d'Arles.

À dire vrai, les négociateurs de 1310 avaient reproduit dans ses grandes lignes le traité d'alliance conclu en 1299 entre Philippe le Bel et Albert d'Autriche : pour que la copie fût plus ressemblante à l'original, ils étaient même tombés d'accord sur ce point qu'une entrevue, comme celle de Quatre-Vaux, attestant par sa venue la rectification

<sup>1</sup> Textes publiés par Lohmeis et Dumont, loc. cit. et aussi dans les *Monumenta Germaniae Historica*, Lohmeis, t. II, pp. 511 et ss. Le texte du traité et des procurations se trouve en vieux français aux Archives Nationales, Trésor des Chartes, J. 61, n° 31.

des deux souverains ! Mais Henri VII, on l'a déjà dit, s'était fait de ses droits et de ses devoirs comme empereur une idée plus haute que celle que s'en était formée Albert d'Autriche, son beau-père, marqué de suivre une politique impériale s'accommodant mal avec l'acceptation d'un traité qui laissait le roi de France maître, au moins en fait, d'une province de l'Empire. L'opposition en Autriche, se lui reprochant-elle pas ce traité comme elle avait pu le reprocher aux Habsbourg leur complaisance à l'égard de Philippe le Bel ? Vraisemblablement sous l'empire de ces pensées, Henri VII hésite à ratifier une pareille convention ; des difficultés imprévues surviennent, si bien que les négociations se prolongent pendant plusieurs mois sans aboutir à un résultat décisif. La pénurie des sources ne permet pas de suivre par le menu les incidents de ces négociations : on peut tout au plus dresser le sens général des événements qui, entre juin 1310 et décembre 1311, modifieront l'état des relations entre la France et l'Empire.

Un fait est certain, c'est que pendant la dernière moitié de l'année 1310 (le est à dire à une époque qui suit immédiatement la conclusion du traité passé entre ses ambassadeurs et ceux de Henri VII), la conduite de Philippe le Bel est tout ce qu'il y a de plus hostile à l'Empire. A ce moment, en effet, des conseils de modération de Clément V, l'archevêque de Lyon, Pierre de Savoie, son chapitre et les bourgeois de leur parti commettent l'imprudence de faire au roi de France une nouvelle proposition de guerre. En vain le Pape envoie-t-il à Lyon deux cardinaux avec mission de calmer l'ardeur impétive du clergé, de le réconcilier avec le roi et de trouver les bases d'une transaction qui termine l'affaire<sup>1</sup>. déjà vers la fin de juin 1310

1. Il est fait allusion à cette entrevue dans une lettre de Henri VII, du 7 mai 1311 : il y mentionne le traité dont les bases ont été arrêtées le 25 juin de l'année précédente par le comte de Namur, Simon de Marville, Louis de Clermont et Pierre de Lailly et ajoute que les négociateurs avaient admis le principe d'une entrevue entre les deux souverains, entrevue qui n'eut jamais lieu. Cf. Chavaler, *Mémoires historiques sur Polignac*, t. I, p. 396. Ce document se trouve aux Archives Nationales, Trésor des Chartes, A. 641, nr 31.

2. Le 21 juin 1310, le Pape nomme deux légats, Ruenna, du titre de Saint-Cyprien au Théron, et Landolfo, du titre de Saint-Auge, afin de représenter au clergé de Lyon et aux bourgeois partisans du clergé commun il leur sera éventuellement de se tenir sur le terrain des traités antérieurement conclus et de conseiller la bienveillance du roi, si les conclusions d'icelle regis persistent. Les légats devront recommander aux évêques de Lyon d'implorer la miséricorde du roi, en

Philippe le Bel a fait occuper Lyon par une armée française commandée par son fils aîné Louis. Pierre de Savoie, obligé de se soumettre aux troupes royales et détenu en France comme prisonnier, put en traversant le camp français y rencontrer son parent le comte Amédée de Savoie en la protection duquel il s'était peut-être confié, bien à tort, sans tenir compte des nécessités de la situation qui faisaient d'Amédée l'un de la France. Ainsi, la défaite au devant de laquelle le chef de l'Église de Lyon avait couru était évitée, en dépit des efforts de Clément V pour empêcher le choc des deux adversaires ou au moins pour en adoucir les résultats. C'en était fait de l'indépendance de Lyon : après deux ans de négociations, il fallut en venir à un traité de paix ou l'archevêque, moyennant certaines compensations, reconnut la suzeraineté de la France<sup>1</sup>. Clément V, dont la politique conciliatrice avait échoué, ressentit très vivement cette humiliation infligée à l'Église : quelques mois après l'occupation de Lyon, en décembre 1310, il s'en expliqua nettement avec les ambassadeurs de Philippe le Bel et leur déclara que leur maître n'en devait pas tenir compte et qu'ils n'empêcheraient point sur les terres du roi d'Allemagne<sup>2</sup>. En cette affaire comme en beaucoup

même temps qu'ils devront s'efforcer d'acquiescer à Philippe le Bel des dispositions conciliantes. Voir les deux lettres du Pape, datées du 21 juin 1310 et insérées dans le *Registrum Clementis Papae Quinti*, n° 6310 et 6320. Au même date, le Pape écrivait à la bourgeoisie de Lyon (sans doute à ceux de parti conciliant) l'archevêque) pour leur annoncer l'arrivée des légats et les inviter à se rassembler sur les bords de l'Église. *Diagnos, Cartulaire archiepiscopale de Lyon*, p. 12. On remarquera que c'est précisément vers le 21 juin date de ces divers événements, que l'armée royale occupa Lyon.

<sup>1</sup> C'est le 10 avril 1312 qui fut signé le traité qui consacrait définitivement les résultats acquis à la France par le coup de force de 1310. Cf. Bonnamy, *op. cit.*, pp. 116 et 117. Voir p. 110.

<sup>2</sup> Clément V continua pendant quelque temps de s'occuper des affaires de Lyon. Le 5 août 1310, il appelle à sa cour l'archevêque Pierre de Savoie, sollicite pour lui un sauf-conduit de Philippe le Bel, et recommande à Pierre le venir à sa cour pontificale de sans traverser Lyon ni la diocèse, en sa présence sans doute seule excepté la division du roi de France. *Registrum Clementis Papae Quinti*, n° 6381. En décembre 1310 il se plaignait aux ambassadeurs français de la conduite du roi à Lyon. Voir le rapport déjà cité au 24 octobre 1310, § 5. Guillaume de Nogaret, ambassadeur du roi de France, qui est l'auteur de ce rapport, rompt le Pape au point de 1311 au contraire pour démontrer les droits de la couronne de France sur Lyon. Cf. Bonnamy, *op. cit.*, p. 131.

Quels furent en effet le résultat de les menaces du roi des Romains Henri VII ? M. Leroux (*Recherches critiques sur les relations politiques de la France avec*

d'autres. Philippe n'avait pas craint de décourager les bonnes intentions du Pape, au risque de le rejeter du côté des adversaires de la France.

Il importe de remarquer que l'attaque contre Lyon s'est produite en fait isolée; elle doit être considérée comme l'exécution partielle d'un plan d'ensemble qui consistait à avancer sur divers points de la frontière le 8 janvier 1313, pourvue qu'il n'y ait eu ni le Pape ni la cour d'arbitrage des usurpations du roi de France sur les terres de l'Empire. Il ne s'agit pas de prouver que les habitants de Lyon, dans l'attente d'un événement, n'ont pas été surpris de l'attaque de même temps.

L'Allemagne de 1292 à 1378 p. 149) pense que le roi des Romains écrivit aux habitants de Lyon, dans les premiers mois de l'année 1312, une lettre par laquelle il affirmait hautement sa suzeraineté, menaçant de les traiter en rebelles au cas où ils refuseraient de se soumettre. L'existence de cette lettre est prouvée, d'après M. Leroix : 1° par une note manuscrite du Trésor des Chartes, signalée par M. P. Bonnesseux. Il s'agit d'une lettre adressée à l'empereur Ladislas (Arch. Nat., JJ. 2, fol. 40 v°); 2° par un passage de Pléme de Lucques, ainsi conçu : « Eodem anno 1312, in concilio filii Regis Francie et fratres opposuerunt se regi Aragonie et impediverunt litteras papales que dirigebantur contra rebelles predictos Reges ». La lettre mentionnée au Trésor des Chartes serait le protestant du roi des Romains, les lettres pontificales envoyées par les papes français eussent été destinées à appuyer les réclamations de Henri VII au sujet de l'occupation de Lyon par les rebelles. Les habitants de Lyon soumis à la France. Cette argumentation paraît insuffisante à démontrer l'existence d'une lettre qui aurait été en 1312 adressée par Henri VI, aux habitants de Lyon pour protester contre leur soumission à la France. L'argument tiré du texte de Pléme de Lucques ne paraît pas; en effet, les rebelles dont il y est question, ce sont les Guelfes qui se soulevèrent contre Henri VII en diverses villes d'Italie et dont Clément V, encore favorable au roi des Romains, aurait condamné la révolte si l'action des princes français, très hostiles à Henri VII et aux Guelfes, ne l'en eût empêché. L'ensemble du texte de Pléme de Lucques ne permet pas de tirer de cette interprétation. (Voir Pléme de Lucques, dans Muratori, *Scriptores*, t. XI, pp. 1231 et ss.) Ce texte démontre qu'il est intéressant de savoir quelle peut être la lettre mentionnée dans le registre du Trésor des Chartes signalé par M. Bonnesseux. Or, en 1313, lorsque Henri VII passa ses vassaux du royaume d'Aragon pour la lutte suprême qui se préparait en Italie, il y appela l'archevêque de Lyon, Pierre de Savoye, *dux mercatorum septem*, ne tenant aucun compte des faits qui avaient soumis Lyon à la France (Vallbonnais, *Histoire de Dauphiné*, t. II, p. 147, n° 21). Il est possible que la mention du registre se rapporte à cette lettre, datée de l'année 1313. En tout cas, nous ne possédons aucune lettre de 1312 qui marque les sentiments de l'empereur à l'égard des Lyonnais. Toutefois, nous avons lieu de croire que Henri VII du moment très vivement l'injure qui lui était faite par les entreprises du roi de France. Son indignation se traduisait non par des lettres dont l'existence est au moins problématique, mais par ses réquisitions à conclure le traité conclu avec la France le 16 juin 1310.

1. Cf. aussi, *Histoire de Lorraine* (2<sup>e</sup> édition) t. II p. 361.

contractant avec le Dauphin de Viennois une alliance qui ne pouvait que porter ombrage au roi des Romains<sup>1</sup>. D'autres faisaient trahissent, ses dispositions peu favorables à Henri VII. C'est le moment où il pèse de toutes ses forces sur Clément V pour l'amener à refuser son adhésion au projet de reconstitution du royaume d'Arles au profit d'un prince angevin, projet dont la réalisation eût facilité la conciliation entre Henri de Luxembourg et Robert de Naples. Bien plus, en décembre 1310, les agents de Lucques et de Florence, ennemis acharnés du roi des Romains, rencontrent à Avignon les ambassadeurs que Philippe le Bel a envoyés vers Clément V ; à la suite de communications secrètes, Guelfes et Français préparent un traité d'alliance et d'amitié dont les Florentins attendent leur salut et l'échec de l'entreprise de Henri VII<sup>2</sup>. En somme Philippe le Bel ne tient aucun compte des prétentions territoriales de l'Empire, traverse à Avignon les démarches favorables à l'empereur, et négocie sous main avec ses adversaires acharnés.

Cependant il ne cesse pas pour cela les négociations avec Henri VII. Au moment où se fermera l'année 1310, Philippe le Bel se trouve dans un état d'esprit incertain. Il ne veut ni s'engager, ni rompre, pas plus avec les Guelfes de l'Occident qu'avec le roi des Romains. Il craindrait, en se hâtant, de se prononcer avant la fortune. En effet, si le parti guelfe est fortement organisé dans le centre de l'Italie, en revanche les débuts de l'expédition du roi des Romains en Lombardie semblent annoncer le succès. bientôt Henri va ceindre à Milan l'an-

1. Octobre 1310. Vallourens, t. I, p. 309, Archives Nationales, J. 977, n° 9 et 10.

2. Une lettre des Florentins, datée du 4 janvier 1311, mentionne que vers la fin de décembre 1310, leurs ambassadeurs près de Clément V avaient rencontré à la cour pontificale les ambassadeurs de Philippe le Bel. Les mêmes deux se rendent à des plusieurs fois citée plus haut. Ensemble ils avaient projeté un traité d'alliance entre la France d'une part et, d'autre part, Lucques et Florence : ce traité, si parfaitement réciproque, pourra sauver l'indépendance des Guelfes en Toscane. Les Florentins approuvent la conduite de ses ambassadeurs et les ont tout à fait avec ses négociations en priant les envoyés français d'arriver à une conclusion. Il serait d'autre plus urgent de signer le traité que les progrès de l'empereur en Italie pourraient faire hésiter le roi de France à s'allier aux Guelfes. Ce qu'il faut dire aux Français, c'est que la Lombardie ne regardant déjà de sa courtoisie à Henri VII ; c'est que, d'autre part, les Guelfes de Florence, de Lucques, de Sienne, de Pérouse, sont décidés à lui résister énergiquement. Cette lettre caractérise très bien l'attitude du roi de France, qui négocie des deux côtés, en admettant que la lettre ne décide (Monast., 1<sup>re</sup> partie, p. 11.)



laque ceux de ces rois d'Italie, et de toutes parts les adhésions et les hommages volent au devant de ses pas; la prudence conseille donc au roi de France le se tenir en équilibre le plus longtemps possible et de ne s'abriter ni au parti par une démarche précipitée. Et cependant, il songe surtout à l'intérêt de sa politique personnelle, prend ce qu'il trouve à sa portée et ne pousse pas l'indifférence au point de laisser se débattre par les intrigues qui préparent la restauration d'un roi d'Afrique, l'a même, on l'a déjà vu, jusqu'à arracher à Clément V une déclaration par laquelle le Pape semble se prononcer contre tout projet de ce genre qui ne serait pas conçu au profit de la maison de France.

Ces procédés de Philippe le Bel n'étaient pas, on peut le supposer, pour accélérer la ratification du traité qui devait l'unir à l'Empire : Henri VII avait ressenti vivement l'injure qui lui était infligée par la conduite du roi. Une circonstance qui n'a pas été relevée par les auteurs nous en donne la preuve manifeste. Les plénipotentiaires des deux rois, se conformant au précédent encore récent de Quatre-Vaux, avaient cru nécessaire de corroborer la conclusion du traité de paix et d'alliance par une entrevue qualifiée avènement, projetée entre le roi de France et le roi des Romains, or, vers l'automne de 1310, c'est-à-dire quelques mois après le coup de main exécuté sur Lyon par le fils du roi de France Henri VIII à travers les Alpes pour entrer en Piémont sans avoir à paraître et contre Philippe le Bel, il se borna à faire savoir que l'entrevue était ajournée jusqu'après son retour d'Italie<sup>1</sup>. Cette attitude du roi des Romains ne fut sans doute déplaire à Philippe le Bel les envoyés de Philippe, qui, écrivant d'Avignon, en décembre 1310, semblent trouver que Clément V ne s'associait pas alors, comme il aurait convenu, au mécontentement du roi de France<sup>2</sup>. On comprend

1. Lettre de Henri VII, déjà citée, datée du 17 juin 1311. À raison de son séjour en Italie, Henri a dû, dit-il, renoncer à l'entrevue qui, par conséquent, a été ajournée. « *... deditur des l'autunno de 1310, c'est-à-dire immédiatement après l'expédition de Philippe le Bel contre Lyon.* » *Vitalium predictam pace et tempore predictis cum rege prefato, tum etiam aliis negotiis arduis, preuit nobis per litteras et nuntios nos signis fidei amavolent, multum vester occupatio, nequissimas celebrari.* » *Chronica, Mémoires historiques sur Polignac*, t. I, p. 306.

2. « *Et cum proponeretur sibi (Pape) articulus regis Aragonensis super viis prout nobis erat inunctum, nullum mencionem fecit nobis de responsione regis Aragonensis. Nec aliquid respondit nisi quod non intendit nec verbum aliquod de eo, quod sibi dixerunt quod visis factis cum eis non incepit agere mencionem de Lugurmo.* » Rapport déjà cité, § 3.

D'autant que le projet d'entrevue ne se sont pas réalisés, les congratulations eussent été difficiles entre le roi des Romains auquel les Guelfes réservèrent en Italie un assez mauvais accueil, et le roi de France, en l'appui duquel beaucoup de Guelfes mettaient leur espoir et qui, après avoir conquis Lyon sur l'Empire, s'occupait de préparer l'annexion de Verdon. L'abandon de l'entrevue projetée était la conséquence nécessaire de la politique de Philippe le Bel. Au surplus, on sait que Henri VI. affecta de ne point reconnaître la validité des engagements contractés vis à vis de la France par l'église de Lyon : c'est ainsi qu'en 1313, au moment où il réunit toutes ses forces pour un suprême effort en Italie, il convoqua à son armée l'archevêque Pierre de Savers, qu'il considéra toujours comme le vassal de l'Empire<sup>1</sup>.

Aux premiers jours de l'année 1312, les relations étaient donc tendues entre la France et l'Allemagne ; mais ni l'un ni l'autre des souverains ne prenait l'initiative d'une rupture, au contraire, les pourparlers continuaient sans interruption la majeure partie de cette année, sous l'influence conciliatrice de Clément V qui s'employa du mieux qu'il put à consolider la paix. La question est alors de savoir si le traité de juin 1310 sera ratifié en sa forme et teneur, ou s'il sera modifié et dans quelle mesure ? Des renseignements très incomplets que nous possédons sur les négociations de cette année, deux faits se dégagent nettement : Philippe le Bel est moins que jamais enclin à se prêter à la restauration du royaume d'Aries au profit d'un prince qui ne serait pas lui-même ou l'un de ses enfants, et d'autre part Henri VII éprouve une répugnance extrême à sanctionner le traité sans y ajouter une réserve significative quant aux droits de l'Empire. C'est ainsi que, le 6 mai 1311, par un acte daté de Crémone, il ratifie officiellement le traité de l'année précédente, mais en y insérant une restriction ainsi formulée : *sauf en toutes choses, le serment prêté par moi de conserver, recouvrer et maintenir les droits de l'Empire*<sup>2</sup> ; finalement, il veut garder sa liberté d'action vis à vis du roi

1. *Schönauer*, t. II, p. 109.

2. Le 14 février 1311, par lettres datées de Fontainebleau, Philippe le Bel confia ses pouvoirs à plusieurs plénipotentiaires parmi lesquels figuraient l'évêque de Bayeux, l'abbé de Saint-Nicolas de Caesens, l'archiduc d'Evreux, Enguerrand de Marigny et Guillaume de Plaisance, tous conseillers principaux de la politique royale. Ils furent chargés de ratifier, et au besoin à modifier le traité du 25 juin 1310. *Leibnitz*, *op. cit.*, t. II, p. 109.

3. Henri, veut d'excéder le traité, et y ajoute cette réserve : *salvo per omnia sacra-*

de France. Ce n'était, afin de se prêter aux désirs du Pape, qui voulait maintenant la paix entre Henri VII et Philippe le Bel, le roi des Romains se met en devoir d'assurer l'exécution de certaines clauses du traité de 1310 : ainsi il désigne les arbitres dont la nomination lui appartient (Philippe le Bel en avait fait autant) et il accorde à Philippe le Long un délai pour verser l'hommage auquel ce prince est tenu envers l'Empire à cause de la Comté de Bourgogne<sup>2</sup>. Une fois ces mesures prises, le roi des Romains estime qu'il en a fait assez pour la France : il déclare même qu'il ne serait jamais allé à ce point de concessions si ce n'avait été par considération pour le Pape<sup>3</sup>. Il n'en existait pas moins une divergence profonde entre les deux parties contractantes ; cette divergence, atténuée par les restrictions dont Henri VII avait entouré son adhésion au traité, devait rendre inutiles et les efforts des négociateurs et l'intervention du Pape.

Clement V avait envoyé aux deux rois le modèle de l'acte que chacun d'eux devait faire dresser en diplôme et muni de son sceau pour qu'il fût ensuite remis à l'autre partie par un armoirier du Saint-Siège. Or, il se trouva que le diplôme renvoyé au Pape par Henri VII n'était pas tout-à-fait au point convenu : il contenait, en outre, notamment, outre le texte adopté par les deux parties, la restriction qu'y avait ajoutée le roi des Romains. Philippe le Bel n'étant point disposé

et non per magistru[m] regium et per armoirios recuperandis et restituendis juribus Imperii. Doehringes, II<sup>e</sup> partie, p. 6. Ce serment doit être agnifié aux intéressés per magistrum Henricum de Guldapina.

1. Le 29 juillet 1311, Gérard, évêque de Bâle, Hugues, évêque de Narbonne et le frère prêcheur Jean de Lucidumonte tous trois agissant en vertu de pouvoirs à eux conférés par Henri VII (le 17 juin 1311) en présence d'Arnaud, cardinal diacre du pape de sainte Marie in Porticu, procèdent à la désignation de ceux des arbitres « en vertu du traité, doivent être choisis par le roi des Romains, ce sont l'archevêque de Cologne, Gu de Flandre, et Otton de Granson, chevalier. Arch. Nat. Trésor des Chartes, J 511, n<sup>o</sup> 34. De son côté, Philippe le Bel avait désigné les arbitres dont la nomination lui appartenait : parmi eux figurent l'archevêque de Reims et le comte de Boulogne. Cette nomination fut signifiée à Henri VII : le roi des Romains en fait note dans les papiers trouvés à Pise après sa mort, où l'on est fait mention des actes relatifs aux négociations avec la France. On en trouvera la liste dans Doehringes, I<sup>re</sup> partie, p. 116.

2. Ce délai fut accordé au jeune Philippe le Long par un acte de Henri VII, daté de Braccia, 17 juin 1311. Voir le texte dans l'ouvrage de Chevalier, *Mémoires historiques sur Poligny*, t. I, p. 306.

3. C'est aussi par des motifs de conciliation (pour donner satisfaction au Pape qui veut la paix) que Henri VII a nommé à comte Amédée de Savoie son vicaire en Lombardie. Doehringes, *Acta*, II<sup>e</sup> partie, pp. 2-3 à 22.

à se contenter du document ainsi modifié, le Pape, au cours des derniers mois de l'année 1311, rencha sur le gré accordé le 20 novembre par le roi des Romains qu'il relâta ses restrictions. Henri VII ne répondit à cette démarche que par des moyens dilatoires<sup>1</sup>. Au mois de décembre 1311, comme l'affaire ne se terminait point, Philippe le Bel fit redemander à : Par l'instruction que le pape de France qui lui avait déjà envoyé pour être remis à Henri VII des lors, les négociations entre les deux rois furent abandonnées. Il semble, au premier abord, que l'roi d'Allemagne se soit arrêté devant une difficulté de pure forme ; mais en réalité la question de savoir si le pape qui lui avait déjà l'a la cause qui, prise par le pape, avait été le 20 novembre 1311, avait dû se réserver le droit de contester les conquêtes de Philippe le Bel : aucun est-il facile de comprendre pourquoi le roi de France, qui sous les effets avait été d'après vers l'empereur le royaume d'Aries ne put s'arrêter à le traiter par accord à Henri VII à l'effet d'attendre l'occasion favorable pour défaire l'œuvre traditionnelle de la royauté française ? Là-dessus Henri VII n'hésite pas : il ne tient

1 Ces détails sont fournis par une lettre du Pape à Henri VII, datée du 18 décembre 1311 (Hodding, exxix). On rencontre des traces des lettres écrites par le Pape à Henri VII à cette occasion dans les mentions suivantes, empruntées à la liste des documents qui furent trouvés à Pise au moment de la mort de l'Empereur : *pro assignandis illis confederacionis factis cum Rege Francia, nec bulis pape, nec litteris de donatione...* (Hodding, exxix). Le Pape avait donc écrit à Henri VII une première fois pour qu'il confirmât le traité passé avec la France, une seconde fois pour qu'il révisât cette confirmation dans des termes analogues à ceux qu'employait le roi de France. À cet égard, Clément V par ses lettres de 1312 et 1313, et de 1314 et 1315, et de 1316 et 1317, comme le prouve le rapport déjà cité des ambassadeurs français du 24 mai 1316 (1316), au même temps, il eût voulu conseiller au roi de France de ne pas déclarer la guerre entre l'Empereur et le roi de Sicile. En d'autres termes, il voulait l'équilibre de l'Italie et la paix entre la France et l'Allemagne.

2. Il me paraît incontestable que c'est pour une restriction insérée dans le texte du traité par Henri VII que les négociations furent rompues. En effet, d'une part nous voyons que lorsqu'il se décida à grand peine à confirmer le traité de 1310 par lettres datées de Florence le 2 mai 1311, ce ne fut qu'en y mentionnant son serment de ne pas se joindre aux deux Empereurs (Hodding, exxix, p. 386, note 3). D'autre part, c'est la même restriction par la rédaction du diplôme par lequel Henri VII confirma le traité que les négociations se rompirent : cela nous est attesté par la lettre du Pape écrite de Vienne le 18 décembre 1311 (voir la note précédente). Nous savons enfin que le diplomate pontifical avait essayé de concilier les deux parties, et que la négociation avait échoué, Henri VII ayant eu recours à des moyens dilatoires, étant donné que la diplomatie de Clément V était, naturellement lente, il est vraisemblable que le Pape employa la fin de l'été et tout l'automne de 1311

pas autre mesure à conclure une alliance avec Philippe le Bel. En réalité, il sait que ce n'est pas à Paris que seront tranchées les questions dont dépend l'avenir de son règne, il n'ignore pas que, s'il triomphe dans la Péninsule, il lui sera moins difficile d'imposer ses vœux à la France, et qu'en somme c'est en Italie qu'il gagnera ou perdra l'Empire d'Occident.

L'année 1312, remplie pour Henri VII par les événements d'Italie, n'apporta guère de changements dans les rapports de la France avec l'Empire : les relations diplomatiques sont restées et tout au plus se sont rouvertes-elles, après que Henri a reçu la couronne au Latran (24 juin 1312), par une lettre altière que le nouvel empereur adresse au roi pour formuler ses revendications. « Suivant les traces de vos prédécesseurs écrit Henri VI., vous possédez injustement à l'est et au midi, des terres de l'Empire. Nous voulons que votre Grandeur le sache, le pouvoir de l'Empire n'est pas si endormi que la main de notre puissance ne l'éveille pour délivrer ces provinces. » Philippe répondit sur le même ton. « J'ai dit l'insupportable hauteur de l'Empire et tant de s'enorgueillir et de menacer sans juste cause. Le roi de France, grâce à la protection de la majesté divine, a su ressusciter les antiques limites de la Gaule (argument souvent employé par la chancellerie française notamment dans les controverses sur Lyon, où elle fut prodigue d'une érudition de valeur douteuse); il ne redoute point les menaces, à l'occasion l'empereur pourra, s'il lui plaît, faire l'épreuve des forces du royaume de France<sup>1</sup>. » C'est ainsi que Philippe le Bel avait su braver les viles et qu'il affichait ouvertement une hostilité déclarée pour la personne et l'entreprise de Henri VII.

En même temps, il se rapproche des adversaires d'Henri en Italie.

À chercher les moyens d'éviter une rupture entre Henri VII et Philippe le Bel. On trouvera dans les *Mémoranda veridicalia*, deges (t. II, p. 318) un diplôme de Henri VII confirmant le traité de 1310, sans qu'on y rencontre la restriction du diplôme de Crimone, mais les éditeurs ont-ils pris un projet pour un diplôme définitif, ou bien ce diplôme, tel qu'il se présente, ne donne-t-il point satisfaction au roi de France? Ce sont des questions qu'il est difficile de résoudre. En tous cas, ce que la lettre du Pape, datée du 18 décembre 1311, permet d'affirmer, c'est que les modifications introduites par Henri VII dans le texte du traité, modifications qu'il refusa de retirer, entraînaient la rupture des négociations.

1. Voir ces textes dans Desobry, *Actes*, il parut, p. 236.

Seconde. — La rupture d'Avignon.

Robert de Naples, fidèle à sa politique, tergiverse longtemps, jusqu'aux derniers mois de l'année 1312, il s'efforce, au moins en apparence, de laisser exister le fil qui le rattache en relations avec l'empereur<sup>1</sup>, mais chaque jour les circonstances l'engagent davantage dans une ligne de conduite hostile à Henri VII. Il ne conviendrait pas de mentionner ici les nombreux incidents de la politique napolitaine qui amènent peu à peu Robert à prendre la direction des Guelfes, ou moins faut-il faire remarquer (car le fait intéresse l'histoire du royaume d'Arles) qu'à la fin de 1311 l'empereur a refusé de recevoir l'hommage que Robert avait prétendu lui faire par procureurs pour les comtés de Provence et de Forcalquier et qu'au début de l'année 1312, malgré les conseils de Clément V, il réclame impérieusement, mais en vain, que cet hommage soit prêté par Robert en personne<sup>2</sup>. Cependant, en mai Robert adresse encore à Henri un projet de traité établis sur les bases suivantes : mariage de la fille de Henri avec le fils du roi de Sicile lequel sera, en vertu d'un vicariat de l'Empire en Toscane, désigné pour la Lombardie d'un vicaire non suspect au roi de Sicile<sup>3</sup>; intention à Henri VII de passer plus de quatre jours à Rome lors de son couronnement ; jomies d'autres clauses qui tendent, comme les précédentes, à annihiler l'influence de l'empereur en Italie, et une borne à signaler la dernière : « Il est dans notre intention, dit Robert, que le roi des Romains soit l'ami du roi de France, de ses fils et de ses frères. » On le voit, à cette époque, il y a évidemment partie liée entre les souverains de France et de Naples, « on ne traitera pas avec Henri VII sans pourvoir aux intérêts de l'Église »<sup>4</sup>.

Si comme le dit Massaro<sup>5</sup>, Robert avait songé par une ambassade l'appui de Philippe le Bel, il faut reconnaître que la démarche avait été couronnée de succès, le roi de France met alors son influence au

1. Voir sur les négociations incessantes entre Robert et Henri VII qui incombent aux Florentins, Boncompagni.

2. Lettre de Clément V à Henri VII écrite de Vienne le 8 janvier 1312 Boncompagni, XXXI.

3. Nicolas de Buttrio rapporte que le roi Robert voulait pour lui-même le vicariat de Lombardie pour son fils le vicaria de Toscane. Ce rapport s'accorde assez avec les données de Robert Cf. Massaro *Scipione*, t. IX, p. 917.

4. Boncompagni, XXXIII.

5. Morand, *Scipione*, t. X, p. 561.

service de son cousin Philippe le Bel avait comploté des intelligences avec des membres de l'aristocratie romaine, sans doute avec ceux qui avaient été ses adversaires dans sa lutte contre Boniface VIII, il leur écrivit pour les inviter à se ranger à la suite du roi de Sicile<sup>1</sup>. Henri VII se plaignit amèrement au Pape, mais vaines eussent été les représentations de Clément V si l'avait tenté d'en adresser au roi de France. Philippe n'eut ni pitié ni d'indulgence à leur égard, car pendant ce même temps il envoyait à Clément V un message pour le presser d'arrêter Henri VII dans ses entreprises contre le roi Robert<sup>2</sup>. Cette manifestation ne pouvait servir qu'à affirmer davantage les sympathies de Philippe pour son cousin<sup>3</sup>; car la rupture entre Henri VII et Robert est alors définitive et publique, à tel point que bientôt Henri, se portant aux dernières extrémités, déchirera Robert déchiré des fiefs qu'il tient de l'Empire, notamment des comtés de Provence et de Forcalquier, et défendra à tous ses vassaux, notamment du Dauphiné, de lui rendre les services auxquels ils étaient tenus<sup>4</sup>. En même temps l'empereur demande au Pape d'intervenir afin que les Provençaux se soumettent à ses ordres; c'est qu'en effet seuls dans le royaume d'Arles, ils échappent à la querelle de leur comte, expulsent les Impériaux de leur pays, arment des galères pour le service de Robert, et donnent la main à ses partisans qui se soulèvent en Piémont<sup>5</sup>. Comme il était arrivé soixante ans plus tôt, la Provence se montre aussi fidèle aux Guelfes que la Savoie au parti de l'Empire<sup>6</sup>.

1. Au printemps de 1313, Henri VII se plaint au Pape de ce que Philippe le Bel ait écrit « quibusdam nobilibus de Urbe in prejudicium domini (l'empereur) et in favorem ipsius Roberti » : Doehring, II<sup>e</sup> partie, p. 35.

2. 12 mai 1313. Bédouin, *Textes des diplômes*, t. VIII, p. 238; Reynaldi, 1313, § 26.

3. Une chronique écrite par un partisan de la maison de Luxembourg-Bohême (*Chronicon Aulae Regiae*), écrite en ces termes l'état de la royauté de France vis-à-vis de l'empereur : « Inter alios rex (Robertus) per suggestionem Philippi regis Francie subornatus, Cesaris sceleris virga ad mortem suam exitum amicum » : Voyez ce texte dans les *Königlicher Geschichtsquellen* : Dobner, *Monumenta Boemica*, t. V, p. 316.

4. 17, mai 1313. *Regesta Imperii*, n° 519; Winkelmann, *Acta Imperii*, med. a., t. II, n° 416.

5. En juin 1313 on signale au conseil de l'empereur les mouvements de cinq équipes de Provençaux : Doehring, II<sup>e</sup> partie, p. 178. Quelles progrès des partisans de Robert en Provence, cf. Boissier, *op. cit.*

6. Les privilèges impériaux en faveur du comte de Savoie ne succèdent en 1313 l'investiture des fiefs qui avaient échu à la maison de Savoie ont renouvelée au profit du comte Amédée, l'empereur lui donne la cité et le marquisat d'Asti, l'investi-

A ce moment, la disposition des forces politiques engagées dans la lutte est très simple. Henri VII est soutenu par les Guelfes, qui, aussi qu'il arrive toujours en pareil cas, l'ont entraîné plus loin qu'il ne voulait et lui donnent fort à tort la réputation d'un ennemi de l'Eglise; on raconte en Italie que l'empereur se prépare à venger la mort de Conradin, dont le supplice a laissé une si profonde et si durable impression, et qu'il fera démolir le monastère de la Vierge élevée par Charles d'Anjou sur le lieu illustre par la débauche de dernier roi représentant des Staufen, à tous ces esprits exaltés par la haine, il semble qu'il s'agisse d'une revanche de Tagliacozzo<sup>1</sup>. En face de l'empereur, Robert de Naples, le descendant de Charles d'Anjou, qui fait cause commune avec les Guelfes, se sent fort de la sympathie hautement avouée du chef de sa race, le roi Philippe le Bel, dont les dispositions vis à vis de Henri VII laissent prévoir, sur la frontière qui sépare la France de l'Allemagne, des diversions futures à l'Empire. Entre les deux camps Clément V a longtemps hésité et ce n'est peut-être pas sans regret qu'il se déclare maintenant en faveur du parti guelfe, il avait tout à gagner à la conciliation, il a tout à perdre à une lutte à outrance qui, si elle se termine par l'écrasement de l'un des deux adversaires, rompra sans doute pour longtemps l'équilibre de l'Italie et de l'Occident.

La mort presque soudaine de Henri VII, survenue le 24 août 1313, écha à l'Italie les calamités d'une guerre acharnée et trancha la question en faveur des Guelfes et des Capétiens leurs protecteurs. Pisa, la cité gibeline, éleva un tombeau, qui attire encore les regards du voyageur, au prince héroïque qui avait entrepris au xiv<sup>e</sup> siècle de relever le vieil édifice des Ottons et des Staufen. Dans ce tombeau descendit avec Henri VII l'idée même de l'Empire, tel que le Moyen-Âge l'avait compris et que Dante l'avait chanté.

<sup>1</sup> Cf. au Dauphin de Viennois d'attaquer le comte de Savoie. cf. *Reguin*, n° 572, 541, 542, 543, 545, 560, etc.; voir aussi Desarnières, *Actes*, II, part. II, p. 710; Boncompagni, *Annales*, t. IV, p. 135, etc. Dans l'un de ces documents (*Reguin*, n° 572) l'armée de Savoie est l'objet d'une comparaison prétenueuse *langua sicula* *profundius circa illud Imperii solam abaque intermissione à dextris nostris usinens* (21 janvier 1313).

<sup>2</sup> Voir les mémoires de Robert de Naples au Pape, publiés par Boncompagni, *op. cit.*



## CHAPITRE XI

### LE REGNE DE LOUIS DE BAVIERE

#### I. — SITUATION POLITIQUE A LA MORT DE HENRI VII.

C'était un rude coup porté à la cause impériale que la catastrophe par laquelle s'était terminée l'expédition de Henri VII en Italie. Les Gibelins abattus, les Guelfes et les princes angevins triomphants, Robert de Naples comblé des faveurs pontificales, tels sont les faits qui remplacent d'orgueil et d'esérance les ennemis de l'Empire : ils entrevoient le moment où sera réalisé le programme de la coalition victorieuse. Or, ce programme est clairement indiqué dans un mémoire présenté, vers 1313, à Clément V par le roi Robert de Naples<sup>1</sup>, là se donnent l'inspiration toutes les haines contre l'Allemagne qui couvent depuis si longtemps en Italie; là revivent, ardentes et implacables, les passions des vainqueurs de Frédéric II et de Conradin. Il s'agit de démontrer au Pape qu'il doit s'opposer à l'élection d'un nouvel empereur, pour atteindre ce but, Robert rappelle tous les attentats dont se sont rendus coupables les princes qui ont porté la couronne impériale, depuis Domitien jusqu'à Henri VII. Presque tous, dit-il, ont persécuté l'Eglise, c'est qu'en effet, ces abus de la force sont fatalement le fruit de la toute-puissance des Césars, fondée sur la violence mise au service de l'orgueil. Tout empereur, quelles que soient ses qualités naturelles, ne peut que s'armer des obstacles qu'il rencontre et des rivalités qu'il pressent; ajoutez que ses dispositions personnelles sont bien vite exploitées par des conseils intéressés et des insinuations perverses. A peine un empereur est-il élu que les Gibelins le circonviennent pour le déterminer à reconquérir le royaume de Naples, leur rêve est toujours de relever l'œuvre de Frédéric II sur

1. BONELLI, *Acta Henrici VII* 1<sup>re</sup> partie, pp. 335 et ss.

les ruines de celle de Charles d'Anjou, et d'assujettir avec le Saint-Siège l'Italie tout entière à leur domination. Au surplus, les Capétiens de Naples ne sont pas les seuls que menace l'ambition des Césars : d'ici que l'empereur prête l'oreille aux murmures adulateurs des courtisans, « voici qu'il regarde le roi de France d'un oeil troublé par la haine et qu'il est pris du désir de le châtier, » la présence de sa colère est que le roi de France aurait, dit-on, usurpé d'importantes régions appartenant à l'Empire, situées sur la rive gauche de la Saône : allusion évidente à la récente conquête de la Franche-Comté par Philippe le Bel. C'est d'ailleurs bien à tort que l'usage s'est introduit de choisir les empereurs dans la nation germanique<sup>1</sup>, n'est-ce pas une nation rude et incivilisée, plus habituée à une barbarie sauvage qu'aux mœurs du christianisme ? Pour les Germains en effet, Thomas d'Aquin a dit dans son traité de la Loi, le brigandage « est pas un péché. Combien éloignés ils sont de la politesse française et de la douceur romaine ! »

De ce mémoire se déduisait une conclusion, résumant toutes les aspirations de la coalition des Germains, les Capétiens de Naples et des Capétiens de France qui avait résisté à Henri VII ; il ne faut plus d'empereur parce qu'un nouvel empereur serait fatalement entraîné à asservir l'Italie et à revendiquer les droits souverains de sa couronne sur la Comté de Bourgogne et sur la vallée du Rhône. Peu d'années après la mort de Henri VII, aux premiers temps du pontificat de Jean XXII, la même pensée hostile à l'Empire inspira un document célèbre, dont l'apparition a récemment dirigé les études ; je veux parler de la soi-disant bulle par laquelle Jean XXII aurait soustrait l'Italie à l'Empire et déclaré que la France et l'Allemagne étaient séparées par des limites connues qu'il appartenait au Pape de discerner<sup>2</sup>. Il paraît démontré que ce document, dont l'authenticité ne saurait être soutenue, a été composé dans la chancellerie de Robert de Naples, au moins y a-t-on reproduit textuellement, dans les développements qui précèdent le dispositif, une notable partie du mémoire présenté à Clément V en 1313 ; au surplus ces mêmes considé-

1 C'est une erreur de croire les empereurs de la race germanique qu'on nous a présentés comme producteurs naturels d'orchards et d'abricotiers, des magis adhibere barbarum feralem quam humanam professionem, quod quidem introitus non convenit procerum sicut sicut Th. de Aquino. In prima serie, in tractatu de Legib.

2 Voir sur cette question l'Index de ce tome, à la suite de ce volume.

nations, exposées en des termes presque identiques, de façon à ne être employées en 1331 dans un mémoire adressé par Robert le Napolé à Jean XXII. La fausseté seule n'est sans doute qu'un document mis en circulation par des partisans zélés de la maison d'Anjou en vue de préparer l'opinion publique à la réalisation des vœux les plus chers de la coalition Guelph-gibelin.

Pourquoi donc ces rois, au lieu d'être consignés dans une pièce fautive, n'ont-ils pas reçu la consécration d'une bulle pontificale de Clément V ou de son successeur Jean XXII, pontifes auxquels l'histoire a fait le reproche d'être montés dans les puits qu'ils creusent aux influences Capétiennes en même temps qu'ils ont mesuré d'une hostilité exagérée à l'égard de l'Empire d'Allemagne ? Pourquoi l'un ou l'autre de ces papes n'a-t-il pas définitivement détaché l'Italie de l'Empire et n'a-t-il pas attribué à la France le royaume d'Arles et de Vienne ? Le moment semble propice : grâce aux divisions intestines, le corps germanique se débat en deçà et au-delà de deux parties, celui de Luxembourg qui se voue aux traditions du dernier règne et celui de Habsbourg, qui se rattache à celles de Rodolphe et d'Albert, se disputent si ardemment le pouvoir que les électeurs se partagent en deux factions dont chacune élut son candidat : les Autrichiens se prononcent pour le duc Frédéric, connus sous le nom de Frédéric le Beau, tandis que la faction de Luxembourg se rallie autour du duc Louis de Bavière. Alors s'ouvre pour l'Allemagne une période de troubles profonde, où parfois la guerre fait rage entre les partis, où le plus souvent s'enchevêtrent les négociations des papes compliquées et les plus énigmatiques, et il ne serait pas d'utile au Pape d'en profiter pour rétablir l'Empire déchu de tous ses droits sur l'Italie et sur le royaume d'Arles, qui ne sont rattachés que par un fil à la suzeraineté impériale. Cependant, ni Clément V ni Jean XXII ne prononceront ce démembrement de l'Empire et ne consacreront ce triomphe des Gueffes ; à vrai dire il n'est pas impossible de voir une raison de leur conduite.

Tout d'abord il s'en fallait de beaucoup que la mort de Henri VII eût entraîné la ruine complète du parti gibelin. Le 9 août 1313, à Montecatini, les Ghibelins ont réussi à battre les Gueffes, aidés par leurs divisions, les Visconti, Can Grande della Scala et beaucoup d'autres disposent encore d'une puissance redoutable, si bien qu'une bonne partie du pontificat de Jean XXII se passera en

Il les acharnait contre ces chefs du parti hostile à l'Église, qui anéantiraient la maison de Savoie parce qu'ils sont les ennemis de Robert de Naples, ces luttes auront leur contre-coup fatal sur l'autre versant des Alpes, où la maison de Savoie devra résister à la coalition du Dauphin du comte de Valentinois du comte de Genève et à la fois à tous ses adversaires traditionnels que leurs intérêts comme leurs sympathies portent plutôt du côté des Angevins. Or, en face des Gibelins qui disposent encore d'un pouvoir redoutable les puissances qui ont vaincu Henri VII ne se maintiennent pas en parfaite union. Les Capétiens d'Anjou ne se souviennent que méchamment de voir leurs cousins de France étendre leur influence sur ce royaume d'Ailes qu'ils eux-mêmes avaient toujours convoité et les menacer ainsi jusque dans leurs possessions de Provence. De leur côté les fils de Philippe le Bel (et après eux les Valois suivirent leur exemple) ne se bornaient pas à poursuivre l'acquisition du royaume d'Ailes ils tenaient les yeux fixés sur la Lombardie où volontiers ils se fussent taillé une seigneurie sinon un royaume, fascinés qu'ils étaient déjà par l'appât des conquêtes italiennes qui, pendant trois siècles, devait provoquer tant d'entreprises parfois si meurtrières de la part de la politique française. Pour prendre pied en Italie, il fallait à la royauté française l'appui d'un parti italien, or les Gibelins, par cela même qu'ils avaient été vaincus au même temps que Henri VII se trouvaient dans la nécessité de se fortifier par des alliances et par suite étaient plus accessibles aux sollicitations de la cour de France, ainsi partagés entre deux sentiments : ou suivre en Italie une politique dictée uniquement sur son intérêt personnel, et alors chercher à tirer parti de la situation des Gibelins pour leur vendre son appui, — ou demeurer fidèle à l'alliance guelfe, et en ce cas s'exposer à prêter son concours aux vues du roi Robert, qui eût alors assuré l'hégémonie de l'Italie à lui-même et à ses héritiers. On comprend dès lors qu'il existe bien des germes de discorde entre les coalisés Capétiens, si bien que Robert de Sicile ne captoit pas grand rôle au service des intérêts français — et que, d'autre part, Jean XXII devra lui-même user de tous ses efforts pour empêcher le roi de France de traiter avec les Gibelins.

Si les deux branches de la maison Capétienne ne sont pas unies entre elles, ni l'une ni l'autre ne sont plus étroitement unies à la Papauté. Comme on l'a vu plus haut, quelles que fussent ses raisons d'être dévoué à Philippe le Bel, Clément V avait toujours considéré il

serait dangereux pour l'Eglise de se prêter aux combinaisons qui consolideraient la domination de ces princes en Occident, aussi n'était-il refusé à se faire l'instrument docile du roi de France; les mêmes considérations s'imposaient au successeur de Clément V vis à vis des successeurs de Philippe le Bel. — Le Pape ne pouvait s'accommoder davantage des projets qui soumettaient l'Eglise tout entière à l'autorité de la maison d'Anjou. Que deviendrait l'indépendance de l'Eglise romaine en présence du roi de Sicile exerçant un pouvoir incontesté des côtes de la Provence jusqu'au détroit de Messine? Etait-ce pour pour se trouver réduite à cette condition que la Papauté opprimée par la maison de Souabe, n'avait pas craint d'assumer au siècle précédent les responsabilités d'une lutte gigantesque dont l'Europe tout entière avait été ébranlée? Alors comme au siècle précédent, la ligne de conduite qui s'impose à la Papauté, c'est de reconnaître un équilibre de forces assez habilement pondérées pour que ni l'élévation du Saint-Siège n'aient à redouter le despotisme d'un maître tout puissant. Telle était la tâche que Clément V avait pour un temps entreprise, quand il avait essayé de contrebalancer l'influence du roi Robert de Sicile par celle de l'empereur Henri VII.

C'est l'honneur de Jean XXII de s'être rendu compte de ces vérités, s'il lui fallait s'incliner souvent sous l'influence prépondérante du roi de France, il n'a pas été jusqu'à se faire, comme on l'en a accusé, l'aveugle instrument des caprices de France ou de Naples. Sur ce point, des publications récentes ont commencé la justification de ce Pontife, qui, pas plus que Clément V, n'a été le Pape aveugle qu'une tradition déjà ancienne représente comme l'humile serviteur de Robert de Naples ou de la cour de Paris. Conciliation, paix, équilibre des partis et des puissances, tel est le but de ses premiers efforts, comme tel avait été le but que Clément V avait longtemps

Pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur des extraits des registres du pontificat de Jean XXII ou sur des autres, qui ont été publiés par M. Berger, d'après les copies de M. Bérkowski. Voyez ces extraits sous ce titre: *Auszüge aus den Urkunden des Vatikanischen Archivs, von 1316-1334, aus den Abhandlungen der bayerischen Akademie der Wissenschaften, III. classe, 1. XV., 2. partie et t. XVII, 1. partie.* Plus d'une des pièces insérées dans cette publication marquent bien à l'évidence personnel de Jean XXII dans les négociations des papes de France et de Naples. Par exemple, voyez l'envoi de Jean XXII, vis à vis des exigences du roi Robert, lorsque se posait la question de pour occuper la vicairie de l'Empire en Italie, qui lui fut offerte en 1317. Document n° 36.

poursuivi, avec timidité, mais avec persévérance, sans que la fortune leur ait jamais permis d'y atteindre et de mettre un terme aux alissements du Saint-Siège.

Dès la mort de Henri VII, l'observateur clairvoyant pouvait donc se convaincre que ni la maison de France ni la maison d'Anjou ne touchaient au moment où elles réaliseront leur ambition suprême, celle-là voulant acquiescer le royaume d'Arles, celle-ci rêvant l'hégémonie de l'Italie. Cependant, en 1314, c'est-à-dire dans la dernière année de son règne, Philippe le Bel cède le royaume d'Arles pour son compte ou au profit de l'un de ses fils, peut-être de Philippe Long, déjà comte de Bourgogne.

L'entreprise semble facile; sans doute il faut s'attendre à l'hostilité du comte de Savoie qui, travaillant avec ardeur à étendre et à consolider la domination de sa maison tant en Italie que du côté de Genève et de Lausanne<sup>1</sup>, ne soucie fort peu d'être placé sous la suzeraineté d'une autre dynastie, mais on peut croire que le parti provençal, reconnaissant de l'appui que Philippe le Bel a prêté à Robert contre l'entreprise de Henri VII, se gardera bien d'entraver la réalisation des projets de la France. Or, en effet, que le Dauphin Jean II<sup>2</sup>, membre important de ce parti, s'est de bonne heure éloigné de Henri VII (au service duquel il a pourtant laissé ses frères) pour se rapprocher de la coalition Capétienne, et qu'aux derniers jours de la vie de l'empereur, il s'est trouvé l'allié naturel des adversaires de la puissance impériale d'ailleurs, Henri VII n'est pas plus mort que dans la tombe que le frère du Dauphin, Guy de Montauban, l'un des plus valeureux parmi les Impériaux, passe au service des Angevins et devient le capitaine général de Robert de Naples en Lombardie<sup>3</sup>. L'alliance est étroite entre les Angevins et Jean II, c'est que le

1 A Lausanne, en 1310, le comte Amédée de Savoie impose un partage à l'évêque (Voir l'accord du 18 octobre 1310). Ce partage est conclu par le comte Amédée et son fils Edouard *ad locum ipsorum*. Cf. les *Mémoires de la Société pour l'histoire de la Suisse romande*, t. VI, pp. 80 et ss.

2 Il est marié à Béatrice de Hongrie, princesse de la maison d'Anjou sœur la Clémence de Hongrie, qui avait épousé Louis le Hutin. En 1317, Clément, roi de Hongrie, charge le Dauphin Jean II de négocier avec Robert pour lui faire restituer la principauté de Salerne. Valbonnais, t. II, p. 170 et t. I, p. 217.

3 Sur Guy ou Gaigues de Montauban, voir le mémoire de Lancelot, *Recherches sur Guy Dauphin*, dans ses *Mémoires de l'Académie des Inscriptions* (ancien ser. 6), t. VIII, pp. 682 et ss.

comté de Savoie et le Dauphin ont alors repris leurs querelles séculaires un instant suspendues par l'influence de Henri VII, et qu'en faisant cause commune avec le Dauphin, Robert de Sicile se venge de l'appui que les princes de Savoie ont donné à Henri VII et de la résistance qu'ils n'ont cessé d'opposer aux progrès de la maison d'Anjou en Piémont. Il paraît donc à un esprit superficiel que Philippe le Bel, allié de Robert et au-même en bonnes relations avec le Dauphin, pourra sans trop de peine faire accepter dans le Sud-Est la restauration du royaume d'Arles. — Mais en réalité, le Dauphin, plus intimement uni à la cour de Naples qu'à la cour de France, connaît les secrètes aspirations de la maison d'Anjou et sa répugnance pour toute reconstitution du royaume d'Arles qui ne se ferait pas à son profit, aussi, trompant peut-être l'attente de Philippe le Bel, il se hâte, dès qu'il apprend les desseins de la France, de renoncer à la guerre qu'il soutient contre la Savoie (sauf à la reprendre quand le danger sera passé), et de s'unir au comte Amédée pour lutter contre la restauration projetée; tous deux s'entendent pour « conserver à l'Empire » ce royaume d'Arles qu'ils n'avaient nul intérêt à voir passer aux mains de la France<sup>1</sup>. La mort, qui, vers cette époque, coupe court aux projets arlésiens de Philippe le Bel, laisse incertaine la question de savoir si ce prince, avec toutes ses puissances et son habileté, eût pu reconquérir au profit de sa maison ce royaume d'Arles, objet de tant d'espérances et cause de si nombreuses déceptions.

Philippe le Bel était mort trop tôt pour achever son ouvrage. À ses fils, qui se firent les continuateurs de sa politique extérieure, la Providence ne donna pas la temps de mener à bonne fin les desseins de leur père. Leur cousin, Philippe de Valois, qui fut peut-être plus entreprenant, fut aussi plus heureux; sans doute son triomphe eût été complet s'il n'eût été distrait de la politique traditionnelle des Capétiens par les débuts de la terrible lutte qui mit en péril les destinées de la France. Ce sont ces efforts des successeurs de Philippe le Bel dont nous avons à démêler la trace à travers les complications de la politique occidentale.

<sup>1</sup> Voir le document d'octobre 1314, publié par Vialon, t. II, p. 156.

II. — POLITIQUE DES FILS DE PHILIPPE LE BEL À L'ÉGARD  
DU ROYAUME D'ARLES

Les projets ébauchés par Philippe le Bel et ses conseillers pour assurer à la France une part des dépouilles de l'Empire ne consistaient pas seulement l'annexion du royaume d'Arles, on sait, par le serment de Pierre du Bois qu'ils tendent aussi à l'acquisition d'un domaine territorial en Italie. Bien plus, on se rappelle que depuis longtemps les confidentes du roi l'avaient promis de reprendre le rôle ambuleux qu'avait eue Charles d'Anjou au profit de Philippe le Hardi, et s'agissait, non plus de renverser l'Empire, mais de faire passer la couronne impériale sur la tête d'un prince français. Aucun de ces projets n'est oublié par les fils de Philippe le Bel, parfois les unes faites pour les résumer s'enchevêtrent au point de rendre très compliquée la politique française pendant cette période, mais à vrai dire, le dessein qui surmonte au dessus de toutes ces combinaisons, celui qui revient le plus souvent sous la plume des historiens de cette période, c'est celui qui souvenait les rois de France de gagner pour leur maison le royaume d'Arles et de Vienne.

Le règne de Louis X fut trop éphémère pour qu'une action politique put y trouver place contre la souveraineté de l'Empire au royaume d'Arles<sup>1</sup>. A cette époque, Louis de Bavière affirmait nettement ses prétentions sur ce royaume par un acte dont le but était d'établir dans le Valentinois un des partisans de l'Empire, le cardinal Pierre Colonna<sup>2</sup>. Philippe le Long qui remplaça Louis X

1. Louis X était en bonnes relations avec son beau-frère, le Dauphin Jean II. En 1315, le frère du Dauphin, Hug, seigneur Louis le Hutin en Flandre, il obtint ainsi d'être payé des sommes qui lui étaient dues pour les fonctions de gardien de Lyon qu'il avait remplies, en 1307, sous l'archevêque Louis de Villars. Ce prince avait été remplacé par Pierre de Savoie, dont on connaît l'hostilité pour la France, c'est pourquoi le Dauphin dut abandonner ses fonctions. Il appartenait donc au parti français, c'est pourquoi Louis X dut reconnaître ses services. Voir le même procès de Lancelotti, et Volbrouck, t. I, p. 156.

2. Le 3 juin 1315, par un diplôme adressé de Nuremberg, à l'évêque de Valence et au comte de Valentinois ainsi qu'au chapitre de Valence et de Die. Louis de Bavière confirme la donation de la basilique de *Sanctus* (Lansang, Drôme, au sud de Tain, située entre l'Ardèche et le Rhône, faite par l'église de Valence au carême,



sur le trône, s'étant trouvé personnellement mêlé aux affaires des pays d'Empire; on se rappelle, en effet, que, par son mariage avec l'héritière des palatins, il avait acquis à la maison de France la Comté de Bourgogne où, depuis la mort de son père, il s'employait à apaiser les colères des barons, révoltés là comme ailleurs, contre le gouvernement de Philippe le Bel. Pendant son court règne (il ne dura pas six ans), Philippe V ne paraît pas avoir eu l'occasion de suivre une ligne de conduite parfaitement définie; entre les deux tendances, guelfes et gibelines (représentées assez imparfaitement dans le royaume d'Arles, d'un côté par Robert de Naples, le Dauphin et ses alliés, de l'autre par le comte de Savoie), le roi de France semble éviter de se prononcer trop ouvertement. Il vit en bonne intelligence avec le comte Amédée de Savoie, auquel en 1316 il marque hautement sa faveur quand il lui abandonne la vicomté de Mauzéviar et la maison de Pleuss-lès-Tours, confisquées sur Enguerrand de Marigny<sup>1</sup>, en les acceptant, Amédée obéissait à la tendance qui, à cette époque, poussait les seigneurs du royaume d'Arles à prendre rang parmi les membres de l'aristocratie française et à se faire les vassaux du roi de France. Cependant le Dauphin Jean II qui, intimement lié par son mariage à la maison d'Anjou, penchait contre le comte de Savoie la lutte traditionnelle où l'aident, comme autrefois, le baron Hugues de Faucigny et les comtes de Valennois et de Genève, n'en est pas moins en excellents termes avec Philippe le Long. Déjà, lorsque ce

Pierre Colonna. La basilide est restée abandonnée pendant de longues années. Il sera très avantageux à la prospérité du pays et à la sécurité des voyageurs sur le Rhin qu'elle soit relevée de ses ruines. Aussi Louis de Bavière en confirme-t-il la transférence cardinal, « cum libertate, immunitate et exemptione, salvo quoque et intacto imperio ac jurisdictione totali. Dedimus etiam dicto cardinali ac heredibus et successoribus suis jurisdictionem et administrationem monetariorum, regiarum et vicariorum vel aliorum censurarum, cujuscunque conge rei impressionis existant. » Il se souvient même au passage de « brachii et cunctis possessionibus, pedagiorum ac quicquid daretur. » Le même jour Louis de Bavière par un second diplôme, confirme une donation faite au même personnage par ses religieux bénédictins de St-Pierre de Subdionne (Soyons, Ardèche) sur la rive droite du Rhône au diocèse de Valence. Elles ont donné au cardinal « in feum, in francum et liberum Motam Subdionis et vicariam suam in feum de Rodan dicta Motam vicariam. » *Prager, Auszug aus den Urkunden der Kaiserlichen Archivs von 1316-1321. Bericht gegen der den Kaiserlichen Kaiserlichen, III. classe, t. XV, 2<sup>e</sup> partie, n° 1 et 2.* Les deux documents avaient été indiqués dans la même des sources analysées données par M. de Lihon, *Archivische Zeitschrift*, t. V et vol. n° 1 et 2.

<sup>1</sup> Guillebert, t. I, p. 203.

prince résidant à Lyon aux premiers jours de son règne au moment où se tenait le conclave qui élut Jean XXII), il avait fiancé sa fille Isabelle à Guigues, fils aîné et héritier présomptif du Dauphin, le même qui plus tard, devait trouver une mort glorieuse en son intérêt la Savoie à diverses reprises il donna au Dauphin des témoignages publics de sa sympathie<sup>1</sup>. Aussi Jean II et, après lui, son fils, Guigues VII, entretiendront des relations amicales avec la France, ce n'est qu'à l'avènement du Dauphin Robert II qu'une rupture se produira entre la France et le Dauphiné, pour le moment l'intérêt de Philippe le Long est de favoriser le Dauphin<sup>2</sup> sans toutefois aller jusqu'à rompre avec le comte de Savoie.

Ainsi la politique française dans le royaume d'Arles reste incertaine entre la Savoie et le Dauphiné. Ces hésitations s'expliquent par les oscillations que la même politique subit en Italie, où d'abord favorable aux Guelfes, elle semble ensuite se mettre au service de leurs adversaires. Là, Jean XXII, qui, à peine monté sur le trône pontifical, avait entrepris de rétablir la paix en Lombardie, s'étant heurté à la mauvaise volonté évidente des tyrans gibelins auxquels certaines villes étaient assujetties, notamment à celle de Matteo Visconti qui dominait à Milan<sup>3</sup>. Les négociations ayant échoué, le Pape se vit réduit à chercher un prince qui consentit à se faire le champion de sa cause; puisque les Visconti refusaient la paix, il fallait bien les y contraindre. Or, Robert de Sicile, d'où Jean XXII avait

1. Les lettres les datées du 18 juin 1316, elles furent édictées à Lyon. (Valbonnais t. I, p. 285. (Le mariage ne fut contracté qu'en 1321 après la mort de Philippe le Long.) Le 16 juin 1316, le comte de Genevois s'était rendu vassal du Dauphin, par un acte fait à Lyon. (C'est l'acte qui est cité par le Pape dans la lettre du 18 juin 1316.) Le comte de Savoie; on voit que Philippe le Long était loin de décourager ses entreprises des ennemis de la Savoie. (Valbonnais, t. II, p. 163.) En 1317, le Dauphin obtient de Philippe le Long que les deux mille livres de rente qui lui sont dues par le Trésor Français soient assignées sur divers châteaux d'Auvergne. (Ibid., p. 70. Plus tard, le 7 janvier 1330, Philippe le Long, du consentement de sa femme Jeanne, comtesse de Bourgogne, transfère au Dauphin Guigues l'hommage que le comte de Genevois rendait au comte de Bourgogne pour Annecy, Flumilly, Ghilmen-Galland, etc.. (Valbonnais, t. I, p. 302, t. II, p. 182.

2. Il y eut même un traité d'alliance entre Philippe le Long et le Dauphin. — Cf. Valbonnais, t. II, p. 195.

3. Voyez de nombreuses pièces concernant ces négociations dans les extraits publiés par M. Prager, n° 4 et 26. Le n° 26 est particulièrement intéressant; il contient les rapports adressés à Jean XXII, au printemps de 1317, par Bernard Gui et son collègue Bertrand de la Tour, chargés par le Pape de pacifier le Nord de l'Italie.

fait dans ces régions le vicaire de l'Empire vacant, trompa les espérances du Pontife : il suffit pour s'en convaincre de lire, dans ces dernières lettres du Pape qui ont été récemment publiées, les doléances que lui arrachaient l'avidité, la mollesse et l'indécision du roi Robert, toujours préoccupé de ses intérêts personnels bien plus que des intérêts généraux de l'Italie et de l'Eglise<sup>1</sup>. Déçu de ce côté, le Pape s'adressa à un prince français, Philippe de Valois (le futur roi de France; Philippe le Long tolère alors que son cousin germain accepte la jussion dont Robert s'acquiesçait fort mal) de réaliser l'œuvre en Italie en contraignant à la paix les Gibelins récalcitrants, les apparences étant d'ailleurs sauvees puisque, Robert conservant le vicariat de l'Empire, Philippe ne devait prendre que le titre de sous-vicaire<sup>2</sup>.

L'exécution n'aboutit qu'à un piètre résultat. Philippe vint à la vérité en Lombardie pour y servir la cause de l'Eglise romaine<sup>3</sup>, mais, après quelques mois, en août 1320, intimidé par les forces militaires de ses adversaires en même temps que déroulé par l'habile langage de Galéas Visconti, il abandonna la partie et s'en retourna<sup>4</sup>. Il semble que, dès ce moment, les Viscontis aient gagné à leur cause les sympathies, sinon le secours effectif, des princes de la maison de France, à laquelle ils ont fait sans doute entrevoir dans un lointain avenir les conquêtes en Italie, aussi le Pape ne se trompe pas quand il exprime la crainte que les Capétiens ne soient tombés dans les pièges des démons, c'est-à-dire des Gibelins de Lombardie<sup>5</sup>. Au moins ces lettres de Jean XXII conservent des traces indéniables de ces dispositions de la cour de France; elles nous

1. Cf. Preger, n° 36, lettre adressée par Jean XXII à Robert le 19 décembre 1317, au sujet des prétentions émises par le roi de Sicile avant d'accepter du Pape le vicariat de l'Empire en Italie. — Voyez aussi, pour une date postérieure les n° 116-134, etc.

2. Raymond 1320, § 13. Le 19 mai 1320 le Pape informe les évêques de Lombardie du choix qu'il a fait de Philippe pour suppléer Robert. Extraits publiés par Preger, n° 51.

3. Il y est en juin 1320. Muratori, Scriptores, t. XIV, p. 995.

4. Villani, liv. IX, c. 107 et 108. L'historien accuse Philippe de Valois d'être entré en campagne sans avoir attendu les renforts qu'il devait lui envoyer le Pape les rois de Sicile et de France et les Guelfes, et de s'être ensuite laissé endoctriner par Galéas Visconti.

5. Cf. extrait d'une lettre du 21 septembre 1321. Preger n° 74.

apprennent en effet que des envoyés de Philippe le Long et de son frère Charles (le futur Charles IV) sont chargés de porter au Pape une demande en faveur des Visconti<sup>1</sup>. En outre, quelques mois plus tard, aux derniers jours de son règne, Philippe le Long est invoqué comme un protecteur par les Ghiblins de Gênes, pour le compte desquels son successeur Charles le Bel n'hésitera pas à s'entremettre auprès de la cour pontificale<sup>2</sup>. Sûrement les rois de France tentent de se faire une clientèle parmi les Ghiblins du Nord de l'Italie, ils agissent avec prudence, sans rompre ouvertement avec quiconque ce soit, mais non sans exciter le mécontentement du Saint-Siège et la jalousie de Robert de Naples, naturellement inquiet des efforts de son cousin de France pour le supplanter en Lombardie.

Au commencement de 1322, Charles IV avait remplacé sur le trône de France son frère Philippe V. Dès la première année de son règne, un fait se produit qui ne contribue pas médiocrement à donner à la politique française un essor plus ambitieux en même temps qu'une allure plus déterminée; ce sont les relations étroites qui dès lors s'établissent entre le roi de France et l'un des personnages les plus remarquables de cette époque : Jean de Luxembourg, roi de Bohême, fils de l'empereur Henri VII. Aux qualités brillantes de la chevalerie, héréditaires dans sa maison, ce prince joignait un goût marqué pour les négociations diplomatiques. D'une insatiable fécondité lorsqu'il s'agissait de concevoir des plans politiques, il travaillait avec une activité fébrile à les réaliser, sans se laisser décourager par les échecs répétés qu'il rencontrait sur son chemin; il était d'ailleurs très disposé à profiter des dissensions de l'Allemagne pour servir sa fortune personnelle et celle de sa maison.

C'est vers la fin de 1322 que se resserrèrent les relations qui unissent les rois de France et de Bohême. Au mois d'août de cette année, Charles le Bel épouse Marie de Luxembourg, sœur du roi Jean. L'amitié est alors si unanime entre les deux rois qu'au printemps sui-

<sup>1</sup> *Ibid.* n° 92.

<sup>2</sup> *Ibid.*, n° 98. Au printemps de 1322, les *Médes Superies* de Gênes ont demandé au roi de France, qui est alors Charles le Bel, d'intercéder auprès du Pape « *super reformatione pacis civitatis et patrie* ». Le Pape répond par une lettre, où il rappelle au roi la conduite antérieure des Ghiblins et l'engage à se délier d'eux. Cf. une autre lettre du Pape au roi du 26 juin 1322, n° 108.

vant, Jean confia à Charles son fils Wenceslas (le futur empereur Charles IV) pour qu'il soit élevé à la cour de France. Dès ce moment l'héritier de Bohême est fiancé à une princesse française, Bâchée, fille de Charles de Valois. Ces alliances de famille ne furent pas conclues sans que des négociations multiples eussent été engagées en ce sens deux rois, forcément l'état lamentable de l'Empire dut attirer leur attention.

À cette époque, Louis de Bavière semblait victorieux de son adversaire, Frédéric d'Autriche, qu'il tenait en captivité depuis la bataille de Mühldorf (28 septembre 1322). Cependant la couronne n'était point encore affermie sur la tête de Louis, outre que la résistance des ducs autrichiens n'était point domptée, le Bavarois s'engageait de plus en plus dans la guerre qu'il devait jusqu'aux derniers jours de sa vie, poursuivre contre l'Eglise, c'était le moment où, se liant ouvertement aux Vicones, il se faisait le protecteur avoué des adversaires les plus dangereux de la Papauté. Le temps approchait (il était facile de le pressentir) où Louis de Bavière, frappé d'excommunication et déchiré de ses prétentions à la couronne, se résolvait à pousser à outrance sa lutte contre Jean XXII, il allait en venir à accuser le Pape d'hérésie, se refuserait à reconnaître en lui le chef suprême de l'Eglise, en même temps qu'il épouserait les rancunes des rebelles de l'ordre franciscain, récemment condamnés par l'autorité ecclésiastique.

Pour se mettre à la tête des éléments hostiles à l'Eglise en Occident et soutenir un combat désespéré contre les forces de la puissance spirituelle aussi bien que contre les remords de sa conscience, il eût fallu à Louis de Bavière l'immense orgueil et l'indomptable énergie des empereurs de la maison de Souabe; or, ce n'était point par ces traits que se distinguait ce prince, d'un caractère incertain, accessible aux influences les plus diverses, assez mobile dans ses impressions pour passer soudainement d'une extrémité à l'autre, de relations peu sûres, moins parce qu'il était perfide, comme quelques-uns le lui reprochèrent, que parce qu'il était parfois scrupuleux et toujours changeant<sup>1</sup>. A diverses reprises, il manifesta l'intention de

1. *In armis strenuus et iudex ad omne discrimen, sed præceps et iam umbrarius*, e d. Mustato de Louis de Bavière. Sur le caractère de Louis, les historiens sont à peu près d'accord voyez Haller: *Das Leben, Absterben und das Königtum des Königs Friedrich der Kaiserkrone der Habsburger in Prag* VI. n. 2, 1, 1868.

Footnote: 1. *Das Leben, Absterben und das Königtum des Königs Friedrich der Kaiserkrone der Habsburger in Prag* VI. n. 2, 1, 1868.

38

renoncer à l'Empire. Les chapeautés intérieurs dont témoignaient ces donations (qui, s'ils n'étaient pas la manœuvre d'un laïcien habile, annonçaient au moins une abnégation peu commune) avaient en soi, pour que Louis n'entravât point par des rous de par égommé la réalisation des combinaisons imaginées pour lui donner un successeur et rendre ainsi la paix à l'Allemagne et à l'Eglise. En tout cas, il est facile de comprendre que de telles incursions, apparentes ou réelles étaient bien faites pour encourager tous ceux qui ambitionnaient la mission de rétablir la paix en ceignant la couronne impériale. Or, au premier rang de ces candidats éventuels à l'Empire se plaçait Jean de Bohême.

On voit quelle était, à l'égard de Louis de Bavière, la situation du fils de Henri VII. La maison de Luxembourg, n'étant pas en mesure d'assurer l'élection de Jean après la mort de son père et l'absence de la branche aînée du duc de Bavière pour éviter l'élection d'un Habsbourg, lui eût été nuisible. Or, à l'instinct, tous deux se défiaient de l'autre. Pendant ans, à tout plus, les familles qui pouvaient espérer de fournir des souverains à l'Allemagne devaient faire en sorte que l'Empire ne semblât pas héréditaire dans la famille de Habsbourg. Mais, dans le secret de son ambition, le fils de Henri VII ne considérait Louis de Bavière que comme le détenteur intérimaire du pouvoir, chargé de transmettre la couronne aux mains des Habsbourg jusqu'à ce que la maison de Luxembourg pût la recouvrer. Aussi, quand Louis de Bavière, aux prises avec une situation d'incertitude, laisse entrevoir quelques symptômes d'hésitation, Jean se figure sans peine qu'il pourra imposer au Bavarois (dont il est le partisan, mais un partisan tout le contraire), et est pas à toute épreuve une sorte de réaction à son profit ou au profit de sa maison. Probablement au commen-

p. 18. *Kaiser, der Kampf Ludwig des Bayern mit der römischen Kirche*, t. I, pp. 74 et 75. Dans des études récentes, M. Proger a essayé de représenter Louis de Bavière comme un prince très habile, les hésitations apparentes de sa conduite ne tenant que des moyens destinés à tromper ses adversaires. Voyez les mémoires de M. Proger dans les *Abhandlungen der bayerischen Akademie der Wissenschaften*, notamment les trois mémoires suivants : 1° *Beiträge und Erörterungen zur Geschichte des deutschen Reichs im Jahr 1330-1331*, III classe, t. XV, 2<sup>e</sup> partie, 2° *Die Forträge Ludwig des Bayern mit Friedrich dem Schönen (1330-1336)*, *Ibid.*, t. XVII, 1<sup>re</sup> partie, 3° *Die Politik des Papstes Johann XXII in Bezug auf Italien und Deutschland*, *Ibid.*, t. XVII, 2<sup>e</sup> partie. Les conclusions de M. Proger ont été réduites à néant par M. W. Freytag, dans ses études sur la Balle *Ne praevalent*. Voir l'Appendice II à la fin du présent volume.

coment da Jani ee 1321. I fait part de ce projet au roi de France Charles IV, dont il etait important de s'assurer l'appui, mais ses souverains sont avec les assez frolement, au moins autant qu'il est possible d'en juger d'après le récit d'un témoin oculaire et bien informé, le Vénitien Marino Sanuto, qui se trouva à la cour de France<sup>1</sup>. Jean de Bohême comprend alors, quo pour faire accepter ses vues par le roi Charles, il faut l'intéresser au succès de cette combinaison en lui offrant un collaborationnement. Voici qu'il imagine un expédient digne d'être remarqué, parce qu'il sera proposé presque dans les mêmes termes et sous le même aspect. On voit que la maison de France pourrait depuis longtemps l'acquiescer, les pays d'Empire formaient le royaume d'Arles : qu'on les donne ce royaume, et dans l'Empire elle aura le champ libre au roi de Bohême. C'est pourquoi Jean s'abandonne avec le comte le Hainaut, le comte de Louis de Bavière (car le roi est en relations avec ce comte, l'admiral du Royaume), en vue d'obtenir la constitution du royaume d'Arles et de Viennois profit de Charles le Valois, oncle du roi de France<sup>2</sup>, le même dont l'ambition bretonne avait, au temps de Philippe le Bel, abouti qu'à ces échecs récents, et qui s'achève touchant au terme de sa vie aventureuse : il mourut en 1325.

Toutefois, pour réaliser ce projet, il fallait heurter de front les des-  
seins du roi de Naples. Robert était en effet, comme comte de Pro-  
vence le vassal le plus puissant d'un roi d'Aries : joindre à cela  
qu'il avait trouvé dans l'héritage de ses prédécesseurs les prétentions

[illegible][illegible]

à la couronne d'Arles que la famille de Baux avait jadis transmises à la maison d'Anjou. À ce double titre, il ne pouvait se résigner à subir la restauration de ce royaume au profit d'une autre dynastie, fût-ce une branche de la maison Capétienne. Or, Charles de Valois était étroitement lié aux princes angevins, il avait donné sa fille au duc de Calabre, héritier présomptif du roi de Naples. Ces relations intimes ne lui permirent pas de se prêter à une combinaison dont le succès devait porter un si rude coup à sa fille et à son gendre : cette fois, grâce à l'influence des Angevins, le plan du roi de Bohême échoua, à peine formé.

Fidèle à une tradition politique plus que séculaire, Jean de Luxembourg avait tenu de s'assurer le gouvernement de l'Allemagne en achetant le secours du roi de France : il a ainsi donné un exemple que le parti autrichien s'empressera de mettre à profit. Bientôt, le duc Léopold d'Autriche, frère du prétendant Frédéric le Beau qui est toujours prisonnier de Louis de Bavière, prend le parti de négocier avec la cour de France. Sans doute il ne conserve guère d'espoir de voir son frère monter sur le trône impérial, mais il croit de son intérêt d'en écarter Louis de Bavière, à défaut d'un Habsbourg, il préfère y passer un prince étranger auquel il fera payer son concours. Ce prince étranger sera Charles le Bel, dont le Pape agrée et soutient la candidature. Évidemment en cette circonstance Jean XXII se met en contradiction avec la politique de ses prédécesseurs, de Grégoire X comme de Clément V, fort peu favorables à toute combinaison qui donnerait l'Empire au roi de France, mais les circonstances sont plus fortes que les sympathies du Pontife. En face de la formidable campagne que mènent contre l'Église les Gibelins d'Italie et les franciscains révoltés, qui, les uns et les autres, ont partie liée avec Louis de Bavière<sup>1</sup>, il faut à tout prix à la Papauté un protecteur : or les divers princes dont le Pape a pu espérer l'appui, Robert de Naples et Frédéric l'Autriche, ont successivement trompé son attente, si bien qu'il ne lui reste plus d'autre ressource que celle de demander le secours de Charles le Bel, le plus puissant prince de la chrétienté. On comprend que cette situation ait imposé au Pape,

1. Dès l'appel qu'il fit en 1324, Louis de Bavière prend contre Jean XXII le parti des franciscains rebelles, et il agit au profit de ces révoltés. Cf. M. Berthelin, *op. cit.*, p. 157 et ss.



contrairement peut-être à ses secrets désirs, l'obligation de prendre sous son patronage la candidature du roi de France à l'Empire et de se prêter aux efforts qui furent faits pour en assurer le succès : aussi ne put-il blâmer la convention qui, le 17 juillet 1324, intervint entre le roi de France et le duc Léopold d'Autriche lors de leur entrevue de Bar<sup>1</sup>. Comme les deux parties s'y accordent à considérer l'Empire comme vacant, Léopold s'engage à ne négliger aucun moyen pour gagner à Charles le Bel les voix des électeurs sur lesquels le duc peut exercer quelque influence (sans doute ceux de Mayence, de Cologne, du Palatinat et de Saxe) : on suppose que le roi de France aura déterminé Jean de Bavière et son oncle Baudouin de Luxembourg, archevêque de Trèves, à se prêter à l'exécution du plan projeté : que si les électeurs ne se montraient pas dociles, les contractants se réservent la possibilité de provoquer la désignation directe du roi des Romains par le Pape, qui exercerait ce droit en faveur de Charles le Bel. Léopold a d'ailleurs songé aux intérêts particuliers de sa maison : les ducs d'Autriche acquerront, sous la forme indirecte d'un engagement, dix villes de l'Empire, parmi lesquelles Constance, Bâle, Zurich, Schaffhouse, Mulhouse et Bâle. En somme, le roi de France ne deviendra maître de l'Empire qu'au prix du consentement qu'il donne à un accroissement considérable de la puissance autrichienne dans le Sud de l'Allemagne.

Tel fut le traité, dont le Pape put écrire bientôt à Charles le Bel qu'il avait fait faire un grand pas à l'affaire de l'Empire<sup>2</sup>. Aussin Léopold se met à l'œuvre; il affermit sa situation par des alliances en Alsace et dans les pays helvétiques; l'archevêque de Salzbourg et l'évêque de Passau se rangent à sa cause : au mois de mars 1325, il s'allie intimement avec l'archevêque de Mayence, les évêques de Strasbourg et de Wurtzbourg<sup>3</sup>. Louis de Bavière ne peut compter ni

1 Ce traité est analysé en détail dans Kopp, *op. cit.*, t. V, pp. 150-154 et dans Muller, *op. cit.*, t. I, pp. 111-112. C'est sans doute à ces événements que fait allusion Marino Sanuto dans la suite de la lettre citée plus haut : « Post modum interveniente Yencolis, per spatium a quo tempore frater Albertus de Nigro castro de Alemania, qui fuit magnus preceptor sancte domus Hospitalis S. Joannis Jerusalemitanus de Alemania, se desinens à Marco Sanudo quod est princeps d'Allemagne acceptantem l'attention du roi de France à l'Empire pour sa vie durant (à visum sui).

2 Lettre du 10 août 1324 dans *Oesterbayr. Archiv.* t. 2, p. 57.

3 Voir sur ces événements que je ne puis que résumer, la Mémoire de M. W. Proger, *über Verträge Ludwigs des Bayern mit Friedrich dem Schönen*, cité plus haut.

sur le pape, le roi de Bohême, ni sur l'électeur de Cologne — il n'a rien à attendre du roi de Bavière ni de l'électeur de Trévise. Sa cause semblerait perdue, s'il n'était justement alors qu'il songe à s'arranger directement avec son prisonnier Frédéric d'Autriche, probablement pour faire valoir le parti français en déléguant les droits baviérois. Ce n'est pas le lieu de décrire en détail la suite de ces négociations, comme l'a fait le traité de Tordouance, rendant la liberté à Frédéric et posant sans doute le principe d'une sorte de souveraineté collective, d'après laquelle Louis serait empereur et régnerait en Italie, tandis que Frédéric serait roi d'Allemagne<sup>1</sup>, traité de Munich qui développe cette idée, cette unité d'idée par lequel Louis de Bavière, modifiant complètement ses desseins, renonce à ses prétentions pour le cas où Frédéric d'Autriche réussissait, dans un tel événement, à se faire reconnaître par le Pape en qualité de roi des Romains. Il ne lui apportait pas de trancher la question qui s'est élevée sur la sincérité de la renonciation de Louis<sup>2</sup>. Ce qu'il convient de remarquer ici, et c'est surtout ce qui importe, c'est qu'en Bavière réussit à la résoudre avec Léopold d'Autriche. Ce rapprochement, qui s'accuse dès la fin de l'année 1325, est consommé au printemps de 1326 par des diplômes de Louis le Bavière adressés à Léopold (entre autres mars d'après), et des villes de l'Empire (celles-ci à titre d'engagement), d'où l'empereur tirait des avantages que lui avait promis Charles le Roi. Le parti français ne présente plus alors aucune chance de succès — peut-être d'ailleurs la route française n'est-elle plus fort d'illusion à ce sujet — ce qui expliquera, pourquoi, au mépris de ses promesses, il

<sup>1</sup> Le pape, vers la fin des mêmes années qu'il s'occupa avec ce prince d'envoyer au roi de France en 30 juil 1326, « Liberatus Perierio. L'ambassadeur d'un prince romain et d'Allemagne qui dit le roi de France au pape pour l'empereur d'Allemagne. Louis de Bavière, liberatus nomen sub imperio in hoc debet et per la fin de l'année » (Kammler 1326, 26).

<sup>2</sup> M. Fregier dans la même notice plus haut citée cherche à démontrer que le traité d'Union n'était d'origine comme il est énoncé par Louis de Bavière pour faire échouer la candidature du roi de France. Louis se contentait de s'approcher pour dissuader Jean XXII. Pour cela se sentait prêt à se contenter d'être au conseil et des chances de succès par son côté de l'Union de Bavière, et le souverain n'est qu'un simple agent de l'Union. Cette question n'est qu'une question d'union générale qui a déjà été signifiée les baviérois et les rois romains de Bavière. Sincères sincères ou il y a-t-il une voie que les baviérois diplomatiques? Sa sincérité est-elle de son innocence ou de sa pitié? M. Fregier aime mieux voir en Louis de Bavière qu'il n'est pas.

n'avait pas encore formé, un an après le traité de Bar, les fonds nécessaires pour solliciter les voix des princes électeurs<sup>1</sup>.

### III. — UN PROJET DE CÉSSION DU ROYAUME D'ARLES À PHILIPPE DE VALOIS

Cependant le dernier des fils de Philippe le Bel ne tarda pas à rejoindre ses frères dans la tombe. Leur cousin, Philippe de Valois, qui ouvrit pour la race Capétienne une nouvelle lignée de rois, ne cessa point de diriger ses efforts vers le but entrevu par ses prédécesseurs. Peut-être parce qu'il se berçait de l'espoir de coudre un jour la couronne in pérille il s'attacha à gagner l'hommage des seigneurs d'outre-Rhin et à placer ses partisans sur les sièges archiepiscopaux du pays Rhénan, surtout il eut toujours présents à l'esprit les projets traditionnels qui consistaient à affermir l'influence française dans le Nord de l'Alsace, plus encore à acquérir pour la France le royaume d'Arles et de Vienne.

Ce qu'il fit pour fonder sa puissance en Italie ne saurait être raconté ici. Il suffit de faire remarquer que sans aller jusqu'à se lancer à corps perdu dans une aventure italienne, le roi de France semble, à diverses reprises, préoccupé de conserver et d'augmenter l'autorité de sa maison dans la péninsule<sup>2</sup>. Sans doute, au cours des

<sup>1</sup> Il paraît bien que le Pape, par sa lettre du 20 août 1314, citée à la page 389, avait communiqué un projet de lettre que le roi de France devait à son avis publier, le 1<sup>er</sup> septembre, sous l'envoi par la lettre du 20 août 1314 : « littera regis cujus formam in carta de ista re dedimus, tam pro nostra justificatione quam pro predicti regis necessitate videlicet nobis prout oportuit ». Ce projet de lettre comportait sans doute les déclarations que le roi de France devait faire pour satisfaire l'Église, et les concessions qu'il offrait aux électeurs. Le roi ne se hâta de tourner ni les uns ni les autres. Aussi, presque un an plus tard Jean XII ne pla ni de savoir point regis de littera « litteram illam, per quam de regis thesauro annuunt emittitur, tenet magis licentia regis quam fere per annum locis scriptis ipse deest fuerit transmissa ». Raynoult, 1315, § 6.

<sup>2</sup> Déjà en 1317, Marino Sanudo écrivait que la Lombardie ne pouvait faire à elle seule que de bien accueillir Louis de Bavière, d'après lui, le mieux est d'envoyer le roi de France pour se rapprocher de ses relations avec le comte de Hollande beau-père de Louis, le médiateur entre l'Empire et l'Église. Cf. lettre de Marino dans Bongars, t. II, pp. 307 et suiv., Muller, t. I, p. 103. Il faut noter que Louis de Bavière avait en 1314 épousé Marguerite de Hollande, fille du comte Guillaume de



chant l'occasion d'y asseoir cette domination que treute ans auparavant du Bois rêvait pour Philippe le Bel et qui hantera désormais l'imagination de ses successeurs.

Villani, qui en plusieurs endroits rapporte, en des termes peut-être exagérés, les demandes adressées au Pape par Philippe de Valois en vue d'obtenir pour son frère Charles I la couronne d'Italie, se fait en même temps l'écho de bruits analogues qui circulaient alors en ce qui concernait le royaume d'Arles; évidemment cette affaire tenait une large place dans les diverses propositions qui s'échangeaient entre eux les potentats de cette époque afin de tirer parti de la descendance de l'Empire. Une seule de ces combinaisons nous est connue d'une manière précise : elle paraît due, encore une fois, à la seconde imagination de Jean de Bohême.

Jean n'avait pas abandonné l'idée maîtresse qui déjà l'avait inspiré au temps de Charles le Bel : elle consistait à acheter, par l'abandon du royaume d'Arles à la France, le droit de prendre l'Empire pour lui-même ou pour un des siens. Vers la fin de l'année 1331, Jean était rendu en hâte à la cour de France, avec laquelle il entretenait des relations suivies à peine troublées par de passagers nuages : le moment lui paraît propice pour resserrer son union avec Philippe VI, et est alors que les deux souverains convièrent du mariage de Jean, duc de Normandie, le futur roi de France, avec Bonne, seconde fille du roi de Bohême. En même temps, réunis à Fontainebleau en janvier 1332, ils y concluaient un traité d'alliance dont une clause capitale laisse voir les secrètes ambitions de la maison de Luxembourg. Jean garantit au roi de France l'intégrité de ses possessions pour le cas où soit lui-même, soit son fils Charles, réussiraient à se faire élire roi des Romains<sup>1</sup>. Ainsi renonce-t-il éventuellement à toutes les revendications qu'avait suscitées de sa part de l'Empire la politique suivie par

1 De par la même J<sup>e</sup> & l'evê à Fadenmühlava tiende del Reame d'Arie et Vienne par la dicte & de ce vis volen la signoria per Messer Carlotto suo fratello & l'evê X. c. 194. Voyez encore le texte de Villartou les négociations pour un tréve par Jean de Hollander à Avignon en novembre 1333 le roi de France surcilloit ches a fedro attribuer a lui. enfin ou a son frere, le comte d'Alphonse X. c. 20. & ainsi revient en deux es messages sur celle dicte que Philippe de Valois veut avoir tout a sa païeure d'Aries en compaignie se soient bien convenus que les deins de acceptation fura nés le poich que des rois de France & d'Ar X. c. 61.

2. *Agenda Imperii*, actes de Jean de Bohême, n° 400, actes de Louis de Bavière (Abkündigungum cartularum, n° 525).

Philippe le Hardi, et Philippe le Bel ; ainsi s'annexèrent-ils le droit de protester contre l'annexion de la Comté de Lyon et de Viviers, pour se faire élire empereur, grâce à l'appui du roi de France Jean de Bohême ne craint pas de faire les concessions que son père Henri V l'avait toujours refusées à Philippe le Bel.

Ces concessions n'étaient cependant pas assez étendues pour satisfaire le roi de France, la garantie générale qu'il obtenait ne consacrait en effet, que les annexions du passé, elle n'autorisait pas Philippe VI à saisir en bloc le royaume d'Arles et de Vienne. Toutefois, dès le début de l'année 1332 pour gagner plus sûrement la faveur du roi de France Jean propose un plan plus complet qui ne peut consacrer qu'à la fin de la même année, cette fois le royaume d'Arles doit être assuré en entier à Philippe de Valois. Il importe de raconter l'histoire de ce se complot.

L'aventureux roi de Bohême était alors engagé dans une entreprise difficile. Vers les derniers jours de l'année 1330, il s'était présenté en Italie pour s'y faire un royaume à la faveur de l'anarchie universelle ; sachant que besoin de paix et de sécurité travaillant depuis longtemps les peuples de Lombardie et d'Emilie les des espoirs de leurs seigneurs, il se flattait d'y donner satisfaction en faisant accepter son autorité dans ces régions, aussi réaliserait-il à son profit, le plan conçu dès 1317 dans le rapport où les ambassadeurs chargés par Jean XXII d'essayer la pacification de la Lombardie avaient déclaré que le meilleur moyen (telle était d'ailleurs l'opinion générale dans le pays) serait de la constituer en royaume héréditaire<sup>1</sup>. Au début, l'entreprise de Jean de Bohême parut couronnée de succès, reçue avec enthousiasme par le peuple et les lords, puis à ses vœux naissent de bon nombre des villes importantes de la Lombardie dont l'entour les villes d'Emilie suivirent l'exemple, de toutes parts, sans distinction de partis, on se soumettait au fils de Henri de Luxembourg. Malheureusement cette période de triomphe ne devait pas durer l'entreprise de Jean qui voulait s'établir au dessus des partis sans s'efforcer à aucun, résulta trop d'interdits pour ne point provoquer une

<sup>1</sup> Tous les documents n° 13 dans les archives publiées par Froger. Cette pensée du royaume de Lombardie avait été eue par Nicolas III ; voir plan annexé, p. 228. Outre les ambassadeurs envoyés à Jean de Bohême, on peut constater sur cette question d'Italie, son voyage en cours de publication de W. H. Ky *Geographie Kaiser Karls V. neuchâtel 2e éd. (Lombardie, 1880 et 1881), t. I, pp. 30 et 31.*

cos action générale destinée à débarrasser le pays de l'importun étranger. Le noyau de cette coalition est constitué dès le mois d'août 1331; mais c'est seulement en septembre 1332 que se forme définitivement la ligue de Ferrare, où se rencontrent les seigneurs de Lombardie, Este, Visconti, Gonzague, Scala, donnant la main aux Guelfes de Florence et bientôt après au roi Robert de Naples. Tous ceux qui exploitaient l'Italie, à quelque faction qu'ils appartenissent, s'unissaient pour sauver le champ qu'ils entendaient réserver à leur action.

Le légat du Saint-Siège en Italie (c'était le cardinal Bernard du Poujet) s'était d'abord maintenu dans une extrême réserve vis à vis du roi de Bohême. Cependant, quand s'accusa le succès de Jean, le cardinal se décida à se rapprocher de lui, dès 1331, il lui permit d'occuper des villes d'Emilie (Parma, Reggio, Modène) qui relevaient du Saint-Siège, tout en réservant le droit analogue conféré au roi de France par un traité antérieur pour le cas où il plairait à Philippe de Valois d'en user<sup>1</sup>. En 1332, le Saint-Siège se trouve à peu près la seule puissance italienne qui s'abstienne de prendre part à la ligue de Ferrare; aussi l'opinion se répand en Italie que Jean XXII est l'auxiliaire secret du roi de Bohême. On ne se trompait guère, car au mois de novembre de la même année, après bien des hésitations, ce prince fut autorisé à venir à Avignon; il s'y présenta hardiment appuyé par le roi de France, et il y passa dix jours en négociations secrètes avec Jean XXII. Peut-être n'est-il pas impossible d'en déduire les conclusions.

Considérons en effet les aspirations des principaux personnages engagés dans les affaires de l'Empire. L'intérêt du Pape est de mettre un terme, le plus promptement possible, au règne de Louis de Bavière, et d'arrêter ainsi la persécution que ce prince dirige contre la partie fidèle de l'Eglise d'Allemagne ainsi que le schisme qu'il ne cesse d'y encourager. En outre, le Pape voudrait pacifier l'Italie et y assurer l'indépendance de l'Eglise romaine, aussi le royaume de Lombardie que Jean de Bohême est en voie de créer, répond à ses vœux les plus intimes, car en même temps que le succès du roi Jean débarrasserait le Pape du royaume des dynasties gibelines si dangereuses à l'Eglise dans le Nord de l'Italie, la constitution de la

<sup>1</sup> Voir la convention citée plus haut, p. 304.

royauté nouvelle établirait un pouvoir assez fort pour faire équilibre au royaume angevin qui dominait l'Italie méridionale. Le Pape a donc intérêt à soutenir le roi Jean, qui, réalisant son rêve, lui apparaît comme le protecteur de l'Eglise et le pacificateur de la Lombardie. Quel soit d'ailleurs si, à la faveur de l'organisation nouvelle de l'Italie Jean XXII ne se trouvera pas en mesure d'abandonner Avignon pour retourner à Rome, ou, comme il l'écrivait écrivait auparavant, « in Providencia a établi le siège de l'apostolat et affermi les fondements de l'Eglise ».

Tout naturellement, Jean de Bohême partageait les aspirations du Pape. La chute de Louis de Bavière lui ouvrait la perspective de faire arriver à l'Empire quelqu'un des siens, et d'autre part rien ne pouvait lui être plus utile que l'appui du Saint-Siège dans ses affaires d'Italie, qui devenaient de jour en jour plus difficiles pour lui.

Quant au roi de France, l'intérêt qu'il trouvait dans ces questions était toujours le même : le fait de se faire payer par la cession du royaume d'Arles l'appui qu'il donnait à la nomination d'un empereur opposé à la maison de Luxembourg.

Ainsi le Pape et les rois de Bohême et de France se trouvent poussés vers une même maison dont voici les termes principaux :

Si violence que soit la lutte qu'il soutient contre la Papauté, Louis de Bavière a montré et montre encore le désir de se réconcilier avec l'Eglise, même au prix de son titre impérial qu'il abdiquerait. Il faut donc s'emparer de ces vérités d'abord pour en tirer parti, et procéder à l'élection d'un empereur, qui sera choisi parmi les parents ou les alliés de Jean de Luxembourg. En revanche, la roi de France obtiendra du nouveau souverain le royaume d'Arles et de Vénétie, mais d'autre part il laissera le champ libre au roi de Bohême pour qu'il établisse un royaume ou une principauté héréditaire dans le Nord de l'Italie. Ainsi du même coup le règne de Louis de Bavière prendra fin et l'équilibre s'établira en Italie. Ce double résultat n'est pas pour déplaire à Jean XXII, encore qu'il lui faille l'acheter au prix d'un grand ssement de la France. Dans la série des Papes un

1. Lettre du 10 juin 1327. Voir les citations publiées par M. Peyer n° 216. Ces écrits montrent que Jean XXII fut toujours pénétré de la nécessité où se trouvait le pape de retourner à Rome : die Politik des Papstes Johannes XXII dann sein Abkehrung von Avignon, in *Abhandlungen* (Luzern), t. XVII 3 partie, p. 303.



ce temps, il est le Pontife le mieux disposé à accepter cet agrandissement il.

Tels sont les grands traits du plan qui fut adopté par le Pape, le roi de France et Jean de Luxembourg à la fin de 1332 après les conférences multiples du roi de Bohême avec Philippe de Valois et Jean XXII. Ainsi s'explique le vif intérêt que le roi de France prit au résultat du voyage de Jean de Bohême à Avignon, ainsi s'explique aussi ce fait que les rois de France et de Bohême appuient vers la même époque les démarches tentées par le Barrois pour obtenir du Saint-Siège sa réconciliation — il faut entretenir Louis de Bavière dans l'intention de rentrer en grâce avec l'Eglise, ce qui, indirectement, revient à le pousser à l'abdication qui sera une condition de cette réconciliation<sup>1</sup>.

Cependant l'harmonie faillit se rompre entre les contractants. Vers le commencement de l'année 1333, Philippe de Valois a été mis au courant des détails de la convention conclue à Avignon entre le Pape et le roi de Bohême au mois de novembre 1332, il en exprime tout son mécontentement : on est allé trop loin, on a dépassé ses intentions, on aurait dû se limiter le traité à son approbation<sup>2</sup>. Aussitôt Jean XXII met tout en œuvre pour apaiser la colère du roi, supplie la reine de calmer le courroux de son époux, s'excuse du mieux qu'il peut et déclare que le traité passé avec le roi de Bohême est « une exécution si utile qu'il y a grande chance de le voir rester lettre morte ».

Quelle était la cause du mécontentement de Philippe de Valois? Peut-être les douces que lui faisait concevoir la courtoisie de Jean de Bohême, soupçonné de se tailler une part trop belle en Italie : mais surtout, au moins nous en avons la preuve par une lettre de Jean XXII) la crainte que le Pape ne profitât de la création d'un nouvel ordre de

1. Il est possible que, dans une première phase, ce projet ait été présenté d'une manière plus acceptable pour Louis de Bavière. M. C. Müller a publié en appendice au premier volume de son ouvrage souvent cité (pp. 324 et 325) un mémoire inédit adressé en 1331 au Pape par le roi Robert de Naples et ses alliés pour combiner le projet de Jean de Bohême. Les auteurs du mémoire croient alors que Louis de Bavière renoncera seulement à l'Empire et demeurera roi d'Allemagne.

2. Voyez les documents cités en appendice de son mémoire par M. Wilhelm Preger dans les *Abhandlungen der Bayerischen Akademie*, III Classe, t. XV, 2<sup>e</sup> partie. Lettre du Pape au roi, 28 février 1333 : « le roi ne se troublerait pas si il considérait qu'il n'a droit sur aucun de ces royaumes, tant qu'il n'est pas en possession de son royaume » (p. 17). Du même jour lettre du Pape à la reine de France, *et regis portabat quidam*, n° 10.

choses dans la Péninsule pour retourner à Rome et échapper ainsi à Clément Luthien ou prétendant le titre de roi de France. En effet, le 26 février 1333, le jour même où Jean XXII essayait de s'escrimer auprès de Philippe et de le rassurer, il informait le roi par une seconde lettre qu'il avait abandonné pour le moment tout projet de retour à Rome sans doute le Pape, prévoyant que l'affermissement probable de l'influence de Jean de Bohême dans la Lombardie et dans l'ensemble républicain d'Italie, avait prématurément laissé deviner son dessein d'en profiter pour rendre au Saint-Siège sa place parmi les puissances italiennes. Philippe de Valois, qui tenait à conserver la position privilégiée que lui donnait le séjour des Papes à Avignon, demandait catégoriquement à Jean XXII de renoncer à son projet. Le Pape, trop lâche pour résister au roi de France, dut payer de l'assurance de ses desseins la lettre qu'il avait con mise en circulation par un trop de

Ce n'est pas seulement la lettre du Pape qui prouve que le mécontentement de Philippe de Valois s'envenimait plutôt à cet égard qu'à Jean de Bohême, un autre fait en complète la démonstration. À son retour d'Avignon, le roi Jean vint en France, Philippe lui donna la liberté d'y recruter, pour son expédition en Italie, de nombreux auxiliaires parmi la chevalerie française, toujours avide de lui aller au delà des Alpes, dans son armée prenant place des personnalités de haute importance, tels que le comte d'Armagnac ou le comte d'Eu « comte-jacque de France ». Évidemment, le roi n'a pas ou n'a plus d'objections sérieuses contre la politique que suit Jean de Bohême en Italie.

Maintenant que le Pape a abandonné son projet de retourner à Rome, le plan schématisé à l'Empire, dont l'initiateur apparaît au roi de Bohême, peut se développer librement. Après avoir traversé plusieurs places sur la succession desquelles nous sommes mal informés, il prend figure dans des instruments qui datent des derniers mois de l'année 1333. Alors, Louis de Bavière se déclare prêt à renoncer à ses prétentions des Romains et d'empereur, pourvu qu'il obtienne le du Pape

1. Éclairci par M. P. n° 63. Une autre lettre du même jour annonce au roi que le Pape a donné congé aux ambassadeurs de Louis de Bavière qu'il pu par l'envoi de ses pouvoirs au duc de Bourgogne. (Lett. n° 23, cf. Heydreich, III, p. 23.)

2. V. l'ill. à 1, que le roi Jean donna avec lui plus de 500 chevaliers originaires de Flandre, de Bourgogne et de la vallée du Rhône. (Lett. X, c. 213 et l'ill. Gerou, V. Bismarck, 1884, p. 24.)

la solution. La renonciation sera faite, non pas au profit de Jean ou de son fils Charles, mais en faveur du duc Henri de Basse-Bavière, à la fois gendre du roi de Bohême et cousin de Louis : cette disposition sauvegardant dans une certaine mesure l'orgueil de la maison de Bavière, en même temps que le plaçant sur le trône un empereur dévoué aux Luxembourgs. A l'avance Henri promet paix et amitié à Philippe de Valois, il respectera les frontières de la France telles qu'elles sont actuellement fixées, en cas d'attaque, il défendra le roi de France et ses successeurs dès qu'il en sera requis. Philippe déposé et l'empereur vraisemblablement victorieux des sommes importantes pour assurer le succès de la candidature de Henri de Bavière, le futur souverain, qui ne s'est pas consenti à grever ainsi à son profit les finances d'un royaume au profit de l'Empire (on voit les prétentions de Jean sans terre et de Henri VI<sup>1</sup>), assure l'obligation d'indemniser la France en lui engageant, outre l'évêché de Cambray, les terres bornées par le Rhone, la Saône, les Alpes, la Lorraine et la mer, en d'autres termes le royaume d'Arles, y compris les domaines de la marine du Saint-Empire dans tous ces pays le roi de France pourra exercer les droits seigneuriaux, jusqu'au jour qui sans doute ne viendra jamais, où le César impérial rachètera ce gage en remboursant à la France 300 000 marcs d'argent fin. Toutes sont les conditions qu'accepte Henri de Bavière à Francfort, le 7 décembre 1313, et qu'il s'engage à faire accepter des électeurs<sup>2</sup>.

1. Voici sur les négociations de l'été de l'année 1313 quelques renseignements tirés des documents.

Rottenburg, 13 novembre 1313. Le duc Rodolphe de Saxe, grand maréchal de l'Empire déclare que si Louis ne conserve pas l'autorité impériale, lui-même donnera sa voix à Henri de Bavière. Cf. Schmidt, *Ständekönig Österreich-Geschichte*, 1<sup>re</sup> partie (Göttingen et Hanovre, 1908), p. 342, n<sup>o</sup> 35.

Le 19 novembre, le duc Henri avait déjà dans les mains le vœu de renonciation de Louis de Bavière : cette lettre est malheureusement perdue.

À la commencement de décembre se rencontrent à Francfort Louis de Bavière, le duc Henri de Basse-Bavière, le duc Rodolphe de Saxe et le roi Jean de Bohême. Le roi de Bohême par deux lettres du 6 décembre 1313, s'y engage à soutenir Louis de Bavière et même à l'appuyer contre le Pape, si le Pape n'ose conformer pas à la combinaison adoptée, et en même temps à faire que son gendre Henri de Basse-Bavière soit élu à l'Empire. De son côté les électeurs ont pris envers Louis le serment, Henri de Basse-Bavière assure aux électeurs d'indemniser Louis et la maison de Bavière. On voit que les intérêts qui sont proches de la personne de Louis s'efforcent de lui assurer une indemnité. Voyez les lettres du roi de Bohême dans l'ouvrage de Friedrich von Weech, *Kaiser Ludwig der Bayer und König Johann von Böhmen* (Munich, 1840), p. 119, le duc de Louis de Bavière



de l'un en assez mauvais termes : peu après, le Pape refuse à l'uni-verse. Valoit de se procurer à un expédient qui permettrait de transférer sur le siège archiepiscopal de Mayence l'évêque de Laëge, Adolphe de la Mark, tout dévoué au roi de France et soumis ainsi à l'influence directe de la cour de Paris le plus important des électeurs ecclésiastiques<sup>1</sup>. Sans doute à cette époque Jean XXII ne croit plus guère au succès du plan du roi de Bohême; en effet, ce prince, trop faible pour résister à la agte italienne, en est réduit à abandonner la Lombardie, si bien que tout espoir est perdu de réunir la partie la plus importante aux yeux du Pape la proposition adoptée en 1332. Il n'est plus permis d'espérer la constitution de ce royaume de Lombardie : il ne peut être une pièce qui rende à nos lieux de l'équilibre italien. Des lors le plan de Jean de Bohême se trouve pour Jean XXII dépourvu de son principal motif.

Mais ce motif ne se fût pas à rendre compte de l'échec auquel aboutit l'entreprise les rois de France et de Bohême; d'autres faits en fournissent la raison décisive. Le plan ne pouvait réussir qu'autant que Louis de Bavière se résoudrait à abdiquer, c'était à un sacrifice d'honneur dont les circonstances seules offraient la possibilité. Mais, si l'on se rappelle que Louis est en éprouve quelques répugnances à renoncer à la couronne et de consacrer l'arce par lequel il allait lui-même se voir sa propre déchéance. Or le projet des rois de France et de Bohême rencontrait en Europe des adversaires déterminés qui furent assez habiles pour exploiter ces hésitations à venir avec la tâche n'était pas difficile et pour amener Louis de Bavière à se résigner de sa promesse d'abdiquer, si la il est qu'il en eût pris l'engagement. Les intérêts de cette évolution furent avant tout le roi Robert de Naples, et avec lui le cardinal Niccolò Orsini et les rebelles franciscains.

Pour des raisons multiples, Robert était l'ennemi naturel de l'entreprise de Jean de Bohême. En elle, au le plan du roi Jean en

<sup>1</sup> Brecon, *ibid.*, t. I, p. 100. — Anjou, *ibid.*, n° 15. Lettre du 13 septembre 1335. Le roi de France avait proposé que la cour transférée à Laon l'archevêque Henri de Vireloup, nommé à Mayence mais qui avait pu s'y faire reconnaître ou adjoindre la Jean de Luxembourg, archevêque de Trèves, soutenu par Louis de Bavière, avant malgré le Pape, joint à l'administration de son évêché celle de l'archevêché de Mayence. Pour un autre administrateur aussi les évêques de Spire et de Worms, on devint l'influence qu'il s'était acquise dans les pays rhénans. Cf. Muller, *ibid.*, p. 100 et ss.

<sup>2</sup> Brecon, *ibid.*, t. I, p. 100 et ss.

réussi, c'en était fait de l'hégémonie de l'Italie que la maison d'Anjou ambitionnait depuis si longtemps. Le royaume de Jean de Bohême au Nord y avait contrebalancé le royaume angevin au Sud. En outre, Robert était comte de Provence et de Forcalquier : or ces domaines se trouvaient englobés dans le royaume d'Arles, désormais attribué aux Capétiens de France, qui seraient pour les comtes de Provence des souverains infiniment plus gênants que les empereurs. La combinaison projetée avait donc pour effet de donner au roi de Sicile un rival dangereux en Italie et un maître redoutable sur ses côtes de la Méditerranée. Robert avait tout à y perdre et rien à y gagner. Un mémoire qu'il présenta au Pape en 1334 pour combattre cette combinaison montra qu'il était sur ce point ses sentiments et ceux de ses alliés Guelfes<sup>1</sup> : on y exprimait des plaintes très vives de ce que le roi de Bohême, envahisseur des domaines de l'Eglise, soit choisi pour devenir le roi d'une partie de l'Italie<sup>2</sup>. Comme il est notoire que la France approuve ce projet, le rédacteur du mémoire déplore hautement que les forces romaines par le roi Philippe en vue de la croisade contre les infidèles puissent être employées à secourir les mauvais desseins de Jean de Luxembourg, et que « le glaive destiné à la perle des Sarrazins doive servir à la désolation d'un pays chrétien ». Visiblement les Guelfes et Robert appréhendaient que les rois de France et de Bohême ne réalisent par la force des armes l'organisation nouvelle qu'ils se proposent de donner à l'Italie : aussi, reproduisant leur vieille politique, ils affectaient un zèle exagéré pour les intérêts de l'Eglise et semblaient, par l'expression de leurs sentiments, faire honneur au Pape de sa malice et de sa bêtise.

En même temps les ennemis de Jean XXII exploient contre lui les erreurs de doctrine qu'on l'accusait d'avoir commises dans des discours prononcés au cours de l'hiver 1321-1322 : il avait été dit par exemple que les âmes des élus ne passeront qu'après la résurrection générale le bonheur parfait qui résulte de la vision de Dieu. La doc-

1. Ce mémoire a été publié par G. Milner, en appendice du IV<sup>e</sup> volume de son ouvrage déjà cité, pp. 384 et ss.

2. Ex parte regis Bohemie predictum ejus generum Henrici de Baviere habent sua iudicia, quia idem rex Bohemie collegas suos (les membres de la ligue italienne) noscitur lesse... nos minus idem rex terrarum et iurium dicti ecclesie conveniatur occupare. Unde et mirari nunc ceteris compelluntur pariter et turbati se quod et dicunt quod debent pariter rex in Italia parte certa.

sur grand émoi des théologiens et de tous ceux qui étaient attachés à la réputation du Pape, grand allié dans le camp de Michel de Césène et des Trévissains qui l'ont suivi dans sa révolte : ils ont une occasion excellente de renouer contre le Pape leurs accusations d'hérésie et de donner ainsi un nouvel aliment à leur violence polémique, d'autant plus que les savants prennent part à la lutte et que l'Université de Paris se prononce contre l'enseignement de Jean XXII. L'émotion est si vive qu'elle finit par se répandre d'un bout du royaume à l'autre et que les colonnes de la vérité doivent s'ébranler et que l'Antéchrist et ses Apôtres réussiront à ruiner l'Eglise du Christ !

Ainsi se forme contre Jean XXII, déjà menacé par une formidable opposition politique, une opposition théologique non moins vigoureuse. Les deux courants coulent parallèles, se rencontrent comme déjà s'étaient rencontrés, sous le même règne, Louis de Bavière et les partisans de Michel de Césène. Ils finissent par se réunir pour des raisons que l'on ne peut se le dissimuler. Mais non Orsin, que Jean XXII avait profondément blessé en renonçant, pour composer avec le roi Robert, à la poursuite de son oncle le siège de la Papauté, et qui s'était alié avec le roi Robert et sans doute aussi avec quelques-uns des chefs des ligues d'assises du Nord de l'Italie, au moins avec la faction della Secchia, puis, en juin 1331, par l'intermédiaire d'un franciscain, le frère Gauthier, il s'adresse à Louis de Bavière pour lui proposer de porter sa cause devant un concile général, qui pourrait aussi connaître du crime d'hérésie imputé au Pape. En attendant, il l'invite à faire sa paix avec le roi Robert, comme lui très favorable aux doctrines des franciscains révoqués et très hostile à celles de Jean XXII, l'union de l'empereur et du roi de Sicile leur permettent de triompher de toutes les difficultés. Ainsi Orsin travaille à neutraliser les effets de la politique de Jean XXII en Italie par la formation d'une ligue de ses ennemis sécularisés, de prendre place à côté des Guelfes, leurs adversaires traditionnels. Comme jadis Nicolas III, comme plus récemment, sous Clément V, le cardinal Stefaneschi Gaston, vint en France pour l'Orsin entreprendre de résister contre la France la coalition de l'empereur et du roi d'Arles.

1. Johannes Victor, éd. Bohmer. *Annales*, t. I, p. 386. (Antiquaire Guelf de Hanovre) (du nom de la Société de l'histoire de France), t. II, pp. 131 et 132.

son d'Anjou, des trébuches et des Guelins<sup>1</sup>. Cette hostilité des parties extrêmes, qui se rencontrèrent encore une fois pour combattre le Pape, n'est pas, ce me semble, sans justifier la conduite de Jean XXII au moins sans attester que dans les affaires italiennes, qui l'intéressaient au premier chef, il a tantôt se placer en dehors et au dessus des parties.

Comme on pouvait le prévoir, Louis de Bavière ne laisse point tomber l'ouverture que lui adressait le cardinal Orsini, consacré par Michel de Césène et des hérésiarques franciscains, il accepte avec empressement l'idée du concile, se déclare prêt à se réconcilier avec les Angevins et le roi Robert veut reconnaître sa souveraineté et répond au cardinal de façon à provoquer de sa part de nouvelles communications. Orsini, de son côté, ne tarde pas à préciser les lignes de la politique qu'il voudrait faire adopter à l'empereur, entre la préparation du concile et la conclusion d'une bonne paix entre Louis de Bavière et le roi Robert de Naples, Louis écrit au roi de France pour démentir le bruit qui court de son abdication, en même temps il se met en la main du roi de Bohême et de son gendre Henri de Bavière qui se flattent de se contraindre à l'abdication : fût-ce par la force des armes<sup>2</sup>.

C'est la ruine de la combinaison acceptée par les rois de France et de Bohême. Louis de Bavière se refusant à renoncer, son cousin

1 Sur ces négociations la source principale d'informations est le rapport du frère Chaillet (du 20 juin 13) n. regis : Michel de Césène : « Reverende quod dominus Imperator accepit à me litteras Joannis Napolitani cardinalis quas mittimus domino Reverendo in Raynham de Luxemburg, prelo regis de Treves, archieps de Jean de Babine) et ne respondeat specialiter mitti nos in Treverum et me de quibus expedire ut clarificetur et non via videretur ad curiam ut non valuerit, non tamen continetur quibus sigillavit, non forma sub manu patuit, et appellacionem Bonifacii copiam fecit, quod valde sibi placeat Mitti abbas vobis litteras cardinalis sigillatas ut personis vobis mittere in Balam et abbas que videbitur pro honore imperii. » Lesupplément Napoléonien de la Bibliothèque de la ville de Paris, tome 1, page 110. Le rapport ajoute que si le cardinal ne se refusait à convoquer un concile, Napoléon devraacher d'en détacher quelques-uns grâce au concours de l'empereur. Mais la version de tout évangéliste du langage de ce texte a été en fait n'importe par quelle : des Arignou, p. 1, des fragments en avaient été imprimés dans Raynham, 134 p. 2.

2 « Quod in peris scribit reg Francus quod falsum sunt que dicuntur quod per in ventor vult renunciare quod est falsum et a regis Romanis et a duci Romanis, quod non conciliet eis, quia dixerunt quod egerunt cum proceribus imperatorum et eorum. » Voir les autres points dans Eulen, op. cit. et dans Raynham, 133, n. 33.



Henri ne pourrait courir la couronne impériale, dont Henri ne serait pas en mesure de doter niager la France par la cession du royaume d'Arles. Quant au royaume de Jean de Bohême en Italie, le sort des armes etait d'ja chargé d'en détruire les fondements encore mal assisés.

Louis de Bavière fit bon accueil au moins à l'une des propositions d'Édouard. Or, on sait qu'Édouard n'avait jamais voulu sincèrement renoncer à la couronne, sous prétexte que les circonstances eussent modifié ses décisions toujours chancelantes et qu'en dernier moment, il ait sans, avec empressement, occasion de détourner la coupe de ses lèvres. Il déclara soigneusement, dans une lettre adressée le 24 juillet 1331 aux villes de l'Empire, que jamais il n'avait songé à transmettre de son vivant l'Empire à un autre prince, tout ce qu'il avait projeté était, de concert avec les princes de l'Empire, de désigner à l'avance un successeur qui fût en mesure le prendre immédiatement après son décès la direction du gouvernement de l'Empire et d'épargner ainsi à l'Europe les malheurs des privautés d'un interrègne<sup>1</sup>. C'en était fin de l'avènement prochain de Henri de Bavière, et, par suite, de la cession du royaume d'Arles à la France. J'ai, Marguerite de Provence et après elle l'Empire, le bel événement opposés à la restauration du royaume d'Arles au profit des Capétiens d'Anjou, cette fois, la maison d'Anjou prenant sa revanche (comme elle l'avait fait en 1327), et par sa politique aussi habile que jalouse, et en trouvant ses espérances accomplies, ces de Philippe de Valois. Ainsi la création d'un royaume italien pour Charles d'Anjou et ses héritiers, enfants de la famille capétienne, n'eut d'autre effet que de retarder le développement de la royauté française dans l'Est et le Sud-Est de la Gaule.

IV. — POLITIQUE DU DAUPHIN HENRI III ET IL ASPIRE À LA CROIX  
D'ARLES ET LA REPOSE

Jean XXII ne survécut guère à l'échec du plan pour lequel les rois de France et le Pape ne avaient en vain son appui. Son successeur Benoît XII, élu dans les derniers jours de l'année 1334, se trouva, dès son avènement, en présence des exigences de la politique fran-

1. On a conservé la lettre adressée à la ville de Worms le 24 juillet 1331. *Bohmer, Fœderes*, p. 211.

cause. Philippe de Valois entend bien profiter de la situation où se débat Louis de Bavière pour se faire attribuer le royaume d'Arles, aussi ne désire-t-il nullement que le Baviérois se réconcilie avec la Papauté, à moins que ce ne soit par son entremise et aux conditions qu'il fixera. En attendant, ses ambassadeurs ne cessent d'insister auprès du nouveau Pontife pour obtenir de lui, en sa qualité d'administrateur de l'Empire vacant, non seulement le royaume d'Arles, qui est cette fois destiné à Jean duc de Normandie, fils aîné du roi de France et gendre du roi de Bohême, mais encore le vicariat de l'Empire en Italie, qui doit être attribué à Philippe lui-même<sup>1</sup>. Ainsi le chef des Capétiens de France, sans se laisser décourager par ses précédents échecs, prétend encore réaliser pour son compte non seulement ses vœux héréditaires de ses prédécesseurs sur la vallée du Rhône, mais encore celles des descendants de Charles d'Anjou sur l'Italie.

Il ne pouvait convenir à Benoît XII de se mettre, par ces concessions à la discrétion de Philippe de Valois. Aussi, la saint romier les négociations engagées par la France, le Pape se montra disposé à s'entendre uniquement avec Louis de Bavière, estimant qu'il n'y avait rien de plus utile sous d'heureux auspices, et il parvint à terminer la lutte qui, depuis si longtemps, divisait alors l'Europe chrétienne. Benoît XII ne se proposa pas seulement de réconcilier Louis de Bavière avec l'Eglise, il voulut, le réconcilier aussi avec le

1. Voir le témoignage de Mathieu de Neubourg, dans les *Fontes de Bohem.*, t. V, p. 206. Les manuscrits latins de Berlin 364 intitulé *Ulysses Chevalier. Chron. de divers temps historiques écrits sur le Rhynland*, p. 140 mentionne que saint Bonnet XII lui-même de Valois a chargé le duc de Bavière de l'archevêque de Reims de faire Clement V. de demander le royaume d'Arles pour le fils aîné du roi de France. Or nous savons que le duc de Bavière était à Avignon en mars 1335, peu de temps après l'élection de Benoît XII, il y était occupé aux affaires de la croiserie d'Haubert Breuille. *Traité de la vie du duc de Bavière*, en 1333. Quant à l'archevêque de Reims, il est alors mêlé aux négociations entre le cour d'Avignon et le cour de France, cf. *Raynaldi*, 1335, § 42 et suivants. Les missions dont il fut chargé dans ce sens ont été plus tard à l'usage placé avant qu'il ne fût cardinal, c'est-à-dire avant le mois de décembre 1335, ainsi il en fut désigné par son titre cardinalice. Il est bien probable qu'elle lui fut en 1335, peut-être archevêque de Rouen est-il un des prélats antérieurs à sa nomination dans l'année. 1335, § 6. Il est, par conséquent, à signaler un renseignement fourni par Villani, d'après lequel, en 1337, le roi de France avait demandé le royaume d'Arles, cette fois pour son frère Charles de France. La chose est certaine qu'au cours de cette année la diplomatie française ne cessait de pointer vers la cession du royaume d'Arles à un prince français.

roi Robert de Sicile, et d'ouvrir ainsi entre l'Empire et les Angevins l'alliance, ou tout au moins l'accord rêvé par ses prédécesseurs, c'est ainsi que reprenant des traditions qui remontent au temps de Nicolas III, le Pape seules s'efforça à établir le régime pontifical de l'Italie sur des principes qui n'entraîneront pas la prépondérance absolue des Guelfes.

Louis de Bavière est à ce moment fort irrité des récentes manœuvres par lesquelles Philippe de Valois, de concert avec Jean de Bohême, s'est efforcé de le débarrasser de lui-même, c'est pourquoi il s'empresse de répondre aux invitations envoyées par le Pape en lui envoyant un ambassadeur. Quatre mois après l'élection de Benoît XII (en avril 1335), le comte d'Oettingen se dirige vers Avignon pour y reprendre au nom de Louis de Bavière les négociations entreprises en vue de rendre la paix entre eux et l'Empire. Ce n'était pas d'ailleurs la seule mission du comte d'Oettingen. La cession du royaume d'Arles à la France était le point capital de toutes les combinaisons ourdies contre Louis de Bavière, pour y couper court, le comte d'Oettingen devait cheminer faisant, offrir ce royaume à l'un des seigneurs les plus puissants de la région des Alpes, il s'agissait de Humbert II, Dauphin de Viennois. Cette proposition heurtant le froit les aspirations de la cour de France; pour en comprendre la portée il importe de remonter de quelques années le cours de l'histoire des provinces du Sud-Est.

L'avènement de Humbert II, succédant, en juillet 1333, à son frère Guigues V<sup>e</sup>, avait profondément altéré les relations, à ce moment en crise, qui unissaient le Dauphiné à la France. Guigues appartenait à la maison royale par son mariage avec Isabelle de France, une étroite amitié le liait, comme on l'a vu, à ses parents de la famille capétienne, il avait combattu à côté du roi de France, à la bataille de Cassin, où l'avait enlevé de nombreux gentilshommes dans la liste desquels figuraient les noms les plus illustres du Dauphiné : ceux des Roussillon, des Grégoire, des Aynard, des Bardonnèche et des Saisonage<sup>1</sup>. Aussi Philippe de Valois lui avait donné la jouissance d'un hôtel, à Paris, sur la place de Grève, aussi à diverses reprises, le roi de France<sup>2</sup> s'était efforcé, à la vérité, sans

<sup>1</sup> Abbé Ul. Chevalier *Œuvres de documents inédits publiés dans le Bulletin de la Société de l'histoire de France* 3<sup>e</sup> série t. VI, pp. 296 et ss.

<sup>2</sup> Voir sur ce, *Histoire de Dauphiné*, t. I, p. 791 t. II p. 332 En 1331 ce fut Philippe de Valois qui vint, comme on le voit, d'Orléans pour la mort de Jean.

succès durable d'arrêter la guerre que se faisaient perpétuellement le Dauphin et le comte de Savoie<sup>1</sup>. Il avait toutefois évité de prendre part, contre le comte avec lequel il se, entretenait de bonnes relations si bien qu'Édouard de Savoie assabla à la table, dans les rangs de la victoire, à Casale, fort étonné sans doute d'y rencontrer auprès de lui son redoutable adversaire<sup>2</sup>. Ce qu'il nous importe en tous cas de constater, c'est que le roi arbitre naturel des querelles des seigneurs du Sud-Est, n'avait cessé de se comporter comme l'ami du Dauphin Guignes.

Il n'en fut plus ainsi lorsque le Dauphiné passa au pouvoir de Humbert II. Ce prince, dominé plutôt par les ennuis que par les joies, fut en quelque sorte, doublé d'une puerie vaniteuse, que par les conseils de la froide raison et de la prudence politiques. Trouvé, trop modeste et trop caute, appelé à remplir en Dauphiné, où il essayait, sans y réussir de jouer au souverain magnifique et magnanime, au surplus, par ses longs séjours à la cour de Naples, par son mariage avec Marie de Bourgogne, issue d'une illustre famille de Provence, par la sympathie dont l'entourait le roi, Robert<sup>3</sup>, le nouveau Dauphin se trouvait naturellement dévoué aux intérêts de la dynastie angevine, et par conséquent, très hostile à la reconnaissance du royaume d'Arles

comtes de Bourgogne, veuve de Philippe le Long, avait, quelques années après sa mort, la duchesse de Bourgogne, le Dauphin et le comte de Flandre. On verra plus tard que cette transaction se fit sans le parti du Dauphin.

2. Philippe de Valois, arbitre en 1318, après aux deux parties une trêve d'un an. À compter du 21 juin il avait envoyé comme arbitre deux évêques d'Alsace, le comte de Reims, et Guy de Châtillon qui étaient aussi pour mission de faire rendre la liberté à Robert de Bourgogne, comte d'Autriche frère du duc de Bourgogne. Il aux au roi auxiliaires du comte de Savoie la prisonnier par Guignes VIII en 1319. Les capitaines de Châtillon et de Savoie, p. 204-205. En 1326 Philippe de Valois, encore même aux côtés comme Arden et Guignes VIII le roi de France se fait représenter par deux évêques de Savoie, archevêque de Lyon, par le comte de Savoie et par le duc de Savoie de Savoie. (Gauthier, t. I, p. 38). Les frères de Louis qui lui succèdent, furent vaincus par la guerre qui donna le duc de Dauphin Guignes VIII au duc de la Perrière. En février 1333 on négociait encore sous l'influence du roi de France Valois, t. I, p. 215. Sur l'arbitrage de Philippe de Valois, en août 1330, voir le document conservé aux Archives nationales. J. 217 n° 4.

3. Arden, le 25 juillet 1312, le roi Robert avait donné 1000 livres d'or de revenu annuel à Humbert II, pour son mariage avec Marie de Bourgogne, comte de Savoie. (Gauthier, t. I, p. 38). Sur l'arbitrage de Philippe de Valois, en août 1330, voir le document conservé aux Archives nationales. J. 217 n° 4.

4. Gauthier, t. I, p. 38 et 39. Le comte Humbert mourut au château de Châtillon, près Paris, le 4 novembre 1313.

a profit de la maison de France. Si l'on est en croire Villani, lorsque en 1333 mourut la succession le Dauphin VIII le roi de Sicile aurait pressé Humbert de vendre précieusement sa possession de l'héritage de son frère et le conclure la paix avec le comte de Savoie, afin de mieux résister aux desseins de Philippe de Valois qui, vers cette époque, se flattait d'acquiescer, à bref délai, le royaume d'Aries, par l'effet des concessions que lui faisait espérer Henri de Hainaut<sup>1</sup>. En tous cas, l'avènement de Humbert qui réunissait au Dauphiné son domaine personnel du Faucigny, et quela venait Philippe de Valois, comme le roi ne cessait de convoiter la couronne de Viennois et n'entendant pas laisser le dauphin faire les manœuvres du Dauphin, il crut le moment venu de frapper un coup et s'assurant d'une position stratégique ont dépendant l'une des capitales de ce royaume.

Non loin de Lyon, sur des collines qui l'ombragent le Rhône, s'étend la ville de Vienne l'ancienne dans l'extension politique par les souvenirs de la capitale romaine par conséquent son origine aussi bien que par les traditions de l'histoire de la ville dont s'honore son église, par sa dignité de capitale d'un royaume qui a compté quelques jours de gloire de fin par les prétentions, fort mal justifiées d'ailleurs, de ses archevêques à la prééminence sur les sept provinces de la Gaule narbonnaise. Depuis l'effacement du royaume de Bourgogne-Vienne vient sous l'autorité de l'empereur des archiducs et à la réserve des rois suzerains de l'Empire réserve moins importante dans le fond que dans la forme, ce territoire avait été reconnu par diverses chartes d'immunité accordées à l'église de Vienne par ses évêques d'Occident. C'était l'archevêque qui, par lui-même ou par un clerc chargé de le représenter sous le nom de marshall de l'église, veillait à la sûreté de la ville contre les dangers extérieurs et les troubles intérieurs, c'était lui qui, par le juge de sa cour temporelle ou par son official, y exerçait la juridiction suprême, c'était lui qui constituait des hommes et des agents, et qui donnait la foi aux serres par l'apposition de son sceau, c'était la marque de ses offi-

<sup>1</sup> « Messer Umberto ha detto a uno Roberto, mais c'est une erreur d'édition. ... torato pinto pinto per d'ordine di Papa Giovanni a quel Re Roberto per ragione che l'era di Francia ne muoveva el Papa a volere il Reame di Vienne e d'Artois perche col conte di Savoia pareva di fare il Re di Francia signoreggiare esso ». Villani, *op. cit.* p. 223. — « ... l'union de la France avec l'Occident, hostile au roi de France est aussi déclinée par Mathieu de Beaumont. Cf. *Revue de l'histoire de France*, t. V, p. 216.

ciens qui considéraient la valeur égale aux mesures et aux poids; c'était de lui que les bourgeois tenaient leurs franchises municipales. On comprend qu'en 1311, lors du célèbre concile tenu à Vienne, ce soit l'archevêque qui ait rendu au Pape, pour la durée de l'assemblée, les emblèmes de la souveraineté temporelle sur la cité. À cette date Vienne, la « ville sainte », pouvait bien être considérée comme appartenant au domaine de l'Église, à vrai dire, la trace du pouvoir des empereurs ne subsistait que dans les archives du chapitre métropolitain.

Cependant, sous cette souveraineté des archevêques existait à Vienne un pouvoir inférieur, celui des comtes, qui, à l'époque dont nous nous occupons, appartenait en commun à l'église et au Dauphin<sup>1</sup>. La délimitation des droits qui étaient la propriété exclusive de l'archevêque, en sa qualité de souverain, et de ceux qu'en qualité de

1. La résume la situation de Vienne d'après les renseignements que m'a fournis la lecture des nombreux documents conservés aux Archives de la Chambre des Comptes du Dauphiné notamment des *libres capitulaires*. On pourra consulter avec avantage faite en 1900. Valtmanns (t. II, p. 23) on a publié un *capitulum* qui sont comprises les dispositions des *capitula* produites en faveur de la juridiction des comtes de Vienne. Il n'a pas reproduit le fragment qui contient les dispositions des *capitula* produites par l'archevêque d'après un *libre capitulaire* conservé aux Archives de l'Empire, Munich religieuses.

2. Les droits du Dauphin, comme comte de Vienne, étaient fondés notamment par l'acte de 1155, par lequel Bernard de Sibirggen a été élu comte Dauphin tous ses droits sur Vienne (Voir plus haut, p. 319 et la note à p. 319). Mais l'empereur les d'années impériales avaient offert la souveraineté à l'église de Vienne de plus, en 1159, l'archevêque de Salzbourg et les seigneurs de Habsbourg de Vienne, ont obtenu l'acte. Mais les archevêques étaient aussi considérés comme comtes de Vienne, notamment avec les Dauphins. Or, les d'années de Rodolphe II, roi de Hongrie, et des empereurs Conrad III, Frédéric I<sup>er</sup> et Frédéric II avaient délégué à l'église de Vienne les droits de souveraineté sur la ville d'où les *préceptes*, dont l'existence à mon avis, de l'archevêque à la haute justice. Vienne se trouvait donc soumise à deux pouvoirs, celui de l'archevêque, comme représentant des empereurs, roi de Hongrie et d'autres comtes des comtes, et l'archevêque avait pour mission le Dauphin; pouvoir mal défini, mais, en tout cas, inférieur. Pour affaiblir la situation de l'Église et se faire à son place une place plus étendue dans Vienne, les dauphins tendaient vers l'acquisition de pouvoir des comtes, opposant ainsi l'archevêque à l'archevêque représentant de l'Empire, la ville, en effet, une mission à développer les attributions de la juridiction à laquelle se étaient soumises, au détriment de celle où ils n'avaient aucune part. Telle est la première cause des tensions qu'ils soulevaient à Vienne dès le xiii<sup>e</sup> siècle et qui occupèrent une grande partie du xiv<sup>e</sup> siècle. Les Dauphins de la maison de France avaient, à ce moment, l'air d'être un *ex officio* par le *princeps* et leur confèrent des droits sur la ville d'où ils s'élevaient.

compte il devait partager avec le Dauphin était vague, et partant insaisissable. On peut seulement affirmer qu'en l'absence générale l'archevêque, qui réclame à bon droit pour lui seul la haute justice, consentait à laisser en sa lieue la basse justice et ses attributions qui l'accompagnaient d'ordinaire. En tous cas, à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, comme au commencement du xiv<sup>e</sup>, les droits des Dauphins à Vienne sont visiblement subordonnés à ceux de l'archevêque, qui, en droit comme en fait, est le véritable maître de la ville.

Ce régime, on le pense bien, ne pouvait durer sans de longues et interminables querelles et était un problème insoluble que de déterminer la limite des droits de l'Église et de ceux des comtes, d'autant plus que ces derniers ne devaient seules avoir pris à tâche de multiplier entre les différents seigneurs les occasions de conflits<sup>1</sup>. Aussi l'archevêque, chapitre, dauphin se livraient-ils des luttes sans fin sur la cause desquelles les documents produits par les diverses parties ne laissent le plus souvent qu'un pêle-mêle d'obscurité. Or ces querelles se débattaient sous le regard des rois de France qui depuis qu'ils étaient maîtres de Lyon, avaient sans cesse les yeux tournés sur Vienne. En effet cette ville, déjà importante par elle-même, l'était encore plus par sa situation géographique. Comme elle commandait, au point où elle se trouve, à la fois depuis l'antiquité le point de jonction de plusieurs routes importantes, en outre, était naturellement assignée aux nombreux voyageurs qui montaient ou descendaient la vallée du Rhône, elle était devenue le lieu de passage des envoyés des princes, des marchands, des moines, des pèlerins et des jongleurs qui ne cessaient de se longer ses rues étroites. On s'explique que, pour toutes ces raisons, Vienne semblât une conquête très désirable aux rois de France et à leurs agents. Déjà, à plusieurs reprises sous le règne des successeurs de Philippe le Bel, les bourgeois de Vienne, si on le prend ainsi qu'ils pussent être en théorie, avaient senti le poids de la main royale en diverses occasions où ils s'étaient trouvés en conflit avec l'administration française. En 1321, pour une cause qui nous échappe, ils avaient été frappés d'une lourde amende par le sénat de la Lyonnaise<sup>2</sup>. En 1328, comme ils s'étaient associés à

1. Voir les chapitres 8 et 9 de la *Chronique* sur le rôle des ligueurs, des bourgeois et l'opposition des Dauphins au roi.

2. Décembre 1321. La *Chronique* de *Marbrian* frappe par son silence et

une guerre d'usée par leur archevêque contre l'évêque de Mâcon<sup>1</sup>, Philippe de Valois, non content de faire occuper par le sénéchal de Lyon le château de Saint-Clair sur le territoire de Vienne ordonna à ses officiers d'arrêter dans tout le royaume les marchandises appartenant à des Viennois et interdit aux Lyonnais d'en retenir avec eux les rapports de commerce : par des signes très équivoques il voulait faire comprendre aux bourgeois qu'il ne tolérerait de leur part aucune opposition. La seule action de Philippe V pendant les premières années de son règne il entreteint avec le dauphin (uniques Viti des relations trop amicales pour presser l'adoption d'un projet déjà conçu par Charles le docteur qui consistait à s'emparer d'une position d'où il pût tenir en respect la ville de Vienne et le pays alentour<sup>2</sup>. Toutefois, à peine est-il informé de l'avènement de l'empereur Il qu'il ordonne à ses agents de reprendre ce projet.

La possibilité qu'il s'agissait d'occuper était assez naturellement indiquée. La ville de Vienne, assise sur la rive gauche du Rhône, communiquait par un pont avec un faubourg situé sur l'autre rive et connu sous le nom de Sainte-Colombe. Or ce faubourg avait suivi le sort de la ville et était comme elle soumis à l'autorité des archevêques : les habitants de Sainte-Colombe, comme ceux de Vienne, étaient tenus de se ranger en cas de guerre, sous l'étendard de l'Eglise dont la pièce caractéristique était l'hermine conservée jusqu'à nos jours dans les armes de la ville<sup>3</sup>. Occuper ce faubourg et s'y fortifier, tenir ainsi les clés du pont du Rhône, tel est le but que se propose Philippe le Viennois, il est fort bien que par la conquête de cette position il sera en fait maître de Vienne et pourra à son gré envahir les régions situées sur la rive gauche du Rhône.

Pour exécuter ce dessein l'administration royale était munie d'un expédient dont, en certaines occasions elle avait éprouvé l'efficacité. Les papes prenaient alors une large part à la désignation des

Un volume d'une centaine de six mille livres de tournois. Archives de l'évêque, Archives de Vienne.

1. Charvet, *Officiers de La Sainte Eglise de Vienne*, pp. 450 et ss.

2. Cf. Charvet, *Histoire de la Sainte Eglise de Vienne*, p. 467.

3. Cf. un document du 331, Archives de l'évêque-archevêque de Vienne. Cf. l'archevêque avait aussi, antérieurement à Charles d'Anjou, son héritier lui donnait le service militaire et militaire son héritier. Il était versé dans le service militaire.



évêques ; grâce à l'influence que la France exerçait sur Jean XXII et la cour d'Avignon, il n'était pas impossible au roi de faire nommer à Vienne un archevêque favorable à ses vues. Cet archevêque une fois maître du siège, il ne serait pas difficile de conclure avec lui pour Sainte-Colombe, au moins, sinon pour Vienne, une de ces associations connues sous le nom de parages, où le roi de France, qui en héberge n'est qu'un simple associé, prend en fait la part du lion ; si ces associations de ce genre sont interdites par le droit civil, la politique est bien gardée de les proscrire. C'était le projet que Charles le Bel avait failli réaliser avec le concours de l'archevêque Guillaume de Lagny<sup>1</sup>, mais la mission diplomatique confiée à ce prélat, puis la mort prématurée du roi avaient rompu les négociations. Philippe de Valois ne songe pas à recourir à un autre moyen ; c'est pourquoi il envoie au nouvel archevêque, Bertrand de la Chapelle, une mission composée de quatre personnages pris parmi les notables de son conseil<sup>2</sup> : deux d'entre eux au moins peuvent être signalés comme particulièrement versés dans la connaissance des affaires politiques de ces régions. Je veux parler de Guillaume Froto, le futur chancelier de France et de Guillelmus Chierrier, déjà chargé de représenter le roi dans une des nombreuses négociations qu'il avait eues avec la Savoie et le Dauphin<sup>3</sup>. Bien tôt l'archevêque accepte les propositions du roi, le 17 août 1333 (l'empereur Albert II était encore dans le royaume de Naples) fut arrêtée une convention qui peut être rattachée aux points suivants : le roi est associé aux droits de l'archevêque sur Sainte-Colombe, par suite il pourra y introduire des soldats et y élever des fortifications. Qu'on veuille bien se rappeler qu'au moment précis où il passe cette convention le roi de France se croit à la veille d'obtenir le transfert du royaume d'Arles grâce aux concessions que lui a promises Henri de Bavière, et l'on comprendra le double mobile auquel obéit la conduite de Philippe de Valois. Il se met en garde contre les

<sup>1</sup> Villonnois, t. II, p. 25. La lettre de l'archevêque de Lagny au roi de France est datée d'Avignon, 29 janvier 1331, qui mentionne ce projet, a été copiée par Villonnois, on la retrouve aux Archives de l'Isère, 15, 6.

<sup>2</sup> Raynoud Auguste : *Historia de regibus dauphinae*, Guillelmus Froto, Guillelmus Chierrier, et Guillelmus Chierrier, *Historia de regibus dauphinae*, 2. *Historia de regibus dauphinae*, 2. *Historia de regibus dauphinae*, 2.

<sup>3</sup> Cochinon, t. I, p. 38.

mauvaises dispositions de Humbert II au même temps qu'il avait, d'avance les portes de la cité qui sera bientôt ouverte à la domination française. Au surplus pour valoir cette convention d'un pré-texte de bien public, on prétendit (c'est peut-être pas été perdu) que la ville de Sainte-Colombe, devenue un repaire de voleurs, était un danger permanent pour les voyageurs qui solvaient le Rhône et qu'il était indispensable de faire cesser cet état de choses<sup>1</sup>. En-dessous on consentit d'y établir une ville neuve, dite « Ville Neuve-le-Roi », on serait institué des foires et des marchés en même temps qu'un siège où la justice serait rendue au nom du roi et de l'archevêque<sup>2</sup>. À l'ombre de cette convention, les gens du roi occupèrent Sainte-Colombe<sup>3</sup> et n'eurent rien de plus pressé que de bâtir une forte tour pour commander l'abord du pont et le cours du fleuve. C'était tout ce que voulait Philippe de Valois : tenu de la position qu'il occupait, il pouvait attendre les protestations qui ne manqueraient pas de se produire.

Le passage de 1333 faisait à un double point de vue les intérêts de chaque métropolitain de Vienne : garbier né du par rapport de l'Église, il ne se contentait pas d'assister à des opérations qui soient les prescriptions de la loi canonique sans bien que selon les termes du serment de l'archevêque, ne pouvaient être consommées sans son consentement, assemblée où de ainsi l'élément aristocratique, n'avait rien à gagner aux progrès d'une loi Bud-Isa d'un pouvoir ainsi hostile à la féodalité que l'était la royauté française. Toutefois, isolé, il se fut peut-être borné à une protestation platonique, mais il trouva un allié dans la personne du Dauphin, fort mal disposé à souffrir les empiétements du roi de France. Qu'on juge en effet, de l'irritation que dut éprouver l'orgueilleux Humbert quand, au cours de son règne, il se vit à la merci de la garnison française de Saluta-

<sup>1</sup> L'archevêque déclara que les agents du roi avaient saisi le chapitre d'Archeves le bailli et clercs de Vienne G. 7.

<sup>2</sup> Archives des lieux : Archevêché de Vienne. L. 14. La justice des habitants impériale du royaume et de l'église de Vienne. La paroisse était toutes les années, sous relations aux officiers et à la juridiction des seigneurs, aux foires, aux cycles, aux profits de justice qui proviennent de Sainte-Colombe.

<sup>3</sup> Dans une enquête faite en 1335, un témoin se rappelle que plus d'un centenaire ont supervisé les gens du roi prenant possession de Sainte-Colombe, et ce siège d'autorité, en renversèrent les portes. C'est à cette époque que fut bâtie la grande tour d'Archeves de Vienne, archevêché de Vienne G. 7.

Colombe. Nous pouvons deviner ses sentiments personnels, quant à ce qui de son entourage, ils nous sont connus par un manuscrit adressé vers ce temps au Dauphin par l'un de ses confidents intimes : « Ayez à cœur, y est-il dit, l'affaire de Sainte-Colombe, car elle vous cause un notable préjudice. En effet, les gens du roi étendent leurs ailes sur toute la ci. té de Vienne et au delà, en même temps qu'ils se sont emparés de la partie du pont du Rhône ! » On comprend donc que le Dauphin se soit fait l'auteur de la résistance et y ait encouragé le chapitre métropolitain.

L'opposition au roi de France se manifestait sous d'autres formes. Le chapitre fit une grosse querelle à l'archevêque, auquel il reprochait ouvertement sa faiblesse vis à vis de l'abbé de Valence<sup>2</sup>. Pour se défendre, le prêtre ne fut pas à court d'arguments. Sainte-Colombe est un peu de valeur, son prédécesseur Gu. avait eu de l'ambition dont prouvait une lettre<sup>3</sup>, avait accepté le principe du traité qu'il jugeait favorable à l'Eglise au surplus ni-moins il n'y avait donné son assentiment que sous la réserve du consentement du Pape<sup>4</sup>. Grâce à ce faux fuyon l'abbé de la Chapelle réussit à éviter les agitations et le prêtre garda sa sainte contrainte et force, il peut encore sous se contraindre trop ouvertement à jurer ses protestations à cause de soi.

1. Abbé G. Fabronius, *Quarta de documentis historicis-medietas sup. le Dauphin* in *Effluvia de la Societate de statistique de l'Europe*, 2<sup>e</sup> partie, t. V, p. 42.

2. L. 15 août 1336. Le chapitre résume l'insubordination de l'abbé de Valence par ces mots : « In certis dñi sermonibus quibus prout de nobis fecerunt non desistunt. » Archives de l'Isère, Archives de Vienne, 67.

3. Archives de l'Isère. Archevêché de Vienne, c. 6. Dans cette lettre adressée à Bertrand de la Chapelle son prédécesseur déclarant que les églises de France perdraient à perdre l'abbé de Valence, on trouve le mot : « quidam episcopus » qui est sans doute l'abbé de Valence, et on s'explique ainsi que l'abbé de Valence ait pu se vanter d'être un évêque. L. 15 août 1336. Archives de l'Isère, Archives de Vienne, 67.

4. En 1336, Bertrand rappelle cette réserve à son beaupère plusieurs évêques au lieu prout appartenant au roi. Archives de l'Isère, Archives de Vienne, 67. Les évêques de France de l'époque, se réunirent à l'archevêque dans les réserves de l'archevêque, pour signifier qu'elles ne pouvaient porter atteinte aux droits de la couronne, et qu'il était d'ailleurs (c'est-à-dire) « columba » et mandamentum pro seculis. Archives de l'Isère, Archives de Vienne, 67. Les évêques de France de l'époque, se réunirent à l'archevêque dans les réserves de l'archevêque, pour signifier qu'elles ne pouvaient porter atteinte aux droits de la couronne, et qu'il était d'ailleurs (c'est-à-dire) « columba » et mandamentum pro seculis. Archives de l'Isère, Archives de Vienne, 67.



Dans les premiers mois de l'année 1325, le conflit est encore à l'état aigu, entre le roi de France d'une part et d'autre part le comte de Flandre et le Dauphin Philipe de Savoie leur envoient des ambassadeurs pour les amener à accepter les faits accomplis, mais il ne peut y réussir, quoiqu'il soit offert les assurances d'amitié que prodiguent les délégués du roi, ils n'ont rien en retour que des protestations, à vrai dire bien motivées par les arguments juridiques formulés alors par les agents royaux. « Noto re chose est que de son droit royal, li roys puet prendre pour le bien publique et la defense de son royaume toutes choses que li plus, meisme nul estrins et froieres, en fissent competer au contraire. » On comprend que de telles affirmations n'aient pas été pour plaisir aux vassaux du roi de France, ni pour accélérer la marche des négociations ouvertes à raison de Sainte-Colombe, à la cour pontificale aussi bien qu'à Vienne et à la cour du Dauphin.

Tel on écrivait les propositions de Harbert quand il reçut la visite du comte Louis d'Arberg, qui venait de la part de Louis de Bavière, lui offrir la couronne de Vienne pour lui et ses héritiers. Rydman n'en vint point que Jure Naude le ce se démarque qui répondit très bien à ses secrètes aspirations. Malheureusement pour Harbert, dont l'état secul des choses polit juce, d'est été folie que d'accepter les propositions la Bavière.

D'abord l'offre d'un roi, non pas d'un empereur légitimement investi du pouvoir, mais d'un prétendant à l'Empire, qui non seulement n'avait jamais été reconnu par l'Eglise, mais se trouvait encore

1 Document du 24 mars 1955, publié par Vallboonag, I 1, pp. 767 et ss.

[illegible]

1. *Introduction* — 2. *Background* — 3. *Method* — 4. *Results* — 5. *Discussion* — 6. *Conclusion* — 7. *References* — 8. *Appendix* — 9. *Index* — 10. *Notes* — 11. *Tables* — 12. *Figures* — 13. *Supplementary Materials* — 14. *References* — 15. *Appendix* — 16. *Index* — 17. *Notes* — 18. *Tables* — 19. *Figures* — 20. *Supplementary Materials* — 21. *References* — 22. *Appendix* — 23. *Index* — 24. *Notes* — 25. *Tables* — 26. *Figures* — 27. *Supplementary Materials* — 28. *References* — 29. *Appendix* — 30. *Index* — 31. *Notes* — 32. *Tables* — 33. *Figures* — 34. *Supplementary Materials* — 35. *References* — 36. *Appendix* — 37. *Index* — 38. *Notes* — 39. *Tables* — 40. *Figures* — 41. *Supplementary Materials* — 42. *References* — 43. *Appendix* — 44. *Index* — 45. *Notes* — 46. *Tables* — 47. *Figures* — 48. *Supplementary Materials* — 49. *References* — 50. *Appendix* — 51. *Index* — 52. *Notes* — 53. *Tables* — 54. *Figures* — 55. *Supplementary Materials* — 56. *References* — 57. *Appendix* — 58. *Index* — 59. *Notes* — 60. *Tables* — 61. *Figures* — 62. *Supplementary Materials* — 63. *References* — 64. *Appendix* — 65. *Index* — 66. *Notes* — 67. *Tables* — 68. *Figures* — 69. *Supplementary Materials* — 70. *References* — 71. *Appendix* — 72. *Index* — 73. *Notes* — 74. *Tables* — 75. *Figures* — 76. *Supplementary Materials* — 77. *References* — 78. *Appendix* — 79. *Index* — 80. *Notes* — 81. *Tables* — 82. *Figures* — 83. *Supplementary Materials* — 84. *References* — 85. *Appendix* — 86. *Index* — 87. *Notes* — 88. *Tables* — 89. *Figures* — 90. *Supplementary Materials* — 91. *References* — 92. *Appendix* — 93. *Index* — 94. *Notes* — 95. *Tables* — 96. *Figures* — 97. *Supplementary Materials* — 98. *References* — 99. *Appendix* — 100. *Index* — 101. *Notes* — 102. *Tables* — 103. *Figures* — 104. *Supplementary Materials* — 105. *References* — 106. *Appendix* — 107. *Index* — 108. *Notes* — 109. *Tables* — 110. *Figures* — 111. *Supplementary Materials* — 112. *References* — 113. *Appendix* — 114. *Index* — 115. *Notes* — 116. *Tables* — 117. *Figures* — 118. *Supplementary Materials* — 119. *References* — 120. *Appendix* — 121. *Index* — 122. *Notes* — 123. *Tables* — 124. *Figures* — 125. *Supplementary Materials* — 126. *References* — 127. *Appendix* — 128. *Index* — 129. *Notes* — 130. *Tables* — 131. *Figures* — 132. *Supplementary Materials* — 133. *References* — 134. *Appendix* — 135. *Index* — 136. *Notes* — 137. *Tables* — 138. *Figures* — 139. *Supplementary Materials* — 140. *References* — 141. *Appendix* — 142. *Index* — 143. *Notes* — 144. *Tables* — 145. *Figures* — 146. *Supplementary Materials* — 147. *References* — 148. *Appendix* — 149. *Index* — 150. *Notes* — 151. *Tables* — 152. *Figures* — 153. *Supplementary Materials* — 154. *References* — 155. *Appendix* — 156. *Index* — 157. *Notes* — 158. *Tables* — 159. *Figures* — 160. *Supplementary Materials* — 161. *References* — 162. *Appendix* — 163. *Index* — 164. *Notes* — 165. *Tables* — 166. *Figures* — 167. *Supplementary Materials* — 168. *References* — 169. *Appendix* — 170. *Index* — 171. *Notes* — 172. *Tables* — 173. *Figures* — 174. *Supplementary Materials* — 175. *References* — 176. *Appendix* — 177. *Index* — 178. *Notes* — 179. *Tables* — 180. *Figures* — 181. *Supplementary Materials* — 182. *References* — 183. *Appendix* — 184. *Index* — 185. *Notes* — 186. *Tables* — 187. *Figures* — 188. *Supplementary Materials* — 189. *References* — 190. *Appendix* — 191. *Index* — 192. *Notes* — 193. *Tables* — 194. *Figures* — 195. *Supplementary Materials* — 196. *References* — 197. *Appendix* — 198. *Index* — 199. *Notes* — 200. *Tables* — 201. *Figures* — 202. *Supplementary Materials* — 203. *References* — 204. *Appendix* — 205. *Index* — 206. *Notes* — 207. *Tables* — 208. *Figures* — 209. *Supplementary Materials* — 210. *References* — 211. *Appendix* — 212. *Index* — 213. *Notes* — 214. *Tables* — 215. *Figures* — 216. *Supplementary Materials* — 217. *References* — 218. *Appendix* — 219. *Index* — 220. *Notes* — 221. *Tables* — 222. *Figures* — 223. *Supplementary Materials* — 224. *References* — 225. *Appendix* — 226. *Index* — 227. *Notes* — 228. *Tables* — 229. *Figures* — 230. *Supplementary Materials* — 231. *References* — 232. *Appendix* — 233. *Index* — 234. *Notes* — 235. *Tables* — 236. *Figures* — 237. *Supplementary Materials* — 238. *References* — 239. *Appendix* — 240. *Index* — 241. *Notes* — 242. *Tables* — 243. *Figures* — 244. *Supplementary Materials* — 245. *References* — 246. *Appendix* — 247. *Index* — 248. *Notes* — 249. *Tables* — 250. *Figures* — 251. *Supplementary Materials* — 252. *References* — 253. *Appendix* — 254. *Index* — 255. *Notes* — 256. *Tables* — 257. *Figures* — 258. *Supplementary Materials* — 259. *References* — 260. *Appendix* — 261. *Index* — 262. *Notes* — 263. *Tables* — 264. *Figures* — 265. *Supplementary Materials* — 266. *References* — 267. *Appendix* — 268. *Index* — 269. *Notes* — 270. *Tables* — 271. *Figures* — 272. *Supplementary Materials* — 273. *References* — 274. *Appendix* — 275. *Index* — 276. *Notes* — 277. *Tables* — 278. *Figures* — 279. *Supplementary Materials* — 280. *References* — 281. *Appendix* — 282. *Index* — 283. *Notes* — 284. *Tables* — 285. *Figures* — 286. *Supplementary Materials* — 287. *References* — 288. *Appendix* — 289. *Index* — 290. *Notes* — 291. *Tables* — 292. *Figures* — 293. *Supplementary Materials* — 294. *References* — 295. *Appendix* — 296. *Index* — 297. *Notes* — 298. *Tables* — 299. *Figures* — 300. *Supplementary Materials* — 301. *References* — 302. *Appendix* — 303. *Index* — 304. *Notes* — 305. *Tables* — 306. *Figures* — 307. *Supplementary Materials* — 308. *References* — 309. *Appendix* — 310. *Index* —

sous le coup de l'excommunication, et pressant pour le chef et le protecteur de tous les adversaires de la Papauté. Il ne convenait pas à Humbert, prince profondément religieux, de se ranger officiellement à la suite de Louis de Bavière et de recevoir de lui un titre dont l'Eglise consacrerait la légitimité, Humbert ne pouvant d'ailleurs s'exposer à entrer en une concerta avec son proche voisin le Pape d'Avignon dont l'influence était considérable dans ces régions. En second lieu, outre qu'il eût été difficile d'obtenir efficacement la soumission des principaux seigneurs du royaume d'Arles, en particulier celle du comte de Savoie, il n'y avait pas à se dissimuler que la proposition de Louis de Bavière était en ligne contre la France. L'ajout de ces projets de reconnaissance du royaume d'Arles dont le roi de France prétendait se faire payer le concours, qui il offrait à la maison de Bourgogne, et de ce partage de sa propre succession auquel on se trouvait son vivant, venaient à l'esprit de Louis de Bavière pour séparer les membres du royaume d'Arles, et au profit de quel ? d'un prince issu de la maison d'Anjou, l'un de ses vassaux de jalousie à l'endroit des Valois, et encore craint par le récent allié qu'il avait fait subir la défection en ne se joignant de Saint-Germain à la France. Visiblement, Louis de Bavière n'avait d'autre but que de porter un coup à la France et de faire une avance au roi Robert de Naples, peut-être voulait-il se montrer par anticipation prêt à entrer dans cette voie de l'alliance avec la maison d'Anjou qui venait d'être une des conditions mises par le saint Siège à sa reconnaissance !

Ainsi, de quelque façon qu'il en considérât la proposition présentée au comte d'Oettingen, Humbert eut dû être de graves inquiétudes au sujet de l'acceptation, risques éventuels de conflits avec l'Eglise, risque certain d'une guerre avec la France. Or, cette guerre, il n'était pas assez fort pour la soutenir. Il avait, comme nous l'avons vu, vendu quelque chose de son trône à Louis de Bavière : c'est en effet la solution à laquelle il se résigna. Par acte antérieur qu'il répondit à l'ambassadeur du Pape et qu'il ne pouvait accepter la couronne de Vienne, quoique les princes de Bavière ne se fussent pas entendus avec l'Eglise et n'auraient pu être couronnés par le Pape.

Cf. Huber, *op. cit.*, t. I, p. 10.

1. Acte publié par Valartensis, t. II, pp. 260 et ss. Cf. abbé Ul. Kieffer, *Historia sacra des erzbischofs des Bistums zu Speyer*, p. 114, n° 35.

Humbert ne se trompait point sur sa situation quand il sentait qu'il ne pouvait entrer en lutte avec la France. Le Dauphiné avait eu grand peine à résister à la Savoie. Humbert, qui en pareille circonstance n'eût pu compter sur un concours actif de la part de Robert de Naples, eût joué d'un seul coup ses chances tout entières s'il avait ouvert les hostilités contre le plus puissant monarque de l'Occident. Aussi, loin de lutter avec l'Empereur de France, il préféra s'entendre avec lui, la nécessité de cette entente se faisant sentir d'autant plus vivement que le Dauphin était possesseur, en Auvergne et en Normandie, de fiefs qui dépendaient de sa fille de au roi de France. C'est pourquoi, au cours de l'année 1145, Humbert se rendit à Paris, s'y rendit hommage pour les fiefs qu'il tenait en fief de France et consentit à abandonner ses réclamations concernant son vic-comté, en échange d'une rente annuelle de deux mille livres.

Humbert profita de ces circonstances favorables pour négocier, d'accord avec le roi de France, diverses questions qui l'intéressaient. Il obtint alors de conserver 19 mil des Filiois, sur la place de O. Il fut en outre autorisé régulièrement faire retour à la couronne après la mort de Guigues VIII<sup>e</sup>. Il maria à son tour, grâce à la bienveillance de Philippe le Valois, une de ses filles qui venait à son projet de mariage, arrêté le 19 août, entre son fils Valen, âgé de deux ans, et une princesse du sang royal, Blanche, fille de Jeanne et de l'empereur d'Allemagne, roi de Bohême, la mention plus tard devint la femme de Philippe de Valois<sup>2</sup>. Ainsi, pour quelque peu de chose, Humbert est devenu

[illegible]<sup>a</sup> A004133: Gelfand's formula  $e = \lim_{n \rightarrow \infty} (1 + 1/n)^n$ .

D. Vandenbroucke et al. IL 6 311

la politique d'entente avec la France, qu'avait été celle de son prédécesseur, Guigues VII.

V. — VICISSITUDES DE LA POLITIQUE DU DAUPHIN. NOUVEAUX PROJETS DE RESTAURATION DU ROYAUME DE VIENNE ET DE SAVOIE.

Cependant la mort du jeune fils de Humbert, qui suivit de peu sa réconciliation avec la France, contribua peut-être à modifier la ligne de conduite qu'il semblait résolu à adopter lors de son retour de Paris. Dès 1336, il semble bien que le Dauphin soit déjà revenu à une attitude très peu faite pour plaire à Philippe de Valois.

La succession de Jeanne, comtesse de Bourgogne, vint de Philippe le Long, avait soulevé de graves difficultés entre les trois princes qui avaient épousé les filles de cette princesse : je veux parler d'Edouard IV, duc de Bourgogne, de Louis I<sup>er</sup>, comte de Flandre, et du dauphin Guigues VIII. Dès l'année 1330, le Dauphin, pour défendre les droits de sa femme Isabelle de France, s'était ménagé des alliances parmi les membres de l'aristocratie comtoise toujours prêts à entrer en lutte contre l'influence française représentée maintenant par le duc Edouard qui se prétendait le souverain de la Comté comme marie de Jeanne, fille aînée de la fœve comtesse. En 1331, Philippe de Valois avait imposé aux rivaux du duc une transaction qui, moyennant certains avantages promis à la dauphine Isabelle, femme de Guigues VIII, et à la comtesse de Flandre, sa sœur, laissait la Comté à Jeanne et à son mari. Cette intervention du roi de France ne suffit pas à terminer la querelle, on vain s'efforça-t-il, en 1335, d'apaiser les dissensions renaissantes par un nouveau traité. En 1336, la guerre s'était rallumée entre le duc de Bourgogne d'une part, et d'autre part la veuve de Guigues VIII, renouée au sire de Faucogney, elle était appuyée par un grand nombre de mécontents de la Comté, au premier rang desquels figuraient Jean de Chalon, baron d'Arly, et le sire de Montfaucon, les bourgeois de Besançon s'étaient joints aux révoltés. La guerre, qui

Haussonne, *Histoire de Bourgogne*, t. II, p. 101.

§. Cf. Cléty, *États aux Chapitres de la Franche-Comté*, t. II, pp. 56 et sq., Gollat,



fut engloutie, tourna à l'avantage du Duc Rodolphe, après avoir pris le château de Chaussen et la ville de Salais, l'indigna une défaite cruelle aux troupes confédérées unies aux milices communales de Besançon. De nouveau, les barons durent subir l'intervention de Philippe VI qui, par un acte du 13 juillet 1337, leur infligea des conditions assez dures. Or, dès le même jour, les hostilités les confédérés avaient interrompu le secours du comte de Savoie<sup>1</sup> et vraisemblablement aussi celui du Dauphin qui était par tradition leur allié. Le comte de Savoie s'était bien gardé de les secourir, retenu sans doute par la fidélité qu'il gardait à l'antique alliance de sa maison avec les comtes de Bourgogne. Il n'en fut pas de même du duc de Hanovre, qui se trouvant à la fois le parent du baron d'Arlay<sup>2</sup> et l'allié du sire de Faucogney. Il leva un corps de troupes considérable et parut devant Châtenay le 1 août 1336<sup>3</sup>, à une époque où le duc Rodolphe avait déjà commencé le siège de cette place. Le Dauphin ne prit sans doute qu'une part très effacée à la lutte : peut-être même se renferma-t-il dans une prudente abstention, car les témoignages contemporains, qui n'ont conservé aucune trace de son intervention armée, fournissent seulement la preuve que son séjour en Bourgogne fut extrêmement court et que, dès les premiers jours de septembre, Humbert était de retour dans ses états<sup>4</sup>. Il n'est pas étonnant de croire que Humbert

*Mémoires historiques de la République de Nyonnaise*, pp. 457 et 458 ; Du Bois, *Histoire du second royaume de Bourgogne*, t. II, pp. 23<sup>b</sup> et 24, Roussay, *Dictionnaire des communes du Jura*, t. II, p. 54.

<sup>1</sup> Thomas Blane, *Histoire abrégée de la Savoie*, t. I, p. 433.

<sup>2</sup> Humbert II et Jean de Hanovre, oncles d'Arlay, étaient cousins germains. En effet Jean de Chalon était le fils de Rodolphe de Viennois, fille d'Alfambert I<sup>er</sup> et sœur d'Alphonse Jean, vaillant prince. Mais il y eut encore d'autres alliances entre les deux maisons : Jean de Chalon fit hommage au Dauphin pour les terres d'Orpierre et de Trévieux situées au diocèse de Gap (Aubert, *op. cit.*, t. II, p. 231). En cette même année 1336 le baron d'Arlay est au nombre des seigneurs choisis par Humbert pour terminer son différend avec la Savoie (ibid., p. 231).

<sup>3</sup> André U. Chevalier, *Itinéraires des Dauphins de la troisième race*, p. 8. Sur les événements de la campagne d'Arpundus et de l'expédition de l'Auvergne, voir pour l'année 1337 les comptes de chancellerie conservés aux Archives de l'Isère. Vauboussais en a publié le court extrait (t. II, pp. 343 et 350) : les comptes non publiés contiennent des mentions analogues. Guez (Essai sur l'histoire de la Franche-Comté, t. II, pp. 58 et 59), dit que le duc Rodolphe avait appelé à son secours le Dauphin, mais bien que le comte de Savoie, il est difficile d'attribuer à ce dernier des preuves matérielles de la conduite du Dauphin en cette affaire.

<sup>4</sup> *Itinéraires*, déjà cité, p. 8.

se laisse intimider par les forces du duc Rudes unies à celle de Philippe de Valois, et qu'il n'osa point, contrairement, peut-être à ses désirs intimes, courir la chance d'une lutte ouverte contre les plans du roi de France<sup>1</sup>.

Pour tous ces motifs (cette tentative d'intervention le prouve), Humbert était loin d'appartenir de cœur au parti français. Mais au moment où les bourgeois commencent subitement l'arbitrage de Philippe VI, voici que Louis de Bavière croit nécessaire de se rapprocher du roi capétien, espérant d'ailleurs que l'influence de Philippe l'hôte se concilierait avec l'Église. Le 23 décembre 1336, il conclut avec la France un traité d'alliance et d'amitié<sup>2</sup>. Le coup était rude pour le Dauphin : menacé par la France, il ne pouvait maintenir son indépendance que grâce à la protection de l'Empire ; c'est pourquoi le traité qui unit Louis de Bavière à la France ruine les espérances de l'Empire. Comme la mort de son fils lui désolait de l'avance, il chercha maintenant à tirer son parti possible du présent, assésé par ses réclamations par ses créanciers, et songe à vendre ses biens à bon compte. Sans doute Humbert n'ignorait pas (il a fait de bonnes raisons) l'en être obligé que le roi de France convoitait depuis longtemps le Dauphiné, comme toutes les provinces du royaume d'Arles, mais il avait trop à se méfier de la politique française pour se faire l'instrument de ses desseins. Il était d'ailleurs rattaché par toutes ses sympathies et par tous ses souvenirs à cette maison d'Anjou qui, par la force même de ses succès, était devenue, dans le Sud-Ouest, la rivale de la maison de France et qui, elle aussi, n'avait cessé de nourrir des vues ambitieuses à l'endroit du royaume d'Arles. Humbert était donc bien plus Angevin que Français : aussi faut-il d'abord au roi Robert qu'il offre de céder ses États.

Du commencement de 1337, le Dauphin avait pris l'initiative de propositions qui se résument en quelques points<sup>3</sup> : pour le cas probable où il mourrait sans enfants (il a perdu son fils unique), le roi de Sicile, comte de Provence, succéderait à ses droits sur le Dauphiné

1. Les hommes les plus versés dans l'histoire de Bourgogne pensent que Humbert II a dû prendre les armes pour la cause des barons. Telle est bien la conclusion qui résulte de son attitude ultérieure, mais il est évident que le Dauphin arrive en Bourgogne, y trouve quelque chose de ce qu'il ne peut engager son avenir dans la lutte.

2. *Leinig, deutsche Reichsgesch.* t. VI, p. 20. Louis causa ce traité le 1<sup>er</sup> avril 1337. *Leinboitz, Briefe Herzog Humberts*, p. 147.

3. Voir sur cette négociation, qui déjà était connue depuis quelque temps en janvier 1337, les documents importants publiés par Valbonnais, t. II, p. 345.

à charge d'en conserver le nom et les armes en échange de cette vocation éventuelle, Robert devait prendre l'engagement de payer au Dauphin une somme de cent vingt mille florins, qui serait assignée sur ses terres, et en outre une pension viagère de trois mille florins<sup>1</sup>. Là ne se bornaient pas les exigences de Humbert : il réclamait un château en Provence pour y passer l'hiver et imposait au roi de Sicile l'obligation d'exécuter ses dispositions testamentaires, se bornant à promettre qu'elles ne porteraient aucune atteinte à l'intégrité du Dauphiné ni de ses principales dignités ou baronnies. Toutes les clauses de ce projet decelent la main d'un grand seigneur plein de cettes, qui fut argent du bien de ses ancêtres pour se ménager les moyens de poursuivre sa vie facile et luxueuse.

Or, il se trouvait que le roi Robert était à la fois avare et timide. La proposition lui paraissait trop élevée, car il n'offrait pas cent mille florins au lieu de cent vingt mille, et jugeait exagéré le droit que le Dauphin voulait se réserver sur ses dispositions testamentaires. Mais l'accord ne put s'établir. La France était aussi à tort, avec danger, si Robert en consentait à y mettre le prix, non seulement il eût en exc. à Philippe de Valois tout ce qu'il avait acquis le Dauphiné, mais la maison d'Anjou eût eu, sur un accroissement de territoire qui l'eût rendue prepondérante dans le Sud-Est, tout en même temps qu'il eût donné une base plus solide à son influence dans le Nord de l'Italie.

Cependant, une épine se levait sur des résolutions de Louis de Bavière. Au moment même où éclorent la négociation ouverte entre le roi de Sicile et le Dauphin, la situation, naguère encore si défavorable pour Humbert, se trouvait complètement renversée. En effet, Louis de Bavière ne s'était rapproché de la France que parce qu'il avait espéré, par l'intermédiaire de Philippe de Valois, se réconcilier avec le Pape Benoît XII, dont les dispositions pacifiques lui étaient devenues connues. Or, il ressort des lettres écrites par le Pape à cette époque, que lui-même désirait vivement la paix religieuse, il s'en faisait de beaucoup que le roi de France fût animé du même zèle pour l'état de l'Église. Evidemment se prenant connaissant l'immobilité du Barrois, il se savait enséché par les sollicitations d'Edouard III et n'ignorait ni les préparatifs de guerre qui se faisaient en Allemagne, ni les dispositions hostiles à la France d'un grand

<sup>1</sup> Voyez la lettre du Pape au roi, du 5 avril 1337. Reynolds, 1337 § 2.

nombre de princes allemands, en sion qu'il pouvait toujours retourner de voir Louis de Bavière l'abandonner pour passer à l'alliance du monarque anglais, alors le plus dangereux ennemi de la couronne de France. Il se souciait donc fort peu de consolider le trône de Louis de Bavière en terminant une lutte religieuse qui était pour l'Empire une cause de faiblesse et d'impuissance. D'ailleurs il put bientôt être rassuré de ce côté : en avril 1337, les archevêques Louis de Bavière près du Saint-Siège (c'étaient Guilaume comte de Juliers, et Robert, évêque du Rhin, brusquement rappelés, qui ne s'en allèrent malgré les instances du Pape. et paraît-il, malgré les prières (ou même officielles) des ambassadeurs français. Au moment de leur départ, le Pape les chargea de dire à leur maître qu'à son avis il n'y avait aucun obstacle à la pacification religieuse provenant de son attitude suspecte à l'endroit du roi de France, que le mieux serait pour lui de renoncer aux projets belliqueux qu'il semblait nourrir ; qu'en surprise l'Église romaine n'abandonnerait pas en cette occurrence le roi de France qui ne l'avait pas abandonnée<sup>1</sup> et qui (selon ce qu'écrivait le Pape) était toujours le chef reconnu de la chrétienté en Europe. On doit se demander d'ailleurs si la cessation des préparatifs de guerre en Angleterre eut donné à Phil. le VI une satisfaction dont il se soit contenté peut-être, comme l'indique Villain, à cet égard ses bons offices à Louis de Bavière pour la réconciliation avec l'Église, qu'en échange de la cession du royaume d'Arles et de Viennois, qu'il songeait toujours à rétablir au profit d'un de ses fils ou de son frère Charles, comte d'Alençon ?

La conduite de Louis de Bavière ne tarda pas à donner une complète justification aux défiances du roi de France. A peine avait-il signé en décembre 1336, avec Philippe de Valois, qu'il était entré en négociations avec Édouard III, ces pourparlers aboutirent, en mai 1337 à la conclusion d'un traité par lequel Louis, se retirant de l'ultraïce de la France, s'engageait directement au roi d'Angleterre<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Voir la lettre écrite par le Pape à l'archevêque de Cologne, le 1<sup>er</sup> juillet 1338. Hist. nat., 1338, § 7.

<sup>2</sup> « Et le roi de France permit retourner ambassadeur de France à cardinal et archevêque de Vienne, par lequel vint par le traité et l'union d'Arles et de Vienne par lequel Louis de Bavière, indigne, s'allia avec le roi d'Angleterre contre le roi de France, et Villain Hist. Nat. c. 61.

<sup>3</sup> Hübner, *Angewandte*, n° 615; Heymer, *Federer*, t. II, col. 1061. p. 125. L'union est

son ancien allié. Cette brusque évolution ne pouvait être considérée par Philippe VI que comme un véritable délit; en fait, en effet, à la même époque survint, entre la France et l'Angleterre, la période de luttes acharnées connue sous le nom de guerre de Cent ans. Comme pour mieux accuser l'évolution de sa politique, Louis, suivant l'exemple donné jadis par Antoine de Nassau, annonçant hautement son projet de reprendre les armes pour recouvrer les provinces usurpées sur l'Empire par les rois de France; loin d'abandonner le royaume d'Arles à Philippe de Valois, il se battait de rendre à l'Empire ces régions de la Bourgogne et de la vallée du Rhin, sur lesquelles se disputaient les Seigneurs avant d'y établir leur autorité. Ainsi l'histoire se répétant, ainsi la coalition de l'Angleterre et de l'Empire prétendant encore une fois arrêter l'œuvre de la formation territoriale de la France<sup>2</sup>.

A déshonement, le Duc de Humbert se trouvant à Vicence, fort occupé à arrêter parti des rivalités existant entre l'archevêque Bertrand et la Chapelle et son chapitre<sup>2</sup> pour se faire absoudre, en échange de l'oppor-

rente, Louis consertai à monneur Belouard Hl viente de Empara dans toute la rition vos l'art Bas mada, Solo, etc.

7 Sur les demandes de régularisation à l'Ordre parvenues au dossier de la FRA, revues par les juges du Benoit XII avant la fin du mois de Mars, le 15 mars 1947.

3. Le chapitre de Vieilles-Maisons a une annexe influencée de la puissante famille de Clémont. Son royaume est subdivisé de Clémont. Le maître de l'église de Vieilles-Maisons le représente au-delà des intérêts temporels de l'église est le boud de Clémont. Il est possible que cette influence ait porté ombrage à l'archevêque de l'art impérial du côté de Dauphin. L'archevêque cede alors à Lambert par voie d'échange, le premier de la liste est ainsi à l'origine. Le chapitre a en montre très grand échec de l'archevêque, se trouve au chapitre du Puy (quoique un maître de l'église de Vieilles-Maisons par le maître de l'église de Vieilles-Maisons. Le chapitre de Vieilles-Maisons ne peut avoir la garantie des chevaliers de Vieilles-Maisons. Le chapitre de Vieilles-Maisons de Vieilles-Maisons, ce n'est pas le chapitre de Vieilles-Maisons de Vieilles-Maisons.

la suggestion fut portée au chapitre par les archevêques de Vienne et de Lyon. En un point de cinquante hommes d'armes, à la fin desquels se trouvait un pape du royaume de France, Arnold de Clermont et ses collègues, tout le pape à présent fut pillé et brûlé, des enfants moururent dans les flammes, où une vieille femme fut tuée sans pitié. (Archives de l'Isère, Archives de Vienne, n° 136), pages 1 et 2. Toutefois les informations recueillies à cette occasion, il paraît bien que l'année 34, se maintenir à Saint-Julien nous ne peut faire tomber l'opposition du duc de Gueldre de Clermont. Ce ne fut qu'après la mort de Gueldre, que l'opposition cessa de paraître à Saint-Julien. On lui ne révélerait avec la famille de Clermont — leur ont succédé de 1337 et 1338. (L. 136, n° 110, n° 111, n° 112, n° 113, n° 114, n° 115, n° 116, n° 117, n° 118, n° 119, n° 120, n° 121, n° 122, n° 123, n° 124, n° 125, n° 126, n° 127, n° 128, n° 129, n° 130, n° 131, n° 132, n° 133, n° 134, n° 135, n° 136, n° 137, n° 138, n° 139, n° 140, n° 141, n° 142, n° 143, n° 144, n° 145, n° 146, n° 147, n° 148, n° 149, n° 150, n° 151, n° 152, n° 153, n° 154, n° 155, n° 156, n° 157, n° 158, n° 159, n° 160, n° 161, n° 162, n° 163, n° 164, n° 165, n° 166, n° 167, n° 168, n° 169, n° 170, n° 171, n° 172, n° 173, n° 174, n° 175, n° 176, n° 177, n° 178, n° 179, n° 180, n° 181, n° 182, n° 183, n° 184, n° 185, n° 186, n° 187, n° 188, n° 189, n° 190, n° 191, n° 192, n° 193, n° 194, n° 195, n° 196, n° 197, n° 198, n° 199, n° 200, n° 201, n° 202, n° 203, n° 204, n° 205, n° 206, n° 207, n° 208, n° 209, n° 210, n° 211, n° 212, n° 213, n° 214, n° 215, n° 216, n° 217, n° 218, n° 219, n° 220, n° 221, n° 222, n° 223, n° 224, n° 225, n° 226, n° 227, n° 228, n° 229, n° 230, n° 231, n° 232, n° 233, n° 234, n° 235, n° 236, n° 237, n° 238, n° 239, n° 240, n° 241, n° 242, n° 243, n° 244, n° 245, n° 246, n° 247, n° 248, n° 249, n° 250, n° 251, n° 252, n° 253, n° 254, n° 255, n° 256, n° 257, n° 258, n° 259, n° 260, n° 261, n° 262, n° 263, n° 264, n° 265, n° 266, n° 267, n° 268, n° 269, n° 270, n° 271, n° 272, n° 273, n° 274, n° 275, n° 276, n° 277, n° 278, n° 279, n° 280, n° 281, n° 282, n° 283, n° 284, n° 285, n° 286, n° 287, n° 288, n° 289, n° 290, n° 291, n° 292, n° 293, n° 294, n° 295, n° 296, n° 297, n° 298, n° 299, n° 300, n° 301, n° 302, n° 303, n° 304, n° 305, n° 306, n° 307, n° 308, n° 309, n° 310, n° 311, n° 312, n° 313, n° 314, n° 315, n° 316, n° 317, n° 318, n° 319, n° 320, n° 321, n° 322, n° 323, n° 324, n° 325, n° 326, n° 327, n° 328, n° 329, n° 330, n° 331, n° 332, n° 333, n° 334, n° 335, n° 336, n° 337, n° 338, n° 339, n° 340, n° 341, n° 342, n° 343, n° 344, n° 345, n° 346, n° 347, n° 348, n° 349, n° 350, n° 351, n° 352, n° 353, n° 354, n° 355, n° 356, n° 357, n° 358, n° 359, n° 360, n° 361, n° 362, n° 363, n° 364, n° 365, n° 366, n° 367, n° 368, n° 369, n° 370, n° 371, n° 372, n° 373, n° 374, n° 375, n° 376, n° 377, n° 378, n° 379, n° 380, n° 381, n° 382, n° 383, n° 384, n° 385, n° 386, n° 387, n° 388, n° 389, n° 390, n° 391, n° 392, n° 393, n° 394, n° 395, n° 396, n° 397, n° 398, n° 399, n° 400, n° 401, n° 402, n° 403, n° 404, n° 405, n° 406, n° 407, n° 408, n° 409, n° 410, n° 411, n° 412, n° 413, n° 414, n° 415, n° 416, n° 417, n° 418, n° 419, n° 420, n° 421, n° 422, n° 423, n° 424, n° 425, n° 426, n° 427, n° 428, n° 429, n° 430, n° 431, n° 432, n° 433, n° 434, n° 435, n° 436, n° 437, n° 438, n° 439, n° 440, n° 441, n° 442, n° 443, n° 444, n° 445, n° 446, n° 447, n° 448, n° 449, n° 450, n° 451, n° 452, n° 453, n° 454, n° 455, n° 456, n° 457, n° 458, n° 459, n° 460, n° 461, n° 462, n° 463, n° 464, n° 465, n° 466, n° 467, n° 468, n° 469, n° 470, n° 471, n° 472, n° 473, n° 474, n° 475, n° 476, n° 477, n° 478, n° 479, n° 480, n° 481, n° 482, n° 483, n° 484, n° 485, n° 486, n° 487, n° 488, n° 489, n° 490, n° 491, n° 492, n° 493, n° 494, n° 495, n° 496, n° 497, n° 498, n° 499, n° 500, n° 501, n° 502, n° 503, n° 504, n° 505, n° 506, n° 507, n° 508, n° 509, n° 510, n° 511, n° 512, n° 513, n° 514, n° 515, n° 516, n° 517, n° 518, n° 519, n° 520, n° 521, n° 522, n° 523, n° 524, n° 525, n° 526, n° 527, n° 528, n° 529, n° 530, n° 531, n° 532, n° 533, n° 534, n° 535, n° 536, n° 537, n° 538, n° 539, n° 540, n° 541, n° 542, n° 543, n° 544, n° 545, n° 546, n° 547, n° 548, n° 549, n° 550, n° 551, n° 552, n° 553, n° 554, n° 555, n° 556, n° 557, n° 558, n° 559, n° 560, n° 561, n° 562, n° 563, n° 564, n° 565, n° 566, n° 567, n° 568, n° 569, n° 570, n° 571, n° 572, n° 573, n° 574, n° 575, n° 576, n° 577, n° 578, n° 579, n° 580, n° 581, n° 582, n° 583, n° 584, n° 585, n° 586, n° 587, n° 588, n° 589, n° 590, n° 591, n° 592, n° 593, n° 594, n° 595, n° 596, n° 597, n° 598, n° 599, n° 600, n° 601, n° 602, n° 603, n° 604, n° 605, n° 606, n° 607, n° 608, n° 609, n° 610, n° 611, n° 612, n° 613, n° 614, n° 615, n° 616, n° 617, n° 618, n° 619, n° 620, n° 621, n° 622, n° 623, n° 624, n° 625, n° 626, n° 627, n° 628, n° 629, n° 630, n° 631, n° 632, n° 633, n° 634, n° 635, n° 636, n° 637, n° 638, n° 639, n° 640, n° 641, n° 642, n° 643, n° 644, n° 645, n° 646, n° 647, n° 648, n° 649, n° 650, n° 651, n° 652, n° 653, n° 654, n° 655, n° 656, n° 657, n° 658, n° 659, n° 660, n°



s'établir en France et par suite aux rapports de commerce qui unissaient le royaume au Dauphiné<sup>1</sup>. A la même époque, convoqué avec ses vassaux à l'armée du roi de France, Humbert ne répondit que par des lenteurs et des subterfuges<sup>2</sup>. Alors enfin, en attendant qu'il puisse ceindre la couronne qu'il ambitionne, il essaie de se servir des circonstances pour mettre en sûreté, contre les tentatives de la France, la ville de Vienne, si lueu capitale de son royaume.

## VI. — LE DAUPHIN OCCUPE LA VILLE DE VIENNE

Le dauphin Humbert, toujours desirant d'être maître de Vienne n'avait pas oublié l'échec qu'il avait eu, vu, lors des sympathies françaises de l'archevêque Bertrand de la Chapelle, le même qui avait introduit à Sainte-Colombe les agents et les soldats de Philippe de Valois. Sans doute, en 1337, Humbert avait profité des dissensions de l'archevêque et du chapitre pour s'établir au prieuré de Saint-Just, grâce à des complicités de Bertrand de la Chapelle ne devait pas tarder à regretter; mais, à peine le Dauphin eut-il pris pied dans la ville, que l'archevêque se retrouva en pleine hostilité. Aussi Humbert crut le moment de donner à ses prétentions l'apparence de légitimité qu'elles n'avaient pas. A cet effet, comme on la vu plus haut, les prétentions reposaient sur une cession fort ancienne consentie à l'un des prédécesseurs de Humbert par un seigneur de Bourgogne de la maison de Zähringen<sup>3</sup>, mais c'était peu que ce titre en présence des termes formels des nombreux donations sur lesquels l'église de Vienne fonde, avec raison, ses droits à la souveraineté de cette ville.

Or, il y avait encore en Bourgogne une maison qui portait le titre comital de Viennois, c'était la famille des seigneurs de Pagny, qui, depuis 1239, avait recouvré ce titre dans l'héritage des comtes de Mâcon<sup>4</sup>. Si, en 1250, l'un des seigneurs de Pagny avait engagé le

1. Sur les motifs de cette mesure, cf. Gu. Grey, *op. cit.*, p. 43. voir aussi l'édit de 1348 de Vautournaix, t. II, p. 241.

2. Gu. Grey, p. 14. cf. Vautournaix, t. II, p. 262.

3. Voir plus haut, page 19.

4. *Art de vérifier les dates*, comtes de Mâcon. En 1239, la comtesse Alix, dernière héritière des comtes de Mâcon, cède à saint Louis le comté de Mâcon, et à sa tante,





considérait l'archevêque de Vienne comme un adversaire, parce qu'il représentait l'influence française<sup>1</sup>, ce qui est encore certain, c'est que, pendant le ch. de 1335, l'archevêque, qui avait certainement sans doute quelque jalousie du voisinage provocateur des agents du Dauphin installés à Saint-Jest, multiplia les manifestations exécrables de sa souveraineté exclusive, au risque de commettre une usurpation, il fit disparaître sur les poids et mesures les armes du Dauphin pour ne laisser subsister que celles de l'Eglise. En même temps, comme il prévoyait la lutte, il chercho des alliés et en trouva naturellement dans les bourgeois, dont il acheta les organes jaloux par quelques concessions de libertés municipales. Contrairement à la coutume, il encourage les habitants à se réunir en assemblées, à élire des synodes, à prendre des résolutions favorables à sa cause<sup>2</sup>. Or, tandis que les habitants de Vienne se rangent du côté de l'archevêque, le chapitre l'abandonne, sois l'empire des mêmes volontés dont il a été si fort ému lors de l'affaire de Sainte-Colombe, ce corps en démettent les membres des familles nobles du pays tenoit, ne d'un vif souci de l'indépendance de l'Eglise de Vienne et de la conservation du pouvoir temporel que les chartes importantes ont été confiées à la garde de l'archevêque, mais sans lui attribuer le droit de les voter au profit du roi de France. Encore une fois le chapitre se rapproche du Dauphin. Humbert, l'ennemi de la France, en même temps l'ennemi, évêque, on cette époque obtient son titre avec le titre d'archiduc du royaume de Vienne<sup>3</sup>, se constitue le champion des droits de l'Empire. Ainsi les deux partis sont en présence : du côté de l'Empire, le chapitre et le

7. Voyez sur ce point le témoignage de Madame de Neuchbourg. *Ibid.* mer, Fonten. t. IV, p. 216 il y est dit que le roi de France se proposait d'occuper Vienne sans être en état de le faire.

9 J'ai réuni des lettres, beaucoup d'autres aux documents qui se trouvent dans les papiers conservés aux Archives de l'École. J'ai aussi des copies B, 20 et 50 des propositions du Banjain, présentées aux délégués du Pape saïas de l'année, qui ont été reçues pendant des présentations du Banjain à la Cour de l'Empereur. Cf. *Annuaire*, 1894, p. 14.

3. A. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840.

Dauphin, du côté de la France, l'archevêque et les bourgeois. Bientôt les esprits s'irritent à un tel point que, si l'on en croit les agents du Dauphin, il n'y a plus de sécurité dans la ville pour les membres du chapitre métropolitain.

Cependant le Dauphin (ce n'est ici le récit de ses officiers sur lequel il convient de faire les plus expresses réserves) envoie d'abord des négociateurs, puis vient en personne à Vienne afin, dit-il, de rétablir la paix entre l'archevêque et le chapitre<sup>1</sup> ; c'était, en le comprenant, un médiateur étrange que ce prince dont les circonstances faisaient nécessairement l'adversaire de l'archevêque et la hie du chapitre. Pendant qu'au mois d'août 1338 il sejourne au monastère de Saint-Pierre, hors la porte de Vienne, une rixe sanglante éclata entre ses gens et les bourgeois. Suivant l'usage, chaque parti se rendit la responsabilité de la bagarre ; il n'est cependant pas téméraire de conjecturer que les gens du Dauphin furent très heureux de trouver un prétexte qui leur permit de recourir à la violence. Alors s'ouvre pour la malheureuse cité une période de violences, de pillages, de luttes à main armée ; le Dauphin Humbert se retire d'abord à Saint-Just puis au château du Papet où l'introduisent ses amis du chapitre, derrière ces remparts, il appelle à lui des renforts et se met en les attendant les insultes et les attaques des bourgeois et des soldats de l'archevêque. Enfin, vers le 18 août, Humbert se trouve à la tête de forces suffisantes pour sortir de son refuge et occuper la ville où il entre en vainqueur, trois portes soulevées et battantes déployées, tandis que l'archevêque, vaincu et humilié, se voit contraint d'en sortir pour se réfugier à Arignen. La lutte a été si vive que la chapelle et le palais de l'archevêque, après avoir été pillés, sont devenus la proie des flammes : les dégâts faits au seul palais furent estimés à près de quatre mille florins d'or<sup>2</sup>.

Maintenant Humbert jouit de sa victoire : pendant plusieurs jours les bourgeois de Vienne, terrifiés, se pressent sur divers points de la ville à lui rendre hommage, à lui jurer fidélité, à le reconnaître

1 Voir sur cet incident le récit présenté au Pape par le Dauphin, en 1339, et naturellement rédigé à l'avantage de Humbert II. *De huius excommunicatione facti contra archiepiscopum Viennensem et eiusdem excommunicationis iura*. Ces documents ont été publiés par M. Glysse Chevalier, recueil cit. pp. 41 et 42.

2 L'estimation des dégâts fut faite plus tard par les délégués du Pape Benoît XII en 1341 : on la trouve aux Archives de l'Isère, B, 254, carton. On verra que le chapitre dut indemniser l'archevêque du dommage qu'il lui avait causé.

comme leur protecteur particulier et le gardien des portes et des clefs de la ville de Vienne. En même temps le Dauphin donne à son usurpation une apparence de régularité par le traité qu'il conclut à cet égard avec le chapitre, seul représentant de l'Eglise puisque l'archevêque est en fuite<sup>1</sup>. Les termes de cette convention nous ont été conservés et méritent d'être resumés. Attenda, y est-il dit en substance, qu'en ce moment où les rois de France et d'Angleterre se font la guerre, la possession de Vienne est l'objet de nombreuses convoitises, quo l'archevêque Berthold de la Chapelle, en tolérant l'occupation de Sainte-Colombe, n'est au quartier de Vienne en même temps que « la clef et la porte de l'empire », a montré à quel point il était oublieux de ses devoirs envers l'empereur et l'empire, que, en outre, au moment où les Français se tiennent la tête du pont du Rhône du côté de Sainte-Colombe, Berthold s'est opposé à ce qu'on fortifiât la tête du pont du côté de Vienne, que d'autre part, il a ouvert les portes de la ville à des bourgeois, ses partisans, fort suspects d'adhérer avec la France au chapitre, agissant, par mesure de salut public, en vue de sauvegarder la souveraineté des empereurs qui ont remis Vienne à l'Eglise comme un fief sacré, transfère la garde de la cité au Dauphin, représentant de l'empereur roi de Vienne à raison de son titre d'archevêque du royaume. Cette cession, bien que, à première vue, elle semble l'attribuer personnellement à l'empereur sous la couleur de son zèle pour les intérêts de l'empire, ne servait qu'à sauver les apparences, car somme la ville de Vienne était mise à la discrétion du Dauphin. Cette importante concession n'aurait pas été faite gratuitement par le chapitre, ou au moins par quelques canonicats, deux des plus importants d'entre eux, appartenant l'un et l'autre à la famille de Lermon, le doyen Humbert et le mistral Saoud, se firent payer leur concours par des pensions que le Dauphin promit de leur servir. En outre, le Dauphin s'était engagé à s'occuper Vienne qu'il chargea d'un autre hommage au chapitre, et de construire à la tête du pont du Rhône,

1. Le traité est du 27 août 1333. Valbeney, t. I, p. 363; Archives de l'Isère, Chambre des comptes de Grenoble B, 3015, fol. 10 et sa suite, la garde et protection se portant à ceulx et subministrant aux juyssans de pacis et de guerra contre toutes moctures et peccatures, à la réserve de l'empereur et de l'Eglise de Vienne. Le dauphin se désormais le gardien des bourgeois. Le serment des bourgeois fut reçu en divers endroits de la ville par les représentants du Dauphin, on en trouve l'indication dans le registre B, 3013, fol. 42 et 43. Les actes des bourgeois qui précèdent se trouvent dans ce registre.

sur la rive d'Empire, une porte suffisamment fortifiée pour défer les attaques des gens du roi<sup>1</sup>. Une fois ce trait signé, ce témoignage d'entente alliance, Humbert fut reçu solennellement au nombre des membres du chapitre : savoir de sa prétende par le surplus et l'annexion, il fut censuré en droit de surveiller, en y assistant, les réunions de cette assemblée qui venait de lui livrer Vienne. Il se hâta d'ailleurs d'organiser sa conquête et s'y fit représenter par Siboud de Clermont : on voit qu'il avait complètement réussi à se rattacher l'importante famille de Clermont qui le combattait encore l'année précédente<sup>2</sup>.

Il semblait que désormais le Dauphin eût la partie gagnée : cependant l'entreprise devait tourner à l'encontre de ses projets. L'archevêque, non content de frapper le Dauphin des armes spirituelles, le cita devant le pape Benoît XII pour usurpation des biens d'Eglise : sans aucun doute il fut en cette affaire vigoureusement appuyé par les représentants du roi de France à Avignon. Deux ans plus tard, une sentence du Pape réparait l'attentat en annulant le traité passé entre le Dauphin et le chapitre de Vienne. Benoît XII ordonnait que les choses servies restassent dans leur état antérieur et confiait à pleins pouvoirs de l'archevêque le soin d'exiger du Dauphin les réparations pécuniaires dont il était tenu envers l'archevêque<sup>3</sup>. Le Dauphin s'exécuta non sans difficultés et paya, si, vers le même temps, il pourchassait avec acharnement l'archevêque de Vienne à l'occasion d'un autre conflit qui éclata à Romans<sup>4</sup>, cette nouvelle lutte n'offrit plus le même caractère que la précédente : en effet elle n'atteignait plus à travers le prélat le roi Philippe de Valois. Cette affaire de Romans présente bien

1. 20 août 1338. La délibération du chapitre de Vienne a été publiée par Valbonnais, t. II, p. 368.

2. Dès le mois de mai 1338, Aymard de Clermont ne fut le vassal et l'ami du Dauphin contre lequel il était en lutte ouverte l'année précédente (Valbonnais, t. II, p. 431). Le 19 août 1338, Humbert nomme comme vicaire in absentia Vienne le même Siboud de Clermont qui en 1337 avait été de ses adversaires (Ibid. p. 369). Ajoutons qu'en 1340, l'écroule de ses faveurs le ferra le dauphin, son vassal et son allié aux dauphins dont elle est devenue vassale (Valbonnais, t. II, p. 381).

3. Voyez la bulle du 24 novembre 1340 : Valbonnais, t. I, p. 431.

4. Sur l'affaire de Romans, voir Valbonnais, t. I, pp. 323, et les pièces justificatives, Giraud. *Étude sur l'histoire de l'abbaye de Saint Bernard de Romans*, t. II, pp. 137 et ss. Cf. sur cet incident, comme sur divers événements de cette époque, l'article de M. de Potigny sur Jacques Brunier, *chancelier de Humbert II* - *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 70<sup>e</sup> année, t. I, pp. 263 et ss.

L'apparence d'une vengeance de Humbert à l'endroit de l'archevêque de Vienne, la nouvelle alliance du pape Clément VI permit d'ailleurs au Dauphin de s'en tirer aussi avantageusement.

## VI. — HUGUES CENS LE DAUPHINÉ A LA FRANCE

En occupant Vienne, Humbert avait essayé de préparer son avènement au trône des rois de Bourgogne, en même temps qu'il avait voulu faire écho à l'alliance française ; il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait trop presumé de ses forces et de sa persévérance. À l'empêcher, son allié et protecteur Louis de Bavière, qui se présentait comme le représentant et le prince des droits de l'Empire pour lequel le Dauphin attachait un si beau rôle, lui donna l'exemple de l'inconstance et de l'irrésolution pendant toute cette année 1338 au lieu de son cour d'engagement Édouard III, il n'aurait pu se résoudre à résister contre la France les entreprises auxquelles son plié avait le droit de s'attacher. Ainsi par ses fluctuations incessantes, ce malheureux prince ruinait Adolphe de Nassau et provoquait les mêmes appréhensions sévères de la part des contempains. Bientôt après la victoire d'Edouard II à Ecluse, le roi de France, convaincu de la nécessité d'enlever à son rival l'appui du Baviérois sollicita instamment Louis de revenir à l'alliance française, alors se berçant de nouveau de cette illusion que, grâce aux bons offices de Philippe de Valois, il pourra arriver plus facilement à se réconcilier avec l'Église. Louis de Bavière sépara encore une fois ses intérêts de ceux de l'Angleterre pour les unir à ceux de la France. Cette alliance nouvelle fut scellée, en janvier 1341, par le traité de Vinsheim ; Louis s'engagea à se conduire désormais comme l'ami de la France et renonça à toutes les réclamations territoriales qu'il se croyait en droit d'élever au nom de l'Empire contre le monarque français. Philippe de Valois, qui avait grand besoin d'alliés, se contenta de cette promesse qui lui garantissait le maintien de sa situation actuelle sur la frontière de l'Est. D'ailleurs, s'il se résignait à ne point exiger la cession du royaume d'Arles, il obtenait la révocation du vicariat impérial que Louis avait naguère conféré à Édouard III.



de de, qui possède la Provence, il n'est certes pas sympathique pour la France, mais entre sa personnalité son attitude et celle considérée comme l'eussent été celle de premier parti à une coalition qui seraient eussent les partisans de l'Empire sous la direction de Louis de Hainaut, le chef exécutif des coalitions. Nul, même les puissants de ces régions, ne pouvait songer à se lier avec Herbert pour entreprendre une lutte analogue à celle que, à des intervalles plus ou moins longs, repréhensibles en Comte, avec l'aide de l'Angleterre, les membres de l'aristocratie combattaient contre le comte-duc de Bourgogne qui représentait alors l'influence française. On sait que cette lutte redoublait d'importance sous les règnes succédant, les années d'Edouard II et qu'après la bataille de Crecy, et a abouti à un traité désavantageux aux intérêts français en Comte.

Herbert n'a et avait pas part aux luttes de la France en 1337-1340. Herbert était à l'époque de la bataille de Crécy, le 26 août 1346, et de la bataille de Poitiers.

Quant à Herbert, il n'a pas part aux luttes de la France en 1337-1340. Herbert était à l'époque de la bataille de Crécy, le 26 août 1346, et de la bataille de Poitiers.

Quant à Herbert, il n'a pas part aux luttes de la France en 1337-1340. Herbert était à l'époque de la bataille de Crécy, le 26 août 1346, et de la bataille de Poitiers.

Quant à Herbert, il n'a pas part aux luttes de la France en 1337-1340. Herbert était à l'époque de la bataille de Crécy, le 26 août 1346, et de la bataille de Poitiers.

Quant à Herbert, il n'a pas part aux luttes de la France en 1337-1340. Herbert était à l'époque de la bataille de Crécy, le 26 août 1346, et de la bataille de Poitiers.

Quant à Herbert, il n'a pas part aux luttes de la France en 1337-1340. Herbert était à l'époque de la bataille de Crécy, le 26 août 1346, et de la bataille de Poitiers.

Quant à Herbert, il n'a pas part aux luttes de la France en 1337-1340. Herbert était à l'époque de la bataille de Crécy, le 26 août 1346, et de la bataille de Poitiers.

Lavré à sa propre faiblesse, le Dauphin Humbert II comprit qu'il fallait renoncer à tous ses rêves d'une destinée glorieuse et abandonner l'atâtude à la fois arrogante et hostile qu'il avait prise vis à vis de la France. Il n'hésita point à modifier sa politique, dùt sa ligne de conduite déparer à son cortège vandaat Pétrarque qui lort et lui eient l'incitant à ne jeter dans des entreprises téméraires pour conquérir la gloire des héros. Dès le 14 novembre 1336, comme il se trouvait à Font de Norque ou rivaait la cour pontificale, le Dauphin changea de ton à l'égard de Philippe de Valois, il déclara alors ne s'être mêlé des « besognes du Bavaiais » qu'en son bien et tout honneur, dans l'intérêt de l'Eglise, du roi de France et du roi de Sicile<sup>1</sup>; quelques mois plus tard il se dit prêt à envoyer au roi de France le contingent de soldais que les devoirs de la vassalité obligent à fournir<sup>2</sup>.

Malgré ces actes de soumission, la situation du Dauphin devenait de plus en plus difficile. Pressé par une aristocratie qui dépensait les beaucoup ses moyens, il avait contracté des dettes exagérées, ce a mit

aidé de Thibaud VI de Neuchâtel et appuyé par les bourgeois de Besançon, se mit lère contre le duc Bourg, celui-ci a grand peine à soumettre à la fois le sire d'Arlay et la sire de Neuchâtel, son a. l. Après Crécy alors que la France est ébranlée, les barons comtois jugent le moment opportun pour relever la tête par une convention passée devant Calais le 9 octobre 1346, Edouard II. promet son appui contre le duc de Bourgogne, à Jean de Chalon, et aux sires de Neuchâtel et de Faucogney qui seront de nouveau appuyés par les bourgeois de Besançon. Cette fois encore les barons ne peuvent compter sur l'aide du Dauphin Humbert, qui est alors en Orient et qui, d'ailleurs s'est lié les mains par son traité avec la France, mais s'ils ont à le re face au comte de Savoie, fidèle à son alliance avec le duc-comte de Bourgogne, ils sont fortement soutenus par les ambades du roi d'Angleterre (Exemple en 1347, Edouard II. assigne à Jean de Chalon mille livres de rente sur le port de Londres — pièces citées par Clerc, t. II, p. 85.) La guerre déchaînée en Bourgogne en 1347; elle ne fut terminée que par le traité que Philippe VI conclut à Vincennes en mars 1348 et qui fut très désavantageux au duc et à l'influence française, au même temps que très favorable aux comtois (Voir le texte du traité dans l'*Histoire du duché de Bourgogne* de dom Plancher, t. II, pièces cccxxix — daté de mars 1347, vieux style. — La trêve d'absence entre le duc de Bourgogne et le Savoie, du 16 juin 1347, a été aussi ratifiée par dom Plancher, même ouvrage, sous l'ouvrage de dom Plancher sous le titre de cette période (voir op. cit. — t. II, pp. 77 et 78.

1. C'est vers de la époque que Pétrarque adressait au Dauphin la lettre célèbre où il l'exhortait à renouer son a. l. avec et à prêter port aux latins de son temps. (Lettre de Pétrarque à l'épisc. de Vienne) — Voir t. II, p. 104 et 105.

2. Vincennes, — t. II, p. 774.

3. Id. id.



pas été trop des revenus d'un royaume pour faire face à ces nécessités. Sans doute il avait pu naïvement espérer que la fortune placerait sur sa tête la couronne de Vienne et d'Arles, mais voici qu'il se trouvait en face d'une réalité bien différente des chimères dont sa vanité se berçait. Il était trop orgueilleux et étroit. Visiblement il était réduit au Dauphiné, domaine trop pauvre pour subvenir à ses besoins, trop étroit et trop rétréci pour satisfaire à ses aspirations, et encore la possession partielle de cet héritage, si cher à ses yeux, lui était enlevée par la politique de Philippe de Valois. On se rappelle que, quelques années auparavant, le roi de France avait occupé Sainte-Gothaie, de puis lors il avait, par des pensions habilement distribuées sous la forme d'inféodations, gagné successivement la fidélité et les sympathies des principaux seigneurs du Dauphiné au point que des conseillers du Dauphin Humbert.<sup>1</sup> Peut-être cette situation eût été acceptable pour un prince modeste en ses prétentions, certainement elle ne l'était pas pour un personnage aussi ambitieux que le dernier représentant de la race des dauphins de la Tour. On comprend donc que Humbert, dont le fils unique était mort depuis quelques années, ait formé le projet de renouveler la tradition de vendre sa succession.

Si pour un temps il fut question de placer le Dauphiné sous la suzeraineté du Pape<sup>2</sup>, l'idée en fut vite abandonnée, il n'y avait alors pour le Dauphiné qu'un seul acheteur possible : le roi de France, aux projets duquel Clément VI était d'ailleurs entièrement favorable. Humbert se résigna et se résigna, d'autant mieux que Philippe de Valois y mit le prix sans hésiter, se montrant en cela moins avare et plus libéral que son cousin Robert de Sicile.

« Des le commencement de l'année 1343 les commissaires du roi de France, Guillaume Floret en tête, se trouvaient à Avignon, là, sous les yeux du pape Clément VI, avec le concours du duc de Normandie (Jean, fils aîné de Philippe VI) qui surveillait le Dauphin et

1. Je crois peu de demander en détail ces concessions de passages : ce serait cela un travail fort exténuant fait par M. Guillemy (*Histoire de la répartition du Dauphiné à la France*, pp. 12 et ss.). Parmi les personnages gratifiés, de 1343 à 1346, il faut citer : A. comte du Savoyage, Armand de Doria, le comte de Neuchâtel, Agout de Baux, Gui de Grèce, Humbert de Vilar, Amblard de Beaumont, le conseiller intime du Dauphin) Jean de Portiers, Girard de Roussillon, etc.

2. Vers 1342. Abbe U. Givry et *Étude de documents à l'origine des troubles sur le Dauphiné*, p. 73.

dirigeant ses vœux, fut réglé le premier projet de transport<sup>1</sup>. » En vue du cas vraisemblable où le Dauphin mourrait sans postérité légitime, le Dauphiné devait être dévolu soit à Philippe, fils puîné du roi de France, soit à l'un des fils du duc de Normandie, d'où et déjà le roi de France prenait des garanties en exigeant des baillis et châtelains du Dauphiné le serment de rendre les villes et châteaux en sa puissance, si les circonstances prévues par le traité venaient à se réaliser. Rien plus il pourra dès maintenant faire remettre entre les mains d'hommes de confiance « aucun des châteaux et villes des meilleurs et des plus nobles du Dauphiné »<sup>2</sup>. En revanche, Philippe de Savoie s'oblige à payer au Dauphin un capital de cent vingt mille florins, au même temps qu'il lui assure une rente viagère de dix mille livres et divers autres avantages pécuniaires et qu'il s'engage à acquitter les dettes passées de Humbert aussi bien que, sous certaines réserves, ses dettes futures. Il était formellement stipulé que le Dauphiné, passant après la mort de Humbert II sous la domination d'un prince français, conserverait son autonomie en même temps que son nom et ses armes ; le changement de dynastie n'impliquait d'ailleurs aucune modification des relations qui existaient entre le Dauphiné et l'Empire. Là-dessus le traité s'exprimait en termes très nets : « Et n'est pas l'intention de nous, Roy de France et Dalphin, ne d'aucun de nous, pour chose qui dessus soit faite ou dite ne qui s'en suive, que aucun pre-... soit fait au droit de l'Empire »<sup>3</sup>. On ne se verra toutefois que la cession du Dauphiné à la maison de France n'était nullement subordonnée au consentement de l'empereur : les parties contractantes s'étaient bornées à supplier le Pape de « louer, approuver, ratifier et confirmer » la présente convention, et « d'en supplier les deffaus, se aucun y en a »<sup>4</sup>. Sans doute on espérait que cette approbation du Pape, suprême administrateur de l'Empire toujours vacant en droit puisque le Saint-Siège n'avait jamais reconnu le Bavirois, suffirait à rendre la cession inattaquable aux yeux même des partisans du pouvoir impérial.

1 J.-J. Guiffrey, *Histoire de la réunion du Dauphiné à la France*, Paris, 1895, n° 4, p. 31. Une fois à pour toutes, en tout ce qui concerne cet événement, je renvoie le lecteur à cet excellent ouvrage où il trouvera non seulement l'exposé des faits, mais le texte des documents relatifs à l'acquisition du Dauphiné par la maison de France.

2 Texte du traité, Guiffrey, p. 33.

3. Guiffrey, *loc. cit.*

Des le jour où il avait été couru à Avignon, le traité avait reçu l'approbation d'un certain nombre de seigneurs dauphinois. La cour de France ne tarda pas à le confirmer : le 21 avril 1343, Philippe de Valois et ses fils y donnèrent solennellement leur ratification. Ce qui fut pas efficace à portée de vue fut la ratification définitive du Dauphin. Visiblement il ne s'était résigné à accepter le traité que sous la pression du duc de Normandie; à peine avait-il échappé à l'action des fils du roi de France qu'il s'abandonnait déjà à de nouveaux rêves et regrettait presque la première fois, avec laquelle il s'était décidé<sup>1</sup>, à la manière des esprits indécis qui n'osent accepter les conséquences d'une grave résolution, il cherchant à gagner du temps et, pour en obtenir, soulevant les difficultés sur l'interprétation de certaines clauses de la convention.

Philippe de Valois n'eut pas de peine à se convaincre que, s'il voulait recueillir quelques fruits du traité passé avec le Dauphin, il fallait par une act de rigueur et irrévocable en assurer l'exécution. « Il envoya de Paris à Avignon des commissaires pour recevoir en son nom, suivant les termes du traité, le serment des baillis et chevaliers commises à la garde des places du Dauphin, et passa pour valoir les dernières résolutions de Humbert<sup>2</sup> », il se montra d'ailleurs très large dans l'interprétation des clauses sujettes à contestation, qui concernaient surtout le sort réservé aux seigneurs du Dauphin après la réalisation du transfert, octroyant la volonté du roi que les Dauphinois, sous le gouvernement nouveau, conservassent tous leurs privilèges et toutes leurs franchises. Humbert comprit qu'il n'était plus possible de reculer. Le 30 juillet, le Dauphin presta le serment solennel de respecter le traité conclu avec Philippe de Valois. « L'ancien couvent de Saint-Pierre hors les portes, à Vienne, fut alors le théâtre d'une des plus singulières et des plus graves cérémonies que vit jamais le Dauphiné. Presque toute la noblesse, convoquée pour cette solennité, presta serment à la suite du Dauphin. Ce jour-là et le jour suivant furent consacrés tout entiers à ces formalités. » Successivement les représentants de toutes les familles maîtresses du Dauphiné vinrent « s'incliner devant les représentants de la France et leur jurer fidélité<sup>3</sup> ». A la différence de ce qui s'était passé en Comté, le changement de

1. Guiffroy, *op. cit.*, p. 43.

2. *Ibid.*, p. 44.

3. *Ibid.*, p. 45.

dynamie n'exerça guère d'opposition ; en effet, ceux qui d'avance n'étaient pas acquis à la France ne prirent sans peine qu'ils étaient enfin arrivés au denouement qu'ils avaient obtenu : les progrès de la France autant que les folles dépenses d'Humbert II.

Enviagé au point de vue de la France, ce traité était singulièrement defectueux. En effet, en désignant comme successeur de Humbert II, un cadet de la maison royale, Philippe de Valois s'exposait à établir sur le flanc de son royaume une dynastie collatérale qui, pour être issue de la maison de France, n'en deviendrait pas moins un rival.

Il est permis de penser que le roi avait discerné les inconvénients qui devaient résulter de cette combinaison, mais sans doute il avait craint d'exciter les défiances de la part des seigneurs du Dauphiné et aussi du comte de Savoie (fort inquiet des relations entre la France et le Dauphin) en présentant du premier coup aux uns comme souverain, à l'autre comme voisin, un personnage aussi considérable que l'héritier présumé du roi de France. Bientôt, cependant, pressé par la nécessité politique, et encouragé par l'accueil favorable que le changement annoncé avait reçu en Dauphiné, Philippe estima qu'il n'est point téméraire de pousser plus avant l'exécution de ses desseins. D'accord avec Humbert II aussi bien qu'avec Clément VI, le roi pose les bases d'un régime d'union personnelle auquel le Dauphiné sera soumis, au moins en théorie, jusqu'à la fin de la monarchie : sans être annexé au royaume, le Dauphiné appartenra au fils aîné du roi de France ou au roi lui-même s'il n'a pas de fils. Tel est l'objet d'un acte du 11 avril 1344 : attendu, y est-il écrit, « que le Dauphiné est assis à la frontière de notre royaume et que, par le bon poissant et profitable gouvernement d'iceli, grant richeté et grant défense puet estre apparillée au royaume, ... et que Jehan est plus prochain pour venir à la succession du royaume, et que par là pourra estre ledit Dauphiné plus poissamment gouverné que par ledit Philippe, » le roi de France transfère à Jean, duc de Normandie, son fils aîné, tous les droits de son frère Philippe sur le Dauphiné. Cet acte paraît avoir été tenu secret : c'est que les intérêts craignaient, en le divulguant trop tôt, de provoquer l'explosion d'une opposition violente de la part de ceux dont le lesait les intérêts en aggravant les conséquences de la cession du Dauphiné. On voit d'ailleurs que ces

d'être instantanément, le duc de Normandie pouvait attendre « le jour où la mort de Henri mettrait à néant le résultat de ses plans ».

Sans doute l'Empire était lésé en fait, sinon en droit, par le traité qui soumettait une province vassale au pouvoir du roi de France. Le fait ne passa point inaperçu plus d'un parmi les chroniqueurs allemands<sup>1</sup> blâmant la conduite du Dauphin Humbert, coupable d'avoir, par fraude, amoindri les droits de l'Empire dans les pays burgondes. Mais Louis de Bavière, le chef contesté de l'Empire, n'était guère en mesure d'opposer une protestation efficace aux progrès de Philippe le Valois, en effet il était absorbé par les vicissitudes de la lutte qu'il soutenait contre la Papauté. Alors il ne cesse de renouveler ses démarches pour obtenir d'être absous des censures dont il est frappé, et par une des contradictions si fréquentes dans sa conduite, lorsqu'il veut marier son fils aîné à l'héritière du Tyrol, il annule le mariage par son autorité, sans attendre la décision de l'Eglise, le mariage qui faisait cette héritière au second fils du roi Jean de Bavière, prenant ainsi la responsabilité d'un scandale retentissant qui finit vivement même ses propres partisans. Tel était Louis de Bavière dans son esprit, comme dans ses résolutions, et étaient toujours héurtées des premières contradictions, c'est bien l'homme qui venait se réconcilier avec l'Eglise au moment où il poussait de toutes ses forces à la constitution d'une Eglise schismatique en Allemagne; qui, dans sa vie pratique, observe les prescriptions de la loi chrétienne en même temps qu'il encourage les hérésiques du parti français et qu'il expulse de leurs convents les religieux fidèles au Pape légitime. Volontaire, non sans sincérité, être le 4. et terrible empereur omnipotent étendit outre ses limites, essayant le concile, inconciliable, adoptant à la fois les partis les plus opposés, mais ne reconnaissant les diverses politiques qui pouvaient avoir tantôt en vue leurs inconvénients sans aucun de leurs avantages. Louis devait vivre assez longtemps pour être témoin de l'exécution d'un nouveau empereur, son neveu se forma la grande coalition qui opprima par Clément VI Boniface, et commença le 1316, à l'élection à l'Empire de Charles, le aîné de Jean de Bavière.

1. *Ibid.* p. 61.

2. Mathias de Neuenburg. *Reinard Fuchs*, t. IV, pp. 216 et 217. *Journal de Dieffenhauer* *ibid.*, p. 86.

Cependant Humbert II, quelques concessions qu'il ait faites à la ententes avec Louis de Bavière. Déjà il a essayé d'user de ces relations pour protéger les dominicaux, aux quels il porte une sympathie particulière, alors qu'ils sont fort maltraités dans les pays soumis à ceux de France, il a essayé d'être les représentants aux quels il a longtemps l'autorité du Bavière<sup>1</sup>. En 1343, l'accepte de Louis la mission d'être son ambassadeur auprès de la cour pontificale, et travaille de son mieux à le réconcilier avec le Saint-Siège<sup>2</sup>, c'est là encore une tentative chancelante, comme beaucoup de projets auxquels s'est attaché le Dauphin Humbert, d'ailleurs, pendant que la cause de Louis de Bavière succombe en Occident, Humbert s'en va en Orient à la tête d'une armée pour y chercher aventures et gloire dans des combats contre les ennemis du nom chrétien. A son retour de la croisade, il caresse quelque temps la pensée de rendre caduc le traité de comte du Dauphiné en contractant un second mariage dont il pourrait espérer un fils ; mais l'action diplomatique de la France suffit à faire échouer ce dessein. Alors le Dauphin ruiné par les dépenses de la croisade et pressé chaque jour plus vivement par ses créanciers, consumme le sacrifice qu'il a commencé six ans plus tôt ; en 1349, moyennant une nouvelle et riche indemnité, il renonce en faveur de Charles de France, fils aîné du duc de Normandie, aux droits viraux qu'il a conservés sur ses États et transfère actuellement et irrévocablement le Dauphiné à la maison de France.

Ainsi Philippe le Valois qui malgré ses efforts, n'a pu réussir à conquérir d'un seul coup le royaume d'Arles, a eu au moins détroué, au profit de la France, une des plus belles provinces de ce royaume. Si l'on veut bien se rappeler que, vers cette époque, le même souverain réussit à rattacher définitivement Montpellier à la couronne, on conviendra que l'histoire de son règne ne présente pas que des pages sombres, et que le chef de la maison de Valois a fait sa large part dans l'œuvre de la formation territoriale de la France.

<sup>1</sup> Lettre écrite à Louis en faveur des dominicaux. Archives de l'Église. Chambre des comptes. B, titres non encore classés.

<sup>2</sup> 17 mai 1343. Louis de Bavière écrit à Clément VI pour annoncer qu'il a donné ses possessions du Dauphiné (Vat. latins, t. II, p. 473). — 16 janvier 1344. Protocoles des demandes faites au Pape, en consistance par les envoyés de Louis de Bavière, au nombre desquels se trouvait le Dauphin Humbert (Vat. latins, t. II, p. 772). — Voir encore une lettre de Clément VI au Dauphin sur ces négociations, indiquée par Raynaud : 1343 p. 11.

## CHAPITRE XII

LE BEUSE D. CHAULS IV<sup>e</sup> 316-319

A. L. K. S. Y. S. 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993

Fils de Jean de Bohême, petit-fils de l'empereur Louis VI, le prince dont la faveur du pape Clément VI et l'amitié des Valois avaient facilité l'éléction à l'Empire était issu de cette brillante maison de Luxembourg qui depuis longtemps représentait avec éclat la culture française dans les pays rhénans. Là s'étant plus que partout ailleurs conservé l'esprit chevaleresque, Henri VII avait succombé au cours d'une héroïque tentative dont le but était de restaurer la puissance impériale. Jean de Bohême devait montrer par une mort glorieuse que la carrière pleine de périls et d'averes à lui, à s'en rapporter seulement aux traditions que Charles IV trouvait dans sa famille il suivait, qu'avec son aveu-

\* Le règne de Charles V a été récemment l'objet de nombreux travaux qui se sont enorgueillis d'embrasser en détail. Le fait est que seulement le registre des actes de Charles V publie par l'empereur dans la collection des *Reichs regesta* (1811-1812) par *Die Regesten des Kaiserthums unter Kaiser Karl V (1519-1550)* (Münster, 1844), 1847. Cette publication a été complétée par les *Historischen preussischen Regesta* (Berlin, 1847-1851) et le ouvrage très précieux de Palacky *Historische regesta Karls V* (Prague, 1848, 1849, 11, 2<sup>e</sup> partie), on consultera également ce précieux ouvrage anonyme de la Wernersche, *Geschichte Kaiser Karls V und seiner Zeit*, (Leipzig, 1848, 1, 1850, 2, 1851, 3<sup>e</sup> partie, 1852, 4, 1853, 5<sup>e</sup> partie, 1855). Le règne de Charles V a été aussi l'objet de deux monographies de *Die Reichs regesta*, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473,

ment allait s'ouvrir une période de grandes entreprises et de hautes promesses destinées encore une fois à réaliser cette conception idéale de l'Empire qui avait séduit tant de générations.

Or ceux qui se faisaient à l'avance cette idée du nouveau règne ne comprenaient pas, il s'en fallait de beaucoup, avec le caractère du souverain. Charles IV ne se distinguait nullement par les qualités chevaleresques; d'ailleurs on peut remarquer qu'à la bataille de Crécy, où il figura dans les rangs de l'armée française, il eut, d'après plusieurs contemporains, une belle fort piteusement à l'abri du danger à l'heure où son père se faisait tuer<sup>1</sup>, il promettait surtout, et dans le diplomate et dans l'homme d'affaires, qu'il avait singulièrement développées par son peu de vie d'aspect extérieur. Il semblait généralement distrait quand on parlait une langue qui lui était familière. Il se amusait en causant à feindre du bien à se louer à l'apparence de n'écouter point son interlocuteur dont il fuyait le regard, en réalité il suivait attentivement la conversation dont il ne perdait pas une parole. Ce masque d'indifférence lui servait à dissimuler ses impressions. C'est qu'avant tout, il était d'une méfieuse défiance, d'ailleurs, comme c'est le propre des tempéraments froids et calcula-

1. Tel est le témoignage du J. Voland, livre XII, c. 67, de Henri de Babenberg le bon, *Fontes rerum bohemicarum*, t. IV, p. 525), de Mathias de Neubourg (*Ibid.*, p. 236). Voyez aussi Krusinski, qui mentionne très clairement la fuite du roi des Romains « quant il vit que le comte d'Orléans, pour y aller, n'en portait pas quel et embla il prit » (Édit. Lucas, t. III, l. 273, p. 70, cf. édit. Koevyn de Letenhova, t. V, pp. 53 et 59). Voyez encore au en sans le texte des chroniques abrégées de Froissart : « Messire Charles de Bohême... Est à voler l'aigle d'Allemagne, car il n'est party, et plusieurs des siens qui le suiviront, et au chesne de chevachine, ay vint en la chise d'Amiens » (Édit. Koevyn, de Letenhova, t. VI, pp. 212-213). Et sans contraire, Murat de Daxenhorst (Bohème, *Fontes*, t. IV, p. 53) et Benesch de Vestmühl (Palais de Dobromsky *Scriptores rerum bohemicarum* Prague, 1784, t. II, p. 344 et ss.), qui tous deux ont quelque raison d'être favorables à Charles IV. Parmi les modernes, M. Gollob (*op. cit.*, p. 57) ne croit pas à la fuite du roi des Romains; M. Wierusky, au contraire, admet l'opinion la plus défavorable pour la mémoire de Charles IV. Cet historien présente d'ailleurs, pour justifier le roi des Romains, un argument des plus étranges: Charles, à son avis, est bien excusable de s'être mis à l'abri du danger, car à lui qui était en droit de concevoir pour l'avenir les plus brillantes espérances, il n'eût dû bien sûr de s'exposer à mourir sans profit, pour une cause romanesque (*op. cit.*, t. II, p. 59). Sans doute M. Wierusky estime qu'une telle fuite était tout au plus permise à Jean de Bohême, parce qu'il était vieux et que sa carrière semblait finie.

2. Voyez surtout le portrait qu'a laissé de l'empereur l'historien Mattias Václav, *Jelovité Murcové, Scriptores*, t. XV, liv. IV, ch. 74.



teurs, il possédait une culture consommée qui lui permettait de laisser au temps le soin de résoudre la plupart des difficultés. Sa connaissance du prix du temps, il n'ignorait pas celui de l'argent; ce descendant des princes était économe et simple dans ses habitudes, il ne se laissait aller au luxe que dans les circonstances solennelles ou il convenait de déployer toute la pompe de la cour impériale, ou dans les fêtes religieuses pour lesquelles sa piété lui donnait un goût marqué. D'ailleurs, par d'autres côtés de son caractère, il se rapprochait des clercs : ainsi, lui-même versé dans diverses branches des connaissances humaines, et en latin, outre le français (qui au temps de Henri VII était la langue de la famille de Luxembourg) le latin l'allemand et le parer de Bohême<sup>1</sup>, il favorisait de tout son pouvoir la culture des sciences et des lettres : on s'explique qu'il ait attaché son nom à la fondation de plusieurs Universités.

Y eût-il une fête ou une organisation étant staté faite pour poursuivre des avantages positifs que pour se hasarder à suivre la politique des clunésiens qui avait servi à Henri VII ou celle des coups de main qui avait perdu Louis de Bavière. D'ailleurs, pour que Charles pût reprendre avec quelques chances de succès une politique « impériale », il eût fallu que l'Allemagne se trouvât unie et forte en présence de l'Occident, livré à l'anarchie. Or l'histoire du règne de Louis de Bavière, dont Charles IV avait été en partie le témoin, celle surtout des interminables négociations où avait été engagé Jean de Bohême, avait amplement suffi à faire apparaître aux yeux du roi des Romains les discordes intestines qui, entretenues par chaque élection nouvelle, réduisaient l'Allemagne à une complète impuissance, d'autre part, il avait trop la force des monarchies occidentales, et même des dynasties naissantes (dont le pouvoir se manifestait chaque jour par des marques évidentes), pour rêver un instant de faire une réalité de la conception idéale de l'Empire. En cet état des choses, dont il eut la claire perception, Charles IV comprit que ce qu'il avait de mieux à faire était de travailler à l'affermissement de sa race et à l'agrandissement de ses domaines héréditaires, en un mot d'être un bon roi de Bohême aux risques de passer pour un médiocre empereur<sup>2</sup>.

1. Voir, sur l'éducation et les talents littéraires de Charles de Luxembourg son autobiographie, poursuivie jusqu'à l'année 1345, dans Bohmer, *Fontes*, t. I, pp. 228 à 279, notamment p. 247, et *passim*.

2. Appréciation de Parnely, *op. cit.*, p. 394.

En ce faisant, Charles a-t-il trahi ses devoirs envers l'Empire ? On l'a maintes fois répété depuis plusieurs siècles et l'un des reproches qui ont été le plus souvent reprochés contre sa mémoire est celui d'avoir livré le royaume d'Arles à la France. C'est le seul point sur lequel il conviendrait d'envisager ici sa politique. Il est certain que le règne de Charles IV s'est terminé par un triomphe de la politique française dans le Sud-Est de la Gaule : Charles l'a-t-il préparé de gaieté de cœur ou s'y est-il résigné tout en essayant d'en atténuer la portée et de laisser une porte ouverte aux retours de la fortune ? En ces termes tient toute la question dont le moment est venu de chercher la solution <sup>1</sup>.

## II — LES DESSEINS DU ROI DE FRANCE

Si quelque doute peut être élevé sur le sens général de la politique que suit Charles IV vis à vis du royaume d'Arles et de Vienne, il n'en peut être émis aucun au sujet de la conduite que tient la cour de France à l'égard de ces régions. Le lecteur connaît l'œuvre que les rois de France ne cessent d'y accomplir avec une inaltérable persévérance ; il sait que, depuis Philippe le Bel, les Capétiens ne négligent aucun effort pour asseoir en Comté leur influence combattue par de terribles adversaires, il n'a pas oublié que les rois de France ont mis la main sur Lyon et Viviers, qu'ils tiennent en une étroite dépendance les comtes de Valentinois, et que les leudes du règne de Philippe de Valois s'ont occupé Sainte-Colombe, afin de mieux préparer l'annexion du Dauphiné. Tandis que Philippe VI, à la suite de longues négociations, consomme cette annexion, il garde l'œil fixé sur la Provence, s'il ne s'avise pas encore de prétendre l'annexer directement à sa couronne il voudrait tout au moins l'enlever à l'arrière-pensée fide de Charles d'Anjou, qui régnait à Naples, pour la donner à un prince de la maison de Valois<sup>2</sup>. Ainsi, du Jura aux

<sup>1</sup> Cette question a été traitée dans une dissertation de Schœffle sch. *Quod Carolus IV rex christianissimus imperii quondam regnum Arverniae* (Wittenberg 1689). Le titre de cette dissertation en latin se suffit à lui-même.

<sup>2</sup> Les historiens provençaux font allusion à diverses tentatives de gouvernement français pour reculer la Provence. En 1315, le roi Jean, venu en Provence, y rencontra une farouche hostilité, le roi Louis de Hongrie, ennemi juré de sa cou-

Alpes et à la Méditerranée, la position française dessine nettement le mouvement soutenu par lequel elle se porte en avant pour donner au royaume sa cohésion définitive.

Or, pour qu'on les obtint, il ne suffisait pas à l'impatience des Valois d'acquiescer pièce à pièce quelques-unes des provinces du royaume d'Arles. Si on veut bien se placer au point de vue de leurs aspirations, on constatera sans peine que les résultats qu'ils obtenaient n'avaient guère de partiels et par suite fort incomplets. D'abord, leur action se trouvait à peu près complètement exclue de certaines contrées qui étaient souvent au moyen-âge, considérées comme parties du royaume d'Arles : ainsi la Savoie et la Suisse fuyèrent, Paris, même dans les régions où il a acquis une influence constante, le roi de France n'exerce aucune autorité directe et légale, les seigneurs, ecclésiastiques ou laïques, sous la puissance desquels se trouve le pays, sont, en théorie du moins, aussi unis au souverain qu'au roi. Si cependant ils se conforment dans une certaine mesure à sa volonté, c'est que chacun d'eux y est poussé par ses raisons d'intérêt personnel. Pour ce qui est le monarque français est un indispensable allié, pour cet autre un ennemi qu'il se juge, pour un troisième un voisin puissant fort capable d'employer la force contre quiconque le contraindrait, même au risque de violer pour cela la frontière d'Empire ; enfin quelques-uns des seigneurs des pays de l'Empire, comme le comte de

s ne Jeanne, y fomentait une coalition de tous les mécontents. et, s'allant contre-  
 bouter, le succès de cette coalition eût été vraisemblablement profitable à la France. A la  
 fin de l'année Jean due de Bourbonnais, vint à Avignon pour y conclure les négoci-  
 ations entre le duc de Bourbonnais et la Provence par l'intermédiaire de Valois. Le Pape Cal-  
 xiste VI, qui envisageait l'état menaçant de l'air autour de Avignon par les forces du  
 roi de France maître du Comtat né de l'anguisologie de la Provence, ne se montra  
 pas favorable aux projets de gouvernement français, ces projets seraient par-  
 rebouter. Le Pape en ce moment a commencé à dépeindre par son compte la ville d'Avi-  
 gnon que la reine Jeanne lui aida vers à nouveau éprouvé, comme il sera indiqué  
 ci-dessous. Voir, sur les différents de l'époque l'ouvrage *Historique de Provence*, t. III,  
 p. 171, et l'ouvrage *Historique de Provence* t. I p. 29 la source principale est  
 Villani liv. XII, ch. I à la fin de l'année 1347, la reine Jeanne revint la pou-  
 voir de rendre qu'elle avait donné à l'usage le duc, comte d'Avellan. L'archevêque,  
 l'archevêque Charles de la maison de Jeanne t. III. Ce document, rédigé en  
 1351, prouve que cette époque le roi Jean ne lui avait pas encore acheté la Pro-  
 vence : les termes *factum affinitatis* sont assez probants. Du côté, le duc  
 futur Charles. duc de Bourbonnais, d'après ce traité la Provence pour la rendre au  
 duc de France voir le document. le duc par la fin de l'année, *documentum de*  
*historique* *historique* sur le duc de France. l'histoire de la ville de Avignon de l'année,  
 2<sup>e</sup> série, tome V, p. 43.

Valentinois, sont forcément dociles aux volontés du roi de France parce qu'ils tiennent de lui, sur la rive droite du Rhône (c'est à dire dans le royaume), des terres qui sont le gage de leur obéissance. Tous ces vassaux de gouverner au nom du roi, soit de Valois ou de Jean le Bon, constituent sans doute une très puissante influence, mais non une autorité législative et générale, la situation est d'importance, surtout au moyen-âge époque dont on peut dire à son honneur qu'elle était, bien plus vivante que la nôtre, préoccupée des idées de justice et de droit. Qu'on se s'imagine pas que l'empereur ou l'empereur élu ait au moins pour cette province, changé quelque chose à cet état de choses, qu'il soit le roi ou le fils aîné du roi de France, le Dauphin n'en est pas moins purement, et simplement, le successeur, en tant que Dauphin, ces Guignes et des Humbert légalement, il ne fait que continuer leur situation, vis à vis de l'Empire aussi bien que vis à vis des seigneurs du voisinage, fussent-ils compris dans la région à laquelle s'appliquera plus tard la désignation générale de Dauphiné. Considéré le roi Dauphin dans ses rapports avec la classe indépendante des propriétaires d'ailleurs, ou avec celle des prélats immunisés, avec les seigneurs de Roussillon, par exemple, ou les archevêques de Vienne en droit, il est leur égal et non leur supérieur, il est tenu de respecter leurs domaines comme eux sont tenus de respecter le sien, l'est à côté et non au dessus d'eux.

En résumé, il voudrait être au dessus d'eux le vœu suprême, et formé depuis longtemps de ceux qui dirigent la politique française serait que le Dauphin reût, sinon la cession définitive, au moins la délégation de la souveraineté impériale, et que cette délégation s'étendît non seulement sur les régions qui formeront plus tard la France du Sud-Est, depuis le Rhône jusqu'aux Alpes, mais encore sur les évêchés de Genève, de Lausanne et de Sion, c'est-à-dire sur la Suisse française. Il semble qu'il en coûterait peu aux souverains allemands pour réaliser ce vœu, puisque l'Empire ne possède depuis longtemps qu'une autorité nominale sur ces régions on conviendrait que pour l'empereur l'alliance qu'il gagnerait ainsi, de la plus puissante monarchie de l'Europe vaudrait bien le sacrifice de ce fantôme. Puis, pour rendre le sacrifice plus facile et moins apparent, la France saurait restituer ses demandes elle ne solliciterait pas une concession en bloc qui pourrait effrayer la conscience de l'empereur. En tout cas, son but est parfaitement

clair elle veut le royaume d'Arles. Du temps de Louis de Bavière, Philippe de Valois, fidèle à la tradition que lui avaient léguée les rois ses prédécesseurs, n'a jamais manqué l'occasion de le demander<sup>1</sup>; après lui le roi Jean, nous en avons la preuve manifeste, n'abandonnera aucun des projets ambitieux de ses devanciers, et Charles V hanta son exemple, aussi bien quand il était Dauphin qu'après qu'il en eut la couronne. Les documents qui ont été conservés jusqu'à nous montrent la diplomatie française à l'œuvre pour atteindre ce but<sup>2</sup>, elle y revie n'a pas d'une reprise sans se laisser encourager par les succès répétés qu'elle obtint. Or, jamais ses espérances ne parurent mieux fondées qu'au moment où Charles IV fut

<sup>1</sup> Voir plus haut, pp. 331 et 332.

<sup>2</sup> Nous possédons sur ce point deux documents rédigés sous le règne de Jean le Bon et un rédigé sous le règne de Charles V. Ces documents ont été publiés par M. Laisné, le jeune chevalier dans le recueil cité à la page 417. J'ai eu l'occasion de me renseigner plus loin la doctrine rédigée sous le règne de Charles V (en 1365) et intitulé : *Memoriale factum ad persequendum faciendum domino Karolo Quarto imperatori Romanorum, quando venit Gracienopolim*. « Je dois mentionner ici les deux documents du temps de Jean le Bon. L'un est intitulé : *Memoriale pro domino nostro Dauphino super recuperandis ab imperatore pro parte Dauphinati* » (Chevalier, pp. 130 et 131, et l'autre précédé du titre suivant : « Super infrascriptis videat Dominus meus Dauphinus et eiusdem se consulens, et places » (ibid., p. 140). La lecture des deux documents montre qu'ils ont été à la même négociation. Avec M. Winckelmann, *Die Maximilian Kaiser Karls IV.*, pp. 14 et 25 (je crois que le second document est de 1354, et le premier de 1355). Le premier est la proposition mise au rapport fait au conseil du Dauphin en vue d'une délibération dont est sorti le *Memoriale* (que j'appellerai le document A). Quant à la date de ces documents, voici je crois en quoi les uns et les autres peuvent se renseigner. Le document B, le premier en date, est postérieur à la mort de Clément VI, il mentionne en effet, « archiepiscopus Rothomagensis, qui fuit pontifex maximus » (qui non qui maxime fuit) c'est-à-dire que ce document est postérieur au 5 décembre 1352. Le document A est antérieur au couronnement de Charles IV en qualité d'empereur, c'est-à-dire au 5 avril 1355. Et si l'on se rappelle que les mots « et eiusdem se consulens » — concéder le royaume d'Arles — pro se maxime qui non erat Augustinus, le document A est antérieur à la mort de Humbert II, c'est-à-dire au 22 mai 1355. Donc ces deux documents ont été rédigés entre décembre 1352 et le printemps de 1355. Comme il y est question des négociations de l'empereur avec le comte de Savoie, je serais tenté de les placer à la fin de 1354 avant cette époque, il n'est pas question de négociations avec l'Empereur et la Savoie (cf. en ce sens Winckelmann, op. cit.).

Ainsi, en 1354, un membre du conseil delphinal proposait au Dauphin Charles de se faire de l'empereur, pour lui-même, le royaume d'Arles, qu'il tiendrait en fief de l'Empereur ou, sous une autre forme, la juridiction suprême et la suzeraineté sur les provinces de la Savoie, de la Provence, de la France, de la Lombardie, de la principauté d'Orange, le temporel des églises de Valence, de Die, de Lemoine, de Gap et de Genève, les comtes de Valentinois,

élévé au trône communauté d'éducation, relations de parenté et d'amitié, tout paraissait annoncer que le nouveau roi des Romains se montrerait l'aîné fidèle du roi de France<sup>1</sup>. Joignez à cela que Philippe de Valois comptait bien diriger l'empereur par l'intermédiaire du pape Clément VI, prélat français qui avait été chargé de l'éducation de Charles IV au temps où ce prince, encore enfant, résidait à la cour de France<sup>2</sup>; le roi pouvait donc se croire au moment où le Pape et l'empereur se conduiraient entièrement par son influence et ses con-

Viennes et échappées le temporal de son église, le empereur les évêques des provinces de Lyon, de Besançon, de Tarragona, d'Arles, d'Albi, d'Arles et d'Arles, l'archevêque de Subbaye de Saint-Oyen de Jura et du primat du Rhodan. Les allies du Dauphin et du roi, comme de Vienne et d'Arles, sont être les comtes de Bourgogne et de Savoie. (Voir le document B.) Plus tard, le conseil de l'empereur se débattait en réalité à demander non pas le royaume d'Arles, sans doute il n'avait à ce moment aucune espérance de l'obtenir de l'empereur, mais Vienne et ses diocèses, la souveraineté sur les évêchés de Valence, de Die, de Sion, de Lausanne et de Genève, ainsi que l'archevêché de Saint-Oyen, de Nantua et de Saint-Clément, et sur les comtes de Provence, de Foréquier, de Gênes et de Valentin. Dans l'un et l'autre documents se manifeste une appréhension très vive des progrès du comte de Savoie que l'on soupçonne de vouloir se faire donner la couronne d'Arles si ardemment convoitée.

1. Voir les lettres de l'empereur au Dauphin, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310,

entre Grèce à cet égard et les circonstances. Charles IV semblait naturellement désigné pour assurer, par l'abandon du royaume d'Arles, la formation d'une alliance solide entre la France et l'Empire. Cependant ce résultat se fit attendre; pendant trente ans Charles V trompa les plus chères espérances de la maison de Valois.

### III. — PREMIERS ACTES DE CHARLES IV PEU FAVORABLES À LA FRANCE

En dépit des traités d'amitié solennellement jurés, il s'en faut de beaucoup que Charles IV, même aux premiers temps de son règne suive une politique favorable de aux prétentions de la maison de France. Il s'en faut de beaucoup que, pour servir les vues de Philippe de Valois, il laisse tomber Louis L<sup>er</sup> et l'empire sur le royaume d'Arles. Il est vrai qu'au moment même de l'avènement de Charles, l'éclat de la monarchie des Valois s'obscurcissait singulièrement. L'alliance de la France semblait du bien moindre prix depuis que la journée de Crécy avait démontré la prépondérance militaire de l'Angleterre. Bientôt, d'ailleurs, se répand la nouvelle de la chute de Caen, comme pour prouver que la victoire a décidément abandonné l'échiquier des Is. Évidemment, un politique aussi avisé que Charles IV ne pouvait être enclin à faire des sacrifices pour s'assurer l'amitié d'un monarque vaincu, remarquons d'ailleurs que vers la même époque, la mort de Louis de Bavière (survenue le 11 octobre 1347) débarrassa Charles d'un rival dangereux en même temps qu'elle désorganisa le parti de ses adversaires — ainsi se trouve-t-il lui-même plus fort au moment où Philippe de Valois devient plus faible.

Ces considérations expliquent, sans les justifier de tous points, les tendances de plus en plus hostiles à la France qui dominent la conduite de Charles IV dans les premières années de son règne. Or, ces dispositions nouvelles du roi des Romains se traduisent par des faits qu'il convient de signaler, soit dans sa politique générale, soit dans celle qu'il suit vis à vis du royaume d'Arles.

En ce qui touche la politique générale, la situation créée par les défaites de la France et la mort de Louis de Bavière détermina bien vite Charles, non seulement à abandonner l'alliance de Philippe de Valois, mais à rechercher celle de son adversaire Édouard III. Une

puissante considération le poussa à cette résolution. Le parti qui, en Allemagne, faisait opposition à Charles de Luxembourg, privé de son chef par la mort du Baviérois, avait tenté de se reconstruire en offrant l'Empire au roi d'Angleterre<sup>1</sup>. Ce le comitatus était bien faite pour satisfaire les esprits qui revaient la restauration de l'ancien Empire allemand, puisqu'elle impliquait directement Édouard III aux efforts que l'Allemagne ne manquait pas de tenter pour recouvrer les fiefs et droits de l'Empire *una lingua* usurpés par la France. Pour conjurer l'orage, Charles IV crut habile de se donner au moins l'apparence d'être, lui aussi, dans une certaine mesure, le champion des droits de l'Empire; pour cela, il résolut de s'entendre directement avec Édouard III afin de dérober ainsi à ses adversaires le terrain sur lequel ils se plaçaient. Édouard se trouvait assez occupé par la lutte qu'il menait contre la France pour n'être que médiocrement tenté par les propositions du parti bavarois, au surplus, au lieu des perspectives chimériques que lui offrait ce parti, il lui importait bien plus à cette époque d'obtenir un avantage positif que Charles IV pouvait lui assurer : à savoir, le règlement équitable de la succession du comte de Hollande, frère de la reine d'Angleterre Philippa<sup>2</sup>. La négociation ouverte entre les deux souverains aboutit rapidement à la conclusion d'un traité d'amitié. Charles IV, à la vérité, s'y réserve de ne prendre les armes contre la France qu'autant qu'il jugera que le roi de France usurpe les droits de l'Empire, mais il promet aussi de ne s'unir à aucun des ennemis du monarque anglais, autorise Édouard à faire passer ses troupes sur les terres d'Empire et s'engage à laisser à ses sujets l'entière liberté de prendre les armes pour le service de l'Angleterre<sup>3</sup>. En somme, il adopte à l'égard de la France une attitude de neutralité malveillante qu'il pourra, s'il le juge utile, changer en hostilité ouverte<sup>4</sup>. A ce prix il s'est assuré à l'avance,

1. 10 janvier 1346. Mathias de Neubourg, p. 153.

2. Louis de Bavière n'avait reconnu pour héritière que la sœur aînée du défunt : Charles reconnut les droits des sœurs puînées à l'héritage de leur frère. Voir un acte du 16 janvier 1346 dans les *Regesta*, n° 355, et Werunsky, op. cit., t. II, page 115, note 3 (d'après un renseignement donné par Mathias de Neubourg, p. 250).

3. Texte éponyme cité par Charles IV en des lettres datées de Prague, 14 juin 1346. *Regesta*, n° 401. Texte publié à diverses reprises, notamment par Ludwig, *Actenur manuscriptorum*, t. V, p. 462; voyez aussi les lettres du roi Édouard III, du 23 avril 1346. *Regesta, Reichsarchiv*, n° 33, Ludwig, op. cit., t. V, p. 459.

4. Voici la portion du texte relative à la France : « Eundem latum regem ad



dans la personne d'Edouard III, un puissant auxiliaire pour le jour où il lui conviendrait d'engager contre Philippe de Valois cette guerre pour la restauration des droits de l'Empire dont les souverains allemands menaçaient la France depuis si longtemps, sans que personne semblât prendre leur menace au sérieux. De son côté, Edouard III, réconcilié avec Charles IV, décline naturellement l'offre de la couronne impériale qui lui avait été adressée par le parti bavarois; il rejette ainsi ce parti dans toutes les difficultés d'une opposition sans chef reconnu et sans plan de conduite arrêté.

Il est vraisemblable d'ailleurs (et cela est conforme au caractère de Charles IV) que le roi des Romains ne prétendait pas s'engager à fond dans l'alliance anglaise, un fait qui se produisit à cette époque paraît le démontrer clairement. Comme sa femme Blanche de Valois était morte le 1<sup>er</sup> août 1318, Charles songea à se remarier, et il refusa de chercher une seconde femme dans la famille royale de France, comme le lui conseilla le pape Clément VI, il ne donna pas non plus suite au projet, fort goûté à la cour d'Angleterre, d'une alliance avec la fille d'Edouard III. Se laissant guider uniquement par le désir de gagner à ses adversaires allemands et d'étendre les divisions qui déchiraient l'Empire, il épousa Anne, fille du palatin Rodolphe de Wittelsbach. L'un des chefs de l'opposition que ce mariage contribua encore à affaiblir. Ainsi, Charles IV avait profité de la faiblesse de la France pour lui rappeler les revendications qu'il tenait en réserve contre elle, mais quand il s'agissait de passer à l'action, il se gardait de toute mesure qui l'eût engagé trop avant, entendant bien se réserver guère, non par ses promesses, mais par ses intérêts personnels.

Si nous considérons maintenant la politique que suit le chef de l'Empire à l'égard du royaume d'Arles, nous ne serons pas surpris d'y retrouver les mêmes dispositions peu favorables à la France. Déjà quelques mois après Crécy (en décembre 1346) il avait manifesté ses

*revendendum seu debellandum regnum Francie juvare non intendimus nec ad hoc volumus coerceri, nisi specialiter in eventum eorum pro iuribus Imperii nostri contra regnum Francie vel personam ipsius regis quomoque modo, quavis auctoritate et dignitate prefugetur et utatur.* » J'emprunte ces textes aux lettres ci-dessus à la note précédente, du 24 juin 1348.

1. Lettre du 17 septembre 1348. *Regesta, Paris, n° 21*. Le texte a été publié par Eubel *op. cit.*, t. I, n° 201.

prétentions à la souveraineté sur une partie de l'ancienne Gaule en confiant à son ecclésiastique Beauclerc, archevêque de Trèves, le pouvoir de l'y représenter, à cette époque, était unie à la dignité d'archevêque de Trèves par suite d'une règle qui fut observée jusqu'au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle) la qualité d'archichancelier du royaume d'Arles<sup>1</sup>. Sans doute, c'était là une manifestation, plus théorique que pratique, des droits de l'Empire, mais, vers le même temps, elle fut appuyée par un acte plus important. Les négociations surentes par le Dauphin Humbert II pour céder ses Etats à la maison de France avaient été dirigées non pas par ceux des Allemands qui, suivant le souvenir des traditions impériales, continuaient avec une certaine confiance les projets nouveaux du voisin de l'Ouest<sup>2</sup> ; or, comme il lui parut prudent de se montrer aussi patriote que l'opposition allemande, Charles IV eut le moment propice pour rappeler au Dauphin le souvenir de sa souveraineté : cette mesure semblait d'autant plus utile que le Dauphin Humbert s'était montré le partisan dévoué de Louis de Bavière, et que par conséquent il pouvait être suspecté de trahison à l'égard de la maison de Habsbourg. Aussi les députés d'Arles durent-ils alors être singulièrement honorés de voir venir à eux, en qualité de représentant de l'empereur, un membre de l'une des familles importantes de la vallée du Rhône, Gautier de Moncell (le même qui fut à diverses reprises employé par la diplomatie de Charles IV). Après s'être abouché avec Henri de Villars, chargé de gouverner le Dauphiné pendant la durée de l'expédition de Humbert II en Orient, l'envoyé impérial fut admis à communiquer les intentions de son maître à une assemblée de pré-

1. Tibiéville, 3 décembre 1346. Winkelmann, *Acta Imperii inedita*, t. II, n° 483. On se rappelle que l'archichancellerie du royaume d'Arles avait, au temps des Staufen, appartenu à l'archevêque de Vienne (voir plus haut, p. 306). Jean de Vioirring mentionne cette prérogative de l'archevêque de Trèves, qui d'ailleurs est régulièrement observée par la chancellerie de Charles IV (Dehmer, *Festsetz.*, t. I, pp. 325 et 327).

2. Un écho de cette opinion se retrouve dans Mathias de Neubourg. Dehmer, *Festsetz.*, t. V, p. 216 et 217. Il semble que Humbert II ait eu la main forcée par le roi de France. On considère d'ailleurs Humbert comme peu propre à résister : on parle avec mépris de son aspect féminin, *fervens quasi muliebrius habitu*. Henri de Dinschhausen (Dehmer *ibid.*, p. 80) se plaint amèrement de la conduite du Dauphin qui a « peur craint des Français, *imperium Romanum* ». De même plusieurs historiens de Clément VI se montrent mécontents de la cession du Dauphiné, qui, en la fait, avait pu par conséquent le leur posséder : pour eux, Humbert et ses grands se sont laissés gagner par l'argent de la France (P. Viss, dans *Monum. Vite Imperatorum Germanorum*, t. II, col. 250 et *Vite. ibid.*, col. 251).

lais et de barons qui, en retour, lui donnerent l'assurance de la fidélité du Dauphin<sup>1</sup>. Fy l'onment, Charles IV n'obtint que de belles paroles, mais le seul fait de la mission qu'il avait donnée à Gautier de Montet, dénote un changement significatif dans les dispositions du roi des Romains.

Peu d'années après cette ambassade, le traité de 1319 consommait l'annexion du Dauphiné à la France. Cet événement avait nécessairement inquiété les seigneurs des régions environnantes, dont la situation se trouvait gravement modifiée par ce fait qu'ils devenaient les voisins, proches ou immédiats, des domaines de la maison de France. Le roi des Romains comprit qu'il ne lui serait pas impossible d'exploiter ce mécontentement. Il s'efforça d'abord de mettre dans ses intérêts Aymar de Poitiers, comte de Valentinois, qu'il créa, par diplôme de mars 1313, vicario de l'Empire dans le royaume d'Arles et de Vienne<sup>2</sup>. La tentative ne pouvait aboutir à aucun résultat sérieux : en effet, Aymar n'eut pas de force à se mesurer contre le roi de France. Il le sentit si bien que lui-même ne tarda pas à se réconcilier avec Jean le Bon, pour le complot auquel, en 1354 et en 1355, il rempristait les fonctions de lieutenant-général en Dauphiné<sup>3</sup>. Découragé de ce côté, le roi des Romains se décida avoir par insinué :

1. Il est fait mention de son assise de l'anier le Montet dans la lettre écrite au Dauphin, adressée à la croisade (le 10 décembre 1319) par le roi de Dauphiné, Henri de Vienne. Le texte de cette lettre est dans l'ouvrage de Vallournais, t. II, p. 538. La lettre impériale investissant Gautier de Montet de sa mission est datée de Thionville, 7 octobre. Archives de l'Empire, Chancellerie des Comptes, B, 3248, fol. 39. C'est le 10 décembre que se réunirent à Romans les prélats et les barons du Dauphiné pour entendre l'envoyé impérial.

2. Décret daté de l'archidiaconat, 16 mars 1313. G. Meyer, *Erbschaften Sebastianus*, p. 25, de Prunçon. *Palencia de dans la lettre* n° 18. Après ces portefeuilles de Fontainebleau, *Regula*, n° 838. Aymar de Valentinois avait été chargé en septembre 1346, à la suite de l'expédition de Louis de Savoie et d'autres personnages, de renouveler les promesses que Charles avait faites au Saint-Siège avant son élection. *Regula*, n° 454.

3. Pour le déterminer à abandonner le parti de l'Empire, il parut bien que le roi de France fit d'importantes concessions à Aymar de Poitiers, notamment l'lui reconnaissant les seigneuries de la Bache-deux et de Charnay-sur le Rhône de Pisançon. *loc. cit.* Du Chesne, *Histoire des comtes de Valentinois* (p. 50) mentionne ce fait qu'après 1350 Aymar de Valentinois fut chargé des fonctions de gouverneur pour le Dauphin Charles. Le 28 août 1353, Aymar ne porta pas encore ce titre (transaction avec Louis d'Anduze, Archives de l'Empire, Valentin, mariages, paquet II), il ne porta plus alors le titre de vicario. Le 18 septembre 1353, il est lieutenant du roi de France en Dauphiné, avec 2 000 florins de gage.

plus tard, il tentera de reprendre, en excitant contre la France la jalousie du comte de Savoie l'ennemi qui s'avait pu accomplir en s'appuyant sur le comte de Valentinois.

Sur un autre point du royaume d'Arles, sa politique se trouve encore en opposition avec celle du roi de France. Par suite de négociations dont le détail nous échappe, Charles IV se lia avec une même reine Jeanne, dont la France convoitait les domaines de Provence ou en eut la preuve flagrante quand, au commencement de l'année 1355, les envoyés de la reine et de son mari, Louis de Tarente, venus à Pise à la tête d'une suite nombreuse de Provençaux, y rendront solennellement à Charles IV l'hommage qui était dû à l'Empereur pour les comtés de Provence, de Forcalquier et de Tignes<sup>1</sup>. Les actes de cette époque attestaient une union intime entre le gouvernement impérial et celui de Jeanne de Naples, union qui ne pouvait que déplaire au roi de France, puisqu'elle consolida la situation de Jeanne en Provence. Il est à se représenter avec quelque étonnement le rapprochement de Jeanne et de Charles IV à l'influence des Papes<sup>2</sup> qui, malgré leur origine française, ne pouvaient être désireux de se trouver ennemis dans leur résidence d'Avignon (dont ils venaient d'acquiescer de Jeanne,

<sup>1</sup> Les ambassadeurs furent introduits de leurs pouvoirs par un acte de Jeanne et Louis, daté de Naples, 15 juin 1354. L'hommage fut prêté par eux à Pise le 4<sup>e</sup> janvier 1355 : Cf. *Regesta, Reichsarchiv*, n° 128 et 129. Diverses faveurs furent accordées à la reine Jeanne par divers diplômes datés de Pise, 27 et 30 janvier, 1<sup>er</sup> et 7 février 1355. *Regesta, Archivum secretum primum*, n° 6735 à 6800. Vers cette époque, un envoyé anglais qui traversait Pise y rencontra un grand nombre de seigneurs des comtés de Provence et de Forcalquier (Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, pièces justificatives, t. XVII, p. 364).

<sup>2</sup> C'est sous l'impulsion de ces papes que Charles IV a été amené à Charles V comme son frère de se rapprocher de son frère. On le voit même que les papes ont exercé par leurs actes une influence sur Charles V et sur son frère. L'Empereur le roi Robert de Naples - la Pape en effet pouvait se rendre que cette sentence ne servait en pratique aux adversaires de Jeanne pour fomenter des troubles dans ses États. Les diplômes datés de Pise, 20 janvier 1355, réalisent cette promesse. (Cf. *Regesta*, n° 6735.) J'aurai l'occasion de signaler d'autres preuves de la protection que les Papes accordent à la reine Jeanne et de l'appui qu'ils donnent à sa domination en Provence. J'imagine d'ailleurs que Clément VI, quoi qu'il eût aidé à la conclusion du premier traité par lequel Humbert II, comte de Viennois, avait cédé ses États à la France, eût eu une pensée analogue quand il consentit à Humbert de se reconnaître en lui donnant une chance d'avoir des héritiers légitimes, la Pape espérait peut-être empêcher les effets de l'annexion et se débarrasser lui-même contre le danger qui résistait pour sa ville d'Avignon des progrès de la domination territoriale des Valois. (Voir la lettre de Clément VI, du 15 mai 1347. *Valbonnais*, t. II, p. 23.)

avec le consentement de Charles IV, l'entière propriété<sup>1</sup> par des forces françaises des lies en Provence comme en Languedoc et en Dauphiné. Qu'il s'agisse de Clément V et de Jean XXII, ou de Clément VI et d'Innocent VI, il vient toujours un moment où ces Pontifes, forcément subordonnés à l'influence française par les conditions où vit alors la Papauté, cherchent le moyen de sauvegarder leur indépendance contre les exagérations de cette influence; telle est la considération à laquelle obéissent Clément VI et Innocent VI quand ils soutiennent, même contre la France, le reine Jeanne en Provence et lui assurent l'appui au moins moral de Charles IV.

#### IV. — NÉGOCIATIONS INFRUCTUEUSES ENTRE LA FRANCE ET L'EMPIRE

En somme, pendant les premières années de son règne, Charles IV n'est non moins que favorable à la réalisation des desseins de la politique française. La déception était cruelle pour les Valois; qu'il s'appelât Philippe ou Jean, le roi de France soutenait contre l'Angleterre une guerre trop rude et trop dangereuse pour ne point tenir à cette alliance de l'Empereur qui cependant lui échappait à l'encontre de toutes ses prévisions. Aussi s'efforça-t-il de renouer les liens qui s'étaient brisés.

De là, entre les deux cours, des négociations qui sans doute ne furent guère interrompues, mais qui semblent avoir été menées avec une activité particulière pendant l'été de l'année 1355, c'est-à-dire à l'époque qui suivit la première expédition de Charles IV en Italie et son couronnement dans la basilique vaticane. Les quelques documents qui ont été conservés ne permettant pas de suivre par le menu l'histoire de ces négociations, mais au moins nous révèlent-ils les principaux obstacles contre lesquels se heurta la bonne volonté des négociateurs. C'est encore la question du royaume d'Arles qui forme le point central de la discussion: outre qu'il élevait des réclamations à propos de Verdun et de Cambrai, Charles IV exigeait des Valois la

<sup>1</sup> Sur la cession d'Avignon, consentie au Pape par le reine Jeanne, le 19 juin 1348, voir Bousquet, *Histoire de Provence*, t. II, p. 351 et Mathias de Neufbourg dans Balmer, *Fonitex* t. IV p. 361. La cession fut confirmée par Charles IV le 1<sup>er</sup> novembre 1348, *Regesta*, n° 774 et 775.



vérité sans aucun succès, à lever tout prétexte à de nouveaux retards, on comprend qu'il ait lu, de cet hommage une des conditions du traité qui devait rétablir la paix entre la France et l'Empire<sup>1</sup>.

Le Dauphiné, officiellement au moins, avait toujours fait partie des pays d'Empire; à ces crises reprises les Dauphins en avaient prêté hommage aux empereurs. Maintenant que le Dauphiné était passé des mains de la dynastie de la Tour à celle des rois de France, il semblait urgent à l'empereur d'en obtenir ce nouveau hommage, afin de bien établir la question. Mais, d'ailleurs assez mal acceptée de lui, n'impliquant aucune diminution des droits suzerains de l'Empire dans ces régions, Charles V demanda formellement cet hommage au dauphin Charles, fils du roi Jean. Au même moment les possessions du Dauphin et du roi de France, se trouvant Vienne, ville confiée par les empereurs au gouvernement des archevêques, qui s'étaient formé, sous la suzeraineté nominale de l'Empire, une principauté à peu près indépendante, mais à l'exception de laquelle la maison de France ne prenait même pas la peine de déroger ses convolutions. Au nombre des conditions du traité figure la restitution éventuelle de Vienne à l'Empire. Charles n'entendait pas que l'ancienne cité impériale subît le même sort que sa voisine Lyon.

Si l'on veut bien se rappeler que, vers l'époque où il prétendait faire revivre ses droits sur la Comté et le Dauphiné, Charles IV venait d'obtenir l'hommage de la Provence, on conviendra que l'acceptation par les Valois de semblables conditions eût scellé l'abandon des traditions plus que séculaires de la diplomatie capétienne. Aussi, après quelques tergiversations, le roi Jean se refusa à les subir. Pour pallier son refus, il se servit d'un proteste d'ailleurs assez transparent. Il se déclara hors d'état de souscrire aux propositions de Charles IV parce qu'elles portaient préjudice aux droits des tiers (sans doute il entendait par là le jeune comte de Bourgogne, peut-être le Dauphin et l'archevêque de Vienne). Qu'elle eût été plus ou moins habilement déguisée par le roi de France, la rupture des négociations était un fait accompli vers l'automne de 1355. A ce moment, l'ensemble de la conduite de Charles IV à l'égard du royaume d'Arles fournissait une explication et un commentaire de

1. Sur ces affaires de la Comté voir *ibid.* *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté* (ed. 1870), t. II, pp. 105 et ss.

ses domaines et n'étaient point faits pour être agglomérés à la France ! Pour cela, en tout cas, il eût dû s'adresser au prince seigneur d'agir dans les questions relatives à la Comté, au Dauphiné et à la Savoie.

#### V. CHARLES IV EST HOSTILE À LA FRANCE

Personne ne se présentait pour rendre à Charles IV l'hommage dû au régent, pour la Comté de Bourgogne. Aussi l'empereur se crut en droit de saisir la Comté et la confia à la garde du comte Henri de Montbéliard, qu'il nomma vicaire de l'Empire dans cette région<sup>1</sup>. Le choix du vicaire était significatif ; l'empereur avait en effet désigné pour remplir ces fonctions un des chefs de la noblesse hostile à la France. Visiblement il ne tenait nullement à ménager les sympathies du roi Jean, jaloux autant et plus que ses prédécesseurs de son influence en Comté. L'attitude de Charles IV paraît avoir porté ses fruits : en ce même temps, enhardi peut-être par le refus de Jean l'aveugle, le duc de Guyenne écrit au roi de France, Thomas de Fauvelberg, à une instance — infortunée —

1. D'après les pièces énumérées à la note de la page 458 Jean ne paraît disposé en mai 1355 à faire à Charles IV les concessions demandées ; la pièce n° 1 en fait foi. En réalité il ne fit pas ces concessions : la lettre mentionnée au n° 1 de cette note fut considérée son refus, qui était certain à l'autorité de 1355. M. Otto Winkelmann dit *Beichlingen*,... pp. 147 et ss.) croit que le changement des résolutions du roi Jean eut lieu au mois de mai et que le diplôme de ce prince, mentionné sous le n° 2, est son acte de mai. Il ne prouve rien de son changement de vue et ne prouve guère autre chose que constater avec certitude le changement qui s'opéra dans les dispositions du roi Jean entre le printemps et l'automne de l'année 1355. Sans doute le sacrifice paraît trop dur au roi Jean, d'ailleurs en cette même année 1355, Charles IV se rapprochait du comte de Savoie et essayait d'empêcher l'exécution du traité récemment conclu entre ce comte et la Dauphiné. L'attitude qui s'ébauchait entre l'Empire et la Savoie n'était pas sans exciter la jalousie du roi de France. Peut-être aussi le cœur de France était-elle mécontente de l'inféodation de la Provence au premier empereur élu par Charles IV à la place de Jean. En ce cas, Charles IV avait essayé d'établir un accord entre la France et l'Angleterre et n'y avait pas réussi. Il semblait aussi être le protecteur du jeune duc de Normandie, fils du roi Jean, dont les relations avec son père, comme on l'a vu plus haut, étaient très peu cordiales. Tous ces motifs peuvent expliquer le retournement qui s'opéra dans les résolutions du roi Jean et la décision finale par laquelle il refusa de souscrire un traité. (Sur les relations de Charles IV avec la Savoie, voir ci-dessous.)

2. Cf. *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté*, t. II, p. 105, *Revue, additions*, p. 101. n° 1014.



déjouer — pour enlever le jeune comte Philippe des mains de ceux qui le gardaient au nom du roi de France. Pour le moment, en tout cas, il était certain que la sympathie de Charles était acquise aux adversaires du roi Jean en Comté.

Vers la même époque, les affaires du Dauphiné fournirent à l'empereur une autre occasion de contrarier la politique française. Parmi les états d'espas à prendre ombrage de l'annexion du Dauphiné à la France, la Savoie figurait en première ligne. La raison en est facile à comprendre. Depuis plusieurs générations les comtes de Savoie vivaient sur le pied d'une rivalité perpétuelle avec les Dauphins, or, à travers les vicissitudes les plus variées, les forces des deux souverains s'étaient balancées à peu près également. L'équilibre devait se trouver naturellement rompu à compter du jour où l'un des rivaux pourrait jeter dans l'un des plateaux de la balance tout le poids des ressources de la monarchie française. Telle était cependant la situation créée à la Savoie par la cession du Dauphiné à la France : elle était certainement plus grave que, le Dauphin se trouvant en même temps seigneur du Faucigny, les états patrimoniaux de la maison de Savoie étaient comme enfoncés entre cette province et le siège principal de la puissance dauphinoise<sup>1</sup>. La Savoie était alors gouvernée par des régents pendant la minorité du jeune Amédée VI, le pieux qui, sous le nom de comte Vert, devait acquérir la réputation d'un des capitaines les plus vaillants et d'un des politiques les plus habiles d'une époque aussi féconde en diplomates qu'en guerriers. Quand ces régents eurent conscience du péril, leurs rapports avec la France, d'amicaux qu'ils étaient, devinrent si difficiles qu'à plusieurs

<sup>1</sup> C'est au cours du xiii<sup>e</sup> siècle que les dauphins eurent par des actes successifs acquis l'hommage du Faucigny. Ces actes sont indiqués dans l'inventaire des pays étrangers de la Chambre des Comptes de Grenoble, où ils furent conservés jusqu'en 1760, à la suite du traité conclu à cette époque entre la France et le Piémont. Ils furent alors transportés aux Archives d'État de Turin en échange des titres concernant le Valentin qui restèrent à Grenoble (voir les n<sup>os</sup> 599 et 600 de ces inventaires). En 1816 pour assurer un protecteur contre les agressions du comte de Savoie, le comte de Chambéry transféra au dauphin l'hommage de son comté (n<sup>o</sup> 610 ccf. Valbonnais, t. I, pp. 275 et 282, t. II, p. 163), cet acte fut également par des lettres au roi de France Philippe-le-Long qui en 1316 transféra au Dauphin les hommages auxquels il avait droit pour la Comté de Bourgogne sur ces seigneuries du Genevois, telles qu'Annecy, Clarmont, Valbonnais, t. II, p. 162). En décembre 1352, à la suite de divers actes, le comte de Genevois, exécutant des traités antérieurs, rendit hommage au Dauphin pour le Faucigny (n<sup>o</sup> 688).

reprises les hostilités éclatèrent entre les deux états limitrophes. Ce ne fut qu'après diverses alternatives de guerre et de paix que les deux parties se décidèrent à couper la racine de leurs querelles par l'important traité du 5 janvier 1355 : en vertu de cette convention, le Dauphin, fils du roi de France, céda au comte de Savoie le Faucigny et l'hommage du comte de Genève en échange d'une importante rectification de frontières qu'il obtenait en Dauphiné. Evidemment par la cession du Faucigny et de la suzeraineté sur le Genevois, les Valais avaient cru éteindre un des griefs, et non le moins important, que nourrissait contre eux le comte de Savoie<sup>1</sup>.

Ce traité, par cela même qu'il consacrait la domination française en Dauphiné en la débarrassant de l'opposition toujours gênante et parfois dangereuse que lui avait faite la Savoie, servait mal les intérêts politiques de Charles IV. Or, quelque chose se fit pour ne pas à y apercevoir un défaut qui lui permettrait d'en contester la légitimité et d'en entraver l'exécution. Le traité du 5 janvier avait, sans le consentement du roi des Romains, réglé le sort du divers pays qui en partie étaient à l'empire : mais la puissance de Charles IV était si faible dans ces régions qu'il ne se fit aucune sorte des traités passés par la France avec Humbert II. Les intéressés semblaient ne s'être pas préoccupés d'obtenir son adhésion. Charles s'en trouva mécontent et, pour marquer ouvertement à sa désapprobation des principes de la France, il n'hésita point, par un diplôme rendu le 20 août 1355,

1 Ce traité, dont les négociations étaient commencées dès le printemps de 1354, terminait aussi au profit du comte Vert la cession de l'île située au quartier Saint-Honoré à Paris, qui avait jadis appartenu au roi Jean de Bohême. Ainsi Amédée VI, comme beaucoup de princes de son temps, acquiesça une résidence à Paris. De plus, pour s'allier plus étroitement avec la famille royale, il abandonna un projet de mariage avec Jeanne de Bourgogne, sœur de Philippe de Navarre, fille du duc Eudes et de Jeanne de Bourgogne et Auvergne. Jeanne, fiancée depuis plusieurs années au jeune comte, était élevée à la cour de Savoie qu'elle dut qu'elle à cette occasion. Voir le texte du traité publié par Guichenon, *Histoire de la royale maison de Savoie*, t. IV, p. 103; et Scarnelli, *Documenti di alcuni documenti per la storia degli Amadei VI, VII e VIII di Savoia* dans l'*Archivio storico italiano*, Florence, 1847, t. XIII, pp. 55 et ss. Au lieu de Jeanne de Bourgogne, dont les prétentions pouvaient menacer celles de Philippe de Navarre sur la Bourgogne et par là menacer le roi Jean, le comte Amédée dut épouser Berthe de Bourbon, fille du duc Pierre I<sup>er</sup> et sœur de Jeanne, qui en 1350 avait épousé le futur Charles V, alors Dauphin et duc de Normandie (le texte du traité par lequel avait été conclu le mariage, rompu en 1355, du comte de Savoie avec Jeanne de Bourgogne a été publié par Guichenon, t. IV, p. 126, il est daté de Cluses, juin 1347 et réserve les droits successoraux de Jeanne à la Comté).

à déclarer nulle et de non effet la partie du traité relative au Faucigny et à l'hommage du comte de Genève<sup>1</sup>. C'était remettre en question la réalité juridique des négociations si laborieusement conduites entre la France et la Savoie, c'était fournir un point d'appui aux résistances effectives que l'exécution du traité rencontrait de la part des habitants du Faucigny<sup>2</sup>, c'était enfin s'efforcer de défaire l'alliance étroite qu'il semblait devoir s'établir entre les Valois et le comte Vert, à l'issue qu'en avait voulu resserrer encore par le mariage arrêté entre le jeune comte et une princesse du sang royal, Bonne de Bourbon, dont la sœur avait épousé le Dauphin<sup>3</sup>.

Il ne suffit pas à l'empereur de fournir au comte de Savoie et aux autres intéressés une raison juridique qui leur permette de se soustraire à l'exécution du traité : il s'efforce en outre d'attacher à sa politique le chef de la maison de Savoie. Quand au commencement de l'année 1335, Charles IV était descendu dans la haute Italie qu'il devait soit pour aller se faire couronner à Rome, il avait reçu l'hommage du comte Vert dont il avait confirmé les privilèges<sup>4</sup>. Leurs relations ne devaient pas se restreindre à ces formalités purement officielles, quoique l'accomplissement en prit une grande valeur aux

1. Par cet acte, Charles IV rétablit l'état de choses existant en ce qui concerne le Faucigny et l'hommage du Genevois, et ordonne au comte de Savoie de n'y rien innover. *Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* t. XXII, p. 77. *Revue* n° 13.

2. L'empereur laissa en sa main la question de l'exécution du traité de 1333, enregistré dans un registre de la chambre des Comptes de Grenoble avec une série d'autres actes concernant l'exécution du traité du 5 janvier au Faucigny et au Genevois. Jean Malin, seigneur noturier et seigneur en pairie, se opposerait à l'accomplissement de l'acte, en invoquant le fait que les habitants du Faucigny ne s'étaient pas soumis à l'empereur. *Archives de l'Isère*, B. fonds de Savoie. Ces résistances ne réussirent pas à empêcher l'exécution du traité.

3. Le mariage fut célébré en août 1335 (Froissart, éd. t. Lucas, t. V, p. 137v). À dater de cette époque et pendant les années qui suivirent, sans que le comte Amédée ne fût de tous points rattaché à la politique française, il entretenait des relations amicales avec la cour de France et prit part aux affaires de la France contre l'Angleterre. Sur la coopération militaire de la Savoie en 1335, voir Froissart, éd. t. Kervyn de Lettenhove, t. XXII, p. 170, et les éditions. *Histoire de la royale maison de Savoie* t. IV, p. 196. Sur les relations entre le Dauphin Charles et son beau-frère, voir la lettre écrite par le Dauphin à Amédée, le 31 août 1336, après la mort d'Etienne Marcel, publiée par M. Gauthier dans les *Mémoires lues à la Sorbonne (en 1906) par divers savants* (Paris 1909, in-8°), p. 236.

4. 13 janvier 1335 ; *Revue*, n° 12, 3.

veut. Il n'est souverain aussi formaliste et aussi méculé que l'était Charles IV. À cette époque le comte Amédée soutenait une lutte fort vive contre l'église de Sion, l'une de celles que les comtes de Savoie se proposaient depuis longtemps d'assujettir afin d'étendre par de solides possessions leur domination dans les pays helvétiques. Dans ce conflit, les chances favorables au comte Amédée étaient singulièrement accrues par la présence, sur le siège de Sion, d'un évêque de nom de Guichard, fort enclin à chercher un appui du côté de la Savoie au risque de compromettre l'indépendance de son église : ce danger avait même paru si grave que Charles IV, à une époque où il n'avait aucune raison de s'intéresser à la cause du comte Amédée, avait nommé dans cette région des vicaires de l'Empire<sup>1</sup> dont la mission était de défendre les intérêts de l'église de Sion compromis par le mollesse de son évêque et les empiétements de son puissant voisin. Ce, au moment où le comte Amédée rendit hommage à Charles pour ses états, les vicaires du roi des Romains dans la Valais reçurent l'ordre de conclure une trêve avec le comte de Savoie dont Charles IV s'était décidé à secourir les desseins par une bienveillante neutralité en somme il lui laissait le champ libre dans le Valais<sup>2</sup>.

Ce n'était point la seule église de Sion que menaçait l'ambition du comte de Vex. Des vices d'administration, il songeait à reprendre le projet cher à ses prédécesseurs, d'établir sa domination sur les évêques de Genève et de Lausanne, qui, de leur côté, prétendaient relever immédiatement de l'Empereur. Pour atteindre ce but, le moyen le plus sûr était d'obtenir de Charles IV une délégation du pouvoir impérial qui ferait du comte le supérieur incontesté de la féodalité ecclésiastique en la vallée. Le roi des Romains, qui recherchait avec empressement l'occasion de rendre service au comte Amédée, fut trop heureux de se prêter à cette combinaison. Non seulement, à deux

1. Sur les précédents, cf. Otto Winkelmann, *die Bistümer*, pp. 79 et 80. En mai 1333, Charles nomme Burchard le Moine de Bâle, son vicaire dans le Valais, avec mission d'y soumettre les rebelles à l'Empire. *Regula*, n° 617P. Le 2 juin 1334 il demande au comte de Savoie de se tenir en paix les habitants de la vallée de Bâle. *ibid.* n° 618. Voir aussi un autre document, de 3 ans, sur le même sujet, ibid. n° 619. Une lettre impériale du 9 septembre 1335 (Horn d'Arberg) confirme et renouvelle du Valais conformément avec Burchard et d'ailleurs. En résumé, ce 1334, l'ordre est donné de soumettre par tous les moyens la vallée.

2. Nîmes, 16 janvier 1335, *Regula*, n° 679B. L'acte d'hommage est du 14 janvier. En résumé, ces deux actes sont corrélatifs.

reprises (le 13 janvier 1355 et le 17 juin 1356), il accorda au comte de Savoie l'investiture de ses états. Bien plus, par un diplôme du 21 juillet 1356, il l'autorisa à comparaître, en qualité de représentant de l'Empire, des apais interjetés contre les sentences émanant des évêques et abbés ou de leurs juges temporels dans les pays qui lui étaient soumis<sup>1</sup>. C'était en droit assurer au comte Vert la supériorité sur les églises qui l'entouraient et se placer dans la hiérarchie régulière à un degré intermédiaire entre les évêques et l'empereur. Sans doute, conformément aux habitudes de la chancellerie impériale, le comte Amedée dut payer cette faveur à beaux deniers comptants, mais il n'en est pas moins certain que Charles IV, en l'accordant, se proposa d'encourager les prétentions et de consolider la situation du seul potentat dont la France pouvait alors se rivaliser dans le royaume d'Arles et de Viennois<sup>2</sup>.

De ces faits multiples une conclusion se dégage nettement : loin de se rapprocher de la cour de France, qui ne se hâtait pas de reconnaître ses droits sur le royaume d'Arles, Charles IV semblait s'en éloigner; non seulement il affirmait hautement sa souveraineté sur la Provence, le Dauphiné, le Faucigny et la Comté de Bourgogne, mais encore il s'efforçait de susciter aux Valois un dangereux adversaire en la personne du comte de Savoie.

## VI — DIÉTÉ DE METZ

Cependant la France était trop exposée aux coups de l'Angleterre pour renoncer à se concilier l'alliance de l'empereur. Les négociations rompues furent bientôt reprises; même avant la journée de Poitiers, elles paraissent avoir été conduites jusqu'à une solution<sup>3</sup>. Nous

*Regesta*, n° 1913, 2171, 2181 et 2487.

1 Sur la défiance qu'excitaient, chez les membres du conseil dauphinal, les projets ambitieux qu'on prêtait au comte de Savoie sur le royaume d'Arles et de Viennois, voir les documents mentionnés plus haut (p. 459), publiés par M. l'abbé Olype Chevalier, *Documents historiques saisis sur le Dauphiné*, pp. 121 et 153.

2 Visiblement en mai 1356, une délicate s'est produite dans les relations de la France et de l'empire, ce se démontre par une lettre de Charles IV, en date du 1<sup>er</sup> mai 1356, qui enjoint au comte Henri de Montbéliard de ne point se prévaloir, vis à vis du roi de France, de son titre de vicaire de l'Empire en Bourgogne (*Chart. exp. ed.*, t. I, p. 165; *Regesta*, n° 2571).

FOURNIER. — Le Royaume d'Arles.

80

avons en effet que, Charles IV ayant annoncé publiquement le dessein de tenir une diète à Metz en juin 1356, Jean le Bon manifesta l'intention d'y envoyer son fils aîné, le Dauphin Charles, officiellement chargé de remettre à l'empereur, qui était, comme on sait, lort curieux de reliques, deux épines détachées de la croix couronnée<sup>1</sup>. La diète annoncée fut remise à une date postérieure, sans qu'il nous soit possible de connaître le motif de ce retard<sup>2</sup>. Avec tout la bataille de l'œuvres vint mortifier une fois de plus, en faveur de l'Angleterre, la disposition de l'échiquier politique, et par suite accentuer encore les tendances de la cour de France à faire des concessions à l'Empire.

Au mois de décembre, l'empereur vint à Metz pour y tenir la diète projetée. Quatre ou cinq ambassadeurs des potentats du sens, d'abord convoqués à Metz, eurent été précédemment reçus à Prague pendant l'été<sup>3</sup>. L'assemblée en fut pas moins nombreuse. Au premier rang figurait le cardinal de Périgord chargé de représenter le Saint-Siège : il se présenta à la tête d'une escorte de quatre cents chevaux; nul n'ignorait qu'il avait reçu la mission spéciale d'exhorter l'empereur à rétablir la paix entre la France et l'Angleterre. Le Dauphin de France, son neveu et régent du royaume depuis que son père était tombé en captivité, enfin que les circonstances lui faisaient un devoir plus pressant que jamais de se rapprocher de Charles IV pour lequel il paraissait éprouver une vive sympathie. Ce fut le 22 décembre que le jeune prince suivi d'une brillante cavalcade, rencontra l'empereur aux portes de Metz<sup>4</sup>. Alors s'ouvrit une période de fêtes et de négociations au cours

1. Mai 1356, lettres du roi Jean, publiées par Poinel, op. cit., t. II, n° 271. *Regesta, Archivum*, n° 265.

2. Quelle date ait été annoncée pour les premières jours de juin, c'est un fait attesté par divers documents. Cf. les lettres de Charles IV signifiées dans les *Regesta* sous les n° 2136 et 2450, et la lettre d'Innocent VI, du 29 mai 1356, signalée par M. Wurmshy, *Excerpta*, n° 361. En réalité, Charles IV n'arrive à Metz qu'en décembre. Mais certainement la diète était annoncée pour une date antérieure à la bataille de Poitiers et, dès lors, le voyage du Dauphin était décidé. Le dessein avait été pris par le roi Jean avant Poitiers. Ce n'est donc pas en vain qu'il recherche du secours contre les États généraux que le Dauphin se rendit à Metz : sur ce point la *Chronique des quatre premiers Valois* (p. 65) donne un renseignement erroné.

3. Voir les diplômes impériaux datés de Prague, 21 juillet 1356, concernant Florence, les Gonzague de Mantoue et le comte de Savoie. *Regesta*, n° 2478-2481.

4. Hugues de Charvigny de Metz écrit (LXXV, p. 95) sur les événements de cette diète, voir *Regesta*, pp. 296 et 30, n° 2450 et 31, n° 600 et 32.

de laquelle furent agitées toutes les questions qui divisaient l'Occident. La médiation entreprise par Charles IV, pour réconcilier Édouard I<sup>er</sup> et Philippe de Valois, demeura infructueuse, mais les négociations entre la France et l'Empire furent couronnées de succès. Le Dauphin se hâta d'être déclaré sans trop de peine à faire les sacrifices devant lesquels, l'année précédente, avait reculé l'orgueil du roi Jean. Sans doute sous son impulsion, le jeune Philippe de Bourgo porta aux représentants de l'empereur l'hommage le plus longtemps réclamé pour la Comté de Bourgogne<sup>1</sup>. De son côté le régent de France profita de son séjour à Metz pour rendre personnellement à Charles IV l'hommage du Dauphiné, il obtint en retour l'investiture de cette province au même temps que la confirmation de tous ses privilèges accordés à ses prédécesseurs<sup>2</sup>.

Ce n'était là qu'une maigre faveur, on sait que les aspirations du Dauphin Charles, en ce qui concernant le royaume d'Arles, portaient plus loin et plus haut. L'empereur eut pouvoir se dispenser de les satisfaire complètement, loin de conférer à son neveu une délégation générale de son autorité dans le royaume, il se borna à lui abandonner pour le Dauphiné seulement, la juridiction suprême avec le titre de vicair impérial, en des termes vraisemblablement fort analogues à ceux du diplôme rendu, l'année précédente, en faveur du comte de Savoie<sup>3</sup>. Ce vicair qui substituait le Dauphin à la cour impériale quand il s'agissait de connaître des appels interjetés en Dauphiné, se

<sup>1</sup> Clerc, t. II, p. 65. L'hommage fut fait à Henri comte de Montbéliard vicair de l'Empire, le 25 décembre 1356.

<sup>2</sup> Investiture du fief. 1<sup>er</sup> janvier 1357. *Regesta*, IV 2681. Un acte du 20 décembre 1356 (*Regesta*, n° 6616) confirmant au fief de tous les privilèges de ses prédécesseurs. Un autre acte du même jour (*Regesta*, n° 6699) lui accordait une confirmation analogue en matière de monnaies et de péages. Ces deux derniers actes sont en original aux Archives de la Chancellerie des comptes de Grenoble. B. 3173; ils ont été publiés en *extenso* dans le recueil de M. l'abbé Ulysse Chevalier (*Chartes de documents*...), pp. 139 et 141.

<sup>3</sup> 3 décembre 1356, n° 6611. Le texte a été publié par M. Fehér Chevalier (p. 11, p. 153, *privilegium de causis* non canonum), avec la date du 31 décembre 1356. Il faut certainement remonter la date à l'année 1356. M. Huber (*Regesta*, n° 6611) propose, sans sans vraisemblance, la date du 20 décembre 1356. En échange de ce vicair il promet de lui verser 50 mille florins (*Regesta Romanorum*, n° 278). La question des rapports du Dauphiné avec la Savoie fut être posée à Metz, car le 4 janvier 1357 Charles IV écrit au comte de Savoie de lui envoyer des ambassadeurs « pro nobis seriosis intentionibus audendis » Winkermann, *Acta*, t. II, n° 136; *Regesta*, n° 6615.

pouvait en réalité faire grief qu'aux peuples indépendants de cette province, à l'archevêque de Vienne surtout; l'Empire ne devait donc en éprouver aucun dommage. D'ailleurs, l'empereur était arrivé à son but : avant d'entreprendre la reconquête de sa souveraineté sur la Comté et sur le Dauphiné, il pouvait se flatter d'avoir interrompu la prescription des droits de l'Empire dans ces régions. Joignez-y qu'il avait entièrement reconquis l'hommage de la Provence joigniez-y encore qu'il avait reconquis en Savoie, puis en Laupharie, l'usage de déléguer la souveraineté impériale qui lui procurait, avec de grosses sommes d'argent (le Dauphin avait fourni 50 mille florins) le plaisir de se croire investi, au moins en théorie, du pouvoir suprême sur les pays jadis soumis au sceptre des rois d'Arles et de Bourgogne.

Il est utile de déterminer l'importance des avantages qui eût été du roi de France retirés de son entrevue avec son oncle. Ce qui est certain, c'est que les deux princes renouvelèrent le traité d'amitié, conclut dix ans auparavant en ce Charles IV et le roi Jean, et se garantirent respectivement leurs possessions<sup>1</sup>. Ce qui est encore certain, c'est que le Dauphin reconquerra la liberté dont il venait d'être investi d'attirer à ses armées des auxiliaires d'Allemagne, et que l'empereur l'aida par là à en trouver ainsi deux ans plus tard, au moment où la révolte des Parlements venait d'altérer le royaume à la dernière extrémité, Charles IV alla jusqu'à écrire à divers princes de l'Empire pour les inviter à envoyer leurs contingents à l'armée qu'il destinait à secourir son neveu<sup>2</sup>. Par suite de l'entrevue de Metz, la neutralité de

1. Metz, 28 décembre 1356. L'alliance renouvelée alors avait été conclue, le 7 mai 1347, entre Charles IV d'une part, et d'autre part le roi Jean et ses enfants, comme il a été dit ci-dessus. Pour l'acte du 28 décembre 1356, voir l'original au Trésor des Chartes, J, 386, n° 4. Il a été publié in extenso par M. F. Luchet au n° 2 d'appendices justificatives de son *Histoire de Bertrand du Guesclin* (Paris, 1871, t. I, p. 314). L'éditeur des *Regesta* ne pas mentionné cette publication. Cf. *Regesta*, n° 2572 et 2573 où l'on trouve seulement aux *Acta Imperii inedita*, de Wilmelman, t. II, p. 525.

2. Voir les lettres écrites de Karlstain le 11 et le 13 septembre 1356, aux bourgeois de Strasbourg le 11, et aux habitants de Brèves et à Lutz pour le 13 octobre, toutes deux adressées pour un de Jean de Sully, et dans lesquelles on se rend en aide à la France. *Regesta*, n° 2639 et 2640. L'éditeur des *Regesta*, en général très sobre d'observations, ajoute cependant cette remarque : « AINSI les Allemands devaient secourir les Français au lieu de leur reprendre les *seuils* impériaux ». On trouve dans le cartulaire du Trésor des Chartes, J, 122, divers engagements, datant de cette époque, de seigneurs allemands qui acceptent de servir le France, par exemple, le n° 75, daté du 23 mars



Charles IV de malveillance qu'il se était à l'égard de la France, était devenue bienveillante : cet avantage n'était pas à coup sûr sans importance pour la maison de Valois<sup>1</sup>, mais ce le lui avait payé en se résignant à reconnaître formellement la souveraineté de l'Empire sur la Bourgogne comitale et le Dauphiné.

VII. — MANIFESTATIONS DE LA ROYAUTE DE CHARLES IV,  
S. J. COURONNEMENT A AIGLES.

Ainsi la politique suivie par Charles IV, pendant les dix premières années de son règne, aboutissant à un succès. Au roi de France, qui semblait ignorer les vieilles prétentions de l'Empire, Charles avait répondu par une hostilité non déguisée, et s'il s'était enfin rapproché du Dauphin, son retour, ce n'était qu'après en avoir obtenu la reconnaissance complète de ses droits. En théorie, l'empereur, pendant tout son règne, demeura ferme sur ce point : il multiplia les manifestations de sa souveraineté sur ce point, comme s'il était en réalité le maître de la Comté de Bourgogne et du royaume d'Arles, quoiqu'il se concentrât de jeter un regard sur le registre lesueles de Charles IV se signifiant sans peine que l'empereur possédait, dans ces régions, d'un pouvoir incontesté. Il y trouverait en effet, des inféodations, comme celle qui fut accordée, en 1352, à Philippe le Hardi pour la Comté de Bourgogne<sup>2</sup>, des confirmations de privilèges, comme en 1350urent Gaucher à Avenar, seigneur de Monteu<sup>3</sup>, et Jean II de Chalon-Arlay<sup>4</sup>, des concessions de péage, par exemple les diplômes

1357 (n. 21) contant un engagement de Wauconser, prince d'Anhalt, qui doit venir en France servir le Dauphin avec deux cent hommes armés complètement. Cf. n. 77.

1. E. Luce, *Histoire de Bertrand du Guesclin*, pp. 213 et ss. M. Luce approuve avec raison la politique qui conduisit le Dauphin à Metz et après en avoir indiqué les résultats matériels, il ajoute : « Qui croirait que la plupart des historiens de notre siècle, ignorant ces faits ou les méconnaissant à portée, ont reproché au Dauphin comme une faute son voyage à Metz ? Et M. Luce cite notamment l'opinion de Sismondi, celle de Michelet et celle de Henri Martin.

2. Nuremberg, 13 janvier 1352. *Arch. Nat. J. 250, n. 13. Regesta, n. 2611.*

3. Metz, 21 décembre 1357. Aymar de Monteu obtient en outre le droit de pourvoir ses baillis, chevaliers et autres officiers au nom de l'Empereur pour crime de lèse-majesté. *Regesta, n. 2639.*

4. Nuremberg, 30 juin 1358. Ce diplôme confirme en faveur de la maison de Chalon

par lesquels Charles IV autorisa Aynard de la Tour à percevoir un péage à Vinay<sup>1</sup> et Raymond de Baux à en établir un à Orange<sup>2</sup>, ou celui par lequel il octroya un péage à un seigneur provençal Foulques de Saut<sup>3</sup>, si bien qu'on pourrait se croire en un temps où serait scrupuleusement appliqués les principes posés par les empereurs du xii<sup>e</sup> siècle en matière de droits régaliens. Les villes ont leur part dans les privilèges de Charles IV comme en font preuve le célèbre privilège qu'il accorda à Besançon en 1364<sup>4</sup>, ceux qu'il octroya à Grenoble en 1365<sup>5</sup> et à Romans un an plus tard<sup>6</sup>. Suivant la tradition, les évêques et les chefs des maisons religieuses sollicitent à leur profit de nombreux diplômes. À l'exemple des archevêques d'Arles<sup>7</sup> et de Vienne<sup>8</sup> et de l'évêque d'Apt<sup>9</sup>, qui dès 1356, avaient obtenu de la chancellerie impériale la confirmation des biens de leurs églises respectives, l'archevêque d'Arles en 1357<sup>10</sup>, l'évêque de Grenoble en

quatre lettres de Rodolphe de Habsbourg des 12 et 17 septembre 1286 et 29 mai 1291 : *Regesta*, n° 3804.

1. 1337 janvier. Arch. III. Chevalier, *Journal des archevêques des Dauphins de Viennois à Saint-Audré de Grenoble en 1316* (Lyon, 1871, in-8°), n° 1777. *Regesta*, n° 6376. Cf. Valbonna, t. I, p. 216.

2. Orange, juin 1365. Barthélemy, *Inventaire des actes de la maison de Baux*, p. 410, n° 1429.

3. *Regesta*, n° 7107. Joignez-y que le 19 mai 1371 le comte Louis II de Valentinois est requis de fournir hommage au vicar impérial (c'est-à-dire le Dauphin) à raison des péages de Bion et de Lière qui sont tenus de l'Empire. Archives de l'Isère, B. 2565, fol. 9 v°. Sur un péage concédé par l'empereur le 6 janvier 1366 à Jean de Grôlée, voir *Regesta*, n° 4458.

4. Krollstein 8 mars 1364. *Regesta*, n° 4070.

5. 5 juillet 1365. Archives de la ville de Grenoble, AA 16 et AA 8 F 54, et A. Prudhomme, *Histoire de Grenoble*, p. 112.

6. Prague, 25 janvier et 14 février 1366. Archives de l'Isère, B. 4541. Giraud, *Essai sur l'histoire de St-Bernard de Romans*, t. II (preuves), pp. 268 et ss. *Regesta*, n° 7198 et 7199.

7. Bienne, 22 avril 1355. *Regesta*, n° 6806.

8. Rome, avril 1355. Charles IV approuve et confirme divers privilèges de l'évêque de Vienne, sur la demande de Pierre, cardinal d'Ostie. Copie aux Archives de l'Isère, B. 3015, fol. 299, v°. Ce diplôme a été omis par les éditeurs des *Regesta*.

9. Pise, 22 février 1346. *Ibid.*, n° 6601.

10. Diverses copies de ce diplôme en donnent des dates d'origines. La plus vraisemblablement, je crois, est celle qui le date de Nuremberg, 8 mars 1357 (Archives de l'Isère, B. 3011, E 22). Il est impossible d'admettre la date que donne Guichenon, *Historia Seminaris eccl. du Lyon* 1600, p. 296), à savoir, Prague, 10 février 1356. Cette date est démentie par les indications qui l'accompagnent, 11<sup>e</sup> année du régné,

1361<sup>1</sup>, l'évêque d'Avignon en 1364 et 1365<sup>2</sup>, l'archevêque de Besançon en 1365<sup>3</sup>, se font dévorer des diplômes qui maintiennent ou accroissent les droits régaliens attachés à leurs sièges; de même, l'abbaye de Saint-Césaire d'Arles en 1359<sup>4</sup>, celle de Saint-Oyen-de-Joux en 1360<sup>5</sup>, celle de Saint-Victor de Marseille en 1365<sup>6</sup>, sont placées sous la protection de l'empereur dont des actes officiels leur assurent la bienvenue.

La royauté de Charles IV en Bourgogne et à Arles ne se traduit pas seulement par ces diplômes de nature diverse qui sont le produit habituel de l'activité de la chancellerie impériale; à plusieurs reprises Charles rend que qu'il a la conscience de son pouvoir royal par des mesures qui, si elles ne sont pas suivies de résultats pratiques, n'en attestent pas moins très nettement les dispositions d'esprit de leur auteur. Ainsi, en 1361 Charles possède une notion claire de la délimitation du royaume d'Arles puisqu'il en disjunt les domaines du comte de Savoie pour les rattacher directement à l'Empire<sup>7</sup>. C'est par une conséquence naturelle des idées qui le dominent que Charles IV, quelques années plus tard, entreprend un voyage à Arles pour

2. année de l'Empire, qui se rapportent nécessairement à 1357. Ficker (*rom Reichsfürstentum*, p. 228) a accepté à tort la date de 1350.

3. *Cartae Christianae*, t. XVI, p. 250, copie aux Archives de l'Isère, B. 3007 (X. 607 et ss).

4. Avignon 27 mai, quatre diplômes; 7 juin, un diplôme. Originaux aux Archives de Vaulsaie, *Regesta*, n° 7176-7178 et 7182. Voyez aussi un diplôme relatif à leur date de Prague, 29 septembre 1364, n° 7134. Le 21 juin, l'évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux vint faire hommage à l'empereur, Archives de l'Isère Inventaire ms. du Vaucluse, t. I, f. 1025; le registre auquel renvoie l'avenant se est perdu. Cf. Giraud et Chevalier, *Mythos des Trois-Doms*, p. cxxx.

5. Lausanne, 8 mai 1365, *Regesta*, n° 7184 et 7169.

6. 229 *Cartae Christianae*, t. I, p. 677.

7. Voir divers actes en faveur de l'abbaye de Saint-Oyen, datés de Prague 7, juin 1360. *Regesta*, n° 7112-2126.

8. Avignon, 7 juin 1365. *Regesta*, n° 7182. Joignes à cette donnée aussi un de Rome rendu à Avignon le 7 juin 1365, exemptant de toute juridiction temporelle l'île de l'Encarnement, siège de l'ordre de Saint-Ruf à Valence (Giraud et Chevalier, op. cit., p. cxxx), et un privilège du 10, juin 1365, daté de Mevrins (Isère), accordé aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem des diocèses de Vienne, Valence, Grenoble et Genève. *Regesta*, n° 7165. Enfin remarquons qu'en 1355 l'archevêque de Vienne avait fait valoir par Charles IV les diplômes accordés à son siège par les anciens empereurs. *Cartae Christianae*, t. XVI, p. 197.

9. Prague, 17 mai 1361. *Regesta*, n° 7003, cf. Otto W. Lieke, *Die Beziehungen*, p. 46, note 1.

y renouveler la cérémonie annuelle du couronnement, unifiée en diversité depuis deux siècles<sup>1</sup>. Au printemps de l'année 1365, Charles, venant de l'Allemagne par l'Alsace et Bâle, retrouve à Mora le comte de Savoie, avec lequel il est alors très étroitement lié : c'est égarer ou le comte Ambroise du consentement exprès de l'empereur, porte le titre et prend d'exercer les fonctions de vicaire de l'Empire, non seulement dans ses domaines héréditaires, mais encore en Flandre et dans sa fief de franchise à Genève, et bourgeois offrent à Charles IV une somptueuse réception sans qu'ils puissent obtenir aucun faveur de leur côté, qui réduira toutes ses bonnes grâces à leur adversaire le comte de Savoie<sup>2</sup>. Sur le point de l'hospitalité qu'ils offrent à l'empereur les Dauphinois s'entendent le comte de Savoie, ni aux Génois. A Chambéry, Charles IV rencontre le gouverneur du Dauphiné, Raoul de Louppy<sup>3</sup>, qui est venu l'y saluer au nom du roi Charles V. désormais Louppy accompagnera le cortège impérial « bien et honorablement » à travers la province dont l'administration lui a été confiée. Le gouverneur ne s'est pas mis en route sans avoir donné des ordres aux châtelains, ses subordonnés, pour que l'empereur et sa suite soient abondamment pourvus de tout ce qui se a nécessaire à leur séjour : un cul-de spécial est levé sur le Dauphiné pour subvenir à cette dépense. Après avoir séjourné à Grenoble où il concède aux bourgeois l'exemption des péages, pour leurs personnes et leurs marchandises dans toute l'état-

1. Sur ce voyage, cf. Otto Wackelmann, *op. cit.* pp. 46 et 48, et les *Regesta* pour la période qui y correspond (numéros 125-128) et la description en ra concerne le passage à travers le Dauphiné, tirée de la *Chronique de Charles V* par le *Comte de Savoie*. L'introduction placée au tête de ce mystère donne l'indication des actes impériaux rendus pendant ce voyage sur des matières intéressant le royaume d'Arles : les auteurs des *Regesta Imperii* pourraient s'en servir et lement pour compléter leur publication. (Cf. pp. 421 et 42). On consultera aussi avec intérêt la mémoire publiée par M. Prou dans la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études* (section de philologie et d'histoire) sous ce titre : *Actes politiques du pape Grégoire X avec les réformes de France Jean II et Charles V* (Paris, 1886, in-8°), pp. 40 et 51.

2. En ce qui touche les dispositions des bourgeois de Genève, nous sommes édifiés par une résolution, qu'ils prirent le 10 avril 1365, de recevoir dignement Charles IV et de lui demander la confirmation de leurs privilèges. Aucune note de l'empereur ne répondit à cette demande. *Regesta, Reichsarchiv*, n° 418.

3. Sur Raoul de Louppy, on consultera une notice de M. H. Marguier (*Bulletin de l'Association Dauphinoise*, 3<sup>e</sup> série, t. XVI, 1899, pp. 51 et 52) et le compte de Raoul de Louppy, publié par MM. l'abbé Elzéar Chevalier et Kerguen, dans la *Société d'histoire des diocèses de Valence* (1899, etc. 1898, t. VI).

due du territoire de l'Empire, et à Romans dont les habitants ouvraient avec lui des négociations qui aboutirent bientôt à des concessions analogues<sup>1</sup>, après avoir arrêté à Avignon, où il traite avec le Pape Urbain V des moyens de rendre la paix à l'Europe épuisée par les déprédations des compagnes, Charles V poursuit son voyage jusqu'à Arles : le 4 juin dans la basilique de saint Trophime, témoin pour la dernière fois des splendeurs de cette cérémonie, l'empereur reçoit la couronne royale des mains de l'archevêque Guillaume de la Garde<sup>2</sup>. A la tête de la nombreuse chevalerie qui entourait le souverain figuraient le comte de Savoie, le gouverneur du Dauphiné et Raymond d'Agout, sénéchal de Provence. Le gouvernement du roi Charles V songeait si peu à s'offenser de cette démarche, que le duc de Bourbon accompagna l'empereur jusqu'à Arles, déjà Charles IV avait été salué à Avignon par les ducs de Berry et d'Anjou<sup>3</sup>. Seule, la reine Jeanne de Provence parut avoir conçu quelque susceptibilité de cette manifestation lésée. Charles IV la rassura en lui délivrant des lettres de non préjudice par lesquelles il était expressément déclaré que le couronnement d'Arles n'avait pu porter aucune atteinte aux droits de Jeanne sur la Provence<sup>4</sup>. Ces lettres s'accordaient d'ailleurs avec le droit public de l'époque, l'empereur pouvait fort bien se faire couronner roi d'Arles sans porter par là atteinte aux droits de la comtesse et vassale, qui lui était subordonnée comme les autres seigneurs du royaume d'Arles et de Vienne.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, l'époque du couronnement fut marquée par ces concessions multiples de privilèges impériaux. Parmi les seigneurs qui en obtinrent, il suffit de mentionner, outre le comte de Savoie, les évêques d'Avignon et de Saint-Paul-Trois-Châteaux, les aloués de Saint-Victor de Marseille et de Saint-Ruf, les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem établis dans les diocèses de Vienne,

1 Voir les actes cités plus haut, page 470.

2 Voir la mention du couronnement par un Provençal, Garosius de Umanca, dans Baluze, *Vita imperatorum Aragonensium*, t. I, p. 965.

3 Strasbourg, 30 juin 1365, Winkelmann, *Acta Imperii indita*, t. II, p. 575, *Regis*, n° 217.

4 Cf. Jean de Venette, continuateur de Guillaume de Nangis, dans l'édition de Guillaume de Nangis publiée par la Société de l'Histoire de France, t. II, p. 209. Parmi les Français présents, il faut citer l'archevêque de Narbonne, l'archevêque de Sens et Guillaume de Dormans, chancelier de Normandie, qui vint aussi à Avignon. La présence du duc de Bourbon est attestée par Garosius de Umanca.

Valence, Grenoble et Genève, les villes de Grenoble et de Romans, le prince Raymond V de Baux<sup>1</sup>. Ce ne sont pas seulement des confirmations ou des accroissements de privilèges que contiennent les diplômes rendus à cette époque par la chancellerie impériale. Charles IV, le protecteur des lettres et des arts, le fondateur de la célèbre université de Prague, tient à honneur de signaler son passage dans la vallée du Rhône par l'établissement de deux universités nouvelles, créées l'une à Genève sur la demande du comte de Savoie, l'autre à Orange sur celle du prince de Baux : sans aucun doute, il s'était concerté avec Urbain V pour l'établissement de ces écoles dont l'organisation exigeait le concours des deux pouvoirs<sup>2</sup>. Enfin, pour manifester plus sûrement aux vœux de toute la royauté à laquelle il vient de donner un édit nouveau, Charles veut qu'un signe extérieur se conserve et se répande le souvenir. C'est pourquoi, au retour de son voyage dans le Midi de la France, il crée, à l'intention spéciale du royaume d'Arles, des monnaies d'or et d'argent où il institue<sup>3</sup>. Charles IV, par la dénomination même empereur roi de Bohême et d'Arles<sup>4</sup>, le soin de la fabrication de cette monnaie est confié au gouverneur du Dauphiné, Raoul de Louppy. Ni les Staufens ni Henri VII n'avaient cru utile d'en faire autant pour affirmer leurs droits sur l'héritage de Bâle.

Charles était très jaloux de ces droits : on en eut alors la preuve péremptoire. Ce même Raoul de Louppy, si plein de zèle quand il s'agit de recevoir le prince qui était à la fois l'un des chefs de la chrétienté et l'oncle du roi dauphin, avait été chargé par son maître de profiter du passage de Charles IV à Grenoble pour lui demander de nouveau la désignation de la souveraineté impériale que déjà à diverses reprises la diplomatie française avait sollicitée de l'empereur : il s'agissait notamment, par des concessions habilement

1. Voir ces privilèges indiqués plus haut.

2. Le diplôme de fondation de l'université de Genève est daté d'Avignon, 1 juin 1365. Parmi les témoins sont cités les ducs d'Anjou et de Berry, frères de Charles V. Cf. Denifle, *des Universités des Médiateurs*, t. I, p. 618. *Repts*, n° 4171. Le diplôme de fondation de l'université d'Orange est daté d'Arles, 4 juin. Denifle, t. I, p. 498, *Repts*, n° 716.

3. *Le g. Codes des diplômes* t. I, 2413. *Repts* n° 4176. Ce diplôme appartenait à l'année 1365, mais qu'on puisse en déterminer la date avec précision il est postérieur au voyage de l'empereur en Provence. Cf. Otto Wackelmann, *des Münzen*, p. 21, note 1.

révoqués, d'attribuer au Dauphin la juridiction suprême sur Vienne et ses alentours (ce qui lui donnerait un titre légal pour briser l'indépendance de l'archevêché de Vienne) l'hommage des grands propriétaires d'alleux tels que la famille de Roumouillon ou celle de Saint-Vulher, la suzeraineté non seulement sur le comté de Valentinois et l'évêché de Valence mais encore sur les comtés de Provence, de Savoie et de Gênes; enfin il n'est pas jusqu'au marquisat de Saluces, non acquis depuis peu de temps, vis à vis duquel le roi dauphin ne prétendit se substituer à l'empereur<sup>1</sup>. Admettant Charles V ne se contentait pas de montrer qu'à l'exemple des princes de sa race, il persistait à réclamer la cession du royaume d'Arles, bien plus il s'efforçait de saisir l'occasion d'étendre son autorité au-delà des Alpes, dans ces régions de l'Italie du Nord, où, ému par une irrésistible séduction, la maison de France avait deux fois depuis cinquante ans tenté de s'établir, et où elle espérait sans doute rencontrer des appuis dans la personne de ces Visconti de Milan avec lesquels le roi Jean n'avait pas dédaigné de contracter une alliance de famille. Les négociations engagées sur ces divers points n'aboutirent à aucun résultat. L'empereur n'étant pressé par aucune considération politique d'accorder à la France des concessions nouvelles, il ne pouvait d'ailleurs entrer alors dans ses plans de subordonner le comté de Savoie en établissant la suprématie française dans le royaume d'Arles ou même en ratifiant des traités qui consolideraient l'influence de la France sur le marquisat de Saluces. Vraisemblablement Charles IV se borna à adresser à son neveu de France une de ces réponses évasives qui étaient familières à sa diplomatie<sup>2</sup>.

1. En 1361, le marquis de Saluces fut en guerre avec l'empereur du Dauphin (Ottob. Wackerbarth, p. 20). Sur la politique contractuelle de Charles IV qui, tout en refusant de satisfaire aux demandes du Dauphin, semble presque en même temps reconnaître ses prétentions sur Saluces du comté de Savoie et de Joranda Visconti, voir le même auteur, p. 110-111.

2. Les demandes présentées par Roumouillon Louppy, au nom de son maître, sont énumérées dans le document n° 1114, le mémorandum sur les pétitionnaires italien du duc de Bourgogne, et dans le n° 1115, le mémorandum sur les pétitionnaires français du duc de Bourgogne. Les deux documents, qui ont été publiés par M. Jabbé Ulysse Chevalier, *Œuvres de documents historiques inédites sur le Dauphiné*, p. 151-152, pour sembler n'avoir été adressés à la cour de ces derniers. Le dernier paraît graphier du texte, tel qu'il a été imprimé par M. Chevalier, paraît indiquer que le roi de France obtint au moins une satisfaction partielle. Mais, à regarder de près le manus-

L'annonce de l'empereur dans cette négociation marque suffisamment ses dispositions à l'égard de la France à cette époque pour qu'il soit permis d'écarter comme une fable le récit fait trente ou quarante ans plus tard par Thierry de Nîmes, auquel de nombreux historiens l'ont emprunté. D'après cet ouvrage, Charles IV, lors d'une fête que lui donna, en 1162, à Villeneuve les Avignon le duc Louis d'Anjou, frère du roi de France, aurait abandonné à son hôte le royaume d'Arles en échange d'un somptueux festin. Évidemment cette anecdote est en pleine contradiction avec la politique du roi de France qui demandait le royaume d'Arles pour le Dauphin et non pour le duc d'Anjou, et aussi en accord avec la politique de Charles IV qui apportait un soin scrupuleux à conserver ses droits et prérogatives : elle n'est d'ailleurs soutenue par aucun témoignage contemporain. Sans doute, quelques chroniqueurs, sans le vouloir, ont allégué que le duc d'Anjou se soit fait céder le royaume d'Arles, d'autant plus sûrement qu'il ambitionnait ce royaume et qu'il le fut pour le conquérir que, peu d'années après, il attaqua la Provence. Peut-être sont-ce précisément ces affirmations des chroniqueurs qui ont conduit ensuite quelque-uns à la légende rapportée par Thierry de Nîmes : elle aurait été inventée pour expliquer les prétendues entreprises du duc d'Anjou contre le royaume d'Arles. L'invention était inutile; car le duc d'Anjou cherchait non à conquérir ce royaume, mais à substituer en Provence son pouvoir à celui de la reine Jeanne : ce n'est pas contre l'empereur, mais bien contre la descendance de Charles d'Anjou,

certains de ce mémoire (Bibliothèque de Grenoble, ms. 1125, fol. 3, v et fol. 4), on voit que ce paragraphe n'appartient pas au mémoire, il contient la fin d'une énumération de privilèges se continuant avec un autre chapitre par ses conclusions et sa conclusion aux pages consécutives en chiffres 14 et 151 au lieu de l'entrave de seize. Cette énumération de privilèges remplit les folios 3 à 11 du même manuscrit.

1. Theodoric à Nîmes, du *Scleromachia*, liv. I, c. 73, et *Memoria universi imperatoris* c. 20. Le *Memoria universi* fut composé en 1407 par le cardinal de Vienne (le cardinal en 1419). Le récit de Thierry de Nîmes a passé notamment dans l'*Histoire du Languedoc* de dom Vaissette (nouv. édit., t. IX, p. 770), et dans l'*Art de vérifier les dates*. Voyez encore Beucha, *Histoire de Provence*, t. II, p. 363, et Christophe, *Histoire de la Provence pendant le moyen âge*, t. II, p. 359.

2. Voyez notamment la mention de la *Chronique des quatre premiers Papes* (édit. de la Société de l'histoire de France, pp. 182 et 193), où il est dit que le duc d'Anjou et Duguesclin attaquèrent la Provence « pour le royaume d'Ariménie ».



que le frère de Charles V dirige les attaques par lesquelles il essaie de réaliser les dessein poursuivis depuis longtemps par la politique française à l'endroit des comtés de Provence et de Forcalquier. En droit, le changement de dynastie que le succès de ces tentatives eût entraîné en Provence y eût laissé subsister la souveraineté théorique de l'Empire. Le duc d'Anjou ne semble pas avoir eu l'intention, soit de la reconnaître, soit d'en solliciter une délégation que Charles IV lui eût vraisemblablement refusée.

## VIII — LES VICARIATS IMPÉRIAUX

Malheureusement pour l'empereur, à cette royauté qu'il affirmait avec tant d'emphase ne correspondait aucun pouvoir effectif. Charles IV le savait bien, il ne semble pas qu'il se soit beaucoup préoccupé de modifier cette situation. Une seule fois il songea à diriger contre les régions du Rhône une expédition destinée à y rétablir les droits de l'Empire, la preuve nous en est fournie par un document non daté, qui appartient à l'année 1355 ou à l'année 1360, plus vraisemblablement à l'année 1355. C'est une charte par laquelle le célèbre Bernabo Visconti, l'un des membres les plus influents et les moins scrupuleux de la famille dont la domination était établie à Milan, s'oblige, pour le cas où l'empereur lui confierait le vicariat impérial sur la ville de l'Isle, à fournir soit un quatorze annuel de 50 000 florins, soit un contingent de soldats<sup>1</sup> destinés à aider Charles IV à reconquérir le royaume d'Arles *pro recuperatione regni Arrelensis*<sup>2</sup>. Il y eut

1. 1000 hommes d'armes pour six mois ou 500 pour une année entière.

2. Sur cet acte, cf. Meier, appendice à l'édition des *Acta Imperatoris de Carvilo de Tilbury*, p. 38, de Suckel, *des Vicariats der Visconti*, dans le tome XXX des *Sammlungsbände der Akademie der Wissenschaften*, et dans la *philosophische und historische Zeitschrift* (Vienne, 1859), III-69, pp. 36 et 27, et dans *Winkelmans, die Beziehungen*... pp. 135 et 22. *Stud. des politischen Beziehungen zwischen Kaiser und Papst in den Jahren 1310-1360* (Leipzig in-8°, 1881). D'après les données que fournit la politique italienne, l'acte ci-dessus mentionné doit dater de 1355 ou de 1360. En faveur de 1355, on peut invoquer l'attitude générale de Charles IV à cette époque : alors il s'efforce de faire revivre les droits de l'Empire sur le Dauphiné, le Genevois, la Comté et la Provence à aucune époque, comme on l'a indiqué ci-dessus, sa diplomatie n'a été plus active. En même temps, les événements de cette année se mettent en relations avec Bernabo Visconti, et bien possible qu'alors ait été proposée la combinaison reproduite dans ce qui fait l'objet de cette discussion. Ces condi-

font un moment où Charles envisageait sérieusement l'hypothèse d'une action militaire dans les régions du Sud-Est de la Gaule. Le lecteur ne s'en donnera pas s'il veut bien se rappeler que cette année 1355 marque le moment où, par suite de la rupture des négociations ouvertes entre lui et le roi Jean, Charles IV croyait utile d'accentuer l'ès nettement l'expression de ses prétentions à la souveraineté sur les diverses parties du royaume d'Arles.

Il n'est besoin de dire que l'expédition projetée n'eut pas lieu, et que jamais à aucune autre époque de son règne l'empereur ne parut avoir repensé à descendre par une cinquième expédition le royaume dans le pays du Rhône. Son tempérament eût suffi à l'empêcher de se confier aux hasards d'une guerre, qui, si heureuse qu'il eût pu la rêver, ne lui eût fait obtenir qu'une soumission douteuse des seigneurs, de ce royaume trop éloigné du centre de l'Empire pour être maîtrisé par une et une seule armée. Avec un homme sage s'évite-t-il des succès en ne demandant que ce qu'il peut obtenir. Il réclame seulement, de ceux qui règnent en fait sur

divisions ont entraîné l'opinion de M. de Sichel (op. cit., p. 25) et O. de Winkelmann (op. cit., pp. 13a et 14). D'autres études se sont produites pour l'année 1360. À l'appui de cette opinion on a invoqué les raisons suivantes. 1° En cette année les chartes accordées par la chancellerie impériale au sujet de l'abbaye de St-Oyen-de-Joux (on pourra ajouter de la ville de Cambrai) *Regesta*, n° 3337, 3342, 3346 mentionnent l'empereur particulièrement préoccupé de maintenir les droits de sa couronne en Italie. Cette raison n'est pas très solide, car à toutes les époques de son règne Charles IV s'est préoccupé de maintenir, au moins pour la forme, les droits de l'Empire à l'encontre de la France. 2° un texte de Henri de Dieffenhoven (*Bohmer Annals*, t. IV, p. 129) mentionne le fait suivant pour l'année 1360 : le Pape avait demandé à l'empereur et au roi de Hongrie leur secours contre Bertrando Visconti, l'empereur répondit au Pape en faisant de la restitution du royaume d'Arles une condition de son alliance. À ce moment il y avait donc beaucoup d'empereur. 3° *Imperator Hugo et eius m. s. ad papam Innocentium VI, repetens regnum Aralatense et aux liera* Pape ut possit. *Langobardos domare, offerens, et sua politica et promissione auxilium*. 4° Que Charles IV ait cherché à reconquérir le royaume d'Arles par des négociations, cela est arrivé plus d'une fois, mais nous n'avons pas le droit d'en conclure qu'il ait accompagné ces négociations de préparatifs beliques. En 1335, lors du mariage, notamment, l'empereur réclamait hautement la couronne d'Arles, mais sans employer les moyens violents. Il n'était pas pour cela en mauvais termes avec la France. Le fait qu'il réclame cette couronne n'indique donc pas nécessairement qu'il va faire la guerre à la France. Or, les préparatifs beliques mentionnés dans l'acte que nous étudions étaient dirigés contre la France. Ils ne plaçant vraisemblablement à une époque où les relations de l'Empire avec la France étaient tendues. C'est pourquoi le cas en 1355 qu'en 1360 c'est pourquoi j'incline vers l'année 1355 tout en considérant la question comme très douteuse. M. Stoy (op. cit.) et M. Göttsch (op. cit., p. 16) penchent pour l'année 1360.

es territoires de l'Empire, qu'ils reconnaissent sa souveraineté et à cette condition il a pour délégués, de la ces censures, si fréquentes à cette époque, de vicariats impériaux, merveilleusement appropriés à la politique de Charles IV<sup>1</sup>, il, l'acte de ceux se contente de sau-  
rer les apparences du pouvoir, sachant qu'il ne réussira pas à en ob-  
tenir la réalité.

Sans doute, tel n'était pas le but primitif des vicariats de l'Empire, à l'origine. Il ne fut et n'est que pour fortifier l'action impériale en donnant au prince un lieutenant muni de pouvoirs très étendus. Charles IV paraît avoir essayé à deux reprises d'étendre dans le royaume d'Arles des vicariats qui répondissent à ce besoin. En 1359, au moment où il venait faire peace au Dauphin français, il choisit le lecteur se le rappelle peut-être le comte de Valentinois pour être vicaire général de l'Empire dans tout le royaume d'Arles<sup>2</sup>; dix ans plus tard, c'est Gautier d'Achmar, seigneur de Montet, qui est nommé le comte général dans le Viennois<sup>3</sup>. Toutefois ni le comte de Valentinois ni le seigneur de Montet n'étaient assez forts pour porter le lourd fardeau que l'empereur leur avait confié; ces tentatives ne pouvaient réussir et ne furent pas renouvelées.

En général, le sens et la portée des vicariats que Charles IV confère est bien différent de ceux dont il vient d'être parlé. Qu'un seigneur ait acquis, par guerre ou par négociations, une puissance territoriale aussi considérable pour s'en servir peu à peu de l'Empire au besoin pour le tenir en échec, il arrive souvent, depuis la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, que les empereurs lui offrent le lui faire entrer dans les cadres de la hiérarchie régulière, soit en lui accordant la juridiction en dernier ressort, soit plus fréquemment encore en le consultant vicaire de l'Empire pour le pays sur lequel s'étendait son pouvoir. Ces délégations, de l'autorité impériale devenus temporaires, présentaient des

1. Voir sur les vicariats à cette époque, le mémoire de M. de Sickinge qui vient d'être cité dans l'introduction de l'ouvrage.

2. Voir plus haut, page 455.

3. Avant de lui offrir de lui restituer l'investiture de ses droits et possessions de l'empereur à l'égard de Metz, le 21 décembre 1368, *Arch. Argent.* n° 2543. Le 24 mai 1359, il agit comme vicaire général de l'empereur dans les royaumes d'Arles et de Viennois. On lui a pu faire connaître d'un appel (intéressant) d'une sentence prononcée par l'official de Valence contre le comte de Valentinois Achmar VI, au sujet du péage de l'Ecluse (*Arch. v. de l'Isère*, H, 362). Le vicariaire, le seigneur de Montet paraît avoir été très agacé.

avantages pour ces deux vices : celui qu'on était le moins régulièrement tenu en position et se voyait et même d'espérer légitimement la plupart des droits régaliens que les juristes du Moyen Âge n'auraient pas hésité de lui contester. De son côté, l'empereur obtenait de son vicaire, par la soumission même de ce titre, la reconnaissance de sa souveraineté et se faisait, en outre, octroyer des sommes d'argent, parfois considérables, en échange du privilège par lequel il conférait le vicariat. Ainsi à ornementation et le trésor rempli. Le procédé déjà employé au profit de divers seigneurs d'Italie, par exemple, des Visconti, convenait assez au caractère et à la politique de Charles IV pour que ce prince y eût souvent recours.

C'est ce vicaire élu étendu à tout le royaume d'Arles qu'à défaut du titre plus envié encore de roi d'Arles, Philippe de Valois, Jean le Bon et après lui, Charles V en 1363 demandèrent avec succès pour le Dauphin, ou pour eux-mêmes. À vrai dire, ils ne l'obtinrent pas, car le fils du roi Jean revint de Metz avec des lettres du vicariat, cette concession, ne s'appliquant qu'au seul Dauphiné, était loin de répondre au vœu de la maison de France<sup>1</sup>. C'est un privilège analogue qui fut accordé, on l'a vu plus haut, au comte Amédée VI de Savoie, privilège qui ne comprenait pas seulement les états du comté Vert, mais s'étendait à diverses régions sur lesquelles ce prince élevait des prétentions, notamment au territoire des églises qu'il voulait soumettre à sa suprématie<sup>2</sup>. C'est encore en vertu d'une semblable concession

<sup>1</sup> Nouv. 31 décembre 1363. Chevalier, *Choix de documents*, p. 143.

<sup>2</sup> Fragie, 21 juillet 1356. Guichenon, *Histoire de la royale maison de Savoie*, t. IV, p. 200; *Regesta*, n° 748. Ce document a surtout pour objet de permettre au comte Amédée de connaître en dernier ressort des appels interjetés à la cour impériale, mais c'était en réalité un vicariat, comme le prouvent les documents suivants : Pragm., 5 mai 1354. Charles IV exempte le comte Amédée de Genève du vicariat du comte de Savoie (Winkelman, *Acta Imperii inedita*, t. III, n° 286; *Regesta*, n° 6853; de ce chef-lieu rest de vicariats entre les comtes de Savoie et de Genève ?). Le vicariat fut aussi accordé aux archevêques de Lyon et de Tarentaise, aux évêques de Maurienne, de Genève, de Lausanne, d'Aoste, d'Ivrée et Turin, de se soumettre au vicariat du comte Amédée de Savoie. Pragm., n° 346. Pragm., 12 mai 1365 (lors du voyage de l'empereur), confirmation du vicariat accordé au comte de Savoie dans toutes les régions indiquées ci-dessus, Guichenon, op. cit. t. IV, p. 204. *Regesta*, n° 6170, de Berne 24 mai 1366. ordre donné aux seigneurs du pays de Dombes d'obéir au comte de Savoie comme vicaire impérial : Hülfford-Bréholles, *Traité de la maison duciale de Savoie*, n° 298, 6, v. m. m. Smith et Guigues, *Documents d'archiviste*, t. II, p. 226. *Regesta*, n° 3170.

que le même comte Amalric fut investi, en 1172, du vicariat sur la haute Italie<sup>1</sup>. Parfois l'empereur, n'ayant pas jusqu'à abandonné le vicariat d'égant seulement au personnage qui voulait favoriser l'autorité suprême en matière judiciaire, c'est-à-dire la juridiction en dernier ressort, sans que les parties pussent appeler de ses décisions à la cour impériale, Charles IV en usa ainsi à l'égard du chancelier du pape Urbain V, auquel il confia, en l'année 1360, la juridiction sur les comtes de Provence et Forcalquier<sup>2</sup>. Ainsi l'empereur railait en fragments, qu'il concédait, ou plutôt qu'il vendait la souveraineté impériale dont il était investi<sup>3</sup>.

#### X — INCOHÉRENCE DE LA POLITIQUE DE CHARLES IV DANS LE ROYAUME D'ARLES

En somme, l'acton de l'empereur se borne à distribuer des privilèges dont les plus importants sont les vicariats. Grâce à la multiplication de ces privilèges et de ces vicariats, Charles IV peut se flatter l'illusion que les pouvoirs exercés de fait dans l'Empire dérivent tous de son autorité. Aussi peu lui importe que les privilèges qu'il confère se combinent ou s'annulent entre eux d'après un plan moralement réfléchi, ou qu'ils se heurtent et se croisent comme s'ils étaient accordés au hasard, à tel point que parfois ils se contredisent du commencement à la fin. A diverses reprises il lui faudra révoquer les diplômes antérieurement concédés, sans doute il s'y résout en pensant que les révocations, aussi bien que les concessions, sont le signe sans faille de sa souveraineté, au surplus il ne manque pas de se faire

<sup>1</sup> Sans date précise de mois et de jour. La date du 21 novembre, donnée par Huber, *Regesta*, n° 515a) n'est pas certaine. L'acte est publié dans Hymont, *Corps diplomatique*, t. II, p. 82. Cf. aussi, *des Vicariats des Evêchés*, p. 41, Otto Wuckelmann, *die Bestellungen*, p. 58, note 1.

<sup>2</sup> Francfort-sur-le-Main, 7 septembre 1360. *Regesta*, n° 7216.

<sup>3</sup> Sur le prix et son paiement pour obtenir les vicariats. Il suffit le consulter le mémoire de M. de Sicking. On y consacrera entre autres l'art. 21 et 22.1 de ce vicariat conféré aux Visconti en 1365. *Regesta*, n° 5116, leur donna 200 mille florins. On se rappelle le quat. Sur le fait que Charles avait apporté à Metz 50 mille florins pour obtenir le vicariat du Dauphin ne trouve plus haut page 163.

payer et unis comme les autres. Certains qu'après avoir en 1366 concédé un «*grat*» à un seigneur provençal, il fut à nouveau, quelques années plus tard, à annuler cette concession<sup>1</sup>. C'est ainsi encore qu'après avoir, en cette même année 1366, accordé aux habitants de la ville de Romans des «*indults*» qui leur garantissaient malgré l'opposition du chapitre de Saint-Barnard, il les révoqua partiellement en 1373 sur la demande du comte de Valentinois, à ce moment plus influent que les bourgeois ou que les députés de l'empereur<sup>2</sup>. Mais c'est surtout en ce qui touche deux des seigneuries les plus importantes des régions bourgonnes, je veux parler de la Comté et de la Savoie, que se montre l'incertitude de la conduite de Charles V<sup>3</sup>. Il est nécessaire d'insister sur ce point afin de mettre le lecteur en état de juger, en connaissance de cause, de la marche assez étrange de la politique impériale dans ces régions.

La mort, survenue en 1361, du jeune Philippe de Rouvre, en la personne duquel s'éteignait la première race des comtes de Bourgogne aussi bien que l'ancienne famille des ducs, ouvrait une succession dont la devolition se pouvait s'opérer sans difficultés. Au nom de sa parenté et de sa jeunesse royale Jean le Bon se mit en droit de Bourgogne qu'il transmit en 1363, à son fils le duc de Touraine, connu jusqu'alors sous le nom de Philippe le Hardi. La Comté fut attribuée à Marguerite de France, veuve du comte de Flandre Louis de Nevers, par le traité Jeanne de Bourgogne épouse du roi de France Philippe le Long. Marguerite se trouvait donc la pour être du comte pendant Louis V de Bourgogne, le contemporain et le protégé de Phi-

1. Piquet, 22 mai 1371. L'empereur révoque le pègre qu'il avait concédé le 18 février 1366 à Foulques de Saulx, parce que ce seigneur ne fait rien pour la sûreté et l'amélioration des routes «*originaux*» à la Chambre des comptes de Marseille, Arch. des Bouches-du-Rhône, B, 572, *Regista*, n° 7231.

2. Maillet, 4 juillet 1373. Charles IV annule le privilège qu'il avait accordé aux habitants de Romans le 25 janvier 1366, pour les exempter de péages dans tout l'Empire (abbé Uysse Chevalier, *Glosses de documents historiques*, p. 183, *Regista*, n° 7386 Cf. n° 714). En fait, les Romains, soulevés par le Dauphin, conservèrent leurs franchises en dépit de dépêches obesses, adressées à deux reprises consécutives, par le comte Aymar de Valentinois Cf. Girard, *Essai sur l'histoire de l'évêché de Saint-Barnard*, t. II, p. 283. Le privilège accordé par Charles IV aux habitants de Romans, le 4 février 1366 (*Regista*, n° 7396) demeura intact, ce privilège, renforcé d'ailleurs par le Dauphin, avait établi à Romans une organisation municipale.

3. Le lecteur se rappelle peut-être que déjà, on a signalé les contradictions de l'empereur en ce qui concerne le comté de Saluces (voir plus haut, p. 479).

l'appelle Bel. Le roi Jean, dont la parenté avec Philippe de Rouvre était plus éloignée, n'avait point de titre qui lui permit de se saisir, à l'annonce de la comtesse de Flandre, d'un pays ou d'ailleurs la nomination du roi de France n'eût pas manqué de soulever de violentes résistances. Toutefois, depuis près d'un siècle, les Capétiens possédaient en Comté une influence réelle, quoique contestée; aussi, tout l'effort de la politique française devait naturellement tendre à empêcher que la mort de Philippe de Rouvre n'entraînât un affaiblissement de cette influence.

On ne pouvait se dissimuler qu'un grave danger la menaçait. L'héritière présomptive de la comtesse Marguerite était pour son temps une autre Marguerite, sa petite-fille, alors âgée de onze ans, cette princesse, qui avait été fiancée au Philippe de Rouvre, était destinée à régner un jour dans sa main les comtés de Flandre, d'Artois, de Bourgogne et de Nevers, pour ne parler que des plus importants des domaines à la succession desquels elle était appelée. On comprend sans peine pourquoi Jean le Bon avait sous deux amoncelés sa main pour un de leurs fils. Dès le mois de février 1362, il est certain que le roi d'Angleterre avait ouvert des négociations avec le comte de Flandre, Louis de Male, fils de la comtesse Marguerite de France et père de la riche héritière dont l'alliance était si ardemment convoquée<sup>1</sup>. Comme il craint le succès de son rival, Jean le Bon paraît alors s'être préoccupé de se ménager une ressource extrême au moyen de laquelle, vaille que vaille, il pourra peut-être arracher la Comté à Marguerite si elle épouse un prince anglais. Le 5 janvier 1362, il convoque, de Charles IV un fils, destiné à demeurer provisoirement secret, par lequel la Comté est donnée en fief à Philippe le Hardi, cet enfant cher auquel le roi Jean devait aussi conférer la Bourgogne ducal<sup>2</sup>. L'entreprise était audacieuse; de concert avec l'empereur, le roi de France se préparait à nier les droits de Marguerite de France et de son héritière, plutôt que de se résigner à souffrir que cette héritière portât la Comté à un fils d'Edouard III.

Si, lors de cette tentative, Charles IV se fait l'auxiliaire du roi de

<sup>1</sup> Rymer *Fœdera* t. III, part. II, p. 53; pourvoir du 7 février 1362. Voir diverses pièces sur cette négociation qui eurent lieu en octobre 1361, à cet égard entre le roi d'Angleterre et le comte de Flandre. *Ibid.* p. 90. En octobre 1365, le roi d'Angleterre obtient le mariage des deux princes. *Ibid.* p. 102.

<sup>2</sup> Diplôme cité sous le n° p. 469. *Regesta* n° 2018.

France, son attitude est bien différente quelques mois plus tard. On sait que l'influence des Valois était battue en brèche par une confédération de seigneurs comtois, descendants de cette noblesse qui, depuis si longtemps s'opposait aux progrès de la France, bien souvent au cours de ces dernières années ils avaient prêté l'oreille aux propositions des Anglais et des Navarrais<sup>1</sup>. Connaissant ou devinant les intentions du roi Jean, ils ne pouvaient en tolérer la réalisation, aussi n'hésitèrent-ils pas à recourir aux armes au risque d'entraîner dans la lutte la comtesse Marguerite de France devenue le champion de l'indépendance comtoise. Or parmi les confédérés les plus ardents à la résistance se trouvait Henri de Montfaucon, comte de Montbéliard, que déjà Charles IV avait nommé vicaire impérial en 1355, alors que l'empereur avait prétendu saisir la Comté sur le jeune Philippe de Rouvre, soutenu par le roi Jean, Henri était de vieille date un ennemi du parti français en Bourgogne. On ne dut donc pas être médiocrement étonné à la cour de France quand, paraissant d'un revirement fort difficile à expliquer, Charles IV, le 3 août 1362, renouvela en faveur du comte de Montbéliard les lettres qui le constituaient vicaire en Bourgogne<sup>2</sup> en effet en moins de huit mois, l'empereur se trouvait avoir donné une marque insigne de sa faveur, d'abord au roi Jean le Bon, puis à l'un de ses adversaires les plus déterminés. Si l'on tenait absolument à trouver une cause à ce revirement, il ne serait pas téméraire de la chercher dans la défaite que la Grande-Compagnie fit éprouver, le 6 avril 1362 à Brignas, aux troupes royales de Bourgogne, commandées par le comte de Tancarville. Evidemment cette journée était faite pour relever les espérances de tous ceux qui dans l'Est, avaient intérêt à l'affaiblissement de la France; peut-être Charles IV crut-il que le parti français en Comté était ruiné par le contre-coup de cette défaite. Au surplus, une autre explication est tout aussi vraisemblable, il n'est pas impossible que le comte de Montbéliard ait obtenu le renouvellement de son vicariat par l'effet des arguments en espèces sonnantes dont Charles IV, en tout temps, sut fort bien apprécier la valeur.

Moins de deux ans plus tard, alors que les adversaires de la France

1. Sur ces événements, consulter le tome II de l'ouvrage souvent cité de Clère, *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté*.

2. Duvernoy, *Épîtres et lettres du comte de Montbéliard* (Rouen, n. 1871, in 8°).



en Comté Lienneist toujours la campagne, Charles IV, modifiant encore une fois sa ligne de conduite se montre favorable aux intérêts de la politique française. Depuis la mort de Jean II de Chalon, baron d'Arlay, la puissance et raison dont il était le représentant donnaient aux adversaires de la France l'appât de ses forces en Comté, et, les bourgeois de Besançon, qui depuis de longues années se trouvaient sous la tutelle de cette maison, travaillaient activement à en secouer le joug menaçant ainsi d'un grave échec la coalition anti-française en la personne de l'un de ses membres les plus considérables. Charles IV, que qu'on aies auparavant avait confirmé les droits et possessions de la maison d'Arlay, sans toutefois mentionner, dans l'énumération de ses prérogatives, la situation particulière à laquelle cette maison présentait « les Bisontins ». Déjà, peut-être, par cette omission, il indiquait la voie où il entra décuétement par son diplôme du 6 mars 1364, connu sous le nom de « Privilège de Charles le Quart, » que l'on a vu en 1844 « le premier document d'une protestation collective et ensuite collective contre l'un des fondements de leur indépendance ». La concession était d'ailleurs peu importante pour l'avenir lointain que pour l'avenir immédiat car bientôt les chefs de la confédération hostile à la France occupèrent la ville, sans doute pour déjouer les projets fort suspects les bourgeois encouragés par l'empereur ? En tous

1. Voir ces actes mentionnés plus haut, page 463, note 4. En 1357, un bourgeois de Grancey négociait, auprès de Charles IV, en vue d'obtenir la fondation du transept de l'église qui occupait la rue de Besançon à la famille de Chalon-Arlay. *Glean. ép. eccl.*, t. II, p. 127.

2. Karstern, *Genève* 1361. *Argentan*, n° 4070. Sur l'histoire antérieure de la commune de Besançon il faut se reporter à l'ouvrage de M. Gailly. *Origines de la commune de Besançon*. Besançon, 1894, in-8°. Le privilège de 1364 est notamment analysé par Otto Winkelmann, *die Besatzungen*, n°, pp. 111 et ss. Tout d'abord l'empereur régla l'ordre des juridictions. Il y avait à Besançon trois juridictions, la régale, la vicomté et la mairie. La régale, juridiction supérieure, appartenait à l'empereur, la vicomté dépendait la mairie et la vicomté. Il semble que l'empereur, qui s'était réservé la régale à l'archevêque, veut exercer lui-même cette juridiction. La charte de 1364 énumère ensuite les autres droits de l'empereur et de ses vicaires. Puis elle énumère le plus souvent en se conformant à la charte rendue en 1306, par Adolphe de Nassau, les grandes lignes de l'organisation et de la juridiction municipale. On peut croire, d'après ce document, que Besançon n'est devenue une ville libre sous la protection et sans la dépendance de l'empereur.

3. Il n'en faut de beaucoup que les Bisontins aient obtenu leur but en se faisant octroyer le privilège du 6 mars 1364. Le 6 avril 1365, leur ville était occupée par les chefs du parti hostile à la France, mais que les Montmorency, les Neuchâtel, qui en prenant le gouvernement en main (Tissot, *histoire des comtes de*

cas, une impression générale se dégageait de ces événements. Charles IV, dont les actes étaient tantôt libéraux, tantôt contraires aux intérêts publics, avait conduit une politique trop incertaine et trop capricieuse pour qu'elle pût fournir un appui à l'un ou l'autre des partis qui se disputaient la Bourgogne.

Dans la région des Alpes non moins qu'en Comté, la conduite de Charles IV semble faite pour entretenir une propension équivoque. On se rappelle que dès 1345 pour obtenir le comté de Savoie par mariage, il donna ses sœurs le Dauphin Charles, fils du roi de France l'empereur et son s'appela le comte de Savoie, Amédée V, l'année suivante, il délègue à Amédée, dont il avait fait un vicaire impérial, la mission d'empêcher que l'Empire ne se partageât dans le comté de Savoie. Quelques années plus tard Charles IV se fit reconnaître par le 1360 à 1366, Amédée VI se trouva subrogé aux droits souverains de l'Empire, non seulement sur les états du comté de Savoie, mais encore sur les diocèses de Belley, de Lausanne, de Sion, de Genève, d'Yverdon et de Turin sur une partie de ceux de Lyon et de Grenoble, et enfin sur le fief du comte d'Arberg, l'empereur ne lui avait retenu que sa main-morte de ses possessions sur Herce et Fribourg. Le comte Amédée avait d'ailleurs obtenu des dispositions favorables de Charles IV pour obtenir de lui que les états de Savoie

*Archivard*, pp. 148 et ss., Charest, *l'Archépiscopat*, p. 363). Sans doute, les nouveaux maîtres de la cité ne sont pas hostiles au baron d'Arlay, car à la fin de 1363, Hugues, chef de la maison d'Arlay, a pris parti contre Philippe de Rouvre et la partie française en Bourgogne, au quel il se montre infidèle aux exemples de son père (Charest, p. 231). Quant à l'empereur, les diplômes qu'il rend l'année suivante au sujet de Besançon ne sont pas pour mettre sa conduite en doute de tout soupçon. Le 8 mai 1365 de Lausanne, il confère les regnans de Besançon à l'archevêque Aymon (*Revue*, n° 4169). Quatre jours après, le 12 mai, de Chambéry il confie à Hugues de Chalon les droits de l'Empire à Besançon, et l'autorise à exercer la juridiction qui appartient à l'empereur (Texte publié par M. Gaston, op. cit., preuves, n° 24. *Revue*, n° 7154). La conséquence de ces deux actes furent : 1° que l'archevêque et Hugues d'Arlay se disputèrent la juridiction suprême, le prélat prétendait l'exercer, au nom de l'empereur, en vertu d'un usage immémorial, le baron prétendait l'exercer en vertu de la concession impériale de la même querelle déjà engagée le 21 mai 1363, comme le montre un protocole publié par M. Gaston (*Ibid.*, preuves, n° 25) 2° que les bourgeois de Besançon se trouvèrent singulièrement déçus par cet acte de Charles IV qui les remettait sous le joug du baron d'Arlay. Ce n'était pas le point d'avoir payé le cher le diplôme du 6 mai 1364 qu'ils se saffranchissent.

1 Ces faits ont été exposés plus haut page 480.

2 Voir les actes indiqués plus haut, à propos du vicariat de Savoie, et notamment

fussent distraits du royaume d'Arles pour être incorporés directement à l'Empire; évidemment le comte Vert, en sollicitant cette concession, songeait à prendre ses précautions contre un transfert toujours possible du royaume d'Arles à la maison de France. Ainsi, l'empereur travaillant de son mieux à consolider la situation d'Amédée VI qu'il entendait à l'avance défendre contre les projets ambitieux des Valois, en même temps qu'il favorisait ses visées sur la Suisse française et le Piémont. Visiblement Charles IV demeurait fidèle à son dessein de selonner la politique de la maison de Savoie, pour continuer celle des Valois<sup>1</sup>.

Or, l'accroissement de puissance qu'il accordait ainsi au comte Vert n'allait point sans léser gravement les intérêts de plusieurs des voisins du comte de Savoie. Charles IV ne put pas d'abord s'en préoccuper, quand il porta son attention sur ce point, ce fut pour accorder aux mécontents des privilèges compensatoires de ceux dont il avait ravi le comte de Savoie. Ces inconséquences se relèvent notamment dans la conduite que tint l'empereur à l'égard du comte de Genevois et aussi des évêques de Genève et de Lausanne.

On a dû plus haut, au vu du traité conclu, le 5 janvier 1355, entre le Dauphin Charles de France et la Savoie, le Faucigny et l'hommage du comté de Genevois avaient été transférés du Dauphin au comte de Savoie. C'était là une clause d'une exécution très dure pour la population du Faucigny, depuis longtemps accoutumée à ne voir que des ennemis dans les sujets du comte Vert, plus dure encore pour les comtes de Genevois qui s'étaient jadis soumis à la suprématie du Dauphin pour échapper à la domination des comtes de Savoie, d'autant plus gênante qu'elle était plus rapprochée. De la part des habitants du Faucigny, et peut-être aussi de la part du comte de Genevois, les commissaires chargés d'assurer l'accomplissement des clauses du traité avaient rencontré une résistance assez vive<sup>2</sup>, or cette résistance était encouragée par l'empereur, qui avait déclaré nulles les clauses

la lettre de Charles IV au comte Vert, en date du 20 mai 1361 (*Regesta*, n° 3078. Le 12 mai 1365, l'empereur confirma les traités qui avaient soumis au comte de Savoie le Faucigny, n° 3153).

1. De son côté, Amédée VI ne ménagea pas à l'empereur les témoignages et les promesses de fidélité. Il avait prêté hommage en 1312, le 21 juin 1312, il se dirigea, pour sa vie durant, à courir à Charles IV la servile route qu'il avait précédemment en Allemagne, en Italie et en France (*Regesta, Reichsarchiv*, n° 977).

2. Voir plus haut page 160.

relatives au Fracigny et à l'hommage du Génois, et avait accordé à Amédée VI de son vivant, sous tout le comte Vert semble d'ailleurs ne s'être au mieux sous d'Amé, en 1333 l'empereur, soit en recherchant pour lui-même l'usage du comte de Savoie, n'est pas moins que favorable à l'exécution d'un traité dont le résultat sera d'après les données le très aimé précisément parce que ce traité doit réconcilier la Savoie et la France; or, Charles IV pour rendre son apui nécessaire au comte de Savoie, tient à la voir subsister des occasions de discorde entre lui et la France, c'est pour l'empereur le seul moyen de tenir le comte Vert en sa dépendance et ainsi de barrer la route au Dauphin français.

Une fois engagé dans cette voie l'empereur continuera de favoriser le comte Amédée les trois ans. Sans doute le comte en profitera pour se débarrasser de la maison de Savoie, mais il est aussi la victime de ce traité de 1335 qui souleva le mécontentement de Charles IV. C'est pourquoi, en cette même année 1335 Charles reconnaît à son protégé l'un des droits réservés les plus importants celui de frapper les monnaies d'or et d'argent<sup>1</sup>. Un peu plus tard, en mai 1358, il lui concède un diplôme par lequel il se déclare sujet immédiat de l'Empire, et l'exempte ainsi de la juridiction du comte de Savoie, en dépit du vicaire royal qu'il avait accordé, deux ans plus tôt, au comte Vert.

1. Prague, 21 août 1335. Texte publié par E. Demole, *L'atelier monétaire des comtes de Genève*, à Annecy, dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 2<sup>e</sup> série, t. I (1886), p. 272 et Willeumans, *Acta*, t. II, p. 403, *Arguta*, n° 4513. Le comte de Genève se hâta de profiter de ce privilège, ouvrit un atelier monétaire à Annecy. Aussitôt l'évêque de Genève, Aimé de Saint-James, et le chapitre de cette ville procédèrent contre cette innovation qu'ils considéraient comme aux droits de leur église. De là un procès que le comte de Genève porta devant le Pape, qui délégua, pour en connaître, un de ses légats au cardinal de Lagny, ambassadeur du sacré palais (E. Demole, *ibid.*, p. 3).

2. Quatre diplômes furent accordés par Charles IV au comte de Genève et, les deux datés de Prague, 5 mai 1358. En vertu du premier, le comte de Genève est exempté de l'autorité des vices royaux, en particulier de celle du comte de Savoie, et ses appels de son tribunal se réfèrent non à celui du comte de Savoie mais à la cour impériale. Willeumans, *Acta*, t. II, p. 535, n° 516. *Arguta*, n° 1. Par le second, il reçoit à titre de vicaire royal le comte de Savoie. Willeumans, *ibid.*, p. 536. Par le troisième, expédié en trois exemplaires, il est accordé au comte de Savoie, au Dauphin et au comte de Bourgogne de prêter aide et assistance au comte de Genève pour la défense de ses états. Archives d'État à Turin, *Diplomata Imperialia*, pag. 6, n° 4, analysé par Charles de Fretz, *Les derniers comtes de Genève*, dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, nouvelle série, t. III (1894) p. 12. Par le quatrième, Charles IV concède à Amédée III

C'était, de gaieté de cœur, semer le germe de querelles entre les deux comtes. Aussi les dispositions ne tardèrent pas à éclater entre Amédée de Savoie, fort de la concession générale du vicariat qu'il avait obtenu, et Amélie de Genève, qui, pour y échapper, se fondait sur la concession spéciale de l'empereur. Chois, comme arbitre entre les deux comtes, l'archevêque de Tarentaise, avec quelques autres personnages, s'efforça de concilier leurs prétentions respectives; mais le comte de Genève ne se résigna pas à accepter la décision des arbitres, qu'il trouvait trop favorable à sa cause parce qu'elle faisait de lui le subordonné du comte Vert. Ce ne fut qu'à grand'peine qu'un accord intervint, le 22 décembre 1358, en vertu duquel le comte de Genève, en échange de l'annulation de la sentence arbitrale qui lui avait fait grief, reconnut la seigneurie de son adversaire sur Yancy et diverses localités voisines<sup>1</sup>. Quelle qu'ait été l'issue de cette querelle, suscitée par les diplômes contradictoires que Charles IV avait accordés, la considération des droits du comte Vert n'eut pour point l'empereur, en 1359, d'attribuer de nouveau au comte de Genève la qualité de sujet immédiat de l'Empire<sup>2</sup>. Il ne m'appartient pas de débiter ici les phrases diverses que traversèrent les relations des deux maisons rivales, de Savoie et de Genève, avant d'aboutir à la vente par laquelle le dernier comte de Genève, Odon de Viller,

\* 1. — à établir les monnaies dans son comté de Genève. Original aux Archives d'État de Turin. Publié par E. Damiens, dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, 3<sup>e</sup> série, t. 24, 1886, p. 36. Ces deux derniers diplômes ont été omis par les *Regesta*.

1. Chron. xv, f. 10, v. 1258. Sentence arbitrale de l'archevêque de Tarentaise et de ses co-arbitres. Texte publié par E. Damiens, *op. cit.*, pp. 41-50. Le 8 août 1358 l'arbitrage de la cour romaine donna acte de l'appel à la cour impériale, interjeté par le comte de Genève contre la sentence précédente. *Ibid.*, pp. 50-53. Le 30 de novembre 1358, le comte de Savoie prit le comte de Genève à exécuter la sentence. *Ibid.*, pp. 54 et 55. Enfin, le 21 décembre 1358, intervint une transaction entre les deux comtes. *Ibid.*, pp. 56-63.

2. A cette époque (1360), l'empereur accorda de nombreux privilèges, et entre autres la qualité de vassal, conférant de l'Empire à Amédée IV lui-même, en Genève, son fils succédant à son père Amédée III. Laques, 6 février 1370. Winkelmann, *Acta*.

Il p. 5 et n° 99. *Regesta*, n° 7277. Toutefois, M. Levrier, dans deux diplômes Winkelmann t. II, pp. 593 et 595, n° 920 et 921. *Regesta*, n° 7280 et 7261. Enfin un diplôme du dernier Winkelman t. II, p. 590, n° 922, *Regesta*, n° 7281, confère aux comtes de Genève la qualité de *sacri palatii comites*, avec le droit de nommer eux-mêmes, de créer des vassaux importants et de révoquer. Il faut remarquer que c'est en 1360 le vicariat de Savoie était révoqué depuis quatre ans.

abandonna ses états en 1461, à Amédée VIII de Savoie. Ce qu'il importait de mettre en lumière, c'est l'étrange politique de Charles IV, qui semble n'avoir songé qu'à satisfaire à la fois les deux partis, sans avoir pu la prétention d'établir l'harmonie entre leurs prétentions réciproques.

De leur côté, les évêques de Lausanne et de Genève avaient reçu de l'empereur, en l'année 1362 (comme tous les prélats de la région), l'ordre de se soumettre au vicariat de Savoie<sup>1</sup>. Il n'y a pas à douter que cet ordre n'ait été particulièrement désagréable à ces deux prélats, qui avaient grand'peine à défendre l'indépendance de leurs églises contre l'ambition toujours grandissante du comte Vert. Naturellement ils recoururent, aux protestations, la seule arme qui leur fut laissée; mais l'usage qu'ils en firent ne semble tout d'abord avoir été récompensé par aucun succès. En 1365, lors du passage de Charles IV qui revenait d'Avignon et d'Arles, l'évêque de Genève ne réussit pas à obtenir de l'empereur la reconnaissance de ses droits. A la vérité, Charles IV l'invita à produire les titres en vertu desquels il se prétendait vassal immédiat de l'Empire, mais, sans tirer aucune conclusion des documents qui lui furent présentés, l'empereur n'en persista pas moins à laisser le champ libre au comte de Savoie<sup>2</sup>, c'est à la prière de ce comte, et non de l'évêque, que Charles IV créa, vers le même temps, une université à Genève<sup>3</sup>. La situation était la même à Lausanne où, dès 1358, l'exercice des droits conférés au comte de Savoie par les privilèges impériaux, avait soulevé des difficultés entre l'évêque et le comte Vert<sup>4</sup>; Charles IV, sans se prononcer sur

1. Voir plus haut, p. 469, note 7.

2. Il est fait allusion à cet incident dans un diplôme de Charles IV du 30 décembre 1366. Ce diplôme prouve que Charles IV fit journey à Arles et à Genève et à son retour d'Arles, quand il passa à Genève et à Yverdon, il ne se donna aucune audience à l'évêque, l'empereur confirma de vive voix au comte de Savoie le droit d'honneur, à Genève la juridiction impériale. *Spod. Histoire de Genève*, t. II, p. 102. *Regesta* de 1462. Cf. *Quay-Winkelmann, die Bekehrungen*, p. 20.

3. Le diplôme de fondation de l'université est du 2 juin 1365. Le projet paraît avoir échoué, parce que l'évêque et les Genevois virent dans cette fondation une manœuvre du comte de Savoie. Sur cette fondation consulter Denifle, *des Universitäten des Mittelalters* t. I, p. 648.

4. En 1358, après qu'il fut invest, du vicariat, le comte Vert chercha à s'entendre avec l'évêque de Lausanne en vue d'acquiescer l'évêque, à Lausanne, les pouvoirs que Charles IV venait de lui confier. L'évêque Amiel de Coussonay, y

ces difficultés, se borna à confirmer les faveurs accordées par ses prédécesseurs à l'église de Lausanne. Evidemment l'empereur était à ce moment entièrement acquis à la cause du vicariat de Savoie, qu'il enjoignait à tous de reconnaître et de respecter<sup>1</sup>.

Toutefois Charles IV avait pu se rendre compte par lui-même d'un fait incontestable, surprenant même des adversaires du vicariat impérial figuraient les prélats, auxquels cette institution apparaissait, à bon droit, comme une trêve faite pour asservir les évêques au pouvoir temporel. Une telle considération était de nature à toucher ce prince, qui avait la prétention ou d'être parfois le réformateur, en tous cas le défenseur de l'ordre ecclésiastique. Les protestations du clergé finirent par prendre le dessus dans son esprit sur l'intérêt qu'il portait au comte de Savoie, par un diplôme rendu le 13 septembre 1366, en l'absence du comte Vert qui se trouvait alors à la croisade, Charles revocait le vicariat, après qu'il lui avait confié dix ans auparavant<sup>2</sup>. Tout d'abord il en avertit les archevêques d'Arles et de Vienne, l'évêque de Valence, et, parmi les laïques, le comte de Valentinois et le gouverneur du Dauphiné, la révocation du vicariat ne fut notifiée à l'évêque de Genève qu'à quelque temps plus tard<sup>3</sup>. L'empereur devait tolérer plus longtemps l'influence du comte Vert à Lausanne, ce ne fut qu'en 1376 qu'il mit à néant les droits que le vicariat avait conférés au comte Amédée sur cet évêché<sup>4</sup>.

mit des cardinaux que le comte Vert n'accepta qu'incomplètement. Voir les documents publiés dans les *Mémoires de la Société pour l'histoire de la Suisse romande*, t. VI, p. 46 et 49, le n° 48 contient les conditions de l'évêque, le n° 49 marque les résolutions du comte. — En 1348 l'évêque se plaignit au comte de la conduite du comte, qui exerçait à Lausanne la jurisdiction du vicariat et obtint satisfaction, mais ne donna que certains motifs (*Ibid.*, n° 54). L'évêque semble se résigner alors à l'exercice du vicariat. En 1348, lors du passage de Charles IV à Lausanne, il n'obtient de lui, le 4 mai, qu'un édit confirmant l'ancienne possession territoriale du roi de Bourgogne, Rudolphe II, et des empereurs Henri IV et Conrad III (*Ibid.*, n° 57).

1. Voir la lettre impériale, datée de du 24 mai 1365, aux seigneurs des Dombes (*Regesta*, n° 7176).

2. Francfort, 13 septembre 1366. Deux diplômes, le premier contient la révocation du vicariat, le second est par lequel un certain nombre de personnages jurés du comte de Savoie.

3. Prague, 25 février 1367, Spon, t. II, p. 199. *Regesta*, n° 74601. Cette lettre était plus nette et plus favorable à l'église de Genève que la lettre du non-jurisdiction du 30 décembre 1366, Spon, t. I, p. 62. *Regesta*, n° 74602.

4. 18 février 1376, *Mémoires de la Société pour l'histoire de la Suisse romande*, t. VI, n° 62.

On vit alors que les décisions impériales ne suffisaient pas plus à subvenir le pouvoir du comte de Savoie qu'elles n'eussent suffi à le coter. À Genève, le comte Vert, sans recevoir des ordres de l'empereur, maintint longtemps encore sa situation au prix d'une longue lutte, pendant laquelle ses adversaires ecclésiastiques ne lui furent pas ménagés, enfin, en 1371, il reprit sa qualité de vidame et cessa de prétendre exercer au nom de l'Empire la souveraineté sur Genève<sup>1</sup>. À Lausanne, le comte Vert ne semble pas avoir tenu compte de la révocation des droits qui lui avaient été conférés, lui et ses successeurs y préférèrent leur puissance réelle de celle des évêques<sup>2</sup>. Ainsi une fois de plus, il était démontré que les diplômes impériaux, excellents quand il s'agissait de confirmer un état de fait préexistant, n'avaient point la vertu nécessaire pour modifier les faits accomplis.

Un autre point était aussi démontré : c'était qu'il ne fallait faire aucun fond sur les concessions de l'empereur. En vain se flattaient-ils d'avoir obtenu un privilège de sa chancellerie, toujours on devait revenir à ce que la concession lui avait expressément refusée ou révoquée implicitement par une concession contraire. En faut-il chercher la raison dans ce trait de caractère de Charles IV, signalé par Melles Villani, qu'il tenait à faire plaisir à tous les partis sans se brouiller avec aucun ? Peut-être, mais sûrement aux motifs d'ordre politique qui jouaient en cette matière des raisons d'intérêt pécuniaire.

1. Le 30 août et le 31 décembre 1369, Urbain V invite le comte Vert à restituer à l'évêque de Genève sa juridiction (Spiez, t. II, pp. 104 et 105. Spiez date à tort le second document de 1370 cf. Otto Winckelmann, *die Deschungen*, p. 91 note 3). Grégoire XI détermina le comte Vert à renoncer à ses prétentions et à se contenter du titre de vidame de Genève, que l'un de ses prédécesseurs avait acquis en 1306 (Spiez, t. II, p. 306, lettre du 25 mai 1371). Le comte Vert exécuta par un acte du 25 juin 1371 (*ibid.*, p. 107). Alors les censures ecclésiastiques portées contre lui furent levées par l'autorité compétente. C'était le Pape, et non l'empereur qui avait déterminé le comte Vert à donner satisfaction à l'église de Genève.

2. Un acte du 24 janvier 1379 nous montre, à Lausanne, Antoine Champion ou qu'il se surnommait « le vaillant » parvenu à être seigneur de la ville sous le nom vicario Imperatoris. *Mémoires de la Société pour l'histoire de la Suisse romande*, t. V, n° 62 (Voyez aussi le n° 64, du 27 mai 1379). — En 1395 (1404, n° 1), le fils de Charles IV, Wenceslas, recouvra les droits de l'évêque de Lausanne. Ce n'est pas à dire pour cela que les ducs de Savoie, les comtes de Genève, les seigneurs de la région de l'ancien de Lausanne avec Dornes (1376) au temps de la Réformation.

3. *Islerio*, t. V, n° 79.



On sait que les vicarats se payaient fort cher, on sait aussi que l'empereur aimait beaucoup l'argent. Il est donc de se rappeler cette double considération pour expliquer les contradictions qui rendent si énigmatique l'histoire de la conduite de Charles IV à l'égard du royaume d'Arles. En réalité, et sans profit qu'il ait tiré du pouvoir nominal qu'il conservait avec tant de jalousie est celui de haute monnaie.

#### X. — IMPUISANCE RÉELLE DE CHARLES IV DANS LE ROYAUME D'ARLES

Quant à son action réelle dans les régions de l'Est et du Sud-Est de la France, on est en droit de la considérer comme à peu près nulle. Il n'essaye même pas de rendre la tranquillité à ces régions menacées par les Compagnies, seigneurs ecclésiastiques ou laïques ne dovent compter, et en réalité ne comptent, que sur eux-mêmes pour délivrer leurs sujets de ce fléau<sup>1</sup>. Aussi ces seigneurs, qui connaissent l'impuissance de l'empereur, se préoccupent fort peu de lui obéir, assurés qu'ils sont de l'impunité de leurs désobéissances ; on comprend que, réduit à cet état de faiblesse, Charles IV ne puisse arrêter les progrès du roi de France. Dans les vingt dernières années de son règne, il ne cherche plus à résister : faisant bonne mine à mauvais jeu, il semble borner son ambition à obtenir du monarque français la reconnaissance théorique de ses droits, se point réservé, il est bien obligé de laisser les mains libres à son jeune neveu.

C'est ainsi que la domination française se consolide en Dauphiné. L'empereur ne tente aucun effort pour lui susciter des obstacles ; depuis qu'il n'a pu réussir à empêcher l'exécution du traité de 1365 qui a rétabli la paix entre les Valois et le comte de Savoie, il sent bien qu'il doit se résigner à souffrir que le Dauphin Charles établisse son autorité sur l'héritage de Humbert II. L'empereur ne paraît pas non plus être préoccupé sérieusement de s'opposer à la politique que suit

1. Voyez, sur les confédérations des seigneurs de la région du Rhine contre les Compagnies, *Prouty, op. cit.*, p. 31 et passim. Cf. sur les ravages des Compagnies dans les régions méridionales, Emile Molinier, *Arrest d'Arrestion, maréchal de France dans les M. du pape, lettres patentes sur son rôle à l'assemblée des seigneurs et villes libres*, t. VI.

le roi de France vis à vis de la Comté de Bourgogne. Là Charles V avait fort habilement renoncé à sa prétention de l'incorporation que le roi Jean avait pu le croire de l'empereur en faveur de Philippe le Hardi, ce n'était pas en vertu d'un acte évidemment excessif de la puissance impériale que le sage monarque prétendait imposer la souveraineté de son jeune frère à la remuante noblesse de la Comté. Toutefois il ne se fit pas à lui de l'usage sur les fongers que n'eut pas manqué de maintenir pour la France la réalisation du mariage projeté entre un prince anglais et Marguerite de Flandre, l'héritière présomptive de la Comté. Pour écarter le candidat étranger, le roi de France ne négligea aucun moyen : notamment, par son action sur le Saint-Siège il détermina le Pape à révoquer les dispenses nécessaires à la célébration du mariage<sup>1</sup>. Les buts se poursuivent obéissant, Charles V arrive enfin à atteindre le véritable but de la politique française : alors est définitivement résolu le mariage de la comtesse avec Philippe le Hardi, auquel, suivant la volonté de Jean le Bon, le roi de France a l'air de le duché de Bourgogne<sup>2</sup>. Ainsi s'achève, au profit d'un cadet de la maison royale, la fondation de cette seconde maison de Bourgogne, qui devait jouer un rôle si brillant, mais en réalité si funeste à la France. Toutefois, à ceux qui seraient tentés de blâmer sévèrement Charles V d'avoir toléré ou encouragé cette œuvre, il serait permis de répondre que le succès en put être, dans une certaine mesure, considéré comme un triomphe de la politique française, remarques en effet que la plupart des provinces sur lesquelles régna Philippe le Hardi n'étaient pas alors unies pour une action directe et seul moyen de les ranger sous l'autorité de la France était de les assujettir à un prince de la maison royale. Le malheur fut qu'en leur donnant à toutes le même maître, on fit des ducs de Bourgogne des personnages assez considérables pour tenir en échec la puissance des rois. Quoi qu'il en soit, la fondation de la nouvelle dynastie était aussi dangereuse pour la souveraineté de l'Empire que pour celle de la France.

1 Cf. Froissart, éd. Luce, t. VII, p. 11; Prou, *op. cit.*, pp. 75. Le 18 décembre 1364, Urbain V refuse au roi d'Angleterre les dispenses générales qui eussent permis le mariage de Marguerite avec un prince anglais. Le 30 octobre 1365, il révoque les dispenses de mariage accordées en termes généraux aux souverains par ses prédécesseurs.

2 Le traité de mariage est du 7 avril 1369. Sur les négociations qui conduisirent à ce mariage (qui se étaient ouvertes avec le règne de Charles V), consulter M. Prou *loc. cit.*

or, c'est ce qu'il importe ici de constater. Charles IV ne put ou ne voulut résister à l'empêcher.

Tout aussi stérile est sa conduite à l'égard des comtes de Provence et de Forcalquier, où la reine Jeanne avait cependant reconnu formellement les droits de l'Empire. Là, pendant plus de trente années, la politique française poursuivit, avec une ardeur que ne décourageait aucun échec, le dessein de se substituer en Provence la domination d'un Valois à celle de la reine Jeanne. Il n'est pas inutile de rappeler ici la suite trop peu connue de ces tentatives.

On se rappelle peut-être que, vers 1350, Philippe de Valois avait cherché à prêter des deniers à la reine Jeanne pour lui acheter les comtés de Provence et de Forcalquier : Jeanne, encouragée par la cour pontificale, refusa de se prêter à cette combinaison<sup>1</sup>. En 1357, c'est par d'autres moyens que le gouvernement français se efforça de conquérir la Provence. Il y avait dans la noblesse provençale un parti de mécontents, à la tête desquels se trouvaient les seigneurs de Baux et de Duran, alors fort armés contre la reine Jeanne. Sans appuyer officiellement la campagne qu'ils avaient entreprise, le régent de France accabla de les secourir de tout son pouvoir. Le célèbre chef de Compagnies Arnaud de Cervole, dit l'Archiprêtre, après avoir reçu des instructions du Conseil royal, se fit voir en Dauphiné où il put en toute liberté réunir ses bandes destinées à donner la main aux révoltes de Provence<sup>2</sup> : évidemment l'arrière-pensée du gouvernement royal était de profiter de la chute, qu'il croyait imminente, du pouvoir de la reine Jeanne pour annexer la Provence ou au moins pour lui donner un souverain français<sup>3</sup>. Une telle entre-

1. Voir ci-dessus, p. 457.

2. Voir le chapitre consacré à cette expédition en Provence dans le livre de M. Clément, *l'Archiprêtre* (Paris 1874, in-8°), pp. 75 à 81. C'est à ce livre que nous renvoyons pour tous les détails de l'expédition.

3. Divers faits mettent hors de doute la participation du gouvernement du Dauphin Charles à l'entreprise d'Arnaud de Cervole. Voir, pour les principaux :

1° Le 16 mars 1357, Arnaud de Cervole se rendait à Paris et est allé au conseil du Dauphin. Immédiatement après, il commença à recruter ses soldats (voir Clément, p. 31), puisque au mois de juillet suivant il se mit en route, il avait avec lui sa compagnie, il est déjà prêt à passer le Rhodan. — Évidemment, il agitait avec intention et délibérément sous l'étiquette du Dauphin.

2° Il vint en Dauphiné où il acheta des provisions sans la moindre difficulté et sans payer. — Voir Clément, p. 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

prise, pour des raisons qui ont été déjà indiquées, et est éminemment dangereuse pour la Papauté, aussi ne s'étonnera-t-on point des protestations répétées d'Innocent VI. Le Pape sait très bien que le Dauphin est l'auteur responsable de cette invasion de la Provence, encore que Charles se brasse activement dans l'affaire afin de pouvoir, le cas échéant, dévouer les navajassonsais, aussi s'est sur le Dauphin qu'il cherche à agir par tous les moyens possibles afin de faire respecter les frontières menacées : c'est ainsi qu'on voit le Pontife s'adresser à l'empereur aussi bien qu'à Robert le Coq et à Étienne Marcel<sup>1</sup>, à ce moment puissants dans les conseils du régent de France. Aucune intervention diplomatique n'arrêta les bandes d'Arnaud de Cervole, mais fort heureusement pour la reine Jeanne et pour la cour pontificale les vides de Provence, et en particulier Marseille, résistèrent aux attaques de l'Archiprêtre. Ces efforts étaient secondés par la diplomatie de Jeanne : en même temps qu'elle rallie à sa cause le comte de Savoie, Amédée VI, la cour de Naples « renouait ses relations avec l'Angleterre et lançait le projet d'une diversion », qui devait menacer l'influence française en Languedoc. Devant cette résistance, l'archiprêtre, qui n'avait pu réussir à enlever

le Dauphin et ses adhérents. Les choses ne se fussent point passées ainsi si le gouvernement dauphinal n'avait été de connivence avec l'Archiprêtre.

1 Les origines de la révolte sont exposées dans des lettres du pape Innocent IV seules conservées. En la Provence on n'a pas le moindre doute sur la participation de Dauphin et de son conseil à Arnaud de Cervole. Voyez les lettres mentionnées dans la publication de M. Werunsky, *Excerpta ex regulis Clementis VI et Innocentii VI auctoritate S. R. Imperii sub regimine Karoli IV illustrantia* (Lundbruck, 1881, in-8°, Ditzle 22 mai 1357, cette impression se traduit dans une lettre du Pape au Dauphin n° 427), et elle est confirmée par toutes les lettres au vaines, au cardinal de Périgord, au Dauphin à Charles IV, aux évêques de Valence et de Grenoble, au comte de Savoie, à Arnaud de Cervole. Lettres n° 428, 433, 431, 434, 44, 412, 443, 417, 419, 422, 459, 457, 438, 567.

Officiellement le gouvernement dauphinal nie sa participation à l'affaire (voir Werunsky, lettre 435, au Pape au Dauphin en date du 9 juin 1357, et un document de juillet 1357 d'origine dauphinoise, qui est une montre des hommes d'armes revues à Romans par l'ordre du Dauphin, « pro spe resistendū quibuscum gentibus in armis et aliis que ad impetum suum tendebant ad Provinciam. » Chevalier, *Œuvres de documents*, pp. 156 et su.

2 Le Pape ne s'adresse pas directement à Étienne Marcel, alors influent dans les conseils du Dauphin : mais il écrit à l'archevêque de Reims, et à Robert le Coq, évêque de Laon, chefs de parti auquel appartenait Marcel et occupant au conseil une situation prépondérante. Il leur recommande de demander pour cette affaire la sanction du prévôt des marchands (Werunsky, lettre n° 428, du 31 mai 1357).

la ville d'Aix, dut enfin se relâcher, mais il ne consentit à abandonner la Provence que moyennant une somme d'argent que le pape Innocent VI versa entre ses mains.

Le projet était manqué : quelques années plus tard, le roi Jean essayait encore d'en reprendre la réalisation par d'autres moyens. Où la force des armes avait échoué, il voulut essayer d'une proposition de mariage. En 1362, la reine Jeanne se trouva veuve pour la seconde fois par la mort de Louis de Tarente, à ce moment, le roi Jean conçut le projet d'obtenir sa main pour son quatrième fils, Philippe le Hardi, le même auquel il comptait laisser la Bourgogne. Il vint à Avignon et s'efforça d'intéresser le Pape à l'accomplissement de ce projet, qui eût mis la Provence aux mains d'un fils de France, mais ni la reine Jeanne ne se laissa persuader, ni le Pape ne l'y encouragea<sup>1</sup>. Quatre ou cinq ans plus tard, c'est encore une fois à la violence que les Valois ont recours pour arriver à leurs fins. Alors le frère de Charles V, Louis, duc d'Anjou, lieutenant-général du roi en Languedoc, entreprend de conquérir la Provence pour son propre compte : il appelle à son aide Daguesclin, qui, à la tête d'un contingent de troupes levées en France et en Dauphiné, renouvelle la tentative de l'archevêque et donne la main aux seigneurs de Beau, de rechef soulevés contre la reine Jeanne<sup>2</sup>. Cette fois encore, la cour pontificale, convaincue que la Vaucaisie tombera fatalement aux mains des princes français mais conquérera la Provence, prend sans hésiter le parti de la reine Jeanne, Urbain V y est d'autant mieux fondé que, malgré la parole donnée les bandes de Daguesclin ne respectent pas la Vaucaisie, si bien que le Pape est réduit à les frapper des censures ecclésiastiques<sup>3</sup>. Le sort des armes trahit les

<sup>1</sup> Matteo Villani *istorie* l. II, c. 34. Le roi Jean arrive à Avignon au mois de septembre 1361, et s'approche alors avec Urbain V élu depuis peu de jours (Froissart, éd. Luce, t. V, p. xxxv). Le mariage de la reine Jeanne avec Jacques d'Aragon, qui (si le récit de Villani est vrai) trouva ses espérances du roi de France, fut célébré le 14 décembre 1362 (*Ibid.*, p. xciv; cf. Baluzé, *l. cit.*, t. I, pp. 257, 274 et 308). Sur cette négociation, voir les renseignements fournis et les documents publiés par M. Prou, *Relations politiques du Pape Urbain V avec les rois de France Jean II et Charles V*, pp. 11, 14 et pièces justificatives, nos 3 et 4, et E. Mühlbauer, *Arnout et Audouhem, maréchaux de France, dans les Mémoires publiés par divers savants à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, t. VI, p. 280.

<sup>2</sup> Voir une autre tentative, qui date de l'année 1363. M. Prou, *op. cit.*, pp. 60 et ss.  
<sup>3</sup> Voir sur le rôle du Pape, les documents publiés par M. Prou. Pièces justificatives, nos xxxvii et ss. : † Rome, 3 avril 1363. Urbain V prie le roi de France et l'ex-

commun. — *Le Royaume d'Aragon.*

français : ils purent bien enlever Tausson, mais ils déjouèrent devant Aix, et une fois de plus le dessein d'asseoir la Provence dut être abandonné.

Comme si, pour réaliser ce dessein, la politique française se fût imposé la règle de recourir alternativement à la diplomatie et aux armes, Charles V, quelques années plus tard, entreprend une nouvelle campagne de négociations par lesquelles il prétend réparer l'échec de la tentative de son frère. Depuis la mort de son frère André (le premier mari de la reine Jeanne qu'elle était accusée d'avoir fait ou au moins laissé assassiner), le roi Louis de Hongrie, devenu l'adversaire acharné de sa cousine, se proposait de conquérir le royaume de Naples sur le roi, à dire vrai sans succès. Charles V, qui de son côté convoitait la Provence, put facilement s'entendre avec lui. Unes par la commune intention de déposséder la reine Jeanne, les deux rois conclurent, en 1374, un traité d'alliance dont cette princesse devait faire tous les frais; les contractants se promettaient naturellement de s'aider à la renverser pour la remplacer à Naples par le roi de Hongrie et en Provence par un prince français. Leur union fut scellée par un projet de mariage entre Catherine, fille du roi de Hongrie, et Louis, fils puîné du roi de France, le même que l'histoire connaît sous le nom de duc d'Orléans : il était convenu que la jeune fiancée apporterait en dot à son époux les comtés de Provence et de Forcalquier. L'ambiguïté du roi de Hongrie et les efforts de la diplomatie pontificale empêchèrent encore une fois la réalisation de ce projet<sup>1</sup>.

Ce fut seulement en 1380 que les desseins de la politique française furent réalisés, d'ailleurs très imparfaitement<sup>2</sup> : car si la Provence tomba aux mains d'un membre de la maison de Valois (le duc

1. *Le traité de mariage* (vol. de l'Anjou, pp. 3 et 4 du livre II) Montcauccon. B. soit-il prie l'archevêque de Lyon, l'évêque de Valence et le comte Aymar de Valentinois d'aider le seigneur du Viennois dans la défense des terres de l'égli se romes ne contre les Compagnies (n° lxxx), 1<sup>re</sup> même date, invitation aux habitants d'Avignon et du Viennois de payer la contribution à eux imposée pour la défense du pays (n° lxxxv); de Montcauccon, 1<sup>re</sup> septembre 1380 - Excommunication de Duquesnois et de ses complices qui ont envahi le Viennois (n° lxxxvii).

1. Voir sur cette négociation, R. Jarry, *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, Paris, 1880, 175-87, pp. 8 et 9.

2. Cependant, en 1376, il semblerait s'être efforcé de détacher Louis de Hongrie de l'alliance française en lui offrant la sienne (Jarry, op. cit., p. 8).



té d'Arles dont, au moins en la forme, il s'était montré jusqu'alors si jaloux.

En effet, en 1377, les atteintes répétées d'une grave maladie avaient fait craindre à l'empereur que sa mort ne pouvait tarder à mettre un terme à son règne, dont la durée avait déjà dépassé trente ans. Or, le plus vif désir de tous les empereurs fut toujours d'assurer la transmission héréditaire de la couronne impériale dans leur maison. Sur ce point Charles IV, ne faisant pas exception à la règle commune, consacra toutes les ressources de sa diplomatie à établir l'autorité de son fils Wenceslas. L'entreprise était difficile, depuis le temps des Staufen, aucun empereur n'y avait réussi. Sans doute Charles IV, après avoir réduit ses rivaux les ducs de Bavière à une soumission au moins apparente et leur avoir enlevé le Brandebourg, avait déterminé les électeurs, dès l'année 1376, à placer la couronne sur la tête de Wenceslas<sup>1</sup>. Mais le pape Grégoire XI ne se hâta point de confirmer leur choix, comme d'ailleurs il était évident que, dès la mort de Charles, le jeune Wenceslas serait l'objet des attaques des rivaux traditionnels de la maison de Luxembourg comme d'autre part les qualités personnelles de Wenceslas n'étaient pas si éminentes qu'elles dussent rassurer de tous points la perspicacité de son père. L'empereur ne pouvait se méprendre, et en réalité il ne se méprenait pas, sur les graves périls qui menaçaient l'avenir de sa dynastie.

Au futur souverain de l'Allemagne, il importait donc de ménager de puissantes alliances ; or, sur le choix de ces alliances, il ne pouvait y avoir d'hésitation. Au début de son règne, l'empereur avait pu osciller entre l'Angleterre et la France. Malheureusement, tandis que l'Angleterre, tombée aux mains d'un souverain mineur (Richard II), voyait s'ouvrir une période d'effroyables luttes internes, la France, grâce à la sage politique de Charles V et aux victoires de Du Guesclin, avait reconquis sa prépondérance en Occident, évidemment elle était le pouvoir dont l'alliance semblait de beaucoup la plus enviable. Or, jusqu'ici la politique de l'empereur n'avait donné qu'une médiocre satisfaction au

1 Il est à remarquer que l'ambassade envoyée par Wenceslas en juin 1376, au pape Grégoire XI est composée presque exclusivement de seigneurs du royaume d'Arles. On y voit le comte de Savoie, le comte de Savoie, le comte de Baux, prince d'Orange, Pierre, comte de Valentinois, et Jean, comte de Valentinois, ainsi que le vicomte de Turenne. Voir le pouvoir conféré à ces ambassadeurs le 10 juin 1376. Wetzer et Noll, *op. cit.*, t. III, p. 101.





de son fils. Il est permis de penser que Charles fut poussé à cette résolution, non seulement par des considérations politiques, mais aussi par le secret désir de revoir les lieux où s'étaient écoulées les heureuses années de son enfance, et de visiter encore une fois cette cour de France, que les princes de Luxembourg s'étaient accoutumés à regarder comme le centre de toute culture et de toute civilisation.

Pour réaliser son projet, l'empereur se mit en route vers la fin de l'année 1377<sup>1</sup>; outre son fils Wenceslas, il emmenait avec lui le protonotaire Nicolas de Rastembourg, qui dirigeait sa chancellerie, et une suite nombreuse de seigneurs allemands, et la pieuse première intention avait été le passage en France la fête de Noël, si bien il fut averti officiellement que le roi ne tolérerait pas l'accomplissement, dans le royaume, de certaines parties du cérémonial, en usage à la cour impériale, qui paraissent trop claires soit les préventions des souverains allemands à la monarchie universelle; j'imagine qu'il s'agissait surtout de la règle d'étiquette en vertu de laquelle l'empereur devait lire, le glaive en mains, le texte de l'évangile de la nuit : « *Et tu es dominus* » à Christe Agnus Dei, après retour de versus orbis ». Pour être en toute sécurité, Charles IV se decida à célébrer la Nativité du Sauveur dans la ville impériale de Cambrai; ce ne fut qu'après les fêtes qu'il reprit son voyage pour se rendre à Paris.

Un des moyens les moins trompeurs auxquels on puisse recourir pour donner le sens d'une entrevue politique est d'en faire les événements qui, la suivant de près, peuvent passer pour en être la conséquence. En ce qui touche l'entrevue de l'empereur et du roi de

1. La relation fondamentale de ce voyage, écrite à la cour de France et au point de vue français, se trouve dans les *Grands chroniques de France* ed. Paulin Paris, Paris, 1833, in-8°. t. VI, pp. 357 et ss. La relation publiée par Godefroy en provient *Entrées de Charles IV, empereur, et de son fils Wenceslas, roy des Romains, et de Charles V, roy de France, à Paris, l'an 1378* (Paris, 1870). Voir encore sur cet événement le court récit de la *Chronique des quatre premiers Valois* p. 204 un passage contenant quelques erreurs, de la vie de Grégoire XI, Bn. lat. *Vite des papes*, t. I, col. 482 quelques renseignements extraits des registres du Parlement, et reproduits par Winkelmann, *Acta imperatorum* t. II p. 635 les renseignements fournis par il sont évidemment reproduits par M. L. Delisle *Mandements de Charles V*, n° 1580 à 1610 (ces mandements font connaître en particulier les riches présents offerts par le roi à son hôte, j'enregistre la traduction de Tite-Live par Pierre Bernart qui Charles V offrit à l'empereur l'écrit, *op. cit.* p. 431). Enfin il est important de consulter les *Regesta* pour la période qui correspond au voyage de Charles IV en France.

France ce moyen ne peut conduire à aucun résultat satisfaisant<sup>1</sup>. En effet, quelques mois après la visite de Charles IV à Paris, la double élection d'Edouard VI et de Clément VII vint troubler profondément la politique européenne, en la compliquant d'une question sur laquelle la France et l'Empire se trouverent fort loyalement en désaccord. Bientôt après, Charles IV mourut, laissant à son fils une succession difficile, deux ans plus tard, Charles V suivait son oncle dans la tombe, et c'est la situation créée par ces événements qui plaça sous la tutelle d'oracles qui ne sauraient pas à se livrer sur la ligne de conduite à suivre vis à vis de l'Allemagne, comme sur tous les autres points. C'est ainsi qu'on devait voir la politique française se prononcer tantôt pour le parti de Luxembourg, tantôt pour celui de Bavière<sup>2</sup>, si bien que qu'iraient plus tard les rôles seront nettement distribués à la cour de France : l'alliance avec les Luxembourgs fera partie du programme de la maison d'Orléans, l'alliance avec les Bavarois sera un des points du programme de la maison de Bourgogne. Déjà trois ou quatre ans après l'entrevue des souverains, les événements avaient assez profondément modifié la ligne non de la scène où se développait la politique occidentale pour qu'il fût impossible d'y retrouver la trace des résolutions prises à Paris au mois de janvier 1378.

Malgré les indications que les événements ne fournissent pas, peut-on en conclure que ce point ait été témoin d'un des contentements? L'un d'eux a pris la peine d'exposer par le menu ceux des

1. Au moins, à la suite de l'entrevue de 1378, faut-il remarquer que plus tard, lorsque il eut été décidé au roi de France, Étienne le 11 juillet 1378, l'archevêque de Cologne pour une fois on lui avait rendu hommage au roi de France dont il se levait la lie. Acte signé par le comte de Flandre (1 mai 1375) et de comte de la Marche (12 décembre). Arch. Nat., J. 663, n° 82 bis 83-84, 85. Depuis un siècle, les rois de France ont, d'ailleurs, de se servir par des pensions un certain nombre de prêtres et de moines.

2. Le 21 juillet 1378, le gouvernement de Charles VI conclut un traité d'alliance avec Wenceslas, Wenzeslaus, *de la maison d'Autriche*, t. II, n° 978. Mais, en 1381, l'union entre Étienne et Wenceslas et Richard II, puisque Anne de Luxembourg, sa sœur aînée, épousa le roi d'Angleterre. Plus tard, en 1381, Robert de Bavière, roi des Romains depuis la mort de Wenceslas, établit comme son vicaire de l'Alsace, de la Lorraine et de la Savoie à Arles (comte Louis de Savoie). Il en était là un acte d'honneur envers la France qui, sous l'influence du duc d'Orléans, représentant de la politique traditionnelle, n'a pas abandonné à ce moment ses anciennes sympathies pour les Luxembourg et a refusé la cour des Bavarois que *Jerry Lewis d'Orléans*, p. 136 et 137, avec confirmation. Le vicaire au comte pour en suivre dans *Frédéric d'Orléans* (2<sup>e</sup> éd. t. II, p. 136-137). p. 136. Il ne paraît avoir reçu aucune exécution, ni même en ce qui concerne le mariage d'Arles.

événements de ce célèbre voyage qui parent être racontés par le spectateur<sup>1</sup>. Il en a décrit les pompes officielles et raconté les entrées et les festins ; il a énuméré les présents que l'empereur et ceux qui l'accompagnaient reçurent du roi de France, il a rapporté les discours tenus en public par ces deux souverains et a marqué la longueur de leurs entretiens secrets. Il ne passe sans s'en occuper sur un des détails d'étiquette par lequel Charles V, en face de l'empereur romain, affirma le droit qu'avait toujours obtenu ses prédécesseurs de ne tenir leur couronne que de Dieu ou, comme disaient les juristes, de *être empereurs en leur royaume*. Toutefois les informations que cet ouvrage nous fournit sur la portée politique de l'entrevue sont relativement maigres, évidemment on n'a pu en n'avoir voulu faire connaître les objets principaux ou au moins l'attention des souverains<sup>2</sup>. À la vérité, nous savons par lui que l'empereur tant en son nom qu'au nom de son fils, prodigua des assurances d'amitié au roi de France et aux princes de sa famille ; nous apprenons en outre qu'il se montra disposé à prendre parti pour Charles V dans sa querelle avec l'Angleterre, et qu'il alla même jusqu'à témoigner la demande d'amener au roi ses propres alliés qu'il lui désigna nominativement<sup>3</sup>. Mais il est difficile de savoir à quel point ces intentions de l'empereur étaient sincères, d'autant plus que nous ne connaissons aucun acte en forme où aient été constatées les conditions d'une alliance formée à cette époque entre la France et l'Empire contre l'Angleterre.

Il est un autre résultat de l'entrevue qui, seulement indiqué par la relation contemporaine à laquelle il vient d'être fait allusion, est complètement connu par les documents officiels qui nous ont été conservés : ce résultat concerne exclusivement le royaume d'Arles. Soit pour gagner les faveurs de Charles V soit pour témoigner sa gratitude des promesses qui lui auraient été faites, l'empereur se résolut alors à accorder à la royauté française cette délégation de la souverain-

1. Il s'agit de la relation des *Grands Chroniques de France*.

2. Voir par exemple en détail qu'en France, l'empereur « n'a esté reçu en quelconque église à procession de cloches sonans » (p. 36.); voir aussi le soin que le roi de France prend de donner à l'empereur, à son entrée à Paris, un cheval, « moral de celui poil qui est le plus opposé au blanc, » le blanc étant réservé à celui qui possède la souveraineté : c'est pourquoi Charles V monta un cheval blanc (p. 36.).

3. Cf. pp. 296-302. L'empereur remit au roi « un roüe où estoient desclerés et nommés ses allies desquels il se faisoit for »

neté impériale, qu'il lui avait si longtemps refusée : tel est l'objet de divers diplômes qui furent rendus par lui lors de son séjour à Paris.

Par ces instruments, le Dauphin Charles, fils aîné du roi de France, quoique encore mineur (ce qui lui valait d'être habillé par un diplôme spécial<sup>1)</sup>, reçut de Charles IV le titre et la qualité de vicaire impérial dans tout le royaume d'Arles<sup>2</sup>. L'acte de concession décrit, avec une certaine précision les régions où ces pouvoirs devaient s'étendre, c'était non seulement la vallée du Rhône avec ses contrées avoisinantes mais encore d'une part la Comté de Bourgogne, d'autre part les comtés de Provence et de Forcalquier, ainsi que les terres du Piémont qui en dépendaient, le comté de Savoie, formellement exclu, de neutralité sous la suzeraineté immédiate de l'Empire. Dans ces limites le fils de Charles V était investi de la plupart des attributs de la puissance souveraine. À lui devait appartenir désormais la juridiction suprême, gracieuse ou contentieuse, criminelle ou civile, à laquelle était expressément joint le droit de grâce et d'amnistie, à lui le droit de déclarer la guerre, de saisir les fiefs vacants (à la réserve des plus importants), d'en accorder l'investiture et d'en recevoir le homage, de prononcer la confiscation des fiefs, d'exercer les droits de patronage en matière ecclésiastique, de contester le droit de battre monnaie, d'instituer des péages et toutaux des foires et marchés, de lever toutes les redevances dues à l'Empire; à lui enfin d'une manière générale les droits connus sous le nom de droits régaliens. Bien plus, comme s'il voulait aller tous les obstacles devant le pouvoir nouveau qu'il créait, Charles IV révoquait toutes les concessions antérieures émanant de lui et de ses prédécesseurs, qui eussent pu être en contradiction avec le droit que constituait le vicariat, ainsi

<sup>1</sup> Paris, 5 janvier 1378 (l'empereur était arrivé le 4). Charles IV confère au jeune Dauphin Charles, âgé de huit ans, la capacité d'accomplir valablement tous les actes civils. Bulle d'or originale aux Archives nationales, J 412, n° 48, copie aux Archives de l'Isère, B, 3013, fol. 15, *Ms. n° 5258*.

<sup>2</sup> Paris, 7 janvier 1378. Bulle d'or originale, accompagnée de lettres écrites en miroir adressées à tous les sujets du royaume d'Arles, aux Archives nationales, J 412, n° 49 et 51, copie aux Archives de l'Isère, B, 3013, fol. 3 et 53. *Regeste n° 163*. Le texte de ce diplôme n'a jamais été imprimé. L'existence même de ce diplôme a été guerdée le *Schweizerisch. Jura-Glossar* (V. *jurisprudence*, et *patronage*) *Imperii quodam regnum Arlesense* de Paul. Amier *Art. der Juris.*, t. 1 p. 133, et de nos jours elle a été mise en doute par Lindner, *Geschichte des Deutschen Reichs vom Ende des 14. Jahrhunderts.*, Wiesbaden, t. 1, appendice II. Les traces de l'original et des copies authentiques font absolument ce doute.

leur il est à néant les nombreux privilèges rendus en faveur de seigneurs laïques et surtout de seigneurs ecclésiastiques. En outre, par un surcroît de faveur, le vicariat nouveau était conféré au jeune Dauphin pour sa vie durant, et l'empereur se réservait à l'avance le droit de le révoquer.

Deux concessions spéciales complétaient cette concession générale. La première n'était pas facile de s'expliquer l'aidée mutuelle en faveur du Dauphin le vicariat impérial en Dauphiné et dans le diocèse de Valence et Die; les pouvoirs de ce vicariat particulier n'étaient guère différents de ceux qui étaient compris dans le vicariat général, mais ils n'étaient pas irrévocables<sup>1</sup>. Par d'autres lettres impériales, Charles IV, reprenant à l'église de Vienne le château fort du Pape et aussi le palais des Châtaux, siège traditionnel du pouvoir au sécul en cette ville en remettant au jeune Dauphin par là Charles autorisant le jeune prince à exercer, à Vienne même, ces droits régaliens dont depuis plusieurs siècles les archevêques ou le chapitre étaient investis par les rois de Bourgogne, puis par les empereurs. Ainsi Charles IV ne se contentait pas de déléguer le Dauphin au gouvernement d'un royaume relevant de l'Empire; il lui

1. Il y a des exemples de faveurs plus étendues. Ainsi le vicariat conféré le 10 janvier 1360 par Wenceslas à Jean Calixa Visconti est transmissible aux bénéficiaires du bénéfice même, au moins pendant la durée du règne de Wenceslas. Voir par exemple dans du Mont *Corpus diplomatique*, t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 145. Les vicariats connus par l'écrit de la cité de St. de Siegel, *Das Reich der Kaiser*, t. I, p. 100, dans les *Stammesherren* de l'Académie impériale de Vienne, classe de philosophie et d'histoire, t. XXX (année 1859). Sur la durée du vicariat français, il ne faut pas tenir compte d'une mention inexacte de la *quarta* vica *Gregorius II*, qui se rapportait à d. x m m (Vélès, t. I, p. 417).

2. Paris, 7 janvier 1378. Copie aux Archives de l'Isère, B. 3015 fol. 6 et 7; *Regesta*, n° 5861. Le texte a été publié fort incorrectement et sans indication de date, par Pezani, op. cit., t. II (*Urkundensammlung*), n° ccxv. Il a été étudié par M. de Siegel, qui a constaté l'imitation des pouvoirs conférés au Dauphin et de ceux qui avaient été conférés en 1372 au comte de Savoie, comte vicar en Italie. Remarque ce pendant que le titre de capitaine est conféré au comte de Savoie, tandis que le Dauphin est seulement appelé lieutenant et vicar général. Voir le texte du vicariat connu dans du Mont, t. II, 1<sup>re</sup> partie, p. 100.

3. Par un premier diplôme du 6 janvier, Charles IV ravogue les lettres des empereurs conférant à l'église de Vienne la garde du Pape et des Châtaux; par un autre diplôme du même jour, il en confie la garde au Dauphin. Copie aux Archives de l'Isère, B. 3015 fol. 11 et 12, *Regesta*, n° 5859 et 5860. Les *mandements* de Charles IV publiés par M. L. Delisle prouvent que le chancelier allemand fut largement récompensé par la cour de France (voir la n° 1367). Leur témoignage corrobore ce qu'il dit *Grandes chroniques*, t. VI, p. 41.

fournissant en outre un rayon d'étude sur l'autorité capitale des États qu'il lui abandonnait. Désormais le Dauphin pouvait se comporter en souverain dans l'Est et le Sud-Est de la France, en la régence de Philippe de Valois, du roi Jean et de Charles le Sage étant revenue au profit de leur descendant; c'était là, pour la maison de France, le résultat le plus clair du voyage de Charles IV à Paris. A vrai dire, c'est surtout en Dauphiné et dans les régions avoisinantes que le Dauphin usa de ses nouvelles prérogatives, mais lui, il ne larda pas à se servir.

#### VI. — LE DAUPHIN YVONNE ESPERANT.

Tant que le gouvernement français fut en possession des diplômes importants qui conféraient le vicariat au Dauphin, il est inutile d'en parler plus. Ce fut le gouverneur du Dauphiné, Charles de Bouville, qui reçut, avec le titre de lieutenant du vicariat, la mission d'exercer les nouvelles prérogatives que son maître avait reçues de l'empereur<sup>1</sup>.

Dès l'année 1378, c'est au nom du vicariat impérial que Charles de Bouville prétendit imposer son autorité au comte Louis de Valentinois. Comte d'Uzès, à l'époque, seigneur de Montclair et de Grignan, était en querre ouverte avec le comte son suzerain. Il se souvint fort à propos d'autorités promises par les quels les empereurs avaient reconnu à ses prédécesseurs la qualité de vassaux immédiats de l'empereur. Aussi se fonda-t-il sur ces diplômes pour invoquer contre son ennemi le secours du lieutenant du vicariat. Bouville, saisissant avec empressement cette occasion d'exercer ses pouvoirs, n'hésita pas à lui accorder sa protection; mais le comte de Valentinois ne se montra que médiocrement respectueux de l'autorité de l'empereur. En vain

1. Paris, 23 janvier 1378. Original aux Archives de l'Isère, H, 3142, carton. Dès le 10 mars 1378, Charles de Bouville faisait confectonner par un poète de Lyon une bannière portant les armes ungaroites et autrichiennes, et adressait ce pour le vicariat de notre suzerain le dauphin au seigneur de Montclair, comte de Valentinois d'Arles à l'effet de lui en expédier un exemplaire. L'original du diplôme sur le vicariat de ce comte n'est pas parvenu. En même temps Charles de Bouville confiait à un certain le seigneur du vicariat. Voir les extraits des *compilations* du seigneur général de l'Isère, publiées par M. A. Prudent, *in: Mémoires de la Société de géographie de Lyon*, t. II, 1885, p. 433.

deux agents du gouverneur, qui se qualifiaient de commissaires impériaux et delphinaux, se présentèrent-ils aux portes de Montélimar, afin de publier les lettres de sauvegarde accordées à Girard et d'arborer sur les remparts les armes du vicariat, les soldats du comte de Valentinois leur refusèrent l'entrée de la cité<sup>1</sup>. A la vérité, quelques jours plus tard, le comte venant lui-même à Grenoble pour rendre au gouverneur l'hommage qu'il lui devait, mais il le fit en termes si pleins de réserves et d'équivoques qu'il semblait avoir voulu compenser par les subtilités de la forme l'humiliation de la démarche qu'il s'était résigné à accomplir<sup>2</sup>.

C'était moins encore contre les laïques que contre les évêques que le vicariat impérial devait être une arme redoutable entre les mains du gouverneur du Dauphiné. Les prélats de la région ne tardèrent pas à s'en apercevoir. Dès le 19 août 1378, Charles de Bouville avait notifié à l'évêque de Valence sa qualité de lieutenant du vicariaire<sup>3</sup>, l'année suivante, c'est comme représentant de l'empereur qu'il invita l'évêque de Grenoble à lui rendre hommage en présence du conseil delphinal<sup>4</sup>, enfin, quelques années plus tard, en 1383, c'est au même titre qu'il somma l'évêque de Gap de lui fournir la reconnaissance du temporel de son église, considéré par lui comme un fief de l'Empire<sup>5</sup>. Violentement ces divers actes attaquèrent le dossier bien arrêté de soumettre définitivement au Dauphin les dignitaires du haut clergé.

Le plus important d'entre eux dans ces régions était l'archevêque de Vienne. Or, c'est de la temporel de ce prélat que menaçaient surtout les lettres accordées par Charles IV au Dauphin français, tout y étant ingénuement combiné pour asservir le puissant métropolitain qui, plus heureux que son voisin l'archevêque de Lyon, avait au

Les pièces relatives à cette affaire ont été publiées par M. le chanoine Ulysse Chevalier dans le *Château de Montélimar, de la ville de Montélimar*, Montélimar, 1864, in-8°. Voir surtout le lettre de sauvegarde du 2 avril 1378 et le procès-verbal de mai 1378, *ibid.* Les cités.

1. Voir cet hommage du 19 mai 1378, Archives de l'Isère, B, 3583.

2. Archives de l'Isère, B, 3142, carton.

3. 19 juin 1378, Archives de l'Isère, B, 3572, carton. Charles de Bouville prie le prélat de lui agréer l'acception que lui, d'après le vicariat de Vexor son oncle, le évêque Rodolphe de Chusé, fit à Prudhomme, *Histoire de Grenoble*, pp. 216 et ss.

4. 7 septembre 1383, Archives de l'Isère, B, 3012, fol. 13.



jusqu'à ce moment conserver son indépendance. Quelques semaines après le voyage de Charles IV à Paris, le gouverneur du Dauphiné reçut l'ordre de s'emparer des châteaux-forts qui couronnaient la ville de Vienne : cet ordre était fondé sur les divers diplômes de Charles IV, notamment sur celui par lequel, recevant des concessions de ses prédécesseurs, l'empereur avait remis à l'église la garde du palais des Claux et du château du Pape. En cette affaire, le droit théorique était peut-être du côté des représentants de l'Empire ; en tout cas, l'Église pouvait invoquer une possession que presque quatorze siècles avaient consacrée. Mais s'ouvrirent entre les deux pouvoirs des luttes qui ne devaient se terminer qu'au temps de Louis XI par la chute de la souveraineté temporelle de l'église viennoise. Le récit de ces luttes ne saurait entrer dans le cadre de cet ouvrage ; il me suffira de mentionner ici que le 15 février 1378, alors que l'archevêque élu, Humbert de Morbecq, n'avait pas encore pris possession de son siège, Bourville se présenta à Vienne pour recevoir du chapitre la renouveau des deux endoques que les diplomates lui avaient fait remettre à son maître. N'ayant pas encore le procès-verbal de cette assemblée qui a conservé comme un écho des menaces adressées par Bourville aux chanoines réfractaires<sup>1</sup>, mais en vain le chapitre protesta, le gouverneur passa outre à ces protestations, qui d'ailleurs ne firent pas grand effet, car les agents du Dauphin occupèrent le Pape et les Claux sans y rencontrer de résistance, et élevant ainsi la juridiction suprême du vicare impérial à la place de celle de l'église. Cependant tout n'était point fini : bientôt l'archevêque élu, informé de l'agression commise par Bourville, le déclara de plein droit frappé des vœux spirituelles que le concile provincial de Vienne tenu en 1382 avait portées contre les envahisseurs des biens ecclésiastiques<sup>2</sup>. Sous le coup de cette sentence, Bou-

<sup>1</sup> L'archevêque élu, Humbert de Morbecq, se présenta le 15 février 1378 à Vienne pour recevoir du chapitre la renouveau des deux endoques que les diplomates lui avaient fait remettre à son maître. N'ayant pas encore le procès-verbal de cette assemblée qui a conservé comme un écho des menaces adressées par Bourville aux chanoines réfractaires, mais en vain le chapitre protesta, le gouverneur passa outre à ces protestations, qui d'ailleurs ne firent pas grand effet, car les agents du Dauphin occupèrent le Pape et les Claux sans y rencontrer de résistance, et élevant ainsi la juridiction suprême du vicare impérial à la place de celle de l'église. Cependant tout n'était point fini : bientôt l'archevêque élu, informé de l'agression commise par Bourville, le déclara de plein droit frappé des vœux spirituelles que le concile provincial de Vienne tenu en 1382 avait portées contre les envahisseurs des biens ecclésiastiques.

<sup>2</sup> On trouve les détails de cette affaire dans les comptes de la Chambre des comptes de Grenoble (1387, fol. 317, 318, 319).

<sup>3</sup> 15 février 1378, sentence de l'archevêque élu, dans *Annuaire de la ville de*

vile finit par en appeler à la cour romaine<sup>1</sup> ; l'affaire traîna en longueur, pendant que le régime nouveau s'implantait à Vienne et il devait se maintenir pendant vingt ans, sans que l'archevêque, en dépit de ses protestations, put réussir à regagner le terrain perdu<sup>2</sup> ; au surplus, pour arriver à la forme extérieure, le Dauphin mettait un soin minutieux à n'agir à Vienne qu'au nom de l'empereur et comme son délégué.

Il n'était donc pas possible de douter que le vicariat ne fût un instrument d'oppression pour les évêques des pays dauphinois et valentinois. Cependant le pape d'Avignon, Clément VI, ne paraît pas avoir de cela avec beaucoup de regret l'indépendance temporelle du clergé : c'est que lui-même était trop à la merci de la France pour entrer en conflit avec la politique delphinale. Il dut pousser la cour des cardinaux jusqu'à approuver le vicariat. C'est ainsi qu'une bulle rendue par lui le 4 novembre 1392 confirma les divers diplômes de Charles IV en faveur du Dauphin<sup>3</sup>. J'imagine que les évêques dont l'indépendance était en jeu dirent lui en savoir assez mauvais gré.

Quelques années plus tard, il semblerait que le vicariat impérial reprenne une nouvelle vigueur. Un jour de l'année 1391, les habitants de Grenoble furent étonnés d'entendre, dans leurs rues et sur leurs places publiques, les heralds du gouverneur qui, après avoir fait connaître les pouvoirs de vicaires d'empereur accordés jadis par l'empereur au Dauphin (devenu depuis lors le roi Charles VI), offraient justice à quiconque, dans les terres d'Empire, aurait à se plaindre des évêques ou les seigneurs<sup>4</sup>. Vers ce temps le gouverneur du Dauphiné, Jacques de Montmaur, qui joignait à ses autres celui de « lieutenant de vicaire d'empereur », prit en cette qualité une grave

comptes de Grenoble, B. 3230. Je joins-y une lettre à l'official de Grenoble et aux curés de la région, B. 3262, fol. 150. Nous savons par un document postérieur que Charles de Rouville, au lit de mort, neveu d'ailleurs son parent de l'archevêque de Vienne : Archives de l'Isère, B. 3230, fol. 167.

1. Mai 1367 : Archives de l'Isère, B. 3254, fol. 382.

2. C'est le successeur de Humbert, l'archevêque Thibaut de Rougemont, qui, en 1397, ob tint, non sans grandes difficultés, la restitution du temporel de son évêché. L'occupation des royaumes du roi fut d'ailleurs contravée par l'administration dauphinoise. Archives de l'Isère, Archevêché de Vienne, G. 9.

3. Archives nationales, J, 285, n. 17.

4. Archives de l'Isère, B. 3121 ; voir aussi Chambre des Comptes procès déchaînés, n. 313.

5. Exemple du décembre 1391 : Archives de l'Isère, B. 3133, fol. 2.

mesure il continua tous ceux qui, dans les mystère de justice on se faisaient nota les impériaux à lui apporter leurs lettres de notariat pour les soumettre au contre et au conseil de plénier<sup>1</sup>. En outre, et en au nom et en vertu du vicariat que le gouverneur en chef à Raymon de Turenne, à la fin de 1392 d'observer le traité qui avait conclu que, quatre ans plus tôt avec le Pape, l'évêque de Valence et le comte de Valentinois<sup>2</sup>. D'ici à cette époque la maison de France courait l'espoir de s'emparer bientôt du Valentinois; aussi, grâce à ses pouvoirs de delphinal impérial Jean de Montmor, qui survécut à la plupart des événements de la cour de France est le clerc, ne laisse échapper aucune occasion d'y faire sentir l'autorité du gouverneur de la plénier. C'est ainsi qu'il intervient pour y déterminer le tarif de péages et qui l'enquête par les lettres de sauvegarde qu'il accorde, les protégés de la branche de ces régions<sup>3</sup>. Bien plus, le gouverneur se souvient aussi que le vicariat dont les pouvoirs lui sont confiés a bémol les limites du Dauphiné pour s'étendre à tout le royaume d'Arles — aussi recevoir, peut-être parce qu'il les a prévus, un certain nombre d'appels d'ajournement contre des décisions des juges de Provence. Malheureusement pour la France, ces tentatives devaient échouer devant la vive résistance de la reine Marie de Blois, veuve de Louis I<sup>er</sup> d'Anjou, qui gouvernait alors la Provence pour son fils mineur; et c'est d'ici à ses procureurs d'obtempérer aux citations du gouverneur du Dauphiné, alors que le comte de Provence était, lui aussi, investi d'un vicariat — dont elle se garda bien de produire les titres<sup>4</sup>.

Ainsi, suivant les circonstances, le gouverneur est delphinal se sert du vicariat pour donner à ses entreprises une apparence de légitimité

<sup>1</sup> 9 décembre 1393. Archives de l'Isère, B, 315, carton.

<sup>2</sup> Noël Valois, *Raymond Roger, comte de Turenne, et les Papes d'Avignon* (Extrait du tome XXVI de l'Annuaire de l'Institut de la Société de l'Histoire de France, 1883), pp. 160-7.

<sup>3</sup> 3 novembre 1395, Jean des de Montmor en vertu du vicariat se rend maître de l'abbaye de Mazenod (Archives de l'Isère, B, 315). Voir la « lettre d'ajournement » par vertu du vicariat, il intervient dans des affaires qui concernent les péages de Valentinois (*Id. Id.* 15). En 1396, les hommes de Montmor se rendent, sous la protection du dauphin, vicaires impériaux, comme avaient fait les hommes de la comte B, 312.

<sup>4</sup> Archives de l'Isère B, 315, lettre de l'ajournement dans la réponse du dauphin une allusion favorable aux droits à la couronne d'Arles justifiés par les princes de l'Isère à la première maison d'Anjou.

plus ou moins fondée, tant que Charles VI conserve personnellement l'administration du Dauphiné, son lieutenant dans cette province sait fort bien invoquer, le cas échéant, sa qualité de représentant de l'Empire<sup>1</sup>. Aussi comprend-on que l'administration royale ne se soit pas contentée de conserver cette arme du vicariat et qu'elle s'y renforce. Or, vers le 13 ou le 14 septembre 1401, le roi confie à son frère Sigismond le vicariat du royaume d'Arles en même temps que celui d'Allemagne<sup>2</sup>, et lorsque Robert de Bavière, en 1401, confie un pouvoir analogue à son fils Louis<sup>3</sup>, l'une et l'autre mesure paraissent d'ailleurs être demeurées sans effet dans l'Est et le Sud-Est de la France. Quand, en 1410, le Dauphiné passa aux mains de Louis, duc de Guyenne, fils aîné du roi de France, pour être ensuite transmis à ses frères Jean et Charles, la concession de vicariat, qui était personnelle à Charles VI, se trouva caduque; on vit bien à quel prix y attachaient les chefs de l'administration du Dauphiné la preuve de leurs sentiments nous est fournie par un usage du Conseil delphinal à indiquer le roi à solliciter de l'empereur Sigismond un renouvellement de la faveur accordée jadis par Charles IV, s'efforce de lui faire connaître « les causes pourquoy le vicariat est nécessaire<sup>4</sup> ».

Ces causes, longuement exposées par les conseillers du Dauphin, peuvent être ramenées à deux. La première est l'existence en Dauphiné de propriétaires d'eaux, qui, à raison de leur indépendance native, échappent complètement à l'autorité du Dauphin : ceux-là ne peuvent lui être assujettis que si lui-même est autorisé à

<sup>1</sup> Pendant tout le temps qu'avait duré la seigneurie temporelle de l'église de Vienne (voir plus haut, p. 509), la cour des justices qui y fonctionnait sous la direction du gouverneur delphinal prit le titre de juridiction impériale. En 1401, c'est au Dauphin vicarius de l'Empire que le comte de Valentinois consentit un premier transfert de ses états (de Lussignea, *L'abbaye de Saint-Laurent de Grenoble*, p. 90). Sur l'usage du titre de vicarius imperial ou de lieutenant du vicariat, voir aussi une lettre du 7 janvier 1506 (Archives de l'Isère, D. 3134 carton) et un document de 1499 A. Prud'homme, *Les Juifs en Dauphiné*, dans la *Revue de l'Académie delphinique* 3<sup>e</sup> série, t. XVII, années 1881-1882, p. 328, etc., etc.

<sup>2</sup> Prague, 19 mars 1406. Lettre de vicariat générale conférée par Wenceslas à Sigismond. Les pouvoirs du vicair se exercèrent en Allemagne en Italie, et notamment expressément à regno Arcaiensis, De plurimu Wycanensi, provincia Provincie, civitatibus Burgu, kio, Saba etc., etc. Montfaucon et Gebauer, *Weissacker, Deutsche Reichstagsakten*, t. II, pp. 427 et ss.

<sup>3</sup> 13 septembre 1401, de Mont. *Corpus diplomatique*, t. II 1<sup>re</sup> partie p. 180.

<sup>4</sup> Archives de l'Isère D. 3113.

leur commander au nom de l'Empereur. Il faut chercher la seconde de ces causes, et la plus importante, dans la lutte qui, en Dauphiné comme ailleurs, ne cesse de se poursuivre entre la juridiction ecclésiastique et la juridiction laïque. L'immense extension qu'avait prise la juridiction du clergé aux <sup>xii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles avait tenu pour une large part à la supériorité des justices d'Eglise sur les tribunaux séculiers : maintenant que les cours laïques se sont réformées au contact des cours ecclésiastiques, les juges séculiers, ardents à combattre les officiers des prélats, se plaignent avec amertume des usurpations dont ils ne cessent d'accuser le clergé, et travaillent activement à reculer les limites de leur compétence au détriment de celle des officialités ; de là, de nombreux et violents conflits entre les deux juridictions. Or, quand une querelle de ce genre se produisait dans le royaume, les gens du roi, pour assurer le dernier mot, ne craignaient pas de saisir, au nom et en vertu de la souveraineté de leur maître, le temporel des évêques et des abbés. Il n'en va pas ainsi en Dauphiné : les évêques des sièges importants sont non les inférieurs, mais les égaux du Dauphin, qu'ils ne craignent pas parce qu'ils savent que ses officiers « n'ont aucune compulsion sur eux » ; les conflits sont donc insolubles. Les choses se passaient tout autrement au temps du vicariat. Investi de la souveraineté de l'Empire, le Dauphin n'hésitait pas à saisir le temporel des évêques : c'est surtout pour reprendre cette tradition que les agents de la France en Dauphiné demandent le rétablissement du vicariat.

Leurs efforts ne furent point couronnés de succès. L'empereur Sigismund, en 1415 et 1416, avait eu l'occasion de traverser à deux reprises les régions du Sud-Est de la France<sup>1</sup>, en y multipliant les marques de sa souveraineté, non sans porter ombrage aux représentants de la politique française<sup>2</sup>. Bientôt après il désertait l'alliance de la France pour s'unir au roi d'Angleterre<sup>3</sup>, et, comme jadis Adolphe de Nassau et Louis de Bavière, annonçait hautement le dessein de

<sup>1</sup> Sur ce voyage et l'introduction du *Mystère des Trois-Rois* publié par M<sup>x</sup>. Grand et sous Guyon-Lacour, pp. cxxx et ss.

<sup>2</sup> A Paris, où il passa en mars 1416, Sigismund froissa le sentiment national, en franchissant du seuil vermeil — G. du Fresnoy de Beaucourt, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 362.

<sup>3</sup> Sur ce traité d'alliance, conclu à Canterbury le 15 août 1416, cf. de Beaucourt, *op. cit.*, t. I, pp. 263 et ss.

FOURNIER. — Le royaume d'Orléans.

revenir les terres et l'empire qui n'ont pas été pris par la main de France, et bien qu'il desistât nécessairement de ses prétentions sur les provinces du Sud-Est et notamment le Dauphiné<sup>1</sup>. Assuré de telles dispositions, Sigismond accepta le mariage suggéré, entraînant à abandonner à un Vais la délégation de sa souveraineté dans la région des Alpes et du Rhône<sup>2</sup>.

Vingt ans plus tard, en 1435, alors que la paix était rétablie entre la France et l'Empire, il parut bien que Sigismond fut sur le point de concéder le vicariat impérial à Charles VII ; mais au dernier moment la négociation fut sans doute rompue, car les archives dauphinoises n'ont gardé aucun trace de la réalisation de ce projet<sup>3</sup>.

Désormais nos rois ne paraissent plus attacher grande importance au vicariat qu'ils avaient si vivement convoité au xiv<sup>e</sup> siècle. Ils sont maintenant assez forts pour faire accepter leur souveraineté sur la région du Sud-Est sans recourir à la concession d'une délégation des droits de l'Empire. À ces contrées comme aux autres portions de leur royaume, ils appliquent la maxime qu'ils ne tiennent leur pouvoir que de Dieu : volontairement ils oublient la souveraineté nomi-

<sup>1</sup> Le 8 février 1417 Sigismond invita à se présenter à sa cour à la Pentecôte tous les archevêques de diocèses de Vienne qui doivent hommage à l'Empire ; il charge l'archevêque de Vienne de leur communiquer cette invitation. Archives de l'Isère, B. 308, fol. 47 : document daté à tort de 1418 par Chomier, *Histoire de Dauphiné*, 1<sup>re</sup> édition, t. II, p. 412. Vers cette époque, le Dauphin Charles, ordonnant de mettre le Dauphiné en état de défense, fait allusion à un projet, qui n'est imputé à Sigismond, de transporter ce pays à l'un des frères du roi d'Angleterre. *Ordonnances des rois de France*, t. X, p. 414.

<sup>2</sup> En juillet 1425, Sigismond décrivait au duc de Savoie Amédée V, II, attribué à Jean de Poitiers, évêque de Valence, la qualité de prince de l'Empire et de vicaire impérial en Viennois et en Dauphiné. Archives de l'Isère B, 3107.

<sup>3</sup> On trouvera la preuve de la demande qui fut faite vers cette époque dans un mémoire publié par M. Fabre Ulysse Chevalier, *Cronique de documents historiques inédits sur le Dauphiné*, dans le *Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*, 1<sup>re</sup> série, t. VI, pp. 206 et ss. Ce mémoire est, non pas de 1421 comme l'a supposé l'éditteur, mais de 1423. En effet, il y est fait allusion au voyage de Charles VII à Vienne au printemps de 1421 d'après Guillaume Juvénal des Ursins y est nommé comme lieu d'origine du Dauphiné. Note, ou qu'il n'occupait qu'un 434. Voir sur la date de ce document, de Beausonnet, *Histoire de Charles VII*, t. II, p. 483, note 4. On trouve dans divers fonds arch. de la Bibliothèque nationale ces termes ou dérivés : « Prier à demander un vicariat ou autre prééminence. » Il est impossible de dire quand il fut fait usage de ce pouvoir : en tout cas, le fait de ces tentatives fournit la preuve de négociations entamées sur ce point sous le règne de Charles VII. Voir Bibl. nat. fr. 5054, fol. 153 fr. 5051, fo. 115 fr. 5052, fol. 46, v<sup>o</sup>, fr. 143<sup>o</sup>, fol. 77 v<sup>o</sup> (Communication faite aux obligations de M. H. Delachenay).

nale des emplacements sur les terres d au delà du Rhône et s'attachent à en effacer les traces<sup>1</sup>. Bien plus, comme la concession du vicariat impérial faite au jeune Charles IV rappelle le temps où cette suzeraineté était encore reconnue, le jour viendra où les avocats attitrés des provinces de la cour de France s'en montreront quelque peu honteux, l'un d'eux et non des moins autorisés, Dupuy, dans son *Traité des droits du Roy* la présentera comme une capitulation arrachée par Charles IV à la faiblesse de son neveu Charles le Sage<sup>2</sup>. c'est, à l'encontre une faveur sollicitée par l'empereur et accordée par la France. Ainsi, quand ils n'ont plus besoin d'un éclat emprunté, nos rois ne se présentent plus que des droits de leur couronne et de ces théories des frontières naturelles et de l'héritage de Charlemagne que déjà les légistes s'attachaient à formuler du temps de Philippe le Bel.

Il subsiste cependant quelques traces de la domination impériale. On peut citer d'abord la désignation du « côté d'Empire » donnée jusqu'à nos jours modernes à la rive gauche du Rhône — la rive droite étant appelée « côté de France » — En outre, les monnaies de ces régions, Provence, Viennois, Valentinois, principauté d'Orange, archevêché de Vienne, Lyon et Vivarais, évêchés de Valence et de Genève, Savoie) formaient une association qui existait encore vers le milieu du xiv<sup>e</sup> siècle, on les appelle *monnaies du serment de l'Empereur* quoiqu'à certaines époques on s'en soit détachées pour se limiter aux terres de l'Empire, mais en dehors de ces terres, par exemple à Montmaillier et à Villeneuve-les-Avignon les monnaies continuaient d'appartenir aux assemblées, et les *Parlements généraux* dont nous avons précédemment parlé ont été conservés. Sur cette institution, voyez l'imprimé, *de l'institution des premiers parlements du Saint-Empire Romain*, dans les *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. I. (1843), pp. 21 et 22. G. Vallier, *Scènes et coutumes des Parlements généraux des monnaies du Saint-Empire Romain*, Marseille, in-8°, 1873, Roger Vallier a, de *Parlement général des monnaies et des monnaies du serment de l'Empire à la fin à Avignon en 1303*, dans l'annuaire de la Société française d'histoire monétaire, 1889. Pour les finesses de serments et documents relatifs aux parlements des monnaies au xiv<sup>e</sup> siècle, notamment en 1313, on a été publié par Girard, *Essai sur l'histoire du Saint-Empire Romain*, 2<sup>e</sup> partie, preuves, pp. 376 et 38.

2. *Traité des droits du Roy* (Rouen, in fol., 1610), p. 212.

Digitized by Google

Original from  
UNIVERSITY OF CALIFORNIA



## CONCLUSION

Depuis la réunion à l'Empire du royaume de Bourgogne et d'Arles, c'est-à-dire depuis la première moitié du x<sup>e</sup> siècle, les empereurs d'Allemagne ont été, en théorie du moins, les souverains d'une portion considérable de l'Est et du Sud-Est de la Gaule. En fait, comme on l'a vu, cette souveraineté a été presque en tout temps purement nominale.

Cependant, à diverses époques, les chefs de l'empire allemand ont exercé sur ces régions une autorité réelle. L'histoire des règnes de Frédéric I<sup>er</sup>, de Frédéric II et même de Henri VII en a fourni la preuve.

Cette autorité ne fut qu'accidentelle : elle s'explique par des faits particuliers à chacun de ces règnes.

Frédéric I<sup>er</sup>, devenu par son mariage le maître incontesté de la Comté de Bourgogne, put s'appuyer sur cette région comme sur une base solide, afin d'exercer son action dans la vallée du Rhône et plus encore dans la vallée de la Saône.

Frédéric II, chef d'un parti important dans l'Italie du Nord et du Centre, en même temps qu'héritier, par sa mère, du royaume de Sicile, possédant dans la péninsule une puissance qui dépassait celle de ses prédécesseurs. On sait, d'ailleurs, qu'il étendit son action sur les pays du Levant. Avec donc, à titre, l'Empire, sous son règne se trouva le premier des pouvoirs méditerranéens. La Provence, grâce à la longue étendue de ses côtes, guidée aussi aux relations commerciales de ses grandes villes avec l'Italie et l'Orient, était donc très facilement accessible à son influence. Comme d'ailleurs les seigneurs et les évêques du clergé y étaient nombreux, ils vinrent naturellement augmenter le parti de l'empereur qui, au moins dans la dernière période de son règne, apparaissait comme le protecteur naturel des adversaires de la Papauté. Ainsi la Provence fournit à Frédéric II le point d'appui que la Comté avait fourni à Barberousse, c'est par les affaires de Provence qu'il intervint d'abord dans la politique du royaume d'Arles. Plus tard, l'alliance

du comte de Savoie lui permit aussi d'agir directement sur la région lyonnaise, c'est à lui qu'il put menacer jusqu'à Lyon son redoutable adversaire le pape Innocent IV.

Pendant une période à la vérité très courte, Henri VII rallia sous ses drapeaux une foule de seigneurs du royaume d'Arles. Il dut cet avantage, d'abord aux liens étroits qui l'unissaient à la maison de Savoie, en outre au prestige que lui donnait son caractère chevaleresque, mais, non qu'à la perspective d'une expédition en Italie, qui, sous sa conduite, semblait s'annoncer comme heureuse et brillante.

Telles sont les rares époques où la royauté des empereurs fut, en Provence et en Bourgogne, autre chose qu'une vaine apparence. Peut-être en eût-il été autrement si l'établissement d'une monarchie héréditaire fermement constituée avait donné à la politique allemande la suite qui ne cessa de lui manquer, et eût préservé l'Allemagne des luttes de part et d'autre qui se continuèrent presque toujours à appeler l'étranger. Il convient de remarquer, en effet, que ce fut au temps des empereurs souabes, c'est-à-dire en un temps où la couronne se transmettait en vertu d'une sorte d'hérédité, que l'influence de l'Empire atteignit son apogée dans l'Est et le Sud-Est de la Gaule.

Mais bientôt le principe de la monarchie élective reprit le dessus, dès lors, chaque élection nouvelle définissait l'œuvre du règne précédent. Ces variations se reflétaient surtout dans la politique extérieure de l'Empire, suivant que l'empereur appartenait à telle région et à telle famille, il est l'ami ou l'ennemi de la France et de l'Angleterre, il s'intéresse ou demeure indifférent au sort de la Comté de Bourgogne, il soutient la Savoie contre le Dauphiné ou le Dauphiné contre la Savoie. Surement de telles relations d'assistance suffisent à expliquer l'impuissance des empereurs vis à vis du royaume d'Arles; on comprend qu'ils n'aient pu y faire respecter ni eux-mêmes ni les représentants de leur pouvoir qu'à diverses reprises ils essayèrent d'y établir.

Cependant ce fanôme de pouvoir subsiste pendant des siècles. C'est que la société du Moyen Âge, à la suite de ses théologiens, de ses philosophes et de ses juriconsultes, attache un grand prix à la réalisation d'une certaine conception générale de la République chrétienne et tient d'autant plus à maintenir, au moins en théorie, l'unité d'un pouvoir universel qu'elle est en lui morcelée en d'innombrables communautés

politiques répondant aux types les plus variés. Or, avec les papes, les empereurs sont les fondements de cet ordre idéal ; l'empereur romain a pour mission d'assurer l'équilibre de la justice et du droit en ce monde ; il manquera quelque chose à l'homme cultivé du Moyen-Âge, s'il ne contemplant au faîte de l'édifice social, la haute figure du successeur d'Auguste, de Constantin et de Charlemagne. À dire vrai, ce César a rempli fort imparfaitement de sa mission. Il y a deux manières de défendre la justice : l'une consiste à redresser les torts, l'autre, moins efficace et moins périlleuse, consiste à légitimer les faits accomplis. d'une part on assouplit les faits au droit, d'autre part on assouplit le droit aux faits. Il faut reconnaître que les empereurs se servirent beaucoup plus souvent du second procédé que du premier, mais quelle que fut la manière dont ils remplirent leur rôle, l'utilité de ce rôle était suffisamment justifiée tant qu'ils frappaient l'imagination des hommes, satisfaisaient les prétentions fondées sur la justice et rassuraient les consciences en donnant aux faits la couleur du droit.

Tel était le pouvoir des empereurs à l'endroit du royaume d'Arles et de Vienne, pouvoir nominal, qui ne pouvait durer qu'à la condition de conserver son caractère théorique, et qui se serait brisé bien vite si le souverain, se fondant sur son seul titre d'empereur, eût entrepris de brider les ambitions de ses sujets et de leur imposer une direction. C'est ce pouvoir que, dès le  $xv^e$  siècle, les historiens allemands reprochèrent amèrement à l'empereur Charles IV, d'avoir sacrifié au roi de France<sup>1</sup>.

Les défenseurs de Charles IV pourraient répondre tout d'abord que ce reproche est exagéré, le sacrifice n'ayant pas été absolu : puisque la forme même de la concession d'un vicariat était une reconnaissance formelle des droits supérieurs de l'Empire, le sacrifice n'ayant pas été non plus perpétuel, puisqu'il était limité à la vie du dauphin Charles et qu'en fait les dauphins et ses successeurs n'en profitèrent pas.

Mais, à supposer pour un instant que l'abandon des droits de l'Empire consenti par Charles IV eût été complet et irrévocable, il semble qu'on aurait encore mauvaise grâce à en faire un sujet de graves reproches adressés à la mémoire de ce souverain.

<sup>1</sup> Voir Thierry de Niem, texte cité plus haut, p. 478, Aventin, *Annales Burgund.*, t. II, IV et les textes cités p. 414 à propos de l'annexion du Dauphiné. En sens contraire, voir dans l'ouvrage de Pezel, t. II, p. 195, une appréciation tout à fait favorable à Charles IV.

En effet, le règne de Charles IV marque le déclin de la période où la politique, au moins dans une certaine mesure, tient encore compte d'un principe idéal et subit l'influence de certaines idées religieuses ou morales. Bientôt s'ouvrira l'époque, que nous avons coutume d'appeler moderne, où la politique sera gouvernée par la considération exclusive des intérêts. Alors le traité du Prince résumera les idées qui dirigent les gouvernants. Cacan pour soi, naitre absolu à l'intérieur, ne songeant à l'extérieur qu'à des agrandissements territoriaux, s'aidant de la raison d'Etat pour justifier toutes les injustices, telle est la situation de l'Europe pendant les quatre siècles modernes où l'« ancien régime » étend sa domination sur tout l'Occident. Si la morale oblige les particuliers, il est alors entendu, par une sorte de convention tacite, qu'elle demeure lettre morte quand il s'agit de régler les rapports des princes entre eux, elle est tellement oubliée qu'on ne se préoccupe pas de donner une apparence de droit à ces entreprises où le droit est ouvertement violé. Visiblement le temps est passé où une souveraineté idéale comme celle de l'Empire pouvait conserver quelques titres au respect. Le principe en était trop démodé pour qu'il lui fût donné de régner, encore moins qu'il ne prétendit nullement gouverner.

Or, c'est seulement en vertu de ce principe que le royaume d'Arles dépendait de l'Empire. Le moment était donc venu où, par la force même des choses, un lien aussi fragile devait se briser définitivement. La faute en était moins à la conduite de Charles IV qu'à la marche générale de l'histoire en Occident.

Une fois séparé de l'Empire, il était impossible que le royaume d'Arles eût de sa vie propre. Il n'avait, en effet, aucune conscience d'une existence nationale, étant depuis plusieurs siècles l'enjeu de la partie qui se jouait entre l'Empire, représentant du principe ancien de la domination universelle, et la France, représentant du principe nouveau des nations très particulières. C'est pourquoi il lui était réservé de tomber finalement au pouvoir de l'un ou l'autre de ses voisins. Les rois de Sicile se la première maison d'Anjou se bercèrent de l'illusion qu'ils pourraient joindre à leur couronne celle des vieux rois burgondes ; mais le prince qui eût régné à la fois sur Naples et sur Besançon eût donné des lois à un territoire trop mal conformé pour que son royaume pût être autre chose qu'une création purement

factice, œuvre de circonstances conjuguées que d'autres circonstances eussent bien vite anéantie.

C'était à la France que devait appartenir le royaume d'Arles. La géographie, qui en avait fait une partie des Gaules, l'avait en quelque façon prédestinée à devenir une partie du royaume capétien, l'histoire de la société religieuse et civile, celle des relations intellectuelles, aussi bien que celle des relations commerciales avait séparé son dessein de celui de l'Empire pour le lier étroitement à celui de la France.

De bonne heure, la royauté française perçut clairement l'avenir qui, pour elle, s'annonçait de ce côté. Elle considéra le royaume d'Arles comme une conquête qu'il nécessairement devait lui appartenir et ainsi le surveilla-t-elle avec jalousie pour en écarter toutes les convoitises étrangères, en même temps qu'elle ne négligea aucun moyen de l'assimiler à ses états patrimoniaux. À la fin du *xiv<sup>e</sup>* siècle, le but était presque complètement atteint. Sans doute la Savoie grâce à la politique habile de ses princes, échappait à l'insorption française, mais le Dauphiné était uni à la France, l'annexion du Valentinois et de la Provence n'était plus qu'une affaire de patience. Les principautés ecclésiastiques se soumettaient les unes après les autres à la loi du plus fort, le Comté de Bourgogne appartenait à un gendre de la maison royale. De ce côté, l'œuvre de la formation de la France semblait donc tourner à son terme quand elle fut troublée par l'accroissement excessif des domaines de la seconde maison de Bourgogne et par les événements qui portèrent son héritage à la dynastie impériale de Habsbourg. Ces événements imposèrent à la monarchie française la lourde tâche de reconquérir le Comté au *xv<sup>e</sup>* siècle, après l'avoir une première fois soumise au temps de Philippe le Bel, mais alléguant en dépit des prétentions héréditaires qui se manifestaient dans le style de la chancellerie impériale, la royauté put de bonne heure asseoir sa domination sur d'inébranlables fondements. Ainsi l'acquisition des provinces d'outre-Rhône fut la récompense bien méritée de la politique aussi ferme que prudente des rois Capétiens et des premiers Valois.

Digitized by Google

Original from  
University of California

## ECLAIRCISSEMENT 1

### LA CHANCELLERIE DU ROYAUME D'ARLES ET DE VIENNE

Il ne me paraît pas inutile de résumer ci les notions que nous possédons sur la chancellerie du royaume d'Arles et de Vienne<sup>1</sup>.

#### 1

Avant que la succession des rois de Bourgogne eût été recueillie par Conrad II, les empereurs gouvernaient l'Allemagne et l'Italie au moyen de deux chancelleries distinctes. L'acquisition du royaume de Bourgogne détermina la création d'une troisième chancellerie, spéciale à ce royaume. Elle paraît avoir été organisée non par Conrad II lui-même, mais par son successeur Henri III. Elle était régulièrement dirigée par un chancelier; sous le règne de Henri III, ce fonctionnaire fut, pendant un certain nombre d'années, placé sous la haute direction d'un archichancelier, l'archevêque Hugues de Besançon, qui marchait ainsi l'égal de l'archevêque de Mayence, archichancelier d'Allemagne, et de l'archevêque de Cologne, archichancelier d'Italie.

Cette chancellerie, suivant les règles alors admises, était chargée d'expédier les lettres qui concernaient un objet bourguignon ou qui étaient adressées à un sujet de ce royaume, quelle que fût d'ailleurs la résidence de l'empereur au moment où la lettre était dressée. En fait, la chancellerie bourguignonne, subissant les vicissitudes du pouvoir des empereurs en Bourgogne, ne fonctionna que d'une manière intermittente; à diverses reprises elle disparut si complètement que les

<sup>1</sup> J'emprunte surtout ces notions au récent ouvrage de M. Harry Bracke, *Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien* (Leipzig, t. I, en deux parties, in-8° 1933) pp. 310-360.

affaires de Bourgogne étaient traitées dans la chancellerie d'Allemagne burgonde d'Italie. Sous le règne de Henri IV, le seul chancelier ou dont il soit possible de constater l'existence est l'évêque de Sion, Hermannfroi, qui, à ce jugea par les documents conservés jusqu'à nous, occupa ces fonctions de 1082 à 1087. Sous Henri V, les diplômes font connaître un seul chancelier, Gerold, évêque de Lausanne, de 1120 à 1125.

Les empereurs franconiens est, malgré sans doute que cette chancellerie dont l'existence était si mal assurée, n'avait pas besoin de la direction supérieure d'un haut personnage ecclésiastique, aussi ne remplacèrent-ils pas, comme archichancelier, l'archevêque Hugues de Besançon, qui n'apparaît point avec ce titre au delà de novembre 1053.

En somme, à cette époque la chancellerie de Bourgogne diffère autant des chancelleries d'Allemagne et d'Italie que la puissance royale en Bourgogne diffère de la puissance des empereurs dans les autres contrées soumises à leur autorité.

## II

Au xii<sup>e</sup> siècle, de graves réformes furent introduites dans le régime de la chancellerie impériale.

Tout d'abord Henri V fusionna en une seule institution les chancelleries de ses royaumes; il posa le principe, désormais suivi, de l'unité de la chancellerie. Après lui il ne resta de l'ancienne division tripartite que l'existence de trois archichancelliers, un pour l'Allemagne, un pour l'Italie, un pour la Bourgogne, mais il n'y eut plus qu'un seul chancelier et qu'une seule chancellerie.

Le successeur de Henri V, Lothaire le Supplémentaire, fit triompher une règle nouvelle en ce qui concerne les attributions des archichancelliers. Il fut entendu que les diplômes, proposés par l'unique chancellerie de l'Empire, seraient indistinctement reconnus au nom de l'archichancelier du royaume où séjournerait l'empereur. Ce système,

[ Bresslau, p. 240. En revanche jamais on ne prépare dans la chancellerie bourgogne des diplômes concernant l'Allemagne et l'Italie.



après quelques hésitations, prévêlat d'Épinal venant sous Conrad III<sup>1</sup> il fut toujours appliqué par la chancellerie des empereurs suivants.

Il n'est pas possible de dire avec certitude si la dignité d'archichancelier le Bourgogne fut remplie ou demeura vacante sous les règnes de Lothaire de Supplémont et de Conrad III. Sous Frédéric I<sup>er</sup> Barberousse, l'archichancelier de Bourgogne, après avoir appartenu pendant quelques années à l'archevêque de Mayence, fut conférée, en 1157, à l'archevêque Étienne de Vienne<sup>2</sup> : « *liber recognitionis ut in regno Burgundie sacri palatii nostri archicancellarius et summis notariis nostrorum semper existas* »<sup>3</sup>. Jusqu'à la fin du règne de Frédéric II, cette archichancellerie demeura régulièrement unie à l'archevêché de Vienne : les *recognitions* des diocèses impériaux et royaux en fournissent la preuve. C'était d'ailleurs bien plutôt un titre honorifique qu'une fonction donnant au titulaire le droit d'exercer une influence sérieuse sur la marche des affaires.

Pendant la période de troubles qui suivit la chute de la maison de Souabe, les archevêques de Vienne cessèrent de se parer de leur titre aussi inutile que fastueux, d'archichanceliers du royaume de Vienne et d'Arles. À la fin du xiii<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup> les archevêques de Trèves, qui depuis leur cent cinquante ans ont porté le titre d'archichanceliers de Lorraine, en retrouvent l'inspiration en se faisant attribuer celui d'archichanceliers du royaume d'Arles et de Vienne. Dès lors ils peuvent marcher de pair avec les deux autres électeurs royaux, qui avaient conservé, l'un l'archichancellerie d'Allemagne (toujours attachée au siège de Mayence) et l'autre l'archichancellerie d'Italie (attachée à celui de Cologne). Désormais, ce titre d'archichancelier du royaume d'Arles sera le à l'archevêché de Trèves<sup>5</sup>, mais, comme la royauté

1 Diplôme de 1157 en faveur de l'archevêché de Vienne, cité plus haut, p. 25.

2 Voir dans l'ouvrage à jà cité de M. Bressan, p. 323, des témoignages des contemporains qui, dans les vingt dernières années du xiii<sup>e</sup> siècle, nous font la connaissance de l'archichancelier du royaume d'Arles. Dès le commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, les documents diplomatiques succèdent à lui reconnaissant ce titre. M. Bressan se propose de le démontrer en le rapportant au temps où l'archevêque de Trèves accompagna à Lyon, en 1301, le roi des Romains, Guillaume de Hohenlohe, qui s'était remis après d'Innocent IV pour être, dit-il, élu, à cette occasion que l'archevêque de Trèves exerça pour la première fois les fonctions d'archichancelier.

3 En 1157-58 novembre. Cf. Baudouin de Trèves cité par M. Bressan, p. 323. — 4 Vers l'année archichancelier. — 5 M. Bressan, *op. cit.* p. 323. — 6 M. Bressan, p. 323. — 7 M. Bressan, p. 323.

à laquelle il correspond, ce n'est plus qu'un vain titre qui ne donne à son possesseur ni sérieuse influence ni réelle autorité.

après 1311 les archevêques de Trèves prennent un titre différent : *Sacri Imperii per Galliam archicamerarius* Heimer, *Regeste de Louis de Bavière*, n° 19, et Brechlau, *op. cit.*, p. 385). Hailard Brébouss se trompe en supposant que c'est l'annexion du Dauphiné qui, au milieu du xiv<sup>e</sup> siècle, aurait déterminé le transfert de l'*archicamerarius* du siège de Vienne au siège de Trèves (*Historia diplomatice Frédérici secundi*, Introduction, p. cxviii). Le changement s'était produit bien avant l'annexion du Dauphiné.

## ECLAIRCISSEMENT II

### LA BULLE *NE PRETEREAT*, DE JEAN XXII EST-ELLE AUTHENTIQUE ?<sup>1</sup>

Quand, en 1810, Daunou publia, par ordre de son maître son « Essai historique sur la puissance temporelle des Papes et sur l'abus qu'ils ont fait de leur ministère spirituel », il ne manqua pas d'y insérer, en annexe, que la pièce était imprimée pour la première fois, une bulle « où Jean XXII déclare que sa volonté est que l'Italie, l'Empire germanique et la France soient désormais trois Etats indépendants l'un de l'autre ». Il s'agissait en effet de démontrer alors les dangers que l'Empire n'avait cessé de courir par la faule de la papauté, cela fait, on croyait avoir justifié la prise de Savone et vengé le condottiere du nouveau Charlemagne.

La bulle de Jean XXII, déjà signalée par Baluze<sup>2</sup>, est-elle authentique ?

1 Ce mémoire a été publié dans la *Revue des questions historiques*, 24<sup>e</sup> année (93<sup>e</sup> livraison, 1<sup>er</sup> octobre 1889), pp. 572 et ss.

2 La bulle attribuée à Jean XXII n'existe pas en original : elle n'a pas été insérée dans les registres des archives du Vatican. Il n'en existe que des copies qui ne sont pas anciennes : une est à Florence, ms. XXXVII, 87 de la Magliabechiana, les autres sont au Vatican. Sur la copie de Florence, qui est du xiv<sup>e</sup> siècle, voir Muller, *op. cit.* ci-dessous, t. I, p. 237, et Falten, ouvrage cité ci-dessous, 1<sup>re</sup> partie, p. 3. Sur les copies des Archives du Vatican, toutes postérieures au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, voyez la communication du R. P. Danile dans l'*Archiv für Literatur- und Kirchengeschichte des Mittelalters*, t. I (1886), p. 625. J'ai rencontré à la Bibliothèque du Vatican deux copies analogues du xiv<sup>e</sup> siècle (Vat., 6196, fol. 167, et 46, 1144, fol. 521) — La disposition de la bulle seulement, insérée dans l'œuvre de Nicolas le Normand, a été publiée par Baluze, *Vita Paparum Avinionensium*, t. I, p. 701 d'après un manuscrit de Paris B. M. Nat., latin, 5154), et par Jücker, d'après le manuscrit du Vatican dans les *Excerpta ex Nicolai Mulerii Bohmer-Haber, Antiquitates rerum Germanicarum*, t. IV, p. 399. Un texte rectifié en a été donné par C. Muller der Kämpf Ludwig des Bayern mit der römischen Kurie, t. II, pp. 403-406. — La bulle encore inédite et disposée a été publiée par Daunou, sans doute d'après une copie des archives du Vatican transportée à Paris sous l'Empire (*Essai sur la puissance temporelle des Papes*, Paris, 1810, 4<sup>e</sup> édit., t. II, pp. 122 et ss.), et aussi par Heller,

lique? Ce Pape a-t-il usé de son pouvoir pour ruiner l'idée de l'Empire sur laquelle le Moyen Âge avait vécu? S'est-il réservé l'empire la bulle, a-t-il bué le droit de déterminer les limites de l'Empire et de la France? La question a été récemment agitée par les érudits.

Des opinions très divergentes se sont produites sur l'origine et la valeur de ce document connu, tantôt sous le titre de bulle *Ne quereas*, tantôt sous celui de bulle *Quia in futurum eventibus*<sup>1</sup>. Ainsi M. Follen tient la bulle pour une composition dénuée d'authenticité, qui fut reçue dans la chancellerie du roi Robert de Naples aux premiers temps du pontificat de Jean XXII. Au contraire M. Müller (son opinion a été appuyée par M. Scheffer-Boichorst) l'estime authentique et en place à l'élection à la fin de l'année 1334, c'est-à-dire aux derniers jours du pontificat de Jean XXII. M. Preger distingue entre les motifs de la bulle, qu'il croit apocryphes, et le dispositif, qu'il considère comme authentique, et qu'il date de l'année 1331.

Sans discuter tous ces systèmes, je me contente d'exposer brièvement les considérations qui me déterminent à me rallier à l'opinion d'après laquelle la bulle doit être tenue pour apocryphe<sup>2</sup>.

d'après la copie de Florence (*Österreich. Archiv*, t. I, pp. 113-116, et aux *Angeln*, pp. 43 et 46, dans les *Abhandlungen der böhmisches Gesellschaft in Prag vom Jahre 1861*, Prag 1862, pp. 1 et 13); elle vient d'être publiée de nouveau par M. Fellen, dans l'ouvrage cité à la note suivante.

1. Je n'énumère pas toutes ces opinions : on en trouvera le résumé au titre du premier des deux volumes que M. Wilhelm Follen a consacrés à cette question (*Die Bulle des Papstes Eugen IV. 1. partie*, Trèves, 1882, 2. partie, 1887). Il sera utile de consulter sur ce point l'ouvrage de M. Karl Müller (*Der Kampf Ludwig des Bayern um der römischen Kirche*, Pödingen, 1879, t. I, pp. 338 et 376) et deux mémoires publiés par M. Preger dans la collection de l'Académie royale de Munich (*Abhandlungen der K. Bayer. Akademie der Wissenschaften* : le premier de ces mémoires est intitulé *Beiträge und Erwägungen zur Geschichte des deutschen Reichs, 1330-1334*, et se trouve dans sa *Abhandlungen*, classe II t. XV, 2. partie, le second est intitulé *Die Päpste des Papstes Johann XXII in Bezug auf Italien und Deutschland* et se trouve dans la classe III, t. XVII, 2. partie) on a vu la date de la bulle sur les origines et les publications des *Mitteilungen des Instituts für Österreichische Geschichtsforchung* t. V (année 1895 : 1. trimestre, pp. 88 et 90).

2. Il n'est peut-être pas inutile de donner ici le texte du dispositif de la bulle : « Proveniens et insula ab eodem Imperio et regno Alemannie totaliter ex seorsum, ipsum a communitate et jurisdictione normandens regni et Imperii separamus, dividimus, per partes scindimus, ac de potestate nostra plenitudine liberamus, declarantes quod nullo unquam tempore contingatur aut unantur aut in uno corpore existere cunctantur ac decernimus regnum preli etiam Alemannie a regno France clare de-

I. Vraie ou fausse, la bulle est certainement antérieure au mois d'octobre ou l'année 1331, puisqu'à cette date elle est citée dans un mémoire rédigé par les Frères mineurs parisiens de Michel de Césène, pour détourner Louis de Bavière de négocier avec Jean XXII. Voici le passage de ce mémoire où est citée la soi-disant bulle :

« Unde et audivimus quod quendam fecit (Johannes) libellum, quem decretalem appellat, in quo assertum est provinciam Italie ab imperio et regno separasse, et quod potest imperatorem deponere et alium subrogare, ac imperium de gente in gentem transferre, et quod vacante imperio Romanorum debet administrare Imperium quantum ad omnia jura et jurisdictionem Imperii tenetorale<sup>1</sup>. »

Incontestablement ce passage contient une allusion, d'ailleurs ironique, à la prétendue bulle de Jean XXII, dans le fait de l'existence de ce document, selon son texte exact, était connu en octobre 1331.

Pour échapper à cette conclusion, on a proposé deux moyens.

D'un côté on a prétendu que les Franciscains, auteurs du mémoire de 1331, ont pu présenter un acte pontifical postérieur de plusieurs années et tenir pour déjà réalisé un projet qui n'aurait passé qu'en 1334 dans l'ordonnance des faits accomplis. Telle est l'opinion émise par M. Schieffer-Bouchorst<sup>2</sup>, ainsi les Frères mineurs se seraient trouvés des l'année 1331 « dans l'ombre projetée en avant, » par le grand événement de 1334; leur perspicacité les aurait amenés à devancer de trois ans la marche assez compliquée de la politique de Jean XXII. Les motifs du raisonnement que ne me paraissent pas permettre d'accorder ainsi aux Franciscains révoltés le don de prophétie; la prophétie eût été d'autant plus merveilleuse en ce cas qu'en 1332, comme le reconnaît M. Schieffer-Bouchorst, un document authentique émanant de la chancellerie pontificale consacrer, sans la moindre hésitation, l'Italie comme une portion de l'Empire, se conformant en cela aux anciennes traditions du droit public du Moyen-Âge<sup>3</sup>.

ingui terminus et sicut. Ita huius limitarii per nos de psonarum fructum nostrorum consilio paterno more provide debemus. »

1. Document publié par M. Preger, dans les *Abhandlungen*, etc., classe III, t. XV, 2<sup>e</sup> partie, appendice aux *Abtrage und Erwerrungen zur Geschichte des Deutschen Rechts*, n° 30.

2. Article cité, pp. 73 et 74.

3. Bulle du 2 août 1332 portant le cardinal-régal à donner à la famille d'Este l'im-

POUR LE — LE *Reichsrecht* d'après.

18

D'autre part, M. Preger, qui croit l'exposé des motifs rédigé en 1334, a essayé d'en séparer le dispositif. Le dispositif seul serait authentique et daterait de 1331, il aurait donc pu venir à la connaissance des Franciscains tel quel. L'exposé des motifs, pièce apocryphe, aurait été rédigé plus tard, d'après un mémoire diplomatique présenté au Pape en 1331 par le roi Robert de Naples et ses alliés. — Cette seconde explication ne me paraît pas moins arbitraire que la première.

En effet, les diverses copies de la soi-disant bulle, conservées, l'une à Florence, les autres au Vatican, contiennent à la fois l'exposé des motifs et le dispositif.<sup>1</sup> En outre, un juriconsulte du xiv<sup>e</sup> siècle, Alberic de Rosciate, dans son *Dictionnaire des droits*<sup>2</sup>, cite au même temps que le dispositif le fragment de l'exposé des motifs consacré à rappeler l'expédition de Henri VII en Italie : donc, dès le temps d'Alberic de Rosciate (mort en 1354), les deux parties de la bulle étaient considérées comme parties d'un même tout. Aucun indice ne permet d'ailleurs de croire que le dispositif ait, tout d'abord existé séparément et que les contemporains l'aient connu avant qu'il fût uni à l'exposé des motifs. Sans doute l'attention des érudits a d'abord été appelée sur la bulle par un passage qui n'en contient que le dispositif, mais ce passage conservé dans les écrits de Nicolas le Mineur<sup>3</sup>, provient du mémoire émanant des Franciscains rebelles, qui, pour les besoins de leur argumentation, n'étaient nullement amenés à citer l'exposé des motifs; le dispositif, c'est-à-dire la partie vraiment importante de la bulle, leur suffirait simplement. Qu'on en juge par le texte même de leur mémoire : « Ipse nominis Johannea, tanquam introitus moribus imperii et dignitatis imperialis omnium

vestitus de chelone de Pina, au docteur de Modène. Thénier, *Codex diplomat. de mini. temporais Sancte Sedis*, t. I, p. 600.

1. Voir les indications données ci-dessus.

2. *Dictionarium necessarium juris civilis et canonici*, v. *Papae* et *Italia* (édition inconnue). Alberic, au mot *Papa*, cite la bulle par ces mots : « Et incipit constitutio. Ne praeiorem (sic) consueveritis blatum... » qui ouvrent le passage consacré à Henri de Luxembourg. Il ne s'agit pas d'un fragment, mais ce fragment comprenait une partie de l'exposé des motifs. C'est à cause de cette circonstance que la bulle a dû se prendre le nom de bulle *Ne praeiorum*; en réalité elle commence par ces mots : *Quia la fallaciam evitabam*.

3. Excerpta ex Nicolao Minore. Bohmer, *Leges veteris principis bohemae*, t. IV, p. 199.

libertatem et antiquorum Imperii, vos eos legum Imperia et dignitatem imperialem destruere et peritus aduolare de facto, fecit quoddam statum sibi et posteris, in quo de huius die et determinat Nos ad quem... » Suit le dispositif, qui seul est naturellement appelé par le texte — aussi n'a-t-on pas le droit d'inférer du silence des réacteurs du mémoire qu'ils ignorent l'existence de l'exposé des motifs. Enfin il est impossible l'a lire que le dispositif, tel que nous le connaissons, soit la conclusion d'une bulle authentique, autre que celle qui nous a été transmise existant ces années 1331, car celle bulle serait en contradiction formelle avec la bulle pontificale (celle-ci parfaitement authentique) du mois d'août 1332 qui considère l'Italie comme partie intégrante de l'Empire<sup>1</sup>.

Ces observations préliminaires me semblent justifier cette première conclusion.

Le document tout entier, exposé des motifs et dispositif, existait dès le mois d'octobre 1331.

II. — Ce point étant acquis, le moment est venu de résoudre la question de l'authenticité de la bulle.

Tout d'abord une observation, qui s'impose, est de nature à rendre ce document très suspect. Tous les écrivains contemporains qui mentionnent la bulle adressée à Jean XXII émanant ou de Louis de Bavière ou des Freres mineurs racontent qu'il se sont attachés à lui et qui ont tout fait pour exciter sa rage contre Jean XXII. La bulle est en effet, comme on l'a vu plus haut, mentionnée pour la première fois dans le mémoire adressé par les Freres mineurs à Louis de Bavière pour le détourner de se réconcilier avec le Pape — ce mémoire est probablement l'œuvre de Mubert de Cesena<sup>2</sup>. Elle est ensuite citée en 1338, dans un manifeste de Louis de Bavière, daté de Francfort<sup>3</sup>; en celle même année dans le fragment recueilli par Nicolas le Minorite<sup>4</sup>, enfin, en 1339, dans une instruction adressée par Louis de Bavière

1. Cet argument a été mis en évidence par M. Schreier-Borchert, qui combat le dissentiment proposé par M. Leger — *op. cit.*, p. 72.

2. Felten, *op. cit.* 1<sup>re</sup> partie, p. 9.

3. Goldast, *Zeit. von Kaiserlichen Imperatorum*. I, I, p. 331. — *De translatione imperii* (Bale, 1566), pp. 60 et 61.

4. Voir plus haut, p. 519, note 4.

à ses ambassadeurs. De plus il y est fait allusion dans le *Dictionnaire* du jurisconsulte Adrien de Rosciate; or Adrien écrit les Visconti, et d'ailleurs, par les tendances qui apparaissent dans ses écrits, il appartient au parti qui soutient l'Empire en Italie<sup>2</sup>.

Ainsi notre bulle, si elle est authentique, n'a été utilisée que par Michel de Césène et ses partisans, qui s'en sont servis pour fournir des armes à Louis de Bavière et le détourner de conclure la paix avec l'Eglise. Tous les contemporains neutres ou amis de l'Eglise ont, volontairement ou non, ignoré ce document capital par lequel le Pape démembrait le Saint Empire. C'est là un fait bien étrange : il faut donc y regarder de près avant d'admettre l'authenticité d'un pareil document.

(III. — Remarquez d'abord que nous ne possédons point l'original de la soi-disant bulle<sup>3</sup>, qu'elle n'a pas été transcrite dans les registres du Vatican, qu'il n'en existe que des copies imparfaites et tardives, sans aucune preuve d'authenticité, dépourvues de toute indication chronologique<sup>4</sup>. Sans insister sur ces considérations, je me hâte d'en venir aux raisons capitales qui, à mon avis, doivent nous déterminer à considérer ce document comme apocryphe.

a) Les mots fa de la bulle sont empruntés, pour le fond et l'ordre des idées et souvent aussi pour l'expression, au mémoire présenté en 1313 à Clément V par le roi Robert de Sicile, pour l'inviter à refuser son consentement à l'élection d'un nouvel empereur<sup>5</sup>. Entre ce mé-

1. Reimer, *die literarischen Verhältnisse der Päpste zur Zeit Ludwig des Bayern* in-8°, p. 331.

2. Havigny, *Geschichte des Österreichischen Reichs im Mittelalter*, 3<sup>e</sup> édit., t. VI, pp. 136 et suiv.

3. Une mention de Dück, dans son *Hier romanorum* Vienne 1845, avait permis de croire qu'il avait rencontré l'original. Or la bulle attribuée à Jean XXI<sup>e</sup> de la bulle du 5 septembre 1314 à laquelle il fait allusion, n'a rien de commun avec la prétendue bulle qui sépare l'Italie de l'Empire; elle a pour unique objet d'arrêter les luttes en Lombardie (*Ueber die österreichische Geschichte*, t. IX, p. 159). Il est donc certain qu'on ne connaît de la soi-disant bulle ni l'original, ni aucune copie. Cf. Felten, l. I, p. 55, note 73.

4. Voir les indications données au début de cette dissertation.

5. Ce mémoire a été publié pour la première fois par Boulay, *deus Henrici VII*, I<sup>re</sup> partie, pp. 233 et ss. Les seuls autres textes où l'on trouve de la première partie de ce document se réfèrent généralement à des considérations générales destinées à rappeler tout le monde que l'Empire a fait à l'Eglise et non de la partie spéciale qui lui



moire et la soi-disant bulle, on a pu facilement constater des ressemblances frappantes qui établissent certainement un rapport de filiation directe. Or, il semble bien étrange que Jean XXII, rédigeant une bulle aussi importante, se soit contenté de reproduire des considérations empruntées à un document diplomatique émanant d'un souverain avec lequel, même au début de son pontificat (ainsi que l'ont démontré les documents publiés par M. Proger) il était loin de se trouver en accord parfait.

d) Le me no morceau, qui avait été employé en 1313 par la chancellerie Napolitaine dans le mémoire dirigé contre l'Empire, et qui depuis, avec quelques additions et des transformations de pure forme, avait passé dans les motifs de la bulle, fut encore employé par la chancellerie de Naples, en 1334 à la composition d'un mémoire présenté à Jean XXII pour le déterminer à s'opposer à la combinaison qui devait faire arriver Henri, duc de Basse-Bavière, à l'Empire venant par abdication, alors projetée de Louis de Bavière<sup>1</sup>. Il serait aussi très étrange que la chancellerie Napolitaine eût, si l'on me passe l'expression, réservé au Pape, sous forme de document diplomatique, un long développement consacré à une de ses bulles antérieures de peu d'années et qui, si elle est tout entière, serait la bulle la plus importante de son pontificat.

e) Au surplus, si la bulle attribuée à Jean XXII devait être considérée comme authentique, elle serait un véritable contre-sens, comparée aux autres actes de ce Pontife et de son successeur. Dans aucune des bulles dont l'authenticité est certaine, Jean XXII n'a traité l'Italie comme une région séparée de l'Empire et, par suite

<sup>1</sup> Maaßoulé au Babert justifie sa conduite à l'égard de Henri VII. — La première partie date vraisemblablement de la fin d'avril 1313. Elle paraît en effet postérieure à la mort de l'empereur VII (Scheffer-Blinchovsk, article cité, p. 71, note 17). Bonanni, au contraire, date ce document du mois d'avril 1314.

<sup>2</sup> Ce mémoire a été publié pour la première fois par E. M. Her, op. cit., t. I, pp. 204 et ss. — En regard du texte de la bulle M. Foltin a publié le texte des deux mémoires.

<sup>3</sup> Il faut d'ailleurs reconnaître, si l'on veut rendre la bulle pour authentique, que l'exposé des motifs ne contient pas une ligne qui ne soit un plagiat sur la première phrase de la bulle, *Quia in futurorum eventibus*, etc. qui se retrouve pas dans le mémoire de 1313 a été copiée sur la première phrase d'une décrétale sur les tournois, *Quia in futurorum eventibus*, insérée aux Extravagantes de Jean XXII, titre IX, du 26 septembre 1300.

indépendance du pouvoir des empereurs. Au contraire, s'estimant en droit d'administrer l'Empire qu'il considère comme vacant, il exerce à ce titre l'autorité suprême dans les parties de l'Italie qui relèvent de la couronne impériale. M. Fellen démontre ce point par d'excellentes preuves, il me suffira de lui en emprunter une, à titre d'exemple<sup>1</sup>. Au mois d'août 1332 (c'est-à-dire moins de deux ans après l'époque où, suivant M. Preger, Jean XXII aurait séparé l'Italie de l'Empire), le Pape charge le cardinal Bertrand de Pouget de remettre un château à la famille d'Este « usque ad decennium . . . vel simpliciter . . . nomine Romanæ Ecclesiæ vel Imperii Romanæ . . . cum ad nos et ad eandem Ecclesiam predictam vacante Imperio, necut nunc vacare dinoscitur, ejusdem administratio pertineat<sup>2</sup> ». Or, on ne comprendrait pas que Jean XXII exerce en Italie les droits de la souveraineté impériale si, par un acte officiel et public, il avait antérieurement soustrait l'Italie à cette souveraineté. D'ailleurs, en avril 1335, peu de mois après la mort de Jean XXII, Benoît XII, son successeur, reçoit d'Azzo Visconti et de quelques uns de ses alliés l'engagement de ne reconnaître pour souverain qu'un empereur confirmé par le Pape, c'est donc qu'en droit l'Italie n'est pas séparée de l'Empire<sup>3</sup>. Il serait facile de multiplier les exemples de ce genre : les actes officiels suffisent à attester que ni Jean XXII ni son successeur immédiat n'ont jamais considéré comme aliés les droits des empereurs sur l'Italie.

Ces diverses considérations me paraissent justifier cette conclusion que la bulle attribuée à Jean XXII n'a pas de ce pontife et qu'il convient de la tenir pour un document apocryphe.

IV. — Toutes les difficultés ne sont pas tranchées par cela seul qu'on a déclaré la bulle apocryphe, restent quelques questions accessoires qu'il est intéressant de résoudre :

« Quelles sont les relations de la soi-disant bulle avec les

1. Cf. Fellen, *op. cit.* 1<sup>re</sup> partie, pp. 39 et 35.

2. Theser, *Codes diplom. Summi temporis Sanctæ Sedis*, t. I, pp. 299-300, n° 786. Cet acte fournit à M. Scheffer-Boichors, un argument décisif à l'appui de l'opinion qu'il émet, que la bulle, si elle est authentique, ne peut qu'être postérieure à l'acte du mois d'août 1332.

3. Muratori *Scriptores* t. III, p. 540 — Baurer *Die Päpste im deutschen Reich*, t. I, p. 122.

mémoires diplomatiques présentés au Pape par le roi Robert en 1313 et 1314 ?

D'après les considérations exposées ci-dessus, la rédaction de la bulle est postérieure à celle du mémoire de 1313 et antérieure à celle du mémoire de 1314<sup>1</sup>.

Le rédacteur de la bulle avait certainement sous les yeux la partie du mémoire de 1313 où sont développés les torts des empereurs à l'égard de l'Eglise : il lui a emprunté et le fond et l'ordre des idées, et il en a seulement modifié le style. Cette modification était d'ailleurs nécessaire : le mémoire n'est point écrit en phrases rythmées d'après les règles en usage dans la chancellerie pontificale, au contraire l'auteur de la bulle apocryphe (on le comprendra sans peine) s'est cru obligé à la rédiger en phrases rythmées ?

Le rédacteur du mémoire de 1314 a dans une large mesure copié servilement le mémoire de 1313, souvent aussi il y a ajouté. Une question peut faire doute : le rédacteur de 1314 a-t-il utilisé aussi la fausse bulle ? Je suis disposé à répondre affirmativement à cette question.

En effet, il est possible de constater entre le mémoire de 1314 et la bulle quelques traits analogues qui ne se retrouvent pas dans le mémoire de 1313 : rien n'empêche de penser que le rédacteur de 1314 les a puisés dans la bulle<sup>2</sup>. En outre, si l'on considère attentivement, dans les trois documents le passage relatif à Frédéric II, on remarque : 1° que le mémoire de 1313 présente sur ce point le texte le moins complet, 2° que la bulle y ajoute une phrase sur l'arresta-

1. Une observation de détail corrobore notre conclusion : le second mémoire contient un long développement sur les luttes soutenues contre l'Empire par les papes Céleste II et Alexandre III, développement qui ne se trouve pas dans le même texte de 1313 ni dans la bulle, où il est été très bien à sa place. Si la bulle n'avait été rédigée qu'après le mémoire de 1314, on peut être assuré que ce passage y eût été inséré. Voir le texte dans le lier p. 297. — Pour vérifier ces observations, consulter la dissertation de M. Balcan, qui a publié en regard le texte de la bulle et celui des deux mémoires.

2. Mon confrère et ami M. Noël Valois, qui a posé les règles du rythme dans les bulles pontificales, me fait observer que la bulle est régulièrement rythmée (sauf une faute) tandis que les mémoires ne sont rythmés que d'une façon tout à fait accidentelle et fortuite.

3. Voir les passages du second mémoire : *Locis igitur imperatoris...* et *braviter a Constantino...*, et ceux de la bulle : *Locis nulli presidentis Imperia...* et *ut impetraret sermo conclusatur in genere, a Constantino...*

bon des évêques qui se rendaient au concile convoqué par Grégoire IX; 3° que le mémoire de 1334 reproduit cette mention et ajoute un nouveau détail, celui des intelligences de Frédéric II avec le Soudan. Cette observation semble bien prouver que nous avons affaire au même document qui passe par des transformations successives et s'enrichit d'étape en étape.

En résumé, l'exposé des motifs de la soi-disant bulle n est certainement que le mémoire de 1313 transposé en style rythmé et enrichi de quelques rares additions, quant au mémoire de 1334, il a été composé d'après le mémoire de 1313 et aussi, dans une certaine mesure, d'après la fausse bulle, sans le moins que le rédacteur se soit interdit d'y ajouter quelques développements qui lui sont personnels.

2° Ou a été composée notre bulle apocryphe ?

Il paraît certain que cette bulle a été composée dans la chancellerie du roi Robert de Sicile. — Qu'on se rappelle au effet que, depuis trois générations, la maison d'Anjou travaille à substituer en Italie son influence à celle de l'Empire. C'est là sa politique traditionnelle, celle à laquelle elle revient après de courtes périodes pendant lesquelles elle se résigne à partager l'influence avec les empereurs, parce que l'atitude des papes ne lui permet pas alors d'exclure de l'Italie l'autorité impériale. Or, la soi-disant bulle réalisa d'un seul coup les projets de la maison d'Anjou. Il y a donc lieu de croire que c'est dans la chancellerie de Naples qu'elle a été rédigée.

D'ailleurs, le morceau le plus important de la bulle avait déjà figuré dans un document sorti de cette chancellerie et devait figurer encore dans le mémoire présenté au Pape en 1334 par le roi Robert. Visiblement, c'était une œuvre littéraire dont on était fier dans la chancellerie de Naples, aussi chercha-t-on à l'utiliser une fois de plus en en faisant une bulle apocryphe, ou même purement et simplement un projet de bulle.

3° A quelle époque a été rédigée cette bulle apocryphe ?

Vraisemblablement cette bulle date des premiers temps du pontificat de Jean XXII<sup>1</sup>. Il y a pour cela une bonne raison : c'est que la bulle signale, comme un fait tout récent, l'expédition de Henri VII

1. Toutefois après le 16 septembre 1316, puisque le rédacteur de l'apocryphe a emprunté le début de la décrétale de terminantibus remota à cette date.

en Italie, dont elle parle en ces termes : *recens de facili memoranda somnia et imperialis Henrici, qui dictus novissimus*... A cette raison on en peut ajouter une autre. La bulle, si elle eût été authentique, eût réalisé non seulement les vœux du roi Robert, mais encore ceux du roi de France alors très préoccupé de mettre fin aux troubles du côté de l'Est et d'acquiescer le royaume d'Arles : elle posait en effet le principe qu'une ligne de démarcation naturelle, facile à retrouver, séparait la France de l'Empire. Elle exprime ainsi très exactement les aspirations de la coalition où se rencontrèrent Robert et Philippe le Bel pour combattre Henri VII, vraisemblablement elle date d'une période où les deux cours capétiennes se trouvaient encore sous l'influence de l'union intime qui était établie entre elles à la fin du règne de Henri VII. Il est donc probable qu'elle remonte à une époque voisine du triomphe que valut à la coalition capétienne la mort de cet empereur. Plus tard, les circonstances politiques ayant changé, la chancellerie de Naples ne s'occupera plus avec la même sollicitude des intérêts du roi de France : remarquez par exemple que le mémoire de 1334 ne reproduit pas, sur ce point, les considérations émises dans le mémoire de 1313<sup>1</sup>.

1. Je n'ignore pas qu'un texte, où est citée la bulle, semble en placer la rédaction à une époque postérieure aux premières années du pontificat de Jean XXII : c'est le manifeste publié par Louis de Bavière à Francfort en 1318. Louis s'y exprime ainsi : « Insuper post dictos processus, quosdam litteras sub bulla sua videtur (ouannes) fecisse et per mundum publice transmissas, in quibus esset de se et de litteris ab imperio et regno Alemannie separasse ». Voir plus haut, p. 532, note 3. À cet égard la bulle n'aurait servi que *post dictos processus* (il s'agit des procédures de Jean XXII contre Louis de Bavière), c'est-à-dire au plus 14 après la procédure de 1313, au plus tard après celle de 1319 (puisque la bulle était connue en 1331). En tout cas elle ne daterait pas du début du pontificat de Jean XXII.

Il convient tout d'abord de faire observer que la façon de ce texte n'est pas absolument certaine : il a parfois été présenté sous une autre forme qui en change le sens. (Cf. Fellen, 1<sup>re</sup> partie, p. 10.) De plus, même si l'on accepte le texte dans la forme où il se présente généralement, il faut convenir que l'affirmation de Louis de Bavière est très hésitante : *videtur fecisse*. Il n'est pas bien sûr que le Pape ait publié la bulle, la plus forte raison doit-il douter de la date de la publication de cette bulle. Ajoutez à cela que ce même texte est postérieur de sept ans au moins à la date la plus tardive à laquelle puisse avoir été rédigée la bulle, déjà connue en 1331. Cette affirmation si incertaine ne me paraît donc point de nature à détruire les arguments très graves qui placent la rédaction de la bulle aux premières années du pontificat de Jean XXII, et notamment celui qui découle du texte même de la dite fautive bulle d'après lequel l'expédition du Henri VII en Italie est encore présente à toutes les mémoires, *de facili memoranda, novissimus dictus*.

4° Il y a donc lieu de croire que la fausse bulle a été rédigée à Naples, au début du pontificat de Jean XXII. Comment se répandit-elle en Europe, notamment parmi les adversaires de ce pontife ? Il n'est pas impossible de le deviner.

La bulle est citée tout d'abord, dès 1331, par les Franciscains partisans de Michel de Césène. Or, que l'on veuille se rappeler l'étroite sympathie qui depuis longtemps unissait à Michel de Césène le roi Robert et son entourage, on comprendra qu'il fut facile aux Franciscains de leur communication de «*apocryphe*». Ont-ils voulu en faire croire que ce document était en réalité une bulle authentique ? Je ne me sens pas en état de me prononcer sur ce point. Ce qui paraît certain, c'est que, en 1331, les Franciscains rebelles jugeaient indispensable de ne négliger aucun argument pour détourner leur protecteur Louis de Bavière de se réconcilier avec le Pape; c'est alors qu'ils produisirent la soi-disant bulle, destinée, dans leur pensée, à creuser l'abîme qui séparait de Jean XXII les partisans de l'Empire.

A ce moment, le roi Jean de Bohême cherchant à asseoir sa domination dans l'Italie du Nord, et quelques indices permettaient de présumer que le Pape ne lui refuserait pas son concours<sup>1</sup>. Visiblement cette entreprise était dangereuse pour tous ceux qui prétendaient eux-mêmes dominer en Italie, pour Louis de Bavière comme pour Robert de Naples : on sait que plus tard Louis et Robert se rapprochèrent pour combattre les desseins ambitieux de Jean de Bohême, et que les Franciscains rebelles ne furent pas étrangers à ce rapprochement qu'ils croyaient utile à leur cause. Aussi comprend-on pourquoi, vers 1331, alors qu'il y avait déjà lieu d'appréhender les conséquences de la tentative du roi de Bohême soutenu par le Pape et approuvé par le roi de France, les Franciscains, adversaires acharnés de la politique pontificale, jugèrent opportun de faire connaître la soi-disant bulle qui séparait l'Italie de l'Empire et favorisait les visées de la France sur le royaume d'Arles. Déjà le roi Robert était inquiet des desseins du roi de Bohême, par leurs relations à l'existence de la prétendue bulle les Franciscains jetèrent l'alarme parmi les partisans

<sup>1</sup> Voyez l'accord du 17 avril 1331 entre Jean de Bohême et le représentant du Pape (Prager, appendice au *Vertrag zwischen dem Könige von Böhmen und dem Papste* sur *Geschichte des Deutschen Reichs* (dans les *Abhandlungen der Kön. Bayerischen Akademie*, III<sup>e</sup> classe, L. IV, 2<sup>e</sup> partie, n° 4), et l'attitude générale du Pape à l'égard de l'entreprise du roi Jean en Italie.

sans de l'Empire en Italie, et donnaient un aspect nouveau au développement des partisans de la maison d'Anjou, toujours jaloux des progrès de la France et de ses ailes vers le Rhône et les Alpes. C'était au même coup exciter contre le Pape l'auarosité de Louis de Bavière, des Angevins et des Gibelins ; c'était hâter le jour où se formerait contre le roi de Bohême, son protecteur Jean XXII et son allié Philippe de Valois, cette coalition d'Autrichiens et du roi de Sicile, des Gibelins et des Guelfes dont les complots de Michel de Césène accélèrent la chute du Pape, leur adversaire détesté. Telles furent, ce me semble, les considérations qui, inspirèrent aux Franciscains rebelles l'idée de divulguer l'existence de la soi-disant bulle par laquelle Jean XXII était réputé avoir sanctionné la ruine définitive du Saint-Empire romain.

Qu'il me soit permis maintenant de résumer mes conclusions :

- 1° La bulle attribuée à Jean XXII est apocryphe ;
- 2° L'apocryphe a été rédigé dans la chancellerie de Naples aux premiers temps du pontificat de Jean XXII ;
- 3° Vers 1331 son existence a été divulguée par les Franciscains rebelles, en vue de faire obstacle au projet sans cesse renouvelé pour être ensuite abandonné, d'une réconciliation entre Louis de Bavière et Jean XXII.

Je tiens la première de ces conclusions pour certaines ; les deux autres me paraissent au moins très vraisemblables.

Ainsi, la bulle apocryphe est devenue dans les mains des Frères mineurs rebelles une arme qu'ils employèrent au profit de l'Empire contre l'Eglise, au profit de Louis de Bavière contre Jean XXII. Cent siècles plus tard, la même apocryphe était encore une fois mise au jour par le clergé devant orléans Dauphin, qui prétendait s'en servir comme d'une machine de guerre au profit de Napoléon contre Pie VII.

La véritable histoire ne doit pas plus se laisser prendre aux manœuvres des partisans de Louis de Bavière qu'à celles des défenseurs trop zélés de Napoléon.

## ERRATA ET ADDENDA

P 244. La méveillance des princes de Savoie à l'égard du marquis de Montferrat s'explique facilement. Il résulte en effet de documents authentiques que le marquis de Montferrat se rendait en Espagne pour y organiser une coalition contre la maison de Savoie. Il réussit à entraîner dans cette entreprise le roi Pierre d'Aragon, Pierre promet des secours en hommes au marquis de Montferrat et à son allié le marquis de Saluces, en même temps qu'une somme de dix mille livres de tournois qui devait être distribuée entre les seigneurs hostiles à la maison de Savoie, parmi lesquels on citait le Dauphin, le seigneur de la Tour et le seigneur de Villars. La Savoie, une fois conquise, devait être abandonnée à Pierre qui s'engageait à faire la part de ses alliés. Que de tels projets aient été arrêtés lors du voyage du marquis de Montferrat en Espagne, c'est ce qui est attesté par une lettre du roi, datée de Terres, le 28 octobre 1330 à la suite de son entrevue avec le marquis. (Carini, *gli Archivi e le Biblioteche di Spagna*, Parte seconda, Palermo, 1881, p. 82 ajouter une lettre du roi, de même jour, à la commune de Milan, *Ibid.*, p. 41.)

P 246, note 2. — Les documents analysés par M. de G. (op. cit., partie seconda, pp. 51, 56 et 59) prouvent que, même après les Vêpres Siciliennes, le roi d'Aragon entretenait des relations affectueuses avec la disaïne du roi de France (je cite Ph. pp. le Bel) ces relations furent naturellement un peu secrètes mais il est hors de doute qu'après le mariage du roi de France il n'y eut pas de sympathie qui unissait son père pour la cause des Angevins. Il n'est pas inutile de remarquer qu'en juin 1335, au moment où Pierre d'Aragon envoyait son ambassadeur à Marguerite de Provence, il lui demandait aussi de voir les comtes de Bourgogne et de Montbéliard l'évêque de Langres et le duc de Hainaut de la Tour. Visiblement Pierre cherchait à encourager et à multiplier les adversaires des Angevins dans le royaume d'Arles (op. cit., p. 50).

P 431, note 2. — Lire : Guichenon t. I, pp. 302 et 303 et non pp. 302 et 303.



# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	P. V
--------------	------

## CHAPITRE I

### L'AVÈNEMENT DE LA MAISON DE SOUABRE

#### I. — LE MARIAGE D'ADÈS S'OPÈRE (1011-11)

Décadence de l'action au nord et Bourgogne et en Provence — Impuissance de Lothaire I — L'archevêque Conrad, de Zähringen le rattachement de Bourgogne P. 1

#### II. — RAPPORTS DE CONRAD III AVEC LE CLERGÉ ET LES SEIGNEURS

Privileges concédés par Conrad en faveur de monastères, il protège les églises de Lausanne et de Yverdon. — Il est appelé par Raymond de Haute-Provence dans la querelle de la succession de Provence P. 5

#### III. — POLITIQUE DE CONRAD III EN COMTÉ

Situation respective du Comté de Zähringen et du comté de Bourgogne — Mort du seigneur Renaud, avènement de Béatrice en Comté. — Mort de Conrad de Zähringen et de Conrad II P. 11

## CHAPITRE II

### LE RÉGNE DE FRÉDÉRIC BAR-BEQUESSÉ

#### I. — PREMIERS ACTES DE FRÉDÉRIC

Avènement de Frédéric (1125). — Accord entre l'empereur et Berthold de Zähringen au sujet du comté. — Expédition de Frédéric en Bourgogne. — Actes de Frédéric en Bresse, en Bourgogne et en villes du Rhodan P. 15

#### II. — FRÉDÉRIC ACQUIERT LE COMTÉ

L'influence impériale est faible en Bourgogne et dans le royaume d'Arles. — Mariage de Frédéric avec Béatrice, héritière du comté. — L'empereur tente d'exterminer les Zähringens dont il sacrifie l'influence en Comté. — Diète tenue à Besançon en 1137, influence des seigneurs et des prélats. — Inquiétudes de Louis VII P. 20

## II. — LUTTE RELIGIEUSE. FORCES DE FRÉDÉRIC DANS LE ROYAUME

Querelle entre l'Eglise et l'Empire, commencement de la lutte. — Frédéric vers désormais préoccupé de soumettre les partisans du pape Alexandre III en Bourgogne. — Principaux partisans du l'empereur en Comté et dans la vallée du Rhône : comtes de Macon et de Clugny, et de Beaune, Géraud Adhémar, seigneur de Baux, comte de Toulouse. — Destruction de Macon, Raymond-Béranger de Provence se réconcilie avec l'empereur, traité de 1161, qui établit une alliance défensive entre Frédéric et le comte de Provence. — Raymond de Toulouse est pour l'empereur un allié plus sûr, il fait triompher l'influence de Frédéric au Dauphiné. — Louis VII semble disposé à se rapprocher de Frédéric. — Violences des partisans de l'Empire en Bourgogne. P. 10

## IV. — ATTITUDE DU CLERGÉ

Considérée en masse, la classe ecclésiastique fidèle à Alexandre III. — Héreticisme d'un bon nombre des membres du clergé bourguignon. — Le pape Hugues de Clugny. — Attitude des évêques de Bourgogne et de Provence au début du schisme. P. 33

## V. — EFFORTS DE L'EMPEREUR POUR VAINCRE LE CLERGÉ

En 1162, les chefs du clergé semblent, en général, ralliés au parti de l'empereur. — Diplômes favorables aux évêques. — L'évêque de Genève est favorisé au détriment de Ulrich de Strasbourg. — Frédéric cherche à se débarrasser des évêques hostiles et à s'appuyer sur des évêques dociles. — Besançon, Lyon, Vienne, Grandville. — Mesures prises contre les cisterciens. P. 37

## VI. — LE PARTI D'ALEXANDRE III SE DÉLÈVE

Renouveau d'enthousiasme des partisans d'Alexandre III en Bourgogne. — Louis VII se décide à demeurer fidèle au pape Alexandre. — Influence de cette résolution sur la Bourgogne : les partisans d'Alexandre III reprennent courage. — Les évêques de Bourgogne au concile de Tours (1163). — Propagande de saint Pierre de Tarentaise en faveur du pape Alexandre. P. 45

## VII. — PROGRÈS DE L'INFLUENCE FRANÇAISE

Relations du comte de Forez avec Louis VII. — Echec de l'entreprise du chancelier impérial Raymond de Dissel, sur un château de la frontière de Forez. — Les partisans du pape Alexandre se tournent vers le roi de France, qui les protège en diverses circonstances. — Louis VII se trouve le chef de tous ceux qui, dans l'Etat et le Sud-Est, sont mécontents de la politique religieuse de Frédéric. — Effet de son intervention dans ces régions : le Forez est soumis à la France. P. 48

## VIII. — ÉCHEC DE L'EMPEREUR EN ITALIE, CONSÉQUENCES DE CET ÉCHEC

Frédéric vient en Bourgogne (1165) et reçoit les chefs, protestataires ou hérétiques, du parti schismatique. — Echec de l'empereur en Italie (1167). — Frédéric et le comte de Maurienne-Humbert III. — Tentatives pour amener une entente entre le Pape et l'empereur. — Tout le dit ces tentatives. Frédéric réussit à entrer en Comté. — Son attitude pour Humbert III de Savoie, qui se rapproche de l'Angleterre. P. 53

## IX. — L'ÉTAT GÉNÉRAL DE LA SITUATION EN BOURGOGNE

Mesures disposées par le prince d'Artois, maître de la Provence. — Efforts

de Frédéric pour se rapprocher de Louis VI., etente entre les souverains. — Louis VI. n'en continue pas moins d'exercer une grande influence en Bourgogne. . . . . P. 58

#### IX. — PAIX DE VERDUN ET L'ÉTAT GÉNÉRAL DE L'EUROPE

Paix de Verdun. — Couronnement de Frédéric à Arles (1185). — Son voyage dans la vallée du Rhin. Actes qui marquent son passage. — Le voyage se termine en Comté. . . . . P. 61

#### X. — ATTACHEMENT DE PHILIPPE AUGUSTE EN FRANCE

Aspirations de Philippe Auguste. — Il doit opter entre l'amitié de Frédéric ou celle des Français. — Il se prononce pour l'alliance française. — Son attitude vis à vis de la Bourgogne. . . . . P. 65

#### XI. — LES ÉVÉNEMENTS DU ROYAUME D'ARLES

Dette de Mayence. — Les prélats du royaume d'Arles se rendent auprès du Pape à Vienne. — Faveurs accordées aux prélats. — Campagne de Henri VI contre le Sacre. — Loin après cela, les évêques de Valence et de Die contre les seigneurs. — En même temps, le gouvernement favorable aux évêques. — Il compte des artisans parmi les seigneurs français. — Henri est gêné de se politiser dans le royaume d'Arles. . . . . P. 69

### CHAPITRE III

#### LE ROYUME DE HENRI VI

##### I. — PROJET DE RESTAURATION DE RICHARD IER EN FAVEUR DE RICHARD COEUR DE LION

Henri VI connaît personnellement le royaume d'Arles. — Son ambition est méritée. — Le centre de son empire transposé en Italie. — L'importance du royaume d'Arles est aperçue, ce royaume étant le lien naturel entre les pays rhénans et le Nord de l'Italie. — Henri conçoit le projet de rétablir le royaume d'Arles en faveur de Richard Coeur de Lion. — Lutte diplomatique entre le parti Guelfe et Philippe Auguste. — Echec du projet. . . . . P. 77

##### II. — L'ENTREPRISE NÉCESSAIRE AU ROYAUME D'ARLES

Parmi les diplômes de Henri VI, très peu sont consacrés au royaume d'Arles en énumération de ses domaines. — Indifférence de Henri à l'égard des événements qui se passent en Provence dans la région lyonnaise ou dans le Vivarais. — Causes qui expliquent cette indifférence, caractère de l'empereur, incapacité de son frère Otton, passion de Georges. — Mort de Henri VI. (1197). . . . . P. 84

### CHAPITRE IV

#### PHILIPPE DE SOULABE ET OTTON DE BURLINSWICK

##### I. — PHILIPPE DE SOULABE

Double élection de Philippe et d'Otton. — Alliance de Philippe avec la France. — Partisans de Philippe en Bourgogne : les archevêques de Besançon et de Faram. . . . .

teux, le duc de Zähringen, le palatin Otton. — Adversaires des Staufen dans ces régions. — Privilèges accordés par Philippe. — Philippe de Souabe à Bâle : alliance des seigneurs Bourguignons, le comte Thomas de Savoie se soumet à Philippe. — Le royaume d'Arles offert à Otton pour le dédommager de la renonciation à l'Empire qu'on sollicite de lui. — Mort de Philippe de Souabe.... P. 49

## II. — OTTON DE BRUNSWICK

Otton s'occupe fort peu du royaume d'Arles. — Il y laisse triompher les adversaires des Staufen et de la comtesse Béatrice de Bourgogne. — Diplôme en faveur de l'abbaye de Montmajour. — Corvée de Tisbury. — Chaux d'Oton..... P. 55

## CHAPITRE V

### LE RÉGNE DE FRÉDÉRIC II

#### I. — ÉTAT DU ROYAUME D'ARLES (1214)

La guerre des Albigeois. — Parmi les seigneurs laïques, beaucoup sont sympathiques aux hérétiques. — Simon de Montfort dans la vallée du Rhône. — Retour de Raymond VI après le comte de Laiton. — Le marquis de Provence réservé au fils de Raymond VI, malgré le prince de Baux. — Lutte entre les partisans de la Croisade et ceux de Raymond. — La tête de ceux-ci se souleva. — Le comte de Baux et le comte de Valentinois. — Mort de Simon de Montfort et de Guillaume de Baux..... P. 59

#### II. — PRINCIPAUX ACTES DE FRÉDÉRIC II

Daric de Bâle, en 1214, privilèges rendus en faveur des Églises du royaume d'Arles. Vienne, Arles, Die, Viviers, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Romans. — Privilèges rendus pendant les années suivantes en faveur d'établissements ecclésiastiques. — Lutte de Frédéric contre les seigneurs qui établissent des péages illégaux. — Situation difficile des Staufen en Comté. — Guillaume néglige la Comté pour s'occuper surtout de maintenir et d'étendre son influence en Provence et dans la vallée du Rhône. — Raisons qui dirigent sa politique..... P. 105

#### III. — CRÉATION DE VICE-ROIS

Le royaume d'Arles conféré à Guillaume de Baux (1215). — Efficacité de cette tentative. — Le duc Eudes de Bourgogne fut-il vicaire de Frédéric dans le royaume d'Arles? — Guillaume de Montfort représentant de l'empereur dans ces régions (1216)..... P. 111

#### IV. — LUTTE DE MARSEILLE CONTRE L'EMPEREUR

Lutte entre, d'un côté, l'empereur et l'évêque contre les bourgeois. — Les Marseillais au ban de l'Empire. — Frédéric encourage les Arlésiens et le comte de Provence à lutter contre les Marseillais. — Marseille se rapproche d'Avignon. — Conséquences de la sentence rendue par Frédéric contre les Marseillais. — Tentatives infructueuses des Marseillais pour se réconcilier avec Frédéric, leurs relations avec Thomas de Savoie. — Arles et le comte de Provence continuent la lutte contre Marseille..... P. 117

#### V. — LA CROISADE DE LOUIS VIII ET SES RÉSULTATS

Nouvelle invasion du Midi par les croisades françaises. — Raymond-Béranger comte

de Provence, se montre favorable au roi. — Siège d'Avignon : le roi et les évêques s'en vont auprès de Frédéric. — Chute d'Avignon : un représentant du Pape s'empare des terres de Raymond VII situées sur la rive gauche du Rhône. — Indifférence de Frédéric II : motif de sa conduite. . . . . P. 125

#### VI. — L'EMPEREUR VÉUT PACIFIER LE ROYAUME D'ARLES

L'archevêque est à la charge de régler la paix en Provence. — Les comtes de Provence et les Arlésiens sont disposés à la paix, mais les barons lui, alliés à Raymond VII, ne montrent point de dispositions pacifiques. — Les hostilités continuent : l'empereur est toujours favorable au comte de Provence et hostile à Marie II. — La cour de France appuie les réclamations de Raymond VII à l'endroit du marquis de Provence. — Raymond VII occupe Tarascon et les pays environnants, malgré la défense de l'Eglise. — Pour pacifier la vallée du Rhône et y affermir son pouvoir, Frédéric envoie un nouvel ambassadeur, Cécile de Curzan. — Ses efforts s'échouent : il conclut à la conclusion d'une trêve. — Peut-être que la France a regardé Raymond VII, Louis IX se refuse à garder plus longtemps le marquisat de Provence pour le compte du Saint-Siège. . . . . P. 127

#### VII. — RENVERSEMENT DE LA POLITIQUE IMPÉRIALE

Jusqu'à présent, Frédéric s'est montré favorable au comte de Provence et au clergé. — Le comte de Toulouse. — Le pontificat se modifie vers 1234 : peu à peu il sera amené à se faire le protecteur du comte de Toulouse et de tous les adversaires du clergé. — Le froissement des barons entre Frédéric et la France. — Mariage de Louis IX avec Marguerite de Provence. — Raymond VII se rapproche de l'empereur qui lui confie en 1235 Venise. — Siège de Monzón à Bagnères : succès sympathiques qui l'y fait à Raymond VII, accuse plus fort l'ait au comte de Provence. — La guerre se rallume entre le comte de Provence d'une part et de l'autre Raymond VII et le comte de Toulouse. — Malgré les sévérités de l'Eglise, Raymond VII soumet par la force en possession des terres qu'il recule sur la rive gauche du Rhône. — Guerres et trêves. Les deux parties demeurent en présence, d'une part l'Eglise et le comte de Provence, de l'autre l'empereur et le comte de Toulouse. . . . . P. 128

#### VIII. — POLITIQUE NOUVELLE DE L'EMPEREUR

Henri de Bevello, vicaire de l'empereur dans le royaume d'Arles. — Le parti de Toulouse s'empare du gouvernement d'Arles (1234-1235); le parti de l'Eglise et du comte de Provence seules s'efforcent d'y résister (1237). — Le vicaire impérial soutient à Arles le parti de Toulouse : le Pape exerce son autorité au profit de l'archevêque et du parti de Provence. . . . . P. 129

#### IX. — BATAILLE DE TURIN, CAMPAGNE DE FRÉDÉRIC EN LOMBARDE

Les habitants d'Avignon se placent sous le pouvoir direct de l'empereur. — Frédéric à Turin. 1238, il y reçoit des seigneurs et des prélats du royaume d'Arles, concession de diplômes. — Les contingents du royaume sont envoyés à l'armée impériale de Lombardie. — Les seigneurs se rendent à la convocation de l'empereur : même le comte de Provence et l'archevêque d'Arles obéissent à ses ordres. — Nouveaux diplômes accordés aux barons, aux prélats et aux villes du royaume. — Echec de Frédéric devant Brescia : mortaison produite par cet échec. — Le comte de Toulouse se rapproche du Pape, le Dauphin de Viennois se rapproche du comte de Provence. . . . . P. 130

Revue des sources de l'histoire de France

13

de Provence — L'empereur en fait d'Avignon à l'incursion de 1174 et l'ordonne dans le royaume d'Arles Bernard de Loritce, ne quitte de vaine l'empire par . . . . . P. 130

# I. — EXCOMMUNICATION DE FRÉDÉRIC

Frédéric excommunié par Grégoire IX (1239). — Raymond-Bérenger comte de Provence, réacquiesce l'influence à Arles qui revient au parti de l'Empire. — Pour conserver Avignon à son parti, Raymond VI. y vient et prend la charge de pape et — Traité entre le Pape et Raymond-Bérenger — Le comte de Provence est mis au bas de l'Empire. — Guerre entre les deux partis : les partisans de l'Empire et du comte de Toulouse sont excommuniés (1244). — Intervention de Louis IX. — Elle arrête les progrès des impériaux, des Toulousains. . . . . P. 137

## II. — LE COMTE DE TOULOUSE SE RÉCONCILLE A L'ÉGLISE

Gautier de Muret, vicar général du Saint-Empire dans le royaume d'Arles. — Diplôme en faveur des bourgeois de Gap. — Le vicar impérial se substitue à Raymond VII dans la direction des affaires d'Avignon. — Raymond VI. se rapproche du parti de l'Eglise. — La commune d'Avignon s'allie au comte de Provence (1241). — Incertitudes de la politique de Raymond VII. — A la fin de 1241 il entre dans la ligue dirigée contre Louis IX par le comte de la Marche. — Echec de la coalition. — Raymond VII conclut la paix avec le comte de Provence. — Il sollicite et obtient du Pape l'absolution sans la restitution de Vézauis, qu'il n'aurait alors obtenue de la cour de Rome. . . . . P. 143

## III. — CONCILE DE LYON; MARIAGE DE BÉATRICE DE PROVENCE

Innocent IV à Lyon. — Les comtes. — Les comtes de Toulouse et de Provence viennent à Lyon où se contracte l'alliance. — Mariage projeté de Raymond VII avec Béatrice, héritière de Provence. — Mort de Raymond-Bérenger. — Dote prélevée à la main de Béatrice. — Mariage de Béatrice avec Charles d'Anjou. . . . . P. 149

## IV. — PROMÈTE DE FRÉDÉRIC CONTRE LYON

Frédéric se propose d'attaquer la cour pontificale à Lyon. — Il cherche à s'attacher les seigneurs des régions voisines. — Humbert de Beaujeu, Albert de la Tour, le comte de Savoie, le Dauphin Guigues VII. — Il convoque ses vassaux à Chambéry. — Mesures de défenses prises par le Pape; il demande le secours de Louis IX. — La révolte de Parme oblige l'empereur à renoncer à son projet. — Faveurs accordées à la maison de Savoie. . . . . P. 154

## V. — LA LIGUE DES ADVERSAIRES DU CLERGÉ DE PROVENCE

Arles, Avignon et Marseille s'unissent à Béziers de Rouss pour former une coalition hostile au clergé et à Charles d'Anjou (1247). — Etat des esprits en Provence. — Concile de Valence (1248). — Violences contre le clergé à Avignon et à Arles. — Action des envoyés de Frédéric II. — Mort de Raymond VII. — Alphonse de Poitiers accuse le Vénaisisme. — Mort de Frédéric II. — Les confédérés se réconcilient avec Alphonse de Poitiers. — Charles d'Anjou. . . . . P. 161

## VI. — RÉSULTATS DU MÊME DE FRÉDÉRIC II

Frédéric a perdu l'influence qu'il avait au centre à l'Empire dans le royaume d'Arles. — Triomphe de la politique de saint Louis. . . . . P. 166

## CHAPITRE VI

## I. STÉPHANE

## I. — GUILLAUME DE HOLLANDE

Les Rois de Hollande à Lyon. — Retour du Pape en Italie. — Polémique de Guillaume en Italie. — Privilèges accordés par lui aux églises d'Embrun, de Grasse et de Sisteron. — Il favorise les princes de Savoie. — Mort de Guillaume résultant de sa politique. . . . . P. 191

## II. — RICHARD DE CORNOUAILLES

Double élection de Richard de Cornouailles et d'Alphonse de Castille. — Faveurs accordées par Richard à la maison de Savoie. — Richard encourage les prétentions des comtes de Savoie à l'encontre des Habsbourg. . . . . P. 200

## III. — ALPHONSE DE CASTILLE

Ses visées sur l'Italie. — Son alliance avec Marquie. — Il compte du recas partisans en Bourgogne et dans le royaume d'Arles. — Invasions de la ville de Besançon et d'Avant de la France. . . . . P. 201

## IV. — PRINCIPES DE LA FRANCE

Les vassaux de Provence se soumettent à Charles d'Anjou. — Raymond de Roussillon cède à Charles d'Anjou ses prétentions à la couronne d'Arles. — Dernières lettres de Charles de comte d'Arles. — Le clergé du royaume d'Arles contribue aux frais de l'expédition de Charles d'Anjou en Italie. — Sa et Louis après la mort de Charles de Provence. — Le Dauphin et le comte de Savoie entre les bourgeois et le chapitre de Lyon. — Affaires de Viviers. — Avènement de Philippe le Hardi; il prend les bourgeois de Lyon sous sa protection. — Empire exerce des officiers royaux du côté de Viviers. . . . . P. 207

## V. — PHILIPPE LE HARDI CANDIDAT À L'EMPIRE

Personnalité de Charles d'Anjou. — Il accepte le projet de faire consacrer la couronne impériale à son neveu Philippe le Hardi. — Mémoire présenté au nom de Charles d'Anjou. — Résistance du pape Grégoire X. — Echec du projet. — Attitude du roi de France. — Election de Rodolphe Habsbourg (1273). . . . . P. 215

## CHAPITRE VII

## LE RÈGNE DE RODOLPHE DE HABSBOURG

## I. — LE ROYAUME D'ARLES À L'AVÈNEMENT DE RODOLPHE

Rodolphe se rapproche de la France. — Grégoire X obtient du roi de Castille qu'il renonce à ses prétentions à l'Empire. — Pilsen révoque le royaume d'Arles veut sauver Rodolphe à la saignée. — Un prince accorde à Humbert de la Tour. — Direction générale de la politique de Rodolphe : projet de reconstituer le royaume d'Arles. . . . . P. 223

## II. — PLANS DE RESTAURATION DU ROYAUME

Différend entre Marguerite de Provence et Charles d'Anjou, à propos de la succession de Provence. — Projet de reconstitution du royaume d'Arles au profit d'un Habsbourg, fiancé à une fille du roi d'Angleterre. — Abandon de ce projet. — Nouveau projet, inspiré par Nicolas III, qui consiste à reconstituer le royaume d'Arles au profit d'un prince Angevin, qui doit épouser une fille de Rodolphe. — Efforts de Nicolas III pour faire accepter ce projet, qui est une des conditions de la réconciliation de Charles d'Anjou et de Rodolphe de Habsbourg. — Mécontentement de Marguerite de Provence. . . . . P. 220

## III. — LES ADVERSAIRES DE LA MAISON D'ANJOU

Énumération des adversaires de la maison d'Anjou. Marguerite de Provence. — Les princes de Savoie. — Otton IV, comte de Bourgogne. — Le duc Robert de Bourgogne. — Les membres de la famille de Roussillon de Vienne. . . . . P. 227

## IV. — LES AMIS DE LA MAISON D'ANJOU

Les évêques de Lausanne et de Genève. — Le comte de Gênes. — Le Dauphin Béatrice, veuve de Guigues VII. — Humbert de la Tour. — Aymar de Valentigney. — Avènement de Henri IV au trône pontifical. . . . . P. 245

## V. — LOTTE DES PARTIS ; ÉCHEC DES ANGEVINS

Proposition des Angevins pour soumettre le royaume d'Arles. — Marguerite de Provence rejette la réclamation de leurs prétentions. — Opposition contre Charles d'Anjou. — Les évêques de Lyon et de Vienne s'associent à la résistance. — Efforts de Marguerite pour dégager Rodolphe de Habsbourg de l'alliance angevine et pour le réconcilier avec le comte de Savoie. — Échec de ces tentatives. — Édouard I<sup>er</sup> roi d'Angleterre, soutient mollement Marguerite de Provence. — Les Vêpres Siciliennes. . . . . P. 247

## VI. — VICTOIRE DE RODOLPHE SUR LA BOURGOGNE ET LA SAVOIE

Marguerite de Provence ne peut réussir à réconcilier Rodolphe avec la Savoie. — Guerre heureuse dirigée par Rodolphe contre le comte de Montbéliard, frère du comte de Bourgogne Otton. — Guerre heureuse dirigée par Rodolphe contre le comte de Savoie. . . . . P. 255

## VII. — RODOLPHE SE RAPPROCHE DU PARTI BOURGOGNON

Rodolphe épouse la sœur du duc de Bourgogne. — Son attitude incertaine dans la question de la succession du Dauphiné. — Action du roi de France. — Querelles relatives à la succession de Savoie. — Rodolphe résilié dans le royaume d'Arles. . . . . P. 258

## VIII. — PROGRÈS DE L'INFLUENCE FRANÇAISE

L'influence française se fait sentir en Bourgogne et dans la vallée du Rhône. — Décisions jetées en faveur du roi de France sur le clergé du royaume d'Arles. — La politique française à Viviers et à Lyon. . . . . P. 262

## IX. — LES PARTIS BOURGOGNON ET ANGEVIN SE RECONSTITUENT

Hostilité persistante du comte Otton de Bourgogne à l'égard de Rodolphe de



Habsbourg. — Otton se livre à l'influence du roi de France. — Le comte de Savoie sou-  
tient sa politique du comte de Bourgogne. — En part. favorable aux Habsbourg se  
refuse au Bourgogne. — Le comte de Genève et le comte de Habsbourg. — Les  
nouveaux du comte de Savoie font mal en à ce parti. — À titre réservé du roi  
de France. — Querelle entre l'évêque de Lausanne et le comte de Montbéliard. P 269.

#### X. — GUERRE DE RODOLPHE CONTRE LE COMTE DE BOURGOGNE

Cause de la lutte. — Forces du comte Otton et de son aïeul le comte de  
Savoie. — Rodolphe envahit le Comté. — Négociations. — Otton se soumet à  
Rodolphe. P 275.

#### XI. — LE COMTE DE BOURGOGNE SE SOUMET À LA FRANCE

Rodolphe exerce son autorité en Flandre. — Seigneurs du royaume d'Arles qui  
se portent leurs hommages à Rodolphe. — En faveur de Rodolphe et de Charles II  
d'Anjou (1294). — Situation périlleuse du parti des comtes de Bourgogne et de  
Savoie. — Le comte de Bourgogne Otton se met sous la puissance de Philippe le  
Bel. — Mort de Rodolphe de Habsbourg (1298). P 279.

#### XII. — CONCLUSION

Rodolphe n'a pas établi l'autorité de l'empereur sur le royaume d'Arles. P 283.

### CHAPITRE VII

#### LE RÈGNE D'ADOLPHE DE NASSAU

##### I. — L'AVÈNEMENT D'ADOLPHE DE NASSAU

Dispositions des électeurs. — Election d'Adolphe (1292). P 285.

##### II. — LE ROYAUME D'ARLES À L'AVÈNEMENT D'ADOLPHE

Le royaume d'Arles échappe de plus en plus à l'influence de l'empereur grâce à la  
politique de Philippe le Bel. — Efforts d'Adolphe pour rétablir sa influence. —  
son intervention en comté. P 287.

##### III. — LES ALLIÉS DE LA FRANCE ET CEUX DE L'EMPEREUR

Guerre entre la France et l'Angleterre. — Adolphe de Nassau s'allie à Édouard I<sup>er</sup>.  
Le comte Amédée de Savoie et les comtes de Savoie soutiennent Édouard et  
Adolphe. — Du côté de la France se rangent le comte de Bourgogne, l'évêque de  
Vienne, le comte de Valentinois et le Dauphin Humbert I<sup>er</sup>. P 291.

##### IV. — PRÉTENSIONS ET IMPUISSANCE D'ADOLPHE

Révolutions d'Adolphe contre la France. — Il affecte en Italie sa politique  
générale et appelle aux Bonifaces VIII. — La diplomatie du roi de France désagré-  
la non non de ses adversaires. Boniface VIII refuse de reconnaître les  
projets agressifs d'Adolphe. — Adolphe s'abstient d'attaquer la France. —  
Cause probable de cette abstention. P 293.

##### V. — PROGRÈS DE LA FRANCE DANS LE ROYAUME D'ARLES

Cession de la Comté de Bourgogne à la France. — Traité de Vincennes. — Philippe le  
Bel. P 295.

Bel réussit à dissoudre la coalition des seigneurs comtois opposés à la France. —  
Politique du roi de France à l'égard de Lyon de la Savoie, du Dauphiné et du  
Vallais. . . . . P. 298.

## CHAPITRE IX

### LE RÈGNE D'ALBERT D'AUTRICHE

#### I. — AVÈNEMENT D'ALBERT D'AUTRICHE, SES RAPPORTS AVEC LE SAINT-SIÈGE

Avènement d'Albert (1308) — Le changement de règne est favorable à Philippe  
le Bel. — Conflit entre Albert et Boniface VIII. . . . . P. 309

#### II. — ALLIANCE DE L'EMPIRE ET DE LA FRANCE

Traité d'alliance de 1309. — Entrevue de Quatre-Vaux entre Tou. et Vaucou-  
leurs, où se rencontrent Albert d'Autriche et Philippe le Bel. — Conditions de  
l'alliance entre les souverains. — Bruits répandus en Occident : Albert aura  
abandonné le royaume d'Arles à la France. — Opposition que la conduite d'Albert  
rencontre en Allemagne. . . . . P. 315

#### III. — ALBERT D'AUTRICHE SE RÉCONCILIE AVEC LE PAPE

Motifs qui disposent Albert à se réconcilier avec le Pape. — La réconciliation,  
préparée par de longues négociations, s'achève en 1313. — Le Pape, après en litié  
avec Philippe le Bel, délègue les provinces du royaume d'Arles de tous les vassaux  
les rattacheront à un souverain autre que l'Empire. — Cette mesure vise directe-  
ment les prétentions et les intérêts du roi de France. . . . . P. 317

#### IV. — LE PAPE, LA FRANCE ET L'EMPIRE APRÈS LA MORT DE BONIFACE VIII

Les successeurs de Boniface VIII. — Le Pape favorise la politique française. —  
Affaire de la succession de Hongrie. — Impulsion d'Albert d'Autriche en Bour-  
gogne. . . . . P. 326.

#### V. — ÉTAT DU ROYAUME D'ARLES

Provence. — Savoie. — Dauphiné. — Coalition contre le comte de Savoie. —  
Attitude du Pape. — Vallais. — Viviers. — Lyon. — Le Comté. —  
Résumé. . . . . P. 336.

## CHAPITRE X

### LE RÈGNE DE HENRI VII

#### I. — CHARLES DE VALOIS CANDIDAT A L'EMPIRE

Situation prospère du roi de France. — Des conseillers de Philippe le Bel rêvent  
pour la maison de France la domination universelle. — Candidature de Charles de  
Valois à l'Empire. — Le Pape ne la soutient pas, élection de Henri VII (1308). —  
Raisons de la conduite du Pape. . . . . P. 337

## II. — SITUATION RESPECTIVE DU ROI DE FRANCE ET DU ROI DES ROMAINS

Personnalité de Henri VII, son agnatio en française. — Toutefois il existe des germes de discordes entre lui et le roi de France... P. 243.

## III. — ACTION DE HENRI VII DANS LE ROYAUME D'ARLES

Bonnes relations de Henri VII avec les princes de Savoie. Avec le Dauphin et ses frères. — Dignités accordées par Henri VII. — Grâces qu'il obtient aux seigneurs de royaumes d'Arles. — Concessions de péages. — Concessions à l'armée impériale. P. 245.

## IV. — PLAN DE RESTAURATION DU ROYAUME D'ARLES AU PROFIT DES ANJOUYS

Robert, roi de Sicile, chef de la maison d'Anjou, armé contre le roi et le royaume d'Arles pour le roi de France. — Situation de la cour d'Arles. — Projet du cardinal Stefaneschi d'Arles. — Consiste à se saisir de la cour d'Arles au profit d'un fils de ce Robert qui épouserait une fille du roi des Romains. — Echec de ce projet. — Le Pape est amené à déclarer qu'il ne consent ni pas à ce que Henri VII transfère à un tiers les droits de l'empereur sur le royaume d'Arles... P. 252.

## V. — RELATIONS DE PHILIPPE LE BEL ET DE HENRI VI

Prochaines relations des deux souverains. — Situation de Philippe le Bel. — Négociations en vue d'un traité d'alliance. — Le traité est conclu en sa plus grande partie avec des deux souverains. — Philippe le Bel se soumet avec dans un ponton de montres très hostiles. — Il sur Villerse resté à Paris. — Le traité conclu. — Philippe le Bel a allié aux souverains de Henri VI. — Mort de l'empereur. P. 258.

## CHAPITRE XI

## LE RÉGNE DE LOUIS DE BAVIÈRE

## SITUATION POLITIQUE À LA MORT DE HENRI VII

Victoire des ennemis de l'Empire, leurs aspirations. — Pourquoi les Papes n'ont pas consenti à réaliser les vœux des Ligués. — Philippe le Bel essaye d'obtenir le royaume d'Arles pour lui-même ou l'un de ses enfants. — Mort de Philippe le Bel. P. 273.

## I. — POLITIQUE DES FILS DE PHILIPPE LE BEL À L'ÉGARD DE ROYAUMES D'ARLES

Tendances générales de la politique française. — Le règne de Louis IX. — Il est l'admirateur de saint Louis. — Le comté de Savoie. — Les Hautes de la politique de Philippe le Long. — Charles IV. — Son alliance avec le roi Jean de Bohême. — Projet de Jean de Bohême qui suppose la reconnaissance du royaume d'Arles au profit de Charles de Valois, échec de ce projet. — Projet de Léopold d'Autriche. — Le roi de France Charles IV serait élu empereur. — La reconnaissance de Louis de Bavière avec les ducs d'Autriche fait échouer ce projet... P. 280.

## III. — UN PROJET DE CÉSSION DU ROYAUME D'ARLES À PHILIPPE DE VALOIS

Vues du roi de France sur l'Italie. — Il veut obtenir le royaume d'Arles pour lui ou l'un des siens. — Combinaisons de Jean de Bavière. — Il achètera, par l'abandon du royaume d'Arles à la France, le droit d'élever à l'Empire son gendre Henri de Basse-Bavière. — Origine et histoire de cette combinaison, elle est acceptée par Jean XXII et par le roi de France. — Lettre du 7 décembre 1333, contenant les engagements pris par Henri de Basse-Bavière vis à vis de Philippe de Valois. — Louis de Bavière, que l'on dit avoir maliqué en faveur de Henri, déclare qu'il n'entend pas aliéner et fait manquer la combinaison du roi de Bavière. — Les fautes et la modification des résolutions de Louis sont Robert de Naples, le cardinal Neveu de Grégoire et les francs seigneurs nobles. P. 301

## IV. — POLITIQUE DU DAUPHIN HUMBERT II

Avènement du pape Benoît XII. — Efforts de Philippe de Valois pour obtenir le royaume d'Arles. — Echec de ces efforts. — Mission du comte d'Eu, légat à Avignon. — De la part de Louis de Bavière, il doit offrir le royaume de Vienne au dauphin Humbert II. — Caractère et politique du Dauphin. — Situation vis à vis de la France. — Philippe de Valois occupe Saline-Combe, sur le Rhône, en face de Vienne au grand mécontentement du Dauphin. — Humbert n'ose pas accepter la couronne de Vienne, raisons de son refus. — Humbert se rapproche du roi de France. P. 40.

## V. — LES SAITUNES DE LA POLITIQUE DU DAUPHIN

Le Dauphin suit de nouveau une politique hostile à la France. — Affaires de la succession de Bourgogne, démonstration armée faite par le Dauphin, ses désastres. — Il veut vendre le Dauphin à Robert, roi de Sicile. — Louis de Bavière s'élève, en 1337, contre Édouard III, roi d'Angleterre. Humbert dirige sa conduite d'après celle des souverains coalisés contre la France. — Édouard III sollicite pour Humbert la couronne du royaume d'Arles. P. 120.

## VI. — LE DAUPHIN OCCUPE LA VILLE DE VIENNE

Des 1337 le Dauphin s'est établi à Vienne, au prieuré de Saint-Just. — Il achète les seigneurs, les ou moins réels de Guillaume de Vienne seigneur de Longwy héritier des seigneurs saints de Vienne. — Lutte de Humbert contre l'archevêque de Vienne, Bertrand de la Chapelle, qu'il accuse de vouloir livrer Vienne à la France (1338). — Vers 1338, dans Vienne, l'archevêque est obligé de quitter la ville, triomphe du parti du Dauphin, les bourgeois se mettent sous sa protection. — Benoît XII ne peut pas les choses soient remises à Vienne dans leur premier état. — Le Dauphin s'installe à Vienne. P. 127.

## VII. — HUMBERT CÈDE LE DAUPHINÉ À LA FRANCE

Muque sous l'influence de Louis de Bavière; Humbert ne peut compter sur son appui. — Influence de la France dans le Sud-Est. — Situation désespérée du Dauphin, sans alliés et sans argent. — Premier et second traité de Humbert avec Philippe de Valois (1343 et 1344). — Ses relations avec Louis de Bavière. — Le traité de 1344 consomme la cession du Dauphiné à la France. P. 132.

## CHAPITRE XII

## LE RÈGNE DE CHARLES IV

## I. — LA PERSONNALITÉ DE CHARLES IV

Portrait et caractère du nouveau souverain. — Il sera un bon roi de Bohême au risque d'être un mauvais souverain. — Sa conduite à l'égard du royaume d'Arles. — Ses devoirs envers l'Empire. P. 443

## II. — LES DESSEINS DU ROI DE FRANCE

Situation du roi de France vis-à-vis des seigneurs du pays d'Empire dans la vallée du Rhin. — Il veut lever sur leur tête un impôt. — Pour cela, il faut obtenir une reconnaissance de la souveraineté impériale. — Documents qui prouvent que telle est l'intention des princes Valois. P. 446

## III. — PREMIÈRES ACTES DE CHARLES IV TRÈS FAVORABLES À LA FRANCE

La bataille de Crécy. — Charles IV se rapproche l'empereur Édouard III et traite avec lui. — Mission en France de Gaucher de Châtell, chargé de rappeler les droits de l'Empire. — Aymar de Puységur, comte de Valentinois, vicaire de l'Empire dans le royaume d'Arles (1349). — La reine Jeanne de Naples et son mari Louis de Taranto, font hommage à l'empereur pour la Provence (1350). P. 45

## IV. — NÉGOCIATIONS INFRUCTUEUSES ENTRE LA FRANCE ET L'EMPIRE

Importance de l'alliance de Charles IV pour le roi Jean. — Négociations de 1355. — Réclamations de l'empereur au sujet du Dauphiné, de la Comté et de la ville de Vienne. — Le roi Jean refuse de souscrire aux conditions exigées par l'empereur. P. 47

## V. — CHARLES IV EST HOSTILE À LA FRANCE

Conduite de Charles IV dans les affaires de Savoie. — Il refuse d'entretenir l'alliance du traité de janvier 1355 entre la France et l'empereur. — Il révoque le comte de Savoie qu'il venait d'envoyer à la France. — Il refuse de reconnaître l'église de Sion. — Privilèges impériaux assurant au comte de Savoie la suprématie sur les évêques et le droit de connaître, au nom de l'empereur, des appels des sentences rendues par les prélats en matière temporelle. P. 48

## VI. — DIÈTE DE METZ

Bataille de Poitiers. — Le Dauphin Charles de France vient à Metz où Charles IV tient une diète (décembre 1356). — Charles obtient satisfaction pour le Dauphiné et la Comté. — Privilèges en matière de juridiction accordés au Dauphin Charles pour le Dauphiné. — Résultats de l'entrevue : neutralité de Charles IV, bienveillante pour la France. P. 49

VII. — MANIFESTATIONS DE LA ROYAUTÉ DE CHARLES IV  
SON COURONNEMENT À ARLES

Charles d'inféodations. — Confirmation de privilèges. — Concessions de poiges. — Privilèges accordés aux villes (Grenoble, Romans) : aux prélats (Arles, Vienne, Albi, Embrun, Grenoble, Avignon, Beaune, Saint-Casimir d'Arles, Saint-Oyen de Joux,

Saint Victor de Marseille), etc. — Voyage de Charles IV dans le royaume d'Arles et de Vienne. Il se rend d'abord à Arles (1365). — Concessions de privilèges, chartes de fondation des Universités de Genève et d'Orange. — Efforts inutiles de la diplomatie française pour obtenir une délégation de la souveraineté impériale dans le royaume d'Arles. — Légende de la session du royaume d'Arles à Louis d'Anjou. . . . . P. 469.

### III. — LES VICARIATS IMPÉRIAUX

A la royauté de Charles IV à Arles ne correspond aucun pouvoir effectif. — Une seule fois il projette une armée militaire dans le royaume. — Usage qu'il fait des concessions de vicariats. — Privilèges accordés au Dauphin. — Vicariat du comte de Savoie. — Vicariat en Provence conféré au chambrier du pape Urbain V. . . P. 477.

#### IX. — INCOMPÉTENCE DE LA POLITIQUE DE CHARLES IV DANS LE ROYAUME D'ARLES

Pourquoi la politique de Charles IV est féconde en contradictions. — Contradictions dans sa conduite à l'égard de la Comté. — Contradictions dans sa conduite à l'égard du comte de Savoie : vicariat donné et révoqué. — L'empereur favorise tantôt le comte de Savoie, tantôt ses adversaires le comte de Genève, les évêques de Lausanne et de Genève. . . . . P. 481.

#### X. — IMPUISSANCE RÉELLE DE CHARLES IV DANS LE ROYAUME D'ARLES

Charles IV ne peut arrêter les progrès du roi de France dans ces régions. — Il n'a pas réussi à ébranler le pouvoir des Valois établi en Dauphiné. — La peur que troublait la Comté. — En Provence, elle menace la domination de la reine Jeanne, que Charles IV ne peut protéger. . . . . P. 490.

#### XI. — LE VICARIAT D'ARLES CONFÉRÉ AU DAUPHIN

Voyage de Charles IV à Paris. Il recherche l'alliance française pour lui-même, et son fils nécessaire. — Résultats de ce voyage. — Le vicariat impérial, dans le Dauphiné et le royaume d'Arles, est conféré au Dauphin, fils de Charles V. . . P. 499.

#### XII. — LE DAUPHIN VICARIE IMPÉRIAL

Le gouverneur du Dauphiné lieutenant du vicarier. — Usage qu'il fait du vicariat contre les seigneurs laïques, contre les évêques, notamment contre l'archevêque de Vienne. — Le vicariat dans les dernières années du xiv<sup>e</sup> siècle. — Importance du vicariat pour le Dauphin. — Efforts de la administration dauphinoise pour faire renouveler le vicariat dans la dernière moitié du xiv<sup>e</sup> siècle. . . . . P. 507.

#### CONCLUSION

P. 517

### ÉCLAIRCISSEMENT I

LA CHANCELLERIE DU ROYAUME D'ARLES ET DE VIENNE . . . P. 523

### ÉCLAIRCISSEMENT II

LA BULLE DE PLEIN POUVOIR DE JEAN XXII EST-ELLE AUTHENTIQUE? . . . P. 527

Paris, imp. Pion et fils,



Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google

Original from  
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

Digitized by Google



**RETURN CIRCULATION DEPARTMENT**  
**TO → 202 Main Library**

LOAN PERIOD 1	2	77-139	3
HOME USE			
4	5		6

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS  
 Renewals and Recharges may be made 4 days prior to the due date.  
 Books may be Renewed by calling 642-5405

**DUE AS STAMPED BELOW**

SEP 15 1994

-4

AUTO DISCIRC SEP 28 '93

OCT 01 1996

MAY 29 2002

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY  
 BERKELEY, CA 94720

FORM NO. DD6

U. C. BERKELEY LIBRARIES



0041943237

Digitized by Google

Original from  
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

